Général Philippe Sidos

Les guerres d'Afghanistan

PERRIN
MINISTÈRE DES ARMÉES

Général Philippe Sidos

Les guerres d'Afghanistan

PERRIN

Cet ouvrage est coédité avec le ministère des Armées,
secrétariat général pour l'administration, Direction de la mémoire,
de la culture et des archives.

La Direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA) est une direction du ministère des Armées placée sous l'autorité du secrétaire général de ce ministère. La DMCA a notamment en charge la politique culturelle du ministère au travers des collections de ses musées, de ses services d'archives et de ses bibliothèques. Elle détermine et finance les actions nécessaires à la gestion et à la valorisation de ce riche patrimoine. C'est dans cette perspective que la DMCA développe également une politique de publication et de soutien aux productions audiovisuelles permettant à un large public de découvrir l'histoire et le patrimoine du ministère des Armées.

Couverture : En haut : *Le Dernier Carré du 44e régiment d'infanterie d'Essex à Gandamak*, par William Barnes Wollen, huile sur toile, XIXe siècle. © Wikipédia.
En bas : La guerre contre le terrorisme, Afghanistan, vers 2001-2010. Photographie. Collection privée. © Superstock/Bridgeman Images

© Ministère des Armées/Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2025

92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 08 00

EAN : 978-2-262-08445-5

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

SOMMAIRE

Titre

Copyright

Sigles

Introduction

Première partie - Les guerres anglo-afghanes

- Chapitre 1 - Grandeur et décadence de l'empire d'Afghanistan
- Chapitre 2 - La première guerre anglo-afghane
- Chapitre 3 - Impérialisme, victoires, échecs et retrait (deuxième et troisième guerres anglo-afghanes)

Deuxième partie - L'urss s'impose et perd

- Chapitre 4 - L'emprise soviétique sur l'Afghanistan
- Chapitre 5 - La guerre des Soviétiques en Afghanistan
- Chapitre 6 - L'adaptation soviétique à la contre-insurrection
- Chapitre 7 - Guerre civile en Afghanistan, 1989-2001

Troisième partie - Vingt ans de guerre américaine en Afghanistan

- Chapitre 8 - Du 11 septembre 2001 au Surge de 2009
- Chapitre 9 - L'administration Obama, contre-insurrection, gloire et déclin des généraux, 2009-2014
- Chapitre 10 - Lassitude occidentale. Retour et victoire des talibans

En guise de bilan…

Chronologie

Bibliographie

Notes

Index

Table des cartes

Sigles

ANA	Afghan National Army, Armée nationale afghane.
ANSF	Afghan National Security Forces, ou ANDSF (Afghan National Defense and Security Forces), Forces de sécurité nationale afghanes. (Elles intègrent l'ANA, l'AAF et l'ANP ainsi que d'autres forces de sécurité comme le NDS).
AAF	Afghan Air Force.
AFSOC	Air Force Special Operations Command.
ANP	Afghan National Police, Police nationale afghane.
ALP	Afghan Local Police, Police locale afghane.
BFM	Bataillon de fusiliers motorisés, URSS.
BMP-1/BMP-2	Véhicule de combat d'infanterie à chenilles, URSS.
BTR	Véhicule de transport de troupes à roues, URSS.
CENTCOM	Central Command américain.
CTC	Counterterrorism Center, Centre de contre-terrorisme de la CIA.
CIA	Central Intelligence Agency, agence de renseignement, États-Unis.
CJCS	Chairman of the Joint Chiefs of Staff, chef d'état-major des armées, États-Unis.
CLFSA	Contingent limité de forces soviétiques en Afghanistan.
CSG	Counterterrorism Security Group, Groupe de sécurité contre le terrorisme.
CT	Counter-Terrorism.
COMISAF	Commander of the International Security Assistance Force.
COIN	COunterINSurgency, Contre-insurrection.

CSAR	Combat Search And Rescue, Recherche et sauvetage au combat.
CFC-A	Combined Forces Command-Afghanistan, Commandement de forces interalliées en Afghanistan.
COP	Combat Outpost, poste de combat avancé, avant-poste.
CSTC-A	Combined Security Transition Command – Afghanistan.
DAPG	Division d'assaut aéroporté de la garde, URSS.
DFM	Division de fusiliers motorisés (soviétique).
DDR	Désarmement, démobilisation, réintégration.
EI	État islamique (en Afghanistan).
EI-PK	État islamique – province du Khorassan.
FATA	Federally Administered Tribal Areas, Zones tribales du Pakistan.
FOB	Forward Operating Base ou base opérationnelle avancée.
Green on Blue	Green (vert) et Blue (bleu). Le vert qualifiant un élément afghan et le bleu un personnel de la coalition. Attaques internes contre des membres de la coalition.
GRU	Direction générale du renseignement (GRU) de l'état-major des forces armées, URSS.
HIG	Hizb-e Islami Gulbuddin.
HPC	High Peace Council, Haut Conseil pour la paix.
IED	Improvised Explosive Device ou EEI, Engin explosif improvisé.
ISI	Inter-Services Intelligence, Service de renseignements interarmées du Pakistan.
ISKP	État islamique de la province du Khorassan.
ISAF/FIAS	International Security Assistance Force ou Force internationale d'assistance à la sécurité.
JSOTF	Joint Special Operations Task Force.
KGB	Comité pour la sécurité de l'État, URSS.

KhAD	Police secrète du gouvernement afghan allié aux Soviétiques.
MIO	Mouvement islamique d'Ouzbékistan.
MRS	Mission Resolute Support.
NDS	National Directorate of Security, Direction nationale de la sécurité ou service de renseignement afghan.
NTM-A	NATO Training Mission Assistance, Mission de l'OTAN de formation en Afghanistan (MFO-A).
NSC	National Security Council, Conseil de sécurité nationale américain.
ODA	Operational Detachment Alpha, détachement opérationnel A américain.
OEF-A	Operation Enduring Freedom-Afghanistan.
OFS	Operation Freedom's Sentinel, opération « Sentinelle de la liberté ».
OMC-A	Office of Military Cooperation-Afghanistan.
ONG	Organisation non gouvernementale.
ONU	Organisation des Nations unies.
OTAN/NATO	Organisation du traité de l'Atlantique Nord.
PDPA	Parti démocratique du peuple afghan.
PRT	Provincial Reconstruction Team, équipe de reconstruction provinciale.
RC	Regional Command, commandement régional de l'ISAF.
RPG	Lance-roquettes portable de fabrication soviétique.
RSM	Resolute Support Mission, OTAN.
SEAL	Sea Air And Land, Forces spéciales de la marine américaine.
SIGAR	Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, inspecteur général américain pour la reconstruction en Afghanistan.

SOCOM	Special Operations Command, Commandement des opérations spéciales à Tampa.
Surge	Effort opérationnel temporaire.
TAA	Training Advise Assistance, activités de formation, de conseil et d'assistance.
TAAC	Training, Advising, Assisting Commands.
TACP	Tactical Air Control Party, Équipe de contrôle pour l'appui aérien au sol.
Tsarandoi	Forces du ministère de l'Intérieur, Afghanistan (URSS).
TTP	Tehreek-e-Taliban Pakistan.
UNAMA	United Nations Assistance Mission in Afghanistan ou Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan-MANUA.
USFOR-A	U.S. Forces-Afghanistan, forces américaines en Afghanistan.

Introduction

> « La plupart d'entre nous, moi y compris, n'avions qu'une compréhension superficielle de la situation et de l'histoire, et nous avions une vision dramatiquement simpliste de l'histoire récente, des dernières cinquante années. »
>
> Général Stanley McChrystal,
> commandant des forces alliées de 2010 à 2011 en Afghanistan.

L'Afghanistan entre dans l'histoire des bouleversements stratégiques qui remettent en cause l'ordre issu de la Seconde Guerre mondiale quand les Soviétiques y font entrer leurs divisions blindées en décembre 1979. L'URSS devient ainsi un agresseur, et le boycott des jeux Olympiques de Moscou, l'année suivante, montre le rejet quasi unanime de cette invasion alors qu'en 2001 rares sont ceux qui n'approuvent pas l'intervention américaine qui vise en premier lieu à détruire Al-Qaida. Puis viennent l'effondrement de l'URSS, le 26 décembre 1991, et le lointain écho de la guerre civile afghane. La conquête de Kaboul par les talibans et l'exécution en 1996 de Mohammad Najibullah, dernier chef d'État de la république démocratique d'Afghanistan, jettent un voile de sauvagerie sur eux. Face à l'expansion islamiste, les Russes – dont l'image est ternie par deux guerres en Tchétchénie – tentent d'alerter sur l'extension des zones contrôlées par les talibans en Afghanistan vers les républiques d'Asie centrale déjà déstabilisées par des mouvements islamistes. Face à eux se dresse le

commandant Massoud, lequel s'appuie sur le Tadjikistan, qui se relève à peine d'une guerre civile d'ailleurs totalement ignorée de l'Europe. Mais il est assassiné le 9 septembre 2001, deux jours avant le coup de tonnerre du 11 Septembre.

Au tout début d'octobre, Douchanbe, la capitale du Tadjikistan, grouille de journalistes dans l'attente d'une intervention militaire occidentale déjà bien entreprise par les Américains en Ouzbékistan. Le gouvernement a choisi d'offrir sans contreparties une base aérienne à la France. Pour quelles raisons ? Parce que Paris a toujours soutenu Massoud, que la France a (encore) une politique étrangère indépendante, qu'elle ne cherche pas à imposer un système politique et ainsi à découpler Douchanbe de Moscou, et enfin parce qu'elle n'a pas « créé » les talibans. Des lignes nettes de géopolitique locale sont alors posées. Ce même mois, le docteur Abdullah Abdullah tend également la main vers la France à un moment où l'intervention semble s'enliser. Nul alors ne peut imaginer que le ministre des Affaires étrangères de Massoud et acteur politique majeur de 2001 à 2021 accueillera les talibans à Kaboul le 15 août 2021 avec l'ancien président Karzai, pour un transfert d'autorité. Le télégramme diplomatique qui suit ne manque pas d'indiquer que « nous, les Français, nous serions bien accueillis en Afghanistan ». En novembre 2001, de fait, Kaboul reçoit cordialement les premiers Occidentaux après le départ précipité des talibans.

En cette période d'euphorie internationale, l'idée que l'Afghanistan a été le cimetière des empires s'estompe, car il y a déjà plus de deux cents ans que Mountstuart Elphinstone, le premier envoyé occidental, a découvert le royaume de Kaboul, posant ainsi le jalon de la catastrophe de 1842 – fin piteuse de la première guerre anglo-afghane. Tout comme pour les Britanniques, c'est aussi le lot des Soviétiques et bientôt des Américains de remporter quelques victoires ponctuelles avant de renoncer face à une

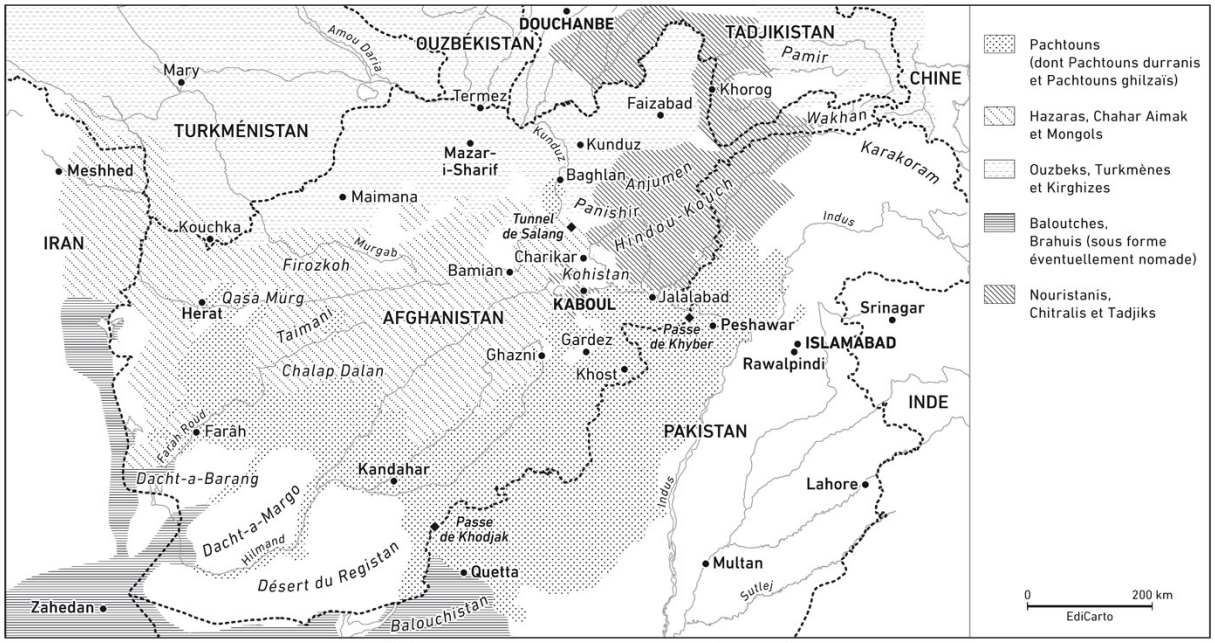
population qui n'a jamais été totalement séduite par les bienfaits de la civilisation et de la modernité apportés par l'envahisseur.

Construire un gouvernement central et des institutions nationales n'est jamais aisé en Afghanistan. Les forces qui gravitent autour du pouvoir sont aussi fortes au XIX^e^ siècle contre Dost Mohammed et Abdur Rhaman qu'avec Hamid Karzai après 2001. Le long règne de Zaher Shah, de 1933 à 1973, offre sa seule période de stabilité à un pays qui devient un eldorado pour les amateurs d'aventure en 2CV. Mais c'est sans compter sur la ligne Durand, établie en 1893 et qui forme une mauvaise frontière avec le Pakistan : les multiples chemins qui la traversent contribuent certes au soutien des moudjahidines – ou « combattants de la foi » – dans la guerre contre les Soviétiques, mais vingt ans plus tard, cet atout qui permet d'affaiblir « l'empire du mal » deviendra un cancer pour les Américains tant les montagnes et les vallées du sanctuaire pakistanais y composent un territoire naturel propice à la guérilla. Les Britanniques ne parviendront jamais non plus à sécuriser la frontière occidentale de leur empire des Indes, malgré des raids constants contre ceux que Churchill décrit en 1897 comme « les sauvages du Nord, imprégnés de fanatisme ou motivés par le pillage ». L'échec du Pakistan et de son éventuelle coopération pour obtenir un quelconque résultat sur la frontière nord-ouest après 2001 signifie dès lors que les armées de l'OTAN doivent combattre un ennemi qui se renforce constamment, alors que, face à eux, la corruption, les trafics de drogue et l'incapacité à construire des institutions d'État usent le soutien international.

Le plan américain initial de 2001 ne prévoit pas de grandes opérations militaires à travers tout le pays. Au-delà de la chasse livrée à ben Laden et à d'autres chefs terroristes, il y a peu de forces disposées en dehors de Kaboul, et leur rôle reste limité. La démocratie, qui est vue par les Occidentaux comme une vertu qui peut se développer par elle-même, est

censée suffire pour stabiliser l'Afghanistan. Les commentaires de cette époque peuvent ainsi faire écho à ceux de 1839 après que les Britanniques eurent installé l'émir de leur choix à Kaboul : « La guerre peut désormais être considérée comme achevée, le roi étant de nouveau sur son trône. » Trois ans plus tard, ils concluent cette néfaste campagne en se retirant lamentablement. En juin 1879, le général Sam Browne estime lui aussi que « la campagne de Kaboul peut désormais être considérée comme terminée », mais après le massacre de la délégation britannique, la guerre dure encore deux années. De même, en 1980, Moscou a déjà l'intention de retirer ses troupes, parce que, après avoir « renforcé le nouveau gouvernement afghan, elles ont rempli leur mission ». Mais peu à peu, pour protéger ce fragile pouvoir imposé de l'extérieur avec un semblant de légitimité, les forces soviétiques entrent progressivement dans l'engrenage de la guerre civile et ne font qu'exacerber la résistance à la présence étrangère. Bien avant la guerre en Ukraine en 2022, les États-Unis y voient l'occasion de faire payer le prix du sang à leur ennemi moscovite en soutenant les moudjahidines, une stratégie que ben Laden retourne tout autant en attirant les Américains en Afghanistan pour leur faire subir le même sort. En somme, ce carrefour de l'Asie reste une terre d'illusions et de dérives stratégiques, et si chaque envahisseur n'imagine initialement y déposer qu'une infime trace de sa présence, il finit par s'enliser dans le marécage. En 2008, le représentant de l'Union européenne, Fransec Vendrell, regrette d'ailleurs « que les Nations unies n'adoptent qu'une empreinte légère qui prive l'organisation des outils nécessaires pour entreprendre les réformes voulues par les Afghans ». Cette intention ne fait que précéder les pressions exercées pour obtenir un *Surge* [*1] qui finit au bout d'un an par démontrer son impuissance.

Afghanistan, carte générale



Afghanistan, carte des groupes ethnolinguistiques

Afghanistan, carte administrative des provinces

PREMIÈRE PARTIE

LES GUERRES ANGLO-AFGHANES

1

Grandeur et décadence de l'empire d'Afghanistan

Les cartes du Grand Jeu

L'histoire de l'Afghanistan est une histoire militaire. Celle d'un pays qui fut presque constamment impliqué dans des conflits internes et qui lutta pour son indépendance face à des puissances expansionnistes. Les réponses aux invasions étrangères prirent le plus souvent la forme de luttes fragmentées à cause d'une mosaïque de communautés et de tribus, mais la réputation guerrière de l'Afghanistan du XIX^e^ siècle s'affirma surtout à travers les rivalités stratégiques des empires tsariste et britannique qui cherchaient à établir leur suprématie en Asie centrale.

À l'origine, les deux puissances russe et britannique veulent prendre l'avantage l'une sur l'autre par le contrôle politique et militaire des régions qui les séparent, à savoir les khanats d'Asie centrale, la Perse et l'Afghanistan à travers le « Grand Jeu », un terme introduit par le lieutenant Henry Rawlinson (1810-1895), un officier de renseignement britannique, mais aussi un archéologue, et Arthur Conolly (1807-1842), capitaine au

6e régiment de cavalerie légère du Bengale, mais surtout officier de renseignement, explorateur et écrivain. Déjà, au milieu du XVIIIe siècle, la Russie prend possession d'Orenbourg sur l'Oural quand la Compagnie des Indes orientales s'établit en Inde aux dépens du royaume de France, tout en soumettant les États indépendants du sous-continent indien. À cette époque, les postes avancés des Empires russe et britannique sont distants de près de 4 000 kilomètres ; un siècle plus tard, ils se font face à moins de 1 000 kilomètres entre les steppes d'Asie centrale et la frontière nord-ouest de l'Inde. Avant de se trouver face aux Russes, toutefois, les Britanniques jouent de leur diplomatie face à la menace immédiate venue de Napoléon qui, en s'alliant avec la Russie, envisage un temps d'atteindre les Indes par la voie terrestre. Mais lorsque l'Empire français se détourne de ses grandioses projets asiatiques en raison de la succession de conflits en Europe et des échecs en Espagne et en Russie, des relations sont bel et bien établies désormais avec la Perse, l'Afghanistan et le Pendjab. L'hypothétique menace française cède alors la place à celle de l'expansion de l'Empire russe.

L'empire de Russie et la recherche des frontières

Bien avant l'apparition de l'empire des tsars, vers 1206 le tourbillon mongol s'est élancé sous la direction de Temoujin, un génie militaire illettré devenu célèbre sous le nom de Gengis Khan et dont le rêve de conquête du monde lui permet d'éclipser le destin d'Alexandre le Grand. Au cours des trente années qui suivent, il forge avec ses successeurs un empire qui s'étend du Pacifique à la frontière polonaise. Il englobe toute la Chine, la Perse, l'Afghanistan, l'actuelle Asie centrale et des parties du nord de l'Inde et du Caucase, mais il intègre surtout de vastes espaces de la Sibérie et de la Russie. Cette domination de la Horde d'Or accable cette dernière pendant plus de deux siècles et laisse son économie en ruines tout en réduisant la

population au servage. Prenant avantage de cette faiblesse, les voisins européens de la Russie, rejoints par les provinces germaniques, la Pologne la Lituanie et la Suède, s'en prennent à elle alors que les Mongols se soucient bien davantage de leurs domaines asiatiques où Samarcande et Boukhara, Herat et Bagdad resplendissent quand les Russes vivent dans des isbas en bois. Ainsi, écrasés entre leurs ennemis européens et le joug mongol, ceux-ci développent une paranoïa de l'invasion et de l'encerclement qui continue depuis à marquer leur conception géopolitique en prônant la protection des frontières face à tout expansionnisme porteur d'une autre culture.

Ivan III, dit le Grand, libère enfin les Russes de l'oppression mongole quand en 1480 le grand prince de Moscou se rebelle et met à mort des envoyés du grand Khan. Les deux armées se font face sur chaque bord de l'Ugra, à 200 kilomètres de Moscou, mais quand le fleuve gèle, les deux parties se tournent le dos sans combattre, montrant ainsi que les armées mongoles peuvent céder face à la menace des Russes. Leur autorité centralisée disparaît, laissant toutefois trois khanats indépendants à Kazan, Astrakhan et en Crimée, ce qui représente toujours une menace à prendre en compte. C'est Ivan IV, dit le Terrible, grand prince de Vladimir et de Moscou, proclamé tsar de toutes les Russies en 1547, qui conquiert ainsi Kazan en 1552. Quatre années plus tard, le khanat d'Astrakhan – là où la Volga se jette dans la mer Caspienne – connaît le même sort. Seule la Crimée reste encore sous la protection des sultans ottomans, mais elle tombe sans combat en 1783 sous le règne de Catherine la Grande, et il n'y a à cette époque que la France pour émettre une protestation. La Moscovie lance alors ses explorateurs, ses soldats et ses commerçants vers la Sibérie, mais il faudra un siècle pour que les Russes atteignent le Pacifique. Cette première phase d'une expansion continue représente toutefois déjà aux yeux des Britanniques une menace pour l'Inde.

Pierre le Grand (tsar de 1682 à 1725) est le premier qui y tourne son regard. Pleinement conscient de la vulnérabilité et du retard de la Russie, il est déterminé à se hisser au niveau des puissances européennes sur le plan économique et social, mais il doit aussi relever ses armées, ce qui exige d'importants moyens financiers après que les guerres contre l'Empire suédois et la Turquie ont vidé ses caisses. Il s'avère alors que de l'or est découvert sur les bords de l'Oxus (l'ancien nom du fleuve Amou-Daria), une région hostile et éloignée où peu d'Européens ont encore mis les pieds. Mais surtout, les voyageurs et les explorateurs russes ont appris à Pierre le Grand qu'au-delà des déserts et des montagnes d'Asie centrale s'étendait l'Inde, une terre de richesses légendaires que ses rivaux Européens, et en particulier les Britanniques, exploitent déjà par mer à une grande échelle. Une occasion lui est offerte quand le khan de Khiva lui demande son aide afin de réduire des tribus agitées de la région. Il comprend alors que cette ouverture et le contrôle éventuel de Khiva lui permettront de se trouver à mi-chemin entre ses propres frontières et celles de l'Inde. Ses géologues pourraient y rechercher l'or de l'Oxus tout en offrant une étape intermédiaire pour que des caravanes russes reviennent d'Inde chargées de produits exotiques à offrir aux marchés européens en utilisant une voie terrestre directe qui raccourcirait avantageusement les interminables voies maritimes. Pierre le Grand envoie alors une expédition, mais celle-ci est anéantie à cause de la duplicité du Khan. Si, trop occupée sur ses frontières occidentales, la Russie devra attendre plusieurs années avant de revenir en Asie centrale, son échec fait cependant comprendre que l'expansion terrestre vers l'Inde et Constantinople ne peut se réaliser que sur plusieurs générations. Le rêve de Pierre le Grand d'assurer de la sorte la sécurité de la Russie s'inscrit désormais dans la conscience russe.

Ce n'est que quarante années plus tard, sous le règne de la Grande Catherine (impératrice de 1762 à 1796), que la Russie montre de nouveaux signes d'intérêt pour l'Inde, où la Compagnie des Indes orientales poursuit

son expansion aux dépens des Français. Expansionniste, comme Pierre le Grand, la tsarine veut expulser les Turcs de Constantinople et restaurer Byzance, ce qui ouvrirait la Méditerranée à la flotte russe, une mer sous contrôle anglais quand la mer Noire est encore dominée par la Turquie. Vers 1791, la tsarine étudie sérieusement un plan prévoyant d'avancer de Boukhara vers Kaboul, « la ville aux dix mille jardins », et de fomenter des révoltes contre les Anglais en Inde. Potemkine, son fameux conseiller, aurait fait échouer ce projet, mais on y trouve déjà les prémices des idées qui se succéderont tout au long du XIX^{e} siècle. Une seule étape est alors franchie : l'annexion sans combat de la Crimée en 1783.

L'empire durrani

L'État moderne d'Afghanistan apparaît en 1747 quand Ahmad Shah Durrani accède au trône. Cette année marque alors la création effective d'une entité afghane indépendante à la fois des Empires perse et moghol. Originaire du Pendjab, Ahmad Shah (un Pachtoun[*1] de la tribu Abdali) est fait prisonnier par le shah de Perse Nadir Shah, mais il devient l'un de ses officiers et il est finalement choisi comme shah du Khorassan après son assassinat en 1747. Son titre devient alors « Ahmad Shah Dur-i-Durran » (« roi Ahmad, la perle des perles »), ce qui transforme le nom de sa tribu d'Abdali en Durrani. En 1748, il prend Kaboul, puis poursuit vers l'Inde, s'empare du Cachemire en 1750, effectue six raids sur le Pendjab, pille Mathura en 1756 et Dehli en 1757. Dans une ultime expédition, il inflige une lourde défaite aux Sikhs, mais il doit retourner en Afghanistan pour y mater une insurrection. Profitant de ce contretemps, ces derniers se soulèvent à nouveau et Ahmad doit abandonner tout espoir de maintenir son emprise sur le Pendjab. À son apogée, l'empire durrani domine pourtant ce qui constitue aujourd'hui l'Afghanistan, le Pakistan ainsi que certaines parties du nord-est de l'Iran, l'est du Turkménistan et le nord-ouest de

l'Inde. Il est ainsi considéré comme la base de l'État moderne d'Afghanistan et Ahmad Shah Durrani devient pour l'histoire afghane le « père de la nation ». À sa mort en 1772, son fils Timour Shah, qui lui succède, décide de faire de Kaboul la capitale de l'empire et de prendre Peshawar comme capitale d'hiver. Le 20 mai 1793, à sa mort, la crise de succession ouvre une période de troubles de cinquante ans pendant laquelle l'empire durrani se désintègre et voit l'Afghanistan s'enfoncer dans la guerre civile. Vers 1818, les dirigeants sadozaïs [*2] qui succèdent à Ahmad Shah ne contrôlent guère plus qu'une zone de 160 kilomètres au-delà de Kaboul. La menace que l'Afghanistan peut faire peser sur les conquêtes britanniques en Inde s'estompe ainsi au fur et à mesure de la disparition de l'empire durrani. C'est pourquoi le risque d'une attaque contre l'Inde que pourrait faire encore planer Zaman Shah [*3] – qui succède à Timour Shah, et qui règne à Kaboul de 1793 à 1800 – se révèle assez irréel. Mais les Britanniques se trouvent trop loin pour percevoir la faiblesse fondamentale de l'Afghanistan et ils ne gardent en mémoire que le souvenir des exploits militaires d'Ahmad Shah, lequel n'a jamais perdu une bataille. En réalité, Zaman Shah Durrani planifie bel et bien une invasion, mais sans en avoir les capacités, et il le fait surtout parce qu'il ne connaît pas d'autre moyen pour sauver son royaume de la déroute. Le gouverneur général du Bengale [*4] Richard Wellesley, le frère aîné du futur vainqueur de Waterloo, décrit la menace de cette invasion comme perceptible à travers toute l'Inde, car « chaque Mahométan, même dans la plus lointaine région du Deccan, attendait avec impatience l'avancée du champion de l'Islam ».

L'expansion de la Compagnie britannique des Indes orientales

Face à cette activité venue d'Afghanistan, la Compagnie des Indes orientales – puis, dans un second temps, Compagnie britannique des Indes

orientales – personnalise l'expansion de l'Empire britannique. Société par actions initialement créée en 1600 pour commercer dans la zone de l'océan Indien avec l'Empire moghol des Indes mais aussi avec les Indes orientales et plus tard avec la Chine, elle prend le contrôle de vastes parties du sous-continent indien, colonise des régions de l'Asie du Sud-Est et enfin Hong Kong après la première guerre de l'opium (1839-1842). Elle exerce effectivement son contrôle sur les Indes de 1757 à 1858, quand après la rébellion indienne – ou révolte des cipayes – de 1857, l'Acte de gouvernement de l'Inde (*Government of India Act*) de 1858 amène la Couronne britannique à assumer directement le contrôle du sous-continent, inaugurant ainsi le *Raj* britannique.

Pendant le premier siècle de son existence, son principal objectif reste commercial, mais au cours du XVIII^e^ siècle les intérêts de la Compagnie s'orientent vers l'expansion territoriale quand la puissance de l'Empire moghol décline et qu'elle parvient à éliminer la Compagnie française des Indes orientales au cours des guerres carnatiques de 1746 à 1763[*5]. Cette domination anglaise s'étend ensuite grâce aux victoires contre les Français à Plassey en 1757 et à Wandiwash en 1760, lesquelles se concluent par le traité de Paris du 10 février 1763 qui met fin à la guerre de Sept Ans. Mais c'est aussi au lendemain de la bataille de Buxar, le 23 octobre 1764 – qui conduit au traité d'Allahabad le 16 août 1765 entre l'empereur moghol shah Alam II et Robert Clive –, que s'affirment alors l'engagement politique de la Compagnie et le début de la domination britannique aux Indes. Bien plus, la Compagnie établit sa capitale à Calcutta en 1773 et nomme son premier gouverneur général, Robert Clive, qui est aussi le vainqueur de Joseph François Dupleix lors de la deuxième guerre carnatique (1749-1754).

Au cours des décennies suivantes, la Compagnie des Indes orientales étend progressivement son contrôle sur la plus grande partie du continent indien. En 1803, elle entretient une armée privée d'environ 260 000 hommes, soit deux fois la taille de l'armée britannique. Elle est

répartie entre chaque présidence qui possède une armée à son nom : armée du Bengale, armée de Madras et armée de Bombay. Celles-ci sont composées pour leur plus grande partie de mercenaires indiens commandés par des Britanniques, mais elles intègrent également quelques régiments composés entièrement d'Européens et elles sont aussi renforcées de régiments de la Couronne. La Compagnie dirige sa propre école de formations d'officiers à Addiscombe, près de Croydon dans le Surrey. Ouverte en 1809, celle-ci a pour objectif le service dans ces trois armées privées. Le séminaire militaire est en réalité une institution jumelle du « Collège de la Compagnie des Indes orientales » qui forme à Hertforshire les fonctionnaires civils de la Compagnie.

La Compagnie des Indes face aux puissances

La lutte contre les Français épuise finalement la Compagnie, dont la position n'est pas assurée, même si elle détient le monopole du commerce en Inde. En 1797, lord Richard Wellesley, gouverneur général du Bengale de 1897 à 1805, et frère aîné du futur duc de Wellington, qui reste imprégné des perceptions alarmistes de ses prédécesseurs sur les menaces d'invasion par l'Afghanistan, en profite pour faire avancer ses projets de gains territoriaux et élargir les frontières de l'Inde. C'est pour le gouverneur général l'occasion de réduire et de déposséder les dirigeants locaux qui peuvent montrer de la sympathie pour les Français. Peu de temps après son arrivée en 1798, il apprend qu'une alliance a été négociée entre la République française et Tipû Sâhib, sultan de Mysore, qui demeure jusqu'à sa mort en 1799 un farouche adversaire de l'expansion britannique. L'arrivée des Français en Égypte montre qu'une menace se profile bel et bien à l'Ouest. Bonaparte estime en effet que l'Angleterre peut être atteinte en la coupant de l'Inde, source de ses richesses et de sa puissance. Quand il arrive au Caire, le jeune et brillant général envoie d'ailleurs une lettre au

sultan Tipû Sâhib, répondant aux appels de ce dernier pour lutter contre les Anglais : « Vous avez déjà été informé de mon arrivée sur les bords de la mer Rouge à la tête d'une armée invincible, emplie du désir de vous libérer du joug de fer de l'Angleterre. Que le Tout-Puissant renforce votre pouvoir et détruise vos ennemis ! » Mais la défaite navale d'Aboukir le 1er août 1798 et, malgré le soutien de conseillers militaires français, la défaite puis la mort du sultan Tipû Sâhib lors du siège de Seringapatam en 1799 écartent le danger pour la Compagnie des Indes orientales. Les Anglais poursuivent donc leur expansion et réduisent totalement l'influence française en Inde. La Compagnie britannique des Indes orientales, qui est à l'origine une organisation commerciale, se transforme alors en puissance impériale. C'est ainsi qu'en 1805 son territoire, à travers les États vassaux et des régions partiellement contrôlées, s'est considérablement accru. Avec Calcutta pour capitale, la Compagnie intègre la plus grande part de l'Inde actuelle. Le royaume de Mysore est ainsi annexé à la présidence de Madras. Seuls les États du Sind[*6], du Pendjab et du Cachemire conservent encore leur indépendance.

Au nord-ouest, l'ennemi le plus proche demeure l'Afghanistan. Par conséquent, tous les efforts doivent être faits pour obtenir le soutien des États qui se trouvent entre les dominions britanniques et lui. Le Sind semble un choix évident : il est désormais indépendant et dirigé par une oligarchie familiale des émirs Talpur qui règne depuis 1783. Le Perse Nadir Shah l'avait incorporé à son empire après la prise de Delhi en 1739, mais il passe en 1747 dans les mains d'Ahmad Shah, fondateur de la dynastie durranie. Si le joug afghan est écarté sous le règne de Timour Shah Durrani, les émirs restent constamment dans la crainte que leur voisin afghan ne rétablisse sa suzeraineté. En 1803, le Sind est attaqué par l'Empire marathe[*7], et l'action déterminante de domination jouée par Arthur Wellesley[*8] lors des guerres contre Mysore et la confédération marathe suscite les inquiétudes des émirs du Sind quant aux ambitions britanniques. Ceux-ci parviennent cependant à

y résister jusqu'en 1842-1843. Un autre allié bien plus prometteur se trouve au Pendjab, où une race particulière de guerriers, les Sikhs, ont établi un empire. Comme combattants, ceux-ci ne le rendent en rien aux Afghans, l'antipathie naturelle des hommes de la plaine pour les montagnards étant par ailleurs accentuée par la différence de religion.

Les Anglais s'inquiètent malgré tout de la vulnérabilité de leurs frontières, qui s'étendent de plus en plus, et de la probabilité que Napoléon imagine de nouveaux projets d'invasion. Des rumeurs rapportent déjà les agissements de ses agents en Perse, ce qui représente une menace bien plus sérieuse que la brève présence française en Égypte. Cependant, c'est du nord que surgit une réelle menace, quand en septembre 1801, le nouveau tsar Alexandre I^{er} annexe le royaume de Géorgie que la Perse considérait comme appartenant à sa sphère d'influence. Les hostilités ne se déclenchent cependant qu'en juin 1804 lorsque les Russes entament le siège d'Erevan, capitale de l'Arménie, une possession chrétienne du shah. Les Anglais n'interviennent pas dans ce conflit, en dépit de leur alliance avec la Russie et d'un traité défensif conclu avec la Perse – celui-ci, en réalité, n'est dirigé que contre la France et l'Afghanistan.

Cette déception conduisit le shah de Perse Fateeh Ali Shah Qajar à signer le 4 mai 1807 le traité de Finkenstein avec l'empereur Napoléon, par lequel il cesse toutes relations commerciales et politiques avec l'Angleterre. Dans « le cas où S.M. l'empereur des Français aurait l'intention d'attaquer les possessions anglaises en Inde, stipule-t-il, S.M. l'empereur de Perse, en bon et fidèle allié, lui accorderait le passage ». Situation bien pire pour l'Angleterre, en vérité, car après avoir vaincu la Russie à Friedland le 4 juin 1807, Napoléon rencontre le tsar le 7 juillet pour négocier la paix de Tilsit. La légende dit que l'un des nombreux espions anglais qui parsèment alors l'Europe est parvenu à se cacher sous le radeau de Tilsit, où il peut ainsi directement entendre les conversations des deux empereurs. Il ne faut plus de six semaines aux officines de renseignement britanniques pour obtenir

les termes exacts des fameuses clauses secrètes qui prévoient la conquête de l'Inde en traversant la Perse devenue amie. Napoléon aurait ainsi proposé comme première étape la conquête conjointe de Constantinople, avant de marcher vers l'Inde, en traversant la Turquie vaincue et la Perse amie. Pour la stratégie de l'Empereur, ces dispositions lancent donc les bases d'une opération conjointe franco-russe contre la source de la puissance britannique. Le général Gardane, envoyé auprès du shah, doit donc étudier les possibilités d'accueil de la flotte française, ainsi que les capacités de ravitaillement des troupes, mais aussi établir des cartes indiquant les itinéraires d'invasion possibles. Dans le même temps, le général Caulaincourt, ambassadeur de Napoléon à Saint-Pétersbourg, reçoit pour instruction de développer le projet avec les Russes. Pour l'Empereur, « plus l'idée paraîtra fantasque, plus sa mise en œuvre affolera les Anglais, frappant l'Inde d'effroi, répandant la confusion à Londres, et il ne fait aucun doute que quarante mille Français, auxquels la Perse aurait accordé le passage *via* Constantinople, retrouvant quarante mille Russes venus par le Caucase auraient de quoi terrifier l'Asie et constituer une force suffisante pour en faire la conquête ».

Le gouverneur général des Indes, lord Minto, ne trouve pas du tout fantasque le plan de Napoléon. Une invasion française de l'Inde par la Perse ne dépasse pas, selon lui, les « capacités d'énergie et d'obstination qui caractérisent le dirigeant actuel de la France », écrit-il, dans un rapport adressé à Londres, tandis qu'il met la main à ses projets pour contrer la « débauche d'activité et de diplomatie française en Perse, qui ne ménage pas ses efforts pour propager ses intrigues jusque dans les durbars[*9] de l'Hindoustan ». Londres et Calcutta réagissent très vite, et, dès le printemps 1808, les deux capitales envoient des délégations en Perse pour convaincre Fateeh Ali Shah Qajar de se détourner de la France : celle de Londres chargée de cadeaux, l'autre conduite par John Malcolm qui était déjà venu huit années plus tôt. Sous cette double pression anglaise mais aussi inquiet

de la fragilité du soutien français, le shah retourne son alliance avec l'espoir de recouvrer ses territoires du Caucase pris par les Russes. Le nouvel accord stipule qu'il n'autorise aucune force étrangère à traverser son territoire pour attaquer les Indes. Quant à la menace afghane, il est formulé que « si les Afghans se trouvaient en guerre contre la nation britannique, Sa Majesté perse s'engage à envoyer, aux frais des Britanniques, une armée contre eux en concertation avec le gouvernement anglais pour en définir la forme et le volume ». Le shah reçoit par ailleurs une allocation de 120 000 livres annuelles, et des officiers britanniques remplacent la mission militaire française qui est remerciée.

Mais l'intention originelle que sous-tendait la recherche de ce traité est rapidement dépassée par les événements parce que l'Afghanistan se trouve plongée dans la guerre civile pendant le passage même de l'ambassade anglaise. Lord Minto envoie alors d'autres délégations, chargées de somptueux cadeaux, pour séduire les princes indiens et afghans. L'une se rend à Lahore pour conclure une alliance avec Ranjit Singh, sultan des Sikhs. L'autre va à la rencontre des émirs du Sind. En ce qui concerne l'Afghanistan, la mission est confiée à Mountstuart Elphinstone, du service civil de la Compagnie des Indes orientales.

La première ambassade anglaise en Afghanistan

Elphinstone est un Écossais qui a eu dans sa jeunesse des sympathies pour la Révolution française et qui est envoyé aux Indes à l'âge de 14 ans pour se guérir de cette influence. Il combat aux côtés d'Arthur Wellesley lors des guerres contre les Marathes, où il se distingue à la bataille d'Assaye en 1803, puis en 1817 lors de la troisième phase de ce conflit, qui assure le contrôle britannique sur la plus grande partie de l'Inde. Cette première ambassade envoyée par une puissance occidentale en Afghanistan quitte Delhi le 18 octobre 1808, accompagnée par deux cents cavaliers, quatre

mille fantassins, une dizaine d'éléphants et six cents chameaux. Destinée à impressionner les Afghans, cette approche dit assez l'intention des Anglais de ne les considérer que comme des pions sur l'échiquier mondial de leur politique. Fils de Timour Shah, leur roi Shah Shuja est couronné en 1803 à l'âge de 18 ans. La délégation pénètre six mois après son départ de Delhi dans Peshawar, capitale d'hiver de l'Afghanistan durrani et centre majeur de la culture pachtoune. La représentation britannique y est logée dans une vaste demeure et bientôt reçue par Shah Shuja, qui porte pour cette occasion le célèbre diamant Koh-i-Noor[*10]. Les négociations se poursuivent pendant plusieurs semaines : Shuja tient à conclure un accord avec la Compagnie et compte sur les Britanniques pour l'aider à se protéger des Perses, alliés de Napoléon.

Cependant, comme Elphinstone le découvre rapidement, l'obsession de Shah Shuja pour le faste de sa cour n'est, dans une certaine mesure, qu'un leurre pour dissimuler l'extrême faiblesse de sa position. D'ailleurs, peu après l'arrivée de l'ambassade britannique à Peshawar, Mahmoud Shah Durrani, le demi-frère de Shah Shuja, lui aussi fils de Timour Shah et qui avait dirigé l'empire durrani de 1801 à 1803, avant d'être écarté par Shah Shuja, s'empare de Kandahar, la capitale afghane du Sud. Un mois plus tard, le 17 avril 1809, alors qu'Elphinstone et Shuja achevaient la rédaction de leur traité, les rebelles prennent Kaboul. Ils se préparent ensuite à attaquer Shah Shuja à Peshawar alors que le gros de son armée tente de contenir une rébellion au Cachemire. La situation devient critique.

Abandonné à lui-même, Elphinstone rédige un journal plein d'enseignements où il relève déjà les nuances de tempérament des Afghans, riches en contradictions. « Leurs défauts sont l'esprit de vengeance, l'envie, la cupidité, la rapacité et l'obstination ; en revanche, ils sont épris de liberté, fidèles en amitié, bons envers ceux dont ils ont la charge, hospitaliers, vaillants, robustes, frugaux, laborieux et prudents[*11]. » Il avait déjà remarqué que le succès dans les opérations de guerre s'obtenait ici moins

souvent par la simple victoire tactique que par l'habileté à se frayer un chemin dans le maquis mouvant des loyautés tribales. D'ailleurs, si Shuja négocie, c'est d'abord pour sauver son régime. Les lettres de William Fraser, un fonctionnaire subalterne qui accompagne Elphinstone et qui laisse ainsi le plus complet récit de cette première rencontre, montrent que l'optimisme initial cède le pas à l'anxiété. Le 22 avril, il note ainsi qu'ils apprennent que Kaboul et Ghazni ont été prises par les rebelles et que l'armée du Cachemire a été vaincue. Il conclut que le roi ne l'est plus vraiment et qu'il doit fuir ou tout risquer sur une seule bataille. Finalement renversé en 1809, Shah Shuja est contraint de s'exiler au Pendjab, puis au Cachemire et enfin à Lahore. Pendant ce séjour en Inde, il est emprisonné et contraint de céder à Ranjit Singh le diamant Koh-i-Noor afin de recouvrer sa liberté. À partir de 1818, il reçoit une pension de la Compagnie des Indes orientales qui estime avoir tôt ou tard un rôle à lui faire jouer. Vingt ans plus tard, en effet, il s'allie avec les Britanniques et le Pendjab pour envahir l'Afghanistan, contribuant au déclenchement de la première guerre anglo-afghane. Il retrouve son trône à l'aube de celle-ci, en 1839, avec l'aide des Britanniques, trente années après son premier règne, mais il est assassiné le 5 avril 1842 à Kaboul après leur départ.

Mais avant tous ces événements, les Britanniques comprennent déjà que l'Afghanistan demeure particulièrement difficile à gouverner et que le pouvoir central n'est efficient que pendant de très brèves périodes, quand les tribus reconnaissent un souverain unique – ce qui est rarement le cas. Plus qu'un État, c'est un kaléidoscope de principautés tribales en constante rivalité qui ne sont gouvernées que par des allégeances propres à chacune et qui ne s'obtiennent que par la négociation, en prenant soin de ménager leur souci d'indépendance et d'égalitarisme. La contrepartie financière peut éventuellement garantir la coopération, sans que cela conditionne d'ailleurs la fidélité. Cependant, les chefs de tribu doivent aussi s'assurer l'obéissance de leurs partisans, car en Afghanistan « chaque homme est un khan et

derrière chaque tertre vit un empereur ». Elphinstone comprend en tout cas que « l'administration interne de chaque tribu fonctionne tellement bien que même les plus grands désordres du gouvernement royal n'affectent pas son action, ni ne perturbent l'existence de ses membres ».

Aux origines de la première guerre anglo-afghane

L'empire sikh face à Kaboul

Au début du XIX^e^ siècle, ce sont les développements diplomatiques et les événements liés à la Perse qui donnent des prétextes à l'invasion britannique de l'Afghanistan de 1839, alors même que l'on se situe là à près de 2 500 kilomètres des avant-postes anglais en Inde. La progression de la Russie au sud du Caucase et sa domination incontestée de la Caspienne ont mis en alerte le gouvernement de Sa Majesté. En réaction, par le traité signé avec la Perse en 1814, l'Angleterre s'engage, en cas d'invasion de celle-ci par toute nation européenne, à aider le shah soit par l'envoi de troupes venant des Indes, soit par le paiement de subsides annuels en soutien de ses dépenses de guerre. C'est là un engagement dangereux, à tel point que pendant la campagne de 1827, lors de laquelle s'affrontent Abbas Mirza, fils et héritier de Fateeh Ali Qajar, le shah d'Iran qui règne depuis 1797, et le général Paskievitch, à la tête de l'armée russe du Caucase, l'Angleterre évite de tenir ses engagements. Quand la Perse est vaincue, et qu'elle perd l'Arménie et le Nakhitchevan, tout en se trouvant dans une situation financière catastrophique à cause des indemnités de guerre exigées par le traité de Turkmantchaï (21 février 1828), Londres en profite pour obtenir l'annulation de son obligation d'assistance inscrite dans le traité de 1814 en

versant une somme de 300 000 livres. Partant, la Perse se trouve livrée à l'influence russe, qui risque de s'étendre vers le Khorassan [*12] occidental et Herat [*13], la grande ville de l'ouest de l'Afghanistan qui, avec Samarcande, fut l'un des phares de la civilisation issue de l'empire de Tamerlan, et qui ouvre la route vers les Indes. En janvier 1830, le gouverneur général des Indes, lord William Bentinck (1828-1835), estime alors nécessaire de lancer une nouvelle offensive diplomatique en direction des États indépendants situés au nord-ouest de l'empire de la Compagnie des Indes : l'État sikh du Pendjab, le Sind et les principautés afghanes de Kaboul et de Kandahar. C'est à cette occasion qu'apparaît Alexander Burnes, un des plus célèbres parmi ces officiers britanniques qui sont d'abord de grands aventuriers et qui orientent et marquent par leur engagement la politique de la Couronne en Afghanistan. Sous prétexte d'apporter des chevaux au maharaja Ranjit Singh, cadeau du roi d'Angleterre, il navigue sur l'Indus et en dresse la carte pour de futures opérations militaires. Il profite aussi de l'occasion pour établir des contacts avec les émirs du Sind. Au Pendjab, Ranjit Singh établit un puissant royaume au cours des premières années du XIX^{e} siècle sur un territoire qui correspond aujourd'hui au nord-ouest de l'Inde et au Pakistan, alors même que les conquêtes britanniques se rapprochent de ses frontières. Souverain avisé, il observe une politique d'amitié prudente avec les Anglais, leur cédant quelques territoires au sud de la rivière Sutlej, mais il bâtit concomitamment une puissante armée de mercenaires pour dissuader toute velléité anglaise comme pour se préparer à affronter les Afghans. Cette armée de 40 000 hommes est formée notamment par des instructeurs français, en particulier Jean-François Allard [*14] et Jean-Baptiste Ventura. Les querelles dynastiques conduisent cependant le royaume sikh à son effondrement à l'issue des deux guerres conduites contre les Anglais entre 1845 et 1849. Mais avant de réduire le royaume sikh, ceux-ci voient l'établissement de relations diplomatiques avec le Pendjab comme un moyen de sécurisation de la frontière nord-ouest, tout comme leur

médiation permet d'établir des relations amicales avec les émirs du Sind dans le but de l'utiliser comme un nouvel État tampon.

En Afghanistan, l'émir Dost Mohammed Khan [*15] devient entre-temps le chef le plus puissant dans un pays totalement fragmenté sur le plan politique. Il a d'ailleurs renforcé sa position après avoir vaincu Shah Shuja qui avait tenté de reconquérir son trône. Les Sikhs s'emparent alors de Peshawar et, en juillet 1834, Shah Shuja est vaincu à Kandahar. Mais si le gouvernement britannique soutient le développement du pouvoir de Ranjit Singh sur le Pendjab, il ne souhaite pas que ce dernier sorte de son rôle d'État tampon. Au grand déplaisir de Dost Mohammed Khan, les Anglais ont d'ailleurs reconnu l'annexion de Peshawar par les Sikhs en 1834.

La diplomatie britannique obtient des succès au Pendjab et au Sind en apaisant les dissensions, c'est-à-dire en acceptant l'annexion de Peshawar par les Sikhs et en conservant Shikarpur pour le Sind. Cependant, cette politique laisse Dost Mohammed très insatisfait, lequel entreprend alors de reconquérir Peshawar. Des milliers d'Afghans répondent à son appel, permettant la levée d'une armée de 10 000 combattants dévoués. Ranjit Singh, suffisamment habile pour éviter d'affronter ces *ghazi* [*16] fanatisés, choisit d'envoyer des médiateurs – au nombre desquels l'aventurier américain Josiah Harlan [*17] – pour régler l'affaire de façon pacifique. Dans le même temps, le chef sikh parvient à corrompre les frères de Dost Mohammed qui lui sont hostiles, ce qui provoque des dissensions dans l'armée de Kaboul puis son retrait. Vers la fin de 1836, le général sikh Hari Singh attaque et capture le petit village stratégique de Jamrud au sud de la passe de Khyber, ce qui conduit l'empire sikh aux frontières de Kaboul. Cette provocation conduit l'armée afghane à partir en guerre contre les Sikhs et le 30 avril 1837, le fils de Dost Mohammed, Akbar Khan, leur inflige une défaite. L'arrivée de renforts sikhs, cependant, empêche l'armée afghane de poursuivre vers Peshawar et la contraint à se retirer. Sa victoire permet cependant de limiter l'avance sikhe à la ligne Jamrud-Khyber. Deux

ans plus tard, après la mort de Ranjit Singh, le 27 juin 1839, l'empire qu'il a fondé sombre dans un conflit dynastique et finit par tomber sous le contrôle des Anglais en 1849. Il existait depuis cinquante années.

L'expansion de la Perse vers l'Afghanistan – que refuse Londres

Fateeh Ali Qajar, le vieux shah d'Iran qui règne depuis 1797, meurt en 1834. Son petit-fils le prince Mohammed Mirza (Mohammed Shah Qajar) lui succède. Fort de la bénédiction des Britanniques – l'envoyé à Téhéran, sir Ellis, écrit à son gouvernement que le shah peut réclamer sa souveraineté en Afghanistan aussi loin que Ghazni –, il peut se prévaloir de ses droits sur la principauté de Herat, dirigée par Shah Kamran, fils de Mahmoud Shah, qui, après avoir écarté son frère Shah Shuja du trône de Kaboul, a lui-même été déchu. Kamran laisse d'ailleurs la réalité du pouvoir entre les mains de son vizir, Yar Mohammed Khan. L'occupation de la province perse de Seistan fournit au jeune shah une justification pour débuter les hostilités contre Herat.

Le shah de Perse adresse en 1836 un ultimatum exigeant de fournir des esclaves et de payer un tribut – Herat vit en effet largement du trafic d'esclaves qui sont souvent obtenus par des raids en Perse. Il se sait soutenu par les Russes et s'attend à une victoire d'autant plus rapide qu'il espère un soulèvement de la population en sa faveur mais aussi que les petits États afghans voisins, qui ont souffert des captures d'esclaves par Herat, se joignent à lui. Si Kamran et son vizir Yar Mohammed rejettent cet ultimatum, ils ne peuvent par ailleurs espérer aucune aide venant des autres petits États afghans. Pourtant, celle-ci viendra bel et bien, sous les traits d'un jeune officier de l'artillerie montée de Bombay, déguisé en marchand de chevaux…

Revenons en arrière. Fin 1835, le shah n'est nullement impressionné par les avertissements du secrétaire aux Affaires étrangères lord Palmerston [*18], car pour le Britannique, la véritable menace vient de la Russie qui étend ses conquêtes en Asie Mineure grâce à sa victoire contre la Turquie en 1828-1829. Il envisage donc que Saint-Pétersbourg en vienne à contrôler le Proche et le Moyen-Orient, ce qui rend crédible la menace sur les Indes.

Mais pour Londres, la détermination perse d'envahir l'Afghanistan avec l'assistance russe semble si forte que l'usage de simples déclarations diplomatiques s'avère insuffisant. La contre-offensive diplomatique de Palmerston se met donc en œuvre. Le soutien apporté à la Turquie contre la mainmise russe devient pour soixante ans une constante de la politique britannique. Lord Palmerston envisage même de contrecarrer l'influence de Saint-Pétersbourg en Perse par l'installation en Afghanistan d'un dirigeant favorable à l'Angleterre qui pourrait maintenir la Perse à sa place et même pouvoir au-delà exercer son influence en Asie centrale. Cependant, ce concept tient maladroitement pour acquis que les Afghans puissent jouer ce rôle dans le « Grand Jeu ».

Face à une scène internationale aussi menaçante, et compte tenu de l'état d'esprit de Palmerston, beaucoup va alors dépendre des qualités de celui qui détient le poste de gouverneur général des Indes. En 1836, après la perte de la majorité tory au Parlement, les Whigs choisissent George Eden, second baron puis 1er comte Auckland pour le poste. L'historien John William Kaye [*19] le décrit d'un caractère calme et discret dans ses manières, d'un tempérament impassible voire d'une nature réservée. Sans illusions de grandeur militaire, il a certainement de bonnes intentions et se montre très certainement sincère lorsque, au banquet des gouverneurs de la Compagnie des Indes orientales, avant de partir pour les Indes, il déclare qu'il « envisage avec enthousiasme les perspectives qui s'ouvrent devant lui, qui lui permettraient de faire le bien pour d'autres êtres humains, de promouvoir l'éducation et le savoir, d'améliorer l'administration et la

justice aux Indes et d'étendre les bénédictions d'une bonne gouvernance et le bonheur à des millions d'Indiens ». Les premières nouvelles qui parviennent d'Afghanistan sont encourageantes. Au printemps de 1836, lord Auckland reçoit de Dost Mohammed une lettre écrite dans un langage fleuri et amical : « Le champ de mes espoirs qui avaient été refroidis par le vent froid des frimas, s'est, grâce à l'heureuse arrivée de votre Seigneurie, transformé en jardin du paradis. » Après l'emphase de cette introduction, Dost Mohammed poursuit pour se plaindre de l'agression des Sikhs contre les territoires afghans tout en suggérant que l'Indus doit constituer la frontière entre les deux États – il offre en retour de renoncer à son autorité sur le Cachemire en faveur des Sikhs. Dans sa lettre de réponse, lord Auckland annonce l'envoi à Kaboul d'un émissaire pour discuter de l'établissement d'une relation commerciale bilatérale.

Cependant, cette ouverture constitue le premier pas dans la mise en œuvre de la directive que lord Auckland reçoit du comité secret des directeurs de la Compagnie. Lui revient en effet de « juger ce qui serait pour lui le plus favorable et le plus approprié pour observer le développement des événements en Afghanistan, plus étroitement que ce qui avait été fait jusque-là et de contrecarrer les progrès de l'influence russe dans une région qui, du fait de sa proximité avec nos possessions indiennes, ne pourrait pas manquer, si elle était établie, d'agir négativement sur notre système d'alliances aux Indes et d'interférer potentiellement avec la tranquillité de notre propre territoire ». Il est indiqué que le gouverneur général a toute latitude pour choisir « les mesures à adopter pour contrecarrer les avancées russes dans la région » et qu'il est libre de « décider du moment où il jugerait bon d'interférer de façon décisive dans les affaires afghanes. Une telle intervention serait certainement requise soit pour prévenir l'expansion territoriale de la Perse soit pour élever à temps une barrière contre les menaçantes prises de gage de l'influence russe ».

L'entrée en jeu d'Alexander Burnes à Kaboul

C'est dans ce cadre que le capitaine Alexander Burnes est envoyé en mission à Kaboul à la tête d'une délégation commerciale – le terme « commercial » en Orient à cette époque étant similaire à celui de « conquête ». Cet Écossais, né à Montrose en 1805, avait déjà visité Kaboul quatre ans auparavant lors de ses voyages exploratoires vers Boukhara et y avait établi des liens amicaux avec la noblesse locale. Il sert depuis seize ans en Inde, où il s'est distingué grâce à sa détermination et à ses connaissances dans les langues régionales. Les succès qu'il rencontre comme diplomate, espion ou explorateur lui assurent des promotions qui lui apportent honneurs, considération et, bien sûr, des émoluments conséquents. Dès 1829, il propose de faire un voyage exploratoire le long de la vallée de l'Indus. Ses rapports préparent le terrain pour les futures avancées territoriales vers le Sind et l'Asie centrale. L'occasion s'en présente en 1831, nous l'avons vu, lorsqu'il faut apporter le cadeau du roi Guillaume IV à Ranjit Sing : des chevaux de trait, qui sont surnommés les « petits éléphants » et qui ne peuvent être acheminés par voie terrestre. Ses talents diplomatiques et son art de la flatterie orientale permettent à Burnes de développer des liens et des connaissances qui l'autorisent à traverser des régions qui étaient jusqu'alors interdites aux Européens. Il parvient ainsi à organiser, du 22 au 26 octobre 1831, la première rencontre qui se tient dans le village de Rupu, sur les bords de la Sutlej, entre le maharaja Ranjit Sing et lord William Bentinck, le gouverneur général des Indes.

Tradition anglaise oblige, Burnes reçoit pour instruction de conduire quelques discrètes activités d'espionnage sur son itinéraire vers le Pendjab, mais les émirs de Sind comprennent le sens de ses activités et l'expulsent rapidement de leur territoire. Il propose alors de conduire une exploration à travers l'Indus et l'Hindou Kouch puis vers Balkh, Boukhara et Samarcande jusqu'à la mer d'Aral et la Caspienne. De là vers la côte de Perse et enfin, par la mer, jusqu'à Bombay. Cette proposition ne peut mieux tomber, car le

gouvernement britannique se trouve, à cette époque, particulièrement préoccupé par les progrès territoriaux des Russes. Burnes est donc autorisé à partir au début de 1832 avec une petite escorte pour Kaboul, qu'il atteint en mai. Il y est reçu par Dost Mohammed dont il apprécie l'hospitalité.

Ce que l'aventurier espion rapporte de son périple au gouverneur général semble si important que Bentinck décide de le renvoyer en Angleterre, qu'il avait quittée seize années auparavant. Il devient à cette occasion la célébrité de la saison : « Boukhara Burnes », comme il est surnommé, est invité à une réception par la Cour des directeurs dès le premier jour. Les lords whigs recherchent sa compagnie et le Premier ministre, lord Grey, s'entretient longuement avec lui ; il rencontre même le roi Guillaume IV au pavillon de Brighton. La crainte sur les intentions de la Russie en Asie centrale gagne du terrain en Angleterre, et beaucoup pensent que les Cosaques et les cipayes vont s'affronter tôt ou tard, quelque part dans ces vastes étendues. Burnes est bientôt prié de repartir, chargé de « travailler au développement d'une politique visant à ouvrir l'Indus au commerce ». Pour les Britanniques, cela signifie que le drapeau suivra le commerce : sa tâche réelle est bien d'ordre politique.

Dost Mohammed se tourne vers la Compagnie des Indes

À Kaboul, pour l'émir Dost Mohammed, la situation politique ne se présente pas sous les meilleurs auspices. À l'est, les Sikhs continuent sans remords à amputer de grandes parties de ce qui avait été l'empire durrani et possèdent désormais Peshawar, l'une des plus grandes et plus prospères villes afghanes. La récente bataille de Jamrud, le 30 avril 1837, consacre la domination sikhe sur les territoires perdus. À l'ouest, la situation n'est pas meilleure. Mohammed Shah de Perse s'avance vers Herat avec le soutien des Russes, et il est bien évident qu'il n'a pas l'intention d'en rester là. À

Kandahar, les frères de l'émir, les Sirdars de Kandahar, glissent dans la trahison et montrent déjà des signes de ralliement à la Perse. Dost Mohammed se trouve donc dans une situation désespérée : il a besoin d'une aide fiable et se trouve prêt à accepter qu'elle vienne des Britanniques.

En février 1835, il s'est fait conférer le titre islamique d'Amir al-Munimin, « Commandeur des croyants », par les oulémas de Kaboul – en 1996, le chef des talibans Mollah Omar prendra lui aussi, très explicitement, en référence à Dost Mohammed, le même titre pour fonder l'Émirat islamique d'Afghanistan. Il l'utilise pour se présenter au gouverneur général des Indes comme chef des peuples afghans : « Ces peuples sont les tribus de ma nation, auxquelles j'ai l'obligation et le devoir d'apporter protection et aide. » Le même mois de 1835, il se lance dans une tentative avortée de reconquête de Peshawar. L'opération lui permet cependant d'annexer les provinces afghanes de Wardak et de Ghazni qui séparent Kaboul du Khyber et de la frontière sikhe, et fait de lui le chef le plus puissant d'Afghanistan.

Les espoirs de Dost sont grands, mais les chances de succès de la mission de Burnes apparaissent déjà limitées par la position officielle de Calcutta, qui estime que les Barakzaïs de Kaboul ont usurpé le trône du véritable monarque, Shah Shuja. Par ailleurs, le secrétaire politique de lord Auckland, William Macnaghten, décide de s'en tenir, pour ces négociations, à une stricte politique d'économie protocolaire. Issu d'une famille de l'Ulster, comme de nombreux autres fonctionnaires des Indes, il est arrivé en Inde en 1809. En 1837, il devient l'un des conseillers les plus écoutés du nouveau gouverneur général. Mais malgré sa réputation de sagesse et sa connaissance de la région, il se trouve jouer un rôle majeur dans le pari insensé fait par la Compagnie des Indes orientales de se lancer dans une guerre en Afghanistan. Burnes est somptueusement reçu à Kaboul le 20 septembre 1837. Akbar Khan le reçoit à l'entrée de la ville avec un corps de cavalerie et l'escorte jusqu'au lieu de rendez-vous, monté sur un

éléphant marchant à côté du sien. L'envoyé britannique est immédiatement reçu par l'émir, qui met rapidement l'aspect commercial de la mission de côté pour évoquer les tensions avec les Sikhs, lesquelles l'ont obligé à prendre des mesures draconiennes pour rétablir ses finances, ce qui n'est pas favorable aux affaires commerciales. Dès le début des négociations, le roi et ses ministres font savoir que Peshawar reste le point central de toute négociation ; Dost Mohammed espère par ailleurs que l'ouverture de relations diplomatiques avec les Britanniques lui permettra de contourner les manœuvres politiques des Sikhs. La partie afghane demande également que les Britanniques s'engagent à protéger Kaboul et Kandahar contre une invasion perse mais aussi à l'aider à restaurer son autorité sur Peshawar. Pendant ses sept mois de séjour à Kaboul (septembre 1837 à avril 1838), Dost Mohammed fait tous les efforts possibles pour gagner la confiance des Anglais en repoussant une alliance avec la Perse et en conseillant même à ses frères à Kandahar de rejeter une alliance de sécurité avec le gouvernement perse et les agents de la Russie. L'émir, qui pressent que la modestie des égards britanniques ne présage rien de bon – les cadeaux qu'il a reçus de ses hôtes paraissent bien modestes par rapport à ceux offerts à Shah Shuja trente ans auparavant lors de la venue de Mountstuart Elphinstone –, masque sa déception. Burnes reste pourtant convaincu de sa sincérité et que la voie à suivre porte à en faire un ami de la Grande-Bretagne et à le maintenir sur le trône de Kaboul. Mais quand il s'agit de lui donner des assurances, les mains de l'émissaire britannique sont liées. Auckland et ses conseillers ne peuvent pas réellement envisager de mettre en danger une alliance bien établie avec Ranjit Singh au profit d'une amitié plus que problématique avec Dost Mohammed. Ce qui signifie que Burnes doit se contenter de faire de vagues promesses de bonne volonté.

Le jeu de la Russie en Afghanistan et en Iran inquiète Londres et Calcutta

C'est d'ailleurs à cette époque qu'un nouvel acteur apparaît sur la scène de Kaboul. Il avait été d'abord repéré par le plus grand des hasards en plein désert à une centaine de kilomètres de Herat par le lieutenant Henry Rawlinson (1810-1895), un officier de renseignement britannique en poste à Téhéran qui avait de bonnes raisons de se méfier de toute forme d'activité russe dans cette zone sensible des marches de l'empire. Envoyé dans le nord-est du pays en octobre 1837, le lieutenant Rawlinson aperçoit au bout de six jours, et après avoir parcouru plus de 1 100 kilomètres, une colonne de cavaliers qui, à son grand étonnement, portent des tenues de cosaque. C'est avec leur chef, Ivan Viktorovitch Vitkievitch, qu'il peut échanger en français, la langue la plus couramment employée à cette époque pour communiquer entre Européens de l'Est. Fort habilement, l'officier russe déclare apporter des présents pour le souverain perse, et l'entrevue ne dure guère. Rawlinson parvient ensuite au camp persan dressé à Nashipur pour apprendre lors de son entretien avec Mohammed Shah que le capitaine Vitkevitch avait d'abord été envoyé par le tsar vers Dost Mohammed et qu'une simple assistance avait été demandée à la Perse pour faciliter le trajet. Cette rencontre opportune apparaît alors comme la première indication d'un contact entre Saint-Pétersbourg et Kaboul, terrible confirmation de ce que redoute depuis longtemps le renseignement britannique. Les Russes essaient bel et bien de s'implanter en Afghanistan en nouant une alliance avec Dost Mohammed et les Barakzaïs, en leur prêtant assistance, mais aussi avec la Perse pour faire tomber Herat, dernier bastion de la dynastie sadozaïe de Shah Shuja. Par la suite, Rawlinson va devenir célèbre à la fois pour avoir déchiffré l'écriture cunéiforme[*20] et, avec Arthur Conolly (1807-1842), capitaine au 6e régiment de cavalerie légère du Bengale, mais surtout officier de renseignement, explorateur et écrivain, pour avoir inventé l'expression de « Grand Jeu ». Sa signification

se comprend mieux quand on observe effectivement le jeu de rencontres et d'analyses que conduisent quelques jeunes officiers très aventureux entre les mains desquels repose la grande politique. Cette rencontre impromptue dans le désert est la première entre des acteurs des deux camps. La plupart du temps, il s'agit d'un théâtre d'ombres dans lequel les participants ne se côtoient qu'exceptionnellement, voire jamais. Celle-ci devait entraîner des conséquences totalement inattendues : elle contribuera – rien de moins – à précipiter l'une des plus grandes catastrophes de l'armée britannique. Bien plus, la tension entre la Russie et la Grande-Bretagne dans la Perse des années 1830 prend un tour particulièrement sensible en mars 1833, quand le comte Ivan Simonitch [*21] est nommé à Téhéran. En 1837, celui-ci conduit habilement le shah à soutenir ses propres ambitions et à lancer ses troupes contre Herat, en échange d'un solide soutien financier et de la promesse de l'ouverture d'une légation russe une fois la cité conquise. Son habileté lui permet ainsi de distiller une menace permanente contre les possessions britanniques en Inde en flattant les ambitions du shah, tout en retournant – délicieux supplice – contre les Anglais les régiments qu'ils ont entraînés et armés. Simonitch donne ainsi la caution russe à un traité de défense mutuelle avec les demi-frères barakzaïs de Dost Mohammed à Kandahar. Il se vantera en 1841 dans ses mémoires d'avoir transformé la Perse en spectre pour les membres du cabinet de Londres, qui savent combien il sera facile aux Russes, une fois à Herat, de s'avancer vers l'Hindoustan.

Quand les dépêches de l'ambassadeur britannique McNeill atteignent lord Palmerston à Londres et lord Auckland à Calcutta, c'est la consternation. Tout indique en effet que les Russes ont officiellement ouvert des relations diplomatiques avec Kaboul et que leurs intérêts en Afghanistan ne se limitent pas à Herat. Si Vitkievitch s'entend avec Dost Mohammed, cela signifie que les Russes seront à même de franchir les barrières formées par le désert, les montagnes et les tribus hostiles qui les séparent des Indes britanniques.

Ivan Vitkievitch est un officier d'origine lituanienne qui avait intégré un mouvement de résistance « nationaliste-révolutionnaire » clandestin initié par un groupe d'étudiants polonais déterminés à lutter contre l'occupation de leur pays par les Russes. Démasqué en 1823, sauvé de l'exécution par son jeune âge, il est banni à Orenbourg, une colonie militaire dans l'Oural, comme simple soldat avec impossibilité de promotion. Il se révèle peu à peu de la même trempe que ses homologues britanniques, Rawlinson, Burnes ou Conolly. Pour remplir les longs mois d'ennui, il apprend les langues d'Asie centrale et se fait remarquer tant par son intelligence que par son audace en prenant part à plusieurs expéditions. Promu officier, il est employé pour effectuer des missions de renseignement auprès des tribus musulmanes des zones frontalières. Il trouve ainsi sa voie, mais le prix à payer est de rejoindre l'administration impériale russe puis de la servir.

Paradoxalement, c'est grâce à la traduction en français du livre d'Alexander Burnes, *Voyage à Boukhara* (1835), que les autorités russes comprennent la nature des activités britanniques. Si l'objet de sa mission avait été de s'informer sur les activités russes à Boukhara au début des années 1830, ce sont bel et bien les écrits de Burnes qui suscitent l'intérêt de Saint-Pétersbourg pour l'Afghanistan parce qu'il faut y contrer les intrigues des Britanniques, qui se rapprochent de leurs frontières, même si à cette époque la Russie se concentre encore principalement sur le Caucase et la Perse. Bien plus, le général Perovski, qui commande la garnison russe d'Orenbourg sur la frontière de la steppe, prend conscience que la présence des agents de la Compagnie des Indes orientales à Khiva ou Boukhara démontre son intention d'étendre les limites de ses possessions. C'est donc pour contrebalancer les efforts des Anglais et les surveiller qu'il décide en 1835 d'envoyer des agents russes en Asie centrale – et c'est le sous-lieutenant Vitkievitch qui est dépêché à deux reprises à Boukhara en qualité d'émissaire. La première fois, il en rapporte des relevés topographiques, mais aussi l'impression que la ville est beaucoup moins romantique que ce

que Burnes décrit dans son livre. En janvier 1836, il effectue sa seconde visite comme officier de l'armée impériale pour solliciter la libération de plusieurs marchands russes détenus par l'émir de Boukhara. Il en profite pour dévoiler le réseau de renseignement établi par Burnes, mais surtout il rencontre un émissaire afghan, Mirza Hussein Ali, qui est chargé par Dost Mohammed d'une mission auprès du tsar Nicolas. Il se propose de l'escorter personnellement à Saint-Pétersbourg parce que « Dost Mohammed Khan, le souverain du Kaboulistan, demande la protection de la Russie et est prêt à faire ce que nous demandons ».

Les deux hommes atteignent la capitale russe en mars 1837, treize ans après le départ d'Europe de Vitkievitch comme proscrit. Le tsar lui adresse ses félicitations et le nomme lieutenant. Tous les officiers concernés par les prémices du « Grand Jeu » accueillent la nouvelle de la mission de Mirza Hussein avec enthousiasme. Le comte Simonitch écrit de Téhéran pour recommander de ne pas laisser passer cette occasion d'inclure l'Afghanistan dans une alliance tripartite avec la Perse et le « Kaboulistan » pour créer un arc d'influence russe qui irait de Kaboul à Tabriz. Maîtres en Afghanistan, les Russes pousseraient les Anglais à la défensive pour ne pas créer de nouvelles difficultés dans la zone d'influence traditionnelle de la Russie en Asie centrale. Le gouverneur d'Orenbourg soutient ce projet, car il estime que « si Shuja, le pantin des Anglais, devient souverain de l'Afghanistan, alors le pays tombera sous leur influence et il leur suffira de faire un pas pour se retrouver à Boukhara. L'Asie centrale sera à ce moment-là, totalement sous la coupe des Britanniques, ce qui placera les Anglais en position d'armer les pays asiatiques voisins, auxquels ils fourniront puissance, armement et argent pour attaquer la Russie. Si la protection de notre nation peut permettre à Dost Mohammed de conserver son trône, il nous en sera sans aucun doute reconnaissant et demeurera pour nous un bon ami, tandis qu'il sera pour les Britanniques un ennemi. Il les isolera de l'Asie centrale, dressera une barrière à leur puissance commerciale chérie ».

La lettre que Dost Mohammed adresse au tsar est soigneusement examinée à Saint-Pétersbourg et se révèle conforme aux espérances. Il y affirme que les Britanniques sont sur le point de conquérir toute l'Inde et qu'il est le seul capable de stopper leur progression, pour peu que lui soient fournis des armes et de l'argent, comme en reçoit la Perse : « Nous espérons que les largesses et les bienfaits incomparables qui pleuvent sur la cour de Perse arroseront aussi le gouvernement afghan et notre dynastie qui grâce à l'attention généreuse de votre grandeur impériale, retrouvera sans nul doute le prestige de son rang intérieur. » Le ministre des Affaires étrangères, le comte Nesselrode, recommande au tsar d'envoyer en Afghanistan une mission qu'il qualifie de « commerciale et diplomatique ». Le 14 mai 1837, Vitkievitch reçoit un ensemble d'instructions écrites qui envisagent l'ouverture de relations commerciales avec Dost Mohammed. À quoi s'en ajoutent d'autres, orales et secrètes, en vue d'obtenir le soutien de Kaboul en échange de 2 millions de roubles pour le soutenir dans sa lutte contre Ranjit Singh et de la promesse de la fourniture d'armes pour permettre aux Afghans de reconquérir Peshawar, perdue en 1834. En outre, Vitkievitch doit se rapprocher des demi-frères de Dost Mohammed à Kandahar pour les amener à participer à cette nouvelle alliance. Nesselrode précise en outre que toutes ces instructions sont strictement confidentielles et qu'en dehors de l'ambassadeur Simonitch et du baron von Rosen, commandant en chef à Tiflis, personne ne doit en avoir connaissance. Bien évidemment, les Britanniques doivent absolument rester dans l'ignorance de ces projets, et il est implicitement indiqué que Saint-Pétersbourg désavouera Vitkievitch si l'objet de sa mission est découvert. Ses notes furent d'ailleurs détruites avant son mystérieux décès survenu après son retour en Russie.

Le secret de son passage à Téhéran est si bien gardé que même sir John McNeill, qui pourtant surveille avec attention les activités des Russes, n'a pas relevé sa présence. Simonitch fournit une escorte de Cosaques et c'est donc par le plus grand des hasards, nous l'avons dit, que Rawlinson le

rencontre en plein désert non loin de Herat. Simonitch informe également Vitkievitch, grâce à son réseau d'espions en Afghanistan, que son homologue Alexander Burnes se trouve au même moment en Afghanistan, pour sa deuxième expédition en Asie centrale. Les deux hommes ont d'ailleurs presque le même profil. Ils n'ont que peu de relations parmi l'élite au pouvoir, et leurs missions représentent pour eux un extraordinaire moyen de se faire un nom et une réputation, ils ne doivent leur ascension qu'à leur propre mérite, à leur esprit d'aventure et à leurs compétences linguistiques. Ils vont donc se retrouver face à face à Kaboul, et l'issue de leurs actions va exercer une influence majeure sur le futur de l'Afghanistan et de l'Asie centrale : le « Grand Jeu » vient de commencer !

Ivan Viktorovitch Vitkievitch est reçu on ne peut plus cordialement en décembre 1837 à Kaboul par son rival britannique Alexander Burnes, pour ce qui sera leur seule et unique rencontre, parce que désormais les deux rivaux qui cherchent à séduire Dost Mohammed doivent prêter attention aux activités de l'un et de l'autre. « L'empereur de Russie, écrira le Britannique à l'issue de cette entrevue, a envoyé un agent à Kaboul pour offrir de l'argent [aux Afghans] pour combattre Ranjit Singh. Je ne pouvais pas en croire mes oreilles. »

Au moment où Vitkievitch est à Kaboul, cependant, l'aura de Burnes est encore très grande à Bala Hissar, aussi l'officier du tsar est-il accueilli avec une réelle froideur – dans un premier temps il est même assigné à résidence ! Dost Mohammed demande même à l'envoyé britannique Burnes s'il doit recevoir cet officier russe, lui qui ne souhaite pas se rapprocher d'une autre puissance aussi longtemps qu'il garde espoir de s'entendre avec Londres. Quoi qu'il en soit, la présence de l'agent russe contribue à tendre les relations. Le gouverneur général lord Auckland envoie alors le 20 janvier 1838 un ultimatum à Dost Mohammed : « Vous devez vous éloigner de toute correspondance avec la Russie. Vous ne devez jamais recevoir d'agents de sa part. Vous devez renvoyer le capitaine Vitkievitch

avec courtoisie, vous devez abandonner toute demande sur Peshawar. » Même Burnes estime que cette lettre emploie un ton trop autoritaire, raison pour laquelle il attend le plus longtemps possible pour la remettre à l'émir. Après la réception de cet ultimatum assurément malvenu, la situation évolue peu à peu. Bien que Dost Mohammed continue officiellement de garder ses distances avec Vitkievitch, Burnes voit bien que sa position s'affaiblit quand celle de son adversaire se renforce.

Le 21 avril 1838, le souverain reçoit Vitkievitch avec toutes les marques de respect et d'amitié dans son palais de Bala Hissar. Ce dernier est désormais prêt à tout promettre pour évincer les Britanniques, et il parvient bel et bien à écarter son rival en gagnant du temps : Burnes n'a plus qu'à quitter Kaboul et à rendre compte à ses autorités de l'échec de sa mission. Quant à lui, s'il permet à la Russie de s'implanter à Kaboul, dans le reste de l'Afghanistan, il ne peut que constater que les actions d'influence russes se révèlent moins fructueuses. Malgré les assurances de Simonitch, en effet, et après des semaines de durs combats, la résistance de Herat ne faiblit pas, et la ville refuse de se rendre, en particulier grâce à l'action totalement imprévue d'un autre officier anglais, Eldred Pottinger, dont l'énergie et les capacités tactiques changent le cours de l'histoire.

Le contexte politique afghan façonne et influence la stratégie régionale. Les Britanniques considèrent ainsi Herat comme une ligne de défense avancée de l'empire qui doit être défendue politiquement voire militairement. L'hypothèse d'une invasion russo-perse menace leur domination aux Indes. Les ouvertures amicales de Kaboul et de Kandahar vers le roi de Perse sont par conséquent considérées comme des obstacles potentiels et doivent donc entraîner des alliances, faute de quoi ils envisagent de les remplacer par des princes plus compréhensifs. Cependant, les Britanniques sont réticents à conclure un accord avec Dost Mohammed dans la mesure où celui-ci remet en cause leur alliance avec le royaume sikh qu'ils considèrent comme leur allié le plus fiable sur les frontières nord-

ouest de l'empire des Indes, parce qu'il offre un espace de résistance en cas d'invasion venant d'Afghanistan.

1838. Les Britanniques font reculer les Russes à Herat et s'imposent à Téhéran

Le 18 août 1837, le lieutenant Eldred Pottinger, membre du service politique de la Compagnie des Indes, pénètre dans Herat lors d'une de ces grandes explorations de reconnaissance et de collecte de renseignements si caractéristiques des activités du « Grand Jeu ». Il y est depuis trois jours quand les rumeurs annoncent l'arrivée d'une puissante force perse conduite par le shah en personne. Il décide de rester pour observer la situation et offre alors ses services au vizir Yar Mohammed Khan et à Shah Kamran, associant ainsi son nom à la défense de la ville contre l'invasion perse. La première rencontre entre les belligérants met en exergue les caractères de cette lutte qui va durer dix mois. L'opération des Perses se révèle ainsi mal conduite en raison du manque de cohésion et de coordination, qui font régulièrement défaut entre les chefs locaux et les conseillers russes. La résistance des Afghans de Herat, en revanche, démontre son efficacité et se trouve naturellement renforcée par leur volonté de défendre leurs foyers. Le siège débute le 23 novembre 1837 par une attaque contre la ville, puis se développe comme une opération de grande envergure avec des bombardements quotidiens effectués par l'artillerie de siège des Perses, auxquels les défenseurs de Herat répondent par des raids nocturnes lancés contre les lignes ennemies qui entourent la ville. L'investissement de Herat se trouve en réalité être incomplet et assez relâché dès lors que les assiégés conduisent une défense agressive et que les activités diplomatiques se maintiennent tout au long du siège. Bien plus, les Perses ne lancent en sept mois qu'un seul assaut, qui tourne d'ailleurs au fiasco.

En avril 1838, sir John McNeill, le ministre britannique à Téhéran, rejoint le campement du shah pour tenter de le convaincre de lever le siège. Dans le même temps, toutefois, l'ambassadeur russe, le comte Simonitch, le persuade de bel et bien poursuivre l'assaut de la ville et de revenir sur ses ouvertures de négociations. L'envoyé russe, qui ne doit officiellement effectuer qu'une mission d'observation diplomatique, s'investit par ailleurs dans la bataille et distribue divers subsides tout en permettant aux conseillers militaires russes d'apporter un meilleur soutien à l'artillerie perse. Un « interventionnisme » qui conduit le ministre britannique à rompre les relations et à quitter le camp du shah. C'est le 24 juin 1838 que survient la principale tentative contre Herat. Le général Borowski organise l'assaut avec l'ensemble des forces perses, mais après être parvenues à entrer dans la ville, celles-ci en sont rejetées grâce notamment à l'action de Pottinger – ce qui contribue à bâtir sa légende –, et le général russe est tué.

Herat est sauvée, et les Perses sévèrement battus. Cet échec démoralise l'armée perse qui reste inactive pendant une semaine, alors que les défenseurs reconstruisent leurs fortifications endommagées. C'est la dernière tentative de Mohammed Shah pour réduire Herat, mais le siège dure encore trois mois. C'est alors qu'il considère l'intérêt de lever le siège qu'une opération britannique dans le golfe Persique le décide à se retirer. Et c'est parce que l'envoi d'une force terrestre à travers l'Afghanistan est jugé trop hasardeux et trop lent qu'il est alors décidé de faire pression sur le shah par l'envoi d'une force navale. Lord Palmerston exerce dans le même temps des pressions diplomatiques sur Nesselrode, le ministre russe des Affaires étrangères. Les deux actions produisent les effets escomptés. Le secrétaire d'État aux Affaires étrangères fait transmettre au shah de Perse un dernier avertissement pour lui « indiquer clairement que le gouvernement britannique ne peut pas voir sans indifférence son projet de conquête de l'Afghanistan » : son entreprise constitue un acte d'hostilité contre la Couronne. Pour faire bonne mesure, Palmerston envoie en outre une lettre à

son homologue russe, le comte Karl Robert Nesselrode, lui rappelant que la Grande-Bretagne considère la Perse comme une barrière pour la sécurité de l'Inde britannique et que la Russie et l'Angleterre sont tenues, par un accord, de se consulter au sujet des affaires perses.

C'est après l'arrivée des vapeurs britanniques *Semiramis* et *Hugh Lindsay*, accompagnés d'autres bâtiments de guerre, sur les côtes de l'île de Kharg, à l'entrée du golfe où ils débarquent des détachements de trois régiments qui s'emparent de plusieurs villes, que le shah consent à l'ensemble des demandes du gouvernement britannique. Le matin du 9 septembre 1938, le shah lève enfin le siège de Herat.

Les Perses ont échoué, ce qui est une défaite diplomatique manifeste pour les Russes. La canonnière britannique a réussi là où la diplomatie classique avait échoué. Le comte Nesselrode insiste toutefois auprès de l'ambassadeur britannique, lord Durham, pour le convaincre qu'il n'y avait eu nulle intervention russe dans le siège de Herat. Il lui montre même le livre d'instructions confidentielles adressé au comte Simonitch dans lequel il est indiqué que son rôle se limite à convaincre le shah de renoncer au siège de Herat. La vérité n'a jamais été établie, mais l'attitude russe suscite de fortes tensions chez les Britanniques. À Londres, l'ambassadeur du tsar est informé que le gouvernement britannique considère les activités du comte Simonitch en Perse et du capitaine Vitkievitch à Kaboul comme des marques d'hostilité évidentes à l'égard de l'Angleterre et qu'ils doivent être rappelés. Bien plus, les preuves de l'activité de Simonitch sont telles que Nicolas I^{er} doit accéder aux demandes britanniques. Palmerston s'en réjouit et en conclut que Nesselrode lui a menti. C'est alors Simonitch, accusé d'avoir outrepassé ses instructions, qui devient le bouc émissaire de cet échec. Rappelé à Saint-Pétersbourg, quant à lui, Vitkievitch y arrive au printemps 1839, et ce qui lui advint demeure un mystère. L'officier d'origine lituanienne, qui avait espéré que sa mission serait évaluée à sa juste valeur, aurait été particulièrement mal reçu par Nesselrode, qui se

serait révélé soucieux d'écarter son nom des échecs afghans et de la colère britannique. Quoi qu'il en soit, il est bel et bien certain qu'après avoir rédigé une lettre d'adieu et détruit tous les documents contenant les informations ramenées d'Afghanistan, il se serait brûlé la cervelle avec un pistolet. Son sort dramatique s'inscrivait désormais dans la tension qui s'établissait entre les deux empires.

La Compagnie des Indes veut un changement de régime à Kaboul

Lord George Eden Auckland est un aristocrate whig, intelligent, compétent, mais quelque peu suffisant et détaché. Célibataire endurci de 51 ans, trop effacé pour se lancer dans la politique en Angleterre et piètre orateur, il a accepté la fonction de gouverneur général parce que c'était le meilleur emploi administratif qui s'offrait à lui, même s'il ne connaît rien à la civilisation et à l'histoire indiennes – qui d'ailleurs ne l'intéressent pas. Envoyé pour gouverner un monde qui lui est totalement inconnu, il subit l'influence de quelques conseillers brillants mais inexpérimentés et surtout de bellicistes russophobes dirigés par William Macnaghten, qui avait soutenu l'expédition de Shah Shuja en 1834. Dès le début, il a montré une réelle aversion pour Dost Mohammed Khan, qui s'était pourtant tourné vers les Britanniques.

Que le shah de Perse ait abandonné le siège d'Herat et que la Russie ait retiré son soutien diplomatique et militaire à l'ambitieuse Perse ne dissuade pas le gouverneur général de se lancer dans des préparatifs de guerre contre un ennemi imaginaire. Il est soutenu dans ce sens par le très impérialiste ministre des Affaires étrangères, par McNeill et Macnaghten ainsi que par sir John Hobhouse, le président du tout-puissant directoire de contrôle de la Compagnie des Indes orientales. Palmerston apporte d'ailleurs ouvertement son soutien à l'idée d'envoyer une armée directement en Afghanistan : « Il

est évident que l'Afghanistan doit être entre nos mains ou entre celles de la Russie, écrit-il dans une note adressée à Hobhouse après avoir appris le retrait de l'armée perse de Mohammed Shah, et en ce moment nous avons la possibilité qu'elle soit dans les nôtres. » Hobhouse, à travers le comité secret du directoire de la Compagnie, donne sans équivoque ses instructions à lord Auckland : chasser Dost Mohammed et restaurer Shah Shuja sur le trône de Kaboul.

Le 28 juin 1838, la jeune reine Victoria est couronnée à l'abbaye de Westminster. Bien qu'elle ne soit âgée que de 19 ans, elle est suffisamment au fait des affaires internationales pour demander à être informée des affaires indiennes, un mois après la déclaration de guerre. Le 1er octobre, le gouverneur général rend public le manifeste de Simla, déclaration officielle de guerre annonçant l'intention de la Grande-Bretagne de rétablir par la force Shah Shuja sur le trône afghan. Ce document est plus ou moins un objet de propagande qui inverse tous les éléments de renseignement existants dans un habile travestissement des faits et de leurs conclusions. Auckland y accuse Dost Mohammed de « s'acharner à faire valoir les prétentions les plus déraisonnables, d'afficher des projets d'extension territoriale et des ambitions néfastes à la sécurité ainsi qu'à la paix des frontières de l'Inde », objectifs pour l'accomplissement desquels « il menace ouvertement de faire appel à toute aide étrangère disponible », mais aussi d'avoir « sans provocation préalable lancé une attaque soudaine contre notre vieil allié le maharaja Ranjit Singh ». Il lui reproche également d'apporter « un soutien non dissimulé aux desseins persans jusqu'aux rives de l'Indus et même au-delà ». Et d'expliquer enfin que le but de cette guerre est de « dresser une barrière permanente contre les projets d'agression contre notre frontière nord-ouest ». La popularité de Shah Shuja, poursuit le document, « est démontrée par les témoignages forts et unanimes des autorités les plus respectables ». Pour cette raison, les Britanniques doivent

aider le souverain légitime de Kaboul « à entrer en Afghanistan, entouré de ses propres troupes ».

En réalité, ce traité, qui porte la signature de Macnaghten, est décrit par les historiens comme « sans scrupule », « un travestissement des faits », et le duc de Wellington, le vainqueur de Waterloo, prophétise que la traversée de l'Indus pour installer un gouvernement fantoche à Kaboul amènera une présence sans fin dans ce pays. Il n'est pas le seul militaire à considérer comme insensée cette invasion : le général sir Henry Marion Durand, qui participe à l'entreprise, écrit que « jamais encore dans l'histoire de la présence britannique en Inde un tel plan pour une agression lointaine, aussi folle et aussi inconsidérée, n'avait jamais été lancé ».

Après trente ans d'exil, Shah Shuja prend donc la tête d'une expédition pour reconquérir son trône, mais avec la direction symbolique d'une armée anglo-indienne, pour des intérêts britanniques et sous la supervision étroite des Britanniques. Pour sir Henry Durand, ce choix et cette décision soulèvent les plus fermes critiques : « Pour repousser l'ombre d'une agression russe, nous avions résolu d'imposer Shah Shuja, un exilé affaibli et sans valeur, au peuple afghan, jusque-là bien disposé à notre égard, et cette grande injustice qui fut la cause de nos problèmes en Afghanistan, devait être mise en œuvre par des méthodes militaires dont la rudesse et la folie nous semblent aujourd'hui presque inconcevables. » Sir John Hobhouse se reconnaîtra lui-même responsable de la guerre lors d'une commission d'enquête organisée des années plus tard à la Chambre des communes, expliquant qu'il avait personnellement influencé le gouvernement pour envoyer une armée en Afghanistan et déposer Dost Mohammed en s'appuyant sur son « hostilité évidente à l'encontre de la Grande-Bretagne ». La falsification des rapports de Burnes adressés à Macnaghten, où sont effacées les intentions de l'émir de rechercher l'amitié de la Grande-Bretagne et sa description favorable du caractère de Dost Mohammed, n'est révélée qu'en 1861. Mais même à cette époque,

l'*Establishment* demande au gouvernement que l'enquête reste secrète. C'est d'ailleurs le frère de Burnes qui soulève l'affaire en envoyant huit lettres à Palmerston, qui exerce son deuxième mandat de Premier ministre (1855-1858 et 1859-1865). Mais James Burnes reçoit de Downing Street pour tout commentaire final que « lord Palmerston n'avait pas l'intention de poursuivre une discussion sur ce sujet ». Dans la mémoire britannique, cette triste affaire de manipulations des faits par la diplomatie britannique peut à bon droit être mise en parallèle avec les déclarations ultérieures de 2003 pour justifier l'invasion de l'Irak dans le cadre du « Dodgy dossier » sur la menace – tout aussi arrangée – des armes de destruction massive qui appuyait en réalité l'intention d'opérer un changement de régime.

CHAPITRE 2

La première guerre anglo-afghane

L’invasion britannique

L’armée de l’Indus

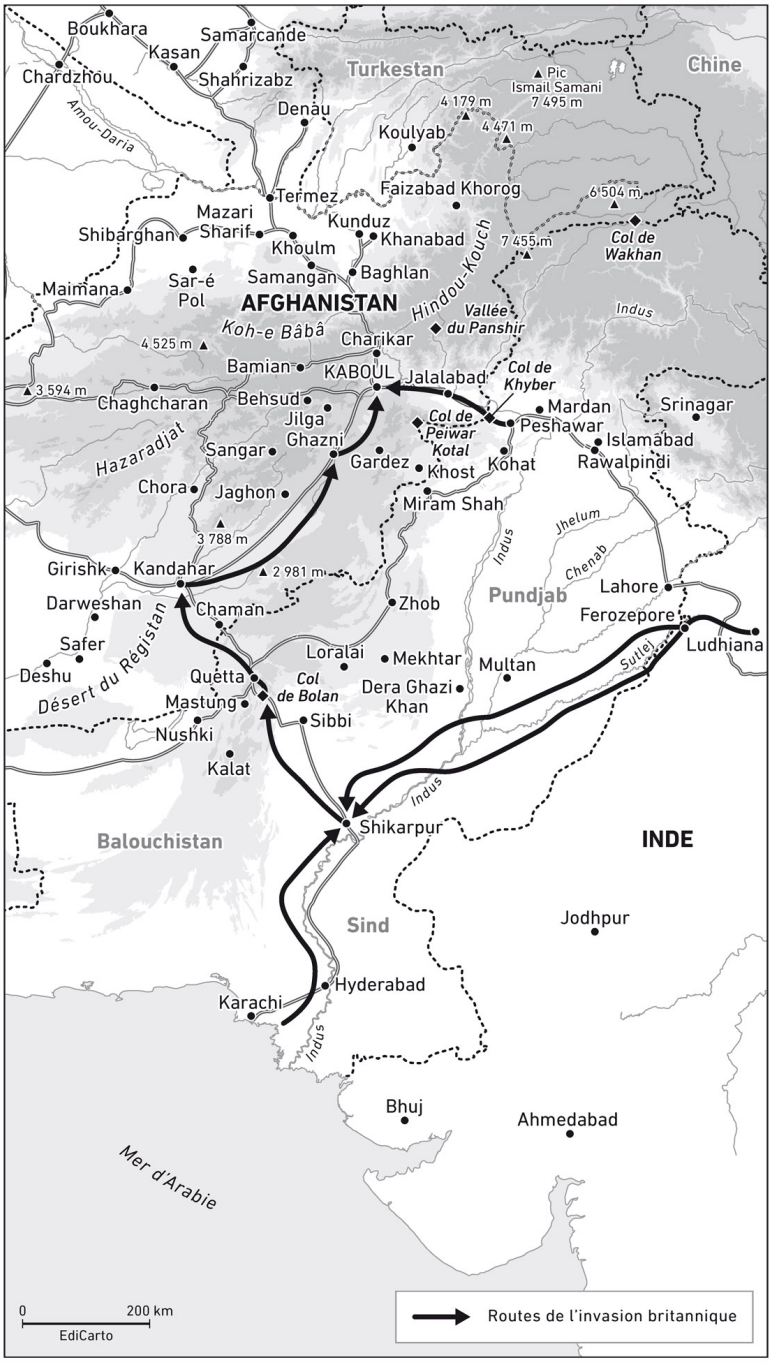
À l’origine, cette campagne contre l’Afghanistan a deux objectifs stratégiques. Le premier vise à obliger les Perses à lever le siège de Herat ou à reprendre la ville au cas où elle serait tombée avant l’arrivée des Britanniques. Le second a pour intention de préserver l’Afghanistan de futures menaces contre les Indes en installant sur son trône Shah Shuja, favorable aux Britanniques. Le premier présente une certaine urgence, car la menace est avérée et doit être prise en compte le plus rapidement possible. La grande distance qui sépare Herat des Indes exige donc des mesures d’urgence pour soutenir les assiégés avant qu’ils ne soient submergés.

Mais la levée du siège de Herat le 9 septembre 1838 et, partant, la disparition de la menace russo-persane ne modifient en rien le plan d’invasion. Les Britanniques auraient pu annuler l’expédition militaire et se rapprocher de Dost Mohammed, obtenant un accord à moindre coût, mais

l'ordre a déjà été donné de rassembler les troupes. Personnage majeur de cette invasion, William Macnaghten est nommé « envoyé et ministre du gouvernement des Indes à la cour de Shah Shuja-ul-Muk ». Alexander Burnes est quant à lui rattaché comme officier politique indépendant. Pour les sujets de Sa Majesté, cette grande aventure vaut pour ses promesses d'avancement et de gloire qu'aucun soldat ne veut manquer en restant en Inde. Les forces d'invasion – connues sous le nom d'« armée de l'Indus » – doivent marcher sur l'Afghanistan, tout en disposant de réserves stratégiques concentrées à Firozpur (ou Ferozepore), dans le Sind et à Peshawar avec d'autres éléments protégeant les lignes de communication. Cette armée intègre des contingents de l'armée britannique, des armées du Bengale et de Bombay, avec l'appui de 6 000 mercenaires hâtivement recrutés et entraînés pour former l'armée de Shah Shuja et enfin des troupes fournies par Ranjit Singh et le prince Timour. Cependant, Ranjit Singh, le maharaja du Pendjab qui est supposé fournir plusieurs divisions de son armée à la grande armée de l'Indus, revient sur ses promesses, estimant que les forces de la Compagnie sont suffisantes pour déposer son ennemi Dost Mohammed. En réalité, ayant déjà combattu les Afghans à Peshawar, il connaît les dangers qui l'attendent derrière les passes et n'a pas l'intention de risquer son armée sur leur terrain.

Les forces que les Britanniques peuvent mettre en œuvre contre les tribus afghanes proviennent essentiellement des régiments de la Compagnie des Indes orientales qui dispose de 200 000 hommes. Au cours du siècle précédent, elle n'a quasiment connu que des succès contre les armées indigènes des Indes, dont certaines ont été intégrées aux trois armées permanentes de la Compagnie et implantées dans les présidences correspondantes de Bombay, Madras et du Bengale. L'armée du Bengale a d'ailleurs acquis un rôle dominant au sein de la Compagnie. Les soldats et les sous-officiers qui la composent sont recrutés dans leurs provinces. Habillés et formés par l'armée britannique, ils combattent selon ses

procédures, sous le commandement d'officiers européens. Au sein des nombreuses unités locales ou irrégulières, seuls le commandant, le second et un adjoint sont britanniques : tous les autres officiers sont des Indiens et commandent des soldats indiens. Des campagnes régulières conduites contre d'autres forces indiennes ou pendant la première guerre de Birmanie en 1824-1825 ont développé un fort esprit de corps, un sentiment de respect mutuel et de confiance entre les cipayes – ou *sepoy*, c'est-à-dire des fantassins – et les officiers britanniques. Les unités indigènes combattent donc généralement bien et avec loyauté, au moins jusqu'à la révolte de l'armée de Bombay en 1857. Existent aussi des unités dites « européennes », payées par la Compagnie des Indes et qui se composent entièrement de soldats britanniques (des Irlandais pour la plupart). La Compagnie est dotée d'une cavalerie, composée de régiments réguliers de cavalerie légère et de quatre régiments de cavalerie irrégulière fournis par le Bengale, ainsi que d'une artillerie, entièrement composée de personnels européens, enfin d'éléments du génie à la fois indigènes et européens. Par ailleurs, des régiments de la Couronne britannique sont envoyés aux Indes pour servir aux côtés de ceux de l'armée de la Compagnie. Les soldats britanniques qui y sont affectés y passent la quasi-totalité de leur vie d'adulte, pour la simple raison que le trajet pour rentrer en Grande-Bretagne dure des mois et ne permet pas à Londres d'effectuer de rotation à court terme. Un régiment peut ainsi rester une vingtaine d'années voire davantage en Inde et ses personnels sont alors remplacés par des recrues venant de Grande-Bretagne pour compenser les manques dus à la maladie, en particulier au choléra, à la consommation excessive d'alcool ou aux fins de contrat. Ces soldats, une fois qu'ils sont acclimatés et suffisamment expérimentés, se révèlent endurants et efficaces. Avec leurs homologues cipayes, ils composent une formidable machine de combat.



Les routes d'invasion britanniques en 1839

Quelle que soit leur origine, toutes les unités sont organisées et équipées de la même façon avec comme armement principal le fusil Brown Bess avec sa baïonnette. Les fantassins sont élégamment habillés, mais leur

lourde veste rouge se révèle inadaptée au climat avec des baudriers blancs qui se croisent sur la poitrine, des cartouchières de cuir noir et de grands shakos noirs. L'infanterie manœuvre comme à l'époque de Waterloo, elle se déplace en colonnes et se déploie sur deux lignes pour effectuer des tirs de salve qui se révèlent efficaces contre un ennemi déployé qui subit ainsi le feu précis et redoutable de l'infanterie britannique, suivi par des assauts frontaux à la baïonnette. C'est ainsi qu'elle a fait reculer la Garde impériale le 18 juin 1815. La cavalerie pour sa part manœuvre en ligne ou en colonne, sabre à la main, mais elle est aussi très souvent utilisée pour effectuer des reconnaissances et assurer des missions de protection et de flanc-garde.

Selon les estimations que Burnes a faites pendant sa visite à Kaboul en 1837-1838, l'armée permanente de Dost Mohammed se compose essentiellement d'environ 12 000 cavaliers, dont 9 000 sont efficaces et bien entraînés. Comme eux, les fantassins sont équipés du fameux fusil à silex « Jezail » (ou djezaïl), d'où leur nom de « Jezailchis ». C'est une arme artisanale habituellement très décorée avec un canon très long, lourde, longue à charger, qui peut cependant tirer au double de la portée des mousquets britanniques Brown Bess, ce qui donne aux Afghans un avantage tactique majeur dans les affrontements à longue distance – en particulier contre les colonnes qui s'avancent dans les défilés de montagne. Il s'agit donc d'une armée surtout capable de se livrer à des escarmouches et au harcèlement en exploitant les qualités naturelles d'initiative, d'endurance et d'adaptabilité du guerrier afghan. Face à une armée régulière disciplinée, son manque d'organisation l'oblige à éviter le combat de rencontre, mais elle se révèle redoutable contre une force en mouvement.

Les opérations de 1838-1839. Les difficultés de mise en place

Sir Henry Fane, commandant en chef des armées indiennes, laisse le commandement de l'expédition à sir John Keane, avec le major général sir William Nott à la tête de la division de Bombay. La concentration de l'armée se fait à Firozpur, à 720 kilomètres de Sukkur dans le Sind, où l'armée doit traverser l'Indus. De Sukkur, il faut compter 640 kilomètres jusqu'à Kandahar, et encore plus de 500 kilomètres pour atteindre Kaboul. À la fin de novembre 1838, pendant que la division du Bengale commandée par le major général sir Willoughby Cotton s'y rassemble avant de partir vers le sud, les 5 600 hommes de la division de Bombay s'apprêtent à débarquer à l'embouchure de l'Indus, sur les rivages du Sind, pour se joindre à la division du Bengale.

L'opposition des émirs du Sind à ce déploiement des forces britanniques s'évanouit devant cette démonstration de puissance, et des agents Britanniques négocient même un traité enjoignant aux émirs de payer un tribut aux Anglais. La jonction des deux forces se fait sans incident majeur début décembre 1838, mais le soutien logistique des forces d'invasion pose davantage de difficultés. Le système traditionnel du soutien des armées indiennes implique qu'elles soient accompagnées par de longs convois de ravitaillement, avec une véritable ville de marchands et de fournisseurs qui suivent l'armée afin de pouvoir lui apporter tous les approvisionnements et les fournitures nécessaires à son fonctionnement. Cette masse énorme de personnes dépasse en nombre les effectifs militaires, qui doivent également assurer leur protection. L'armée du Bengale regroupe ainsi 9 500 soldats et 38 000 civils qui servent d'auxiliaires logistiques avec 30 000 chameaux qui assurent le transport de trente jours de diverses fournitures. Le plus étonnant, si l'on se place d'un point de vue purement opérationnel, c'est que cette armée voit sa logistique sensiblement alourdie par les bagages des officiers anglais qui emportent avec eux nombre de tentes et d'effets

personnels, ainsi que la vaisselle de porcelaine et l'argenterie nécessaires aux dîners et aux soirées qui sont une obligation dans les mess régimentaires des officiers, ce qui nécessite inévitablement un nombre très important de chameaux porteurs et de serviteurs, parfois des dizaines pour un seul officier – c'est là toutefois un usage admis et un mode de vie incontournable dans les armées indiennes.

Sur le plan purement militaire, le plan de campagne défie nombre de principes stratégiques. Surtout, le manque de clarté des objectifs va hanter cette opération jusqu'à sa conclusion désastreuse. L'unité de commandement se heurte aux désaccords entre les politiques et les militaires, ce qui porte tort au besoin de prendre des décisions rapides face aux crises et impose de soumettre les impératifs militaires aux exigences politiques. La longue marche vers les zones de confrontation militaire de Kandahar et de Ghazni laisse ainsi tout le temps aux Afghans pour découvrir les intentions britanniques, écartant toute forme de surprise. Le corps principal doit se déplacer sur près de 2 000 kilomètres d'un terrain difficile en passant par deux défilés qui peuvent être bloqués par des défenseurs résolus. La pauvreté des ressources locales disponibles sur l'itinéraire conduit en outre à des tensions avec les populations. Difficultés auxquelles s'ajoutent les rigueurs extrêmes du terrain et du climat qui affaiblissent les capacités physiques et morales de la troupe – les *sepoys* indiens, en particulier, trouvent le climat et la topographie si rudes que des mouvements de mutinerie apparaissent dans les rangs des trois armées d'invasion (Bombay, Bengale et celle de Shah Shuja).

Le 10 décembre 1838, la division du Bengale quitte Firozpur ; le 19 février suivant, toutes ses forces se trouvent rassemblées sur la rive ouest de l'Indus face aux déserts du Balouchistan qui restent encore à traverser. La longue marche vers Kandahar et Kaboul dure près de huit mois avec une moyenne de 15 kilomètres par jour, et bien que l'armée ne rencontre pas de réelle résistance avant Gahzni, elle lutte et souffre énormément sur son

itinéraire de progression parce que le système logistique qui est suffisant avec les ressources locales dans les régions verdoyantes du Gange et du Pendjab ne l'est pas en Afghanistan. Chaque jour, des heures se révèlent nécessaires pour assembler au matin puis disperser le soir les colonnes vers les lieux de bivouac. L'armée du Bengale est ainsi divisée en six ou sept colonnes avec une journée de marche d'intervalle, et elle se trouve elle-même séparée de l'armée de Bombay par dix à quinze jours de marche. Le 23 février 1839, la division du Bengale quitte Shikarpur (une ville de la province du Sind) pour s'enfoncer directement vers la passe de Bolan, Quetta et Kandahar avec un mois et demi d'approvisionnements. Mais deux jours après son arrivée à Quetta, le 28 mars, elle souffre déjà de la famine, et Alexander Burnes doit négocier contre des subsides conséquents la fourniture de grains et de moutons. L'armée de Bombay se regroupe avec le contingent de Shah Shuja à Quetta, qu'elle quitte en direction de Kandahar le 7 avril. La progression de la grande armée de l'Indus n'est gênée que par quelques harcèlements de guerriers tribaux vers la passe de Bolan. En réalité, Dost Mohammed a choisi de concentrer ses troupes pour bloquer la passe de Khyber et ainsi empêcher les Sikhs d'avancer vers Kaboul, si tant est qu'ils en aient d'ailleurs l'intention. Il croit également que les Britanniques, avec Shah Shuja, vont concentrer leurs opérations vers Herat. Une petite armée afghane tente bien de s'opposer à cette progression à environ 80 kilomètres au sud de Kandahar, mais les dissensions entre les chefs afghans ne permettent pas de concrétiser cette opération, d'autant qu'un vaste réseau d'espions et d'agents précède les Anglais. Parmi eux se détache la figure de Mohan Lal, un officier de renseignement au service de la Compagnie des Indes orientales qui a déjà largement parcouru la Perse et l'Afghanistan.

À la grande satisfaction de Macnaghten, mais à la consternation des chefs militaires et à l'étonnement de tous, la cité de Kandahar, résidence sacrée des Pachtouns, la tribu dominante de l'Afghanistan depuis des temps

immémoriaux, se livre sans lutter. De nombreux chefs tribaux se soumettent et apportent chacun des troupes pour soutenir le retour du souverain Shah Shuja, qui pénètre triomphalement dans la ville le 25 avril 1839 accompagné de Macnaghten et des principaux officiers britanniques dans l'enthousiasme de la population curieuse d'assister au retour du souverain. Shah Shuja se rend sur la tombe d'Ahmad Shah Durrani, fondateur de l'empire, pour y prier et lui rendre hommage.

Pour Macnaghten, c'est un moment de grand soulagement, la justification de la décision tant critiquée du gouvernement d'être entré en guerre. Il écrit un rapport enthousiaste à lord Auckland, se félicitant du retour glorieux empli d'adoration des sujets de Shah Shuja. Il se trouve alors obsédé par les préparatifs d'une grande cérémonie qui doit se tenir le 8 mai pour célébrer la restauration de la dynastie sadozaïe et introniser Shah Shuja dans la mosquée d'Ahmad Shah avec toute la pompe et le faste nécessaires. Mais malgré des préparatifs somptueux et une imposante parade militaire, le Britannique fait le triste constat que seule une poignée d'Afghans est venue assister à l'événement. L'enthousiasme général initial s'est évanoui parce que Shah Shuja – qui peut légitimement se poser comme descendant du héros national afghan – n'a pu retrouver son trône que par le fait de la présence de milliers de *Feringhee*, un terme désobligeant pour qualifier les étrangers, auxquels il doit allégeance, ce qui apparaît comme une insulte à l'orgueil national et à la foi musulmane. Cependant, l'enthousiasme de Macnaghten ne faiblit pas et il organise une nouvelle parade pour que Shah Suja soit intronisé avec toute la pompe et le faste requis dans la mosquée d'Ahmad Shah le 8 mai 1839. Seule une centaine d'Afghans indigents assistent cependant à cette démonstration de puissance.

L'armée de l'Indus dispose de deux mois pour se remettre des privations de sa marche, demeurant à Kandahar tout en cherchant le soutien des tribus. Shah Shuja veut gagner le ralliement des chefs locaux, mais les Ghilzaïs de

l'ouest de l'Afghanistan se révèlent réticents à se soumettre au roi quand ils comprennent que son armée se compose de mercenaires indiens soutenus par des formations semblables de la Compagnie des Indes. Ni la puissance ni l'or des Anglais ne font et ne feront oublier l'arrivée des *Feringhee*. Les Britanniques font alors signer à Shah Shuja un nouveau traité qui lui interdit d'accueillir des étrangers en Afghanistan, sauf bien sûr des sujets de Sa Majesté qui doivent aussi participer à l'encadrement de son armée. Cinq jours plus tard, le général Sale, à la tête d'une force de 1 700 hommes, réduit le fort de Girish et fait passer toute la garnison par le fil de l'épée. Mais le 27 juin, le même jour où meurt le maharaja Ranjit Singh à Lahore, l'armée de l'Indus doit reprendre sa progression vers Ghazni à 400 kilomètres au nord-est, tout en laissant une garnison à Kandahar sous le commandement de Nott. La marche s'avère extrêmement difficile, au cœur de l'été, tout comme son objectif : Ghazni est considérée dans toute l'Asie comme une forteresse imprenable.

La prise de Ghazni

Arrivée le 18 juillet 1839 en vue de la cité, l'armée de l'Indus doit rapidement passer à l'attaque, car elle ne dispose que de trois jours de subsistances. La ville se présente avec des murs de plus de vingt mètres de haut, l'ensemble étant entouré par un fossé et défendu par une solide garnison sous l'autorité d'un fils de Dost Mohammed, Hyder Khan, âgé de 21 ans. Face aux murs imprenables, un contingent de sapeurs sous le commandement du capitaine Peat et du lieutenant Henry Marion Durand, des « *Bengal engineers* », s'avance bien avant l'aube du 23 juillet vers la porte dite « de Kaboul », faiblement construite. Même après avoir été repérés par les défenseurs, ils placent une charge de 300 livres de poudre contre la porte, laquelle explose après une première tentative infructueuse. Profitant du couvert de la nuit, un détachement d'assaut de quatre

compagnies d'infanterie européenne conduit par le colonel William Dennie s'élance dans l'ouverture. Il est suivi par l'essentiel des forces britanniques emmenées par le général de brigade Robert Sale, dit « Bob le bagarreur », l'un des grands héros de cette campagne afghane. La grande confusion du départ cède la place pendant deux heures à de furieux combats au corps à corps dans les rues de la ville jusqu'à ce que les troupes britanniques l'emportent et plantent triomphalement l'Union Jack sur les remparts de la forteresse, dont la totalité de la garnison est massacrée au prix de seulement 17 tués et 165 blessés dans l'armée de l'Indus. Keane rédige un compte rendu de la bataille en mettant en valeur le contingent de Shah Shuja, sans toutefois mentionner la décision de l'émir de faire exécuter de sang-froid cinquante prisonniers, avant la prise de Ghazni, ce qui émeut pour le moins les officiers britanniques présents.

Cette victoire de l'armée de l'Indus conduit ailleurs à d'autres conséquences d'ordre militaire. Dost Mohammed, qui durant le siège disposait à proximité de 13 000 hommes, néglige en effet de s'engager dans la bataille, préférant rappeler Akbar Khan et ses troupes qui avaient été mises en place à la passe de Khyber en vue de défendre Kaboul, ce qui permet au contingent anglo-sikh de s'avancer à partir de Peshawar sous le commandement de Claude Wade sans rencontrer de résistance. Il tente alors en vain de regrouper autour de lui des défenseurs de sa cause pour s'opposer à Wade, mais tant parce que Macnaghten a généreusement distribué de l'argent à des chefs tribaux que par le découragement de ses propres partisans après la prise de Ghazni, Dost Mohamed n'a plus d'autre choix que de laisser le champ libre et de s'enfuir vers le nord au-delà de l'Hindou Kouch, avec la cavalerie d'Akbar et quelques fidèles.

L’occupation britannique de Kaboul. 1839-1842

La Compagnie des Indes profite de sa conquête

Dost Mohammed parti, il n’y a pas de bataille pour Kaboul. La grande armée de l’Indus y fait son entrée le 6 août 1839, soit huit jours après avoir quitté Ghazni. Shah Shuja arrive le jour suivant sur un cheval blanc pour occuper un trône qu’il retrouve, à 60 ans, trente ans après l’avoir abandonné. Comme le rapporte l’historien britannique sir John Kaye, toutefois « il s’agissait bien plus d’une procession funéraire que de l’entrée d’un roi dans la capitale de son royaume retrouvé ». Shuja n’en a cure, qui choisit de parader à la tête de troupes britanniques avec un petit nombre de soldats afghans et indiens, ce qui démontre une grande maladresse politique et suscite le ressentiment silencieux de la population face à ces étrangers qui entrent en conquérants dans Kaboul. Macnaghten, quant à lui, peut être satisfait. L’entreprise a duré dix mois et le plan d’Auckland se révèle bénéfique avec un coût relatif pour l’armée, hormis les pertes conséquentes dues à la maladie et aux fatigues de l’avancée en Afghanistan. Après le retour au pouvoir de Shah Shuja, et par conséquent après avoir accompli sa mission, l’armée de l’Indus peut quitter l’Afghanistan. Mais, pendant la première année d’occupation, la principale interrogation des autorités britanniques porte sur le volume de forces à maintenir et sur la durée de leur présence pour s’assurer que la « marionnette » installée à Kaboul peut demeurer au pouvoir. Car comme le *Times* l’écrit en 1842, la présence de Shah Shuja n’est pas du goût des Afghans : « L’occupation militaire de l’Afghanistan avait eu pour but de forcer des habitants réticents à accepter une simple créature du gouvernement britannique qui était maintenue sur le trône par les armes britanniques et contrôlée par les désirs des Britanniques[1]. »

Bien plus tard, après l'invasion américaine de l'Afghanistan en 2001 et la mise en place par les Occidentaux d'Hamid Karzai, le nouveau président lut le livre de William Dalrymple, *Le Retour d'un roi.* Effrayé par les analogies entre sa situation et celle de son prédécesseur, il invita alors son auteur : « Karzai m'a appelé pendant le Ramadan l'année dernière [2013], pour lui parler de son prédécesseur, Shah Shuja. Karzai refuse d'être la marionnette de l'Occident parce qu'il est déterminé à ne pas répéter les erreurs de son ancêtre. Le plus extraordinaire est de constater l'impact qu'a eu cette lecture sur le président. » William Dalrymple fut même reçu par l'ambassadeur britannique en place à Kaboul qui souhaitait l'informer du durcissement des relations. À la suite de sa lecture, le président Karzai devint plus intransigeant[2].

Le général Willoughby Cotton demeure à Kaboul pour assurer le commandement de l'ensemble des forces, et le général Nott à Kandahar avec l'équivalent d'une brigade. D'autres postes sont tenus par l'équivalent d'un régiment britannique ou indien, parfois renforcé de troupes afghanes sur les principales routes conduisant aux Indes : Ghazni, Bamian et Quetta à l'ouest, Jalalabad et Ali Masjid à l'est et Charikar dans le Kohistan au nord de Kaboul. Cependant, les liaisons sont presque inexistantes entre ces garnisons, ce qui constitue une faiblesse stratégique. Mis à part la petite armée de Shah Shuja, la garnison de Kaboul se compose de 1 500 Britanniques et de 4 500 cipayes indiens.

L'invasion britannique est donc un succès tactique et se trouve même justifiée quand parvient la nouvelle qu'une armée russe a quitté la forteresse d'Orenbourg à destination de Khiva. Calcutta trouve alors judicieux d'avoir pu, grâce à cette invasion, démontrer sa présence en Afghanistan avant que Saint-Pétersbourg ne s'affirme vraiment. Cette opération permet ainsi de devancer la Russie et de créer de nouvelles opportunités pour l'Empire britannique alors que ses troupes se trouvent sur l'ancienne route de la soie.

Tandis que l'armée de l'Indus devient une armée d'occupation, les zones situées hors des principales villes restent sous le contrôle des chefs locaux. À Kaboul, Macnaghten s'inquiète de l'incapacité de Shah Shuja à se faire accepter par ses sujets, d'autant que l'antagonisme à l'égard des étrangers semble se développer. Et même si dans l'ensemble les Afghans restent tranquilles, à l'extérieur les problèmes surgissent de tous les côtés : le Balouchistan s'enflamme, menaçant très sérieusement les communications vers le sud ; à Herat, le vizir Yar Mohammed intrigue avec les Perses, leur ouvrant éventuellement la route de Kandahar, malgré le versement abondant de subsides anglais. Au nord, l'émir de Boukhara détient captif un officier britannique, le colonel Charles Stoddart, dans des conditions dégradantes. Enfin, les Ouzbeks et les Turkmènes dominent l'espace entre l'Hindou Kouch et l'Amou Daria, constituant un espace afghan hors de toute autorité.

Pis, la disparition de Ranjit Singh l'année précédente favorise progressivement le retournement des Sikhs contre les Britanniques : les successeurs du maharaja comprennent qu'il est désormais dans leur intérêt d'affaiblir la position de Sa Majesté en Afghanistan avant de se trouver soumis à l'emprise de Londres. Les caravanes de ravitaillement sont attaquées et les informations recueillies montrent que d'importants *sardars* – ou chefs – sikhs de Lahore et de Rawalpindi protègent activement des chefs rebelles barakzaïs, durranis ou d'autres clans afghans en leur offrant une base dans le Pendjab ainsi qu'autour de Peshawar, d'où ils peuvent attaquer les forces britanniques en Afghanistan, de l'autre côté de la frontière. Quant à Shah Shuja, il est pleinement conscient qu'il ne doit son trône qu'aux soldats britanniques et que toute armée d'occupation – en particulier lorsqu'elle est composée d'infidèles – reste inacceptable pour les Afghans, ce qui conduit le roi à rechercher de nouvelles alliances. La seule manière qu'il a de gagner le soutien des Durranis, des Qizilbashs, des Ghilzaïs et même des Sikhs consiste à critiquer secrètement les

Britanniques et à souhaiter leur chute, sans imaginer qu'il ne doit son maintien qu'à leur présence et sa chute à leur départ. Totalement dévoué à Shah Shuja, Macnaghten ne reporte ses critiques que contre les dirigeants de Herat et du Pendjab qui ont accepté l'or britannique, mais ne cessent de hurler comme des chacals contre un lion pris au piège.

Du côté des troupes britanniques, après la première phase victorieuse de la guerre, de nouveaux caractères font leur apparition sur la scène afghane. La vieille garde est partie en Inde fin 1839, les Anglais qui restent en Afghanistan décident de s'installer à long terme. Ils construisent au printemps 1840 un cantonnement en bordure de Kaboul avec tous les accommodements et le style de vie dont ils bénéficient en Inde, se divertissant par des courses de chevaux, des compétitions sportives, des matchs de cricket, des parties de chasse dans les collines, du théâtre amateur et des concerts, tout cela sous l'œil goguenard mais plus probablement hostile de la population de Kaboul. Par ailleurs, la cité est devenue une destination à la mode pour les voyageurs britanniques venus d'Inde et férus d'un style de vie typiquement colonial. On y apporte des chandeliers, de la porcelaine fine et des caisses de vin. L'air sec et montagneux de Kaboul apparaît alors comme un soulagement par rapport à l'atmosphère étouffante des plaines indiennes.

La logique voudrait que la garnison britannique s'installât à Bala Hissar, la citadelle tentaculaire qui domine la ville de Kaboul et qui semble invulnérable. Mais Shah Shuja tient à montrer qu'il impose son autorité, et Macnaghten, malgré les protestations de ses officiers, s'incline devant ce qui peut apparaître comme un symbole d'occupation permanente. Les dissensions qui s'installent alors entre les civils et les militaires seront l'une des causes du désastre à venir. Un emplacement est choisi au nord-est de la capitale, mais il apparaît immédiatement comme une faute tactique qui gâche les efforts accomplis et semble sceller le destin de l'armée. Il est en effet dominé de tous côtés par des hauteurs et des forts qui se trouvent entre

les mains des Afghans. Pourtant, la principale erreur reste d'installer tous les dépôts de l'armée à l'extérieur de ce camp dans une autre installation, en partie pour des raisons d'économie financière exigée par le gouvernement des Indes après les dépenses excessives de la campagne. Ainsi, les forces britanniques s'installent en août 1840 sur une position indéfendable qui deviendra bien plus tard le siège de l'ambassade des États-Unis et le quartier général de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS-ISAF). Dans le cantonnement, des pièces de théâtre sont mises en scène, et les femmes britanniques, à l'étonnement scandalisé de beaucoup d'Afghans, se joignent le soir à leur mari pour partager des verres d'alcool. Sir Alexander Burnes, quant à lui, s'installe dans une vie confortable consacrée à vérifier les rumeurs relatives à la moralité des femmes de Kaboul, ce qui va contribuer à sa fin tragique…

Pour les Afghans, tous ces signes montrent l'intention des Britanniques de s'installer pour longtemps à Kaboul, contrairement aux engagements de Macnaghten. Coup du sort supplémentaire, l'émir déchu Dost Mohammed apparaît de façon inattendue le 6 novembre 1840 à Kaboul pour se rendre à Macnaghten. Celui-ci, reconnaissant avoir « rejeté Dost, qui ne nous avait jamais offensé, pour soutenir notre politique dont il a été la victime », demande qu'il soit bien traité. D'autant que les officiers britanniques, qui considèrent avec un certain dédain la pompe exagérée de Shah Shuja, sont bien plus favorablement impressionnés par l'attitude guerrière de l'ancien roi, lequel est envoyé en Inde en novembre 1840 pour y vivre un exil confortable avec sa famille. Les Britanniques, beaux joueurs, lui accordent même une pension.

Selon toutes les apparences, l'hiver 1840-1841 se déroule tranquillement en Afghanistan, malgré l'inefficacité et l'impopularité du roi, mais c'est surtout dû aux abondants subsides dont les Britanniques gratifient les chefs tribaux, comme les Pathans ghilzaïs qui contrôlent les approches occidentales de la passe de Khyber, permettant de garder

ouvertes les voies de communication et d'approvisionnement vers l'Inde. Cependant, lorsque le nouveau Premier ministre tory, sir Robert Peel, arrive au pouvoir en juillet 1841, son gouvernement et les responsables de la Compagnie ne manquent pas de s'inquiéter de l'augmentation des coûts de la présence britannique alors même qu'une récession économique frappe le pays. Macnaghten se voit alors contraint de réduire de moitié les sommes payées annuellement aux Ghilzaïs et d'ordonner le retour en Inde de la brigade de sir Robert Sale, laquelle quitte Kaboul par la passe de Khyber le 10 octobre. Ces deux mesures vont se révéler par la suite très néfastes.

Au printemps 1841, un nouveau commandant en chef, le major général William George Keith Elphinstone, remplace sir Willoughby Cotton, qui aurait fait valoir sa fatigue pour quitter le commandement de la division du Bengale. Cette nomination restera comme l'une des grandes erreurs stratégiques de l'histoire de l'armée britannique. Elle est due à Fitzroy Somerset, le secrétaire militaire du duc de Wellington, un personnage d'une sagesse douteuse qui a perdu un bras à Waterloo et qui, en tant que futur lord Raglan, commandant des forces britanniques en Crimée, passera à la postérité pour avoir ordonné la fameuse et désastreuse charge de la brigade légère à Balaclava. Elphinstone est si diminué physiquement qu'il est tout à fait inadapté pour ce poste, mais personne ne conteste son ancienne réputation de courage et de compétence acquise à Waterloo.

Il a été question aussi de choisir le général Nott, mais son caractère abrupt et ombrageux le rend totalement inadapté pour servir avec Macnaghten, bien que la plupart des officiers le considèrent comme tout à fait compétent pour tenir ce poste. C'est un soldat craint et respecté, un militaire de la vieille école, d'esprit indépendant, mais considéré comme fort peu gentleman par lord Auckland. Quant à Elphinstone, il ignore tout de ce monde dans lequel il vient d'être envoyé et il n'a aucun intérêt pour l'Inde ni pour les troupes indigènes qu'il est amené à commander. Tout comme Auckland, il n'est pas réputé pour son esprit de décision, et l'adjoint

qui lui est attribué se trouve être l'officier le plus désagréable et le plus détesté de toute l'armée : le général de brigade John Shelton, du 44e régiment d'infanterie, un homme irascible, grossier et bourru qui a perdu son bras droit au cours de la guerre d'Espagne. Elphinstone se trouve isolé : « Il n'y a pas beaucoup d'officiers, écrit-il dans son journal, pour me donner des conseils, la plupart d'entre eux, n'étant, comme moi, arrivés que depuis peu dans ce pays et les agents politiques proposent souvent des plans de l'exécution desquels ils ne sont pas responsables. »

Des facteurs d'instabilité menacent les Britanniques

Elphinstone se trouve donc fort embarrassé par la situation qui se dégrade progressivement : les soldats britanniques deviennent la cible de jets de pierre de la part de villageois mécontents et sont parfois directement agressés dans les rues de Kaboul. La politique de levée des impôts mécontente d'autant plus les Afghans que ces revenus sont gardés par des soldats étrangers. De plus, l'équilibre des pouvoirs est rompu par le maintien d'une armée étrangère qui garantit à elle seule le pouvoir du roi. Les chefs tribaux qui étaient auparavant essentiels au maintien en place du roi, en fournissant des troupes ou en maintenant l'ordre, sont désormais supplantés par les cipayes et les Gurkhas[*1]. Leur sentiment d'inutilité s'ajoute à la réduction des subsides qui étaient initialement largement octroyés aux Afridis, aux Ghilzaïs et aux autres tribus, alors même – hérésie des hérésies ! – que leur pays est désormais gouverné par des chrétiens et des hindous. En somme, comme Macnaghten l'écrit très justement, « ce pays est une masse de poudre en suspension ».

À Kandahar, l'occupation britannique s'exerce sous une forme bien plus rude, en partie à cause de la nature abrupte du major général William Nott, commandant de la garnison, mais aussi sans doute parce que les menaces

sont bien plus proches. Contrairement à bien des officiers britanniques, en Afghanistan, Nott se révèle être un chef militaire compétent et d'une efficacité remarquable contre les rebelles. Il met sur pied une colonne contre-insurrectionnelle de 5 000 hommes capable de se déployer rapidement dans n'importe quelle direction. Mais à peine parvient-il à réduire un soulèvement qu'un autre se déclenche. Ainsi, à l'automne 1839, les Britanniques lancent une expédition punitive et détruisent des villages et des troupeaux en représailles d'une attaque conduite à Ghazni. En mai 1840, le soulèvement des Ghilzaïs à Qalat force Nott à envoyer une colonne de 1 200 hommes repousser une armée de 2 000 combattants à Tazi. Il comprend bien qu'au-delà de la décision d'imposer des taxes à des tribus qui en étaient jusque-là exemptes, les insurgés se regroupent désormais autour de l'islam et de leur hostilité envers les infidèles et les étrangers, d'où le soin de renouveler sans cesse les opérations. Les rapports réalistes de Rawlinson, l'officier politique de Kandahar – celui qui, quatre ans auparavant, avait été le premier à voir Vitkievitch se diriger vers la frontière afghane et dont le retour à Téhéran avait entraîné l'enchaînement d'événements qui menèrent à la guerre –, finissent cependant par irriter Macnaghten, qui estime que les soulèvements tribaux font partie du folklore afghan. Quand il annonce par exemple « que la situation à l'ouest prend une tournure si alarmante que je commence à craindre qu'il ne soit nécessaire d'y envoyer des troupes pour soutenir l'autorité du gouvernement », Macnaghten réagit comme toute autorité qui refuse que ses visions politiques puissent être mises en cause par la réalité des faits, et il accuse Rawlinson « d'avoir une vision indûment négative, mais aussi de nourrir et de propager des rumeurs allant dans ce sens ».

La situation est identique au Kohistan, au nord de Kaboul. Eldred Pottinger, l'ancien « héros de Herat », arrive à Charikar en août 1841 avec une troupe de Gurkhas, mais les installations de cantonnement et de défense sont si misérables, et l'agitation si grandissante, qu'il tente d'alerter Kaboul

sur les causes d'une révolte qui gronde. Les chefs du Kohistan, alerte-t-il, se sont aperçus que la rigueur de l'administration anglo-sadozaïe « était défavorable à leurs intérêts et à leur pouvoir ». Mais, plus dérangeant, il relève « l'aversion pour la domination étrangère, le fanatisme, la débauche de nos soldats et particulièrement l'impunité avec laquelle ils peuvent séduire et enlever les femmes, et cela dans un pays réputé pour la jalousie extrême de ses autochtones… ».

La réalité se fait lentement jour pour démontrer que la résistance aux Britanniques prend de l'ampleur et que seule Kaboul soutient encore apparemment le gouvernement anglo-sadozaï. La plupart des officiels britanniques reconnaissent que le régime est en train d'échouer, mais la stabilité apparente permet à Macnaghten de justifier sa politique auprès de Calcutta et d'estimer en août 1841 que la situation est tout à fait satisfaisante dans un pays parfaitement calme où les perspectives sont réjouissantes. Cependant, l'occupation de l'Afghanistan coûte en 1841 la somme de 2 millions de livres sterling, ce qui dépasse largement les prévisions initiales et ne peut plus être compensé par le commerce de l'opium et du thé. Les limites financières sont donc franchies, ce qui menace de ruiner la Compagnie des Indes.

Le changement de gouvernement à Londres au profit des conservateurs, qui ont toujours eu une position mesurée sur l'aventure afghane, provoque indirectement une déstabilisation en raison de la nécessité de réduire les dépenses. Le nouveau Premier ministre, sir Robert Peel, ne manifeste aucune intention de continuer à financer ce qu'il considère comme une guerre *whig*, l'une de ces coûteuses et inutiles aventures de lord Palmerston. Macnaghten, qui pourtant n'a pas coutume de protester, se plaint à Auckland des risques pris si l'on réduit les finances nécessaires au maintien de la docilité des Afghans. Toutefois, ses réflexes de fonctionnaire le conduisent finalement à s'aligner dans le sens d'une réduction budgétaire. Il

s'agirait tout d'abord de retirer des troupes britanniques, puis de réduire les sommes allouées aux tribus pour qu'elles coopèrent et se soumettent.

De son côté, Shah Shuja conspire plus ou moins ouvertement contre les Britanniques. Il envoie des lettres à nombre de chefs afghans pour se plaindre de son manque d'autorité et en propageant l'idée que les Britanniques gouvernent comme il leur semble bon. Il devient également très difficile à gérer quand arrive la probabilité que Macnaghten soit remplacé par Burnes, alors que celui-ci avait essayé de le maintenir à l'écart du pouvoir. Mais bien plus que ce double jeu du roi, ce sont surtout les contraintes financières qui contribuent au déclenchement de la crise. Le prix des grains augmente à cause des besoins de la garnison, et quand Shuja ordonne que ceux-ci soient fixés, les Britanniques s'y opposent. Dans le même temps, ils réduisent les salaires accordés à leurs employés pour s'aligner sur ce que paie Shah Shuja. La hausse des prix alimentaires face à des salaires bas constitue ainsi une source de mécontentement, et les deux faces de cette crise peuvent être reprochées aux Britanniques.

Macnaghten organise alors une conférence en septembre 1841 avec les chefs ghilzaïs et ceux des tribus du Khyber. Les plus grosses réductions touchent les Ghilzaïs de l'est du pays et leur chef Mohammed Shah Khan, le beau-père d'Akbar Khan. Dans un *durbar* tenu à Kaboul, il leur annonce une réduction de moitié des versements de la Couronne britannique. Les Ghilzaïs ressentent cette décision comme une trahison, parce qu'ils sont payés pour leur alliance et la sécurité qu'ils assurent sur leurs très stratégiques et très anciennes possessions territoriales, à savoir les passages vers les Indes qu'ils détiennent depuis l'époque des Moghols et peut-être même depuis Darius I^{er}. Ils percevaient ainsi le *rahdari*, un impôt pour la garde des routes afin d'assurer l'entretien des voies de communication et la sécurité des armées et des marchands qui se rendaient en Inde. Ils avaient aussi apporté leur soutien à Shah Shuja dans son exil et pendant l'occupation britannique, et avaient assisté au passage incessant des

convois, des colonnes de ravitaillement, des familles et du courrier sans provoquer aucun incident. Macnaghten se trompe complètement sur les conséquences de cette décision, laquelle se révélera être sa plus grosse erreur. Il croit que leur acquiescement de façade lors de la conférence a la valeur d'un accord réel, mais après être rentrés dans leurs montagnes, le renversement de position des Ghilzaïs entraîne en l'espace de quelques semaines l'effondrement de tout l'édifice construit par les Britanniques lors de l'occupation. Déjà, deux jours plus tard, une caravane qui vient des Indes est attaquée et pillée et les clans empêchent toute communication avec Jalalabad.

Très conscient du fait que les Ghilzaïs ont désormais totalement coupé les communications en représailles à la réduction de leurs subsides, Macnaghten pense alors facilement résoudre le problème à l'automne 1841 en utilisant la force pour rouvrir les communications vers l'est. De Kaboul, le général Sale est envoyé avec sa brigade vers l'Inde avec pour instruction de s'attaquer durant son trajet à des forts tenus par les Ghilzaïs et de réprimer tout signe éventuel d'insurrection.

Harcèlement contre les lignes de communication

Le 9 octobre 1841, l'avant-garde du 35e régiment d'infanterie du Bengale commandé par le colonel Thomas Monteath est attaquée à 25 kilomètres de Kaboul à l'entrée de la passe de Khord Kaboul. Le 12 octobre, le général de brigade Abraham Roberts est envoyé à la rescousse avec le reste de sa brigade, soit 6 000 hommes, pour forcer le passage de l'étroit défilé. Après s'être engagée dans l'étroit et sinueux goulet du passage, la brigade se trouve prise sous un déluge de feu déclenché par des Afghans si habiles dans l'art de l'escarmouche qu'ils sont presque invisibles – à l'exception des éclairs jaillis de leurs « *jezail* », longs fusils qui portent « avec une précision mortelle à une distance à laquelle nos

mousquets sont inoffensifs ». L'infériorité technique des armes anglaises sur ce type de terrain est donc clairement admise. De nouveau, le 17 octobre, arrivée à la passe de Tangi-Tariki (la « gorge sombre »), la brigade perd 89 hommes et une bonne partie de ses bagages dans un combat nocturne où des cavaliers afghans de l'armée régulière qui accompagnent la brigade sont soudoyés pour laisser les insurgés pénétrer dans le camp anglais. Ce qui n'est déjà plus du harcèlement mais une véritable entreprise de destruction se poursuit, et le 24 octobre, les Britanniques sont encerclés par une troupe de cavaliers qui les empêche d'avancer vers Tezin. Le capitaine McGregor, l'officier politique de Sale, engage alors des discussions avec les chefs ghilzaïs qui réclament le versement de leurs subsides, ce qu'il leur accorde pour régler le litige. Si ces négociations sont critiquées, car le temps ne serait plus à la discussion mais uniquement à la répression, le versement de l'argent permet de renvoyer les blessés à Kaboul et de prévenir les autorités de l'étendue du soulèvement. L'accalmie dure deux jours, puis les attaques reprennent au passage suivant de Jugdulluk. Alors que les unités d'infanterie sont paralysées, terrorisées par la sauvagerie des Afghans qui achèvent cruellement les blessés abandonnés à leur sort, la situation n'est sauvée du désastre que par l'action résolue de l'arrière-garde du major George Broadfoot[*2], à la tête d'un bataillon du génie de recrutement local qui force le passage à la baïonnette. Dans ce dernier combat, Sale déplore encore 120 pertes, ce qui monte le total à 300 depuis le départ de Kaboul. Surtout, les Afghans obtiennent un avantage psychologique sur les troupes britanniques qui constatent désormais l'insuffisance de leurs armes et de leurs tactiques contre les rebelles. Le 30 octobre, Sale atteint enfin Gandamak, un village situé dans une plaine où se trouve une formation locale sous les ordres d'un officier britannique. La brigade y reste dix jours pour se remettre en condition. Le 37e régiment est renvoyé vers Kaboul pour escorter la prochaine colonne qui doit accompagner Macnaghten, Elphinstone et lady Sale, qui avait jugé bon de

rejoindre son mari. Mais c'est aussi à cet endroit que les derniers éléments du nouveau régiment afghan créé par Macnaghten déclenchent une mutinerie ouverte et essaient de tuer les officiers anglais. Il ne s'agit donc plus d'une simple rébellion fomentée par les chefs ghilzaïs pour obtenir que leurs subventions soient restaurées, mais bien d'un soulèvement généralisé aux motivations bien plus profondes. Peu de temps après, Sale obtient confirmation de la tournure des événements en recevant des ordres du général Elphinstone lui demandant de ramener immédiatement sa brigade à Kaboul. Il prend alors une décision qui change le cours de la guerre, décidant de parcourir les 55 kilomètres qui le séparent de Jalalabad pour s'y retrancher et attendre la suite des événements. Une décision majeure, source par la suite de longs débats : « Si Sale avait maintenu sa position à proximité de Gandamak, avancera ainsi Henry Durand, il aurait pu avoir une influence sur le sort de l'armée d'Elphinstone et l'une des plus désastreuses retraites aurait ainsi été épargnée à l'armée britannique grâce à la coopération de sa colonne mobile. » Une opinion partagée par l'auteur britannique Henry George Keene (1825-1915), pour qui « il a perdu une belle occasion de rendre un service éminent comme jamais un chef militaire britannique n'en aurait rendu. C'est l'opinion des meilleures critiques militaires que si Sale était retourné à Kaboul, ou s'il était simplement resté à Gandamak, il aurait pu éviter le désastre à venir ». Nous reviendrons sur cette calamiteuse retraite.

L’Afghanistan rejette les Britanniques

Le soulèvement de Kaboul

À l’aube du 2 novembre 1841, pendant le ramadan, une petite foule de 300 hommes se rassemble dans la vieille ville devant la résidence britannique où se trouve Burnes, dans l’espoir probable d’y récupérer des moyens financiers. Les récits afghans justifient l’attaque dont il est la cible en excipant du fait que c’est le comportement personnel de Burnes qui aurait déclenché les soulèvements. L’Écossais est en effet décrit comme un personnage brutal, avide de femmes, dédaigneux et méprisant les règles de l’honneur et de la bienséance afghane. Il s’est par ailleurs rendu impopulaire par ses demandes autoritaires faites auprès des chefs tribaux alliés aux Anglais, quand dans le même temps leurs subsides se trouvaient réduits.

Lors d’une réunion secrète qui se tient la veille de l’insurrection, des plaintes sont formulées contre la domination qu’exerce la Couronne, sur la perte de son prestige si important pour les relations en Afghanistan et sur le fait que les femmes afghanes sont attirées par l’argent des étrangers. Mais le plus important grief porte sur l’influence grandissante des Britanniques et la perte relative de leur pouvoir politique, ainsi que de celle de Shah Shuja dont ils ont cherché en vain l’appui pour se soulever contre la domination étrangère grandissante.

Quoi qu’il en soit, c’est une foule violente qui encercle la maison d’Alexander Burnes à Kaboul le 2 novembre 1841. Le capitaine William Broadfoot, présent lors de ces tragiques événements, écrira plus tard que le Britannique parvint à tuer cinq ou six hommes de sa propre main avant d’être abattu. La foule met alors le feu à sa maison et le massacre, ainsi que son frère et les treize cipayes affectés à sa défense. La foule attaque ensuite la maison du payeur Johnston, le trésorier de Shah Shuja, qui n’est pas

présent. Les assaillants s'emparent de tout l'argent qui s'y trouve et massacrent la troupe des 28 cipayes ainsi que tous les serviteurs, hommes femmes et enfants.

Le tronc décapité de Burnes est laissé dans la rue et livré aux chiens : c'est un serviteur fidèle qui rassemble ses restes pour les enterrer. Sir Alexander (Sikander) Burnes, officier politique, soldat, aventurier, agent de renseignement ou espion, diplomate et adjoint malheureux de l'ambassadeur Macnaghten, disparaît ainsi à 36 ans. Une fois sa demeure et la trésorerie en flammes, la foule en colère se retire.

« Dans un premier temps, selon le lieutenant Vincent Eyre[*3], Macnaghten prit l'insurrection à la légère et la perception qu'il avait du sentiment global de la population à notre égard l'amena non seulement à se bercer d'illusions mais à induire le général en erreur. » La seule action prise contre la foule est décidée par Shah Shuja, qui envoie à partir de Bala Hissar son meilleur régiment commandé par un mercenaire indo-écossais, William Campbell, à travers les rues étroites de la ville pour rejoindre la résidence de Burnes. Cependant, lourdement attaquées dans les rues, ses troupes doivent se replier après avoir perdu deux cents tués et blessés. Aucune colonne de secours n'est envoyée du cantonnement des troupes britanniques, si ce n'est le général Shelton vers Bala Hissar pour couvrir le repli de Campbell : Shuja est bel et bien la seule personne à tenter quelque chose pour sauver Burnes, qui a pourtant été l'un de ses plus grands critiques. Comme il a fallu cinq heures à la foule pour s'emparer de la Résidence et que le cantonnement ne se situe qu'à trente minutes de marche, une controverse va naître rapidement et durer des années au sujet de l'attitude qu'il aurait fallu adopter. Si une puissante démonstration de force semble l'option la plus évidente, les rues étroites de Kaboul, dominées par des maisons aux toits plats, constituent en réalité un formidable obstacle pour les unités régulières britanniques.

La foule en colère se met en quête d'autres cibles, et des hommes armés affluent des contrées rurales à l'annonce du soulèvement. En quarante-huit heures, trois mille combattants sont rassemblés dans la capitale ; trois semaines plus tard, leur nombre est évalué à cinquante mille. S'ils constituent des groupes distincts aux motivations très différentes, ils sont tous unis contre les Anglais : partisans des Barakzaïs, Tadjiks du Kohistan excédés par les campagnes punitives de Burnes et de Sale de l'année précédente, Ghilzaïs de l'est et royalistes pro-Sadozaïs qui se répartissent dans la ville et mettent le siège au cantonnement des forces britanniques… Même si l'attrait du pillage et l'esprit de vengeance peuvent attirer ces hommes, la rhétorique de la guerre sainte est alors largement utilisée pour les unir et justifier la révolte.

Elphinstone échoue à prendre les mesures nécessaires après la mort de Burnes, alors que son subordonné immédiat, le brigadier général John Shelton, jaloux de sa position, laisse les événements se détériorer, simplement dans l'intention de nuire à son supérieur. Lequel démontre toute son indécision, mettant son impuissance sur le compte du manque de moyens dans une lettre qu'il adresse à Macnaghten après la mort de Burnes. Et d'y conclure que : « Nous devons voir ce que le matin amène puis penser à ce qui peut être fait. » Quant à lady Sale, qui observe tous ces événements, elle est atterrée : « Tout n'était que confusion et indécision[3]. » C'est cette inertie du commandement qui permet à un mouvement spontané de protestation, lancé par quelques chefs mécontents, comme un signe de colère désespéré, d'unir tout un pays sous la bannière de l'islam pour rapidement devenir l'un des défis les plus dangereux auxquels l'Empire britannique va devoir faire face au cours du XIX^{e} siècle.

Comme Elphinstone se trouve de plus en plus malade, le commandement repose sur Shelton, qui se trouve isolé dans Bala Hissar avec une faible garnison face à une ville presque entièrement aux mains des émeutiers. Il évacue donc sa position avec 6 000 hommes pour rejoindre le

cantonnement initial qui forme un rectangle de 1 000 mètres sur 500 entouré d'un modeste rempart et d'un petit fossé. Tout ce cantonnement britannique est surplombé de toute part par des hauteurs qui rendent les troupes anglo-indiennes extrêmement vulnérables et les placent dans un état de siège quasi permanent. On peut imaginer que le tempérament de Shelton l'aurait conduit à renforcer la garnison, mais il persiste au contraire à adopter une attitude systématiquement hostile à l'égard d'Elphinstone, ce qui ne laisse pas d'étonner le capitaine George Lawrence : « La conduite du général de brigade Shelton lors de cette crise me surprit au-delà de toute expression. Il semblait en dehors de lui-même, ne sachant pas comment agir et avec une incapacité qui marquait chaque trait de son visage[4]. »

Dans la journée qui suit l'assassinat de Burnes, il apparaît aux insurgés que les Anglais ne réagissent pas de manière cohérente, aussi plusieurs chefs afghans, constatant cette faiblesse, rejoignent-ils l'insurrection. Le lieutenant Vincent Eyre note dans le journal qu'il tient de ces événements que « l'assassinat de nos compatriotes et le pillage des biens publics étaient perpétrés en toute impunité à moins de deux kilomètres du cantonnement et jusqu'au pied du Bala Hissar. Cet étalage de nos faiblesses au grand jour apprit à l'ennemi sa force et fit basculer contre nous ceux qui s'étaient tenus à l'écart et finit par encourager toute la nation à s'unir comme un seul homme pour nous anéantir ».

Le futur s'annonce encore plus sombre. Les vivres et le fourrage diminuent chaque jour sans pouvoir être renouvelés. La brigade de Sale se trouve à Gandamak, à cinq jours de marche de Kaboul, près de 80 kilomètres, sans qu'il y ait un réel espoir de la voir revenir, tout simplement parce qu'elle se trouve contenue par des milliers de combattants ghilzaïs qui affluent pour se mêler au soulèvement. Les premières cibles des rebelles sont alors des fortins et des maisons renforcées qui sont disséminés à quelques centaines de mètres à l'écart du périmètre principal de défense. Ce choix de bon sens tactique exploite l'erreur des

Anglais qui ont installé leurs dépôts en dehors de l'enceinte du cantonnement des troupes, ce qui rend la garnison vulnérable en cas de perte de ces approvisionnements. Le 4 novembre, ces derniers perdent effectivement neuf mois de ravitaillement avec l'abandon de ces dépôts pris sous un feu incessant, résultat, aussi, de la passivité de Macnaghten et d'Elphinstone. Le cantonnement principal en est désormais réduit à ses seules réserves. Des positions défensives sont affectées à la garnison et des canons disposés aux angles du mur d'enceinte, avec quelques pièces en réserve. Dans le même temps, Elphinstone assaille le général Sale pour demander le retour de sa brigade à Kaboul. À Gandamak, un débat s'instaure alors entre Sale et ses officiers au sujet des centaines de blessés et de malades qui ne peuvent être laissés à leur sort. Un retour vers Kaboul conduisant assurément à de nouvelles pertes, décision est prise de poursuivre vers Jalalabad, à l'est, pour s'y installer en défensive. Le 14 novembre, le même jour où Sale atteint la cité, Nott reçoit également l'ordre d'envoyer une brigade de Kandahar vers Kaboul. Mais celle-ci devra rebrousser chemin en décembre, après avoir été bloquée par la neige dans les passages de montagne.

À Kaboul, les Afghans insurgés occupent dès le 10 novembre le fort de Rikabashee qui se trouve à portée de fusils du bâtiment occupé par Macnaghten et contre lequel ils ouvrent un feu constant. Les Britanniques le reprennent trois jours plus tard : un premier succès obtenu contre un ennemi affronté sur un terrain ouvert… mais qui sera aussi le dernier. Ce n'est par la suite qu'une accumulation d'erreurs et de difficultés qui se succèdent, affaiblissent le moral de la garnison et finissent par provoquer un total effondrement. Les forces britanniques commencent à souffrir de défections dans leurs rangs : des soldats afghans et indiens rejoignent même pour certains l'insurrection.

Le 15 novembre, Eldred Pottinger et le lieutenant Haughton, les deux seuls officiers survivants du poste avancé de Charikar dans le Kohistan,

parviennent grièvement blessés à Kaboul. Leur régiment de Gurkhas a été massacré après avoir été trahi par des artilleurs du Pendjab qui leur étaient rattachés. Les soldats et leurs familles ont été incapables de franchir à pied les rideaux de cavalerie qui les encerclaient ; les survivants sont emmenés en esclavage. Des milliers de Kohistanis se trouvent désormais libres de participer aux combats de Kaboul.

Macnaghten, qui a parfaitement compris dans quelle impasse il se trouvait, écarte le 18 novembre l'idée de retraiter vers Jalalabad, jugeant que la masse des civils n'y survivrait pas. Les négociations voire la capitulation face aux Afghans insurgés ne peuvent par ailleurs être envisagées, car il n'existe aucune autorité fiable capable de garantir des conditions de protection. À cette date, il privilégie donc le maintien sur les positions actuelles dans l'espoir d'une évolution favorable. Les 16 000 personnes que compte la garnison britannique se trouvent donc désormais enfermées dans ce cantonnement, avec pour seul point d'approvisionnement possible le village de Baymaru, qui sert de point d'entrée auprès d'Afghans amicaux ou attirés par le commerce. Or, le 22 novembre, ce village est investi par les Afghans, qui y construisent des fortifications. Le même jour, le sardar Akbar Khan, le fils le plus fougueux et le plus compétent militairement de Dost Mohammed, arrive à Kaboul avec 6 000 hommes et devient, de fait, le chef de la résistance aux Anglais. Après une tentative infructueuse de reprise du village, les Britanniques lancent le mardi 23 novembre une attaque avec dix-sept compagnies d'infanterie, renforcées d'un seul canon et de sapeurs. La moitié des forces disponibles à Kaboul se trouve très rapidement fixée par l'efficacité du tir des *jezail* afghans. Cette action de combat, la plus sérieuse engagée sur les collines de Kaboul, marque un tournant dans le destin de la force d'occupation. Le combat se déroule en trois phases. Lors de la première, menée la nuit, les Britanniques tentent de s'emparer du village ; dans la deuxième, un des deux carrés d'infanterie est disloqué ; enfin, la troisième

tourne à la complète déroute de la colonne britannique et sa fuite vers le cantonnement, non sans avoir subi de lourdes pertes. Désormais, le destin funeste de l'armée de Kaboul est scellé. La bataille de Baymaru apparaît alors comme l'une des plus marquantes et des plus décisives de la première guerre anglo-afghane, mais aussi comme l'une des plus honteuses défaites tactiques de l'armée britannique.

La défaite militaire du 23 novembre contraint les autorités à considérer une solution politique. Des offres de négociation sont donc acceptées, mais par une mutuelle suspicion, et l'impossibilité de parvenir à respecter les termes des accords les handicapent fortement. Shah Shuja s'est d'ailleurs engagé à soutenir l'insurrection courant décembre, signant une proclamation demandant à tous les bons musulmans de combattre les *farangi* (*Feringhee*). Les militaires britanniques ne peuvent donc plus espérer qu'un retrait à Jalalabad. Macnaghten, pour qui l'essentiel est de rester en Afghanistan, s'évertue de son côté à arranger la situation en trouvant des accords avec certaines tribus et d'autres forces politiques. Il s'engage alors dans des tractations avec les Barakzaïs, les Ghilzaïs et les Qizilbashs, dépensant des sommes énormes pour obtenir leur soutien. Il se lance aussi dans de dangereuses machinations et intrigues afin de semer la discorde parmi les chefs afghans, mais cette politique ne crée que de la suspicion et de la défiance, et contribue en réalité à sceller le sort du représentant britannique comme celui de l'armée.

Le moral à Kaboul s'effondre et Macnaghten finit par ouvrir des discussions, le 11 décembre, avec Akbar Khan. La question qui est désormais posée aux Britanniques est de savoir s'il faut demeurer à Kaboul, se constituer prisonniers ou résister et mourir de faim – il ne reste plus que deux jours d'approvisionnement. Il est aussi possible d'abandonner les positions, même sans garantie de trouver un passage vers l'Inde. Macnaghten rédige alors un projet de traité dans lequel il reconnaît l'erreur d'avoir voulu imposer Shah Shuja et propose le retrait des forces

britanniques, y compris les garnisons de Ghazni et de Kandahar. Première étape des accords, Bala Hissar est évacué le jour prévu, le 13 décembre, laissant Shah Shuja à son sort et les forts qui entourent le cantonnement ainsi que leurs dépôts d'armes aux Afghans. La garnison britannique, qu'accompagne une foule de serviteurs, de femmes, d'enfants et de malades, doit désormais envisager un long et difficile voyage. Pour aggraver la situation, le 18 décembre une neige épaisse couvre la ville, et les Britanniques – toujours soumis à la pression des Afghans – tardent à partir, alors même que Macnaghten essaie encore d'exploiter certaines divisions parmi les Afghans par des promesses financières. Un nouveau départ est fixé pour le 22 décembre, mais Macnaghten continue ses manœuvres et ses intrigues en conduisant des négociations séparées. Il demande ainsi à Shelton de préparer deux régiments pour s'emparer d'Aminullah Khan, un chef rebelle de haut niveau, parce qu'il pense ainsi pouvoir obtenir le soutien d'Akbar Khan et diviser les Afghans. Ce jeu dangereux conduit ce dernier à envoyer un projet d'accord incroyablement généreux qui ne sert en fait qu'à tester la sincérité du représentant britannique. Une rencontre doit donc se tenir, mais la désorganisation est telle que Macnaghten y part sans escorte le 23 décembre, en dépit des mises en garde de ses conseillers sur les illusions qu'il entretient. Après seulement quinze minutes d'un entretien qui débute pourtant de façon courtoise, une échauffourée éclate rapidement dans laquelle Macnaghten est tué par des fanatiques religieux, les *ghazi*, ou selon d'autres versions directement par Akbar Khan, qui aurait utilisé les deux pistolets à deux coups qu'il venait de recevoir en cadeau. Dès que les violences éclatent, les seize cavaliers de l'escorte personnelle de Macnaghten s'enfuient sans tenter de sauver les officiers britanniques. Pire encore, quand ils croisent l'escorte demandée qui s'est enfin mise en marche, les deux détachements rentrent au plus vite vers le cantonnement. Par la suite, aucun renfort n'est envoyé, et aucune sortie n'est entreprise pour récupérer le corps qui est visible de loin. Le

capitaine George Lawrence peut le déplorer : à presque une portée de mousquet de la position retranchée, un ambassadeur britannique est assassiné et son corps mutilé laissé sur place des heures durant sans que rien ne soit entrepris pour le sauver ou venger cet outrage sans précédent. Les deux officiers anglais qui accompagnaient Macnaghten, les capitaines Colin Mackenzie et George Lawrence, sont cependant épargnés par l'intervention immédiate d'Afghans conciliants mais aussi grâce à l'action directe d'Akbar Khan. Le corps de Macnaghten subit les mêmes outrages que celui de Burnes : démembré, il est exposé dans le bazar de Kaboul avec sa tête plantée sur une barrière. Akbar Khan adopte par la suite une attitude ambiguë en affichant ses regrets auprès des Britanniques tout en ayant gagné en crédit auprès des fanatiques religieux afghans qui deviennent désormais incontrôlables. Il relâche par ailleurs les deux officiers capturés le 23 décembre dans un geste effectué pour montrer sa bonne foi[*4]. Cet assassinat marque cependant le début de la fin pour l'armée britannique de Kaboul.

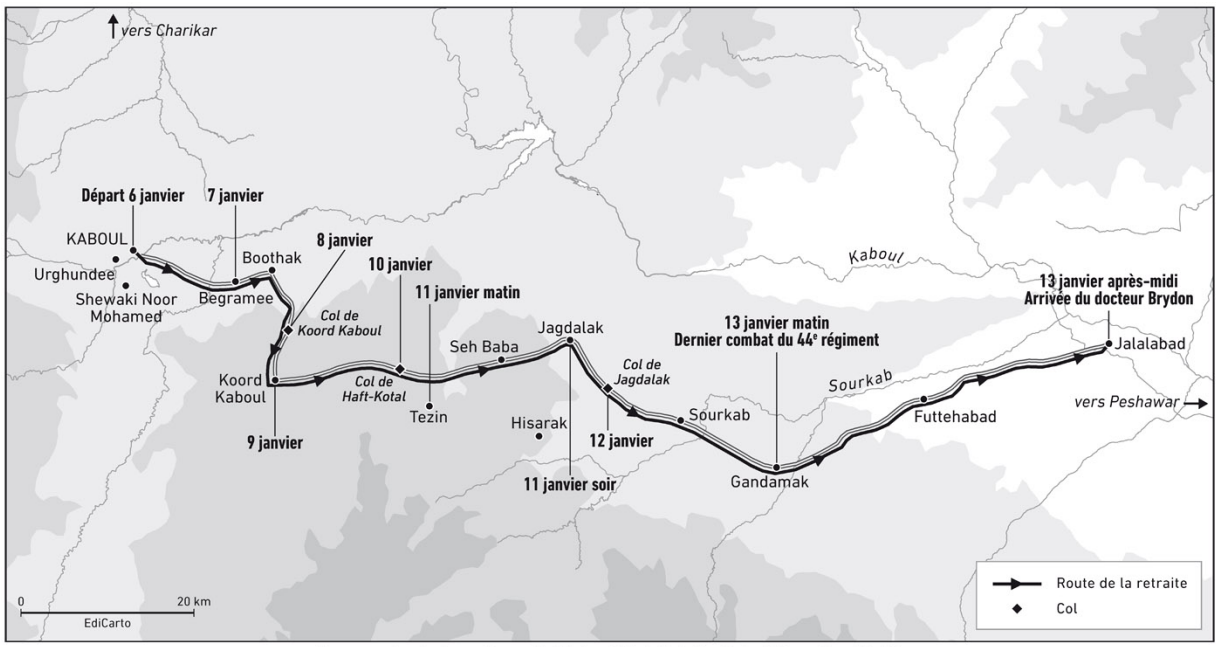
Le jour de Noël, Akbar Khan se déclare prêt à accorder le passage sans encombre jusqu'à Peshawar en échange de l'abandon des moyens matériels, sauf six canons de campagne, mais en livrant aux Afghans des otages pris parmi les hommes mariés et leurs familles. Elphinstone ne peut pas accepter ces dernières conditions humiliantes et il comprend désormais que son armée n'a plus le choix : il lui faut combattre pour s'ouvrir un chemin dans les neiges de l'hiver afghan. Lady Sale, la femme du général qui tient désormais Jalalabad, écrit dans son journal : « Je crains que peu d'entre nous survivront pour atteindre les provinces que ce soit avec un accord ou non. Les Afghans nous disent que nous sommes perdus. »

La retraite de Kaboul

La marche de Kaboul vers Jalalabad relève de la tragédie, elle n'est plus désormais qu'une lente agonie vers une totale disparition. Cette histoire de misère, de famine, de froid, d'abandon, d'épuisement et de mort qui accable l'armée britannique en retraite jette alors un voile de tragédie antique sur cette épopée de l'époque victorienne. On y retrouve des mouvements de panique venant de foules de civils apeurés qui empêchent toute forme de défense organisée, une lenteur désespérante de la progression de la colonne avec une moyenne de 10 kilomètres par jour – ce qui l'expose aux attaques sans cesse renforcées des tribus qui les effectuent aux endroits les plus apocalyptiques –, l'absence de moyens de subsistance et de protection contre les rigueurs mortelles de l'hiver, à laquelle se mêlent des démonstrations de courage absolu mais aussi des exemples répétés de ruse, de duplicité et de fourberie.

La retraite britannique commence peu après 9 heures le 6 janvier 1842. Trente centimètres de neige recouvrent le sol lors de cette journée magnifique, claire et glaciale. Pourtant, l'armée qui quitte la relative sécurité de l'enceinte du cantonnement offre déjà l'image désolante de soldats vaincus. Tous les Afghans qui ont encore de la sympathie pour les Anglais savent qu'ils se précipitent dans un piège. Mohan Lal, le maître espion de Macnaghten, qui a plus de contacts que quiconque dans la capitale, envoie toute une série de mises en garde pour avertir les Britanniques qu'ils s'enfoncent dans un traquenard où les chefs des Qizilbashs annoncent déjà qu'ils vont tous les massacrer. Personne ne fait davantage que Shah Shuja pour alerter les Anglais du sort qui les attend dans les défilés. Il offre même l'accès à Bala Hissar, d'où il propose d'effectuer des sorties si les approvisionnements viennent à manquer. Par ailleurs, la décision de l'abandonner à la merci de ses ennemis est d'une déloyauté absolue : Shah Shuja ne peut manquer d'être affligé par ce qu'il constate au cours des six semaines précédentes pendant lesquelles

Macnaghten, toujours très autoritaire, fait fi de tous ses avertissements. Un optimisme trompeur est de rigueur lorsqu'une centaine – seulement – d'Afghans se rassemble pour assister au départ des anciens conquérants, et alors même que les *ghazi* qui rôdent aux portes du cantonnement demeurent invisibles, ce qui permet à l'avant-garde de progresser sans rencontrer de résistance. Même l'étau des fortins qui enserre le campement et qui l'accable depuis six semaines reste silencieux. Cependant, il n'y a aucun signe de l'escorte promise par les chefs afghans… Mais outre le retard pris au pont flottant construit à la hâte sur la rivière Kaboul et la confusion générée par les milliers de civils qui se sont mélangés aux cipayes de l'infanterie, la neige et le froid représentent un danger encore plus grand que les Afghans. Les soldats, leurs familles et des milliers d'accompagnateurs civils accueillent ce jour du 6 janvier 1842 avec un mélange de terreur et de soulagement illusoire. Se projetant sur la route vers l'Inde, ils espèrent mettre un terme à des semaines de misère et de souffrance, même si nul n'ignore les difficultés à venir. Le premier contingent de la colonne, avec Elphinstone à sa tête, passe les portes à 9 h 30 ; les derniers ne quittent la ville que le soir. L'armée qui se retire dispose encore de 4 500 combattants, dont 700 sont britanniques. Il faut ajouter à cette force capable de se battre 12 000 accompagnateurs ou porteurs, mais aussi les femmes et les enfants, qui représentent une charge encombrante et qui va se révéler un handicap mortel.



La retraite britannique de Kaboul à Jalalabad, 6-13 janvier 1842

Le 44e régiment d'infanterie – 600 combattants – prend la tête de la colonne sous le commandement du général Anquetil, qui précède ainsi le corps principal commandé par Shelton et l'arrière-garde que mène le colonel Robert Chambers. Il paraît indispensable de faire progresser la colonne sans délai vers la passe de Koord Kaboul qui aurait dû être la première étape, à 30 kilomètres à l'est de Kaboul. Avec un peu de chance, les Anglais peuvent alors atteindre Tezin, qui se trouve 15 kilomètres plus loin à une altitude plus basse et qui peut donc se trouver dégagé de toute neige. S'il n'y avait eu que des soldats et leurs familles, cet objectif pouvait être atteint, mais les milliers d'accompagnateurs civils ralentissent la progression et rendent impossible toute avancée dans des délais convenables, ainsi que toute réaction efficace défensive. Ce n'est qu'à 17 heures que les derniers cipayes quittent finalement les murailles glaciales du site où ils étaient demeurés pendant onze heures. L'arrière-garde atteint à 2 heures du matin le lieu de la halte de la colonne, où règne un chaos absolu.

Le deuxième jour de la retraite, le 7 janvier, se révèle encore plus chaotique que le premier. Moins de la moitié des cipayes est en état de reprendre le service. Le froid a tellement gelé les mains et les pieds que même les plus forts ont perdu toutes leurs capacités de réaction et de survie. Il n'y a déjà plus que quelques centaines de combattants valides, et la discipline a disparu de cette troupe en retraite. Un régiment hindoustani entier, qui comptait 600 hommes au début de la retraite, déserte en bloc dans l'espoir de rejoindre Kaboul où les soldats espèrent que leurs blessures écarteront les marchands d'esclaves – des mois plus tard, ils peuvent encore être vus à Kaboul, mendiants leur survie en s'appuyant sur leurs moignons. Elphinstone donne alors l'ordre maladroit de s'arrêter à l'entrée de la passe de Koord Kaboul au milieu du deuxième après-midi, alors que l'armée n'a progressé que de huit kilomètres. La seule raison de cet arrêt est de regrouper l'ensemble des forces, mais ce retard épuise encore davantage les quelques approvisionnements restants et ce n'est qu'une nuit de famine, de froid et d'épuisement qui précède une troisième journée encore plus effroyable. Lors de ce deuxième jour de marche, les brigades inversent leur ordre de marche et le 44e régiment couvre désormais la retraite.

Car le 8 janvier, au troisième jour de la retraite, la colonne pénètre dans la passe de Koord Kaboul, longue de huit kilomètres. C'est un défilé profond et sombre, fermé de chaque côté par de hautes falaises. Dès le début, les civils s'y précipitent pour fuir le danger, empêchant tout déploiement des troupes alors que l'ennemi ouvre un feu incessant qui prélève son tribut. Les pertes subies ce jour-là varient selon les témoignages entre 3 000 (500 soldats et 2 500 civils) et 8 000 tués. C'est de toute façon un massacre, mais c'est aussi le jour où réapparaît Akbar Khan, qui semble diriger les opérations de harcèlement. Il propose pourtant d'assurer la protection de la colonne en échange de 15 000 roupies et d'un accord : que Pottinger et les capitaines Mackenzie et Lawrence, les seuls qui ont survécu

le jour de l'assassinat de Macnaghten, se constituent comme otages, et il fera en sorte de « débarrasser la passe des Ghilzaïs qui l'occupent ».

Au quatrième matin de la retraite, le 9 janvier, en plein cœur d'un blizzard d'altitude glacial, l'accablement cède le pas au plus total désespoir : dans la tempête, la colonne ne progresse que d'un kilomètre et demi dans la journée. Ce soir-là, Elphinstone reconnaît enfin que ses troupes sont condamnées et il remet toutes les femmes et tous les enfants britanniques, ou du moins les femmes d'officiers, dont lady Sale, sous la protection d'Akbar Khan. Les autres sont abandonnées. Pour ceux qui continuent la retraite vers Jalalabad, les drames se poursuivent. Le 10 janvier, plus aucun cipaye ne se trouve en état de combattre et l'armée n'a plus de bagages. À l'aube, les étendues couvertes de neige révèlent le désordre habituel. Tous se ruent vers l'avant dans une masse confuse, chacun terrorisé à l'idée d'être abandonné à l'arrière. L'avant-garde est confiée à ce qui reste du 44e régiment, d'une cinquantaine de cavaliers du 5e régiment de cavalerie légère, avec un seul canon. Elle progresse de trois kilomètres sans encombre, puis parvient à franchir le passage de Tangi-Tariki et à atteindre Khak-e-Jabar, à plus de huit kilomètres de là, où elle attend le gros de la colonne qui n'arrivera jamais. C'est là, dans cette gorge étroite, que le carnage lui fut rapporté par les quelques survivants qui parviennent à rejoindre l'avant-garde. Sur les 4 500 combattants disponibles quatre jours plus tôt, il ne reste que 250 soldats du 44e régiment, 150 cavaliers et 50 canonniers – et quelques centaines de civils que les Afghans n'ont pas encore réussi à tuer… Une nouvelle offre de déposer les armes pour se mettre sous l'aile protectrice d'Akbar Khan est cependant rejetée par Elphinstone, car elle n'intègre pas les civils indiens. La colonne reprend donc sa marche vers la vallée de Tezin en combattant de nouveau lors du franchissement de la longue passe de Haft-Kotal, où la neige disparaît enfin.

Le général Shelton a désormais la charge de l'arrière-garde, où il démontre la meilleure face de son caractère si controversé en faisant preuve d'une farouche volonté de résistance, tenant en respect les Afghans et permettant ainsi au 44e régiment de retrouver une réputation qui avait été ternie lors du siège de Kaboul. Le capitaine Hugh Johnson, l'officier des finances de Shah Shuja, écrivit que « rien ne surpassait le courage de Shelton. Il était comme un bouledogue assailli de toutes parts par une bande de roquets qui essaient de lui mordre la tête, la queue et les flancs. Le petit groupe de Shelton est attaqué par des cavaliers, mais aussi par des fantassins, lesquels, bien que cinquante fois plus nombreux, n'osent pas approcher. Nous l'acclamons dans la plus pure tradition anglaise tandis qu'il descend dans la vallée de Tezin ».

Après une courte pause de quelques heures à Tezin, Shelton estime que le seul espoir réside dans une marche de nuit et la colonne se met alors en marche vers 7 heures du soir dans une nuit froide illuminée par la lune dans l'espoir de surprendre l'ennemi. Mais dès les premiers coups de feu, la panique des civils de la colonne entrave de nouveau la progression, et seuls 10 kilomètres ont été parcourus quand se lève l'aube du 11 janvier. Les Afghans ont eu tout le temps de monter d'autres embuscades contre la petite troupe de deux cents soldats qui atteint finalement Jagdalak dans l'après-midi. Ce même soir, alors que les derniers survivants subissent les affres de la faim et du froid, Akbar Khan convie les généraux Elphinstone et Shelton à des négociations. Le capitaine Hugh Johnson les accompagne. « Nous trouvâmes le sardar et ses hommes bivouaquant en plein air, rapporta-t-il. Ce chef nous reçut avec une bonté et une commisération sans égales, ordonnant, lorsqu'il apprit que nous avions faim et soif, que fût étendue sur le sol une étoffe à l'endroit où nous étions assis. » Toutefois, après une longue journée de tractations sans grand résultat, il refuse qu'ils rejoignent leurs soldats, malgré les protestations des deux généraux. Comme les autres otages, ils sont bien traités, et le général Anquetil, à qui

échoit le commandement des restes de l'armée, reçoit la garantie que sa troupe peut rejoindre Jalalabad sans encombre. Akbar semble jouer là une partition subtile entre les Ghilzaïs qui ne souhaitent qu'anéantir les restes de l'armée britannique par soif de vengeance contre les envahisseurs et le besoin qu'il a de préserver sa famille d'éventuelles représailles, laquelle est toujours détenue en Inde. Le soir du 12 janvier, à 20 heures, les survivants en état de marcher, soit une petite troupe de 120 soldats du 44e régiment et 25 artilleurs, reprennent leur progression de nuit, mais – contrairement aux promesses d'Akbar Khan – ils doivent encore et toujours lutter et combattre pour chaque pas parcouru au cours de leur chemin. La colonne est bientôt arrêtée par une barricade d'épineux et de branches de houx élevée jusqu'à 1,80 mètre de hauteur, qui leur interdit le passage. Ceux qui tentent de l'escalader sont abattus et très peu parviennent à la franchir. Douze officiers y sont tués, à commencer par le général Anquetil, qui tombe le sabre à la main, et le colonel Chambers, commandant la cavalerie. Cet obstacle franchi, ne demeurent vivants qu'une vingtaine d'officiers et quarante-cinq soldats européens plus quelques artilleurs. La troupe marche en petits groupes sous la conduite de quelques officiers résolus, mais si le terrain se révèle plus aisé pour avancer, leur progression est ralentie à cause de leurs blessés qu'ils ne veulent pas abandonner. Gandamak est atteint à l'aube du 13 janvier. Toutefois, l'ennemi ne lâche pas prise, et la plupart des survivants se retrouvent à l'aube encerclés et exposés sur un terrain ouvert au sommet de la colline de la cité. Largement en infériorité numérique avec seulement vingt fusils et une quarantaine de cartouches, il leur faut livrer leur dernier combat. Ils forment alors un dernier carré et se défendent, « repoussant plusieurs fois les Afghans au bas de la pente », jusqu'à épuisement de leurs munitions, après quoi ils se battent à la baïonnette. Puis, un par un, ils sont abattus. Les Afghans font malgré tout neuf prisonniers et, parmi eux, le capitaine Thomas Souter, qui s'est entouré des couleurs du 44e régiment et que les Ghilzaïs emmènent sauf parce qu'ils

supposent que quelqu'un qui porte un habit aussi coloré est certainement digne d'une rançon. Cette dernière scène de combat de la garnison de Kaboul offrit un sujet de peinture héroïque si représentatif de la légende des combats de l'empire colonial : *The Last Stand of the 44th at Gundamuk* de William Barnes Wollen, en 1898, fige pour l'éternité le dernier moment de ce carré de soldats britanniques assaillis de toutes parts.

Un seul homme parvient à poursuivre sa route et à atteindre Jalalabad, épuisé et porté par un cheval famélique : le docteur William Brydon. Cette nuit-là, des lampes sont placées sous les portes de la ville, et le clairon sonne pour guider d'éventuels survivants, mais plus personne ne se présente. Cette sonnerie apparaît alors pour le capitaine Thomas Seaton « comme un chant funèbre pour nos soldats massacrés et l'entendre ainsi résonner toute la nuit provoque un effet d'une morosité et d'une mélancolie indicibles. Le récit du docteur Brydon emplit d'horreur tous ceux qui l'écoutent. Toute l'armée avait été anéantie, un seul homme ayant survécu pour narrer cette abominable histoire[5] ».

Avec le temps, la légende fit croire que toute l'armée britannique avait été massacrée, ce qui n'était pas totalement le cas. Sur toute l'armée de Kaboul, 2 000 cipayes parviennent à rentrer chez eux, ainsi que 35 officiers britanniques, 51 soldats, 12 épouses et 22 enfants. Cette retraite de Kaboul constitue néanmoins une défaite de grande ampleur pour les Anglais et une victoire inattendue pour l'insurrection afghane. Il reste cependant encore plusieurs points clés de l'Afghanistan qui sont toujours entre les mains des Britanniques, y compris Kandahar, Ghazni, Qalat et Jalalabad. La préoccupation majeure est donc désormais de relever ces positions isolées avant qu'elles ne subissent le même sort que l'armée de Kaboul. Il faut aussi restaurer le prestige et la crédibilité de l'autorité britannique qui ont été fortement ébranlés après la complète destruction de cette armée par les tribus afghanes. Enfin, le gouvernement britannique et le vice-roi en Inde

doivent réévaluer leur position et développer une nouvelle stratégie vis-à-vis de l'Afghanistan.

Les garnisons britanniques parviennent à survivre à la menace qui pèse sur elles jusqu'à ce que des renforts leur parviennent, sauf à Ghazni. À Jalalabad, où il est arrivé le 13 novembre, le général de brigade Sale décide de se maintenir tant qu'il ne sera pas relevé, et quelques combats victorieux renforcent le moral de la garnison.

L'armée du châtiment *(Army of retribution)*

Quand les nouvelles désastreuses lui parviennent en Inde, se succédant à partir de la fin de novembre 1841, lord Auckland, à l'instar du commandant en chef, sir Jasper Nicholls, estime qu'un éventuel renforcement en Afghanistan ne peut qu'ajouter aux désastres en cours. Cette opinion exclut toute idée de reconquête de l'Afghanistan, et ce n'est donc qu'avec réticence que deux brigades sont envoyées début janvier pour se concentrer à Peshawar. Pour commander cette force, le choix se porte sur George Pollock, le général commandant la province d'Agra. Arrivé en Inde en 1803, calme et imperturbable, c'est un roc plein de bon sens, mais trois problèmes se posent à lui. Que faut-il faire des garnisons de Kandahar, Jalalalab et Ghazni ? Que faut-il faire des prisonniers encore aux mains des Afghans ? Et enfin que faut-il faire de Shah Shuja qui se maintient encore à Bala Hissar dans une position politique assez obscure ?

Pollock est un cas particulier parmi les figures de la première guerre anglo-afghane : s'il n'est pas considéré comme un officier brillant, il est mû par une détermination sans faille, ce qui est indispensable dans la situation présente. Shah Shuja, de son côté, se retrouve isolé à Kaboul. Pendant la

présence des Anglais, il pouvait se plaindre de voir son autorité restreinte, mais ceux-ci partis, il se retrouve sans aucun pouvoir sur l'armée et il n'a plus de légitimité. Pour démontrer sa loyauté au combat en cours, Akbar Khan lui demande de participer au djihad et de se joindre à l'assaut de Jalalabad. Après une certaine hésitation, il quitte la protection de la forteresse Bala Hissar et est très rapidement assassiné par le fils de Nawab Zaman Khan, Premier ministre et roi effectif des forces nationalistes et des *ghazi*, qui d'ailleurs condamne son fils et le rejette après son forfait.

Jusqu'en janvier 1842, l'idée qu'une bande d'Afghans inorganisée ait pu défaire la puissante armée anglo-indienne pouvait être considérée comme une absurdité. Pourtant, la démonstration en est faite quand le docteur William Brydon arrive solitaire et blessé à Jalalabad, apportant avec lui la preuve que le mythe de l'invincibilité britannique en Asie centrale appartient au passé. Le correspondant du *Times* à Constantinople rapporte que le désastre subi en Afghanistan avait commencé à produire un impact négatif sur l'influence britannique dans le monde musulman. Sa dépêche précise qu'« il a été soutenu en plus d'une occasion par les autorités turques que les derniers revers subis par l'Angleterre l'avait réduite au rang d'une puissance de troisième ordre ».

À la nouvelle de la destruction de la garnison de Kaboul, il est rapporté que lord Auckland se serait effondré en sanglots. Il réalise soudain qu'il a été mal orienté par Macnaghten, auquel il faisait entièrement confiance. Même en octobre, peu de jours avant le soulèvement, il recevait toujours de lui des rapports pleins de confiance sur la brillante situation en Afghanistan. Auckland retourne en Angleterre avec la réputation d'être celui qui avait envoyé une armée au désastre. Cela ne l'empêcha pas d'être promu premier lord de l'Amirauté, un poste qu'il exerça d'ailleurs avec distinction.

Son successeur lord Ellenborough avait été quatre fois président du conseil de direction de la Compagnie des Indes orientales. Il reçoit du Premier ministre Peel la mission de clarifier la situation en Afghanistan et

débarque à Calcutta sitôt nommé, le 28 février 1842, déterminé à réparer les dégâts causés par son prédécesseur et surtout à restaurer l'honneur et le prestige britanniques. Ellenborough semble être l'homme de la situation, lui qui a une parfaite connaissance des questions militaires et s'entend extrêmement bien avec le général Pollock, qui doit commander la seconde invasion de l'Afghanistan. Il peut aussi compter sur le soutien des autorités, le duc de Wellington, Peel et Nicholls, qui souhaitent tous que soit rapidement restauré le prestige de la Grande-Bretagne aux yeux du monde. À Londres, l'opinion penche pour l'abandon de l'Afghanistan. Cependant, le 31 mars, le duc de Wellington demande au gouverneur général d'agir pour restaurer la réputation et le prestige militaire de la Couronne britannique. Il tient particulièrement, précise-t-il dans la lettre qu'il lui adresse, à ce que des actions soient prises contre « le chef musulman qui avait de sa propre main assassiné William Macnaghten, le représentant du gouvernement britannique à la cour du souverain d'Afghanistan ». Aussitôt arrivé à Calcutta, le nouveau gouverneur général des Indes assure Pollock de son soutien et lui confie le commandement de « l'armée du châtiment » (*Army of retribution*) – un nom sans équivoque et bien plus clair que celui utilisé bien plus tard en 2001, « *Enduring freedom* » (« Liberté immuable »), pour une intervention qui poursuit d'ailleurs le même objectif de vengeance.

Dans l'immédiat, le général Sale tient la forteresse de Jalalabad avec 1 500 hommes face à l'armée de 5 000 Afghans commandée par Akbar Khan qui, outre sa supériorité numérique, dispose d'un libre accès au fourrage, aux approvisionnements et aux munitions. Une première attaque est lancée le 25 février, mais elle se heurte aux fortifications de la ville.

Ce même mois, des informations parviennent à la garnison relatant l'échec d'une première colonne de renfort envoyée de Peshawar par le général Pollock. Cette force de quatre régiments indigènes, commandée par le général de brigade Charles Frederick Wild, échoue parce qu'il a

maladroitement divisé ses forces et lancé deux régiments sikhs dans une attaque de nuit qui se heurtent à une forte résistance qui les met en fuite dès l'entrée de la passe de Khyber, à plus de 70 kilomètres de Jalalabad. Wild parvient à rallier ceux qui se sont maintenus, mais il échoue de nouveau et l'ensemble de cette première force de secours doit retourner à Peshawar. La démoralisation qui suit, ainsi que le refus des unités sikhes de repartir au combat, oblige Pollock à rétablir l'esprit combatif de ces troupes tout au long des mois de février et de mars en restant à Peshawar pour préparer un nouvel assaut.

Face aux Afghans, Sale offre un autre tempérament que les généraux vaincus de Kaboul. Le 1er avril, les défenseurs lancent un raid de cavalerie pour s'emparer des troupeaux de moutons de leurs assiégeants, apportant là seize jours d'approvisionnements pour la garnison assiégée. Puis, le 7 avril, une attaque audacieuse est menée avec trois colonnes contre le camp d'Akbar Khan situé à cinq kilomètres de la ville. Cette opération – qui entre alors dans les annales les plus glorieuses du Raj britannique – permet à Sale de se dégager seul de l'étreinte afghane et d'attendre la colonne de Pollock qui reprend sa marche le 5 avril et parvient treize jours plus tard à Jalalabad. C'est une force conséquente de 8 000 hommes, répartis en huit régiments d'infanterie anglais et indigènes appuyés par trois régiments de cavalerie et deux batteries d'artillerie. Pollock introduit alors une nouvelle tactique plus audacieuse qui consiste à contourner les embuscades mises en place par les Afghans en lançant des attaques d'infanterie sur les flancs de l'ennemi et en manœuvrant par les hauteurs pour permettre au corps principal de progresser en sûreté par la passe de Khyber.

À Londres, le gouvernement est bien entendu très satisfait de la réussite initiale de l'opération à Jalalabad, mais il ne fait montre d'aucun enthousiasme pour poursuivre la campagne et risquer de nouveau une armée en Afghanistan. Après quelques hésitations – mais aussi stimulé par une lettre du duc de Wellington –, Ellenborough estime que l'honneur

britannique n'a pas encore été restauré, d'autant que Pollock n'est pas parvenu à négocier la libération des otages qui représentent pour Akbar Khan une monnaie d'échange politique. En juin, il prend les choses en mains et envoie une directive ambiguë qui permet à Pollock de choisir de poursuivre en Afghanistan ou de battre en retraite en Inde. Le général n'hésite pas un instant : il n'est pas venu avec plus de 10 000 hommes à travers la passe de Khyber pour faire demi-tour et retraiter ensuite !

Ailleurs dans le pays, les garnisons britanniques doivent se battre pour maintenir leur position en attendant l'arrivée des forces de secours. Nott et son officier politique, Rawlinson, ont décidé de rester à Kandahar malgré la demande de Shah Shuja de faire partir la garnison de 6 000 hommes. Après l'expulsion des 5 000 habitants le 3 avril, les troupes britanniques attaquent quelques jours plus tard les tribus durranies qui les menacent. Au cours des deux mois suivants, la garnison, forte de 22 canons, repousse plusieurs assauts jusqu'à son renforcement le 10 mai avec l'arrivée du général England. En revanche, la situation est bien plus dramatique pour la petite garnison de Ghazni, qui ne se compose que de 400 hommes, commandée par le colonel Palmer. Contrainte à la reddition le 6 mars 1842, elle est massacrée jusqu'au dernier homme en dépit d'un accord permettant son libre passage. La garnison de Qalat, quant à elle, est sauvée par l'envoi d'une brigade venue de Kandahar, qui la préserve d'un assaut imminent de 4 000 Ghilzaïs. Elle peut ainsi rejoindre Kandahar. Après sa défaite à Jalalabad, Akbar Khan se retire vers Laghman à l'ouest en prenant les otages avec lui. Le 11 avril, ils se trouvent à Tezin, où meurt le général Elphinstone le 23 avril. Le 22 mai, il les rapproche de Kaboul, mais trois mois plus tard, face à l'avance des forces britanniques venant de Jalalabad et de Kandahar, le groupe d'otages reprend la route vers Bamian.

Pendant le mois d'août 1842, les deux colonnes britanniques de Nott et de Pollock se rapprochent de Kaboul. Si elles rencontrent de nombreuses résistances, leur supériorité tactique soutenue par leur soif de vengeance

leur permet de surmonter tous les obstacles dans une progression qui se caractérise par une extrême violence. Le général Nott quitte Kandahar le 8 août avec deux régiments européens et cinq régiments indigènes. Il rase au passage les fortifications de Ghazi en représailles des sévices commis contre la garnison de cipayes. Sur le front oriental, les forces britanniques conduisent nombre d'expéditions punitives tout au long de l'été dans les districts de Nangarhar. Le 8 septembre, la force de Jalalabad, forte de 8 000 hommes, atteint Jagdalak. C'est de nouveau l'infanterie britannique qui décide de la bataille en progressant par les hauteurs et en engageant leurs adversaires à la baïonnette. Tezin est atteint le 11 septembre. Akbar Khan s'avance à partir de la passe de Koord Kaboul pour l'affronter sur ce terrain. Le 13 septembre, l'armée britannique est réveillée par les bruits des combattants afghans installés sur les hauteurs entourant leur camp. Pour engager cette bataille décisive, ceux-ci déploient leur cavalerie dans la plaine et tous les *Jezailchis* tiennent les hauteurs dominantes. La cavalerie anglaise met en déroute les cavaliers afghans pendant que les fantassins escaladent péniblement les collines des deux côtés de la vallée et surmontent l'infériorité en portée de tir de leurs fusils en engageant les Afghans au corps à corps dans une charge décisive à la baïonnette. Repoussés des hauteurs de Tezin, les combattants afghans se battent encore à la passe de Haft Kotal, où les hauteurs sont de nouveau prises par une infanterie britannique très motivée. Le combat pour la capitale s'achève alors. Le 15 septembre, les divisions de Pollock marchent sur Kaboul, qu'elles atteignent deux jours avant celles de Nott.

Mis dans une situation favorable grâce à la défaite des armées afghanes, les otages parviennent par eux-mêmes à négocier leur libération, en particulier grâce à l'habileté de Pottinger, qui achète le responsable de leur détention, Saleh Mohammed. Ils parviennent à atteindre Urghundee à quelques kilomètres à l'ouest sur la route de Kaboul à Ghazni, le 20 septembre après avoir été rejoints par une escorte de cavalerie conduite

par le général Sale. Kaboul est officiellement réoccupée le 16 septembre 1842, et le drapeau britannique flotte sur la forteresse de Bala Hissar. Le successeur de Shah Shuja, qui ne souhaite pas rester sur le trône après le départ des Britanniques, se retire au profit de son frère le prince Shahpur, qui a le soutien des Qizilbashs mais aussi celui des Anglais, ce qui permet d'éviter la destruction de la forteresse désormais occupée par un prince ami.

La vengeance britannique s'exerce en revanche par une furie destructrice contre la ville de Kaboul. Toutes les maisons des chefs de l'insurrection sont rasées ! Pollock ordonne en outre à ses sapeurs de détruire le grand bazar (Char Chatah) où les insurgés avaient exposé le corps démembré de Burnes et de Macnaghten. Malgré les mesures prises contre les pillages, les troupes britanniques prennent elles aussi part aux exactions : même les quartiers qui leur sont favorables ou qui sont restés pacifiques sont l'objet de la fureur de la troupe. Celle-ci ne s'arrête pas avec la destruction de Kaboul : le général Pollock envoie des expéditions punitives contre les zones qui demeurent aux mains des insurgés. Istalif, à 60 kilomètres au nord de Kaboul, dans le Kohistan, devient ainsi le premier endroit à expérimenter ce qui devient habituel par la suite dans la guerre des frontières : des expéditions rapides surnommées « *butcher*[*5] *and bolt raids* » qui ont pour objectif la destruction d'un village ou d'un fort hostile et des récoltes, tout en s'emparant du bétail.

Le 1er octobre 1842, quatre ans après l'invasion de l'Afghanistan par lord Auckland, Ellenborough annonce le retrait des troupes britanniques, laissant les Afghans décider du choix de leur souverain. Cette proclamation ouvre la voie au retour de ceux qui étaient détenus en Inde, ce qui permet à Dost Mohammed Khan de quitter Ludhiana avec sa famille. Il est alors escorté à Lahore, où il conclut un accord avec le maharaja Sher Singh, puis il regagne l'Afghanistan où il est chaleureusement accueilli par son fils Akbar Khan et les autres chefs qui le reconnaissent comme émir d'Afghanistan.

L’armée britannique quitte finalement Kaboul le 12 octobre – non sans prendre soin, sur le chemin du retour, de détruire les fortifications de Jalalabad comme celles d’Ali Masjid dans la passe de Khyber. Puis les troupes se dirigent vers le Pendjab en passant par Peshawar. Mais dans la capitale afghane, le sardar Akbar Khan détrône aussitôt Shahpur, et, après une brève lutte, les Barakzaïs reprennent le pouvoir et de nouveaux gouverneurs des villes de Jalalabad, Ghazni et Kandahar sont nommés.

Ainsi s’achève la première guerre anglo-afghane, dont le coût financier et humain est désastreux pour la Grande-Bretagne. L’opération qui visait à installer un régime favorable aux intérêts britanniques en Afghanistan s’achève sur un échec. Pis : l’invasion affaiblit le pays et surtout nourrit une hostilité durable au sein de la population. Malgré de nombreuses victoires tactiques, la guerre est perdue en raison d’une mauvaise politique qui exacerbe l’hostilité d’un peuple potentiellement favorable et provoque l’une des pires défaites de l’histoire coloniale britannique. Les trois généraux « victorieux », Sale, Nott et Pollock, sont néanmoins accueillis triomphalement à Firozpur, près de la rivière Sutlej, dans le Pendjab, le 1er octobre 1842 lors d’une revue des troupes rassemblant 40 000 soldats en la présence des dirigeants du royaume sikh et du général Napier, qui ajoute un an plus tard les provinces du Sind aux dominions indiens. En revanche, l’influence britannique bénéficie du séjour en exil de Dost Mohammed Khan en Inde, qui constate de lui-même les qualités de l’administration et de l’armée britanniques, ce qui le fait favorablement orienter sa politique pendant son second règne de 1843 à 1863.

CHAPITRE 3

Impérialisme, victoires, échecs et retrait (deuxième et troisième guerres anglo-afghanes)

Près de quarante années s'écoulent avant qu'une armée britannique ne franchisse de nouveau la frontière pour conquérir l'Afghanistan. En 1842, la perspective d'une autre guerre aurait été accueillie par le gouvernement de Sa Majesté avec stupéfaction. Pourtant, les politiques suivies par les gouvernements de Londres sèment progressivement les germes d'un conflit. L'Afghanistan sort de la première guerre militairement faible et politiquement fragmenté. C'est ainsi que, malgré le retour sur le trône de Dost Mohammed Khan, son autorité est contestée ou relativisée tant par les pouvoirs régionaux que par les chefs de guerre issus des ethnies qui ont acquis gloire et prestige en combattant les Anglais. L'émir de Kaboul se trouve donc contraint pour les apaiser de leur offrir des gouvernements provinciaux ainsi que d'autres honneurs ou positions de plus ou moins grande importance. Il est effectivement le chef incontesté de Kaboul, et Ghazni est sous son contrôle, ainsi que Jalalabad, mais son autorité ne va pas au-delà de ces trois villes. Il lui faut ainsi dix ans pour reconquérir le Turkestan afghan et occuper Balkh, où il nomme gouverneur son fils Afzal

Khan. À partir de l'expérience qu'il a acquise pendant la guerre et de ses observations en Inde, Dost Mohammed Khan prend certes des mesures pour professionnaliser l'armée et réduire la dépendance du système militaire des liens tribaux, mais il est incapable de conduire à leur terme des changements réels dans la structure militaire du pays. La mort du mercenaire William Campbell, survenant juste après celle de l'émir en 1863, suspend la réforme qui est plus tard reprise avec énergie par l'émir Sher Ali Khan, qui règne à la suite de ce dernier jusqu'en 1879 et qui s'inspire également du modèle indo-britannique.

Les changements stratégiques dans la région

Expansion de la Compagnie des Indes vers l'Afghanistan

Le second règne de Dost Mohammed dure vingt ans, jusqu'à sa mort en 1863. Il coïncide avec une expansion sans précédent tout autant qu'avec la persistance de grands troubles en Inde britannique. La période qui s'étend entre la première et la deuxième guerre anglo-afghane voit les armées britanniques engagées dans des conflits ininterrompus s'achevant avec la domination du sous-continent jusqu'à la frontière afghane. Le premier territoire qui tombe sous la souveraineté de Sa Majesté pendant cette période est le Sind, qui avait été dominé par l'empire durrani jusqu'en 1747. Bien qu'il se soit débarrassé de la souveraineté afghane, ses dix-huit émirs conservent des liens étroits avec leurs anciens maîtres, ce qui dérange la stratégie de Calcutta. Après deux batailles conduites entre février et juin 1843, le général Napier en annonce l'annexion en août. Cette guerre de

conquête accroît d'autant plus les inquiétudes des Sikhs qu'après la mort de Ranjit Singh, en 1839, une querelle dynastique secoue l'État du Pendjab. Le risque alors pour le gouvernement de Londres est de voir cette anarchie s'étendre au territoire indien. Dans le même temps, Ellenborough est rappelé par le conseil des directeurs de la Compagnie en 1844 et remplacé par le vicomte Henry Hardinge, un soldat qui a combattu en Espagne et au Portugal. En arrivant à Calcutta, celui-ci sait que la guerre avec les Sikhs se profile et demeure préoccupé par les restes de puissance de leur armée, désormais sans autorité supérieure pour la contrôler. Ce sont les Sikhs qui provoquent le conflit en traversant la Sutlej le 11 décembre 1845. Après leur défaite, Hardinge s'oppose à l'annexion directe en considérant que le Pendjab représente encore un État tampon. Le traité de Lahore, signé le 9 mars 1846, fait donc du royaume sikh un État assujetti à la Compagnie des Indes orientales. La gestion du pays se révèle en fait délicate, émaillée de révoltes locales. Aussi, deux années plus tard, un vif ressentiment apparaît-il face à l'ingérence des Britanniques, conduisant à la deuxième guerre anglo-sikhe de 1848 à 1849. Celle-ci entraîne la chute définitive de l'empire sikh et l'annexion par la Compagnie des Indes orientales du Pendjab, formant dès lors ce qui devient la province de la frontière du Nord-Ouest (*North-West Frontier Province*) de la Compagnie des Indes, mais cette situation laisse le pouvoir britannique de Calcutta face à un territoire inconnu. Mis à part Peshawar et la route de la passe de Khyber, les terres qui s'ouvrent à l'ouest restent inexplorées et mystérieuses. Une cinquantaine de tribus, dont la principale occupation consiste à effectuer des raids contre leurs voisines, sont établies dans des montagnes désolées sur une frontière très mal définie. Les hostilités avec les détachements britanniques débutent en réalité six mois après leur déploiement, et les combats n'auront de cesse jusqu'au retrait des troupes britanniques en 1947. Dans les années qui mènent à la deuxième guerre anglo-afghane, l'armée lance quarante expéditions punitives dans les territoires tribaux. La colère

des Pachtouns à l'égard des infidèles est par ailleurs entretenue par des mollahs fanatiques encouragés et soutenus par les Afghans, qui se félicitent de ne jamais perdre une occasion de rendre la situation difficile aux Britanniques. La politique du gouvernement sur la frontière alterne selon les années entre une expansion agressive et la non-intervention en fonction du gouvernement qui se trouve à Whitehall.

Mais entre-temps, les évolutions politiques de la région conduisent l'émir de Kaboul à se rapprocher de son voisin britannique, qui a étendu son territoire aux frontières montagneuses de l'Afghanistan. Avec l'expérience de la première guerre anglo-afghane, les changements dans la région et l'ombre de l'expansion russe, les Britanniques pensent accompagner l'unification du pays par une forte autorité qui entretiendrait des liens amicaux avec la Compagnie. Deux traités sont conclus dans ce sens. Le premier est signé le 1er mai 1855 entre sir John Lawrence, représentant au Pendjab, et le sardar Ghulam Haidar Khan, le fils de l'émir. Il stipule l'observation d'un respect mutuel et la non-interférence des deux parties. L'émir accepte ainsi d'être « l'ami des amis et l'ennemi des ennemis de l'Honorable Compagnie des Indes orientales », sans qu'il n'y ait d'ailleurs un tel engagement de la part des Britanniques. Cependant, le deuxième article mentionne que « l'Honorable Compagnie des Indes orientales s'engage à respecter les territoires qui sont maintenant en possession de son altesse [Dost Mohammed] et de ne jamais y intervenir ».

Dost Mohammed va mettre vingt ans pour unifier le pays, de Herat à l'ouest à Ali Masjid dans la passe de Khyber à l'est et de l'Amou Daria au nord à Kandahar au sud. Dans le même temps, il reconstruit les institutions militaires, financières et administratives. Face à de nombreux opposants, il place ses fils aux gouvernements des provinces. Peu après la consolidation de son pouvoir dans le nord, les luttes intestines qui se déclenchent à Kandahar après la mort de Kohendil Khan [*1] en 1855 lui offrent l'occasion de marcher sur la ville et de s'imposer contre ses sardars. Avec l'expansion

de son pouvoir dans le pays et son crédit face aux khanats d'Asie centrale en déclin, l'émir a ainsi gagné une réelle crédibilité auprès des Britanniques.

Annexion d'Herat en 1863

À l'ouest de l'Afghanistan, en raison de la faiblesse politique de ses dirigeants, Herat recommence à tomber sous l'influence de la Perse, qui profite d'un conflit de succession pour intervenir malgré la convention de 1853 signée avec Londres. Cette prise de contrôle au printemps 1856 conduit inévitablement à une intervention britannique qui se termine par l'humiliation de l'armée perse : Téhéran est contraint de demander la paix, laquelle est signée à Paris le 4 mars 1857. Cependant, il faut attendre 1863 pour que Dost Mohammed – il a alors 80 ans – conquiert Herat sans que les Perses n'interviennent. Il y meurt quinze jours plus tard et y est inhumé, comme symbole de son dernier acte en faveur de l'unification.

En Inde, la période entre les deux guerres en Afghanistan est marquée en 1857 par la révolte des cipayes, qui secoue l'empire jusque dans ses fondations. Ce soulèvement provoque une réelle agitation en Afghanistan, où les mollahs pressent l'émir d'intervenir pour soutenir les révoltes et restaurer la domination musulmane en Inde. Mais Dost Mohammed sait rester neutre, conformément au traité récemment conclu. Après la réduction de la mutinerie en 1858, la Compagnie des Indes orientales est dissoute et l'empire des Indes passe sous le contrôle direct de la Couronne pour devenir le Raj britannique. Le conseil d'administration de la Compagnie des Indes orientales est remplacé par un secrétariat d'État qui devient la source de l'autorité et de la direction de la politique pour l'Inde. Par ailleurs, la pose d'un câble télégraphique sous la mer Rouge en 1870 permet d'établir un lien entre Londres et Calcutta, et met théoriquement un terme à toute action indépendante du gouvernement indien.

Pendant la guerre dynastique qui suit la mort de Dost Mohammed, fondateur de la dynastie barakzaïe, le gouvernement britannique respecte ses engagements – pris avec l'émir en 1855 et 1857 – de ne pas interférer dans les affaires intérieures afghanes, mais se tient prêt à soutenir quiconque émergera de ces luttes intérieures. Une neutralité soumise toutefois aux changements qui se dessinent loin de l'Afghanistan : c'est ainsi que les Britanniques restent à l'écart de la guerre civile jusqu'à ce que les menaces russes deviennent plus précises.

Londres face à l'expansionnisme russe

L'école politique russophobe qui existe en Grande-Bretagne se nourrit de l'expansionnisme systématique de la Russie en Asie centrale en ces années 1860. Pendant longtemps, la steppe kirghize (aujourd'hui le Kazakhstan) forme une zone tampon entre les colonies militaires russes le long de la ligne Orenbourg et la Sibérie et les terres fertiles des khanats ouzbeks au sud de la mer d'Aral. Une fois ce bouclier formé par le désert conquis, il semble que plus rien ne peut arrêter Saint-Pétersbourg de poursuivre vers le sud. La guerre de Crimée stimule de surcroît l'Empire tsariste, qui veut compenser ses échecs à l'ouest en annexant à l'est les territoires des khanats, ce qui conduit à la prise de Chimkent en 1864, puis de Tachkent en 1865, où est créée la province russe du Turkestan. Boukhara connaît le même sort et Samarkand est enfin annexé en 1868. L'armée russe continue jusqu'à l'annexion de Khiva en 1873 et la conquête du khanat de Kokand trois ans plus tard, ce qui complète la prise de contrôle de ces turbulents khanats.

Deux écoles de pensée apparaissent alors en Grande-Bretagne pour endiguer ce flot qui emporte la Russie toujours plus loin vers le sud. Il y a ceux qui poussent à une « politique de progression », ou « *Forward policy* », et d'autres qui préfèrent une « inactivité maîtrisée », ou « *Masterly*

inactivity ». Les tenants de la première soutiennent la nécessité d'avancer jusqu'à l'Hindou Kouch et même au-delà pour repousser la menace de la Russie au plus loin de la frontière avec l'Inde, car ils sont convaincus que son avancée n'est qu'un prélude pour utiliser la Perse et l'Afghanistan comme tremplins vers l'Inde britannique. L'autre école de pensée, moins agressive, n'y voit que l'intention du tsar de contrôler des frontières instables, ce qui, par essence, n'est pas différent de ce que la Grande-Bretagne a fait pour assurer la sécurité de la frontière nord-ouest de l'Inde. Ses tenants soutiennent une politique de réponses équilibrées favorisant une réponse militaire graduée et une activité diplomatique adaptée pour faire face à des menaces réelles et factuelles. Par ailleurs, l'intérêt que la Russie porte à l'Afghanistan mériterait d'être pris en considération, car Saint-Pétersbourg a vu l'Empire britannique s'étendre en quarante ans sur 30 millions de nouveaux sujets et sur des ressources bien supérieures à ce qu'elle-même a pu acquérir en Asie centrale. Cette politique est celle du vice-roi, sir John Lawrence, qui sert aux Indes de 1864 à 1868. Son mandat correspond à la guerre civile qui suit la mort de Dost Mohammed. Et alors que Sher Ali apparaît le vainqueur de celle-ci, il le soutient par de l'argent et des armes. Il l'invite même en Inde, mais des troubles internes retardent la visite et Sher Ali rencontrera finalement lord Mayo, successeur de Lawrence, lors de la conférence d'Ambala tenue en mars 1869. L'émir recherche, en même temps que la reconnaissance de sa dynastie et de son fils, Abdullah Jan, comme successeur, une alliance avec les Britanniques et la promesse qu'en cas d'agression de la Russie, ils lui porteront assistance. Mayo, tout en l'assurant des sympathies de son gouvernement, ne lui fait pas de promesses particulières, mais lui fournit une aide en argent et en armes, avec de l'artillerie.

De la première guerre afghane à 1876, la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures de l'Afghanistan est soigneusement observée par les six gouverneurs généraux et vice-rois, de lord Dalhousie à lord

Northbrook, ainsi que par les cinq secrétaires d'État, de lord Halifax à Campbell George Douglas, huitième duc d'Argyll[1]. Après la réinstallation de Sher Ali sur le trône en 1868, les relations britanniques avec l'Afghanistan se limitent à une position d'observation relativement optimiste, dans la mesure où la Grande-Bretagne se satisfait de la présence d'un allié réticent mais qui sait maintenir un semblant d'ordre et de stabilité. Mais au cours des dix années suivantes, une succession de maladresses diplomatiques, d'incompréhensions et de malentendus entre l'émir Sher Ali et le gouvernement de Sa Majesté ainsi que des changements de politique de la part des puissances conduisent l'Afghanistan vers un autre conflit avec les Britanniques. Au niveau diplomatique, un contentieux subsiste entre l'Afghanistan et la Perse sur le Sistan, une région historique du sud-est de l'Iran et du sud-ouest de l'Afghanistan. Posent aussi problème l'accord russo-britannique sur leurs zones respectives d'influence en Asie centrale et enfin la tentative du vice-roi de réconcilier l'émir avec Ayub Khan, son fils belliqueux et sournois. Sur le plan géopolitique, notons les réticences de la Couronne à s'engager dans un pacte défensif conséquent avec l'émir en 1873 et la demande insistante faite en 1878 pour qu'il autorise la présence d'officiers britanniques dans plusieurs endroits du pays.

Le gouvernement libéral britannique de William Gladstone qui arrive au pouvoir en 1868 nomme le huitième duc d'Argyll secrétaire d'État pour l'Inde, poste qu'il conserve jusqu'en 1874. Fervent soutien de la politique d'inactivité maîtrisée, il choisit d'engager directement des négociations avec la Russie pour régler la question de l'Asie centrale. Dans un accord pris en janvier 1873, les deux pays reconnaissent qu'un territoire neutre doit séparer les deux empires et que l'Afghanistan se situe en dehors de la zone d'influence de la Russie.

Le retour des tensions après 1873

La conférence de Simla marque une étape majeure dans l'inflexion des relations entre l'Afghanistan de Sher Ali et la Grande-Bretagne. C'est probablement à cette occasion que Londres manque une réelle opportunité de conclure une alliance avec l'Afghanistan. Le manque de vision des dirigeants de Londres, qui posent une condition d'ingérence directe sur la politique afghane en échange d'une assistance face à Moscou, conduit Sher Ali à se tourner vers la Russie à un moment critique du « Grand Jeu ». C'est cet échec diplomatique que décrit le général Frédérick Roberts, figure de la seconde guerre anglo-afghane : « J'ai eu plusieurs conversations intéressantes avec Yakub Khan et en discutant sur les raisons qui ont poussé son père, Sher Ali, à rompre avec nous, il s'attarda sur le fait que si, en 1869, il n'avait pas obtenu tout ce qu'il souhaitait avec lord Mayo, il restait cependant satisfait des résultats. Mais quand Sayed Nur Mohammed revint de Simla en 1873, il en fut totalement dégoûté et fit immédiatement des ouvertures vers la Russie avec laquelle des relations avaient été constamment maintenues[2]. » Sher Ali accorde uniquement la présence d'un observateur d'ethnie locale à Kaboul pour représenter le gouvernement indien, et c'est son refus d'autoriser des officiers européens à s'installer où que ce soit en Afghanistan qui fournit le prétexte qui va mener à la deuxième guerre anglo-afghane.

Mais dans le même temps, Saint-Pétersbourg n'agit pas pour apaiser les inquiétudes de Londres. Quand en 1873 les deux puissances concluent un traité confirmant que l'Afghanistan reste un État tampon entre les deux empires, à peine est-il signé que les Russes annexent Khiva. Puis, trois ans plus tard, Kokand. Les armées du tsar se trouvent ainsi à un peu plus de 400 kilomètres de la frontière nord de l'Inde britannique ; la complète annexion de l'Ouzbékistan les amène directement près de l'Afghanistan.

En février 1874, les conservateurs remportent les élections et Benjamin Disraeli accède au poste de Premier ministre. Son second mandat[*2] est

dominé par la question d'Orient, marquée par le déclin de l'Empire ottoman et l'action de la Russie. Il est l'un des plus fervents défenseurs de la politique de marche en avant, et son opposition à toute progression impériale de la Russie est bien connue. Il désigne Robert Bulwer Lytton au poste de vice-roi. Celui-ci n'est pas un politicien mais un poète qui n'a servi que dans des légations à Saint-Pétersbourg, à Vienne et au Portugal. Il débarque à Calcutta le 20 mars 1876 et à peine a-t-il posé le pied sur le sol indien qu'il est converti à la politique de la ligne dure vis-à-vis de la Russie sur l'Afghanistan. Après le tournant de 1873, avec l'échec de la conférence à Simla, le second événement qui marque un renouveau de tension avec la Russie est une ouverture diplomatique du général Konstantin Kaufmann, gouverneur du Turkestan, qui demande à Lytton l'établissement d'une ligne diplomatique directe. Il va même plus loin en suggérant une entente sur la base d'un intérêt commun, la civilisation chrétienne, et un ennemi commun, l'islam. Et de proposer même le partage entre l'Inde et la Russie des terres encore indépendantes qui se situent entre les deux empires. Lytton répond en indiquant que « le gouvernement britannique ne tolérerait aucune tentative par le général Kaufmann d'établir son influence en Afghanistan et nous refusons absolument de coopérer avec la Russie dans toute forme de croisade anti-mahométane ». Bien plus, il indique à Kaufmann que l'Afghanistan se trouve dans la sphère d'influence de la Grande-Bretagne et qu'elle se défendra contre toute agression. Dans le même temps, la politique d'expansion soutenue par Disraeli, lord Salisbury, le secrétaire d'État pour l'Inde, et Lytton connaît son meilleur moment. Salisbury continue à demander que Sher Ali se décide à accepter le déploiement d'officiers anglais en Afghanistan, tout d'abord à Herat et Kandahar, puis qu'un résident permanent s'installe à Kaboul, ce qui doit permettre d'obtenir régulièrement des informations mais aussi promouvoir les intérêts de la Grande-Bretagne. En cas de refus – va-t-il jusqu'à menacer –, Sher Ali ne pourra plus compter sur les financements britanniques ou la reconnaissance

par Londres de son fils Abdullah Jan comme successeur – et, bien sûr, il ne recevra pas de soutien en cas d'agression étrangère.

En octobre 1876, Lytton, qui perd patience, envoie à l'émir une lettre dans laquelle il indique que le seul intérêt de la Grande-Bretagne dans le maintien de l'indépendance de l'Afghanistan est d'« assurer la sécurité de notre propre frontière », tout en précisant que s'il faut recourir à une entente directe avec la Russie, s'ensuivra l'effacement de l'Afghanistan. Quand à peu près au même moment des unités de l'armée britannique entreprennent de lancer un pont sur l'Indus, les inquiétudes de Sher Ali se renforcent quant aux éventuelles intentions offensives des Britanniques. Pourtant, il obtient que se tienne une nouvelle conférence qui débute à Simla en octobre 1876 et dure jusqu'en avril 1877. Les conditions posées par Lytton conduisent alors à la mise en état de vassalisation de l'Afghanistan, ce qu'en réalité il considère comme inévitable compte tenu de la position géographique du pays, pris entre deux empires rivaux. Les propositions reprennent les thèmes usuels, lesquels vont de la soumission de la politique étrangère à la Grande-Bretagne à l'ouverture commerciale du pays au profit de Londres et à la mise en place d'officiers britanniques sur les frontières et dans tout l'Afghanistan, ce qui provoque la rupture du dialogue. Avec les progrès des Russes en Asie centrale, le principal sujet d'inquiétude pour les Britanniques reste cependant le risque de leur alliance avec Sher Ali. D'un côté, Saint-Pétersbourg agit par des avancées et des actions ponctuelles qui ressemblent plus à des reconnaissances en force, de l'autre, les dirigeants paranoïaques de l'Inde britannique réagissent souvent de manière abrupte aux dépens de l'Afghanistan. Pour comprendre cette époque, suivons le duc d'Argyll qui estime que « jamais la fierté de posséder et l'instinct de domination n'ont été mieux illustrés que par l'état d'esprit qui s'est développé au sein d'un large groupe de politiciens anglais. En particulier, leur jalousie et la peur de la Russie devinrent une obsession maniaque et

elles dictèrent contre cette puissance une politique de suspicion chronique[3] ».

Dans le même temps, la guerre russo-turque déclenchée en avril 1877, en raison des persécutions commises par les Turcs en Bulgarie, impose à la Grande-Bretagne d'envoyer une division indienne de 5 000 hommes à Malte. La Russie réagit par un accroissement de son activité en Asie centrale et l'envoi à la cour de Kaboul du général Stoletov, un émissaire de niveau impérial, le 22 mai 1878. Elle appuie cette décision par la mise en route de trois colonnes regroupant 15 000 hommes à partir de Tachkent, de Ferghana et de Petro-Alexandrovsk pour s'établir sur l'Amou-Daria, c'est-à-dire sur la frontière actuelle entre l'Ouzbékistan et l'Afghanistan. Cette mobilisation est aussitôt perçue avec inquiétude, de Kaboul à Simla.

Les Britanniques avancent leurs pions

Le 7 juin 1878, Lytton télégraphie à lord Cranbrook – qui a remplacé comme secrétaire d'État pour l'Inde Salisbury, lui-même devenu secrétaire aux Affaires étrangères – que Sher Ali accepte de recevoir une mission russe à Kaboul. Les Russes se sont imposés par un mélange de persuasion et de politique du fait accompli, l'émir sachant pertinemment que leur accueil soulèvera la colère des Anglais. Le général Stoletov arrive à Kaboul le 22 juillet 1878, alors que la veille il a été informé de la conclusion du traité de paix signé le 13 juillet précédent lors du congrès de Berlin[*3], qui réorganise la carte des Balkans à la suite de la guerre russo-turque[*4]. La Russie se trouve alors avoir les mains libres pour agir dans sa sphère d'influence en Asie centrale, mais Saint-Pétersbourg reste conscient qu'il est dangereux de provoquer la Grande-Bretagne en déployant une présence militaire en Afghanistan. Particulièrement vexé par les menées diplomatiques de Sher Ali, Lytton voit l'occasion de mettre la pression sur l'émir pour qu'il reçoive immédiatement une ambassade à Kaboul. Malgré

les instructions reçues du secrétaire d'État pour l'Inde, il décide donc d'envoyer une mission dans la capitale afghane – et si Sher Ali ne l'accueille pas, il s'autorise à considérer ce geste comme un acte d'hostilité.

Le général Chamberlain, qui a participé à la première guerre en Afghanistan, est choisi pour mener cette mission de 200 hommes qu'il amène le 21 septembre 1878 à Jamrud, à l'entrée de la passe de Khyber qui marque la limite du territoire britannique. Face au risque de marques d'hostilité que ne manquerait pas de provoquer l'entrée d'un fort détachement, il envisage de n'envoyer qu'une délégation dirigée par le major Pierre Louis Napoléon Cavagnari, escorté par des membres des tribus de la passe de Khyber recrutés par les Anglais. Avec vingt-quatre soldats, Cavagnari se rapproche de la forteresse d'Ali Masjid où le général Faiz Mohammed lui signifie fermement qu'il ne peut pas lui accorder le passage. Il lui reproche aussi d'avoir engagé des discussions avec les tribus de Khyber, qui sont des sujets afghans. Cette attitude amène le retrait de Chamberlain, ce qui permet à Lytton d'informer Londres qu'après l'échec de la solution diplomatique, seule l'action militaire demeure pour atteindre l'un ou l'autre des deux objectifs : « la soumission inconditionnelle de l'émir ou sa déposition et la désintégration de son royaume ». La situation provoque des remous au sein du cabinet, où lord Salisbury critique cette attitude qui risque de provoquer un conflit avec la Russie alors que le congrès de Berlin a permis d'obtenir « la paix avec honneur ». Cependant lord Cranbrook la justifie, comme il l'exprime dans son discours du 9 décembre à la Chambre des lords, car elle permet de préserver la sécurité et l'honneur de la Couronne dans la mesure où le refus d'entrer en Afghanistan est vu comme une reculade préjudiciable au prestige de la Grande-Bretagne vis-à-vis des populations dominées en Inde par la « race impériale ».

La politique de Lytton l'emporte donc. Après en avoir reçu la suggestion par Londres qui cherche à préserver son image internationale,

Lytton envoie une lettre officielle le 2 novembre à Sher Ali. Il lui est en particulier fait reproche l'accueil d'une délégation russe à Kaboul, son refus d'accepter un envoyé britannique et le renvoi de Cavagnari à la passe de Khyber. Finalement, cette communication se termine par un ultimatum fixé au 20 novembre 1878, date à laquelle l'émir d'Afghanistan doit se soumettre aux demandes britanniques ou se préparer à la guerre. Impuissant face à cette attitude si caractéristique de la politique impériale de l'époque victorienne, il n'a d'autre voie à suivre que celle de la guerre – l'histoire retiendra qu'elle fut lancée en raison de l'accueil d'une délégation russe par Sher Ali et de son refus de recevoir une mission britannique. En novembre, l'armée britannique se trouve de nouveau à la frontière afghane.

L'année suivante, un comité du Parlement, mis en place quelques mois auparavant pour étudier les affaires afghanes, déclare dans la préface d'un volumineux compte rendu publié sous le titre « Causes of the Afghan War[4] » que « la guerre nous est apparue avec une grande soudaineté. Non seulement, il n'y eut pas de consultation avec le Parlement de la part du gouvernement, ni de communication sur un quelconque changement de politique qui pouvait nous entraîner dans une querelle, mais quand des questions furent posées, les réponses fournies furent calculées pour nous tromper. En août 1878, le Parlement ne soupçonne pas que la guerre est imminente. […] Les affaires importantes sur l'Afghanistan sont si bien dissimulées qu'aucune requête sur ce sujet n'a été faite. Au milieu de l'automne, nous apprenons que nous sommes à la veille d'une guerre […] par des correspondances de presse ». La commission parlementaire conclut en indiquant que « la cause de cette guerre n'est pas liée aux fautes de Sher Ali, mais à notre jalousie et à notre peur des Russes. Rien de ce que Sher Ali aurait pu faire, mis à part une reddition complète de son indépendance, n'aurait satisfait notre gouvernement ».

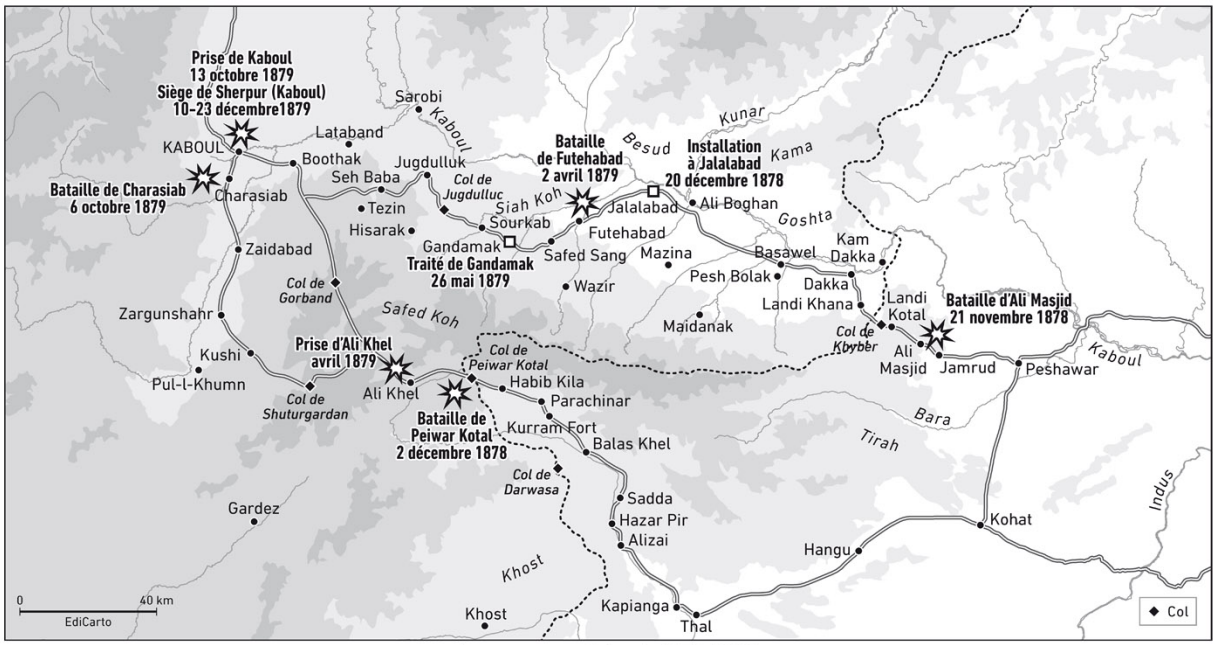
La première campagne de la deuxième guerre anglo-afghane

L'armée afghane de 1878, quoique nombreuse, est incapable d'offrir une résistance sérieuse aux Britanniques. Sher Ali peut certes distribuer des fusils Enfield ou Snider à ses soldats, moderniser son artillerie et inculquer à ses hommes une discipline rudimentaire comme les faire marcher dans un ordre approximatif, mais il ne peut pas aller au-delà. Il est même possible de conclure que « l'Afghan ne manque pas de courage naturel et il est inégalable dans le combat en montagne aussi longtemps qu'il prend la forme de la guérilla, mais dès qu'on lui demande d'aliéner son identité et de simplement devenir un élément dans un bataillon, il perd sa confiance et il pense plus à s'enfuir qu'à tenir fermement une position comme il l'aurait fait avec ses amis ou son propre chef[5] ».

Après la mutinerie indienne de 1857, les forces armées de la Compagnie des Indes orientales sont dissoutes et leurs régiments absorbés dans l'armée régulière britannique au sein de l'armée des Indes qui vient d'être créée. Il y a ainsi 65 000 soldats appartenant à des régiments de la Couronne pour 130 000 soldats recrutés aux Indes. L'armée britannique de cette fin de siècle a de nouveau acquis une très bonne réputation après une série de conflits victorieux qui se sont succédé depuis la première guerre anglo-afghane. Tous ces exploits militaires sont bien connus de larges parties de la société britannique qui apprécient particulièrement l'aventure impériale, dont les exploits sont rapportés par de nombreux correspondants de guerre. L'image qui accompagne le simple soldat britannique est liée à son apport de la civilisation occidentale, et s'il peut apparaître parfois comme mal éduqué et assez fruste, sa tenue au combat face à ses adversaires, dont la supériorité ne repose que sur le nombre, suscite l'admiration de ses compatriotes par son courage inébranlable et son esprit de discipline au service de la reine – proclamée impératrice des Indes le 1er janvier 1877 – et

de son pays. C'est d'ailleurs à cette époque que la silhouette du soldat britannique se modernise, avec l'adoption en 1878 de l'uniforme kaki comme tenue de campagne.

Alors que la guerre est imminente, la moitié de l'armée afghane se trouve à Herat et au Turkestan. La survie de l'Afghanistan dépend donc de sa capacité à défendre les passes et de la volonté des Ghilzaïs à harceler les lignes de communication des Britanniques. Le second élément de la stratégie de Sher Ali est encore de se tourner vers les Russes, aussi quitte-t-il Kaboul pour concentrer ses armées dans les provinces du nord-est où elles peuvent se joindre à eux. Le général Kaufmann a rassemblé 3 000 hommes en Asie centrale au début de l'été de 1878, et l'émir espère obtenir de lui « un soutien financier et militaire pour revenir se venger[6] ». Kaufman refuse cependant de le soutenir et lui suggère de traiter avec les Britanniques. Contraint ainsi de demeurer à Mazar-e Sharif, il y meurt en février 1879.



La route vers Kaboul, 1878-1879

L'objectif de cette guerre est initialement limité, mais peut ouvrir de nombreuses possibilités. Il s'agit de créer une situation politique qui permette de circonscrire la menace russe, d'affaiblir le régime afghan et de le contraindre à se plier aux demandes britanniques tout en affirmant et en restaurant le prestige de la Couronne. La campagne initiale doit ainsi permettre de positionner les forces britanniques de telle sorte qu'elles puissent lancer d'autres opérations si la situation stratégique le permet. Le plan consiste à mener des attaques simultanées sur trois axes avec cinq divisions en première ligne. Au nord, une colonne de 16 000 hommes et 48 canons, formant la force terrestre de la vallée de Peshawar sous le commandement du major général sir Samuel Browne, doit se déplacer de Peshawar vers Jalalabad par la passe de Khyber. Au centre, la « force de la vallée de Kurram », une petite colonne de 6 600 hommes et de 18 canons sous le commandement du major général Frederick Roberts, doit progresser à partir de Kohat, franchir la frontière à Thal puis par la vallée de Kurram vers Peiwar Kotal pour atteindre la passe de Shutagardan et continuer éventuellement pour couvrir les 80 kilomètres restants vers Kaboul. Enfin, au sud, la force de Kandahar, qui intègre 12 800 soldats et 78 canons sous le commandement du major général sir Donald Stewart, qui a été spécialement rappelé d'Angleterre pour cette mission, doit avancer par la vallée de Pishin, à partir de Quetta vers Kandahar. Au total, cette force expéditionnaire se compose d'environ 35 000 hommes commandés par 706 officiers avec 144 canons.

L'attaque contre Khyber

Dès la réception de l'ordre de progression, la « force de Khyber » doit repousser les troupes afghanes de la passe et s'avancer à hauteur de Dakka ou sur une position laissée à l'initiative du général Browne, à partir de laquelle il pourra défendre le *débouché* (en français dans le texte) occidental

de la passe[7]. La colonne de Browne est la première des trois « forces » britanniques à ouvrir les hostilités avec les Afghans à l'aube du 21 novembre 1878. Il dispose de certaines des unités les plus prestigieuses de l'armée des Indes, comme les lanciers du Bengale et le corps des Guides. La première division qui progresse en tête comprend quatre brigades d'infanterie et une de cavalerie. Le fort d'Ali Masjid constitue l'obstacle principal sur l'axe de progression de la vallée de Peshawar. C'est une position défensive située à neuf kilomètres à l'est de l'entrée de la passe de Khyber. Elle est fortement tenue par 3 700 combattants avec 24 canons.

Le plan d'attaque est établi dans la tradition britannique de l'approche indirecte dans une zone de montagne. Browne, qui s'attend à être bloqué sur ce passage, envoie une brigade contourner la passe de Khyber par le nord pour réapparaître sur les arrières des Afghans, pendant qu'une autre effectue l'ascension des collines sur le flanc gauche de l'ennemi. Le reste de la division doit progresser par le fond de la vallée sur l'axe principal et lancer l'attaque contre la position afghane vers 1 heure de l'après-midi le 21 novembre. Comme il n'a pas reçu d'informations concernant la progression des brigades qui effectuent le débordement, Browne décide de lancer son attaque principale pour 14 h 30. Celle-ci échoue face à une forte résistance, et après deux heures trente de combat, les Britanniques doivent s'installer pour la nuit. Par ailleurs, si les brigades envoyées pour contourner les défenses afghanes n'ont pu atteindre leurs objectifs à temps en raison des difficultés du terrain et de l'épuisement des troupes, leur mouvement a suffisamment inquiété la garnison d'Ali Masjid pour la contraindre à évacuer le fort. Le général Sam Browne poursuit alors sa progression : le 20 décembre, ses troupes campent à Jalalabad où elles demeurent tout l'hiver.

L'offensive du général Roberts

Sur l'axe central, la « force terrestre de la vallée de Kurram » traverse le 21 novembre la frontière afghane et s'empare des forts de la vallée abandonnés par les Afghans, qui se replient sur la position de Peiwar Kotal. Le général Roberts, qui a gagné la Victoria Cross lors de la mutinerie indienne, se heurte à une force composée de troupes régulières afghanes. Il dispose de 1 345 soldats britanniques et de 3 990 soldats indigènes appuyés par 13 canons, ce qui en fait la plus petite des trois forces britanniques, bien qu'elle soit la plus proche de Kaboul et qu'elle représente en fait la plus sérieuse menace pour Sher Ali. Il doit occuper dans un premier temps la vallée de Kurram puis pousser ses reconnaissances dans la vallée de Khost. À l'approche de l'hiver, Roberts doit s'emparer de ses objectifs avant que la neige ne bloque la progression. S'attendant à une attaque britannique par la vallée de Kurram, les Afghans commandés par Karim Khan se sont établis dans une forteresse dominant l'étroit défilé de Peiwar Kotal. Une attaque frontale est impossible contre ces 5 000 combattants qui détiennent à la fois la supériorité numérique et l'avantage du terrain. Pourtant, cette bataille va entrer dans les annales de l'histoire militaire britannique comme l'un des exploits tactiques majeurs réalisés sur un terrain difficile contre une position qui semblait imprenable. Le 29 novembre, ses troupes sont établies, et Roberts contemple Peiwar Kotal avec un « sentiment proche du désespoir ». Chaque jour, il mène des reconnaissances pour faire croire qu'il va lancer une attaque frontale. Il monte donc une manœuvre qui s'appuie sur une attaque principale sur la droite, qu'il va lui-même conduire en la combinant avec une attaque frontale uniquement destinée à fixer l'adversaire, avec en particulier de l'artillerie installée au village de Teri Mangal[*5]. Le 2 décembre, après une nuit de progression, le 72e régiment de Highlanders et le 5e régiment de Gurkhas se trouvent sur leur position de départ au pied du Spingawi Kotal, d'où ils reçoivent les premiers coups de feu des Afghans. Au lever du soleil, la zone est aux mains de Roberts grâce à la

surprise de son mouvement et à la supériorité en effectifs qu'il a créée à cet endroit. L'attaque frontale est lancée et progresse d'un kilomètre, puis elle doit être soutenue par une troisième attaque qui déborde par la gauche les Afghans, qui abandonnent alors toutes leurs positions. Roberts décide de maintenir sur place ses troupes épuisées par une nuit de marche et une journée de combats pour passer la nuit – « Une expérience à peine agréable, sans avoir de manteaux à une telle altitude avec un froid de vingt degrés au-dessous de zéro, mais malgré le froid et la faim, totalement satisfait du travail de la journée et mon esprit en repos, j'ai dormi aussi profondément que je ne l'ai jamais fait dans les plus luxueux endroits, et je pense que ce fut le cas pour les autres[8]. » Après la victoire de Peiwar Kotal, il s'arrête avant Khost et s'installe pour l'hiver sur les positions de Peiwar et de Kurram à partir du 4 février 1879. Il en profite pour recompléter ses approvisionnements et se préparer à l'avancée finale vers Kaboul. À la fin du mois de mars, il reprend sa progression vers Ali Khel, qu'il atteint la troisième semaine d'avril. Le général Roberts, qui est fait chevalier pour cette victoire, reçoit également un message personnel de la reine Victoria et les remerciements unanimes des deux chambres du Parlement.

Sur l'axe sud, la marche vers Kandahar avec deux divisions sous le commandement du général Stewart s'effectue facilement, sans opposition sérieuse, mais il lui faut parcourir des distances bien plus longues que les deux autres forces plus au nord. Ces divisions doivent surmonter des obstacles naturels comme les déserts du Balouchistan et se frayer un passage à travers les défilés de Gwaga et de Kozhak. Le général Stewart arrive à Kandahar le 8 janvier, d'où le gouverneur, Mir Afzal Khan, et presque tous les responsables politiques sont partis pour gagner Herat.

À ce moment, le conflit semble déjà proche de la fin, car Yakub Khan, le fils de Sher Ali, assume le pouvoir comme régent peu de temps avant que son père ne meure. En février 1879, ébranlé par la progression britannique qui atteint déjà Shutagardan et Gandamak avec Kaboul comme objectif, il

ne souhaite pas poursuivre la résistance et entre en février 1879 en discussion avec les Britanniques. Le 26 mai, le major sir Louis Cavagnari signe avec lui le traité de Gandamak, non loin du lieu où les survivants du 44e régiment d'infanterie avaient tenu leur dernière position en 1842. Les autorités britanniques reconnaissent Yakub Khan en tant qu'émir, et celui-ci accepte la présence à Kaboul de diplomates britanniques accrédités. Le traité cède la vallée de Kurram à l'Inde britannique et transfère le contrôle de la passe de Khyber ainsi que les orientations de la politique étrangère afghane aux autorités britanniques de Calcutta. À titre personnel, Yakub reçoit un subside annuel de six lakhs de roupies [*6] et la promesse de la protection anglo-indienne en cas d'agression – en une allusion à peine voilée à la Perse, mais qui laisse entendre en réalité qu'il s'agit de la Russie, considérée comme la principale menace dans le « Grand Jeu ». À Londres, le traité est accueilli triomphalement, en accord avec ce que Disraeli souhaite pour obtenir une « frontière scientifique » en Afghanistan. Des ordres sont donnés pour préparer le retour de la colonne de Khyber du général Browne, à l'exception de deux brigades, et la colonne de Kandahar doit rentrer en Inde par la passe de Bolan, mais Roberts demeure à Kurram, qui a été transféré à l'administration britannique des Indes. Il semble désormais que l'Afghanistan soit devenu un protectorat britannique. Cependant, le traité a sans doute pensé à tout sauf à prendre en compte la population qui était directement concernée…

Par ailleurs, la situation des troupes britanniques n'est pas resplendissante : deux des armées britanniques, celle de la vallée de Peshawar et celle de Kandahar, ont contracté le choléra et doivent être retirées.

Le soulèvement afghan

Le major sir Louis Cavagnari rejoint Kaboul, où il s'établit le 24 juillet 1879 dans le palais de Bala Hissar, afin de diriger la mission diplomatique. La situation qui semble calme et stable le conforte dans son optimisme. Mais un fort ressentiment s'est fait jour à cause de son interférence dans les affaires locales comme aussi en raison de la libéralité avec laquelle il distribue des fonds aux chefs tribaux, donnant l'impression que c'est lui et non Yakub Khan qui dirige les affaires de l'État. En réalité, il méprise les Afghans et son arrogance est naturellement peu appréciée parmi les chefs afghans de Kaboul. Mais surtout, la présence dans la capitale d'une représentation britannique constitue tout simplement, et à elle seule, un affront à la fierté afghane. Au mois d'août, des troupes s'installent à Sherpur, non loin de Kaboul, où elles montrent ouvertement leur défiance et leur hostilité à la présence de Cavagnari et se plaignent vigoureusement de ne pas avoir été payées à temps. Quand ils arrivent à Bala Hissar pour collecter leur argent avec trois mois d'arriérés le matin du 3 septembre, les soldats afghans reçoivent moins que ce qu'ils attendent. Et lorsqu'on leur soumet l'idée que l'argent devrait être collecté chez les riches alliés de l'émir à la résidence britannique, la colère se transforme en émeute, laquelle conduit à l'assaut par la foule et 2 000 soldats afghans de la résidence britannique. Cavagnari est rapidement tué ; les quatre officiers britanniques avec leurs vingt cavaliers, et les cinquante fantassins indiens du corps des Guides du lieutenant irlandais Walter Hamilton résistent douze heures avant d'être tous massacrés lors d'une dernière sortie. Environ 600 Afghans sont tués autour de la résidence, ce qui ajoute cette résistance désespérée de Futtehabad à la longue liste des combats héroïques qui parsèment la période victorienne. La Victoria Cross, la plus prestigieuse décoration britannique pour bravoure au combat, est attribuée à titre posthume au lieutenant Walter Richard Pollock Hamilton, qui se trouve par ailleurs être un neveu éloigné

du général sir George Pollock qui a conduit « l'armée du châtiment » (*Army of retribution*) en 1842.

La seconde campagne de la deuxième guerre anglo-afghane

La prise de Kaboul et la bataille de Charasiab

Alors que dans la première phase les Britanniques ont voulu se limiter à une incursion en Afghanistan pour amener l'émir à des négociations, le gouvernement de Sa Majesté se trouve désormais face à l'obligation de lancer une autre campagne militaire en Afghanistan, tout aussi improbable et coûteuse, avec Kaboul, le siège de la rébellion, comme objectif. Le commandement en est donné au général Frederick Roberts, pour sa plus grande satisfaction, car il pressent bien que cette nouvelle armée baptisée « force de campagne de Kaboul » (*Kabul Field Force*) peut le conduire à la gloire. Roberts se met en route à la tête de sept bataillons d'infanterie regroupés en deux brigades, d'une brigade de cavalerie avec quatre régiments et de quatre batteries d'artillerie, soit 6 500 hommes et 22 canons prêts à marcher pour venger la mort de Cavagnari. Kaboul prise, la passe de Khyber devra être tenue pour permettre d'ouvrir des lignes de communication vers l'Inde. Dans le même temps, Yakub Khan, dans une tentative pour jouer sur les deux tableaux, pousse à la résistance tout en appelant les Anglais à la rescousse. Mais le général Roberts n'est absolument pas d'une humeur conciliatrice : « Aussi longtemps que les corps de ses officiers et de ses soldats ne sont pas enterrés ou évacués de Kaboul avec soin, fait-il savoir, les Anglais ne seront pas satisfaits. » Il lui faut atteindre Kaboul avant que Yakub ne rassemble une armée, aussi la

passe de Shuturgardan est-elle son premier objectif, d'où il peut menacer la ville. Il s'en empare relativement facilement : les 2 000 combattants afghans ne font pas le poids bien longtemps face au redoutable 92e régiment de Highlanders. Le 27 septembre, le général Roberts avance jusqu'à Ali Kehl vers Shuturgardan et un jour plus tard il arrive à Kushi, à une soixantaine de kilomètres au sud de Kaboul, où il trouve l'émir Yakub Khan qui souhaite entrer en pourparlers. Une fois de plus, l'émir tente d'utiliser cette réunion pour ralentir la progression britannique. Roberts juge alors l'émir comme un homme insignifiant, totalement dépourvu de caractère et donc incapable de gouverner un peuple guerrier et turbulent comme les Afghans. Yakub Khan, qui souhaite avant toute chose que Roberts arrête sa progression, exprime ses regrets pour la mort de Cavagnari, mais le général britannique n'est pas d'humeur à tergiverser : il envoie aussitôt une proclamation enjoignant les non-combattants à quitter Kaboul.

Le 3 octobre, la force de campagne de Kaboul commence la marche de 60 kilomètres qui doit la conduire à la capitale afghane. Une autre armée de 16 000 hommes commandée par le général sir Robert Bright s'avance vers Khyber. Stewart, quant à lui, avait réoccupé Kandahar, ce qui lui permet de menacer Ghazni. Le soir du 5 octobre, Roberts s'installe dans le village de Charasiab, près de la rivière Logar. Le lendemain matin, le 23e régiment d'infanterie du Bengale et le 92e régiment de Highlanders s'avancent avec la cavalerie et deux canons pour s'assurer de la route qui longe la rivière. Mais 8 000 combattants afghans occupent toutes les positions dominantes, et d'autres troupes encore se préparent à attaquer. Roberts, qui n'a que 4 000 hommes et 18 canons, décide pourtant immédiatement d'engager le combat. Une nouvelle fois, il lance une audacieuse manœuvre d'enveloppement vers l'ouest pour attaquer le secteur le plus vulnérable des Afghans. Les Highlanders en tête, la brigade britannique du général Baker progresse par un itinéraire entouré de précipices. Lors de cette bataille, l'armée anglo-indienne perd 78 soldats, quand les Afghans subissent

environ 500 pertes. Cette victoire de Charasiab, obtenue grâce à l'audace et au courage de la troupe et des officiers qui ont été bien utilisés mais aussi à l'habileté tactique de Roberts, qui sait aussi déléguer à des subordonnés audacieux et pleins de ressources, ouvre la route de Kaboul, qui tombe aux mains du général le 13 octobre 1879.

Cette déroute militaire conduit Yakub Khan à l'abdication. En attendant de lui trouver un successeur – quelqu'un d'acceptable pour les deux camps –, Roberts doit rester dans le pays, ce que les Afghans interprètent comme une véritable occupation. Dans l'immédiat, le général se met à rechercher ceux qui peuvent être tenus pour responsables du soulèvement de septembre. Les coupables présumés sont alors pendus devant ce qui reste de la résidence, et Bala Hissar détruite – à l'image du grand bazar en 1842 –, comme pour rappeler la puissance de l'Empire britannique. À l'approche de l'hiver, les troupes de Sa Majesté fortifient le cantonnement de Sherpur, à moins de deux kilomètres de la ville. Le périmètre mesure environ six kilomètres avec une façade à l'est plus vulnérable que les autres, mais l'emploi de vingt pièces d'artillerie permet de soutenir une petite garnison de 7 000 hommes.

Le siège de Sherpur, décembre 1879

Cependant, en décembre, les Afghans commencent à se rassembler dans tout le pays sous les encouragements de leurs chefs religieux qui appellent au djihad contre les envahisseurs. Des milliers d'habitants quittent Kaboul pour se joindre à des milliers d'insurgés qui se préparent à attaquer la garnison britannique. Plutôt que de subir un assaut par des forces supérieures en nombre, Roberts prend l'initiative et choisit de confronter les forces séparées de ses adversaires avant qu'elles ne se regroupent. Pourtant, une de ses premières tentatives tourne à la déroute quand le détachement de 300 hommes du brigadier général Dunham Massy se heurte aux

10 000 Afghans de Mohammed Jan et qu'il perd ses quatre canons dans la hâte de la retraite. Face au nombre croissant de ses adversaires, Roberts choisit de se replier dans Sherpur, où il se retrouve isolé. Pourtant, des renforts sont en marche à partir de Gandamak, mais la multitude des Afghans ne laisse pas espérer leur arrivée suffisamment tôt. Les renseignements que le général reçoit de ses espions afghans lui permettent de savoir qu'un assaut est attendu pour le 23 décembre. Ceux en cours se brisent sur la puissance de feu des défenseurs. Aussi, selon une méthode éprouvée, lorsque les Afghans commencent à se replier, les portes s'ouvrent pour les lanciers, les guides et la cavalerie légère pendjabie qui engagent la poursuite contre leurs adversaires en fuite et ouvrent ainsi la route à la brigade du général Cough, lequel parvient à Sherpur le jour suivant. Du 10 au 23 décembre, les Anglais perdent 126 tués, ce qui correspond à des pertes quatre fois supérieures à celles au moment de la capture de Kaboul en octobre précédent. Les Afghans ont quant à eux 2 000 à 3 000 tués, dont 1 000 lors de cette bataille de Sherpur. Le général Roberts entame une politique de conciliation en proclamant l'amnistie, non sans lancer des attaques contre les chefs de la résistance. Mohammed Jan Khan et le mollah Mushk-i-Alam poursuivent quant à eux la mobilisation contre les Anglais à Ghazni.

Si la bataille de Sherpur représente une victoire tactique, le potentiel de l'insurrection à Kaboul et dans d'autres provinces demeure intact. À la veille de 1880, le pays peut désormais paraître plus apaisé, mais il faut encore trouver un remplaçant à Yakub Khan, et les autorités coloniales ne souhaitent pas renouveler l'erreur de 1842 en ordonnant un retrait précipité, c'est-à-dire sans avoir au préalable établi une forme quelconque de gouvernement qui leur soit favorable. Le 13 mars 1880, dans le but de pacifier le pays et de créer des conditions plus favorables au retrait britannique, les forces présentes à Kaboul doivent être organisées en deux divisions : la première sous les ordres de Roberts, promu au grade de

lieutenant général, et la deuxième sous ceux du général Ross. Cette nouvelle « Force de Kaboul » (*Kabul Field Force*) reçoit en renfort quatre batteries d'artillerie, une brigade d'artillerie et trois compagnies de sapeurs, mais aussi deux régiments britanniques et quatre régiments indigènes d'infanterie. Son effectif atteint alors 12 000 soldats à la fin du mois de mars. Dans le même temps, la responsabilité de la défense du sud de l'Afghanistan est confiée à l'armée de Bombay, et le général Donald Stewart transfère la force de Kandahar au général Primrose, pour conduire sa propre division à Kaboul où il doit prendre le commandement.

La bataille d'Ahmad Khel

L'armée du général Stewart se compose de 7 000 hommes et de 22 canons, avec le même nombre de civils qui les suivent. Elle quitte Qalat le 8 avril 1880 et atteint six jours plus tard Muqur, à plus de 130 kilomètres au nord. Des sources afghanes indiquent que les Ghilzaïs doivent se soulever contre cette colonne et tenter de la détruire avant son arrivée à Kaboul. Le 18 avril, les services de renseignement britanniques estiment que 12 000 à 15 000 Afghans hostiles suivent la colonne. La rencontre a lieu à Ahmed Kehl, à presque 30 kilomètres de Ghazni. À 9 heures, le 19 avril, une première attaque massive de 2 000 Ghazis fanatisés immédiatement suivie par une charge de cavalerie force l'infanterie britannique à se former en carrés, puis à se déployer avec l'appui de l'artillerie. Malgré cette intensité des feux, la situation devient critique jusqu'à ce que le 3e régiment de Gurkhas et le 2e régiment de cavalerie du Pendjab parviennent à repousser les assaillants. Se relevant de la confusion, le 59e régiment d'infanterie britannique et le 2e régiment de Sikhs contribuent par leur fermeté à faire plier les attaques répétées des Afghans, qui recherchent le corps à corps pour compenser leur manque d'armes à feu. À 9 h 45, les Ghazis plient et finissent par se disperser aussi rapidement

qu'ils sont apparus. La bataille s'achève un quart d'heure après, sans que la cavalerie britannique lance de poursuite. Les pertes afghanes sont estimées à 1 000 tués contre 17 pour leurs adversaires. Cette énorme disparité des pertes reflète le contraste dans l'armement que le courage et le fanatisme ne peuvent compenser. Le général Stewart quitte le champ de bataille le même jour et le 22 avril, à 10 kilomètres de Gazhni, après un difficile combat, il repousse encore près de 3 000 combattants afghans. Deux jours plus tard, la force de Kandahar reprend sa marche vers Kaboul où Stewart prend le commandement du nord-est de l'Afghanistan. Avec son arrivée, les forces britanniques comptent désormais 17 000 soldats dans la capitale.

La stratégie de sortie

Au début de 1880, après avoir atteint les objectifs recherchés avec son invasion militaire de l'Afghanistan, le gouvernement britannique en Inde décide de transférer le pouvoir à une administration favorable à la Couronne et de se retirer. Comme tous les conquérants de ce turbulent pays, les Britanniques font face au perpétuel dilemme de savoir quoi faire de leur conquête. La Grande-Bretagne conserve ses gains territoriaux sur la frontière, avec les passes de Khyber et de Michini au nord, la vallée de Kurram au centre et Sibi et Pishin au sud sous son contrôle. Elle exerce son autorité sur Kandahar et Kaboul et les régions entourant ces deux villes, mais au-delà, après deux années de combats et de présence, il n'existe plus d'administration, sauf à Herat où le frère de Yakub Khan, Ayub Khan, parvient à se maintenir au pouvoir. La stratégie de retrait britannique est influencée par des facteurs qui façonnent la fin de l'aventure, en particulier le coût croissant de la guerre, qui exclut l'occupation permanente du pays, et le changement de politique du gouvernement de Londres avec l'arrivée des libéraux au pouvoir lors des élections d'avril 1880. Gladstone en est le grand vainqueur, après que le gouvernement conservateur de Disraeli a subi

de puissantes critiques face à l'impasse afghane et le massacre de 1 300 soldats britanniques lors de la bataille d'Isandwhana en janvier 1879 lors de la guerre contre les Zoulous en Afrique du Sud. Tous les efforts doivent donc être désormais faits pour extirper l'armée d'Afghanistan sans compromettre la sécurité des Indes.

Au printemps, un projet de division du pays en principautés est rapidement bouleversé par une succession d'événements qui voient Abdur Rahman Khan recueillir l'adhésion des populations du nord de l'Afghanistan et s'imposer comme le meilleur candidat pour être émir à Kaboul. Cet homme providentiel connu comme « l'émir de fer » est le petit-fils de Dost Mohammed. Il s'était réfugié à Boukhara en 1867 puis, trois ans plus tard, à Tachkent sous la protection des Russes alors qu'il perdait son pari de renverser Sher Ali. Vers la fin de 1879, il refuse de se soulever contre les Britanniques. Aussi, quand un diplomate chevronné, Lepel Griffin, arrive à Kaboul le 18 mars 1880 pour choisir un prétendant, il se trouve être le candidat le plus crédible. Il est finalement proclamé émir le 20 juillet après avoir répondu favorablement aux conditions de la Couronne. Les accords spécifient qu'il n'y aura pas de résident britannique à Kaboul, qu'Abdur Rahman ne peut pas avoir de relations politiques sauf avec les Anglais et que si une puissance étrangère tente d'interférer dans les affaires afghanes, le gouvernement de Sa Majesté proposera son assistance pour la repousser. Par ailleurs, le traité de Gandamak reste en vigueur, et Kandahar est placée sous une autorité autonome sous protection britannique. Mais cette situation change rapidement après la défaite retentissante de Maiwand survenue le 27 juillet, juste une semaine après l'intronisation d'Abdur Rahman comme émir de Kaboul. Ce coup de tonnerre heurte l'Angleterre victorienne jusque dans ses fondations : la perte de près d'un millier de soldats de l'Empire en une seule journée, au moment où l'Angleterre croit pouvoir enfin quitter l'Afghanistan, provoque un effet désastreux sur la

société britannique. Roberts se trouve donc obligé de quitter Kaboul le 8 août à la tête de l'expédition qui doit secourir Kandahar assiégée.

La bataille de Maiwand, 27 juillet 1880

Cette bataille s'inscrit très symboliquement comme une des défaites retentissantes et glorieuses qui imprègnent la mémoire liée au conflit afghan au XIX^e^ siècle. La Grande-Bretagne avait à cette époque commencé son projet de division de l'Afghanistan en trois provinces indépendantes : Kaboul, Kandahar et Herat. Avec cette politique, un noble afghan devient gouverneur (Wali) de Kandahar alors qu'Abdur Rahman Khan dirige Kaboul. Pourtant, la province de Herat est sous l'autorité d'Ayub Khan, le plus jeune fils de l'émir Sher Ali Khan mort en 1879, qui reste hors de portée de l'influence britannique et reçoit l'aide de la Perse, dont le ressentiment à l'égard de la Grande-Bretagne remonte à l'humiliation subie par le shah en 1839. Il se met en marche depuis Herat, à l'ouest, le 15 juin 1880 avec 7 500 hommes, glanant des milliers de partisans au cours de son avancée vers Kandahar pour finalement regrouper 20 000 combattants. Sa détermination de marcher sur Kaboul après avoir pris Kandahar n'est pas un secret et des rumeurs sur une attaque imminente courent à ce sujet depuis six mois. Tout commence le 11 juillet, quand le général Burrows quitte cette grande cité du sud pour atteindre la rivière Helmand avec 2 600 soldats, dont 500 Britanniques, pour y soutenir une armée afghane de 6 000 hommes qui doit étouffer la rébellion d'Ayub Khan – mais qui fait finalement défection. Son infanterie est composée du 66^e^ régiment d'infanterie britannique (Royal Berkshire) et de deux régiments d'infanterie indigène, le 1^er^ grenadiers de Bombay (648 soldats) et le 30^e^ régiment de Bombay, aussi connu sous le nom de « Jacob's Rifles » (625 fusiliers) qui vient d'intégrer un nombre important de jeunes recrues. La formation de ces derniers est incomplète, et c'est en particulier sur leur défaillance que des

commentateurs reportent la défaite de Maiwand. Il y a là aussi deux régiments de cavalerie : le 3e régiment de cavalerie légère de Bombay et le 3e régiment du Sind. L'artillerie se compose de 12 petits canons. Comme la ligne sur la rivière Helmand se révèle impossible à défendre, Burrows effectue un repli de 40 kilomètres à mi-chemin de Kandahar, d'où il pense intercepter Ayub Khan qui peut encore orienter son mouvement vers Ghazni ou vers Kandahar. Dans l'après-midi du 26 juillet, des informations indiquent que ce dernier se dirige vers la passe de Maiwand, à environ six kilomètres de la position occupée par Burrows, qui décide alors de s'avancer car il pense n'affronter que son avant-garde. Les 2 566 combattants de l'armée britannique possèdent une supériorité théorique dans le domaine de l'armement d'infanterie, mais paradoxalement c'est avec l'artillerie que les Afghans détiennent une réelle supériorité, grâce à une trentaine de pièces de bonne qualité. Le 27 juillet, toute la brigade de Burrows s'est installée dans une formation défensive qui prend la forme d'un fer à cheval, mais elle se trouve en terrain découvert sans protection sur ses flancs, alors que des mouvements de terrain permettent à son adversaire de s'approcher à couvert. Dès que la manœuvre britannique de déploiement est observée, l'armée de Herat effectue un mouvement sur sa droite pour lui faire face, ce qui permet à Ayub Khan d'effectuer un double enveloppement du dispositif ennemi. Le duel d'artillerie se révèle très désavantageux pour les Anglais ainsi que pour leur infanterie déployée sans protection. Pressée sur ses flancs, la brigade s'épuise en contre-attaques limitées jusqu'au déclenchement d'une attaque massive lancée à 14 h 30 sur tous les côtés du dispositif. Le retrait des canons anglais et le fléchissement final du régiment indigène de Bombay entraînent la rupture du front.

Les Britanniques perdent dans la bataille et la retraite qui s'ensuit 1 757 tués dont 971 soldats, soit 37 % de pertes de la force combattante. Seulement 161 blessés atteignent Kandahar. Le *London Gazette* du

19 novembre 1880 établit un compte rendu détaillé et critique de l'opération à partir des récits de divers responsables, fournissant la liste nominative des tués et des blessés de la bataille tant dans les rangs de chaque régiment de l'armée de Bombay que chez les personnels civils de la colonne de soutien. La petite armée de Burrows tire pour l'époque un nombre impressionnant de munitions d'infanterie – environ 2 000 cartouches par minute de combat –, mais c'est la masse qui l'écrase, comme ce fut le cas à la bataille d'Isandhlwana, le 22 janvier 1879, lors de laquelle les Britanniques perdirent 1 700 hommes. Toutes deux sont des désastres parmi les plus retentissants de l'époque victorienne. Il est alors décidé très symboliquement de retirer les drapeaux des régiments britanniques des zones de combat après la perte de ceux du 24e à Isandhlwana au Zoulouland et du 66e à Maiwand. Cette dernière défaite laisse désormais la garnison de Kandahar sous la menace d'Ayub Khan. Le commandement britannique ne voit pas d'autre solution pour les 4 360 combattants qui s'y trouvent – au nombre desquels les rescapés de la bataille – que de se défendre derrière les murs de la ville, alors que les premiers secours se trouvent encore à des centaines de kilomètres de distance, à Kaboul notamment. Le 9 août, toute l'armée d'Ayub Khan campe sur les hauteurs à l'ouest de Kandahar ; le 16 août, les Britanniques subissent un échec à Deh-Khwaja lors d'une sortie menée à l'est de la ville. Cependant, il ne faut pas longtemps avant que les troupes d'Ayub Khan ne commencent à se relâcher. Certaines troupes régulières sont même proches de la mutinerie en raison des retards de solde et du manque de succès. Aussi, le 22 août, quand survient l'annonce qu'une armée britannique de renfort s'approche, Ayub Khan quitte-t-il ses positions pour s'installer à une dizaine de kilomètres à l'ouest de la ville.

La marche légendaire de « Kaboul à Kandahar »

Après l'annonce du désastre de Maiwand, lord Ripon, vice-roi des Indes, appuie le projet de lancer immédiatement une action. La question demeure de savoir qui doit en prendre la responsabilité. Si dans un premier temps le gouvernement envisage d'envoyer des troupes à partir de Quetta, Roberts, qui ronge son frein, s'y oppose en raison de la faible expérience de l'infanterie indigène de Bombay. Il sait par ailleurs que le désastre de Maiwand nourrit en Inde un sentiment d'insoumission semblable à celui déjà apparu avant la mutinerie de 1857. Son propre point de vue l'emporte finalement, et le 8 août il quitte Kaboul pour la fameuse et longue marche de « Kaboul à Kandahar » qui allait faire sa gloire et retenir l'attention du public britannique plus que tout autre fait d'armes de cette guerre. Roberts parcourt les 500 kilomètres qui séparent les deux villes en treize jours sans rencontrer d'opposition, puisque les forces afghanes sont retenues à Kandahar, où il fait son entrée le 23 août. Plus tard, il fera mine de s'étonner qu'il y ait eu tant de bruit de fait autour de ce siège alors que la ville disposait d'une garnison de 4 000 hommes avec 15 canons : « Que des soldats britanniques imaginent la possibilité que Kandahar soit prise par une armée afghane démontre bien le misérable état de dépression et de démoralisation dans lequel ils sont. » Deux brigades sont immédiatement envoyées occuper les hauteurs près de la ville. Le matin du 1er septembre, Roberts assume formellement le commandement de l'armée au sud de l'Afghanistan avec 15 000 soldats et 36 canons. La bataille a finalement lieu : courte et violente, elle se termine par une déroute totale des Afghans et la capture de tous leurs canons. Les Britanniques partis, Ayub Khan fait de nouveau une tentative pour s'emparer de Kandahar, mais il affronte alors l'émir Abdur Rahman, qui lui inflige une défaite cinglante et le contraint à s'enfuir en Perse. En 1888, toutefois, dans la grande tradition britannique, ses anciens ennemis lui offrent un asile en Inde.

La deuxième guerre anglo-afghane s'achève ; les dernières troupes britanniques quittent l'Afghanistan le 21 avril 1881 après avoir subi de lourdes pertes, coûté énormément d'argent au gouvernement et nourri le ressentiment durable du peuple afghan. La Couronne conserve les vallées de Pishin et de Sibi au Balouchistan ; la passe de Khyber et la vallée de Kurram, qui correspondent aux deux axes principaux d'entrée en Afghanistan, sont placées sous administration britannique comme cela avait été obtenu par Lytton lors du traité de Gandamak. Dans les faits, toutes deux demeurent sous le contrôle des tribus, ce qui donne lieu à de violents affrontements avec les troupes britanniques.

Le général Roberts, qui émerge de ce conflit comme le héros de Kandahar, quitte définitivement l'Inde en 1893 après quarante et un ans de service dans le Raj. Accueilli comme une icône par ses compatriotes, il est nommé pair avec le titre de « baron Roberts de Kandahar » et devient plus tard maréchal et commandant en chef en Irlande. Avec le recul du temps, il attribue la réaction enthousiaste du public au « romantisme qui entoure une armée de 10 000 hommes qui avait été perdue de vue pendant presque un mois et autour de laquelle des spéculations sans information et des rumeurs pessimistes furent répandues jusqu'à ce que la tension atteignît son apogée en proportion avec le soulagement de voir cette armée réapparaître pour vaincre Ayub Khan et ses troupes jusque-là victorieuses ».

La troisième guerre anglo-afghane (1919), l'effacement britannique malgré une dernière victoire

Vers la stabilisation diplomatique en Afghanistan

Après deux conflits, le commentaire de lord Hartington, secrétaire d'État britannique pour l'Inde de 1880 à 1882, résonne de façon prémonitoire : « Comme résultat de deux campagnes victorieuses et l'emploi d'une force énorme, la dépense de sommes d'argent gigantesques, tout ce qui a pu être obtenu n'a été que la désintégration d'un État… Je suis sûr quand je dis que, moins les Afghans nous voient, moins ils nous détesteront[9]. »

À la suite de la deuxième de ces guerres, les forces anglo-indiennes conduisent certes des dizaines de petites opérations le long de la frontière du nord-ouest, mais les relations, quoique tendues, demeurent convenables. Jusqu'à ce que les événements qui ont lieu pendant le règne d'Abdur Rahman ramènent la Grande-Bretagne dans les affaires afghanes. Le premier incident, qui survient en 1885, contribue à appuyer les arguments des tenants de la politique de l'avant. Encouragée par le retrait complet des troupes britanniques d'Afghanistan après 1881, l'armée russe occupe l'oasis de Merv en 1883[*7], qui se trouve à environ 200 kilomètres d'une frontière afghane mal définie. Cette avancée conçue par le général Mikhail Skobolev amène les deux puissances impériales au plus près d'une confrontation semblable à la crise de Herat en 1839. La source du litige se trouve à Pandjeh, une oasis qui se situe à mi-chemin de Merv et de Herat mais à seulement 20 kilomètres des avant-postes afghans. La Russie ne tient pas compte de la menace de guerre adressée en mars 1885 par l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg au cas où les Russes se rapprocheraient de

Herat qui est proche de Pandjeh, et le 30 mars, l'armée du tsar détruit la garnison afghane et occupe Pandjeh. Le gouvernement des Indes mobilise deux corps d'armée à Quetta en accord avec le traité de 1880 qui le lie à Kaboul, mais les Russes restent des maîtres pour pousser leurs adversaires aux limites de leur détermination avant de savoir se retirer et éviter ainsi une confrontation directe. En 1885, les Russes arrêtent ainsi leur avance dès qu'ils parviennent à un compromis avec la Grande-Bretagne qui permet de reconnaître les gains territoriaux obtenus par la Russie. L'accord prend plus tard la forme d'un protocole signé en 1887 qui définit la frontière russo-afghane, approximativement selon les tracés reconnus dans un traité signé trente-quatre ans plus tôt et dans lequel la Russie reconnaît le Badakhshan et Wakhan comme appartenant à l'émir de Kaboul. Cet accord permet de contenir la Russie pendant presque un siècle jusqu'à l'intervention soviétique de 1979.

La crise de Pandjeh montre la nécessité d'établir clairement les frontières afghanes. Ainsi, en 1891, la délimitation de la frontière avec la Perse est ainsi résolue par un traité, mais il faut également définir de la même façon la frontière entre l'Afghanistan et l'Empire britannique. Cette tâche revient à sir Mortimer Durand, secrétaire des Affaires étrangères pour l'Inde, qui se trouve être le fils de Henry Durand, lequel avait permis le succès de l'assaut contre Ghazni lors de la première guerre anglo-afghane. Plusieurs conférences diplomatiques qui débutent en 1885, aboutissent à la signature en 1907[*8] de la convention de Saint-Pétersbourg : les Russes y reconnaissent le rôle des Anglais pour conduire la politique extérieure de l'Afghanistan et acceptent de ne traiter de questions politiques afférentes qu'à travers le gouvernement britannique. Bien avant cela, une commission spéciale anglo-russe sur les frontières avait conclu en 1893 que la limite de l'Afghanistan avec l'Empire russe devait se situer sur l'Amou Daria, puis en 1895 le corridor de Wakhan avait été délimité comme zone tampon entre la Russie, la Chine et l'Afghanistan. Mais c'est la ligne « Durand[*9] »,

acceptée par l'émir Abdur Rahman Khan en novembre 1893, qui va révéler son extrême sensibilité et impliquer de lourdes conséquences stratégiques. Cet accord, qui ne comporte qu'une page et sept articles, définit une frontière de plus de 2 400 kilomètres entre l'Afghanistan et le Raj britannique. Il est signé pour cent ans, mais la ligne traverse des zones d'implantation des tribus pachtounes entre le Pendjab et l'Afghanistan. Les gouvernements successifs afghans considèrent cet accord comme une perte de leurs territoires, y compris Peshawar. Aussi leur pays est-il le seul à voter contre l'entrée du Pakistan à l'ONU en 1947, et la même année, le gouvernement de Kaboul abroge formellement ce traité. À partir de là, l'acharnement de Kaboul à vouloir réintégrer ces régions obtenues par le Pakistan facilite le rapprochement avec Moscou. Le sujet reste brûlant d'actualité : le 21 octobre 2012, le représentant spécial américain pour le Pakistan et l'Afghanistan, Marc Grossman, provoque un scandale diplomatique à Kaboul quand il déclare que les États-Unis reconnaissent *de facto* la ligne Durand comme la frontière internationale entre les deux pays, s'alignant ainsi sur la position pakistanaise bien plus que sur celle de l'allié afghan[10].

Un autre conflit implique l'Afghanistan de façon indirecte en 1897 : la révolte des Pathans (l'autre nom des Pachtouns résidant sur la frontière nord-ouest de l'Inde), une insurrection tribale qui défie la domination britannique sur la frontière. Parmi de nombreux sujets de tension, les chefs pathans refusent la démarcation de la ligne Durand. Ils rejettent aussi le maintien d'une présence militaire anglo-indienne qui est décidée après le siège de Chitral en 1895. Chitral est un point sensible proche de la frontière sino-russe. Une garnison anglo-indienne de 543 soldats y subit pendant quarante-cinq jours les assauts d'une armée de Chitralis pachtouns[*10]. Les autorités britanniques maintiennent alors une présence militaire, avec une nouvelle route et des postes, ce qui exaspère encore plus les Pathans. Le 10 juin 1897, un agent britannique tombe dans une embuscade et treize

soldats indiens sont tués lors d'affrontements dans le nord du Waziristan [*11], une région frontalière avec l'Afghanistan, située au nord de l'actuel Pakistan. Pour répondre à cette provocation, deux brigades de troupes indigènes sont envoyées dans la région, où elles détruisent sur leur passage tous les villages au nom de la responsabilité collective qui punit tous les membres d'un groupe pour les actions de quelques individus. Les Waziris refusent de se soumettre et se soulèvent tout le long de la frontière. La garnison de Malakand qui se trouve aux confins de la frontière est ainsi attaquée le 26 juillet 1897 par 10 000 guerriers tribaux sous la bannière de Saidillah, connu comme le « Mollah fou ». Lors de ce siège, le jeune journaliste Winston Churchill est présent avec la garnison qui est sauvée de l'anéantissement par l'arrivée d'une colonne de secours. Cependant, la main de l'Afghanistan n'est pas éloignée de ces troubles tribaux. Abdur Raham est effectivement mécontent des intentions du gouvernement indien d'amener les tribus de la frontière sous son contrôle, tout comme il reste hostile au tracé de la ligne Durand qui lui avait été imposée.

Les opérations sont conduites contre cette révolte avec une armée de 35 000 hommes, représentative de l'empire où se trouvent les plus fameux régiments comme les Gordon Highlanders, les lanciers du Bengale ou les Gurkhas. Après deux ans de combats, la frontière est pacifiée au prix de 1 150 pertes pour l'armée des Indes, mais il s'agit là plutôt d'une trêve entre deux conflits qui établit une situation temporaire sur la frontière nord-ouest [11]. En fait, ce qui est présenté comme un djihad par les révoltés locaux représente la menace la plus sérieuse pour l'autorité britannique depuis la grande mutinerie de 1857. Selon les critères occidentaux, Abdur Rahman aurait agi avec duplicité en encourageant les religieux à exciter les tribus de la frontière contre les Anglais. C'est effectivement une violation de l'esprit et de la lettre du traité de Gandamak et du protocole de la ligne Durand. Cependant, comme ses prédécesseurs et ses successeurs, l'émir peut choisir de faire passer ses obligations contractuelles après des nécessités politiques

sans ressentir le moindre problème de conscience. La Grande-Bretagne ne représente alors qu'une force militaire capable de dissuader une invasion russe de l'Afghanistan : une fois que cette menace s'éloigne, les traités n'ont pour l'émir qu'une signification secondaire.

Abdur Rahman est une personnalité marquante qui traite ses sujets fidèles avec courtoisie et reconnaissance, mais qui s'apparente aux grands conquérants d'Asie centrale quand il exerce la plus terrible fermeté contre ses opposants. Cependant, avec Ahmad Shah Massoud et Dost Mohammed, l'émir que les Britanniques ont placé sur le trône de Kaboul gagne le statut de héros national. Pendant ses vingt et un ans de règne de 1880 à 1901, il modernise son pays, conduit des réformes administratives pour centraliser l'administration et parvient à stabiliser l'Afghanistan. Le règne de l'« émir d'acier » est cependant souvent marqué par la brutalité. Il déplace ainsi de force dans les années 1880 des milliers de familles des tribus rebelles durranies et ghilzaïes vers le nord de l'Hindou Kouch afin de réduire leur pouvoir au sud du pays, mais cela permet par la même occasion d'accroître l'influence pachtoune parmi les Tadjiks et les Ouzbeks au nord et d'agir comme un écran face à d'éventuelles tentatives russes sur le territoire afghan. Bien plus tard, les talibans trouveront des appuis pachtouns dans ces régions où les Tadjiks et les Ouzbeks leur sont hostiles.

Sa succession se déroule sans incident quand son fils Habibullah hérite du trône en 1901. Celui-ci commence son règne en tentant de remettre en cause les accords passés avec la Grande-Bretagne : il n'accepte le tracé de la ligne Durand qu'en 1905 ! Il poursuit la politique de modernisation de son père, soutenu dans cette décision par une assistance financière que lui octroie le gouvernement de l'Inde. Son règne coïncide avec la montée d'un courant nationaliste en Afghanistan ainsi qu'avec le développement dans la région d'une vague anticolonialiste. Malgré les appels à l'indépendance des élites afghanes, l'émir continue à s'aligner sur la Grande-Bretagne, dont il espère un retour favorable après la Première Guerre mondiale. Il se heurte

alors aux éléments conservateurs de son pays qui estiment qu'il trahit l'islam quand il refuse de proclamer le djihad pendant ce conflit en ne rejoignant pas l'Allemagne et la Turquie.

Amanullah Khan s'oppose aux Britanniques

La question de l'indépendance afghane devient après la Première Guerre mondiale l'élément majeur d'un mouvement qui prépare la troisième guerre anglo-afghane. Habibullah ne peut assister à cette évolution, car il est assassiné près de Jalalabad lors d'une partie de chasse le 20 février 1919. Après une semaine de crise, son troisième fils Amanullah se fait proclamer émir avec le soutien des nationalistes constitutionnalistes, des oulémas modérés et des chefs militaires le 28 février 1919. Il doit cependant composer avec la haute hiérarchie militaire nationaliste qui veut affronter les infidèles qui occupent des terres musulmanes au-delà de la frontière. Lors de son accession au trône, Amanullah écrit au vice-roi, lord Chelmsford, pour confirmer son amitié et soutenir l'application des traités qui permettent de développer les liens commerciaux, tout en se déclarant prêt à accéder à l'indépendance. Sans en faire part aux Anglais, il envoie même des représentants en Perse, à Boukhara et à Moscou, posant ainsi les bases d'une confrontation avec l'Inde britannique. Après avoir tenu son premier *durbar* en avril 1919, il va jusqu'à déclarer que son pays est entièrement libre, autonome et indépendant tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

C'est à cette époque que se produit le très grave incident d'Amritsar au Pendjab, où le général Reginald Dyer fait ouvrir le feu contre une manifestation inspirée par le Mahatma Gandhi, lequel vient de s'intégrer au mouvement nationaliste indien. Des centaines de Sikhs trouvent la mort ce 13 avril 1919. Amanullah exprime son soutien à l'aspiration de justice du peuple indien en déployant des troupes – aussi pour éviter un éventuel

débordement des troubles sur la frontière. Six mois à peine après la fin de la Grande Guerre, la Grande-Bretagne se trouve affaiblie face à l'Afghanistan où se maintient une constante opposition à sa domination sur les tribus frontalières pachtounes. L'émir et ses soutiens se lancent alors dans une campagne d'influence auprès des tribus en diffusant une propagande nationaliste et en distribuant des armes. C'est le moment qu'attendait Amanullah pour s'affirmer auprès des hiérarchies militaires et religieuses qui nourrissent des soupçons sur son rôle dans l'assassinat de son père. Amanullah est encouragé dans son attitude belliqueuse par des informations qui le confortent dans l'idée que les habitants de Peshawar peuvent se soulever contre l'impérialisme britannique en se joignant aux Afghans. Informées de cette tentative par l'interception d'un courrier qui annonce un soulèvement le 8 mai, les autorités britanniques soumettent immédiatement la ville de Peshawar à un blocus sévère, ce qui dissuade les habitants de réagir. Le général afghan Saleh Mohammed fait alors avancer des troupes à Dakka, une ville frontalière, sans que le gouvernement de l'Inde ne réponde à cette provocation. Puis il franchit la ligne Durand le 3 mai 1919 et prend position à Bagh avec 150 soldats. Une autre colonne de 1 500 soldats afghans est déployée à Kandahar ; 2 000 autres sont envoyés à Khost. Le général Saleh dresse alors des plans pour une incursion en Inde.

L'occupation de Bagh à l'ouest de Khyber est clairement interprétée comme allant au-delà d'un simple incident de frontière. La cité, qui se trouve sur une partie contestée de la ligne Durand, possède une importance stratégique parce que ses sources d'eau approvisionnent la garnison des cinq cents soldats indigènes de Landi Kotal qui forme la première ligne de défense de la frontière. Le 6 mai, le vice-roi peut alors télégraphier au secrétaire d'État pour l'Inde, Edwin Samuel Montagu, qu'Amanullah a convoqué un *durbar* spécial pour appeler à l'union de la révolte avec les nationalistes indiens. Le même jour, la mobilisation est ordonnée en Inde britannique et la guerre est déclarée contre l'Afghanistan. Cette troisième

guerre anglo-afghane diffère des précédentes conduites au XIX^e^ siècle tant par son contexte que par ses objectifs, mais aussi par ses dimensions dans le temps et l'espace. Elle dure un mois et elle est conduite sur la frontière avec une intensité moindre que celle des autres conflits. Elle aboutit à l'abandon du contrôle britannique sur les affaires afghanes.

Opérations de la troisième guerre anglo-afghane

Les Britanniques réagissent très rapidement : le 7 mai, la garnison de Landi Kotal que les Afghans auraient dû attaquer en profitant de sa faiblesse avec seulement 500 soldats est renforcée par un bataillon transporté par camions à travers la passe de Khyber, portant ainsi son niveau à celui d'une brigade. Le 9 mai, sous le commandement du général Croker, elle attaque les positions afghanes à Bagh. À cette époque, l'armée afghane se situe au niveau d'une force régulière d'environ 50 000 hommes, organisée en 50 bataillons d'infanterie, 21 régiments de cavalerie et 280 pièces d'artillerie modernes. S'y ajoutent des éléments irréguliers qui peuvent se monter à 80 000 guerriers. La moitié de l'infanterie régulière est équipée de fusils modernes allemands et turcs mais aussi britanniques ; l'artillerie est équipée en canons Krupp. Cependant, si elle ne manque pas de courage et d'endurance, cette armée afghane est peu entraînée et assez mal commandée. Pour lui faire face, l'armée des Indes dispose de huit divisions, de cinq brigades indépendantes et de trois brigades de cavalerie, sans compter les milices des frontières. Cependant, leur qualité ne correspond pas à celle de l'armée de 1914, car beaucoup de soldats indiens sont tombés lors des combats en France ou au Proche-Orient, et de nombreux régiments n'attendent plus que leur démobilisation. Pour les seuls régiments britanniques, des 61 qui se trouvaient en Inde en 1914, tous, sauf 8 régiments d'infanterie et 2 régiments de cavalerie, ont été envoyés combattre à l'extérieur. Leur départ a été compensé par des unités

territoriales au moral assez bas après quatre ans de service en Inde, avec des soldats qui souhaitent retourner chez eux et qui n'ont pas vraiment le goût de combattre les Afghans. Des milliers de soldats refusent de se déplacer vers la passe de Khyber et choisissent de rester sous leurs tentes lors d'une manifestation de masse qui est dissimulée à cette époque. Cependant, en une semaine ces soldats jeunes et inexpérimentés changent d'attitude et bousculent bel et bien les Afghans dans la passe de Khyber. Par ailleurs, cette faiblesse au niveau des personnels peut être compensée par une supériorité technologique en véhicules blindés, en moyens de communication et en aviation.

Le 9 mai, les troupes anglo-indiennes attaquent Bagh sans résultat. Cependant, un succès est obtenu deux jours plus tard avec davantage de moyens en artillerie (18 pièces et 22 mitrailleuses) et les Afghans sont repoussés au-delà de la frontière. L'emploi des avions de la Royal Air Force qui mitraillent le repli des Afghans joue un rôle central dans cette stratégie. Ce 9 mai 1919 est ainsi le jour où l'Asie du Sud connaît son premier raid aérien mené par deux avions Sopwith Camel qui lancent des bombes sur les troupes afghanes à Dacca. À Bagh, ce n'est que le 17 mai, après plusieurs attaques des Afghans, qu'ils retraitent finalement en abandonnant leurs canons. Cependant, les opérations continuent sur les arrières des troupes britanniques, où les Khyber Rifles, cette troupe indigène qui avait jusque-là servi avec loyauté, subit des défections qui obligent le commissaire en chef de la province du nord-ouest George Roos-Keppel (en poste de 1908 à 1919) à désarmer et à dissoudre ce corps. Des troubles se font également jour autour de Peshawar, ce qui amène Chelmsford à choisir de mener la guerre en Afghanistan jusqu'à Jalalabad pour porter un coup direct sur les racines mêmes de la subversion. Mais dès que cette décision est prise, les Afghans lancent des attaques plus au sud, l'une dans le Kurram et l'autre contre Quetta.

Vers Quetta, les Britanniques réagissent en traversant la frontière et en s'emparant de la forteresse de Spin Boldak le 27 mai, anticipant ainsi toute action afghane au sud. La bataille qui s'engage fait ressortir la parfaite gestion de la manœuvre et de la coordination des armes par les Britanniques du général Wapshare, tout comme l'esprit de résistance du bataillon afghan, qui se fait quasiment anéantir sur place et crée ainsi un fait d'armes entré dans la mémoire nationale. Reste la possibilité d'une attaque plus au sud contre la vallée de Tochi défendue par la milice du Nord-Waziristan. Mais cette unité ne peut tenir ses positions sans le renforcement de troupes régulières qui ne peuvent être envoyées, aussi finit-elle par se révolter à l'annonce du retrait. La mutinerie se répand dans toute la région, en particulier autour de Wana, la base de la milice du Sud-Waziristan où les cipayes s'emparent du trésor et d'un dépôt de munitions. Toutes les unités au service des Britanniques qui sont de recrutement local et sur lesquelles repose la sécurité de la frontière sont alors dissoutes, dont les Khyber Rifles.

Mais face à l'offensive de Nadir Khan, commandant du front du sud et futur émir d'Afghanistan (de 1929 à 1933), qui met le siège devant Thal le 27 mai, une nouvelle division britannique venue de Lahore pour marcher sur Jalalabad est envoyée à Kurram, d'où le général Dyer part faire lever le siège de Thal. D'une qualité variable, ses formations sont composées de territoriaux en attente de démobilisation et de faibles troupes indigènes mais aussi de solides Gurkhas et de Pendjabis. Même si ce général a vu sa réputation souffrir de la répression d'Amritsar, il sait mobiliser ses forces disparates, et malgré les grandes difficultés du terrain, il atteint rapidement les routes au nord et au sud de Thal, routes qu'il trouve bloquées par les Afghans, contre lesquels il lance des attaques d'infanterie bien soutenues par son artillerie. Il force Nadir Khan à se replier en lançant ses voitures blindées et son aviation à sa poursuite. Un armistice est conclu le 3 juin, ce

qui n'empêche pas Dyer d'être relevé. Il meurt quelques années plus tard en Angleterre, toujours entaché par l'affaire d'Amritsar.

Le soulèvement antibritannique qui se développe parmi les tribus pachtounes dans la zone de frontière – avec ce que cela implique pour la stabilité du nord de l'Inde – persuade Londres qu'il est temps de cesser les hostilités. Le gouvernement de Dehli ordonne alors à la force principale de limiter son offensive jusqu'à Jalalabad. Dans le même temps, la progression et l'efficacité militaire des Britanniques en Afghanistan ainsi que leur capacité à bombarder par la voie des airs des objectifs dans la profondeur, y compris Kaboul, amènent Amanullah à rechercher au plus vite une issue au conflit. En effet, le 24 mai, le capitaine Robert « Jock » Halley, qui avait amené d'Angleterre en plus d'un mois de transit un bombardier Handley PageV/1500, peut décoller d'Ambala en Inde et, après un vol de trois heures, lancer 20 bombes sur Kaboul, détruisant sa seule usine de munitions et la tombe de l'émir Habibullah, causant en outre des dommages au palais d'Amanullah. L'effet psychologique est bien plus important que les destructions et conduit l'émir, le 28 mai, à demander la paix. L'armistice est accordé le 3 juin, puis une conférence de paix s'ouvre à Rawalpindi, où un traité est conclu le 8 août 1919. Les termes en sont simples et généreux : aucune réparation n'est demandée, les Britanniques ne cherchant en réalité qu'à garantir l'intégrité de leur frontière.

Les Afghans obtiennent gain de cause à leur principale revendication : pouvoir conduire leur propre politique étrangère, et ils acceptent de ne plus interférer dans les affaires politiques des tribus de la frontière nord-ouest. Ils doivent en outre retirer leurs troupes à 30 kilomètres de la ligne Durand. Si les deux parties en confirment le tracé, le traité stipule également que cette guerre annule tous ceux qui ont été signés avant elle. Enfin, des forces britanniques peuvent bel et bien rester en Afghanistan. En revanche, Amanullah ne perçoit plus les subsides annuels de la Couronne et il lui est interdit d'importer des armes et des munitions des Indes. Cette guerre avait

mobilisé 340 000 soldats chez les Britanniques et causé 1 750 pertes indiennes et britanniques, dont 500 morts à cause du choléra.

Au bilan de ces guerres anglo-afghanes, il demeure que, malgré la réoccupation de Kaboul en 1842 par l'armée du général Pollock, la réputation des armes britanniques a considérablement souffert de la retraite de l'armée d'Elphinstone, laquelle a clairement montré que les fameux régiments britanniques pouvaient être vaincus par des armées locales. Cette guerre n'obtient finalement rien malgré de lourdes dépenses et des pertes militaires considérables – en revanche, elle engendre un ressentiment durable contre la Grande-Bretagne. La réalité du désastre politique se révèle quand Dost Mohammed retourne sur le trône, avec d'ailleurs l'accord de Londres, juste un an après la disparition de l'armée de l'Indus. Cependant, il ne cherche pas à exploiter la faiblesse de la Compagnie des Indes au moment de la grande mutinerie de 1857, ce qui permet aux Britanniques d'engager également toutes leurs troupes lors des guerres contre les Sikhs entre 1845 et 1849. Le « changement de régime », selon la terminologie moderne, qui est envisagé en 1838, montre sa vanité parce que deux questions centrales ne sont pas correctement appréciées. L'une porte sur la réaction des tribus afghanes férocement rebelles face à l'imposition d'un ancien dirigeant afghan. Deuxièmement, l'engagement des forces anglo-indiennes pour protéger un régime imposé de l'extérieur porte en lui son échec, comme l'ancien gouverneur de Bombay, Mountstuart Elphinstone, le rappelle : « Si vous envoyez 27 000 hommes par la passe de Bolan vers Kandahar, je n'ai pas de doute que vous prendrez Kandahar et Kaboul et que vous installerez Shah Shuja. Mais pour les maintenir dans un pays éloigné, pauvre mais puissant, parmi des Afghans turbulents, je pense que c'est sans espoir. » En somme, cette guerre atteint le prestige et la légitimité du pouvoir de la Couronne en Inde, qui s'appuient sur sa suprématie militaire. La retraite de Kaboul ne peut plus être effacée par les victoires obtenues par Pollock, Nott et Sale en 1842, et rien ne peut faire oublier les

16 000 corps étendus entre Kaboul et Jalalabad. Seule une poignée de cipayes reviennent d'Afghanistan, lestés de récits détestables sur l'incompétence du commandement et d'exemples de lâcheté qui fragilisent sérieusement les liens qui existent entre la troupe et les officiers britanniques. La grande mutinerie de 1857, qui se situe à seulement quinze ans de distance, y trouve donc des germes qui renforcent d'autres insatisfactions.

En ce qui concerne l'origine de la deuxième guerre anglo-afghane, dont l'objectif était d'écarter l'influence russe en Afghanistan, elle apparaît tout aussi fallacieuse que les raisons qui motivaient la première. L'imposition d'un résident britannique à Kaboul ne parvient pas à masquer l'illusion de victoire de la première campagne obtenue par le traité de Gandamak du 26 mai 1879. Il faut une sérieuse réaction militaire pour reprendre de l'ascendant sur les Afghans après le massacre du résident britannique Cavagnari. Même si des parallèles existent entre ces deux guerres, d'un point de vue militaire la seconde paraît s'achever par une meilleure image des qualités des armées britanniques. Cependant, le trésor des Indes est tout autant ponctionné et les 8 000 morts de la guerre – dont 1 850 tués au combat et les autres de maladie – représentent également un très lourd bilan. L'armée britannique subit néanmoins un échec en rase campagne avec la défaite de Maiwand, et les affrontements plus classiques, qui s'écartent du schéma de la guérilla, démontrent aussi de réelles capacités militaires afghanes. Après le retrait de toutes les garnisons d'Afghanistan, l'occasion s'offre pour Abdur Rhaman de consolider son pouvoir dans tout le pays, malgré quelques concessions territoriales dans des régions importantes comme Pishin et Sibi, près de Quetta, et la vallée de Kurram, avec un droit de regard sur la passe de Khyber. Les relations avec l'émir semblent alors s'établir convenablement, à tel point que les officiels britanniques pensent que les Afghans sont bien disposés à leur égard – tout au moins face à une influence britannique limitée dans les affaires afghanes,

ce qui démontre une autosatisfaction assez caractéristique des puissances étrangères dans les affaires locales. Cependant, Abdur Rahman sait utiliser l'argent et l'armement anglais pour imposer son emprise sur d'autres Afghans. Il n'y a plus de troubles sérieux entre les Indes et l'Afghanistan sous son règne, et les Russes n'interfèrent pas vraiment dans ses affaires. Paradoxe afghan : à peine partis, les Britanniques sont sollicités par les différentes factions en conflit, qui recherchent leur appui. À partir de novembre 1880, Ayub Khan de Kandahar multiplie ainsi les messages vers Saint-John, le résident britannique, de même que les Hazaras chiites, qui craignent la domination pachtoune, et le khan de Kunar, la vallée pachtoune proche de Peshawar, qui offre son alliance si la Couronne l'arme pour faire sécession avec Kaboul. Les réponses de Saint-John sont évasives : « Je n'ai pas reçu d'instructions. » Au terme de quarante ans d'expérience en Afghanistan, les Anglais en sont devenus des experts. Ils décident qu'Abdur Rhaman doit gagner la partie – et il la gagne. Très lucidement, « l'émir d'acier » écrit plus tard dans son autobiographie publiée à Londres en 1900 : « Mon peuple est ignorant et fanatique. Si je montre mon penchant envers les Anglais, mon peuple me traitera d'infidèle qui s'est joint à des infidèles, et déclarera contre moi une guerre sainte. »

Enfin, en 1919, l'émir Amanullah sait transformer sa déroute militaire en victoire aux yeux des Afghans. D'après le compte rendu officiel britannique, « il y a de nombreux exemples où des nations, vaincues dans une guerre, ont revendiqué des succès d'un niveau bien plus grand que des études historiques pourraient le montrer, mais il est rare qu'une nation fût allée aussi loin pour se proclamer victorieuse quand elle a été vaincue[12]. » Amanullah distribue généreusement des médailles à ses généraux vaincus et fait ériger une grande colonne avec un lion enchaîné censé représenter la Grande-Bretagne. Elle doit symboliser la bataille de Thal, où le commandant afghan Nadir Shah avait pourtant fui avec ses troupes devant le général Dyer. L'émir est ainsi présenté à ses sujets comme le chef afghan

qui a battu le puissant Empire britannique et reconquis la liberté de son pays. Bien plus, après la ratification du traité de Rawalpindi, Amanullah enregistre une autre victoire de la communication quand la Russie soviétique, le grand ennemi des Britanniques en Afghanistan, devient le premier pays à reconnaître le nouvel État indépendant d'Afghanistan. Puis la révolution russe change la donne en Asie centrale et même si « Lawrence d'Arabie », qui sert dans la région comme simple mécanicien d'aviation en 1920, estime que la guerre avec l'Union soviétique paraît probable, Moscou a davantage besoin de bonnes relations avec Londres qu'il ne souhaite en avoir avec Kaboul.

Après ces guerres contre la Grande-Bretagne, les Afghans montrent qu'ils peuvent être vaincus mais jamais dominés. En 1919, les Britanniques ne peuvent plus sérieusement envisager de s'emparer de Kaboul pour symboliser leur victoire. En fin de compte, même si certains Afghans peuvent s'allier à la puissance étrangère dominante en raison d'intérêts ponctuels, l'ensemble du public finit toujours par applaudir le vainqueur du Bouzkachi, un équivalent sauvage et (presque) sans règles du polo. C'est donc sans doute pour cela qu'en août 2021, deux grandes figures afghanes de la guerre américaine, l'ancien président Hamid Karzai et Abdullah Abdullah, l'ancien chef de l'exécutif afghan et bras droit du commandant Massoud, restent à Kaboul pour accueillir les talibans vainqueurs. Ils y vivent toujours.

DEUXIÈME PARTIE

L’URSS S’IMPOSE ET PERD

CHAPITRE 4

L’emprise soviétique sur l’Afghanistan

Un intérêt stratégique dès la révolution soviétique

L’Empire britannique sort exsangue de la Première Guerre mondiale, ce qui permet à l’Afghanistan d’obtenir son indépendance totale en 1919-1921 par les traités de Rawalpindi (8 août 1919) et de Kaboul (2 décembre 1921). Dès 1919, la Russie soviétique lui apporte son soutien sous la forme d’une assistance en argent, en armement – y compris par la fourniture de quelques avions. L’Afghanistan est alors l’un des premiers pays à établir des relations diplomatiques avec la république soviétique : en 1919, encore, un envoyé du roi Amanullah rencontre Lénine. Le premier traité d’amitié entre Moscou et Kaboul est signé en février 1921.

Les réformes et la modernisation du pays conduites par Amanullah provoquent une révolte qui éclate en novembre 1928 et le chasse du pouvoir. Un « bandit » tadjik, chef de pillards des montagnes au nord de Kaboul, prend alors le pouvoir et se voit attribuer le surnom de « fils du porteur d’eau », *Batcha Saqao*. Proclamé émir sous le nom de Habibullah II, il est le premier et dernier non-pachtoun à régner sur

l'Afghanistan. Le 1er avril 1929, la presse soviétique le dénonce comme un réactionnaire placé sur le trône par la Grande-Bretagne et proclame son soutien à Amanullah. Le 15 avril, des soldats soviétiques revêtus d'uniformes afghans traversent la frontière septentrionale et livrent une série de combats autour de Mazar-e Sharif. Mais quand Amanullah décide de s'enfuir à l'étranger, la poursuite de l'expédition se révèle inutile et Staline ordonne au détachement soviétique de se retirer. En juin 1930, les Soviétiques envoient de nouveau une force pour poursuivre le chef basmatchi, Ibrahim Beg [*1]. Cet incident provoque la signature d'un second accord en 1931 : le traité de neutralité et de non-agression entre le gouvernement soviétique et le nouveau roi Nadir Shah. Mais celui-ci, comme d'ailleurs son fils qui lui succède, garde ses distances avec les Soviétiques. Nadir Shah essaie ainsi de maintenir un équilibre avec les Britanniques, qui lui fournissent une aide militaire en 1931. L'Afghanistan développe aussi ses relations avec l'Allemagne, l'Italie et le Japon, mais ce sont les Allemands qui occupent la première place en termes de présence étrangère à la veille de la Seconde Guerre mondiale – pendant laquelle l'Afghanistan demeure neutre.

La grande expansion de l'engagement soviétique débute sous le gouvernement de Mohammed Daoud (1953-1963), cousin du dernier roi d'Afghanistan (de 1933 à 1973) Zaher Shah. Celui-là prend les fonctions de Premier ministre en 1953 et entreprend de moderniser le pays et de développer ses relations économiques avec l'Union soviétique. Quand en octobre 1954 le secrétaire d'État américain Foster Dulles repousse définitivement une demande d'assistance militaire de Kaboul, Daoud accepte en janvier 1955 l'offre soviétique d'équiper entièrement l'armée afghane et de former son état-major. La visite à Kaboul, en décembre 1955, de Khrouchtchev – premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique – et de Boulganine – président du Conseil des ministres – scelle l'entente militaire soviéto-afghane. En 1956,

un accord est signé et la « soviétisation » des forces armées va de pair avec leur modernisation. En 1961, l'Afghanistan commence à envoyer des personnels se former en URSS, et en 1963 la présence d'officiers soviétiques est devenue très visible sur son sol. À la fin des années 1960, 7 000 officiers afghans ont déjà suivi des cours de formation en URSS et en Tchécoslovaquie. L'assistance économique soviétique se concrétise aussi par des réalisations de portée stratégique comme la construction de la route circulaire principale qui relie Kaboul aux grandes villes du pays, ainsi que par l'ouverture du tunnel de Salang, sur la route de Termez vers la frontière soviétique. Les projets russes se concentrent au nord de l'Afghanistan où les routes de Termez à Kaboul et de Kushka vers Herat et Kandahar sont construites sur des standards militaires, comme d'ailleurs tout ce qui se fait en URSS. À partir de 1972, une centaine de conseillers et de spécialistes sont envoyés dans les forces armées afghanes, s'ajoutant aux mille cadres et ingénieurs civils qui travaillent déjà en Afghanistan. Ces programmes permettent bien évidemment d'imprégner idéologiquement le corps des officiers, ce qui contribue aussi à favoriser le coup d'État de 1978, tout en établissant une base de cadres qui restent par la suite très proches de l'URSS puis de la Russie. En 1978, Kaboul dispose d'une armée de 100 000 hommes et d'une aviation de 10 000 hommes équipées de matériel soviétique qui, s'il n'est pas récent, apparaît toutefois comme assez moderne[1]. C'est donc la combinaison des initiatives diplomatiques, de l'aide économique et de l'assistance militaire qui établit une dépendance substantielle de l'Afghanistan vis-à-vis de l'URSS.

En 1963, le Premier ministre Daoud démissionne sous la pression du roi, en premier lieu à cause de son intransigeance sur la question du Pachtounistan[*2], mais aussi parce que le clan royal est résolu à rétablir un équilibre politique international trop compromis au profit des Soviétiques. Les dix années qui s'étendent de 1963 à 1973 marquent pour les Afghans l'âge d'or du neutralisme avec l'adoption d'une Constitution démocratique

en 1964. Kaboul avait alors établi un équilibre diplomatique entre les Russes et les Américains tout en ayant largement atténué les querelles avec le Pakistan. Cependant, dans la nuit du 16 au 17 juillet 1973, alors que le roi Zaher Shah séjourne en Italie, un coup d'État met un terme à la monarchie. Le général Mohammed Daoud proclame la république d'Afghanistan, dont il devient à la fois le président et le Premier ministre. La prise de pouvoir et l'installation de la « dictature de Daoud » ne semblent toutefois pas apporter de changement dans les relations avec l'URSS : un certain nombre de ses conseillers appartiennent ou ont des liens avec le Parti démocratique du peuple afghan (PDPA), véritable parti communiste, et son premier cabinet ministériel comporte une proportion importante de membres de ce parti. Daoud effectue sa première visite officielle en URSS en juin 1974, ce qui permet au Politburo, à travers les canaux du KGB[2], de demander à ses relais de coopérer avec le régime républicain. En 1974, Daoud abat sa répression contre la contestation islamiste que le roi avait pour sa part tolérée. Les responsables islamistes, qui deviendront les chefs de la résistance, s'enfuient alors au Pakistan. Pendant sa seconde période de gouvernement, Daoud prend subtilement ses distances avec l'URSS et cherche ailleurs plus d'assistance, en particulier auprès de l'Arabie saoudite. C'est pourquoi les relations se détériorent quand il rencontre Brejnev, le secrétaire général du Parti communiste soviétique, à Moscou, en avril 1977, lequel exprime son mécontentement devant les réticences de Daoud à inscrire sa politique en des termes de stricte soumission.

Instrument majeur de la crise afghane, le Parti démocratique du peuple afghan, rebaptisé en 1990 le « Watan » (« patrie »), est constitué en janvier 1965 à Kaboul. Celui-ci se scinde en deux factions antagonistes : le « Khalq » (le « peuple »), de tendance radicale, et le « Parcham » (le « drapeau »), qui ne se réunissent jamais réellement, sauf pour une brève période en 1977 et en 1978, avant le coup d'État. Cette dernière année, le PDPA est un petit parti dans lequel le « Khalq » de Nur Mohammed Taraki,

diplômé de l'université de Columbia aux États-Unis, et de Hafizullah Amin compte 2 500 membres, alors que le « Parcham » de Babrak Karmal et de Mohammed Najibullah oscille entre 1 000 et 1 500 adhérents. Cependant, en raison de la pénétration de la sphère militaire par les Soviétiques, en particulier auprès des officiers des unités blindées et de l'aviation, l'élite de l'armée est gagnée à la fraction « Khalq » et participe à l'idée du renversement de Daoud.

La Constitution républicaine promulguée en février 1977 avait mis le PDPA hors la loi. Quand Daoud ordonne l'arrestation de ses responsables, il précipite le coup d'État – ou révolution de « Saur[*3] » – du 27 avril 1978 préparé par Hafizullah Amin, au cours duquel il est tué ainsi que sa famille. Pour Moscou, cette révolution est apparemment inattendue et rien ne permet d'indiquer que des conseillers soviétiques y aient directement participé[3]. Néanmoins, ses orientations très socialistes et son intention de « liquider l'influence du néocolonialisme et de l'impérialisme » amènent la reconnaissance immédiate du nouveau régime par l'URSS, l'Inde et les pays du bloc de l'Est. Devenu président du Conseil révolutionnaire de la république démocratique d'Afghanistan à partir du 30 avril 1978, Nur Mohammed Taraki déclare que « l'Afghanistan suivra les principes du marxisme-léninisme et qu'il appartiendra au camp socialiste ». Le 5 décembre 1978, il signe à Moscou un accord sur « l'amitié, le bon voisinage et la coopération » qui permet au gouvernement afghan de demander à l'URSS une assistance militaire directe et qui pose de fait la base juridique qui permet de justifier pour Moscou l'entrée des forces soviétiques en 1979[4]. En avril 1978, il apparaît aux yeux des observateurs que l'Union soviétique prend un net avantage dans le « Grand Jeu » et qu'elle réalise une avancée majeure en direction de l'océan Indien.

La nouvelle direction politique afghane se révèle doctrinaire et sectaire et doit rapidement faire face à la résistance traditionnelle des paysans et des montagnards. Un système de terreur est alors lancé sur deux fronts, à la fois

contre les éléments traditionnels, en particulier contre les membres du clergé inspirés par les Frères musulmans et l'ayatollah iranien Khomeiny, et simultanément contre l'ennemi de « l'intérieur », en tout premier lieu contre la branche des Parchamis du PDPA. Nombre d'entre eux sont alors jetés en prison ou exilés, tel Babrak Karmal qui est nommé ambassadeur en Tchécoslovaquie. Les officiers du KGB affectés en Afghanistan s'inquiètent rapidement du système de terreur de Taraki et de ses tentatives accélérées de réformer brutalement la société afghane qui précipitent le pays dans le chaos. Boris Ponomarev, chef du département des relations internationales du Comité central du Parti communiste soviétique, se déplace à Kaboul en septembre 1978 pour presser Taraki de « cesser la répression de masse, qui a pris des proportions croissantes à la suite de la révolution en Afghanistan, y compris contre les membres du Parcham ».

Premiers engagements militaires soviétiques

Parallèlement à ces bouleversements politiques, pointent les prémices de l'engagement militaire soviétique. Vers la fin de 1978[5], une délégation conduite par le général Ivan Pavlovsky[*4], adjoint du ministre de la Défense et commandant des forces terrestres soviétiques, accompagné du général Alexei Yepishev[*5], transmet les inquiétudes du gouvernement soviétique auprès de Taraki sur la déstabilisation du pays. Elles se renforcent rapidement quand le 17 mars 1979, à Herat, lors d'une véritable rébellion contre le pouvoir central, une centaine de Soviétiques, pour la plupart des conseillers techniques, sont assassinés. Les unités loyales à Taraki occupent le centre de la ville et l'aviation bombarde les casernements de la 17e division afghane mutinée. Le Politburo commence alors à évaluer la

situation dans une série de réunions dont la première, réunie en urgence ce 17 mars, analyse avec clairvoyance les fondements de la crise et ses possibles conséquences, en abordant les risques d'un engrenage inévitable et d'une escalade incontrôlable. Dimitri Oustinov[*6], le ministre de la Défense, Andreï Gromyko, ministre des Affaires étrangères, et Iouri Andropov, directeur du KGB, envisagent alors plusieurs options de soutien, y compris le déploiement de troupes en Afghanistan, mais avec une extrême réticence. Même si la direction soviétique sait que les conditions d'une intervention sont particulièrement défavorables, l'engrenage se met progressivement en place en posant comme principe qu'un recul d'influence, voire la perte de l'Afghanistan, serait inacceptable après soixante années de coopération. La direction moscovite, qui s'appuie sur les évaluations de ses représentants, en particulier sur celles du KGB relayées par Andropov, dresse le constat des graves lacunes des forces de sécurité afghanes malgré tous les efforts de formation effectués par les Soviétiques. Les ingérences extérieures sont clairement mentionnées comme une menace envers le régime en place : « Des bandes de saboteurs et de terroristes infiltrés du Pakistan, entraînés et armés, non seulement avec la participation de forces du Pakistan, mais aussi de Chine, et des États-Unis d'Amérique et d'Iran. » Outre ces constats, les membres du Politburo ont parfaitement identifié la forme d'opposition à laquelle ils devraient faire face : « La direction afghane n'a pas suffisamment évalué le rôle de l'Islam fondamentaliste, estime Oustinov, c'est sous la bannière de l'Islam que les soldats se tournent contre le gouvernement. » Tout au long de 1979, les dirigeants afghans ne vont plus cesser de réclamer l'intervention de leur allié soviétique. Moscou cherche d'abord à l'éviter en les soutenant par des recommandations et en leur proposant des solutions exprimées selon la rhétorique marxiste, comme « la mobilisation des forces laborieuses capables de soutenir le régime ». Le ministre des Affaires étrangères, Gromyko, est conscient qu'une telle ingérence ne peut que ruiner la détente

et les efforts de désarmement tout en amenant la condamnation des pays non alignés. Tous ces arguments sont suivis par les autres membres du Politburo dont le maréchal Oustinov, qui conclut que : « La seule chose à faire, c'est d'exclure toute possibilité de déployer des troupes. » Finalement, les Soviétiques répondent en accroissant leur aide économique, en apportant une assistance militaire gratuite et en proposant de livrer des hélicoptères d'attaque Mi-24, qui ont déjà fait leurs preuves contre les rebelles érythréens en Éthiopie, tout en portant de 550 à 3 000 le nombre des conseillers militaires. Malgré ces premières mesures, la décomposition de l'armée de la république démocratique d'Afghanistan s'accélère, et une brigade complète de la 7e division mécanisée fait défection vers l'insurrection. D'autres unités abandonnent le régime de Kaboul, y compris parmi les meilleures unités de parachutistes et de commandos. À la fin de l'année, les effectifs de l'armée se réduisent de moitié et passent de 90 000 à environ 40 000 hommes. La moitié du corps des officiers a rejoint la rébellion ou a été épurée. À l'automne, tout le nord-est du pays se trouve hors du contrôle du gouvernement.

Après sa visite à Moscou en septembre 1979, la direction soviétique choisit de soutenir Nur Mohammed Taraki, qu'elle met en garde contre les menées subversives de son Premier ministre Hafizullah Amin. Mais quand Taraki retourne à Kaboul, il échoue à écarter son rival Amin, qui se débarrasse physiquement de lui le 16 septembre 1979 et prend le pouvoir. Le nouveau président conduit alors une politique de terreur contre ses opposants – l'opposition islamique et les membres de la fraction « Parcham » du PDPA – ainsi que contre les partisans de Taraki, ce qui provoque des désertions massives et la multiplication des opposants. Dans un premier temps, les dirigeants soviétiques sont tentés de se sortir au mieux de la situation en recommandant à leurs représentants d'accepter la consolidation du pouvoir par Amin comme un fait accompli, sans soutenir par ailleurs les menées répressives du gouvernement afghan. Comme Amin

se révèle de plus en plus un partenaire incontrôlable qui refuse de prendre en compte les appels à la modération lancés par Moscou, Oustinov et Andropov commencent à partir d'octobre à revenir sur le principe de non-engagement de troupes. Ils forment alors le groupe d'influence qui est favorable à l'intervention et parviennent manifestement à convaincre Gromyko d'adopter leur position.

Vers l'intervention militaire de 1979

Le jeu de rivalités des grandes puissances

L'intervention soviétique en Afghanistan est présentée par le nouvel acteur américain du « Grand Jeu » comme la marque de l'expansionnisme historique russe. La présence militaire dans cette région n'est alors à leurs yeux qu'une première étape vers la potentielle mainmise soviétique sur les ressources pétrolières iraniennes, vers l'accès aux ports des mers chaudes et la prise d'une position stratégique sur le golfe Persique. Cette argumentation est ainsi particulièrement utilisée pour justifier un engagement américain et un soutien à la résistance. Dans les analyses effectuées pour la Maison Blanche en décembre 1979, cette idée revient régulièrement, en particulier dans la note que Zbigniew Brzeziński, conseiller à la Sécurité nationale du président des États-Unis, transmet au président Carter le 26 décembre, citant « le vieux rêve de Moscou d'obtenir un accès direct à l'océan Indien ». Les Soviétiques sont conscients de la récurrence de cette thèse, c'est pourquoi, dès le 23 juin 1980, lors du plénum du Comité central du Parti communiste, Brejnev déclare que les États-Unis accusent à tort l'URSS de vouloir mettre la main sur les gisements pétroliers et de chercher à obtenir un accès aux mers chaudes. À

l'inverse, il considère la présence américaine dans l'océan Indien comme une menace pour la sécurité de l'URSS qui va à l'encontre des efforts de stabilisation du Moyen-Orient, confirmant ainsi l'extrême sensibilité de cet espace de rivalité entre les deux puissances antagonistes de la guerre froide. Cette perception par Moscou du risque de changement d'orientation politique de Kaboul et de l'ingérence américaine trouve un fond de vérité quand Robert Gates, ancien directeur de la CIA, précise dans ses mémoires que l'assistance aux moudjahidines débute six mois avant l'intervention soviétique. Zbigniew Brzeziński le confirme également, rappelant que le président Carter a signé le 3 juillet 1979 la première directive qui lance le soutien apporté aux opposants au régime prosoviétique de Kaboul : « Cette opération secrète était une excellente idée. Elle a eu pour effet d'attirer les Russes dans le piège afghan. » Il le reconnaît d'ailleurs en 1998 : « Nous n'avons pas poussé les Russes à intervenir, mais nous avons sciemment augmenté la probabilité qu'ils le fassent. » Puis après le franchissement de la frontière, il estime que « nous avons maintenant l'occasion de donner à l'URSS sa guerre du Vietnam[6] », inaugurant ainsi une stratégie de conflit indirect avec l'URSS. Dans ce contexte régional, certains Soviétiques pensent aussi qu'à la suite de la rupture stratégique provoquée par la chute du shah d'Iran, les Américains cherchent à s'implanter en Afghanistan pour y trouver un point d'appui de substitution. D'autres estiment également que le nouveau président Hafizullah Amin se prépare à engager des relations plus approfondies avec les États-Unis, voire qu'il est un « agent » américain. Dans un mémorandum adressé à Brejnev au début de décembre 1979, Andropov indique que des informations qualifiées d'alarmantes circulent dans les milieux diplomatiques à Kaboul sur des activités secrètes entreprises par Amin et sur un possible retournement de sa politique vers l'ouest. Le général d'armée Valentin Ivanovich Varennikov[*7] expose alors les risques stratégiques d'un tel basculement d'alliance : « Amin pourrait se rapprocher des Américains et les laisser installer des

systèmes de renseignement électroniques pour remplacer ceux qu'ils avaient perdus en Iran. Ils seraient alors capables de surveiller nos essais de missiles en Asie centrale, ce qui aurait mis l'URSS dans une position délicate. » Amin aurait alors pu reproduire le scénario égyptien de 1973, en expulsant les conseillers soviétiques, une éventualité qui revient fréquemment dans les conversations du Comité central. Par ailleurs, la décision effectivement prise le 12 décembre 1979, dans le cadre d'une réunion des ministres de la Défense et des Affaires étrangères de l'OTAN, de déployer en Europe des missiles de moyenne portée « Pershing 2 » ainsi que des missiles de croisière est perçue par Moscou comme un facteur supplémentaire de pression qui oriente aussi le choix des Soviétiques vers une intervention en Afghanistan.

Pour ajouter à la confusion entre les perceptions et les faits, Amin fait un appel explicite vers Washington dans un entretien au *Los Angeles Times*, le 25 octobre 1979, dans lequel il dit vouloir « que les États-Unis d'Amérique considèrent avec réalisme les affaires de cette région et nous fournissent une assistance[7] ». Il n'en demeure pas moins que les tensions qui se multiplient dans la région troublent la vision de Moscou, et l'ambiguïté de la position du président afghan accentue les inquiétudes soviétiques. Ainsi, le 2 décembre 1979, ce dernier demande l'envoi d'un régiment soviétique pour affronter une rébellion dans le Badakhshan qu'il estime être soutenue par la Chine et le Pakistan. Le 6 décembre 1979, le Politburo reçoit une autre demande d'Amin pour que soit envoyé un bataillon du GRU[8] en uniforme soviétique, afin d'assurer la protection de sa résidence[*8]. Malgré toutes ces contradictions et ces démentis sur le positionnement américain faits au cours de l'été 1979, le gouvernement Carter choisit d'aider la résistance afghane, et l'administration Reagan installée en 1981 hérite d'un programme d'assistance militaire né avant l'intervention militaire soviétique. Finalement, le 7 avril 1980, le Comité central du Parti communiste soviétique justifie officiellement son entrée

militaire en Afghanistan par le fait que « l'intervention a permis d'écarter une menace militaire aux frontières de l'URSS et elle a mis un terme à la politique aventuriste d'Amin, qui aurait amené le discrédit sur les objectifs de la révolution, à l'abandon de la coopération avec l'Union soviétique et à l'établissement de relations étroites avec l'Occident et que la défense du régime révolutionnaire en République démocratique d'Afghanistan constitue la première mission des forces soviétiques ».

Si Moscou tente de justifier *a posteriori* son intervention, le gouvernement soviétique a pourtant très lucidement anticipé les conséquences désastreuses que son entreprise allait provoquer. Pourtant, malgré leur acuité, elles sont étonnamment écartées face à l'urgence de la situation. Ainsi, dès la réunion du Politburo du 20 mars 1979, le président du Conseil des ministres de l'URSS Kossyguine s'adressant à Taraki a très exactement évalué les risques de l'intervention : « Si nous faisons entrer nos troupes, la situation va s'aggraver, nous devrons combattre les agresseurs étrangers, mais aussi votre propre peuple et dès que nous franchirons la frontière, la Chine et d'autres agresseurs [sous-entendu, les Américains et les Pakistanais] vont se déchaîner. Nos ennemis n'attendent que le moment où nous déploierons des troupes, ce qui leur donnera une excuse pour envoyer des troupes hostiles au gouvernement afghan. » Tout au long de l'année 1979, la classe dirigeante soviétique confirme ses réticences à engager des unités de combat, quel que soit leur volume. Entre le 14 avril et le 1er décembre, Taraki et Amin font au moins seize demandes officielles pour obtenir un soutien militaire. Le 28 juin, un pas vers l'intervention est pourtant franchi quand le groupe des quatre membres de la commission du Politburo sur l'Afghanistan (composée du directeur du KGB Andropov, du ministre des Affaires étrangères Gromyko, du ministre de la Défense Oustinov et du directeur du département international du Comité central Ponomarev) admet que les moyens militaires constituent en réalité le principal soutien qui peut être accordé au gouvernement afghan

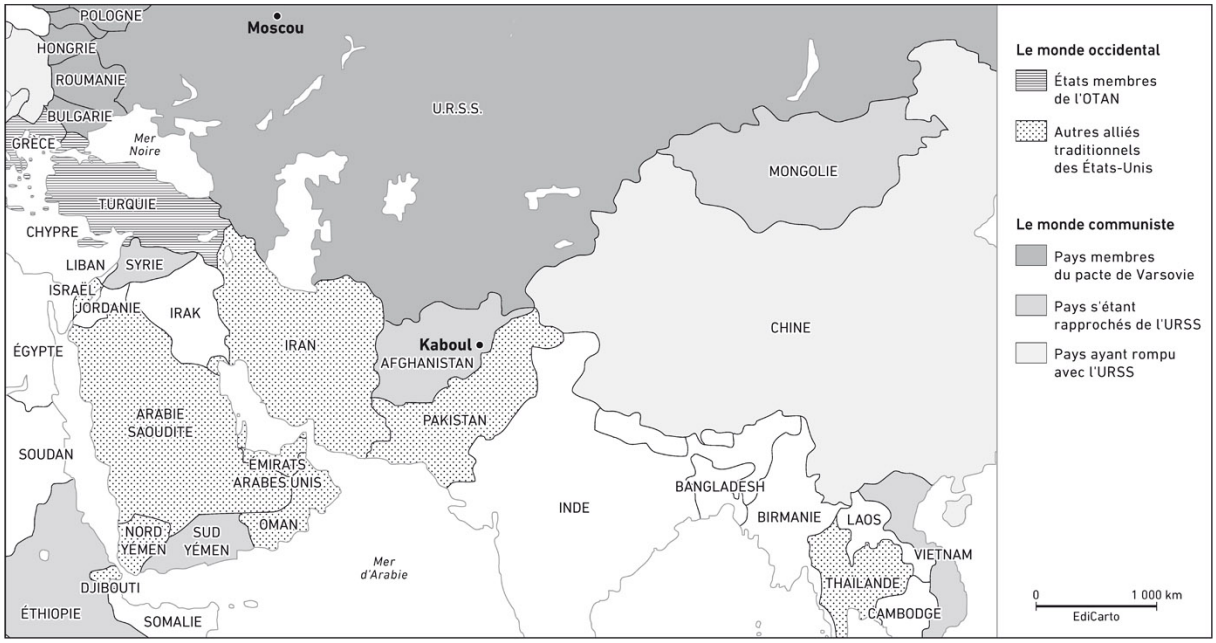
pour affronter la contre-révolution. Il est aussi prévu d'envoyer un bataillon de parachutistes revêtus d'uniformes afghans pour assurer la protection des escadrilles soviétiques implantées sur l'aérodrome de Bagram. En application de cette recommandation, le GRU y envoie effectivement au début du mois d'août un détachement spécial dont la mission est d'intervenir en cas d'aggravation de la situation pour défendre les installations gouvernementales.

Malgré leurs dissensions, les Soviétiques interviennent

L'engrenage de l'intervention s'enclenche malgré tout quand, le 1er août 1979, l'ambassadeur Pouzanov, le représentant du KGB, le lieutenant général Ivanov et le lieutenant général Gorelov[*9], chef de la mission d'assistance militaire, proposent qu'en fonction d'un possible accroissement du volume des bandes rebelles en août-septembre, il soit possible de répondre favorablement à la demande d'Amin et, par conséquent, d'envoyer une brigade spéciale à Kaboul. Mais Amin accentue encore la pression, et le 11 août, lors d'une nouvelle rencontre avec Gorelov, il réitère sa demande d'un déploiement rapide d'unités soviétiques à Kaboul afin de « relever le moral, inspirer confiance et restaurer le calme ».

La décision d'envoyer des forces en Afghanistan ne suscite pas plus d'enthousiasme chez d'autres responsables militaires. Le chef de l'état-major général, le maréchal Ogarkov, son premier adjoint le maréchal Akhromeev[*10] et le directeur des opérations, le général Varennikov, rejettent cette option pour des raisons opérationnelles. Dans le même temps, les Soviétiques qui sont déjà des vétérans d'Afghanistan sont progressivement mis à l'écart. Ainsi l'ambassadeur Pouzanov[*11] doit-il quitter l'Afghanistan « en raison de ses multiples demandes », mais c'est surtout après qu'Amin a

déclaré ouvertement que « l'ambassadeur soviétique soutient l'opposition, il me nuit ». Le 26 novembre, le nouvel ambassadeur Fikrat Akhmedjanovich Tabeev, musulman et ancien premier secrétaire du comité régional du parti communiste du Tatarstan, arrive à Kaboul, où il se trouve aussitôt plongé dans le tourbillon des événements. Pouzanov rentre le 21 novembre à Moscou, mais il n'est pas reçu par la direction gouvernementale en raison d'une mauvaise évaluation de son action et des erreurs d'analyse qui lui sont attribuées et qui vont entraîner des conséquences dramatiques. Peu de temps après, le même sort est infligé au général-lieutenant Gorelov, « conseiller militaire principal des forces armées d'Afghanistan », en place depuis 1975, qui est remplacé au mois de novembre par le commandant de la région militaire du Baïkal, le général colonel Magometov [*12].



L'Asie en 1979

La décision finale d'intervention du 12 décembre 1979 est en fait prise dans le cercle restreint du Politburo, où Brejnev et ses adjoints les plus proches – Oustinov, Andropov et Gromyko – jouent le rôle principal. La

finalité reste claire : il faut éliminer Amin et le remplacer par Babrak Karmal. Il semble néanmoins que ce soit Iouri Andropov, le président du KGB et dauphin désigné du secrétaire général, qui ait usé de son influence pour finalement convaincre Brejnev du bien-fondé de l'intervention armée. Les sentiments de ce dernier jouent également un rôle, car le meurtre de Taraki contribue à le convaincre d'accepter l'option visant à éliminer Amin. Il s'en explique d'ailleurs plus tard auprès de Valéry Giscard d'Estaing : « Le président Taraki était mon ami. Il est venu me voir en septembre et juste après son retour, Amin l'a fait assassiner. C'est une provocation. Je ne pourrai pas le pardonner. » C'est aussi ce que Gromyko explique dans le contexte de la prise de décision : « Quand nous avons reçu la nouvelle qu'il avait été brutalement assassiné, ce fut plus que ne put supporter Brejnev. » La dernière tentative pour faire annuler l'intervention a lieu le 10 décembre, seulement deux jours avant que ne soit prise la décision du Politburo par Nikolaï Ogarkov, qui mesure les risques pris avec des troupes qui ne sont pas préparées à une guerre de contre-insurrection, ce qui nuirait immanquablement à la réputation durement acquise par l'armée soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale.

C'est le 10 décembre que l'état-major général des forces armées de l'URSS reçoit finalement l'ordre de se préparer à envoyer une division de parachutistes et de mettre en état d'alerte deux autres divisions de fusiliers motorisés. Les plans d'opération adressés à la région militaire du Turkestan à partir du 12 décembre prévoient que les troupes soviétiques se mettent en place dans les principaux centres urbains et le long des deux routes principales. Le même jour, le Politburo, se réunit dans une brève session et approuve la résolution numéro 176/125 écrite à la main… : « En ce qui concerne la situation en A.[*13]. » Quand les responsables soviétiques approuvent l'intervention, il est certain qu'ils ne veulent pas mener une guerre en lieu et place des Afghans. Andropov préfère d'ailleurs que ne soit envoyé qu'un nombre limité de troupes qui devaient d'ailleurs uniquement

appuyer l'opération pour remplacer Amin, mais c'est Oustinov qui insiste pour envoyer une force plus conséquente de 75 000 hommes. C'est ainsi qu'est mis sur pied le groupement de forces de la 40e armée dont le commandement est confié au général-lieutenant Iouri Vladimirovich Toukharinov [*14].

L'heure de franchissement de la frontière est fixée par le ministère de la Défense au 25 décembre 1979 à 15 heures, heure de Moscou, soit à 16 h 30, heure de Kaboul. Le premier adjoint du ministre de la Défense, le maréchal de l'Union soviétique Sergueï Leonidovich Sokolov [*15], arrive la veille de l'invasion à la région militaire du Turkestan pour prendre le commandement du Contingent limité de forces soviétiques en Afghanistan (CLFSA)[9]. Les premiers mouvements offensifs débutent dès le 25 décembre. Au matin, le 781e bataillon de reconnaissance de la 108e division de fusiliers motorisés (DFM) et le 4e bataillon de la 56e brigade autonome d'assaut aéroportée de la garde franchissent l'Amou-Daria à Termez, avec comme objectif le tunnel de Salang. Le même jour, la 103e division d'assaut aéroportée de la garde (DAPG) commence également son déploiement sur Bagram et Kaboul. Le soir du 27, les forces spéciales soviétiques du KGB et du GRU prennent d'assaut le palais Tadj Bek, résidence du président Amin, qui est tué avec sa famille au cours de l'opération Shtorm 333. Kaboul est rapidement investie au cours de l'opération Baïkal 79. Le 28 décembre, Babrak Karmal cumule les fonctions qui le placent à la tête de la république démocratique d'Afghanistan.

La 108e DFM a suffisamment progressé pour se trouver désormais concentrée dans les régions de Baglan, Kunduz, Puli-Khumri. Elle reçoit une nouvelle mission pour entrer le jour suivant à 17 heures dans Kaboul. Elle effectue la jonction avec les parachutistes de la 103e division qui ont pris le contrôle des aéroports de Bagram et de Kaboul. Sur l'autre axe de progression, dans la nuit du 27 au 28 décembre, à partir de Koushka au

Turkménistan, la 5e DFM pénètre en Afghanistan pour s'assurer de l'axe qui relie Herat à Shindand, puis elle étend sa zone de responsabilité jusqu'à Kandahar.

CHAPITRE 5

La guerre des Soviétiques en Afghanistan

La stratégie soviétique en Afghanistan

Les militaires soviétiques qui ont combattu en Afghanistan, estiment avoir rempli la mission qui leur avait été fixée. Le général Boris Gromov, le dernier commandant de la 40e armée, défend cette approche : « Il n'y a pas de raison de dire que la 40e armée a subi une défaite, de même qu'il n'y a pas de fondement pour dire que nous avons remporté une victoire en Afghanistan. Personne n'a jamais demandé à la 40e armée de remporter une victoire militaire. Bien plutôt, le contingent limité avait pour mission de protéger le gouvernement d'Afghanistan et de prévenir une invasion de l'extérieur, ce qu'il fit. » Ce constat correspond en fait aux missions fixées par le Politburo.

Les Soviétiques pensent intervenir dans le cadre d'une insurrection limitée, mais ils comprennent rapidement que le gouvernement afghan et ses forces armées se révèlent incapables de contrer l'ampleur du mouvement insurrectionnel. L'entrée d'une force étrangère devient également un catalyseur dans la lutte contre un ennemi commun étranger, non musulman et ouvertement laïque. D'un point de vue militaire, les

Soviétiques estiment que leurs forces ne vont rester que pendant une courte période voire, tout au plus, deux ans en Afghanistan, même s'il est bien sûr envisagé de laisser au-delà des conseillers de façon permanente avec une présence minimale en moyens de sécurité. Quand Dobrynine, l'ambassadeur soviétique aux États-Unis, fait part de ses préoccupations concernant les dommages provoqués par l'intervention aux relations soviéto-américaines, le ministre des Affaires étrangères, Andreï Gromyko, lui répond : « Nous ferons tout ce dont nous avons besoin en un mois et puis nous partirons. » Mais ce concept initial ne peut se réaliser car les Soviétiques, sous-estimant très clairement la vitalité et la résilience de la résistance, surestiment la possibilité de régénérer les forces armées afghanes tout comme ils sous-évaluent la force de l'opposition internationale. Au bout de deux mois, ils doivent lancer des opérations importantes contre les moudjahidines en engageant leurs propres forces. Ils définissent alors cinq objectifs majeurs, dont trois sont purement militaires. Sur le plan opérationnel, il faut sécuriser Kaboul et les principales voies de communication qui relient la capitale à Kandahar, à Herat et, *via* le tunnel de Salang, vers Termez et la frontière de l'URSS. Kaboul devient une ville fortifiée, enveloppée dans une triple ceinture de sécurité d'une profondeur de 15 à 30 kilomètres, parsemée de postes fortifiés, d'emplacements d'artillerie et de champs de mines. Puis les Soviétiques portent la guerre contre la résistance en conduisant régulièrement des opérations contre les zones contrôlées par les rebelles. Des bombardements aériens ou terrestres, parfois massifs, accompagnent ces offensives, et en 1986, cinq millions d'Afghans trouvent refuge au Pakistan ou en Iran. Troisièmement, les Soviétiques espèrent fermer la frontière pakistanaise aux caravanes d'approvisionnement des rebelles qui amènent armes et combattants en Afghanistan. Quand le maréchal Sokolov, le chef du groupement opérationnel soviétique, rencontre le ministre de la Défense, Oustinov, celui-ci admet l'impossibilité de la tâche à remplir sur le terrain, mais il

demande à son interlocuteur de trouver au moins une façon de fermer les frontières et d'empêcher les armes d'entrer en Afghanistan : « Très bien, vous ne pouvez pas venir à bout de la contre-révolution, mais pouvez-vous la défendre contre les intrusions de l'extérieur ? » Sokolov répond apparemment qu'il le peut, mais il s'engage alors dans un engrenage impossible à limiter. Les deux objectifs non militaires de la stratégie soviétique n'en sont pas moins tout aussi importants dans une guerre de contre-insurrection, mais leur échec finit par écarter toute forme de succès. Les Soviétiques comprennent la nécessité de reconstruire la structure de l'État afghan ainsi que l'administration gouvernementale et toutes ses forces de sécurité disloquées par les dissensions politiques, mais Babrak Karmal et le « Parcham », arrivés dans les bagages des Soviétiques, vivent mal la coopération forcée avec le « Khalq ». On rapporte trois tentatives de coup d'État militaire contre ce gouvernement au cours de l'été 1980, mais elles sont neutralisées et arbitrées par les Soviétiques. Les querelles entre les deux factions du PDPA continuent à miner la cohésion du régime jusqu'au remplacement de Karmal par Mohammad Najibullah en 1986. Beaucoup d'efforts sont aussi consacrés à la formation de nouveaux cadres, et des milliers de jeunes Afghans sont envoyés en URSS. L'armée soviétique veut également mettre sur pied un corps d'officiers compétents pour compenser l'hémorragie subie lors des répressions politiques. Après huit ans, seul un effort massif permet d'atteindre un assez modeste résultat. En second lieu, les Soviétiques constatent l'impopularité du régime qu'ils soutiennent et ils organisent un plan d'action civile et politique pour rallier les populations. Sur leur insistance, le régime entreprend des campagnes d'agitation/propagande pour mobiliser la population, mais les résultats sont tout aussi modestes. La résistance s'attaque alors tout particulièrement aux employés du gouvernement qui indique qu'en 1983, la rébellion a détruit 1 812 écoles et tué 152 instituteurs sur l'ensemble du pays. L'éducation est une cible comme elle le sera plus tard pour les talibans. Par ailleurs, la

combinaison de ces actions de reconstruction avec des opérations militaires compromet leur succès en entretenant incompréhension et antagonisme chez la population. Les Soviétiques constatent en fait que la plupart des Afghans refusent de changer leur façon d'exister et que ce ne sont pas des étrangers impies et des infidèles locaux qui vont leur imposer un nouveau mode de vie.

Les quatre phases de la guerre soviétique en Afghanistan

Les opérations des forces soviétiques s'inscrivent dans quatre phases opérationnelles et politiques. La première période, de décembre 1979 à février 1980, est essentiellement marquée par la démonstration de force et les prémices de l'installation. Puis de mars 1980 à avril 1985, les opérations cherchent à venir à bout de la résistance en s'appuyant en particulier sur l'inversion du principe de la guerre révolutionnaire maoïste qui établit que l'insurrection doit vivre « comme un poisson dans l'eau » au milieu de la population. Mais quand aucun résultat n'est atteint au cours de ces deux premières phases brutales, le contingent soviétique réussit à obtenir d'autres effets en valorisant l'emploi de ses forces spéciales pour tenter d'obtenir la décision au cours de la période d'avril 1985 à janvier 1987. Finalement, l'impasse conduit à envisager un retrait négocié qui est effectif en février 1989.

L'installation, décembre 1979 à février 1980

La création et le déploiement de la 40^{e} armée représentent un triomphe d'improvisation et une démonstration des capacités d'action de l'armée

soviétique. Nombre de lacunes initiales auraient pu demeurer sans importance si cette armée avait pu se retirer rapidement au bout d'un an, donc sans avoir à combattre réellement, mais elles deviennent criantes car rien n'est prévu pour assurer le logement des troupes alors que les dotations en vêtements tout comme l'alimentation sont insuffisantes et que le système sanitaire se révèle particulièrement défaillant. La première période de décembre 1979 à février 1980 comprend ainsi l'entrée du contingent soviétique, son déplacement vers les zones de stationnement, l'organisation des zones de défense et de déploiement permanent, la protection des sites sensibles, mais aussi la conduite d'opérations qui permettent de remplir les premières missions de sécurité. Mais presque immédiatement, ce contingent doit faire face à une situation qui montre la chimère d'une répartition des tâches avec les forces afghanes. Plusieurs semaines sont ainsi nécessaires pour que les forces soviétiques et les unités « loyales » puissent s'assurer du contrôle des capitales provinciales. D'autres unités qui se sont révoltées doivent être mises au pas. En janvier 1980, le 4e régiment d'artillerie des forces afghanes, implanté à Nahrin, se mutine en massacrant ses instructeurs soviétiques ; en juillet, c'est au tour de la 14e division mécanisée. Les Soviétiques conduisent leur premier combat et subissent leurs premières pertes les 9 et 10 janvier 1980, lors de l'intervention contre le 4e régiment d'artillerie. Il apparaît aussi que les soulèvements trouvent tout autant leur origine dans les rivalités entre les factions politiques du « Khalq » et du « Parcham » qu'en réaction à la présence soviétique.

Après les excès du régime d'Hafizullah Amin, sa chute est initialement bien acceptée. Dans les provinces, le changement de régime est également bien accueilli et certains insurgés déposent les armes. À la mi-janvier 1980, le gros des forces de la 40e armée achève son déploiement en Afghanistan et son effectif atteint 52 000 hommes. Le commandement soviétique suppose que c'est suffisant et que leur simple présence peut dissuader les insurgés de poursuivre leur mouvement. L'assistance militaire soviétique doit alors se

présenter essentiellement comme un soutien moral au nouveau pouvoir en place de Babrak Karmal, le « Premier ministre de la République et secrétaire général du Comité central du parti démocratique populaire d'Afghanistan » mis en place par les Soviétiques. Le premier geste du nouveau régime est alors de libérer de prison 15 000 détenus politiques et d'inviter les réfugiés à revenir au pays, mais rien n'y fait : l'imposition d'un dirigeant par une armée étrangère radicalise l'opposition, qui voit à travers lui non seulement un adversaire politique, mais aussi une émanation de Moscou. Pour consolider son pouvoir, Karmal choisit quatre approches : tout d'abord et malgré l'athéisme du mouvement communiste afghan, le gouvernement veut donner de lui une image islamique en réparant les mosquées, en recrutant des religieux et en démontrant la compatibilité des principes islamiques avec les objectifs de la doctrine marxiste-léniniste. Deuxièmement, le gouvernement afghan comprend la nécessité de créer une armée efficace pour affronter l'insurrection, en développant les forces du ministère de l'Intérieur (Tsarandoi), une police secrète (KhAD) et des forces paramilitaires en fournissant un effort sur les cadres. Troisièmement, le gouvernement de la république démocratique d'Afghanistan tente d'établir des liens plus solides avec les tribus et les groupes ethniques. Enfin, le renforcement des liens politiques et économiques avec l'URSS doit contribuer à rétablir la stabilité. Malheureusement pour les Soviétiques, Karmal n'est pas le dirigeant idéal : il se révèle très intéressé par les avantages personnels de sa position tout en se révélant inconsistant et alcoolique.

Déploiement soviétique en Afghanistan, 1979-1989

Sur le plan international, le tollé est général. L'invasion soviétique déclenche partout des critiques sévères de la part des gouvernements et des opinions. Les dirigeants étrangers et les agences d'information ridiculisent la propagande soviétique et les justifications diplomatiques pour soutenir l'invasion. Une dépêche du département d'État américain rejette les allégations de liens supposés d'Amin avec la CIA en demandant « pourquoi un agent de la CIA aurait cherché à imposer un régime marxiste comme Amin l'avait fait ». Et le texte de rappeler que c'est Brejnev et Kossyguine qui ont félicité Amin, après l'élimination de son rival Taraki, et non le président Carter. Le Conseil de sécurité de l'ONU prépare une réponse aux événements, mais le projet de résolution qui condamne l'invasion n'est pas adopté en raison du veto de l'URSS. Le sujet est donc présenté à l'Assemblée générale qui se tient en session spéciale extraordinaire pendant cinq jours, du 10 au 14 janvier 1980. L'Assemblée adopte la première d'une série de résolutions sur la « situation en Afghanistan », sans toutefois mentionner l'Union soviétique. Elle déplore l'intervention armée, appelle

au retrait de toutes les forces étrangères et demande aux États de contribuer à une assistance humanitaire[1]. L'intervention soviétique porte également tort aux relations avec les pays proches comme l'Inde, qui fait partie des délégations qui s'abstiennent[*1] et d'autres, comme le Nigeria, qui expriment leur déception devant l'action soviétique. Par ailleurs, la Chine pose désormais, comme condition en préalable d'une amélioration des relations avec l'URSS, le retrait d'Afghanistan. La plus vive réaction vient de l'administration Carter, qui adopte des sanctions prévoyant un embargo sévère sur les hautes technologies, l'arrêt des échanges officiels, une limitation sur les livraisons de céréales vers l'Union soviétique, le boycott des jeux Olympiques de Moscou et le retrait des négociations SALT II[*2]. Le 23 janvier, dans son discours sur l'état de l'Union, le président américain présente ce qui devient la « doctrine Carter » : « Que notre position soit absolument claire : une tentative par toute force extérieure de prendre le contrôle de la région du golfe Persique sera considérée comme une attaque contre les intérêts vitaux des États-Unis d'Amérique, et une telle attaque sera repoussée par tous les moyens nécessaires, dont la force militaire[2]. » L'invasion soviétique a de fait contribué à renforcer une coalition de puissances antisoviétiques qui vont s'engager à divers niveaux et qui traduisent d'abord leur action par un soutien à la résistance. Ce regroupement stratégique intègre les États-Unis, l'Europe de l'Ouest, le Japon et la Chine, qui tous rejettent les justifications soviétiques comme étant purement défensives. Le caractère religieux du conflit prend de la consistance quand l'Organisation de la conférence islamique se réunit le 28 janvier 1980 à Islamabad, pour apporter son soutien au Pakistan et exiger le retrait des Soviétiques d'Afghanistan. Pour l'Iran, l'intervention militaire du gouvernement soviétique est considérée comme une mesure hostile non seulement à l'égard du peuple de ce pays, mais contre tous les musulmans du monde. Dans le même temps, le roi d'Arabie saoudite ordonne la mise sur pied d'un comité « privé » sous la direction de son

frère, le prince Salman, pour lever des fonds au profit des moudjahidines. Le gouvernement saoudien s'engage à payer la somme équivalente fournie par l'administration américaine, qui augmente d'ailleurs sensiblement après l'installation du président Reagan à la Maison Blanche le 20 janvier 1981.

En revanche à Moscou, ceux qui ont lancé l'intervention doivent reprendre leur argumentation pour la justifier. Cela va en fait dangereusement renforcer les raisons pour se maintenir dans la durée. Ainsi, l'autosatisfaction règne lors de la réunion du Politburo du 17 janvier 1980. Brejnev y réaffirme le rôle positif de la commission spéciale sur l'Afghanistan composée d'Andropov, Gromyko, Oustinov et Ponomarev. Oustinov évalue comme satisfaisante la situation militaire et il observe une diminution du nombre des foyers de résistance. Sur le plan international, Gromyko estime que nombre des cent quatre pays qui ont voté la résolution de l'ONU l'ont fait avec réticence et qu'il faut se réjouir que plus d'un tiers, soit quarante-huit, se soient abstenus ou aient voté contre. Il constate que l'embargo demandé par les États-Unis n'est pas soutenu par le Canada, le Brésil, l'Argentine avec d'autres pays comme l'Allemagne, l'Italie et la Turquie. Même l'appel au boycott des jeux Olympiques peut être minimisé selon eux, car Giscard d'Estaing se contente d'envoyer un message de désapprobation. Andropov se veut rassurant en soulignant que Babrak Karmal a vigoureusement entamé un processus politique pour se rapprocher des principales tribus et des chefs religieux, mais aussi qu'il s'attache à réduire la fracture entre le « Parcham » et le « Khalq » : pour cela, il s'appuie sur les seize conseillers politiques soviétiques qui sont spécialement chargés de cette mission.

Les partis communistes nationaux doivent aussi être les relais de cette ligne d'action, et l'intervention du premier secrétaire du Parti communiste français, Georges Marchais, le 11 janvier 1980 à partir de Moscou[3], témoigne de la mise en œuvre de cette mesure : « Le camarade Brejnev m'a dit… Les troupes soviétiques n'ont pas mission à intervenir contre la

guérilla, mais seulement d'empêcher les infiltrations extérieures à la frontière afghane. La chaîne CBS a montré l'existence de 30 camps d'entraînement au Pakistan pour intervenir en Afghanistan. L'intervention extérieure est patente et dans ces conditions, on comprend que le gouvernement soviétique ait été amené à respecter le traité qu'il avait signé avec le gouvernement. » Cependant, les adversaires de l'intervention sont multiples, et les dirigeants soviétiques comprennent qu'ils engagent l'URSS dans une confrontation politique et militaire indirecte contre presque l'ensemble du monde, mais avec comme principaux adversaires les États-Unis et le Pakistan. Ils comprennent aussi que le soutien extérieur apporté à l'insurrection a pour objectif d'enliser l'Union soviétique dans un conflit qui discrédite son prestige et son influence. Stabiliser l'Afghanistan apparaît désormais comme le seul moyen de préserver les intérêts nationaux de l'URSS, et le maintien de l'assistance militaire doit permettre de soutenir le pouvoir de Babrak Karmal.

Le début de l'année 1980 se révèle difficile pour les militaires soviétiques, et les espoirs pour que l'armée afghane joue son rôle contre l'opposition sont vite déçus. Peu de temps après l'invasion, les interventionnistes du Politburo doivent faire face aux demandes de leurs collègues sur l'échéance d'un retour des troupes dans la mère patrie, mais le retrait ne peut plus être envisagé avant la stabilisation du régime de Kaboul soutenue par Moscou. Le maréchal Sokolov, le chef du groupement opérationnel soviétique et le général Akhromeev, chef de l'état-major général, n'ont pas planifié une participation directe des forces soviétiques, qui ne doivent intervenir que pour des mesures d'autodéfense ou pour soutenir les conseillers militaires. Cependant, après les émeutes massives qui semblent avoir réuni 300 000 personnes les 21, 22 et 23 février 1980 à Kaboul, et un nouvel appel dramatique de Karmal, le commandement soviétique reçoit l'ordre de débuter des actions offensives pour affronter et neutraliser les formations de la résistance en coopération avec l'armée

afghane. Rapidement, les Soviétiques se rendent à l'évidence qu'ils ne peuvent pas s'appuyer sur leurs alliés. Le maréchal Sokolov décrit tout simplement les troupes afghanes comme « illettrées, mal entraînées, inaptes au combat, sans formation militaire ni discipline ». Quant aux politiciens du PDPA, ils se satisfont de laisser les soldats soviétiques supporter le fardeau des opérations pendant qu'ils se livrent à leurs luttes intestines. Début avril 1980, pour le Politburo, l'intervention apparaît officiellement comme un succès : « Les troupes soviétiques stationnées en Afghanistan contribuent à contrôler la situation dans le pays. De concert avec les forces afghanes, elles ont mené avec succès des opérations de destruction de formations rebelles dans plusieurs provinces. Les bandes organisées de la contre-révolution ont subi de lourdes pertes et la menace militaire contre le nouveau régime a ainsi été réduite de façon significative. » Le soutien officiel du Parti communiste soviétique est acquis lors du plénum du 23 juin, car jusqu'alors le public soviétique restait écarté de la réalité des événements et le Comité central n'a pas pris part au processus de décision. À cette occasion, Brejnev reprend son argumentation et accuse le Pakistan, les États-Unis et la république populaire de Chine de soutenir les « bandits » qui attaquent l'Afghanistan.

Sur le plan militaire, les insurgés afghans commencent par affronter directement les Soviétiques avec des forces nombreuses et regroupées qui subissent de lourdes pertes dans les régions de Faizabad, Talokan et Baglan. Après ces erreurs initiales, les chefs de la résistance décident de disperser leurs forces en détachements de vingt à cent combattants pour développer un concept de guerre de partisans. Pour leur part, les forces soviétiques doivent désormais définir leurs principes d'emploi des forces et de leurs moyens contre des groupes de *douchman*[*3] particulièrement mobiles et manœuvriers.

Les défauts de préparation des forces soviétiques se font cependant rapidement sentir. Mais c'est parce qu'il n'est pas initialement question

d'affronter l'insurrection et encore moins de la réduire que leurs méthodes donnent d'elles une image désastreuse. Les généraux soviétiques qui dirigent les opérations sont des élèves du système militaire soviétique issu de la victoire de 1945. La plupart ont certes connu les affrontements de la grande guerre patriotique, mais à des niveaux subordonnés, et les interventions de Hongrie et de Tchécoslovaquie ont été principalement des opérations de planification et d'exécution logistique classiques. Ils ne possèdent pas d'expérience, de savoir-faire, de concept, de doctrine ni d'équipement pour combattre une insurrection dans les montagnes d'Afghanistan. Par ailleurs, les effectifs se révèlent insuffisants pour s'assurer du contrôle d'une région et encore moins pour tenir un pays entier. Leur présence se limite à la grande route circulaire, aux villes qui la bordent, aux capitales de province et à quelques capitales de district. Plus de la moitié des effectifs doivent être affectés à la garde des lignes de communication, des ponts, des aéroports, des bases militaires et des zones urbaines étalées le long de la route circulaire. En outre, l'escorte des convois immobilise jusqu'à 35 % du contingent et les exigences logistiques absorbent encore d'autres effectifs, ce qui laisse relativement peu d'unités disponibles pour les opérations de combat. À cette époque, les forces soviétiques n'ont aucune expérience et n'ont développé aucune méthode pour ce genre de mission et rien n'est prévu pour asseoir la formation des officiers dans ces domaines. C'est pourquoi ceux-ci doivent remplir leurs missions et acquérir de l'expérience par de multiples erreurs coûteuses en vies humaines.

La stagnation, mars 1980 à avril 1985

Le plénum du Comité central du Parti communiste soviétique de juin 1980 consacre le principe d'une intervention en Afghanistan, mais cela n'empêche pas des voix d'exprimer des doutes sur son bien-fondé. Au

niveau du commandement, le maréchal Ogarkov, Varennikov et Akhromeev estiment qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise, mais leurs arguments ne parviennent toujours pas à infléchir le Politburo. La tendance ne peut que très lentement évoluer, et c'est finalement l'erreur du maréchal Sokolov de déclarer à l'ambassade soviétique de Kaboul en janvier 1980 que l'insurrection sera défaite en juin de la même année. Certains intellectuels du parti et même des journalistes commencent à exprimer auprès des sphères du pouvoir leurs critiques face aux effets limités, voire négatifs, de la présence soviétique. Le correspondant de la *Pravda*, I. Shedrov, décrit parfaitement la situation opérationnelle : « La tactique de poursuite des rebelles dans leurs zones d'habitation se heurte à une opposition de plus en plus forte des populations. Au cours de ces opérations, les maisons et les récoltes sont détruites, les civils sont tués et à la fin tout reste identique. Les rebelles reviennent et rétablissent leur contrôle sur le territoire. » Il est très difficile de mesurer l'influence de ces premiers constats, mais le ministre de la Défense, Oustinov, reste lucide et au début de 1981 il demande à Ter-Grigoriants, chef d'état-major de la 40e armée : « En toute honnêteté, quand allons-nous finir cette guerre ? » Celui-ci répond qu'il est impossible de résoudre le conflit par des moyens militaires et il recommande la formation d'un gouvernement de coalition. Même Brejnev exprime ses doutes, d'autant que la détérioration des relations avec l'Ouest devient un facteur essentiel d'inquiétude. C'est en tout cas ce qu'il dit au président Valéry Giscard d'Estaing : « Je vais en faire mon affaire personnelle pour imposer une solution politique ! » et ainsi faire rentrer les troupes au bout de quelques mois de présence. Par ailleurs, plus le temps passe plus les dirigeants soviétiques comprennent qu'il leur sera difficile de laisser la société soviétique à l'écart de cette guerre qui ne dit pas son nom. Le mensonge peut se retourner et les informations qui filtrent de l'étranger contredisent les discours officiels sur la réalité d'une intervention limitée[4]. Mikhaïl Souzlov, l'idéologue du parti communiste, soutenu d'ailleurs par

Andropov, estime ainsi que révéler que des soldats sont tués lors d'opérations de combat en Afghanistan aurait une influence négative au plan politique. La direction soviétique interdit alors de faire graver sur les pierres tombales le lieu et les circonstances du décès des combattants soviétiques, ce qui entretient la défiance à l'égard du pouvoir. C'est ainsi qu'Alexandre Soljenitsyne décrit le fonctionnement d'un régime totalitaire qui persiste dans son erreur : « Nous savons qu'ils mentent. Ils savent qu'ils mentent. Ils savent que nous savons qu'ils mentent. Nous savons qu'ils savent que nous savons qu'ils mentent. Et pourtant, ils persistent à mentir. »

La deuxième phase du conflit est marquée par des opérations de grande ampleur principalement conduites par les forces soviétiques avec quelques unités afghanes. Elle débute à partir du moment où la 5e division de fusiliers motorisés de la garde et deux régiments autonomes d'infanterie renforcent la 40e armée. L'effectif global des forces soviétiques atteint 82 000 hommes (dont 62 000 hommes dans les unités combattantes des forces terrestres et de l'aviation). Ces forces comptent près de 600 chars, 1 500 BMP (blindé d'infanterie à chenilles), 2 900 BTR (blindé d'infanterie à roues), 500 avions et hélicoptères, enfin 500 pièces d'artillerie de tous calibres. La situation n'est absolument pas stabilisée et, dès le milieu de l'année 1980 jusqu'au début de 1989, près de 80 % du territoire et 85 % de la population se trouvent hors du contrôle de l'armée soviétique et du gouvernement de Kaboul. Le maréchal Sokolov lance des attaques frontales et massives sans faire la part entre les combattants et les populations civiles. Ainsi, la première offensive de février dans la vallée de Kunar est précédée d'un tapis de bombes qui force la population de la vallée à s'enfuir au Pakistan ou en Iran et la réduit de 750 000 à 100 000 habitants. Cet exode se généralise et le nombre de réfugiés s'élève en 1980 à 3,5 millions au Pakistan et à 1,7 million en Iran. Face à l'ampleur des destructions, Karmal déclare même au KGB qu'il craint que « l'Afghanistan ne se retrouve sans force de travail humaine[5] ». Comme la survie des moudjahidines dépend

exclusivement du soutien obtenu des villages dont ils sont originaires, les destructions sans discrimination y trouvent une justification brutale. La 40e armée cherche donc à briser, détruire et ravager les zones de soutien logistique de l'insurrection. Le paysage et l'aménagement rural sont ainsi bouleversés : les systèmes d'irrigation détruits, les champs et les récoltes brûlés, tout comme les pâturages et les troupeaux. La nation afghane devient alors un peuple de sept millions de réfugiés fuyant vers l'Iran, le Pakistan ou les grandes villes contrôlées par les Soviétiques. La résistance, après avoir perdu une série de combats de grande ampleur dans la première période de la guerre, s'adapte en créant des zones refuges régionales, véritables hameaux logistiques perdus aux confins des montagnes. En outre, elle commence à améliorer ses procédés tactiques. Elle refuse ainsi le combat frontal et s'esquive face à des forces soviétiques supérieures en nombre et en matériel. Mais dans le même temps, les *douchman* saisissent les occasions favorables pour frapper par surprise et par petits éléments, ce qui les amène à développer leurs capacités de manœuvre et d'initiative. Il faut donc des situations opérationnelles où ils se retrouvent fixés sur le terrain pour qu'ils acceptent le combat défensif, en particulier pour protéger des bases ou des zones refuges.

Le commandement soviétique estime alors qu'il ne peut obtenir de résultats significatifs qu'en procédant à la destruction de ces zones refuges. Mais pour atteindre cet objectif, il lui faut monter des opérations spécifiques et disposer de forces et de moyens conséquents. La plupart du temps, il doit mettre sur pied des groupements de forces établis à partir de plusieurs grandes formations. Les unités soviétiques sont en fait réduites à des effectifs squelettiques ou sont très diminuées en raison des ponctions faites pour remplir des missions de sécurité, mais aussi à cause des pertes sanitaires dues aux conditions très difficiles du séjour en Afghanistan. Un quart à un tiers des personnels souffrent en effet d'hépatite, du typhus, de la malaria, de dysenterie amibienne ou de méningite. Ainsi un régiment à

effectif théorique de 2 315 hommes ne peut-il participer à l'opération « Magistral » de novembre 1987-janvier 1988 qu'avec l'effectif d'un bataillon, soit environ 550 hommes. En règle générale, pour une opération au niveau de l'armée, on engage des forces du volume d'une ou de deux divisions de fusiliers motorisés en y intégrant des unités de parachutistes, d'artillerie et du génie pour atteindre un effectif de 10 000 à 15 000 hommes. Autre évolution particulière : entre 1981 et 1982, les Soviétiques commencent à recourir à des opérations qui prennent la forme de raids ou « coups de main » en utilisant des bataillons autonomes renforcés, au cours de grandes manœuvres d'enveloppement et de débordement employant des hélicoptères et des groupements d'assaut. C'est bien la démonstration que le commandement a pris en compte les premières expériences en vue d'améliorer son efficacité opérationnelle.

C'est aussi dans cette période que l'on constate les déficiences du matériel lourd des unités soviétiques, lequel se révèle inadapté aux conditions de combat. Les chars, les véhicules de combat d'infanterie et l'artillerie autopropulsée sont contraints de se déplacer sur les axes et ne disposent pas de l'espace nécessaire à leur emploi. Les avions à réaction ne peuvent pas non plus soutenir avec efficacité les troupes au sol. L'emploi des hélicoptères de combat s'avère le moyen le plus efficace de combattre les *douchman* dans les montagnes. Cependant, il se trouve limité dès la mise en œuvre d'armes antiaériennes et encore plus avec l'arrivée progressive de missiles antiaériens portables – jusqu'à l'apparition en septembre 1986 du très efficace Stinger. Tous ces facteurs ne tardent pas à se faire sentir dans le résultat des opérations qui, la plupart du temps, n'atteignent pas les objectifs fixés. Pour le commandement soviétique, il devient toujours plus évident que l'écrasement total des insurgés dans un délai court avec uniquement les moyens disponibles au sein du CLFSA n'est pas réalisable. Le commandement doit également corriger les problèmes liés à la composition de ses unités en réduisant le nombre de

citoyens issus des républiques tadjike, kazakhe, ouzbèke ou turkmène d'Asie centrale, ce qui est le résultat de la mobilisation conduite sur une base régionale. Il pouvait *a priori* sembler judicieux d'employer ces troupes, mais les tribus pachtounes qui forment une composante active du mouvement de résistance ont historiquement toujours combattu les minorités nationales venant du Nord. À l'inverse, cette présence de soldats issus de ces ethnies devient un élément supplémentaire de rejet habilement exploité par les agitateurs et les propagandistes de la résistance. Face aux Soviétiques, le volume des forces de cette dernière continue de s'accroître. Si de 1981 à 1983 on peut estimer le nombre des moudjahidines à 45 000, il s'élève à 130 000 en 1985 répartis en 3 000 « détachements » distincts selon les données soviétiques et ils contrôlent la plus grande partie des zones agricoles du pays. Les renseignements américains les évaluent pour leur part à 150 000 combattants, bien que ce nombre ne soit jamais disponible instantanément sur le terrain. Face à eux, l'ensemble des forces soutenant Kaboul atteint un effectif théorique de 400 000 hommes dont environ 100 000 Soviétiques, mais dans l'ensemble elles ne contrôlent que les villes et les routes qui les relient.

Les Soviétiques comprennent en moins d'un an leur double erreur d'analyse politique et militaire. Ils constatent alors le manque de pertinence de leurs objectifs, ce qui les conduit à limiter le contrôle du pays à « l'Afghanistan utile » ou « l'Afghanistan stratégique ». Cette entité représente environ le quart du pays et couvre la moitié des vingt-huit provinces correspondant aux zones industrielles, aux exploitations de gaz et de pétrole qui servent à compenser les dépenses soviétiques. En dehors de cette zone, le régime afghan et ses alliés déploient quelques moyens pour conserver le contrôle des grandes villes, comme Herat et Kandahar avec la route circulaire qui contourne le massif de l'Hindou Kouch et relie Kaboul à ces deux villes. Quelques capitales provinciales sont tenues et parfois perdues, puis reprises. Sur le front militaire, les Soviétiques éprouvent les

difficultés que rencontrent toutes les armées régulières qui affrontent une guérilla. Ils sont souvent capables de repousser les rebelles d'un village ou d'une position, mais dès qu'ils se retirent, les moudjahidines reprennent le terrain perdu. Il est également impossible à la 40e armée de fermer la frontière du Pakistan d'où s'écoulent les convois d'armes et les groupes de moudjahidines. La composante politique de cette contre-insurrection a également échoué car, à la fin de 1984, le PDPA ne s'est toujours pas implanté en dehors des centres urbains, et ses responsables se révèlent incapables d'initiatives en laissant les Soviétiques assumer le fardeau.

Sur le plan politique soviétique, la période de stagnation des dix-huit années de direction de Brejnev se poursuit avec l'arrivée au pouvoir d'Andropov. Néanmoins, de novembre 1982 jusqu'à sa mort en février 1984, celui-ci évolue nettement par rapport aux positions qu'il avait affichées lors de la décision d'intervention de 1979. Il devient de plus en plus critique vis-à-vis d'une présence qui entraîne des conséquences néfastes aux plans économique, social et diplomatique. Il envisage alors un retrait sous l'égide de l'ONU, mais la préservation du régime devra être garantie par un engagement de celle-ci à faire cesser le soutien de l'insurrection par le Pakistan. Cette option se heurte au fait que, même après le début des négociations avec l'ONU en 1983, le président pakistanais Zia trouve à travers la perpétuation de la guerre un intérêt politique, car depuis le début du conflit, son intention reste de détruire le système communiste de Kaboul puis d'y installer un régime « client ». Cependant, le 16 décembre 1982, la *Pravda* réaffirme la ligne dure en se référant à la « nature » irréversible de la révolution afghane. Le 31 décembre, l'agence Tass confirme l'intention de Moscou « d'accomplir jusqu'à la fin son devoir internationaliste » en faveur du « gouvernement légal » de Kaboul. La raison de la réaffirmation de cette prise de position vient de la rivalité qui oppose Andropov à son rival Konstantin Tchernenko, alors président de la commission des affaires étrangères du Soviet suprême.

Gromyko confirme le sens du conflit lors de la session du 10 mars 1983 du Politburo, en estimant que ce qui importe, n'est pas la position du Pakistan, mais le fait que l'adversaire reste « l'impérialisme américain qui a bien compris que dans ce domaine des relations internationales, il a perdu ses positions [en Afghanistan] » et que pour cette raison il n'est pas question d'abandonner. Andropov précise d'ailleurs à Babrak Karmal sa position et que « notre présence est un obstacle majeur pour améliorer nos relations avec l'Occident » : il lui signifie ainsi qu'il ne lui faut pas compter sur une présence indéfinie des troupes soviétiques en Afghanistan. Il doit donc s'y préparer en prenant des mesures urgentes pour stabiliser le régime, mais Babrak Karmal refuse tout simplement de le croire. Pour Moscou, si tout règlement du conflit doit en premier lieu préserver le régime de Kaboul, un plan de retrait est cependant l'objectif assigné à l'issue d'une réunion du Politburo tenue le 27 novembre 1982. Si Andropov montre son intérêt pour les négociations quand il reçoit Perez de Cuellar, le secrétaire général de l'ONU en mars 1983, il maintient qu'il faut en premier lieu régler la question de l'ingérence étrangère pour permettre le retrait immédiat des forces soviétiques. Cette question se heurte d'entrée de jeu à Washington, qui est le principal fournisseur d'armement des moudjahidines. Pour les Américains, en particulier pour l'administration Reagan, la guerre d'Afghanistan offre aussi et surtout une occasion d'atteindre et d'affaiblir l'Union soviétique. L'aide aux moudjahidines permet ainsi de concrétiser la « doctrine Reagan » d'opposition à l'influence soviétique dans le tiers-monde. Par conséquent, l'idée de négocier pour assurer l'existence d'un régime communiste est inacceptable pour Washington. Dans le même temps, le Congrès américain décide de renforcer son soutien aux moudjahidines. Le 8 mars 1983, le président Reagan prononce son fameux discours où il qualifie l'URSS « d'empire du mal », suivi de peu par l'annonce du lancement de l'Initiative de défense stratégique[*4].

L'atmosphère de confrontation qui en découle empoisonne désormais le climat international et, en premier lieu, les négociations sur l'Afghanistan.

L'administration Reagan a fourni dans les deux premières années de son mandat une assistance inférieure à celle de l'administration Carter, mais vers la fin de 1982, elle commence à l'augmenter tant en fourniture d'armement qu'en argent[6]. Dans le même temps, les États-Unis lancent une campagne de propagande destinée à soutenir les moudjahidines. Ils affirment par exemple que les Soviétiques utilisent des armes biologiques contre les rebelles et qu'ils emploient des jouets piégés pour mutiler les enfants afghans[7]. Les relations s'enveniment encore davantage quand l'aviation soviétique détruit le vol 007 de la Korean Airlines en septembre 1983. La réponse incohérente des autorités soviétiques contribue par ailleurs à accroître la tension entre les deux puissances. S'y ajoutent l'invasion de la Grenade en octobre 1983 et le déploiement des missiles Pershing en Allemagne en décembre, ce qui permet à un membre du Politburo de déclarer que la situation internationale « de chaude est devenue terriblement brûlante ».

À la mort d'Andropov en 1984, un premier projet d'accord est pourtant presque prêt, mais les questions touchant aux échéances et à la non-ingérence demeurent les principaux obstacles qui ne seront surmontés qu'en mars 1988. Le nouveau secrétaire général, Konstantin Tchernenko, qui reste à la tête de l'Union soviétique de février 1984 jusqu'à sa disparition le 10 mars 1985, ne mentionne jamais l'Afghanistan dans ses trente-cinq interventions. La politique soviétique y semble à nouveau suivre une voie automatiquement tracée.

Gorbatchev veut mettre fin au conflit sans perdre la face, avril 1985 à janvier 1987

Le successeur d'Andropov, Konstantin Oustinovich Tchernenko, un apparatchik parfait héritier des années de stagnation de l'époque brejnévienne, reste à la tête de l'Union soviétique de février 1984 au 10 mars 1985. La politique soviétique en Afghanistan semble alors s'inscrire comme un fait accompli. Dans toute l'URSS, la gestion tronquée de l'information nourrit le discrédit porté au régime, car elle suscite des interrogations et des doutes dans la population sur le sens de la présence militaire en Afghanistan et sur la réalité des pertes subies. Dans le même temps, les critiques croissantes venant des intellectuels autant que de nombreux militaires et membres du parti ne laissent plus de doute sur l'impasse qui s'annonce. Lancées en 1982, les négociations de Genève qui sont conduites en 1985 marquent totalement le pas en raison de l'intransigeance du représentant afghan Mohammed Dost et du Soviétique Nikolaï Kozyrev face aux Américains qui restent convaincus qu'il n'y a aucune volonté de se désengager du côté soviétique.

L'arrivée de Mikhaïl Gorbatchev au pouvoir, le 11 mars 1985, permet d'infléchir progressivement la politique soviétique tant dans le domaine intérieur qu'au plan international, en particulier en Afghanistan. Comme ses prédécesseurs, il a parfaitement compris que la guerre isolait l'URSS, qu'elle était difficile à expliquer à sa population, qu'elle s'éternisait indéfiniment et qu'elle était en fait rejetée par un grand nombre de responsables politiques et militaires. Pourtant, il appréhende tout autant les conséquences d'un retrait, car il reste persuadé qu'il faut garantir une certaine forme de stabilité avant de rapatrier le contingent de forces soviétiques. Sa réticence initiale à mettre un terme à l'engagement est aussi le résultat de sa conviction qu'un retrait serait assimilé à une défaite. Un départ ne peut ainsi qu'entacher l'image de puissance politique et militaire de l'URSS, en particulier auprès des alliés du tiers-monde. Mais pour les

intellectuels soviétiques soutenant la nouvelle pensée politique, la principale évolution c'est que ni la survie du régime, ni la perte de prestige ne contrebalancent les effets négatifs de la guerre. La façon dont les alliés du tiers-monde réagissent est un véritable sujet de préoccupation pour Gorbatchev, qui souhaite renouveler les liens que l'Union soviétique entretient avec eux. Mais c'est Rajiv Gandhi, le Premier ministre indien de fin 1984 à fin 1989, qui resitue le conflit afghan dans sa dimension conflictuelle régionale. Il souhaite en effet éviter que le retrait des Soviétiques ne soit perçu comme un succès du Pakistan, qui trouverait ainsi une opportunité pour sortir du cycle des défaites subies face à l'Inde depuis sa création en 1947.

L'année 1985 peut être considérée comme le point de départ de la prise de décision vers le retrait, tout en se révélant paradoxalement la plus sanglante du conflit. Gorbatchev ne donne pas le sentiment d'avoir pris une décision ferme et il confie à la commission du Politburo, dédiée à l'Afghanistan, la mission d'étudier les conséquences, les avantages et les inconvénients d'un retrait des forces. Cependant, dès le 17 octobre, à Moscou, Babrak Karmal se fait déjà recommander par Gorbatchev un retour au libre marché, aux valeurs afghanes et islamiques et de proposer un partage du pouvoir, y compris avec les forces d'opposition. Cette proposition de se tourner vers une forme de capitalisme et la prise en compte de l'islam marque une rupture par rapport aux slogans révolutionnaires. Elle anticipe les positions radicales adoptées ultérieurement par Gorbatchev en 1988. Il fixe même à Babrak Karmal une échéance pour le retrait des troupes qui sera effectif à l'été 1986, ce qui le contraint à envisager d'assumer avec ses propres moyens la défense de la révolution afghane. Mais il refuse cette logique et répond à Gorbatchev que « s'il part maintenant, il devra renvoyer un million d'hommes la prochaine fois ». Gorbatchev sait désormais que Karmal devient un obstacle au retrait et que les communistes afghans feront tout ce qu'ils peuvent pour saboter

chaque projet allant dans ce sens. Le lendemain de cette rencontre, soit après six mois de pouvoir, Gorbatchev réunit le Politburo pour une réunion qu'il veut décisive en vue d'obtenir un mandat qui lui permette d'aborder la question afghane sous l'angle du retrait. Après l'avoir informé de son entretien avec Karmal, il présente le conflit sous un angle émotionnel en lisant des lettres de mères de soldats tués ou amputés en Afghanistan ainsi que des plaintes directement adressées au Comité central. Le nouveau ministre de la Défense, Sokolov, approuve d'ailleurs la décision en annonçant qu'il est prêt à « remballer les affaires[*5] ». Cette rupture de politique conduit à s'interroger sur la question du remplacement de Babrak Karmal. Gorbatchev recherche le consensus au sein du Politburo, où Gromyko reste encore un ferme partisan du maintien des forces. Quatre mois plus tard, en février 1986, lors du 27e congrès du parti, Gorbatchev qualifie l'Afghanistan de « blessure sanglante » et il annonce que l'URSS va retirer ses troupes du pays. En avril 1986, toutefois, il émet une réserve en indiquant au Politburo que le retrait doit s'effectuer sans nuire aux relations de l'URSS avec sa zone d'influence. Sur le plan militaire, de grandes opérations ont lieu au premier semestre de 1985. C'est ainsi que sont lancées les huitième et neuvième offensives dans le Panchir contre le commandant Ahmad Shah Massoud[*6] et, en mars, une opération dans la région de Kunar. Cependant, le commandement militaire soviétique arrive progressivement à la conclusion qu'il faut trouver de nouvelles voies pour résoudre le conflit. Des conversations ont ainsi lieu avec des combattants de l'opposition plus ou moins prêts à engager des négociations de paix. Les résultats sont partiellement positifs avec Massoud, et un *statu quo* tacite s'établit après une nouvelle offensive lancée contre lui.

Malgré les commentaires désobligeants sur la valeur de l'armée gouvernementale afghane, celle-ci possède en 1985 la capacité de prendre la responsabilité de certaines opérations. Les forces terrestres soviétiques comptent à cette époque quatre divisions, cinq brigades, quatre régiments et

six bataillons autonomes, et disposent d'un appui aérien avec quatre régiments d'aviation et trois régiments d'hélicoptères. L'effectif total du CLFSA se maintient alors à 108 000 hommes, dont 73 000 dans les unités de combat. C'est pendant cette période qu'il atteint son plus important niveau, mais les forces soviétiques se retirent progressivement des activités de combat et, par conséquent, diminuent la fréquence et l'ampleur des opérations qu'elles conduisent, tout en limitant l'étendue des zones qu'elles contrôlent. Elles réduisent le nombre des grandes opérations de nettoyage mais en intensifiant toutefois les embuscades sur les itinéraires des caravanes venant du Pakistan et d'Iran. Ce sont donc les forces afghanes qui doivent conduire la plupart des opérations et la partie soviétique en assurer le soutien en moyens du génie, de l'aviation et de l'artillerie. Néanmoins, lorsqu'il s'agit de grandes opérations, le commandement soviétique en assure la direction. C'est aussi dans cette période que le gouvernement afghan lance la création des détachements d'autodéfense en s'appuyant sur les chefs de tribus et les anciens des villages, ce qui peut effectivement amener une réduction des activités antigouvernementales. Dans le même temps, le renforcement des forces afghanes se fait au travers de mesures pour améliorer la discipline, lutter contre les désertions et assurer la liberté religieuse en intégrant des mollahs dans l'armée. Ces mesures ne peuvent cependant pas modifier les réalités du terrain et les revers continuent – ainsi lors de la grande offensive soviéto-afghane lancée pour détruire la base de Jalaluddin Haqqani à Zhawar dans la province de Paktia, en avril 1986, où les forces gouvernementales ne peuvent se maintenir. Pire encore, sur un autre secteur très sensible, le renseignement militaire soviétique s'inquiète de l'extension de la zone d'influence de Massoud vers le nord de l'Afghanistan. Les réactions de la résistance devant la réduction des activités militaires des forces soviétiques ne sont pas toutes identiques. Pour certains, l'occasion s'offre d'élargir leur sphère d'influence, avant tout par des moyens pacifiques et idéologiques, mais d'autres chefs de guerre

craignent l'abandon de la lutte par un grand nombre de paysans fatigués du conflit et ils entretiennent constamment les tensions pour alimenter la guerre. La même année, une opération est également menée dans la région de Khost pour y détruire une base régionale. Il est prévu qu'elle soit uniquement conduite par des forces afghanes avec toutefois le soutien de l'aviation soviétique, mais il devient rapidement évident qu'elles ne peuvent pas conclure seules cette opération, et les Soviétiques y participent finalement en assurant les missions de couverture et en fournissant l'appui feu des forces afghanes. Elles n'agissent finalement de façon autonome que pour détruire les éléments résiduels de la résistance.

Le 28 juillet 1986, dans son discours de Vladivostok[*7], Gorbatchev officialise ses intentions et s'engage publiquement dans une politique de retrait : « Avant la fin de 1986, six régiments, un de chars, deux d'infanterie et trois de défense antiaérienne, seront retirés d'Afghanistan pour revenir dans la patrie. » Les effectifs sont ainsi réduits de 15 000 hommes. Mais c'est à partir de 1986 que l'administration Reagan s'oriente résolument vers une stratégie de « victoire » politique plus déterminée en Afghanistan. Elle s'appuie pour cela sur la Directive nationale de sécurité 166 (NSDD-166)[8] du 27 mars 1985, qui est une première étape vers un développement net de l'assistance clandestine pour que, par « tous les moyens disponibles », l'armée soviétique soit chassée d'Afghanistan. Elle autorise surtout la CIA à entrer sur le territoire afghan et à établir des contacts directs avec les chefs de la résistance. L'aide américaine, doublée de la même somme par l'Arabie saoudite, s'élève à 250 millions de dollars en 1984, pour passer à 470 millions en 1986 et à 610 millions en 1987[9]. Le chef de station de la CIA au Pakistan, Milton Bearden, indique que plus de 60 000 tonnes de matériels sont acheminées en Afghanistan chaque année[10]. L'accroissement de l'assistance américaine prélève son tribut sur les forces soviétiques. Le ministre de la Défense, Sokolov, le fait constater lors d'une réunion du

Politburo en janvier 1987 : « La situation militaire s'est récemment aggravée, le bombardement de nos garnisons a doublé. »

Quand Milton Bearden est nommé en juillet 1986 « directeur des opérations secrètes de la CIA en Afghanistan », c'est-à-dire « chef de station de la CIA à Peshawar », Moscou comprend qu'une nouvelle impulsion est donnée à la lutte menée par les États-Unis. Les rapports de la CIA ont effectivement mis en garde contre un fléchissement des attaques des moudjahidines face à l'efficacité des nouvelles méthodes de combat soviétiques qui combinent l'emploi des hélicoptères et des forces spéciales. Les analystes de Langley en concluent que ces évolutions opérationnelles peuvent faire pencher la balance du côté soviétique. Survient alors un véritable coup de semonce, le 26 septembre 1986, quand trois hélicoptères soviétiques sont abattus par les premiers missiles antiaériens Stinger livrés aux moudjahidines. L'introduction de cette arme se révèle bien plus efficace que les armements antiaériens déjà livrés. Son arrivée sur le théâtre afghan est aussi le résultat d'un long processus de décision dont l'aboutissement fait franchir une ligne rouge et marque une étape visible dans l'escalade du conflit. En livrant un armement que seules ses forces armées possèdent officiellement, les Américains montrent ouvertement leur engagement sans craindre une réaction soviétique et écartent ainsi la politique antérieure de soutien qui cherche à éviter toute signature américaine en ne livrant que des matériels d'autres origines avec une priorité pour ceux de facture soviétique.

Comme l'objectif de Moscou est toujours de mettre sur pied un gouvernement suffisamment stable pour qu'il puisse fonctionner sans l'assistance des forces soviétiques, Gorbatchev estime que le remplacement de Babrak Karmal est incontournable puisqu'il ne faut attendre aucun changement de sa part. C'est ainsi que lors du 18^{e} plénum du PDPA de mai 1986, Mohammed Najibullah est désigné comme président du Politburo et du Conseil de défense. Formé comme médecin, c'est un

homme intelligent, charismatique, dynamique mais de caractère abrupt. Il est membre de la faction « Parcham » du PDPA depuis sa création et devient membre du Comité central en 1977. Pendant la période de direction du pays par le « Khalq », il est exilé comme ambassadeur en Iran, puis en Yougoslavie et il rentre en Afghanistan avec l'armée soviétique. Il est ensuite directeur de la police secrète, le KhAD (Service d'information d'État), où il se forge une réputation de brutalité avec l'élimination de dizaines de milliers d'opposants. Il démontre malgré tout à ce poste son habileté à établir des liens avec les chefs de tribus pachtounes. C'est lui aussi un Pachtoun intransigeant, qui ne se tourne pas vers les autres ethnies. Cette ligne se confirme régulièrement quand il refuse tout accord avec le chef tadjik Ahmad Shah Massoud que les Soviétiques considèrent pourtant comme le chef des moudjahidines avec lequel une entente est imaginable. Najibullah préfère donc se rapprocher d'Hekmatyar, un Pachtoun, pourtant considéré comme le plus extrémiste. Par la suite, en 1987, et en dépit de l'opposition de Moscou, il renforce son pouvoir en prenant le poste symbolique de président, mais aussi de chef du Conseil national de défense et enfin de commandant suprême des forces armées.

C'est le 13 novembre 1986 que le Politburo prend la décision d'entamer le processus de retrait progressif des forces soviétiques d'Afghanistan avec la prise de position de Gorbatchev : « Nous avons combattu depuis six ans en Afghanistan. Si l'approche n'est pas changée, nous continuerons à combattre dans vingt ou trente ans. […] Il faut dire à nos militaires qu'ils apprennent mal de cette guerre. […] Allons-nous rester à combattre indéfiniment en témoignage de l'incapacité de nos troupes à régler la situation ? Il nous faut mettre un terme à ce processus aussi vite que possible. » Le chef de l'état-major général, Serguei Akhromeev, dresse à cette occasion un bilan négatif de la situation : « Nous contrôlons Kaboul et les centres de population, mais nous ne pouvons établir aucune autorité sur les territoires occupés. » Et d'ajouter : « Nous avons perdu la bataille pour

le peuple afghan. » La résolution finale de cette réunion établit que, en 1987, 50 % du contingent soviétique doit être retiré et le reste suivra l'année suivante. Sur le plan international, il s'agit d'engager des négociations avec le Pakistan. Gorbatchev fait alors de ce qui est baptisé la « réconciliation nationale » l'élément essentiel de sa stratégie de sortie et il charge Najibullah de la mettre en œuvre. Son objectif – qui reprend ce que Moscou demande depuis 1980 – consiste à amener les Afghans à se réunir sous un régime renouvelé en élargissant la base sociale, à poursuivre le dialogue avec les tribus pachtounes, à tenir compte des particularités des populations, à abandonner la politique économique de style marxiste et donc à soutenir le secteur privé. Cependant, la décision de retrait ne définit pas encore la façon de le mener sur le terrain, aussi au cours des deux années suivantes des positions contradictoires entre le retrait et le soutien à Kaboul s'affrontent-elles au sein du Politburo. Pour les concilier, Gorbatchev décide de reporter le retrait soviétique jusqu'à 1988-1989 pour donner à Najibullah le temps de construire ses forces de sécurité. Il est tout aussi vraisemblable que le secrétaire général souhaite également bénéficier de ce temps pour accroître son influence auprès des militaires et pouvoir procéder à des remaniements internes. Le 30 décembre 1986, le Comité central du PDPA décide alors de s'engager vers une « politique de réconciliation nationale » accompagnée d'un cessez-le-feu et de la création d'un possible gouvernement de coalition. Après le retrait des forces soviétiques, il s'avère que Najibullah et le PDPA prennent des positions bien plus courageuses, ou aventureuses, en s'ouvrant à la société et en établissant des liens avec les tribus tout en effaçant leur image communiste, ce qui contribue à permettre le maintien du régime jusqu'en 1992.

La réussite technique du retrait

Le 15 janvier 1987, le gouvernement afghan annonce officiellement un cessez-le-feu et invite l'opposition à négocier en proclamant une amnistie générale. Le gouvernement abandonne ses objectifs révolutionnaires dans tous les domaines. Le mot « démocratique » est retiré de l'appellation officielle du pays, qui devient la « république d'Afghanistan », et les responsables politiques soulignent de plus en plus le caractère islamique du gouvernement. Au milieu de l'année 1987, un statut légal est attribué aux partis qui n'ont pas pris les armes et qui acceptent de reconnaître « le renforcement de l'amitié historique entre l'URSS et l'Afghanistan ». Une *loya jirga* – ou « grande assemblée » en pachto – adopte la nouvelle Constitution le 29 novembre. Mais l'opposition rejette les élections parlementaires qui se tiennent en avril 1988 même si, entre autres, l'article 2 de la Constitution de 1987 indique que l'islam devient la religion d'État. Pour rompre avec le passé, le KhAD devient le « WAD » (ministère de la Sécurité d'État), le Parti démocratique du peuple afghan change de nom pour devenir le « Hizb-i Watan » (« Parti de la patrie »), mais ces nouveaux noms ne modifient pas la nature des organes d'État issus du modèle soviétique.

L'inutilité de l'action politique des Soviétiques est plus clairement établie quand, dans une réunion du Politburo du 22 mai 1987, le commandant des forces soviétiques, Valentin Varennikov, déclare qu'« il n'y a aucun sens de la patrie ici. Il y a l'ethnie, la tribu et le clan… Nous nous battons pour le socialisme et pour imposer l'idée d'une révolution nationale démocratique, mais ils ne comprennent absolument rien à cela ». Néanmoins, la politique de retrait s'accompagne d'une stratégie d'afghanisation qui doit transmettre l'entière responsabilité politique et militaire au gouvernement afghan. Les militaires soviétiques commencent à préparer un transfert massif d'armes, d'équipements et d'approvisionnement pour permettre au régime de survivre après leur

départ. Ils ont cessé pratiquement toute action offensive depuis le mois de janvier précédent et ils ne mènent plus que des actions de combat dans le cadre d'une riposte à des attaques ciblées. Il y a une seule exception majeure en 1987 quand cinq divisions soviétiques lancent en novembre dans la province de Paktia l'opération « Magistral », la plus importante de la guerre en Afghanistan. Par la suite, les unités ne conduisent des opérations que pour s'assurer du contrôle des axes routiers et se préparer à mener en sécurité le retrait d'Afghanistan.

Les efforts diplomatiques soviétiques qui s'étaient arrêtés après la mort d'Andropov et qui avaient repris quelques mois après l'arrivée de Gorbatchev, ne se contentent pas des négociations de Genève pour sortir de l'impasse. Dans le contexte de la réconciliation nationale, tous les services soviétiques – le KGB, le ministère de la Défense, les Affaires étrangères – établissent des contacts avec l'opposition pour la convaincre de se rallier au gouvernement. En août 1985, les textes des trois instruments des accords de Genève qui portent sur le retour des réfugiés, l'ingérence extérieure et sur les garanties internationales sont déjà prêts. La principale difficulté reste le statut du gouvernement de Kaboul, que le Pakistan ne veut pas reconnaître, sans oublier le calendrier prévu pour le retrait. Dans le discours de Vladivostok du 28 juillet 1986, Gorbatchev avait annoncé ouvertement son intention de quitter l'Afghanistan tout en demandant en échange l'arrêt de l'interférence étrangère, en particulier celle du Pakistan. Si, à cette étape des négociations, Moscou lie le retrait militaire à la réussite du processus de réconciliation nationale, la diplomatie soviétique tente également des ouvertures directes et, tout au long de 1987, elle essaie d'utiliser cette carte vers le Pakistan pour soutenir ce processus ; dès le début de l'année, le vice-ministre soviétique des Affaires étrangères se rend à Peshawar. Mais le fossé reste profond entre les approches des deux pays parce que le Pakistan tient à installer à Kaboul un gouvernement intérimaire sans aucun lien avec le régime précédent, ce qui reste inacceptable pour Moscou. Par ailleurs, les

Soviétiques refusent d'engager eux-mêmes le dialogue avec les partis de l'opposition qui souhaitent pourtant des négociations directes avec Moscou pour légitimer leur existence. De plus, Gorbatchev voit toujours les États-Unis comme le principal adversaire, celui qui ne veut pas « perdre l'opportunité de présenter l'URSS sous un mauvais jour » : il s'en plaint lors d'un entretien avec le ministre italien des Affaires étrangères Andreotti, le 27 février 1987, auquel il confie que même les Pakistanais lui avaient dit subir la pression des États-Unis pour qu'ils refusent tout règlement. Gorbatchev va alors progressivement s'engager sur une ligne de concessions unilatérales.

Au début de 1987, les Soviétiques réalisent que la situation peut se révéler pire avec la mise en place de Najibullah, mais certains dirigeants maintiennent leur soutien au régime. Le successeur de Gromyko aux Affaires étrangères, Édouard Chevardnadze, devient son plus ferme appui, tout comme Gorbatchev qui sait qu'un retrait est inévitablement préjudiciable au prestige de l'URSS. Krioutchkov, le chef de la première direction du KGB, avance pour sa part des arguments traditionnels géopolitiques en estimant que si l'URSS se retire trop vite, l'Afghanistan deviendra une base pour « l'Iran, la Turquie et les fondamentalistes ». Pour Chevardnadze, l'URSS doit assumer les conséquences de son intervention en Afghanistan. Comme elle a provoqué autant de dommages, il est impossible qu'un régime ami puisse s'y maintenir après son départ. Par conséquent, le maintien de Najibullah demeure le seul moyen de conserver un dirigeant favorable à l'URSS. Sur le plan intérieur, la direction soviétique comprend qu'elle perd tout crédit si elle se retire sans résultats probants alors qu'un million de citoyens soviétiques ont été durement engagés[*8]. L'échec de la politique de réconciliation nationale devient pourtant patent dans le courant de l'été 1987. Même Gorbatchev abandonne l'idée de conserver le PDPA au pouvoir et envisage que des représentants de l'opposition entrent au gouvernement afghan. Cette alternative devient

toutefois de plus en plus illusoire quand l'opposition et Najibullah refusent toute forme d'ouverture.

La résistance ne faiblit en aucun cas. En mai 1987, les Soviétiques évaluent ses forces à 3 785 détachements pour un effectif total de 133 700 combattants (soit 8 000 de plus qu'en janvier) dont 1 400 sont actifs, soit 52 000 moudjahidines. La plus grande partie se concentre dans les zones situées à l'est, au nord-est, au centre, au sud et au sud-est du pays où se trouvent 2 510 détachements ou groupes de combattants, ce qui représente 67 % de tous les effectifs de moudjahidines. Par comparaison, à la fin de 1988, les Soviétiques estiment le nombre de moudjahidines à 4 530 détachements pour un effectif total de 173 000 combattants. Parmi eux, 1 920 détachements sont employés à « temps plein », soit 82 300 combattants. La résistance démontre sa fermeté pour poursuivre la lutte armée jusqu'au départ des forces soviétiques. La politique de réconciliation nationale symbolise pour elle l'expression d'un aveu de faiblesse d'un gouvernement qui ne peut plus obtenir la décision par la voie des armes et qui cherche à la diviser en poussant les principaux chefs de moudjahidines à négocier alors qu'ils courent le risque d'être assassinés. Par conséquent, elle intensifie ses actions offensives contre les représentants gouvernementaux, mais aussi contre les forces soviétiques. Ainsi, le nombre d'attaques contre des garnisons, des postes et des colonnes soviétiques s'élève à 630 entre janvier et mai 1987 (210 pour la même période en 1986). Contre les centres administratifs, les représentations gouvernementales, par rapport à 1986, il y a une multiplication par trois des attaques contre les Soviétiques et par deux contre les forces afghanes, avec en moyenne de 8 à 12 attaques par jour – avec une pointe particulière pour l'anniversaire de la « révolution de Saur », le 27 avril, avec 46 attaques. Pour les troupes soviétiques, la situation devient très inconfortable dans la mesure où elles doivent subir des coups sans pouvoir les prévenir. Elles sont donc de nouveau engagées contre les caravanes venant d'Iran ou du

Pakistan ainsi que dans certaines régions difficiles comme Kandahar, Herat, Ghazni, Kunduz, Logar, Paktia, Khost et autour de Kaboul. La résistance sait que le contingent soviétique reste le véritable obstacle au renversement du régime de Kaboul et elle ne cherche plus alors qu'à accélérer son départ en accentuant la pression afin de provoquer le plus de pertes possible, voire en étendant le conflit au territoire soviétique, comme c'est le cas le 8 mars contre la ville de Piandzh au Tadjikistan soviétique et le 9 avril lors d'une attaque contre un poste-frontière.

Comme les dirigeants soviétiques perdent progressivement toute illusion, Gorbatchev suggère le 23 juillet 1987 de tenir une réunion tripartite entre l'URSS, l'Afghanistan et les États-Unis, pour les associer à un accord. Le 16 septembre, lors d'une visite à Washington, Chevardnadze confie à George Shultz : « Nous quitterons l'Afghanistan. Ce peut être dans cinq mois ou dans un an, mais il n'est pas question d'attendre un futur éloigné. Je vous dis avec tout le sens des responsabilités que la décision politique a été prise. Nous quitterons l'Afghanistan. » Il demande même au secrétaire d'État américain de l'aider pour garantir que l'Afghanistan soit un « État neutre et non aligné, et de limiter l'expansion du fondamentalisme », marquant ainsi la véritable première étape pour parvenir à le convaincre de la sincérité des Soviétiques. Malgré cela, Shultz redoute, pendant plusieurs semaines, de faire part à l'aile dure du cabinet de Ronald Reagan de l'intention soviétique, par crainte d'être accusé d'affaiblir sa position face à Moscou. Cependant, les hauts responsables américains ne donnent pas suite à ces avertissements et n'estiment jamais nécessaire de faire pression sur les Pakistanais pour qu'ils retirent leur soutien aux factions liées aux Frères musulmans. Ainsi, la CIA et d'autres courants à Washington écartent les avertissements de la direction soviétique concernant l'islamisme radical. En décembre 1987, le directeur du KGB, Vladimir Krioutchkov, demande à son homologue Robert Gates, le directeur de la CIA, son soutien pour négocier une solution politique en

Afghanistan en soulignant le risque de voir arriver au pouvoir un régime fondamentaliste sunnite en plus du régime chiite iranien déjà existant. Mais Gates reste convaincu que les Soviétiques veulent le tromper et, bien plus, la CIA estime que la gestion des troubles qui pourraient survenir en Afghanistan après le conflit est du ressort du Pakistan, dans le cadre de ses responsabilités régionales. Lors du sommet de Washington de décembre 1987, Gorbatchev s'avance encore davantage et réclame l'arrêt du soutien américain aux moudjahidines en ajoutant une garantie de neutralité pour l'Afghanistan en échange du retrait des troupes soviétiques. Même si cet argument lui semble majeur, Reagan n'y est absolument pas réceptif : « Le président de l'Afghanistan a une armée, l'opposition n'en a pas. Par conséquent, nous ne pouvons pas demander à un côté de déposer les armes pendant que l'autre les garde. » En fait, il existe à ce moment-là une certaine confusion dans l'administration américaine entre les *bleeders*, qui souhaitent maintenir l'armée soviétique en Afghanistan pour continuer à la faire « saigner » en lui infligeant des pertes, et les *dealers*, prêts à certaines concessions pour encourager un retrait rapide.

Au moment même où Gorbatchev négocie avec Reagan à Washington, se déroule à Khost l'une des plus grandes batailles de la guerre. Les moudjahidines n'ont pas été longs pour reprendre leurs positions après les deux batailles de Zhawar de 1985 et 1986 qui ont neutralisé un certain temps une puissante base logistique de la résistance installée sur le sol afghan. À l'automne, les moudjahidines du fameux chef militaire Jalaluddin Haqqani bloquent la route entre Gardez et Khost, où 40 000 civils et 8 000 militaires ne survivent que par un ravitaillement aérien. Vers la fin de novembre, les Soviétiques et les forces afghanes débutent ensemble une opération pour relever la garnison. Elle est conduite par le général Boris Gromov du côté soviétique et par le général Shanawaz Tanai, ministre de la Défense, pour la partie afghane. Après une dernière tentative de négociations, les Soviétiques font intervenir leurs parachutistes, qui

s'emparent de la position, et le 30 décembre les premières colonnes de ravitaillement commencent leur mouvement terrestre. Cette opération baptisée « Magistral » (« autoroute ») est un nouveau succès opérationnel de Moscou, qui vaut au général Varennikov d'être décoré de l'étoile de héros de l'Union soviétique. C'est à cette occasion qu'a lieu l'un des combats les plus fameux du conflit avec la défense de la cote 3234 par la 9e compagnie du 354e régiment autonome d'assaut par air. Khost tombe finalement aux mains d'Haqqani en avril 1991, soit deux ans après le départ des Soviétiques. Celui-ci – un héros pour le sénateur américain Charlie Wilson[11] – rejoint plus tard les talibans et devient, après le 11 septembre 2001, le troisième homme le plus recherché par les Américains.

Chevardnadze et Najibullah, lors de leurs entretiens de janvier 1988, restent tout d'abord sur l'idée que les Américains peuvent cesser leur soutien aux moudjahidines, ce qui est immédiatement démenti par George Shultz. Les militaires soviétiques, quant à eux, souhaitent que soient négociées avec le Pakistan des garanties de désengagement équivalentes à leur retrait. Mais face à cette impasse et à l'intransigeance américaine, Gorbatchev annonce finalement le 8 février à la télévision soviétique que les troupes vont se retirer dès le 15 avril si un accord est obtenu à Genève le 15 mars, espérant ainsi qu'en répondant à la demande des Américains de fixer une date, ils feraient pression sur le Pakistan. Le président pakistanais Zia se déclare alors prêt à participer aux négociations, ce qui fait du 8 février 1988 une étape décisive. Chevardnadze fait entre-temps de nombreuses promesses de soutien à Najibullah et, en avril, quand les accords sont près d'être signés, il souhaite obtenir une révision du traité d'amitié de 1978 pour autoriser le retour de forces soviétiques en fonction des circonstances. Gorbatchev refuse pourtant d'envisager une telle option, même s'il promet le 7 avril à Najibullah que « même dans les pires circonstances et même sous des conditions de strict contrôle, dans n'importe quelle situation, nous vous fournirons en armes ». Cependant, les

accords ne prévoient aucune garantie avec un très faible mécanisme de contrôle parce que Gorbatchev veut ainsi démontrer sa bonne volonté aux yeux des Occidentaux. Trois accords bilatéraux sont finalement signés le 14 avril 1988 entre le Pakistan et l'Afghanistan sous l'égide des Nations unies. Ils comportent un « accord bilatéral entre la république islamique du Pakistan et la république d'Afghanistan sur les principes de relations mutuelles et en particulier sur la non-ingérence et la non-intervention », accompagné d'une « déclaration de garanties » signée par les États-Unis et l'URSS. Le deuxième accord porte sur le retour volontaire des réfugiés. Enfin, les dates de retrait des forces soviétiques sont officialisées à travers « l'accord sur les relations mutuelles pour le règlement de la situation relative à l'Afghanistan » signé entre le Pakistan et l'Afghanistan, avec comme témoins George Shultz et Édouard Chevardnadze. Entre autres mesures, il est précisé que les États-Unis et tous les autres pays doivent théoriquement cesser de fournir de l'armement et d'assurer l'entraînement des moudjahidines. Le Pakistan doit même leur refuser de disposer de sanctuaires sur son territoire. Aucun de ces aspects de l'accord ne sera réalisé.

Cependant, les moudjahidines, qui ne sont pas partie prenante dans ces accords, refusent d'en accepter les termes – une attitude qui va logiquement conduire à la poursuite des hostilités pour amener la chute du gouvernement de Najibullah. L'Iran non plus n'accepte pas les termes des accords de Genève, après avoir d'ailleurs refusé de s'y associer comme cinquième partenaire. Téhéran ne cède pas à la pression des autorités internationales et n'a pas l'intention d'interrompre son aide militaire en faveur de l'opposition, en particulier celle apportée aux chiites afghans hazaras. Finalement, Chevardnadze dresse le juste bilan de cette aventure qui à la fois décrédibilise son pays et admet sa défaite : « C'était difficile pour moi de réaliser que j'étais le ministre des Affaires étrangères qui avait signé ce qui n'était certainement pas un accord sur une victoire. Il n'y a pas

beaucoup d'exemples de la sorte dans l'histoire de l'URSS et de la Russie. Et je ne pouvais pas m'empêcher de penser à ces gens que nous avions entraînés et poussés dans une révolution et que nous abandonnions maintenant seuls face à un ennemi mortel. » Les accords de Genève prévoient que le retrait soviétique s'effectuera en deux phases : du 15 mai au 15 août 1988 pour la moitié du contingent soviétique, le reste neuf mois plus tard, ce qui est effectif le 15 février 1989. Dès le 7 avril 1988, le ministère de la Défense soviétique publie son ordre d'opérations pour le retrait dont les routes sont les mêmes que pour l'invasion, mais en sens inverse. La phase initiale de mai à août conduit au retrait de 50 000 hommes en fermant dix garnisons majeures. La phase finale est reportée de novembre à décembre 1988 et s'étale jusqu'au 15 février 1989 parce que cette planification est perturbée par des conflits internes dans l'administration soviétique tant à Moscou qu'à Kaboul. Comme les moudjahidines continuent à recevoir des armes et des munitions, Najibullah confie au général Varennikov qu'il fera tout pour ralentir le départ des forces soviétiques afin de compenser ces violations manifestes des accords par les Américains et les Pakistanais. Lesquels demandent cependant aux moudjahidines de suspendre leurs attaques contre les unités soviétiques qui se replient, ce qui est partiellement suivi. Si Ismaël Khan (surnommé « l'émir de l'ouest ») permet le passage de milliers de soldats soviétiques à partir du sud et de l'ouest du pays par le poste-frontière de Turgundi, au-dessus d'Herat, Hekmatyar et d'autres radicaux du Pakistan poursuivent bel et bien les combats pendant la phase de retrait. Ahmad Shah Massoud, quant à lui, ne dévoile pas ses intentions, et le tunnel de Salang, dans la vallée du Panchir qu'il contrôle – et qui est l'objet d'attaques répétées depuis 1979 – reste toujours l'artère de communication stratégique la plus vulnérable de l'Afghanistan. Dès qu'il est admis que les Soviétiques vont effectivement se retirer, Massoud cesse de les harceler, tout en subissant les provocations des forces gouvernementales. Varennikov parvient à négocier

un cessez-le-feu temporaire avec lui, comme c'est d'ailleurs souvent le cas de le faire au niveau local pour les militaires soviétiques.

Sur le plan politique, Massoud constitue la principale menace pour Najibullah. Par contre, pour le général Varennikov, Massoud peut devenir sur le long terme une figure politique majeure dans l'Afghanistan d'après le conflit et, par conséquent, être un interlocuteur du gouvernement soviétique. Il entame alors avec lui des négociations à partir de points définis par Moscou, comme la création d'une région autonome tadjike au nord du pays. La coopération avec Massoud, le « lion du Panchir », devient aussi une nécessité opérationnelle si les axes terrestres sont coupés, obligeant alors les Soviétiques à utiliser la voie aérienne pour se retirer. Pire, elles auraient de nouveau dû lancer une opération nécessitant le retour de forces déjà repliées, ce qui aurait conduit à une nouvelle escalade du conflit, sans qu'en fait aucune action nouvelle ne donne de résultats pratiques d'un point de vue militaire – et encore moins sur un plan politique. Néanmoins, les contacts pris par Varennikov auprès de Massoud sont rejetés par Chevardnadze et Krioutchkov, qui l'accusent de conspirer et de ne pas soutenir le gouvernement de Najibullah. Quand le ministre des Affaires étrangères vient à Kaboul en janvier 1989, Najibullah, qui voit Massoud comme une authentique menace capable d'imposer un blocus autour de Kaboul, obtient finalement qu'une dernière offensive soit lancée contre Massoud, ce qui rend furieux les généraux soviétiques qui baptisent sarcastiquement l'opération du nom de « Typhoon », reprenant le nom de code de l'offensive désespérée et inefficace lancée par les Allemands contre Moscou pendant l'hiver 1941. Il essaie également de faire en sorte que des soldats soviétiques soient maintenus pour garder la passe de Salang, voire qu'ils restent indéfiniment pour protéger l'aéroport de Kaboul, mais aussi que des bombardiers soient disponibles pour intervenir en permanence à partir du territoire soviétique. Chevardnadze imagine alors de faire préparer un plan pour maintenir 12 000 soldats soviétiques sous mandat de l'ONU

ou comme « volontaires ». Au final, la région de Salang est brutalement bombardée à partir du 24 janvier 1989. Le jugement du conseiller militaire soviétique en Afghanistan de 1988 à 1989, le général Sotskov, résume la situation : « Presque dix ans de guerre se sont reflétés dans ces trois jours et trois nuits : cynisme politique et cruauté militaire, le besoin pathologique de tuer et de détruire les autres face à l'impuissance absolue de quelques-uns. »

Les opérations de retrait reprennent dès la fin de l'opération. Les conditions climatiques sont particulièrement difficiles, mais les longues colonnes de véhicules continuent à rejoindre la frontière, démontrant malgré tout l'efficacité de la planification soviétique. Le 4 février, les dernières troupes quittent Kaboul. Des représentants de la presse mondiale sont invités pour immortaliser le moment : le retour – qui se veut triomphal – du dernier soldat soviétique quittant l'Afghanistan par le pont de Termez reliant l'Union soviétique à l'Afghanistan. Retour, aussi, du général Gromov, commandant la 40e armée, qui se dirige, à pied, de façon théâtrale, vers le sol de la mère patrie – *i. e.* celui de la république socialiste soviétique d'Ouzbékistan. Après cinq années de présence en Afghanistan, il estime avoir le droit de franchir en dernier le pont de Termez, ce qu'il fait le 15 février 1989 à 9 h 15. Le retrait est alors théoriquement achevé. Si le côté soviétique est rempli de journalistes, aucun représentant officiel ne s'est déplacé pour accueillir les derniers soldats et donner une consécration officielle à l'achèvement de la mission de « devoir internationaliste » en Afghanistan. Ils estiment sans doute qu'il s'agit d'une sale guerre et qu'il n'est pas question d'aller à Termez pour endosser le crime. Les militaires considèrent cette attitude comme une insulte qu'ils ne pardonnent pas : voilà qui ouvre une période de fort antimilitarisme en Russie, laquelle ne s'achève partiellement qu'avec le retournement effectué par Vladimir Poutine au début du XXIe siècle.

L'héritage des neuf années d'intervention soviétique en Afghanistan constitue un véritable désastre social et politique. Les bombardements n'ont

finalement démontré que l'impuissance de Moscou, comme la vanité des technologies et des méthodes employées face à une insurrection. Ce retrait constitue une victoire stratégique pour les moudjahidines et leurs soutiens. L'image de l'armée soviétique se trouve très nettement et très durablement ternie alors que la prise de Berlin en 1945 et les interventions de Budapest et Prague en ont fait l'instrument d'une politique résolument conquérante. La chute accélérée de l'Empire soviétique ne fait que commencer. En 1989, il en reste l'image d'un gâchis inutile qui a entraîné la destruction d'un pays et son cortège d'atrocités, sapant ainsi tout le principe de soutien aux guerres de libération ainsi que la fiabilité d'une institution érigée en modèle de la société soviétique. À l'extérieur, la réputation de l'armée est foncièrement atteinte et il faut attendre les démonstrations opérationnelles de la deuxième campagne de Tchétchénie de 1999-2004 et de l'intervention en Géorgie de 2008 pour que les forces russes renouvelées démontrent qu'elles pouvaient être de nouveau l'instrument efficace de l'expression de la volonté politique de Moscou. Situation fragile cependant, car les critiques quant à ses capacités ont repris de plus belle après l'intervention russe en Ukraine déclenchée le 24 février 2022, quelques mois après la nouvelle chute de Kaboul. Il lui faut encore subir des échecs pour se ressaisir à l'été 2023 et de nouveau s'adapter pour contrer les armes américaines sans toutefois parvenir à les dominer.

CHAPITRE 6

L’adaptation soviétique à la contre-insurrection

Les moudjahidines : une insurrection disparate

Les moudjahidines qui se battent contre les soldats soviétiques et leurs alliés afghans pendant neuf années sont des guerriers très motivés, résilients et habiles à conduire une guérilla malgré de graves lacunes d’organisation. Certains sont d’anciens officiers et soldats de l’armée afghane qui se sont retournés contre le gouvernement. Tous sont guidés par la passion religieuse, le désir de vengeance et une volonté profondément enracinée de s’opposer au centralisme de Kaboul. La plupart d’entre eux sont des paysans chassés de leurs terres et il est toujours impossible pour les Soviétiques de faire la distinction entre les combattants et leurs soutiens potentiels. Les insurgés, comme le gouvernement de Kaboul, souffrent de la caractéristique fondamentale de la société afghane, à savoir son incohérence. Les sept partis de Peshawar (quatre fondamentalistes et trois factions islamistes traditionnelles)[*1] sont soutenus par les Pakistanais, mais

comme ils poursuivent des lignes politiques différentes quand il ne reste plus d'ennemi commun – soit dès la prise de Kaboul en avril 1992 –, la rupture est consommée. Une nouvelle guerre civile éclate alors, mais elle n'est que le résultat de nombreux affrontements déjà survenus pendant la lutte contre les Soviétiques. Les partis de la résistance ne mettent jamais en commun leurs ressources financières, militaires et politiques, mais ils sont en compétition pour obtenir une reconnaissance internationale et obtenir plus d'assistance. Cette rivalité les conduit à exagérer leurs actions militaires. Certains chefs de guerre vendent leurs services au plus offrant et leurs loyautés restent très incertaines et les changements de camp répondent aux besoins immédiats. Les luttes intestines entre les moudjahidines provoquent des milliers de morts parmi les combattants et au sein de la population. Hormis quelques exceptions, les centaines de groupes de moudjahidines n'ont pas de coordination opérationnelle entre eux. Mais ce qui pourrait être considéré comme un désavantage du fait de l'incapacité de conduire des actions coordonnées et d'avoir une stratégie globale, se révèle un avantage parce qu'il provoque la dispersion des actions et crée un système de résistance permanent, insaisissable et finalement inépuisable. Habitués à affronter un ennemi structuré conduisant des actions cohérentes et organisées, les Soviétiques se trouvent devoir affronter un système de résistance confus et non conventionnel.

Le principal soutien de la résistance vient du service interarmées de renseignement militaire du Pakistan, l'ISI[*2], qui organise des camps d'entraînement le long de la frontière afghane. Il contrôle la répartition des armements et de l'argent fournis par la CIA et les autres soutiens extérieurs, en particulier les Saoudiens. Son objectif dans ce conflit est de s'assurer que le régime de Kaboul non seulement lui soit favorable, mais qu'il partage également le positionnement islamiste du Pakistan. C'est ainsi que les Pakistanais favorisent plus particulièrement le Pachtoun Hekmatyar, très proche de leurs vues politiques et religieuses, et qu'ils ne fournissent que

très rarement le Tadjik Massoud. Des formations semi-régulières sont mises sur pied en recrutant dans les camps de réfugiés situés au Pakistan et en Iran. Selon des estimations occidentales, leur effectif ne va pas au-delà de 5 à 8 % de toutes les forces de l'opposition afghane. Elles ont une bonne formation militaire et sont suffisamment équipées. Elles ont l'avantage de ne pas agir sur une seule région et de se révéler très mobiles. Après avoir accompli leur mission, elles reviennent à leur base pour recompléter leurs effectifs et se remettre en condition. Des groupes, que les Soviétiques classent comme « terroristes », entrent également dans la composition de la résistance. Ces réseaux structurés agissent dans les localités et, en même temps qu'ils se livrent à des actions de sabotage, infiltrent l'appareil d'État, l'armée et les services spéciaux afghans pour affaiblir le système gouvernemental. Les chiffres de combattants sont très approximatifs : dans la dernière année de la guerre, en 1988, il pourrait y en avoir eu jusqu'à 175 000 opérant simultanément.

Moins d'une douzaine de personnalités des moudjahidines reçoivent une attention au niveau international. Les extrémistes pachtouns ghilzaïs, Gulbuddin Hekmatyar et Jalaluddin Haqqani, implantés au Pakistan, sont glorifiés par les organes de presse locaux. La presse occidentale assure la couverture de chefs de guerre modérés favorables au roi Zaher Shah, comme le Pachtoun durrani, Haji Latif au sud, le Tadjik Ismaël Khan à l'ouest, le Panchiri tadjik Ahmad Shah Massoud au nord et le Pachtoun ghilzaï Abdul Haq à l'est. Ces deux derniers sont des nationalistes modérés qui se révèlent les plus efficaces sur le terrain et démontrent de réelles capacités d'organisation et d'analyse rarement rencontrées chez les autres commandants de moudjahidines. Alors que les Afghans radicaux implantés au Pakistan utilisent les ressources en armes et en argent fournies par l'ISI, à l'inverse Haq et Massoud s'appuient sur leurs propres capacités, leurs succès militaires et une farouche indépendance vis-à-vis de l'influence des services pakistanais. Ils se servent de la tradition des *jirga* qui s'appuie sur

la délibération, l'égalité et le consensus volontaire pour réunir leurs forces. Les combattants d'Abdul Haq sont majoritairement pachtouns alors que ceux de Massoud sont tadjiks, mais des Afghans d'autres origines se rallient également à eux. Leur renommée se répand dans les instances gouvernementales, dans la bureaucratie du PDPA et dans l'armée. Haq développe un réseau de renseignement chez les Khalquis du régime alors que les espions de Massoud sont essentiellement des militaires et des politiciens. Leur stratégie se fonde sur l'enracinement dans la population, l'unité interethnique, la poursuite de la guerre par une action politique et militaire en évitant les pertes civiles, tout en conduisant des actions de combat avec de petites unités pour user l'ennemi, mais aussi par des négociations patientes pour provoquer des défections massives et amener à un transfert de pouvoir le moins sanglant possible.

Le Pakistan en appui immédiat de la rébellion

Acteur essentiel du jeu afghan, le Pakistan radicalise progressivement ses positions et son interventionnisme quand l'URSS apporte son soutien aux projets irrédentistes du Pachtounistan formulés par Daoud dès sa première phase de pouvoir (1953-1963), et encore après le coup d'État de 1973. Cet opportunisme ainsi que la proximité avec l'Inde soulèvent de réelles inquiétudes au Pakistan. Le soutien apporté par la Première ministre indienne Indira Gandhi[1] à l'intervention soviétique de 1979 ainsi que la fourniture d'une assistance militaire et économique au PDPA ne font qu'y accroître les soupçons sur l'existence d'une collusion entre l'Inde et l'Union soviétique, quand la discorde indo-pakistanaise demeure la plus grande source d'instabilité en Asie du Sud. La militarisation du pouvoir politique pakistanais débute avec la prise de pouvoir du général Muhammad Ayub Khan en 1958 : à son départ en 1969, le pays ressemble déjà plus à une armée avec un État qu'à un État avec son armée. L'ISI constitue

l'instrument principal de pouvoir des militaires pakistanais. En 1958, le service de renseignement reçoit d'Ayub Khan trois missions principales : soutenir le pouvoir militaire, surveiller l'opposition politique interne et protéger les intérêts du Pakistan. Mais c'est bien avec le soutien du général Gulam Jilani Khan, directeur de l'ISI, qu'en 1977 le général Zia-ul-Haq, chef de l'armée, chasse le Premier ministre Ali Bhutto. Le général Zia-ul-Haq conserve la tendance dictatoriale de son prédécesseur tout en rompant avec le sécularisme et en adoptant une politique religieuse sunnite qui reflète ses profondes convictions. Elles le poussent à soutenir l'islamisme radical de Gulbuddin Hekmatyar, tout en collaborant avec les militants arabes comme ben Laden et à favoriser ainsi la naissance du mouvement taliban.

Le général Zia sait appliquer au plan de la politique étrangère un concept de « *Realpolitik* » pendant les onze années de son pouvoir, en équilibrant ses relations avec les États-Unis, la Chine, l'Inde et l'Union soviétique. Il poursuit d'ailleurs un dialogue permanent avec cette dernière pendant tout le conflit, en sachant maintenir, selon son expression, « l'eau bouillir » en Afghanistan. Il applique à cette guerre un principe simple : « Si la guérilla ne perd pas, elle gagne. » Les zones refuges des moudjahidines implantées au Pakistan ainsi que les armes et les approvisionnements fournis par l'ISI permettent de s'assurer que le conflit maintienne l'URSS dans une impasse. Le contrôle de l'ISI sur l'orientation donnée à la guerre menée par les moudjahidines est évalué de cette façon par le général Mohammed Yousaf. Lorsqu'il prend la tête du bureau afghan de l'ISI, écrit-il dans ses mémoires, *The Battle for Afghanistan*, il lui est « assigné le rôle de chef de l'ensemble de la guérilla[2] ». Il révèle que de 67 à 73 % de tout l'armement financé par la CIA ou l'Arabie saoudite est délivré par l'ISI aux groupes pachtouns radicaux qui opèrent à l'est de l'Afghanistan : Gulbuddin Hekmatyar, Burhanuddin Rabbani, Yunus Khalis, Jalaluddin Haqqani et Abdul Rassul Sayyaf.

Le général Zia favorise même tout particulièrement le parti Hezb-e-Islami (ou « parti islamique ») d'Hekmatyar, qui apparaît comme le mouvement le plus irréductiblement fondamentaliste et même ouvertement anti-occidental. Car les objectifs stratégiques du Pakistan restent immuables : le pays continue encore au plus fort de l'action américaine en Afghanistan à être conduit par son aspiration à jouer un rôle majeur dans la région, en particulier vis-à-vis de l'Inde, en s'assurant que le gouvernement afghan reste faible et malléable. L'ISI assure sur la frontière la gestion d'un système militaro-religieux complexe s'appuyant sur des madrassas, des mosquées et des camps d'entraînement. À la fin de 1983, le service de renseignement met en œuvre deux camps au Pakistan avec chacun une capacité de 200 élèves ; en 1984, l'effectif s'élève déjà à 1 000 et en 1987 il existe sept camps d'entraînement : quatre près de Peshawar et trois près de Quetta. En 1984, 20 000 moudjahidines ont été instruits, 17 700 sont formés en 1985 et 19 400 en 1986, ce qui peut avoir conduit l'ISI en 1987 à avoir entraîné 80 000 moudjahidines en quatre ans et plusieurs milliers d'autres sur le territoire afghan. Pour les Pakistanais, la formation technique et le choix de la répartition des armements entre les groupes de moudjahidines se révèlent être le meilleur moyen d'influer sur le cours des opérations alors même qu'ils ne peuvent pas directement contrôler les forces sur le terrain. Il leur faut donc sélectionner des objectifs pour lesquels ils fournissent des armes et de l'entraînement aux commandants de moudjahidines, qui trouvent eux aussi par ce moyen une façon de renforcer leur prestige et leur valeur.

Le Pakistan est ainsi un acteur majeur du conflit contre Kaboul et Moscou, agissant indirectement et développant des méthodes d'influence et d'action qui ne laissent pas de prise aux mesures adoptées par le contingent soviétique. Son rôle d'intervenant majeur dans le conflit peut parfaitement être mis en évidence dans la mesure où les accords de Genève sont signés

entre Kaboul et le Pakistan avec seulement les États-Unis et l'URSS comme témoins.

Une adaptation limitée

Une armée mécanisée contre une insurrection

Dès la fin de l'année 1980, la 40e armée s'adapte, mais elle a beaucoup de progrès à faire face à des moudjahidines qui progressent constamment. Si le rythme des opérations s'accroît progressivement en 1981 et au début de 1982, il faut attendre 1984 et 1985 pour que l'emploi mieux adapté des hélicoptères améliore la mobilité des forces et fasse penser aux Soviétiques qu'ils ont trouvé un moyen de neutraliser la rébellion. Dans la première phase de la guerre, de mars 1980 à avril 1985, la 40e armée porte le poids essentiel des opérations car l'armée afghane n'est pas encore suffisamment opérationnelle. Le contingent soviétique concentre ses efforts le long des grandes voies de communication les plus menacées et contre certaines bases de la « contre-révolution ». Plus tard, les 400 opérations répertoriées qui sont conduites en coopération avec les forces afghanes marquent une évolution du conflit qui va de pair avec la réforme de l'armée de Kaboul, et elles sont largement le fait de la troisième (d'avril 1985 à janvier 1987) puis de la quatrième période qui amène au retrait de la guerre en 1989. Le commandement soviétique utilise les moyens dont il dispose et qui sont d'une réelle efficacité contre la résistance, qui semble en passe d'être neutralisée vers 1985. Cependant, la très forte résilience des moudjahidines et finalement l'ampleur de la confrontation qui recule toujours les limites géographiques et politiques de l'affrontement ne permettent pas aux

Soviétiques de faire mieux que des démonstrations de leurs capacités opérationnelles, certes efficaces mais inutiles en fin de compte.

Il faut de lourdes pertes et l'échec relatif des grandes opérations de mars 1980 à avril 1985 pour que les états-majors s'adaptent face à un ennemi multiforme qui se dérobe à sa puissance. La 40e armée sait alors révolutionner ses concepts d'emploi et adopter des modes d'action décentralisés, l'initiative personnelle, la flexibilité qui répondent aux nécessités de la contre-insurrection. Ses missions sont alors de cibler et de détruire les détachements les plus actifs de moudjahidines, de sécuriser et défendre les principaux axes de communication et les infrastructures, d'intercepter les flux d'armes et de munitions venant du Pakistan et d'Iran et enfin de créer des conditions pour renforcer la présence et l'efficacité du pouvoir du gouvernement.

Après le renversement de pouvoir à Kaboul, les premières opérations du printemps 1980 démontrent l'inadaptation et l'impréparation des forces classiques soviétiques. Des modifications sont apportées à la structure des divisions, qui sont surchargées de matériel et de personnel. L'unité de base devient le bataillon, qui a la capacité suffisante pour accomplir la plupart des missions. Plus tard, les actions de combat des unités d'infanterie motorisée et des parachutistes sont même conduites de façon encore plus autonome pour descendre au niveau des compagnies et des sections. Les spécificités de ce combat soulignent l'importance des qualités physiques des combattants. Certaines unités abandonnent alors entièrement le matériel blindé et l'artillerie, qui sont incapables de progresser dans les « zones vertes » couvertes de végétation et encore moins dans les zones de montagne. Les soldats soviétiques se retrouvent ainsi au même niveau d'armement que leur adversaire, c'est-à-dire avec des moyens légers, ce qui rétablit de fait un équilibre des forces. Dans ce cas, l'issue du combat dépend uniquement de la préparation, de l'endurance et de l'initiative des combattants, mais ce n'est justement pas ce qui distingue la plupart des

soldats soviétiques, car jusqu'à 30 % des soldats intégrés à la 40e armée ne peuvent déjà pas réaliser les tests physiques réglementaires. En outre, le milieu naturel et les maladies épuisent rapidement les personnels. Tous ces facteurs ont pour conséquence que beaucoup d'officiers et de soldats doivent limiter leurs activités à du service de garde et se montrent incapables de participer à des raids dans les montagnes. Face à toutes ces lacunes, la préparation physique et l'endurance morale sont désormais à la base d'un entraînement adapté au personnel envoyé en Afghanistan. Des centres de formation sont ainsi établis en Asie centrale, qui mettent l'accent sur la conduite des opérations en montagne et la défense contre des attaques de moudjahidines. Autre inconvénient majeur, les combattants aguerris de la 40e armée quittent le service au bout de deux ans et ils sont remplacés par de jeunes soldats qui ont besoin d'être aguerris. Les procédés de combat des moudjahidines, à base d'embuscades et de brèves escarmouches, exigent une réponse rapide mise en œuvre par des unités capables de conduire des opérations de combat en montagne pour y monter, elles aussi, des embuscades et intervenir sur les pistes empruntées par les caravanes d'approvisionnement des rebelles. Cette constatation fait très logiquement peser le poids des interventions sur les unités soviétiques qui étaient composées de personnels sélectionnés pour leurs qualités spécifiques, tant morales que physiques, leur capacité d'adaptation, leur endurance et leur caractère.

Restructuration et réorientation des forces soviétiques

Comme l'utilisation des matériels blindés se révèle rapidement limitée en raison des difficultés du terrain afghan, de nouvelles formes d'emploi des moyens existants sont largement utilisées dans des *bronegruppa* – ou « groupes blindés » – qui ne sont pas prévus par les règlements de l'armée

soviétique. Ils regroupent le matériel blindé d'une grande unité, c'est-à-dire des chars, des transports de troupe et de l'artillerie, et agissent sur des zones accessibles aux blindés, d'où ils soutiennent par le feu le reste de l'unité qui manœuvre. Toutes les compositions sont possibles, avec parfois un seul exemplaire de char ou de canon, en fonction des besoins mais aussi des disponibilités. Ce pion tactique remplit également des missions autonomes, par exemple boucler un objectif au-delà de la zone principale d'un encerclement. Les *bronegruppa* assurent aussi la protection des positions d'artillerie, des postes de commandement ou des bases de regroupement de matériel et d'approvisionnement.

Cette restructuration opérationnelle montre que la guerre d'Afghanistan devient une guerre d'infanterie légère qui valorise la décentralisation, la conduite d'opérations isolées de la manœuvre principale, la capacité à surmonter les difficultés du terrain, alors que l'exploitation des conditions nocturnes est une caractéristique des opérations. Pour affronter la guérilla sur son terrain, les Soviétiques s'adaptent à ses modes d'action, en particulier à partir de 1983. Les unités de fusiliers motorisés sont d'abord retirées des opérations directes, sauf lors des grandes offensives conventionnelles : les Soviétiques se tournent alors vers leurs unités d'élite. Ce terme peut englober les unités parachutistes, les formations d'assaut par air ou aéromobiles, ainsi que les unités de reconnaissance et les différentes forces spéciales (Spetsnaz[*3]) d'action clandestine. Le projet est de mettre sur pied ce qui s'apparente alors à une force de contre-insurrection. Si elles sont déjà employées dès le début du conflit, le nombre et les missions de ces unités déjà existantes évoluent. Mais c'est à partir de 1983 et pour le reste du conflit qu'elles portent le poids des combats et subissent les plus lourdes pertes. Leur volume global se monte à entre 18 000 et 23 000 hommes, ce qui correspond à environ 20 % du contingent soviétique présent en Afghanistan. Cependant, en 1983 et 1984, en dehors de l'emploi de forces d'élite, la planification des opérations conserve les schémas

antérieurs, et les moudjahidines savent exploiter cette stagnation pour améliorer leur situation et maintenir la pression sur les Soviétiques.

À partir de 1984-1985, selon le même principe d'adaptation des moyens, l'emploi de bataillons de fusiliers motorisés (BFM) classiques est amélioré par la mise sur pied de groupements tactiques interarmes, plus souples d'emploi, comprenant généralement, outre le BFM organique, une compagnie de chars, une batterie d'artillerie, une escadrille d'hélicoptères, une compagnie du génie et des moyens logistiques renforcés. De bons résultats sont aussi enregistrés après la création des unités de marche composées de combattants soviétiques et afghans qui sont alors engagées dans des actions communes sous le commandement d'officiers soviétiques. Cette disposition est bien accueillie par les Afghans, qui voient le moral de leurs soldats se renforcer quand ils se sentent davantage en confiance dans des unités mixtes. L'année 1984 marque une nouvelle évolution quand le maintien du niveau des activités de la résistance pendant l'hiver amène les Soviétiques à augmenter le volume de forces employées ainsi que la durée des grandes opérations. En moyenne, celles-ci s'étendent sur une dizaine de jours et engagent jusqu'à cinquante bataillons, dont les deux tiers viennent de la 40^{e} armée et le reste des forces afghanes. Comme exemple des plus grandes opérations qui sont conduites en 1984, il faut noter celles qui se déroulent en hiver dans la province de Paktika (autour d'Ourgoun) et en été dans la vallée du Panchir (« Panchir VII » d'avril à mai 1984, suivi de « Panchir VIII » en septembre), dans la province d'Andarab ainsi que dans les vallées de Logar et de Shamali – et enfin la reprise des combats autour de Herat. D'août à octobre 1984, les forces soviétiques débloquent également le fort assiégé d'Ali Khel dans la province de Paktia en accroissant les efforts pour fermer la frontière avec le Pakistan. En 1985, une série d'opérations de « grande ampleur » est conduite par la 40^{e} armée dans toutes les régions du pays. Dans le Logar, deux régiments de la 103^{e} division parachutiste s'attaquent du 9 au 11 août 1985 à l'axe de

ravitaillement venant du Pakistan vers le nord-est de l'Afghanistan. Les provinces de Paktika et de Paktia sont les principales zones d'effort soviétique pendant l'été de 1985, là où Jallaludin Haqqani a établi son emprise. À Paktia, l'accroissement du soutien extérieur venant du Pakistan permet d'assiéger les forteresses de Khost et d'Ali Khel où, appuyées par des frappes aériennes soviétiques, les unités afghanes peuvent se maintenir sur les avant-postes qui couvrent l'aérodrome, mais à Ali Khel l'offensive soviétique ne permet que de rouvrir l'axe vers la position assiégée. Les opérations les plus importantes de l'année sont conduites à l'occasion de la deuxième offensive dans la vallée de Kunar, qui vise à couper les lignes de ravitaillement avec le Pakistan. Il faut aussi relever deux opérations lancées pour secourir la garnison encerclée de Barikot (janvier-février et mai-juin). Cette même année, la conduite générale des opérations ne connaît pas de changements significatifs. Le bouclage des zones refuges des moudjahidines s'effectue au mieux par une double interdiction, comme lors des combats dans la province de Kaboul où la 103e division parachutiste et la 10e division de fusiliers motorisés effectuent la manœuvre à partir de deux directions convergentes. Les Soviétiques accroissent encore l'emploi des hélicoptères et des forces spéciales : rien que pour l'opération à Kunar, plus de dix-sept opérations héliportées sont effectuées pour transporter un effectif de 11 500 hommes. Lors des opérations « Pustina / Désert », « Dalina / Vallée » et « Skala / Rocher », les Soviétiques combinent des mises en place de forces héliportées avec une progression terrestre sur de longues distances.

En 1986, l'arrivée de Najibullah au pouvoir est marquée par la mise en œuvre de la politique de réconciliation nationale, mais celle-ci n'apporte pas pour autant de réduction dans les activités militaires : les combats restent aussi violents que les années précédentes dans plus de quarante et une régions, et dans les premiers mois les combats se concentrent sur les provinces frontalières orientales de Nangarhar et de Paktia pour tenter de

réduire le flot de ravitaillement venant du Pakistan. Ces opérations se caractérisent par l'emploi d'un plus grand nombre de forces et de moyens engagés, par une meilleure efficacité dans la manœuvre et par la capacité de réaction des unités soviétiques qui savent faire face aux changements de situation, en particulier grâce à l'utilisation intensive des hélicoptères : plus de 100 000 hommes sont ainsi héliportés lors d'opérations en 1986. Par ailleurs, les Soviétiques conservent l'initiative et la résistance afghane limite ses actions à des attaques dispersées et à des embuscades. Néanmoins, les résultats atteints au cours des opérations de 1985-1986 ainsi que l'évolution politique amènent le gouvernement soviétique à réduire progressivement la participation de ses troupes aux opérations et à favoriser une politique de soutien aux forces afghanes.

Avec cinquante et un bataillons mis en œuvre[*4], l'une des plus grandes opérations de la guerre reste l'opération « Magistral » commandée par le général Gromov. Celle-ci se déroule du 23 novembre 1987 au 25 janvier 1988 dans les provinces de Khost et de Paktia près de la frontière avec le Pakistan. Elle a pour but de rompre l'encerclement économique et militaire de cette région, de débloquer la garnison de Khost et de dégager l'itinéraire Kaboul-Gardez-Khost. Sa conception prévoit qu'après des frappes massives de l'artillerie et de l'aviation, des forces venant de Gardez rejoignent la 108^{e} division de fusiliers motorisés (DFM) venant de Khost. Des unités de la 108^{e} division et du 191^{e} régiment autonome de fusiliers motorisés doivent s'emparer des accès aux vallées pendant que la 103^{e} division parachutiste couvre la vallée de Satukandav. Elles doivent être ensuite renforcées par la mise en action de la 56^{e} brigade autonome de parachutistes, du 345^{e} régiment autonome de parachutistes et des forces gouvernementales qui doivent s'emparer des points hauts le long des principales voies de communication, interdire l'itinéraire sur toute sa longueur, détruire les forces adverses dans la région de Khost, élargir la zone de sécurité et, par conséquent, permettre aux colonnes de rejoindre Khost. « Magistral » est un

succès ponctuel pour les forces soviétiques, mais elle arrive trop tard pour avoir un effet durable : lorsque le gros des forces se retire, les moudjahidines isolent de nouveau Khost. Des opérations similaires, mais moins marquantes, se déroulent également dans les régions de Faizabad et d'Ali Kehl en 1987.

Des actions offensives

Dès 1982, les forces soviétiques adoptent des principes tactiques qui permettent de conduire des manœuvres d'encerclement, de s'emparer des points dominants du terrain, de fermer les itinéraires d'esquive des moudjahidines et d'utiliser des groupes blindés et des tirs d'interdiction de l'artillerie tout en procédant au ratissage de zones avec les forces afghanes – y compris avec la police secrète (KhAD) et les unités du ministère de l'Intérieur (Tsarandoi) –, tout en employant une puissante réserve mobile capable d'intercepter les moudjahidines qui cherchent à s'extraire d'un encerclement, et enfin en utilisant des frappes de l'aviation. Pour mener à bien ces grandes opérations, les forces soviétiques mettent en œuvre des modes d'action comme le raid, l'investissement et le bouclage de zone pour encercler l'adversaire en vue de disloquer son dispositif puis procéder à sa destruction – un mode d'action qui est également qualifié par les expressions « cordon (bouclage) et recherche » ou « blocage et nettoyage ». C'est en fait une adaptation des méthodes utilisées après la Grande Guerre patriotique dans le cadre des opérations spéciales menées par les troupes du ministère de l'Intérieur contre les dissidents des pays baltes et d'Ukraine annexés par l'URSS.

Outre ces manœuvres de destruction, les coups de main, les embuscades et des missions de recherche en profondeur caractérisent ce conflit. Plus généralement, les raids constituent un mode d'action privilégié de la 40e armée tout au long de sa présence en Afghanistan. Au début, ils sont

uniquement réalisés dans les vallées proches des itinéraires, mais, à partir de l'automne 1980, les Soviétiques osent progresser en montagne pendant que les unités afghanes prennent en charge la fouille des fonds de vallées. Lors de la première phase du conflit, les raids s'effectuent selon un schéma simpliste avec des forces soviétiques qui ne disposent pas de suffisamment de renseignements face à un adversaire qui évite le contact direct. Les unités reçoivent une direction d'attaque et un point à atteindre et se contentent de neutraliser l'ennemi qu'elles peuvent rencontrer, puis après avoir atteint leur objectif sur le terrain, elles retournent immédiatement à leur base. Autre mode opératoire, le coup de main consiste en une attaque surprise effectuée sur un objectif préalablement identifié et reconnu. Ce fut sans aucun doute le procédé qui donna le plus de résultats parmi les modes d'action employés par les Spetsnaz en Afghanistan. Les principaux objectifs des coups de main sont alors les comités islamiques (états-majors) et les zones de stationnement des bandes armées (villages, zones de repos des caravanes et des résistants dans les montagnes et le désert), les dépôts d'armes et de munitions, enfin les points d'appui renforcés. Cependant, toute opération se révèle délicate et, la plupart du temps, les rebelles s'esquivent de la zone d'action et ne subissent que des pertes insignifiantes. Il leur suffit de se dissimuler dans des zones difficiles d'accès et de revenir après le départ des forces soviétiques. Dans ces conditions, de nombreuses erreurs sont commises par des commandants d'unité qui sous-estiment la valeur de l'adversaire, lequel profite alors de circonstances favorables pour contre-attaquer et infliger des pertes aux Soviétiques. La plupart du temps, les unités classiques qui se déplacent à pied négligent de mettre en place des détachements de garde et des éléments de reconnaissance alors que leurs blindés, théoriquement en mesure de soutenir l'unité par le feu, restent en arrière. C'est ce qui se produit lors d'une opération dans la région de Faizabad dans le Badakhshan, le 3 août 1980, quand le commandant du 783^{e} bataillon de reconnaissance de la 201^{e} division de fusiliers motorisés

(DFM), le major Kadirov, n'envoie pas de reconnaissance ni de détachement de sécurité en flanc-garde. Il tombe dans une embuscade où son bataillon subit des pertes s'élevant à 47 tués et 49 blessés, provoquant ce qui devient la « tragédie de Shaest[*5] ». Dans le même cadre d'action offensive, les embuscades, si elles deviennent plus particulièrement la carte de visite des Spetsnaz soviétiques en Afghanistan, sont également un mode d'action tactique largement utilisé dans toutes les opérations de jour et de nuit et, plus particulièrement, pour tenter de fermer les frontières avec le Pakistan et l'Iran. Néanmoins, les résultats obtenus contre les lignes de ravitaillement des moudjahidines ne se révèlent pas toujours probants et, par ailleurs, les embuscades contre les caravanes d'armes ne deviennent vraiment une caractéristique spécifique des opérations qu'à partir de 1983.

Cependant, malgré la recherche d'une posture offensive, une des principales activités opérationnelles de la 40e armée, à laquelle contribuent quatre-vingt-deux bataillons – ce qui représente une moyenne de 50 % des forces et des moyens –, consiste à assurer la sécurité des communications et des principales infrastructures économiques pour s'opposer aux actions de sabotage et de harcèlement des moudjahidines. La capacité opérationnelle des troupes dépend entièrement et quotidiennement du transport de marchandises acheminées d'URSS. Sur plus de 2 000 kilomètres, la 40e armée sécurise les principaux axes de communication qui relient l'Afghanistan à l'URSS en passant à l'est par Termez, Kaboul, Jalalabad et Mazar-e Sharif, Kunduz, Faizabad ; à l'ouest par Kushka, Herat et Kandahar. Cette mission est tout particulièrement contraignante en effectifs. À titre d'exemple, la zone de responsabilité de la 108e division de fusiliers motorisés s'étend sur 420 kilomètres, celle de la 5e DFM sur 640 kilomètres et celle de la 201e DFM sur 400 kilomètres. Chaque bataillon tient en moyenne une zone de 30 à 40 kilomètres. Pour assurer la défense des voies de communication et des zones sensibles, 1 000 postes sont mis en œuvre par les unités de la 40e armée. Les attaques des moudjahidines contre les

convois connaissent un certain succès tactique, mais surtout elles sont particulièrement utiles à la communication internationale de la résistance. L'emploi massif de convois de camions – lesquels constituent des objectifs de grand intérêt – se fait sur des distances très longues qui, de surcroît, imposent de traverser des zones contrôlées par les moudjahidines. L'affrontement est alors inévitable, car il n'existe pas d'autre solution tant que les Soviétiques et leurs alliés afghans ne disposent pas des effectifs suffisants pour garantir un système de sécurité permanent et dissuasif. Le contrôle des axes de communication et la protection des convois représentent tout simplement une tâche insurmontable. Les Soviétiques apportent tout leur matériel, leur carburant et leurs munitions par la route à partir de l'Union soviétique, alors que le Pakistan et l'Iran assurent le rôle de base arrière de l'insurrection. Finalement, dans cette guerre, le principal objectif opérationnel de chaque camp consiste à tenter d'étouffer les lignes de communication de l'adversaire. Les forces soviétiques se trouvent ainsi investies de la double mission d'attaquer et de détruire les forces de la rébellion afghane, mais aussi de protéger le système logistique qui garantit leur propre survie. La route principale circulaire au départ de Kaboul part au nord puis vers l'ouest vers Puli-Khumri, Shibargan, Herat, Kandahar et retour. Sept autres routes partent de cet axe principal pour rejoindre de hautes vallées ou les frontières des États voisins. La partie la plus difficile s'étire de Kaboul à Termez, au nord, en traversant le massif de l'Hindou Kouch à travers des passes de très hautes altitudes – dont le tunnel de Salang situé à 4 000 mètres et qui s'étend sur 2 700 mètres de long. Construit par les Soviétiques quinze ans avant l'invasion, ce dernier est le point clé des 450 kilomètres de route reliant Termez à la capitale. Déjà un objectif vital lors de l'entrée des forces soviétiques en 1979, il demeure tout au long du conflit un point de vulnérabilité pour leurs convois [*6].

Malgré tous les efforts, les forces soviétiques continuent à être minées par des lacunes et des défauts de comportement, dont les plus

caractéristiques sont la mauvaise formation des commandants interarmes, incapables de conduire efficacement l'emploi et la coordination de l'artillerie et de l'aviation. Le corps des officiers prête peu d'attention à l'étude des tactiques des moudjahidines et il ne s'intéresse pas à leur évolution, en particulier concernant leurs techniques de montage des embuscades, leurs capacités à diriger les feux au cours des combats en montagne ou dans les zones habitées ainsi qu'à leurs méthodes de pose de mines. La coopération des unités d'assaut héliporté et de fusiliers motorisés avec l'artillerie et l'aviation, mais également avec les unités de l'armée afghane, reste insuffisante. Peu d'attention est accordée lors des opérations de combat aux missions annexes et de soutien, en particulier à l'organisation de la reconnaissance. Les opérations sont souvent planifiées et conduites à l'aveugle sur des terrains difficiles d'accès sans analyse approfondie de la situation de l'ennemi et, par conséquent, de ses réactions possibles. Les unités soviétiques utilisent rarement des modes d'action intégrant la ruse ou une manœuvre de diversion et prennent très rarement des mesures de désinformation. Les officiers restent imprégnés de conservatisme et conduisent les opérations sans imagination, ce que les moudjahidines savent exploiter avec intelligence. La nuit, en particulier pendant les premières années de la guerre, est ainsi le terrain de jeu exclusif de ces derniers. Voilà aussi pourquoi le Contingent limité de forces soviétiques en Afghanistan a échoué : la haute qualité de quelques unités ne pouvait équilibrer l'ampleur du mouvement de résistance.

CHAPITRE 7

Guerre civile en Afghanistan, 1989-2001

Chute de Kaboul en 1992, Najibullah disparaît de la scène politique

Après le départ de la 40e armée, la guerre civile se radicalise contre Najibullah. La plupart des observateurs prédisent d'ailleurs que son régime sera rapidement remplacé par un système islamique potentiellement fondamentaliste et qui sera, selon la CIA, au mieux ambivalent et au pire ouvertement hostile, en particulier contre les États-Unis. Le moral des moudjahidines reste très élevé et les armes continuent à parvenir du Pakistan, en contradiction avec les accords de Genève. Face à cette menace, le général Varennikov se rend à Kaboul en mai 1989 pour discuter des termes et des moyens d'une assistance à apporter au régime afghan. Les Soviétiques continuent donc à fournir Najibullah en équipements, carburant et munitions, d'autant qu'une offensive majeure est lancée en mars 1989 contre Jalalabad presque immédiatement après le départ de la 40e armée. La chute de la ville doit entraîner – Hamid Gul, le directeur de l'ISI, en est persuadé –, la prise de Kaboul et l'installation d'Hekmatyar au pouvoir. Les moudjahidines tentent de prendre l'aéroport, mais sont repoussés par des

conscrits afghans : ils déplorent la perte de trois mille combattants, écrasés sous le feu des avions et des hélicoptères gouvernementaux – et surtout par près de 400 missiles Scud mis en œuvre par des personnels soviétiques restés sur place. Najibullah apparaît alors triomphant devant la presse alors qu'aussi bien ses généraux que les Soviétiques ont anticipé une victoire des rebelles. L'envoyé spécial américain auprès des moudjahidines, Edmund McWilliams [*1], commence d'ailleurs à s'inquiéter des erreurs d'estimation de la CIA et de l'ISI, ainsi que du soutien apporté aux plus farouches adversaires des États-Unis comme Hekmatyar et Sayyaf. Les tensions s'accroissent donc au sein de l'ambassade d'Islamabad, de même qu'entre le Département d'État et la CIA. Néanmoins, l'assistance de l'agence américaine ne se limite plus désormais aux seuls fondamentalistes : le commandant Massoud reçoit une aide substantielle avec des matériels de transmission qui permettent à la CIA de développer ses réseaux d'information et d'influence indépendamment des services pakistanais. Au début de 1989, l'agence soutient en dehors des réseaux de l'ISI une quarantaine de chefs de moudjahidines, et Peter Tomsen [1], qui est nommé représentant américain auprès d'eux avec rang d'ambassadeur, parvient à la conclusion, dès le début de 1990, que l'ISI ne souhaite absolument pas promouvoir la politique, pourtant officiellement prônée par le Pakistan, d'un règlement pacifique en Afghanistan.

Après la victoire de Jalalabad, Najibullah doit affronter un retournement d'alliances dans son propre camp. Le général Tanai, son ministre de la Défense, membre du « Khalq » qui se trouve sous la menace d'une nouvelle épuration, fait préventivement défection en se rapprochant de l'ISI qui espère ainsi soutenir la prise de Kaboul. Le président veut alors juger 124 officiers qui, soi-disant, complotent contre lui, relançant ainsi la rivalité permanente entre les deux factions du PDPA. Formé à l'école soviétique, Tanai commande les forces spéciales afghanes qui emportent les positions d'Haqqani lors de la bataille de Zhawar en 1986 et contribue trois ans plus

tard à l'écrasement des moudjahidines à Jalalabad. Le 6 mars 1990, il se lance dans une tentative de coup d'État en envoyant des blindés et de l'aviation contre le palais présidentiel à Kaboul. Après une journée de durs combats, ses forces, qui ne reçoivent pas l'aide promise par Hekmatyar, sont repoussées par celles du KhAD (désormais WAD) et les unités paramilitaires du ministère de l'Intérieur restées fidèles au gouvernement. Cette action manœuvrée en sous-main par l'ISI marque une nouvelle étape dans la guerre civile commencée en 1978 en confirmant la volonté d'influence et de contrôle du Pakistan sur l'Afghanistan. Cependant, l'armée de Najibullah recule peu à peu et, au premier semestre de 1991, le gouvernement ne contrôle plus que 10 % du territoire. La ville de Khost tombe aux mains des rebelles, le moral de l'armée s'effondre et les désertions se multiplient. Pis, les appuis de Najibullah au sein du gouvernement soviétique disparaissent à la suite du coup d'État d'août 1991 à Moscou. Ironie tragique, l'échec des putschistes de Moscou, qui soutiennent Najibullah, et l'arrivée au pouvoir de Boris Eltsine précipitent l'effondrement du régime de Kaboul. En effet, l'Union soviétique se trouvant au bord de l'effondrement, son nouveau président ne voit aucun intérêt à préserver l'influence russe hors des frontières de l'Union. En septembre 1991, Moscou annonce qu'à partir du 1er janvier 1992, plus rien ne sera livré à Kaboul. Najibullah voit ainsi disparaître son principal appui. En décembre 1991, les représentants du KGB abandonnent finalement Kaboul, et les forces terrestres afghanes n'ont plus ni munitions, ni pièces détachées. L'aviation, la force de combat la plus efficace de Najibullah, reste clouée au sol faute de carburant, alors que les rebelles bénéficient toujours du soutien du Pakistan. Or le régime ne peut se maintenir avec ses seuls moyens. En janvier 1992, à l'occasion de l'anniversaire du projet de « politique de réconciliation nationale » imposé par Gorbatchev, Najibullah accuse directement Moscou d'être responsable des désastres survenus en Afghanistan, qualifiant leur départ de « Jour du salut national ». Les milices

de l'Ouzbek et chef de guerre Abdul Rashid Dostom, qui ont jusque-là constitué le meilleur soutien du président – intervenant même à Herat et Kandahar –, se rallient en avril 1992 à Massoud et à Hekmatyar au moment de leur progression vers Kaboul. La ville tombée, un gouvernement intérimaire de généraux leur y transmet le pouvoir le 17 avril. La veille, Najibullah a été destitué par son propre parti.

Les partis djihadis lancent des pourparlers à Peshawar pour former un gouvernement de coalition nationale afin d'assurer la transition et de remplir le vide laissé par la chute de Najibullah. Cependant, le Hezb-e-Islami Gulbuddin, fort de l'appui des services pakistanais, ne rejoint pas les négociations et annonce son intention de conquérir seul Kaboul. Hekmatyar y fait entrer ses premiers éléments juste après le 17 avril, ce qui ne laisse pas d'autres choix aux autres groupements de moudjahidines d'imiter son mouvement pour l'empêcher de s'emparer seul de la capitale et ainsi de symboliquement prendre la main sur le pays. Cette rivalité est à l'origine d'une guerre civile entre cinq ou six armées rivales, presque toutes soutenues par des puissances étrangères. Face à l'urgence de la situation, et sous la pression de Nawaz Sharif, Premier ministre pakistanais, un accord est trouvé le 24 avril. Sebghatullah Mojaddedi est désigné comme chef de l'État par intérim chargé d'assurer la transition. Il est prévu que Rabbani lui succède au bout de deux mois pour une période de quatre mois non renouvelables, ce qui d'ailleurs n'est pas respecté et se trouve à la source de sérieux conflits. Parmi les mesures de gouvernement propres à satisfaire tous les partis et assurer un équilibre, un Conseil du djihad de cinquante et un membres est également créé avec cinq représentants pour chaque parti. Pour une période de six mois, le poste de Premier ministre est d'ailleurs offert au Hezb-e-Islami d'Hekmatyar et celui de ministre de la Défense à Massoud. Au bout de cette période de transition de six mois, une *Loya Jerga* doit se réunir pour désigner un nouveau président intérimaire qui aura la charge de donner au pays une nouvelle Constitution.

Mais au moment de la signature de ces accords, et comme pour rompre ce fragile équilibre, dans la nuit du 24 au 25 avril 1992 Hekmatyar lance une attaque sur Kaboul à partir du Logar. À ce moment, il est soutenu par certains partisans khalqis ralliés depuis 1990 comme Chah-Nawaz Tanai ou Mohammed Rafi. Le Hezb-e-Islami entre dans la ville par le sud et par l'ouest, alors que les forces du Jamiat-e-Islami et de la Shura-e-Nazar (Conseil de supervision du Nord créé en 1984 comme une alliance politique et militaire) de Massoud y pénètrent en venant de Bagram, du Panchir, de Salang et de l'aéroport de Kaboul. Beaucoup de forces gouvernementales rejoignent le Jamiat-e-Islami, dont les unités du général Abdul Wahid Baba-Jan qui a la charge de la garnison de Kaboul. Le président par intérim réagit en créant un Conseil pour la sécurité de Kaboul qui a pour mission de repousser l'attaque d'Hekmatyar. Composé des chefs de six partis, il est commandé par Massoud, ministre de la Défense. C'est à ce moment que Dostom intervient pour rapprocher des forces de la capitale et mettre en place un pont aérien entre Mazar-e Sharif et Kaboul au profit de Massoud. Le 26 avril est une journée décisive : grâce aux milices de Dostom et de Baba-Jan, grâce aussi à l'ampleur du mouvement de blindés qui combine forces régulières et rebelles, les forces « loyalistes » parviennent à repousser les combattants d'Hekmatyar et contraignent celui-ci à abandonner le palais présidentiel et les autres lieux de pouvoir qu'il occupe. Se résignant à admettre qu'il vient de perdre la « première bataille de Kaboul », qui ne fait que précéder de nouvelles tentatives de reprise de la capitale, il se retire de Kaboul vers des positions à l'est et sur la crête de Charasiab au sud, là où le 6 octobre 1879 l'armée anglaise s'était ouvert la route de la capitale. Les armées de moudjahidines, qui sont désormais équipées d'armes initialement fournies par les Soviétiques, les Américains et les Saoudiens, s'affrontent maintenant dans Kaboul.

La passation de pouvoir dans le nouvel « État islamique d'Afghanistan » a lieu officiellement le 29 avril 1992. L'intérim de deux

mois (28 avril-28 juin 1992) du professeur Mojaddedi est la période où les éléments du drame se mettent en place avant la longue « bataille de Kaboul » qui va vraiment se dérouler dans toute son intensité à l'été. La première source de conflit au sein des partis de la résistance est l'opposition armée de Gulbuddin Hekmatyar au gouvernement issu de l'accord de Peshawar. Son principal grief vient de la présence dans la capitale d'Abdul Rachid Dostom et de ses miliciens qui ont mis en échec son projet de prise de pouvoir à Kaboul. Dans un premier temps, il se contente d'une opposition soutenue par quelques tirs de roquette, inaugurant là une méthode politique qui cherche à intimider le pouvoir en place. Cette période de transition du président Mojaddedi connaît donc des moments d'affrontements sporadiques. Des combats et des échanges d'artillerie ont ainsi lieu dès le 30 mai entre le parti Junbesh-e Milli [*2] de Dostom allié à des combattants du Jamiat-e-Islami contre le Hezb-e-Islami d'Hekmatyar au sud-est de Kaboul. C'est aussi le cas du 3 au 5 juin dans l'ouest de Kaboul entre les forces chiites du Hezb-e-Wahdat [*3] soutenues par l'Iran et celles de la milice wahabbite du Ittehad-e-Islami appuyées par l'Arabie saoudite. Hekmatyar peut à la fois se maintenir à Surobi à l'est de la capitale et profiter d'une tentative de rapprochement de Rabbani qui, pour favoriser sa position, joue la carte de la réconciliation entre Massoud et Hekmatyar.

Tout d'abord, avant l'entrée dans Kaboul, Massoud cherche à se rapprocher de Mojaddedi pour s'affranchir de la tutelle politique de Rabbani et du Jamiat, mais aussi pour se lier avec les groupes modérés. Cependant, le président par intérim choisit de mettre en valeur Dostom, qui renforce alors son pouvoir dans les provinces septentrionales de l'Afghanistan au détriment de Massoud. Mojaddedi perd alors progressivement l'appui de ce dernier qui, de la fin mai à la fin juin 1992, retourne son alliance : le 21 mai, il accepte de rencontrer Hekmatyar sous les auspices du Saoudien Türki El Faiçal, d'Ijaz-ul-Haq, fils de l'ancien

président pakistanais, et de Qhadi Hussein-Ahmed, émir de la Jammat-Islami pakistanaise. Le désaccord entre les deux hommes s'aggrave encore davantage lorsque le président Mojaddedi choisit d'offrir le ministère de la Sécurité nationale au parti chiite Wahdat. Il a en effet réussi à lui faire accepter l'accord de Peshawar et doit donc le récompenser en lui attribuant un ministère important. Les quelques jours qui précèdent la passation de pouvoir prévue le 28 juin 1992 sont marqués alors par une intense activité de propagande et de contacts politiques. Sayyaf, Massoud et leurs partis, qui n'ont cessé de le réclamer, obtiennent le départ de Mojaddedi, lequel renonce au pouvoir pour ne pas apparaître comme celui qui aurait déclenché un conflit en ne respectant pas l'accord de Peshawar.

Quand les combats de la guerre civile commencent entre les moudjahidines, ils connaissent une intensité supérieure à ce qu'avait subi l'Afghanistan jusque-là. Aucune combinaison d'alliances, aucun retournement ne permet à un camp de l'emporter définitivement. Aucun ne peut porter de coup final. Les massacres se poursuivent, mais le monde détourne son attention. L'époque est désormais révolue où les journalistes attendaient à l'American Club de Peshawar d'être escortés le long de la frontière. Quelques-uns continuent certes à couvrir le tourbillon de violence, mais malgré leurs efforts, l'intérêt pour cette guerre s'est évanoui. Sans engagement des superpuissances, les massacres d'Afghans n'intéressent plus personne, d'autant que les regards se tournent cette année-là vers la Bosnie-Herzégovine, qui vient de déclarer son indépendance, prémices à une guerre qui durera cinq ans. Il n'y a plus de débats sur l'Afghanistan au Conseil de sécurité de l'ONU entre 1990 et l'arrivée des talibans en 1996.

Le président Rabbani, 28 juin 1992

Vers le 30 mai 1992, les combattants majoritairement tadjiks du Jamiat-e-Islami de Rabbani et de Massoud et les Ouzbeks du Junbesh-e-Mili de Dostom se battent au sud de Kaboul contre les forces du Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar. Quant au Ittehad-e-Islami d'Abdul Rassul Sayyaf et au Hezb-e-Wahdat du chef chiite Abdul Ali Mazari, ils s'affrontent à l'ouest de Kaboul. Le 28 juin 1992, Rabbani accède à la fonction de président par intérim, succédant à Sebghatullah Mojadeddi, comme le prévoit l'accord de Peshawar. Il pense pouvoir bénéficier du soutien de « partis frères » pour se maintenir au poste si convoité de président de l'Afghanistan, ainsi que de la participation du Hezb-e-Islami au gouvernement, mais le jour même de son investiture, plusieurs roquettes tirées depuis les positions du parti d'Hekmatyar atteignent le palais présidentiel. La stratégie de l'ISI et de ce dernier consiste désormais à alterner les négociations et les combats. À partir du 28 juin 1992 – que ce soit durant son premier mandat, non contestable, qui s'achève le 28 octobre ou ceux, successifs, qui soulèvent des critiques –, il ne parvient pas à ramener le calme dans la capitale afghane, pas plus qu'il ne peut étendre son pouvoir au-delà. Le 10 août, Hekmatyar lance une grande offensive sur Kaboul. Une pluie de roquettes s'abat sur la ville en visant principalement les positions tant militaires que gouvernementales mais touchant aussi de nombreux bâtiments civils, alors même que des attaques terrestres soutenues par des blindés sont lancées contre les défenses de la cité. L'offensive du Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar est particulièrement violente et n'est contenue que grâce à la combativité et au renfort des forces de Dostom. Les populations civiles sont les premières victimes de ces combats qui provoquent la mort de près de 2 000 personnes et la fuite d'environ 150 000 habitants de la capitale. Les diplomates étrangers quittent la ville en feu dès la première accalmie, juste avant le cessez-le-feu. Le 15 août, le personnel des organisations

internationales et de l'ONU part à son tour. Le chargé d'affaires français Thierry Bernadac quitte l'Afghanistan le 24 août par voie terrestre vers Mazar-e Sharif ; le 28 août, vient le tour des 130 membres de l'ambassade russe, qui s'envolent de Kaboul par avion spécial.

Les combats de cette « seconde bataille de Kaboul » durent jusqu'au 23 août, tout en étant suivis d'actions sporadiques. Après cette flambée de violence, le cessez-le-feu obtenu grâce à l'intervention des « frères » arabes et pakistanais permet à chaque camp d'y trouver satisfaction, grâce à son ambiguïté. Hekmatyar y voit la possibilité d'exclure les milices et les communistes quand Rabbani et Massoud estiment avoir obtenu gain de cause puisque ceux qui ont commis des troubles et des destructions dans Kaboul peuvent être jugés et que le Hezb-e-Islami doit retirer ses armes lourdes hors des faubourgs de la ville pour éviter les tirs quotidiens qui la visent. Grâce à l'entremise du professeur Mojaddedi, qui espère établir une opposition plus solide et plus large, le Hezb-e-Islami d'Hekmatyar, le Hezb-e-Wahdat d'Ali Mazari et le Junbesh-e-Mili de Dostom signent un pacte verbal de non-agression qui se révèle capital dans la formation d'une opposition armée contre la coalition gouvernementale de l'État islamique d'Afghanistan. Hekmatyar s'est finalement rapproché de Dostom, malgré sa très forte opposition initiale, parce qu'il doit composer avec l'efficacité des milices de l'ancien communiste. Il se retrouve aussi très affaibli après les combats du mois d'août, et cet accord lui permet de se réorganiser, tout comme le Wahdat qui y trouve l'occasion de faire front contre le parti Ittehab de Sayyaf et de se retirer officiellement du gouvernement. Quant à Dostom, il pense que le bénéfice de cette alliance lui permet d'anticiper des difficultés avec la coalition au pouvoir compte tenu des relations très difficiles qu'il entretient désormais avec Massoud.

Sur un plan politique, l'accord de Peshawar limite théoriquement la présence de Rabbani au pouvoir au 28 octobre 1992. Celui-ci avance alors que les combats du mois d'août n'ont pas permis de préparer la réunion de

l'assemblée qui doit désigner son successeur, ce qui justifie les quarante-cinq jours supplémentaires qui doivent être consacrés à la préparation de la *shura*. Malgré tout, vers la fin d'octobre, les opposants se réunissent et parviennent à la conclusion que sa décision de prolonger ainsi son mandat montre qu'il n'a pas l'intention de rendre le pouvoir et qu'ils sont, par conséquent, obligés d'exercer des pressions pour le faire renoncer. Finalement, le 30 décembre à Kaboul, lors d'une *shura* que cinq partis boycottent, Rabbani, qui est le seul candidat pour la présidence, est élu avec 94 % des votes – résultats que rejettent logiquement les partis qui y sont hostiles.

Le 5 décembre, des affrontements dans les quartiers et les faubourgs de l'ouest de la capitale opposent le parti chiite Wahdat à la milice wahabite de Sayyaf appuyée par des combattants de Massoud. La percée du Wahdat, qui atteint le ministère de la Défense et le siège de la radiotélévision d'État, démontre toute son efficacité opérationnelle. Quatre jours plus tard, les hommes d'Ahmad Shah Massoud se heurtent à ceux d'Abdul Rachid Dostom pour le contrôle de l'aéroport de la capitale. La reprise de ces combats pendant une semaine a pour résultat d'affaiblir la position du commandant, qui constate la volatilité de l'alliance avec Dostom alors que celui-ci a donné des gages à son nouvel allié en permettant au Hezb-e-Islami d'Hekmatyar de s'installer sur la colline de Bala Hissar dominant une bonne partie de la ville. Massoud en conclut qu'il doit trouver le moyen de se débarrasser en premier lieu de Dostom et d'écarter le parti chiite Wahdat de l'ouest de Kaboul, puis de consacrer tous ses efforts pour parvenir à la destruction de son ennemi de toujours, Gulbuddin Hekmatyar.

Violents combats dans Kaboul (janvier 1993-mars 1993), le massacre d'Afshar

À l'origine de cette nouvelle offensive se trouvent le Hezb-e-Islami de Hekmatyar et le Hezb-e-Wahdat d'Abdul Ali Mazari, qui bombardent des zones à forte densité de population de Kaboul à partir de leurs positions à Afshar. L'opération est alors conduite par les forces de l'État islamique de Burranuddin Rabbani avec la milice wahabite de Sayyaf, qui fut en son temps spécialement créée pour recueillir l'argent de l'Arabie saoudite et qui est depuis régulièrement engagée dans des escarmouches avec les chiites hazaras. L'offensive se développe et se déchaîne dans une spirale de violences sans limites contre la communauté hazara de Kaboul. L'attaque conduite contre les quartiers composés de maisons en terre serrées les uns contre les autres, sur les pentes de la colline d'Afshar à l'ouest de la ville, fait littéralement table rase. Après un intense bombardement le 10 février 1993, la force chiite du Hezb-e-Wahdat qui défend la zone se retire, laissant des milliers de Hazaras sans défense. Les troupes du Ittehad-e-Islami d'Abdul Rassul Sayyaf, un fondamentaliste wahabbite allié à Massoud, transforment alors cette opération en vastes représailles contre les civils où les pillages, les viols et les massacres s'ajoutent aux bombardements conduits sans aucune discrimination. Le massacre d'Afshar jette alors une ombre sinistre sur l'Afghanistan.

Le 7 mars, un accord de paix est signé à Islamabad entre l'État islamique et l'alliance d'Hekmatyar. Rabbani et ce dernier s'accordent pour se partager le pouvoir jusqu'à des élections qui doivent se tenir fin 1994. Hekmatyar reconnaît la légitimité de Rabbani, qui accepte en contrepartie de se défaire de Massoud comme ministre de la Défense. Mais une fois de plus, ce traité d'Islamabad, pourtant contresigné à Téhéran et à La Mecque, reste lettre morte. Si Massoud doit se retirer, en effet, il reste influent grâce

à la nomination de son homme de confiance, Yunus Qanouni, à la tête du Conseil de défense. Quant à Hekmatyar, il ne remplit pas son obligation de retirer ses armes lourdes suffisamment loin de la capitale. L'accord final qui est obtenu après deux semaines de discussions, le 18 mai, n'est pas plus efficient, d'autant que des combats ont lieu dans le même temps à Kaboul où l'alliance du Hezb et du Wahdat l'emporte sur celle du Jamiat et du Ittehab. Un accord de paix est finalement signé à Jalalabad le 20 mai, en vertu duquel Massoud renonce bel et bien au poste de ministre de la Défense.

Rabbani et Hekmatyar signent pour éviter un accord sur une future *loya jirga* qui remettrait en cause leurs acquis. Point intéressant : les ministères de la Défense et de l'Intérieur doivent d'abord être dirigés par des commissions multipartites avec des représentants de toutes les provinces, avant qu'une *shura* ne décide de choisir des ministres. Cependant, Massoud, qui cherche à prendre sa revanche, interdit l'entrée d'Hekmatyar dans Kaboul, ce qui conduit à une nouvelle rencontre entre Rabbani et celui-ci à Paghman, le 13 juin, laquelle aboutit à la création d'une commission chargée de surveiller l'application des accords de Jalalabad. Dans un premier temps, Hekmatyar accepte le poste de Premier ministre, mais après avoir assisté à une seule réunion de cabinet, il attaque à nouveau Kaboul, faisant plus de 700 morts dans des raids, des combats de rue et des attaques de roquettes. Massoud reprend alors son poste de ministre de la Défense pour défendre la ville. En novembre, il s'oppose en outre au Hezb pour le contrôle des localités de Tagab et de Najrab situées dans la province de Kapisa, à environ une cinquantaine de kilomètres au nord-est de la capitale. Hekmatyar, qui veut s'ouvrir une voie vers Kaboul, doit alors céder sous les coups de Massoud. D'autres combats ont lieu à Kandahar, Soroubi et dans le nord-est entre Dostom et « l'émir de l'ouest » Ismaël Khan pour le contrôle de Maymana. Ils n'ont pas de résultat marquant, mais dans la province de Kunduz, sur les bords de l'Amou Darya, Massoud lance

une attaque à Cher-Khan-Bandar qui a des répercussions négatives pour la coalition gouvernementale.

Dans le même temps, les relations entre Dostom et Rabbani s'améliorent, au point que quand le second quitte Kaboul le 10 octobre 1993 pour se rendre en Arabie, il confie la garde du palais présidentiel au premier. Le fait d'avoir établi une telle confiance avec Dostom montre que Rabbani souhaite s'affranchir du seul soutien de Massoud et diversifier ses appuis. Ce geste de défiance est mal ressenti par le commandant, et à cette aune l'attaque de Cher-Khan-Bandar peut être interprétée comme une manœuvre provocatrice cherchant à pousser Dostom à l'affrontement et à l'éloigner du président. C'est en tout cas ce que celui-ci évite en se tournant vers l'arbitrage de Rabbani qui, pour ne pas s'aliéner ce nouvel allié, se rend dans son fief à Mazar-e Sharif le 14 novembre 1993. La rivalité entre les deux chefs de guerre avait en réalité commencé au moment des événements ayant entouré la chute du régime communiste, quand Dostom avait permis par sa défection l'entrée de Massoud dans Kaboul. Dans la lutte pour le contrôle des provinces du nord de l'Afghanistan, ce dernier perd par ailleurs six provinces : Baghlan, Samangan, Balkh, Jowjan, Sar-e-Pol et Faryab, alors que celles de Kunduz et de Badghis restent disputées. La Shura-e-Nazar (Conseil de supervision du Nord créé par Massoud, pour mémoire) ne contrôle plus que quatre provinces : Kapisa, Parwan, Takhar et le Badakhshan. L'intrusion du Junbesh sur l'échiquier du nord de l'Afghanistan réduit non seulement l'influence de Massoud, mais elle l'éloigne aussi d'Ismaël Khan, empêchant toute jonction entre leurs deux zones. Devenu gouverneur d'Herat après la victoire des moudjahidines, ce dernier ne peut se satisfaire de l'émergence de Dostom devenu aussi l'allié informel du Hezb-e-Islami qui crée des troubles dans sa région ainsi que dans la province voisine de Farah. Massoud et lui projettent alors de lancer une opération conjointe sur deux directions pour le déloger de son fief de Mazar, mais ce plan est découvert par les hommes de Dostom présents dans

la capitale où ils sont toujours officiellement en bons termes avec la coalition gouvernementale.

Abdul Rashid Dostom renforce le Hezb-e-Islami (janvier 1994-juillet 1994)

La guerre prend un tour dramatique en janvier 1994 quand Abdul Rashid Dostom rejoint les forces du Hezb-e-Islami d'Hekmatyar allié au Hezb-e-Wahdat et qu'il conduit une vaste campagne contre les forces du commandant Massoud et du gouvernement intérimaire. Il lance ainsi une attaque préventive le 1er janvier 1994 et fait aussitôt le siège du palais présidentiel. Les forces de Massoud et du Ittehad bloquent alors ses troupes, pourtant rejointes par celles d'Hekmatyar. Rabbani réagit en dénonçant ce coup d'État fomenté par une coalition entre le Hezb-e-Islami et les anciens communistes du Junbesh. Il déclare même le djihad contre ces *kafir* (mécréants). Une coalition de quatre partis (Junbesh, Jabha, Wahdat, Hezb-e-Islami) prend alors le nom de « Conseil supérieur de coordination de la révolution islamique » (CSC) et se place résolument en opposition à Rabbani dont il exige la démission, le considérant comme le responsable de la poursuite des combats. Cette campagne n'obtient cependant pas de résultats probants et les combats stagnent rapidement. Les gouvernementaux se trouvent sur la rive gauche et les combattants du CSC sur la rive droite. Les affrontements peuvent aussi prendre une tournure qui rejoint des intérêts purement matériels. Fin janvier, les hommes de la coalition gouvernementale du général Baba-Jan, responsable de la garnison de Kaboul, et du général Fahim, à la tête de l'ancien Khad et proche de Massoud, affrontent ainsi un groupe de Sayyaf, pourtant lui aussi membre de leur alliance, pour la prise de contrôle du Saray-e-Chahzada (le « sérail

du prince »), un bazar regroupant les changeurs de Kaboul : toutes les boutiques sont pillées. La banque nationale est même investie par les hommes de la Shura-e-Nazar et ses réserves transportées probablement vers le bastion de Massoud à Jaboul-Saraj, ou au palais royal. Pour leur part, les combattants du Junbesh se signalent plus particulièrement par des meurtres, des pillages et des viols.

L'intervention du Pakistan, de l'Arabie saoudite, de l'ONU et de l'Organisation de la conférence islamique parvient à obtenir un cessez-le-feu. Le coût humain de ces combats fratricides doit s'élever à plusieurs milliers de personnes et de nouvelles démarches sont entreprises au niveau régional mais aussi en interne où un conseil formé de quarante-cinq commandants des environs de Kaboul et une délégation dirigée par Jallaludin Haqqani s'efforcent d'obtenir un arrêt des combats. Même le roi Zaher Shah, en exil à Rome, inquiet des combats aussi destructeurs pour la capitale, propose la convocation d'une *loya jirga* afin de régler le problème de la direction politique du pays, source de tous les conflits. Après ces combats, l'ONU décide de revenir sur la scène afghane pour trouver une solution aux conflits qui ne cessent pas depuis 1992. Le représentant spécial de son secrétaire général pour l'Afghanistan, Mahmoud Mestiri, entame sa mission le 30 mars 1994. Malgré les propositions de la coalition antigouvernementale d'organiser un gouvernement de technocrates et de personnalités neutres, Rabbani s'accroche au pouvoir : le 28 juin, qui aurait dû être la date de son départ, il annonce que la situation instable du pays ne lui permet pas de se retirer. L'opposition, qui comprend les membres du CSC et les partis moins hostiles au gouvernement s'oppose au renouvellement du mandat du président et demande le transfert du pouvoir. Mais Rabbani, conforté par la réussite d'une offensive de Massoud lancée le 25 juin contre les positions d'Hekmatyar et de Dostom dans la capitale, refuse et confirme son maintien au pouvoir jusqu'en décembre 1994. N'ayant pas pu organiser de véritables pourparlers de paix à Jalalabad en

août, l'ambassadeur Mestiri convoque une réunion en octobre dans la ville de Quetta, capitale provinciale du Balouchistan pakistanais pour y élaborer un nouveau plan de paix que les partis refusent. Cependant, à la fin de l'année, Dostom et le parti Junbesh sont chassés de leurs places fortes par Massoud, qui prend de plus en plus le contrôle de Kaboul. Au même moment, pourtant, le Junbesh reprend la ville de Mazar-e Sharif des mains du Jamiat-e-Islami. Mestiri continue d'octobre 1994 à mars 1995 à soutenir son plan qui prévoit aussi le départ de Massoud et Rabbani, mais cette période voit surtout la naissance du mouvement des talibans, qui surgit de Kandahar. Cette vague déferlante, refusant de s'allier avec les partis traditionnels de la scène politico-militaire, emporte tout sur son passage et menace dès la fin de février 1995 de prendre Kaboul.

L'apparition des talibans, 1994

La naissance du mouvement taliban en 1994 est un tournant majeur dans la guerre civile afghane. Il émerge dans le chaos total causé par un État en ruines. La genèse de cette milice sunnite puritaine reste enveloppée d'un mélange de mythologie et de réalités. Elle serait née d'une réaction locale face une criminalité débridée et à une corruption institutionnelle à Kandahar, où de nombreux groupes criminels harcèlent et terrorisent les habitants et s'entre-déchirent dans des luttes de territoire. Selon d'autres, le mouvement trouve son origine dans un plan délibéré du service de renseignement du Pakistan, l'ISI, qui aurait su utiliser des anciens commandants de moudjahidines, des milices pachtounes locales, des fondamentalistes religieux et les étudiants des madrassas mais aussi le réseau du général Tanai avec d'anciens officiers communistes et des fondamentalistes arabes. La réalité doit être un assemblage des deux courants, mais il reste évident que la décrépitude et l'anarchie de la société régionale à Kandahar provoquent une réaction en faveur d'un mouvement

capable de restaurer la paix civile. C'est en tout cas un contexte favorable, d'autant que les Pakistanais sont déçus d'avoir misé sur Hekmatyar, qui subit des défaites à répétition, et qu'ils cherchent une alternative. Quoi qu'il en soit, l'ISI et les autorités pakistanaises adoptent et soutiennent le mouvement taliban, comme le reconnaissent aussi bien l'ancien président Musharraf (« Nous avons été à leurs côtés pour mettre à bas les forces anti-talibans[2] ») et l'ancien ministre de l'Intérieur de Benazir Bhutto[*4] (« Nous avons créé les talibans[3] »).

Au printemps de 1994, le mollah Mohammed Omar, qui vient d'une mosquée à Sangisar située à 30 kilomètres de Kandahar, est choisi pour être leur chef. C'est un ancien moudjahidine qui enseigne dans une madrassa locale. Rapidement, à la demande de chauffeurs de camions et de marchands, les talibans éliminent les bandes qui les rançonnaient au passage frontalier de Spin Boldak et où ils remportent leur première victoire, le 12 octobre, s'emparant de dépôts d'armes du Hezb-e-Islami. Un mois plus tard, les talibans permettent le passage d'un convoi d'une trentaine de camions apportant une aide humanitaire à Kandahar, à Herat et au Turkménistan, concrétisant ainsi le projet du gouvernement Bhutto d'ouvrir une route terrestre vers l'Asie centrale. Avec un fort soutien militaire et logistique du Pakistan et des financements constants mais aussi un soutien politique venant de donateurs saoudiens et arabes, la milice peut se développer en bénéficiant du mécontentement général en Afghanistan. Des recrues arrivent en masse des madrassas pakistanaises, tout comme de nombreux officiers de l'ancienne armée et d'anciens commandants moudjahidines. À partir de Kandahar, les talibans poursuivent leur rapide avance vers le nord et atteignent les environs de Kaboul le 14 février 1995, près de Maydan Shahr. Toutefois, Massoud les repousse après la reprise de Charasiab le 19 mars, ce qui conduit à une période de calme relatif pendant quelques mois. En septembre, les talibans lancent une grande offensive qui leur permet de progresser de 600 kilomètres à l'ouest du pays en dix jours,

ce qui amène la chute de Herat qui leur permet d'étendre leur emprise jusqu'à la frontière avec l'Iran. L'année suivante, ils reprennent l'offensive, qui s'achève par la plus sérieuse défaite subie par Ahmad Shah Massoud. À la tombée de la nuit, le 27 septembre 1996, les talibans entrent dans Kaboul que Massoud a évacué la veille. Najibullah, qui y avait trouvé refuge dans les bâtiments de l'ONU depuis le 16 avril 1992, après avoir été bloqué à l'aéroport par les miliciens de Dostom lors de sa tentative de fuite, a refusé l'offre de Massoud de quitter la ville. Les talibans l'arrachent du bâtiment de l'ONU pour le torturer et le pendre à une grue selon un rituel qui symbolise l'intransigeance politique et l'impitoyable message des talibans dans leur lutte contre la corruption et la débauche. Massoud se trouve désormais sur la défensive, tout en conservant le soutien de l'Iran, de la Russie et de l'Inde. À Washington, le porte-parole du département d'État, Glyn Davies, fait une déclaration de routine au moment où débute la campagne électorale américaine : « Nous espérons vraiment et nous attendons que les talibans respectent les droits de tous les Afghans et que les nouvelles autorités vont rapidement rétablir l'ordre et la sécurité et former un gouvernement représentatif qui ira sur le chemin de la réconciliation nationale. » Une déclaration reçue en Afghanistan et dans les pays voisins comme un état de fait sans remise en cause.

En août 1998, l'offensive des talibans est relancée vers le nord et conduit à la chute de Mazar-e Sharif le 8 août et de Taloqan le 11 août. Dans les zones sous leur contrôle, les vainqueurs imposent un ordre social islamique avec un strict code vestimentaire pour les hommes et les femmes. Les femmes doivent être voilées, elles ne peuvent pas travailler ; les écoles pour filles sont fermées, la musique et la télévision interdites. Toutefois, ces contraintes peuvent être vues comme un prix acceptable pour ceux qui estiment que les talibans ont restauré des conditions de vie plus sûres. La montée des talibans se trouve cependant correspondre avec le début de la mise en place de camps de formation pour des fondamentalistes en

Afghanistan et le retour de ben Laden qui est chassé du Soudan sous la pression internationale au printemps de 1996. Le chef du réseau Al-Qaida [*5] arrive à Jalalabad le 18 mai 1996 où 300 vétérans arabes du djihad afghan [*6] le rejoignent. En août 1996, il déclare la guerre aux États-Unis en raison de leur présence en Arabie saoudite. Avec sa fatwa, sur la « Déclaration de guerre contre les Américains occupant la terre des places saintes (La Mecque et Médine) », il se lance dans une vaste campagne pour recruter, former et déployer des terroristes à partir de bases installées en Afghanistan. Le richissime Saoudien ben Laden accroît son influence en finançant l'effort de guerre des talibans et établit ses camps à Kaboul, Kandahar, Nangarhar, Paktia et Khost où des milliers de volontaires du monde entier affluent pour se former. Il finance également la compagnie aérienne nationale Ariana qui lui sert à effectuer des transports d'armes, d'argent, de drogue et de militants islamistes à travers les Émirats arabes unis et le Pakistan.

En moins de quatre ans, les talibans parviennent à s'imposer sur 90 % du territoire afghan en brisant trois factions militaires et en marginalisant la quatrième. Les trois vaincus sont le Hezb-e-Islami de Gulbuddin Hekmatyar (HIG), qui est repoussé hors de Kaboul par les talibans en septembre 1996 – plusieurs de ses commandants, toutefois, rejoignent leurs rangs « à la fois par sympathie idéologique et solidarité tribale » – ; le Hezb-e-Wahdat hazara, chassé de Kaboul en 1995 puis de sa base de Bamian en août 1998 ; enfin le Junbesh ouzbek de Dostom et de Malik, vaincu en août 1998. Le Front uni islamique et national pour le salut de l'Afghanistan, plus connu sous le nom de « Front uni » ou d'« Alliance du Nord », est alors formé en intégrant les factions de Karim Khalili et d'Akbari du Hezb-e-Wahdat, du Jundesh de Dostom, des forces de Sayyaf et de certains éléments du Hezb-e-Islami ainsi que la Shura-e-Nazar de Massoud. Ce Front uni s'identifie comme la branche militaire de l'État islamique d'Afghanistan conduit par Burhanuddin Rabbani, qui continue à

être reconnu au niveau international comme le président de l'Afghanistan. L'« Alliance du Nord » est d'ailleurs un terme inventé par le Joint Intelligence North (JIN) de l'ISI afin de stigmatiser et discréditer ces forces d'opposition en faisant croire qu'il ne s'agit que d'un groupuscule géographiquement et ethniquement circonscrit. Il fait circuler cette fausse appellation dans les médias pakistanais jusqu'à ce qu'elle devienne celle de tous les médias occidentaux sans exception. Les comportements des talibans au regard des règles internationales relatives aux droits humains, ainsi que le soutien apporté aux groupes terroristes et leur tolérance pour la production de drogue, leur coûtent pourtant la reconnaissance internationale. Face à la crainte de l'expansionnisme du fondamentalisme islamique, les pays d'Asie centrale rejoignent l'Iran dans sa condamnation des talibans. En revanche, l'Arabie saoudite, le Pakistan et les Émirats arabes unis reconnaissent officiellement leur régime après leur brève conquête de Mazar-e Sharif au printemps 1997. Ils reprennent bel et bien la ville le 8 août 1998, mais ce succès ne fait que précéder un recul politique quand les États-Unis lancent des missiles de croisière douze jours plus tard contre des camps d'entraînement en réponse aux attentats d'Al-Qaida contre deux ambassades américaines en Afrique. Cependant, les talibans ne parviennent pas à stabiliser le pays et à établir un gouvernement efficace, et leur imposition de restrictions sociales très dures comme leur échec économique nourrissent leur impopularité.

1996-2001, Massoud contre les talibans

Le conflit qui s'étend de 1996 à 2001 oppose les talibans dominés par les Pachtouns à l'alliance multiethnique du Front uni dirigé par Rabbani et son chef militaire Ahmad Shah Massoud. La stratégie des talibans vise à désarmer l'opposition et à unifier le pays sous un gouvernement central

dirigé par le mollah Omar. Le Front uni veut forcer les talibans à accepter un partage du pouvoir et à autoriser l'autonomie des régions. Les forces adverses se font face dans deux grandes zones et sur plusieurs petits fronts. Le Front uni contrôle le tunnel de Salang au nord de Kaboul, ce qui isole les forces des talibans des deux côtés de l'Hindou Kouch. Au nord, les talibans tentent d'isoler les territoires tenus par Massoud vers le monde extérieur en s'emparant de Shar Khan Bandar et d'autres passages frontaliers sur la frontière avec le Tadjikistan. Il n'y a plus d'armée régulière structurée en Afghanistan et ni l'Émirat islamique d'Afghanistan des talibans, ni l'État islamique d'Afghanistan de Rabbani ne détiennent la compétence administrative d'un État. Ils commandent des milices armées avec des niveaux divers de loyauté, d'engagement politique ou de compétences opérationnelles. Certains se sentent libres de changer de camp, d'allégeance et de loyauté, et de rejoindre ou de quitter un camp. En revanche, certaines unités de meilleure qualité jouent un rôle de pivot lors des combats. Les effectifs de ces unités sont variables et vont d'une dizaine à plusieurs centaines de combattants. Certaines grandes unités disposent d'artillerie, de blindés ou d'autres matériels d'appui et des groupements tactiques établis pour certaines opérations. Des centaines d'officiers, essentiellement d'origine pachtoune, dont des pilotes et des techniciens de l'armée, rejoignent les rangs des talibans pour servir les matériels d'artillerie, les aéronefs et les blindés. Si d'anciens officiers servent comme conseillers de chefs militaires, les postes de responsabilité supérieure sont toujours tenus par des mollahs. Au fur et à mesure de la baisse des volontariats, toutefois, les talibans ont recours à une certaine forme de conscription. La plupart des combattants étrangers viennent des mouvements religieux du Pakistan et des groupes militants arabes. De 1994 à 1999, entre 80 000 et 100 000 combattants auraient été engagés au combat en Afghanistan, et le nombre des Pakistanais dépend des activités militaires sur place. Alors que ces volontaires viennent des madrassas et ne reçoivent aucune solde, un

petit nombre d'entre eux sont d'anciens militaires qui sont payés pour tenir des postes de spécialistes. Les recrues étrangères sont formées au « Centre de formation spéciale » au sud-ouest de la capitale, qui peut en recevoir mille par stage. Elles reçoivent un cours intensif d'infanterie en six semaines et sont ensuite engagées dans des formations différentes de celles des talibans afghans. Les militants arabes qui font partie des réseaux Al-Qaida sont regroupés dans six camps qui se situent à Kaboul, Nangarhar, Khost et Kandahar. La brigade 055 est une formation spéciale de 2 000 hommes qui est intégrée aux forces de l'Émirat en 1997 et se compose de vétérans non afghans de la guerre menée contre les Soviétiques, mais aussi de combattants venus du Cachemire, du Caucase et d'Asie centrale. Comme l'affiliation à Al-Qaida ouvre de nombreux canaux financiers au profit des talibans, l'Afghanistan se trouve désormais être un lieu où acquérir une stature politique et une expérience du combat pour d'autres guerres.

Le Front uni est quant à lui composé d'un assortiment confus de groupes armés qui rassemblent des militaires de l'ancien régime, d'anciens moudjahidines et des contingents regroupés par ethnie dans une vague opposition aux talibans. Il utilise d'anciens militaires non pachtouns dans des positions au niveau des états-majors ou des postes de commandement. La faction dominante de cette alliance regroupe surtout les combattants de l'ancien ministre de la Défense Ahmad Shah Massoud. Elle dispose en particulier d'une formation de 800 hommes, très disciplinée, bien équipés et recrutés dans le Panchir, dans le Badakhshan ou chez les Tadjiks takharis, connue sous le nom de « Brigade Commando » – laquelle joue un rôle essentiel dans les combats contre les talibans. Un ancien capitaine français, Johan Freckhaus, participe d'ailleurs à l'entraînement de cette unité et forme les commandos de Massoud pendant quatorze mois en quatre séjours de 1999 à 2001. Quand le commandant commence à recevoir une aide matérielle et financière de Russie, d'Inde et d'Iran, il améliore les capacités

de son armée organisée en deux fronts régionaux. Le Front uni dispose alors d'une centaine de véhicules de combat BMP-1 et BMP-2 regroupés en deux brigades. L'une est déployée dans le nord et l'autre sur le front de la plaine de Chamali au nord de Kaboul. Massoud dispose également de 19 chars et de plusieurs lance-missiles reçus en juin 2001. Les effectifs ne sont pourtant pas constants et aucune faction dans cette guerre ne peut se permettre de maintenir autant de personnels en ligne. Les talibans disposent de 25 000 combattants et même de 40 000 lors des opérations ; le Front uni de 12 000 à 15 000 soldats sous le commandement de Massoud avec 10 000 hommes supplémentaires sur d'autres fronts à Dara-i-Suf (Dostom, Atta, Mohaqiq), Bamian et Yakaolang (Khalili), Ghor (Ismaël Khan) et Kunar (Haji Qadir).

La structure et les opérations des forces en présence sont régies par des concepts différents. Les combattants de Massoud, qui sont un produit du djihad, peuvent conduire une guerre d'attrition. Par essence, c'est une armée de guérilla malgré les efforts faits pour la réorganiser en armée conventionnelle entre 1992 et 1996. Sa conception de la manœuvre s'appuie sur l'esquive, considérée comme la clé de la survie au combat : l'échange du terrain contre du temps constitue la base de la résilience opérationnelle. Le Front uni sait pourtant s'adapter et établir des positions défensives. La milice des talibans, quant à elle, est apparue comme une force légère motorisée façonnée pour des actions rapides avec des pick-up, un véhicule à tout faire pour la logistique et le combat permettant de transporter dix combattants. Cette cavalerie, si elle est très efficace pour exploiter un succès tactique, reste cependant limitée du fait de sa légèreté pour obtenir la décision. Alors que les talibans s'appuient sur une grande mobilité offensive, ils manquent d'expérience et des savoir-faire pour percer des positions défensives. Au printemps 1995, leur offensive sur Kaboul échoue ainsi après la perte d'environ 2 500 combattants. À Shindand, Ismaël Khan les a de cette façon arrêtés, les forçant à retraiter vers Kandahar en

mai 1995. Quant à l'offensive du 28 juillet au 3 août 1999, elle est bien planifiée mais mal exécutée. L'opération intègre des attaques sur deux axes parallèles (Tagao-Nejrao et la nouvelle route Bagram-Kaboul) et le pilonnage de l'adversaire sur une troisième direction. Les talibans gagnent de la sorte beaucoup de territoires dans les provinces du Kunar et de Kapisa, mais ne fortifient pas ces gains territoriaux. Par conséquent, leur succès est rapidement contrebalancé par une spectaculaire contre-offensive lancée le 5 août 1999 qui laisse des centaines de talibans sur le terrain et qui permet de reprendre en six heures le terrain perdu. Un autre exemple est la prise par les talibans des districts de Sher Khan Bandar et d'Imam Saheb au début de 2000, lesquels sont repris après une contre-attaque du Front uni quelques jours plus tard.

Mis à part le fusil d'assaut Kalachnikov, l'armement n'est en aucun cas standardisé et les deux camps utilisent tout ce qui a pu être récupéré de l'ancienne armée. L'emploi tactique des armements ne répond pas aux principes conventionnels, et le manque de compétences techniques conduit à un sous-emploi des matériels modernes et sophistiqués – les chars peuvent ainsi être facilement capturés intacts à cause du manque de soutien technique. Certains équipements sont en revanche largement modifiés chez les forces de Massoud, comme le BMP-1 sur lequel des paniers de lance-roquettes récupérés sur les hélicoptères de combat sont installés. Leur protection alliée à leur mobilité et leur puissance de feu en font alors des engins très efficaces. Les deux camps adaptent d'abord les technologies modernes à leurs méthodes de combat. Ainsi, au lieu d'utiliser l'artillerie et les frappes aériennes pour faciliter la manœuvre de l'infanterie, les armes d'appui sont d'abord utilisées contre des objectifs statiques. Les chars sont essentiellement employés en appui au profit d'une attaque d'infanterie, laissant de côté les manœuvres combinées de feu et de mouvement. La faible profondeur des lignes de défense permet aussi de rapides

exploitations une fois la première position franchie, mais le même principe s'inverse et bénéficie à la contre-offensive.

La force aérienne afghane en tant que système organisé et cohérent a complètement disparu. Ce qui reste des matériels de l'ancien régime change de mains au cours des huit années de la guerre civile. À l'origine, il y avait 12 escadrilles de combat soit 126 avions, 5 escadrons de transport soit 60 avions, et 9 escadrilles d'hélicoptères de combat et de transport, soit une centaine d'appareils dont 14 hélicoptères de combat, le tout étant déployé sur cinq bases aériennes (Shindand, Kandahar, Kaboul, Herat et Mazar-e Sharif). À la fin des années 1990, la plupart sont dans un état de quasi-abandon qui laisse la place à des improvisations rudimentaires et à la cannibalisation permettant l'emploi de quelques appareils. Massoud dispose de huit hélicoptères de transport Mi-17 et de six Mi-8 avec quatre hélicoptères d'attaque Mi-24 et Mi-25. Ils sont basés dans les provinces de Takhar et du Badakhshan, mais seule la moitié est opérationnelle. Il y a également trois avions de transport AN-26 qui sont stationnés au Tadjikistan sur la base de Kulyab. Aucun camp ne dispose de l'infrastructure technique pour employer ces moyens aériens dans un rôle classique, raison pour laquelle les frappes sont conduites sans coordination avec les opérations terrestres. Sans contrôle ni guidage, les effets sont d'abord psychologiques, mais les dégâts collatéraux sont en revanche très fréquents. Pour le Front uni, les hélicoptères sont particulièrement utiles pour assurer les transports et les communications entre des régions éloignées en surmontant les zones montagneuses et isolées vers le Kunar, le Panchir et Taloqan ainsi que vers le Tadjikistan. Pour les talibans, l'emploi le plus efficace est assuré par des avions et des hélicoptères de transport pour acheminer des troupes et du ravitaillement. Au niveau logistique, les unités des deux camps s'approvisionnent sur place, ponctionnant de grandes quantités de ressources, ce qui provoque des pénuries locales mais surtout bride les capacités des deux armées. La pauvreté du système logistique se révèle

ainsi être l'une des raisons qui limitent les opérations par manque de recomplètement en munitions et en carburant.

L'incapacité des talibans à répondre aux demandes des populations sur les territoires conquis leur fait perdre le soutien populaire obtenu par la perspective de réduire l'insécurité, de désarmer les gens et d'établir une loi fondée sur la sharia. D'autres facteurs leur aliènent la population, y compris parmi des régions pachtounes : leur interprétation rigoureuse de l'islam dans la gestion de la société, la dépendance du Pakistan et le soutien au réseau terroriste Al-Qaida, l'échec économique et l'isolement international, mais aussi l'oppression des communautés tadjikes et hazaras. En mars 2001, la destruction des statues de Bouddha à Bamian suscite l'opprobre international et une condamnation générale des talibans, qui viennent s'ajouter à leur image désastreuse causée par les exécutions publiques de femmes. Si cette destruction marque une rupture et isole encore davantage le régime des talibans, elle accroît surtout la sympathie internationale pour le Front uni qui s'oppose à eux. Six mois plus tard, le 9 septembre 2001, Massoud est assassiné dans une attaque revendiquée par Al-Qaida. Deux individus se faisant passer pour des journalistes belges font exploser une caméra piégée qui avait été volée à France 3 à Strasbourg. Le seul obstacle efficace à la conquête totale de l'Afghanistan est alors éliminé, avec en corollaire le risque de dislocation du Front uni.

Ce 9 septembre, le président russe Vladimir Poutine, qui mesure parfaitement l'impact de cet assassinat, appelle son homologue américain, George W. Bush, pour l'en informer et lui faire part de « son pressentiment sur la préparation de quelque chose qui va survenir, quelque chose préparé depuis longtemps[4] ».

TROISIÈME PARTIE

VINGT ANS DE GUERRE AMÉRICAINE EN AFGHANISTAN

CHAPITRE 8

Du 11 septembre 2001 au *Surge* de 2009

Préparer la riposte après le 11 septembre 2001

Treize ans après le départ des Soviétiques, des soldats américains posent le pied en Afghanistan pour y mener une nouvelle guerre provoquée par les attaques terroristes du 11 Septembre contre les États-Unis. Une guerre qui s'achève le 31 août 2021 après de longues négociations et dont les images ont fait le tour du monde, rappelant l'évacuation de Saïgon en 1975, quand les Américains avaient déjà abandonné à son sort un allié, par lassitude politique et impasse militaire. Tout commence le 11 septembre 2001 quand deux avions de ligne détournés s'écrasent sur les tours jumelles du World Trade Center à New York. Un autre se précipite sur le Pentagone ; un quatrième s'écrase dans un champ en Pennsylvanie avant d'avoir atteint son objectif, grâce à l'intervention des passagers. Près de 3 000 personnes sont tuées. Le soir même, le président Bush affirme sa résolution à « gagner la guerre contre le terrorisme », et le *New York Times* titre le 12 septembre : « *The War Against America* ». Les terroristes qui se sont emparés de ces avions de ligne civils sont liés au réseau international Al-Qaida installé dans

l'Afghanistan contrôlé par les talibans. Cependant, aucun de ceux qui ont commis cette attaque planifiée ne sont des nationaux afghans, et celle-ci ne s'inspire pas d'un plan mis au point par les talibans. Le réseau Al-Qaida est motivé par des événements plus larges au Proche-Orient et vise surtout la politique du gouvernement saoudien et la présence de forces américaines dans la péninsule arabique.

Cet événement majeur et dramatique conduit les États-Unis à se réengager en Afghanistan après une dizaine d'années de désintérêt qui ont suivi le retrait soviétique et la chute de l'URSS. C'est pendant cette période d'absence politique que l'Afghanistan s'est enfoncé dans la guerre civile et le chaos politique, lesquels ont constitué un environnement propice au développement d'un extrémisme religieux. Les espoirs de normalisation placés par Washington dans la capacité des talibans à conclure victorieusement la guerre en 1996 s'effondrent quand il s'avère que le régime fondamentaliste contribue en fait à établir un système de terreur, de domination violente avec un développement de la production de drogue. Les talibans soutiennent également le riche militant saoudien Oussama ben Laden qui devient une source de financement importante pour un régime politique isolé sur le plan international. Son implantation en Afghanistan permet surtout à son réseau terroriste de bénéficier de bases et de camps d'entraînement pour lancer ses actions au niveau international. Cependant, la seule action menée contre Al-Qaida en Afghanistan avant 2001 ne prend la forme que d'une frappe de missiles de croisière effectuée en représailles aux attentats contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et de Dar es Salaam (Tanzanie) d'août 1998. Si le résultat opérationnel de l'opération « Infinite Reach » s'avère très faible, en revanche l'attaque déclenche une vague de vocations qui conduit des centaines de volontaires djihadistes de toutes nationalités à rejoindre ben Laden, qui fait désormais figure de héros anti-occidental.

Avec le 11 Septembre, ben Laden cherche bien sûr à frapper durement les États-Unis dans leur cœur politique et économique, mais bien plus à les attirer dans une guerre en Afghanistan où il espère les enliser comme ce fut le cas avec l'URSS. Il y trouve certes la mort en mai 2011, mais sa stratégie parvient bel et bien à entraîner les États-Unis et leurs alliés dans une guerre de vingt ans qui s'achève avec un constat : Washington ne peut infléchir le conflit en sa faveur. Les réticences américaines à s'investir sérieusement les premières années du conflit montrent d'ailleurs que l'hypothèse d'une impasse militaire et politique est parfaitement prise en compte. C'est avec cette vision prémonitoire que ben Laden confie en novembre 2000 son projet stratégique à un journaliste d'Al Jazeera : « Nous avons réussi l'attentat contre le *Cole*[*1] et nous voulons que les États-Unis réagissent. S'ils réagissent, ils le feront en envahissant l'Afghanistan et c'est ce que nous voulons[*2]. » L'objectif stratégique est clairement de contraindre « l'ennemi lointain » à réagir par une intervention directe sur le territoire afghan, où il ne pourra pas échapper à une forme d'humiliation, comme celle subie par l'armée soviétique[1]. Immédiatement après les attaques du 11 Septembre, le président Bush et le Conseil de sécurité nationale – National Security Council, ou NSC, qui comprend le directeur de la CIA George Tenet, le secrétaire d'État Colin Powell, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, la conseillère à la sécurité nationale Condoleezza Rice, et le vice-président Richard Cheney – admettent que les États-Unis doivent réagir contre Al-Qaida, qui apparaît déjà comme le responsable le plus probable. Ils envisagent également le renversement du régime des talibans, comme Condoleezza Rice l'écrit dans ses mémoires : « Nous savions tous que le résultat serait une déclaration de guerre contre les talibans et une invasion de l'Afghanistan[2]. »

Cependant, l'émotion considérable suscitée par l'ampleur de l'attentat dépasse largement le cadre américain et amène la Maison Blanche à prendre la tête d'une coalition. Le soutien du Conseil de sécurité de l'ONU est en

effet très vite acquis à des représailles américaines[*3] et, comme le *Monde diplomatique* le rappellera le 2 septembre 2021, il s'avère que « Seuls les crétins doutaient » en 2001 de la réussite d'une intervention militaire pour détruire Al-Qaida en Afghanistan, où « les talibans ne représentaient qu'une secte folle et meurtrière que ben Laden avait isolée du monde entier[3] ». L'Union européenne, la Russie, la Chine et l'Inde affichent très rapidement leur soutien à Washington, et dans le monde arabo-musulman de nombreux régimes font part de leur bonne volonté à l'égard des États-Unis. Dans un premier temps, Bush peut sembler ne pas être acquis à l'idée d'un changement de régime. C'est pourquoi le département d'État présente un « Plan pour une politique stratégique militaire sur le Pakistan et l'Afghanistan », qui détaille les demandes spécifiques faites par les États-Unis auprès des talibans, à savoir la reddition de ben Laden et de ses adjoints – dont le principal, Ayman al-Zawahiri –, la fourniture d'informations sur Al-Qaida et ses opérations, la fermeture de tous les camps terroristes, la libération des étrangers emprisonnés et l'obligation de s'aligner sur les résolutions de l'ONU. En somme, les talibans doivent livrer ou expulser ben Laden et toute l'organisation d'Al-Qaida s'ils ne veulent pas de guerre avec les États-Unis. L'une des premières réactions de Washington est aussi de s'adresser au Pakistan, à cause de ses liens bien connus avec les talibans, pour qu'il exerce des pressions et change sa politique – voire qu'il fournisse une assistance militaire et diplomatique contre Al-Qaida et les talibans. Impressionné face à une Amérique en quête de vengeance, le président Musharraf accepte ces demandes, même si c'est là le résultat d'une menace américaine à peine déguisée, ainsi qu'il l'écrit dans ses mémoires. Par un classique double jeu, il essaie malgré tout de préserver son influence en Afghanistan en conseillant aux talibans de parvenir à un accord avec les Américains. L'ISI reste divisé sur cette question au cours des derniers mois de 2001 et Musharraf essaie bel et bien d'obtenir du mollah Omar le départ de ben Laden, qui d'ailleurs n'aurait

pas informé les talibans des attaques du 11 Septembre. Par ailleurs, si les talibans condamnent fermement et officiellement ces attaques et demandent aux États-Unis d'être patients et prudents dans leurs actions, ben Laden reste protégé en Afghanistan. Cependant, le 20 septembre, dans un discours au Congrès, l'escalade s'enclenche quand le président Bush adresse un ultimatum aux talibans par lequel il exige la livraison de ben Laden sous peine de subir son sort. Quelques jours auparavant, le Congrès accorde à Bush le droit d'utiliser « tous les moyens nécessaires et appropriés » contre ceux qui ont perpétré les attentats du 11 Septembre mais aussi contre leurs soutiens. À cette date, de longs débats se tiennent en Afghanistan pour définir une position. Les chefs religieux des talibans estiment que si les États-Unis entrent en Afghanistan, le djihad sera conduit jusqu'à leur départ, ce qui va d'ailleurs justifier et entretenir la guerre pour les vingt années suivantes. Quant à livrer ben Laden, s'ils admettent qu'il faut s'en débarrasser, le mollah Omar, leur chef, déclare à l'inverse qu'il serait déshonorant de le faire. Par ailleurs, de nombreux talibans soutiennent le Saoudien et se réjouissent de l'humiliation qu'il a infligée aux Américains avec ces attaques du 11 Septembre. Comme l'écrit Zaeef, l'ambassadeur taliban au Pakistan : « Pour eux, l'Amérique est notre ennemi, un pays qui impose des sanctions sur notre pays et qui nous avait attaqués avec des missiles. » Ben Laden se confond désormais avec l'islam en Afghanistan. Surtout, le mollah Omar doute encore que les États-Unis osent se lancer dans une attaque terrestre. Une vague tentative diplomatique échoue donc, et les Américains, qui réclament vengeance, ne font plus dès lors de différence entre Al-Qaida et les talibans. L'engrenage vers la guerre ne semble plus pouvoir être arrêté, d'autant que très rapidement des hypothèses d'action sont envisagées. Bush veut rompre avec les campagnes aériennes des années 1990, démonstrations de faiblesse et d'impuissance. Il existe cependant une réelle et très compréhensible réticence de la part du commandement militaire américain à s'engager en Afghanistan tout

simplement du fait des expériences bien connues des précédentes interventions britanniques et soviétiques. Le commandement central, le CENTCOM (Central Command), qui est responsable pour la région du Moyen-Orient, n'a d'ailleurs pas développé de plans pour conduire des opérations conventionnelles en Afghanistan. Pourtant le 11 Septembre marque un réel tournant : désormais, Washington accepte d'envisager une guerre terrestre, même s'il faut qu'elle ait une autre forme que celle conduite par les Soviétiques ou celle qui a été menée contre l'Irak en 1991, car comme l'écrit *a posteriori* le général Tommy Franks, commandant du CENTCOM : « Plus de représailles symboliques. Plus de missiles de croisière Tomahawk à un million de dollars tirés contre des tentes vides. Plus de piqûres d'aiguille[4]. »

En ce qui concerne la CIA, son échec à prévenir les attentats du 11 Septembre et les erreurs qui ont permis aux dix-neuf terroristes d'entrer aux États-Unis démontre que les services de renseignement ont échoué d'une façon ou d'une autre. George Tenet, son directeur, se doit de reprendre la main pour conduire la réaction envisagée, et c'est à ce moment que la CIA prend la tête de la planification opérationnelle. Même si Tenet est plus tard critiqué pour son rôle dans le groupe de travail qui essaie de produire des preuves de l'existence d'armes de destruction massive en Irak, en ce qui concerne l'Afghanistan son conseil prouve qu'il voit juste. Lui-même et Cofer Black, le directeur (depuis 1999) du Centre de contre-terrorisme de la CIA (CTC[*4]), comprennent que cette guerre doit être conduite avec le renseignement. Black, qui possède déjà une certaine expérience et une vision claire de l'Afghanistan, fait donc partie du « grand plan » de Tenet pour traiter Al-Qaida. Le 10 juillet 2001, le CTC avait d'ailleurs eu l'occasion d'informer Condoleezza Rice de l'existence d'attaques terroristes imminentes, multiples et simultanées contre les intérêts américains. Il conduit d'ailleurs depuis l'automne 2000 des vols d'observation avec des drones Predator au-dessus de l'Afghanistan. Le

4 septembre 2001, Tenet reçoit l'autorisation, à l'occasion d'un comité spécial du NSC sur le terrorisme, d'armer ces drones pour conduire des missions d'assassinat ciblé contre ben Laden ou d'autres chefs d'Al-Qaida si l'occasion se présente. Cofer Black avait aussi envoyé une mission de liaison chez Massoud pour établir un contact et obtenir des informations sur les objectifs possibles parmi la direction d'Al-Qaida. Par ailleurs, une semaine avant la cérémonie d'investiture du président Bush [*5], Tenet fait une présentation globale des sujets d'intérêt de la CIA où le groupe Al-Qaïda est présenté comme une « terrible menace » qui est « immédiate ». Le directeur de la CIA prend clairement en compte cette menace, comme il l'indique plus tard à la commission en charge du 11 Septembre. Depuis juin 2001, en effet, tous les indicateurs sont au rouge concernant une attaque contre les États-Unis et plusieurs alertes sont d'ailleurs lancées. Ainsi, alors même que Tenet organise une présentation au Capitole le 12 juillet, seule une poignée de sénateurs sont présents dans la salle de conférences sécurisée du Capitole pour l'entendre expliquer que la question d'une attaque sur le sol américain par ben Laden et Al-Qaida ne se pose pas en fonction du lieu mais uniquement par rapport à sa date d'exécution. Moins d'un mois plus tard, le 6 août, le rapport quotidien présenté au président Bush titre d'ailleurs « Ben Laden est déterminé à frapper les États-Unis », et établit le lien avec des informations du FBI selon lesquelles il existe des « activités suspectes qui peuvent être liées à des préparatifs de détournement d'avion » ! Les travaux de planification de la CIA les mettent ainsi dans une meilleure position pour fournir une réponse.

Huit mois avant le 11 Septembre, Richard A. Clarke, le coordinateur national du Groupe de sécurité contre le terrorisme [*6], présente le « Blue Sky Memo », un projet bâti pour permettre de fournir des armes et des moyens à l'Alliance du Nord. Ce mémorandum, qui contient des éléments particulièrement nets et directs pour prévenir du danger représenté par Al-Qaida, est déclassifié en 2004. Il est également personnellement adressé le

25 janvier 2001 à Condoleezza Rice, qui tente plus tard de se justifier à l'occasion d'un entretien au *New York Post* du 25 septembre 2006 en déclarant qu'« on [l'administration Clinton] ne nous a pas laissé de stratégie globale pour combattre Al-Qaida ». Pourtant, dans ce mémorandum, Clarke demande de prendre une décision avant le printemps 2001 pour apporter un soutien effectif à l'Alliance du Nord d'Ahmad Shah Massoud, mais aussi à l'Ouzbékistan, tout en demandant aux talibans et au Pakistan de cesser leur soutien respectif à Al-Qaida et aux talibans, et cela en envisageant des actions directes, secrètes ou non, contre Al-Qaida en Afghanistan. À ce mémorandum sont joints deux documents : un premier, en date de décembre 2000 sur la « Stratégie en vue d'éliminer la menace des réseaux djihadistes d'Al-Qaida : Statut et prospectives[5] », qui est déclassifié, et un second, le plan « Delenda », de septembre 1998, qui est un plan d'action politico-militaire concernant Al-Qaida et qui, pour sa part, est toujours classifié. Ce dernier devient d'ailleurs un élément central des débats tenus au cours des auditions qui sont conduites sur ce qui avait été fait avant le 11 septembre 2001 concernant les actions et les politiques américaines sur le terrorisme.

Le 12 septembre, Tenet fournit au président tous les éléments démontrant l'implication d'Al-Qaida dans les attaques grâce à des interceptions de communications. Il peut également montrer que la CIA entretient depuis des années des relations secrètes avec l'Alliance du Nord, ce qui a été autorisé dès 1998 sous l'administration Clinton. Cependant, même si ces contacts existent, il n'a jamais été question de renverser la situation opérationnelle, faute de moyens et d'intention. Pendant une dizaine d'années, les agents de la CIA n'effectuent qu'un petit nombre de visites dans la vallée du Panchir pour rencontrer Massoud. L'agence fournit de l'argent à ce dernier, mais elle n'est pour rien dans le retour d'exil des chefs de guerre comme Rachid Dostom, Ismaël Khan et Karim Khalili qui ouvrent de nouveaux fronts après s'être réconciliés avec le commandant.

Ceux-ci reviennent d'abord grâce au soutien de la Russie, de l'Iran, de l'Ouzbékistan et de la Turquie particulièrement préoccupés par une victoire des talibans et le risque d'assistance au profit des mouvements islamistes insurrectionnels d'Asie centrale. La décision de la CIA de renouveler le soutien à destination de Massoud n'est prise que quelques semaines avant le 11 Septembre, au-delà des équipes paramilitaires qui vont régulièrement en Afghanistan maintenir et développer leurs contacts avec des figures de l'opposition. En revanche, l'agence américaine n'entretient que très peu de liens avec les tribus pachtounes du sud de l'Afghanistan : c'est par son contact avec l'ISI qu'elle peut se renseigner sur ben Laden. Au bout du compte, il n'y a donc qu'une poignée d'agents de l'agence qui se soient investis en Afghanistan depuis une dizaine d'années et c'est le vétéran de la CIA, Gary Schroen, alors âgé de 59 ans, qui est rappelé pour prendre la tête de l'équipe « Jawbreaker » qui entre la première au Panchir.

Le 12 septembre à 11 heures, le président Bush s'adressant à la nation américaine déclare que « les attaques délibérées et mortelles qui furent conduites hier contre notre pays étaient plus que des actes de terrorisme, c'étaient des actes de guerre[6] ». Mais quand il demande ce que les armées peuvent faire immédiatement, Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, lui répond : « Peu de choses en fait. » La mission qui est demandée à CENTCOM – détruire un ennemi retranché et dispersé sur un territoire aussi vaste que le Texas au cœur de l'Asie centrale – est tenue pour irréalisable par de nombreux sceptiques qui prédisent un enlisement semblable à celui connu au Vietnam. Le centre de gravité de la stratégie américaine, c'est-à-dire l'élément qui peut faire basculer le conflit, s'oriente pourtant vers la destruction des capacités militaires et politiques des talibans qui soutiennent et protègent Al-Qaida. Les évaluations initiales faites à CENTCOM ne retiennent pas l'option d'une offensive conventionnelle de grande ampleur qui est considérée comme ni faisable ni souhaitable, parce que les stratèges militaires ne veulent pas se trouver dans

la même situation qu'ils ont contribué à créer contre les Soviétiques : être enfermés dans des garnisons fixes mais surtout vulnérables à des forces de guérilla mobiles et agressives. Par ailleurs, comment peuvent être mises en place rapidement les forces américaines dans un pays enclavé ? À première vue, l'Iran et le Pakistan, qui sont les voisins les plus importants de l'Afghanistan, sont l'un hostile aux États-Unis et l'autre réticent, tout comme les pays d'Asie centrale qui d'ailleurs ne disposent pas des infrastructures nécessaires pour permettre une implantation massive de troupes. Le général Tommy Franks doit bien admettre qu'il n'a pas développé de plan en vue d'une opération terrestre en Afghanistan, mais également, qu'aucun accord diplomatique n'a été envisagé pour ouvrir des bases, effectuer des survols et avoir accès aux pays voisins de l'Afghanistan. L'armée américaine n'a élaboré en 1999 que le plan « Operation Infinite Resolve », lequel envisage seulement des actions des forces spéciales pour capturer les chefs du réseau Al-Qaida à Kandahar avec des frappes aériennes contre des camps d'entraînement ou d'autres objectifs liés à ben Laden. C'est après l'élaboration de ce plan du Pentagone que la CIA se lance dans son propre projet pour frapper Al-Qaida : l'exploitation du « Blue Sky Memo » qui appelle à soutenir l'Alliance du Nord pour l'employer comme un « proxy » – c'est-à-dire un intermédiaire. Cependant, ledit projet part de l'une des principales hypothèses retenues par les États-Unis avant le 11 Septembre, à savoir qu'il ne faut surtout pas reproduire l'engagement à grande échelle de forces terrestres comme l'avaient fait les Soviétiques en Afghanistan, parce que ce modèle conduirait immanquablement à un échec.

C'est par conséquent le plan de la CIA qui sert de base initiale à l'intervention de 2001. Le jeudi 13 septembre, lors de la réunion du NSC dans la salle de situation de la Maison Blanche, George Tenet, accompagné de Cofer Black, présente les options de l'agence. Cette présentation est renouvelée lors d'un conseil de guerre, c'est-à-dire une réunion restreinte

du Conseil de sécurité nationale tenue à Camp David le 15 septembre. Tenet propose de combiner l'emploi de toutes les ressources disponibles de collecte du renseignement avec des systèmes technologiques avancés, des équipes paramilitaires de l'agence et les forces de l'opposition réunies dans une opération secrète classique conduite avec des unités de forces spéciales de l'armée, c'est-à-dire les « Operational Detachment Alpha-ODA », « détachements opérationnels A » (des forces spéciales de l'US Army avec des équipes de guidage des appuis aériens). Son concept, mis à l'étude dès 1999, vise en fait à revitaliser l'Alliance du Nord qui dispose de 20 000 combattants répartis en cinq grandes factions, mais avec en réalité probablement 25 sous-factions. La mort de Massoud deux jours avant le 11 Septembre laisse cette Alliance plus fracturée que jamais, mais Tenet estime que les équipes de la CIA – et beaucoup d'argent – peuvent la réunifier. Ces équipes seraient les yeux permettant de conduire des frappes de précision qui donneraient à l'Alliance la possibilité de faire basculer la situation. Leur enthousiasme est contagieux – et c'est d'ailleurs ce que le président Bush veut entendre à ce moment –, mais aussi parce que cette association de la CIA, de l'armée américaine et de l'Alliance du Nord semble très logique. Comme il n'y a pas d'autres options disponibles, l'idée de l'agence est acceptée. Le 17 septembre, Bush signe un ordre lui donnant d'importants pouvoirs, l'autorisant à conduire la guerre en Afghanistan et à prendre des décisions de politique étrangère en étant éventuellement aidée par des services de renseignement étrangers, afin de capturer ou d'éliminer les dirigeants d'Al-Qaida. Un budget énorme, sans doute proche du milliard de dollars, lui est attribué pour mener des opérations clandestines.

Désormais, pour l'imposant système militaire américain, la question est alors de savoir quel rôle peut être redonné aux armées. Rumsfeld, qui souhaite qu'elles reprennent au plus vite le pas sur la CIA, demande donc au Pentagone de développer des plans pour contrer les divers groupes terroristes, ce qui intègre parmi d'autres un plan contre l'Irak élaboré à

partir de novembre 2001. En octobre, il diffuse un mémorandum intitulé « Quel sera le rôle des armées dans la guerre contre le terrorisme ? » ouvrant la porte à des travaux de planification qui doivent surmonter les réticences des militaires. Ils vont bien au-delà des options initiales de réponse par de simples frappes aériennes, prévoyant aussi d'aider les peuples à se débarrasser de régimes qui soutiennent le terrorisme. Une liste d'États ciblés inclut l'Irak, le Liban, l'Afghanistan et le Soudan. Le 3 octobre, Rumsfeld approuve un second document intitulé « Directive stratégique pour la guerre contre le terrorisme ». C'est le premier texte fournissant des instructions aux commandeurs américains pour développer des plans de campagne contre le terrorisme. Six États sont désignés dans ces documents, dont l'Afghanistan et l'Irak. Même s'ils ne font que précéder le « National Military Strategic Plan for the War on Terrorism » de février 2006, ils engagent les armées américaines sur un autre format que celui mis en œuvre dans l'urgence à l'automne 2001.

Quant au général Tommy Franks, qui commande Central Command (CENTCOM), il a la charge de la planification et de la conduite des opérations pour une région qui englobe le Moyen-Orient sans Israël, la corne de l'Afrique, l'Asie du Sud et l'Asie centrale, sauf l'Inde. Franks est un officier d'artillerie de formation classique qui est imprégné de l'expérience négative subie par les Soviétiques en Afghanistan et qui sait que l'armée conventionnelle américaine n'est simplement pas prête pour conduire la guerre. Il est conscient du cauchemar logistique que représente la mise en place de troupes dans la zone d'opérations et des obstacles politiques à surmonter pour obtenir des accords de stationnement. Les capacités militaires américaines ont été réduites de 40 % sous l'administration Clinton et Franks sait qu'il n'a pas assez de missiles de croisière, ni de bombes intelligentes, ni de munitions pour mener une guerre conventionnelle. Mais comme Bush et Rumsfeld veulent la tête de ben Laden sur un plateau – comme d'ailleurs toute l'Amérique –, Franks est

conscient qu'il commet un suicide politique s'il dit à la Maison Blanche qu'il n'est pas prêt à faire la guerre. En revanche, il dispose d'unités de forces spéciales – ou « Bérets verts » – qui se déclarent prêtes à le faire. Un briefing lui est d'ailleurs fait à Tampa en Floride dès le 12 septembre par le lieutenant-colonel Miller, qui sert au quartier général du Special Operations Command de Tampa (Commandement des opérations spéciales, ou SOCOM) commandé par le général Charles R. Holland (US Air Force), lequel trouve ainsi l'occasion de vanter l'action des forces spéciales combinée avec des frappes aériennes de précision. La présentation du plan d'emploi devant un parterre d'officiers convaincus de l'efficacité des forces classiques représente un défi que le lieutenant-colonel Miller parvient à relever en présentant le concept simple d'envoi de Bérets verts derrière les lignes ennemies pour recruter des forces puis, après avoir augmenté leurs capacités, les employer au printemps 2002. Franks accepte alors avec une certaine réticence l'option de Miller comme la seule à sa disposition, et comme les systèmes d'information et d'observation ont beaucoup progressé depuis la reprise du Koweit en 1991, la capacité des Bérets verts à s'infiltrer pour désigner des objectifs dans la profondeur offre à CENTCOM un outil disponible et adapté. C'est alors le 5e groupe de forces spéciales qui doit fournir six détachements opérationnels de quatorze hommes appelés « A-Team » ou « Operational Detachment Alpha » (ODA). Ces équipes sont certes plus familières des pays du Moyen-Orient que de l'Afghanistan, mais des contacts et des entraînements dans quelques pays voisins comme l'Ouzbékistan ou le Kazakhstan les ont accoutumés à la région – surtout, ils sont les meilleurs combattants disponibles pour le commandement des Opérations spéciales.

La planification qui est conduite à Tampa avec des contributions des Britanniques est finalisée en dix jours. Le but de l'offensive est de détruire Al-Qaida en Afghanistan et de renverser les talibans. En revanche, ce qui doit être fait après cette phase opérationnelle n'est pas très bien défini. La

stratégie élaborée par la CIA ne prend pas en compte les conséquences sur le long terme de la mise en avant de l'Alliance du Nord dans cette phase de la guerre qui réduit ainsi le rôle de l'opposition pachtoune. Sous la pression de l'administration américaine, l'agence préfère s'appuyer sur des forces immédiatement disponibles au lieu de chercher à s'engager dans un difficile travail de rassemblement et de mobilisation d'un aléatoire front politique multiethnique antitaliban. Une fois que l'option d'une offensive terrestre lourde est écartée, le choix se porte sur une campagne aérienne de bombardement de longue durée pour déstabiliser les capacités militaires des talibans et parvenir à faire basculer le rapport de force en faveur des forces qui leur sont opposées. En effet, même si les combattants de l'Alliance du Nord les affrontent déjà depuis des années, ils ne sont pas de taille à renverser une armée de talibans très motivés, qui est d'ailleurs soutenue par des milliers de combattants arabes et de « volontaires » pakistanais, intégrés dans des structures opérationnelles classiques. Dans une deuxième phase, les forces locales qui doivent toujours être assistées par un appui aérien direct, pourraient alors lancer une offensive de grande ampleur contre les talibans.

Cependant, si Cheney et Rumsfeld préparent la guerre en Afghanistan, ils pensent déjà à ouvrir un nouveau front en Irak. Le détournement d'intérêt en faveur de ce pays, qui se matérialise peu de temps après les attaques du 11 Septembre et se poursuit sans interruption par la suite, reste un facteur important qui contribue à saper puis à rendre vaine tout autant la politique américaine en Afghanistan que la lutte pour s'emparer des chefs d'Al-Qaida. Richard Clarke[7] le comprend immédiatement, alors qu'il assiste à des réunions à partir du 12 septembre : « Tout d'abord, j'étais incrédule parce que nous parlions d'autre chose que de s'en prendre à Al-Qaida. Puis je compris avec beaucoup de douleur que Rumsfeld et Wolfowitz [secrétaire d'État adjoint à la Défense] étaient en train de prendre avantage de cette tragédie nationale pour promouvoir leur agenda

sur l'Irak[8]. » Plus tard, à l'été 2002, il devient évident qu'il n'est pas question de reconstruire l'Afghanistan, mais que l'objectif principal est désormais l'Irak : malgré l'absence totale de preuves, les néoconservateurs veulent faire croire que ben Laden avait été aidé par Bagdad pour lancer les attaques du 11 Septembre. Le 15 septembre, dès la première réunion qui est tenue à Camp David, Paul Wolfowitz soulève l'idée d'attaquer l'Irak en même temps que l'Afghanistan. Enfin, le 21 novembre, au moment où l'Alliance du Nord négocie la reddition des talibans à Kunduz et que Kandahar s'apprête à tomber, Bush demande à Rumsfeld de faire établir des plans pour attaquer la république d'Irak. Celui-ci se tourne alors vers le général Franks pour préparer les plans – ce qu'il accepte en murmurant : « *Son of a bitch*. »

Le plan de campagne

Le président Bush approuve le plan militaire d'attaque de l'Afghanistan après des réunions tenues le 21 septembre et le 2 octobre avec le général Franks. Initialement baptisée « Justice infinie », l'opération reçoit le nom de code « Enduring Freedom », soit « Liberté immuable », pour ne pas heurter la sensibilité de ceux qui attribuent à Dieu seul le pouvoir de l'infinie justice.

Les quatre phases du plan de campagne

L'une des tâches les plus importantes dans la première phase est de bâtir une coalition en vue de mener la « guerre contre le terrorisme » et d'obtenir la coopération d'autres nations à qui le choix est donné par Washington d'être « avec nous ou contre nous ». Il s'agit également de mettre sur pied

les forces qui doivent être engagées dans l'action militaire. Les États-Unis et leurs alliés doivent s'installer dans la région et y établir des arrangements avec les pays voisins comme l'Ouzbékistan et le Pakistan. Ce choix se révèle particulièrement difficile concernant ce dernier pays, principal soutien des talibans. C'est alors un ultimatum qui est présenté au président Musharaf par le secrétaire d'État Colin Powell mais aussi par Richard Armitage, le secrétaire d'État adjoint, qui indique au directeur de l'ISI que si le Pakistan choisit les terroristes, alors il doit se préparer à retourner à l'âge de pierre. Musharraf comprend rapidement quel est son intérêt face à cette menace sans ambiguïté, ce que l'ambassadeur des talibans à Islamabad considère alors comme une trahison due à la peur.

Outre la mise sur pied des forces, la phase préparatoire intègre les efforts diplomatiques de la Maison Blanche, du Pentagone, de CENTCOM et du Département d'État pour obtenir des accords de survol et de stationnement avec le Pakistan et les pays d'Asie centrale comme l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Kirghizstan. Si des bases sont rapidement établies en Ouzbékistan à Karchi-Khanabad (K2) et très secrètement au Pakistan, seul le survol de son territoire est autorisé par le Kazakhstan. Au Kirghizstan, la base aérienne de Manas près de Bichkek accueille progressivement les composantes de la coalition. Quant au Tadjikistan, il autorise temporairement et secrètement l'accès nocturne de l'aéroport de Douchanbe pour lancer des opérations de forces spéciales américaines, mais veut immédiatement bénéficier d'une présence française pour se dégager de l'empreinte américaine. Un vaste effort diplomatique et militaire conventionnel se révèle donc indispensable pour soutenir les opérations spéciales qui vont être le fer de lance du conflit à venir.

Dans la deuxième phase, il s'agit d'atteindre et de frapper les objectifs militaires des talibans et d'Al-Qaida par des attaques aériennes et des opérations des forces spéciales. La CIA et les unités de Bérets verts vont être déployées conjointement – de façon tout à fait originale – pour

coopérer avec les factions afghanes opposées aux talibans. Les frappes de la deuxième phase sont conduites à partir du 7 octobre.

Dans la troisième phase, les États-Unis ont l'intention de conduire des opérations décisives en utilisant tous les moyens de leur puissance – y compris des forces terrestres – pour renverser le régime des talibans et éliminer Al-Qaida de son sanctuaire afghan.

Il reste ensuite à envisager l'opération dans la durée. Dans la quatrième phase, qui peut s'étendre sur trois à cinq ans, il convient de consolider le succès par des opérations civiles et militaires qui doivent alors s'orienter vers des opérations de sécurité et de stabilisation censées prévenir la réapparition de groupes terroristes.

Cependant, cette planification n'envisage à aucun moment un succès particulièrement rapide. Pourtant, Mazar-e Sharif, situé au nord du pays, tombe grâce à un effort combiné des forces afghanes et américaines dès le 9 novembre. Quatre jours plus tard, les talibans abandonnent Kaboul. Début décembre, toutes les villes principales tombent entre les mains de la coalition et enfin le 22 décembre, le Pachtoun Hamid Karzai devient président de l'administration intérimaire de l'Afghanistan. Cette phase de succès rapides ne brise cependant pas la volonté de résistance des talibans. Déjà entre le 12 et le 17 décembre 2001, les forces afghanes, avec un contingent limité de troupes américaines, affrontent difficilement les combattants d'Al-Qaida dans le complexe de Tora Bora, à l'est du pays. Cette bataille de trois semaines est néanmoins considérée comme un succès, même si ben Laden parvient à s'enfuir, puisque toutes les forces qui restent à Al-Qaida doivent se réfugier au Pakistan dans les régions montagneuses et peu contrôlées où elles prennent le temps de se reconstituer. Finalement, il faut quarante-neuf jours entre la première insertion d'une équipe de forces spéciales le 19 octobre et la chute de Kandahar le 9 décembre, avec 316 combattants des forces spéciales regroupés en 18 détachements A (ODA), quatre unités du niveau compagnie et trois états-majors de niveau

bataillon qui sont dirigés par une *task force* combinée installée en Ouzbékistan à la base de K2 (Karchi-Khanabad). Si ces effectifs paraissent très réduits, ils bénéficient surtout de la puissance de frappe de l'US Air Force et de l'US Navy ainsi que d'une structure bien plus large de moyens qui fournissaient les renseignements et le soutien. Ils parviennent à éliminer ou à capturer un quart des chefs connus, ainsi Mohammed Atef, le chef militaire d'Al-Qaida, qui est tué par une frappe aérienne[*7]. Dans cette première période de l'opération « Enduring Freedom », la CIA fournit le renseignement, l'expérience, les moyens financiers, la capacité à conduire des actions clandestines et à établir des contacts avec les alliés locaux. Pour leur part, les forces armées américaines apportent leurs capacités militaires, la puissance de feu, la logistique, les communications et une partie des liens diplomatiques.

Une guerre américaine en coalition

Pourtant, le premier faux pas des États-Unis est de mettre quelque peu à l'écart certains alliés et de s'engager dans une action unilatérale. Ainsi, face aux exigences formulées par la France, qui demande, malgré de très faibles moyens, de participer à la planification voire à la conduite d'une opération, Washington préfère conserver sa liberté d'action. Il est en effet difficile à la puissante machine de guerre américaine de céder à la demande de Jacques Chirac formulée lors d'une conférence de presse au siège des Nations unies à New York le 8 novembre 2001, après sa rencontre avec le président Bush : « Nous sommes tout à fait prêts à envoyer des forces spéciales à condition que nous sachions premièrement, sur quelles missions et de quelle nature et deuxièmement, que nous soyons associés à la planification des opérations. » Les 13 et 14 septembre, des déclarations de solidarité sont aussi faites par la Russie et l'Ukraine. Puis le 2 octobre, après avoir été informé par un haut représentant américain des résultats de l'enquête sur le 11 Septembre, le

Conseil atlantique estime que les attaques peuvent être considérées comme une action couverte par l'article 5 du traité de Washington, c'est-à-dire la clause de défense collective.

Faute d'une réelle volonté pour s'engager dans cette guerre, la participation des alliés à la planification et aux grandes orientations stratégiques demeure assez marginale tout au long de l'intervention, quand bien même les réunions de l'OTAN soutiennent l'idée d'une ferme résolution et d'un consensus renouvelés de la part des alliés. Cette domination soulève certaines critiques, mais la réalité politique et militaire de la conduite d'une guerre américaine en Afghanistan s'impose bel et bien dès cette époque. Cependant, il est attendu que cette situation de subordination ne soit pas relevée, aussi certaines voix discordantes subissent-elles des sanctions – ainsi le général Desportes qui émet dans *Le Monde* du 2 juillet 2010 des doutes sur l'efficacité des orientations stratégiques américaines après le limogeage du général McChrystal, commandant les forces de l'OTAN[9]. Il relève d'ailleurs à cette occasion que lorsque le président Obama – élu en novembre 2008 – avait été interrogé sur le fait que la révision de la stratégie en Afghanistan devait être un débat de la coalition, le chef d'État avait répondu que c'était « une guerre américaine », coupant ainsi court à toute idée de consultation objective à l'OTAN. Hors de ce débat stratégique, les Américains savent néanmoins se montrer très reconnaissants quand les contributions des alliés s'intègrent au bon niveau à leurs opérations.

L'intervention américaine après le 11 septembre 2001

Les ambiguïtés de la longue guerre des Américains

Pour le président George Bush, dès le 20 septembre 2001, « les Américains ne doivent pas s'attendre à une bataille, mais à une longue campagne différente de toutes celles que nous avons pu voir ».

Avec Hamid Karzai, le président afghan choisi par la réunion des alliés, tenue à Bonn début décembre 2001, l'alliance avec Kaboul se trouve au centre des ambiguïtés et des contradictions de cette longue guerre. L'ancien vice-ministre des Affaires étrangères de 1992 est certes celui qui appuie la présence des Américains en Afghanistan, sachant qu'ils sont les seuls à détenir les moyens nécessaires pour reconstruire son pays, cependant il s'est toujours vu comme le père de la nation, un réformateur hardi. Pendant treize ans, il se plaint que l'Occident n'en fait pas assez. Tout au début, il répète que la guerre est une lutte juste contre les forces du chaos et de la désintégration : c'est ainsi le même fléau qui a commis les attaques à New York et à Washington et qui est responsable des ravages infligés en Afghanistan les années précédentes. Lui veut plus de troupes, plus d'experts en développement et en programmes d'assistance, plus d'ONG et plus de contractuels de la sécurité. Cette demande de Karzai pour conduire l'Afghanistan vers l'intégration au monde moderne retient l'attention de Washington après le 11 Septembre. Cependant, les flots d'argent et la montée en puissance militaire connue comme le « *Surge* [*8] » de l'époque du président Obama, ne ralentissent pas la violence qui s'étend avec le retour des talibans. En réalité, les civils afghans que Karzai croit aider se trouvent victimes des affrontements. En 2007, il y a au moins 1 633 victimes, soit trois fois plus que l'année précédente[10]. En 2013, 200 Afghans meurent chaque mois à cause des combats, et des milliers d'autres doivent fuir. Tout

d'abord, Karzai ne pense pas devoir être blâmé pour ne pas en faire assez pour limiter la puissance de feu américaine ou, mieux, conduire le processus de reconstruction. Il semble mener une lutte intérieure pour se prouver à lui-même et aux Afghans qu'il ne faut pas le tenir pour responsable des treize dernières années de sang et de chaos. Dans les derniers moments de sa présidence, il cherche aussi à rejeter la responsabilité des victimes de la guerre sur les étrangers. Selon lui, ce sont bien les Occidentaux qui trahissent les idéaux de la « guerre juste » auxquels ils avaient adhéré. Il se sent exclu et tenu à l'écart par les généraux occidentaux qui ne l'informent pas de leurs opérations et qui ne tiennent pas compte de ses demandes pour arrêter les frappes aériennes. Comme Washington continue à entretenir des liens avec le Pakistan qui soutient l'insurrection et que le président Obama semble conduire des négociations avec les talibans sans y impliquer Karzai, il finit par se convaincre qu'il n'est qu'un outil entre les mains de l'Occident uniquement intéressé par les ressources naturelles du pays et l'ouverture d'une nouvelle route de la soie. Ce sentiment de n'être qu'un jouet entre les mains des Américains et de leurs alliés le dévore, aussi cherche-t-il à se présenter comme ses prédécesseurs qui étaient parvenus à affronter les envahisseurs. Il évolue alors et saisit toute occasion pour dénoncer la trahison des Américains qui ne sont pas venus pour combattre Al-Qaida mais pour installer des bases militaires, symboles de leur expansionnisme au détriment des intérêts de l'Afghanistan.

Dans un entretien avec le *New York Times* en novembre 2013, il se présente comme celui qui peut faire partir les Américains et refuse de signer un accord qui leur permettrait de rester au-delà de 2014. Mais à cette époque, ceux-ci, d'eux-mêmes, commencent à réduire leurs effectifs. Ils ont tiré leurs conclusions sur la nature de leur intervention : cette guerre particulièrement coûteuse ne parvient pas à trouver un équilibre entre les quelques gains apportés pour l'éducation et la santé et le coût humain.

Ainsi, 100 milliards de dollars ont déjà été dépensés en aide humanitaire, mais 15 % seulement de cette somme parvient aux bénéficiaires. Le reste est aspiré par les agences humanitaires, les chefs de guerre, les contractants locaux, de petits criminels et parfois même les talibans qui sont alors payés pour ne pas intervenir. Des milliers de projets, allant de la construction de centrales électriques à des dépôts de conservation des ressources alimentaires restent à moitié achevés ou sont détruits lors du retrait des forces occidentales. Les Afghans ont particulièrement souffert du conflit : en 2021, 66 000 membres des forces de sécurité afghanes sont tués contre les talibans, et 46 319 civils meurent dans des attaques suicides, des frappes aériennes ou à cause de l'artillerie, ainsi que 52 893 combattants talibans – contre 3 468 soldats de la coalition[11]. L'ONU estime que 600 000 Afghans ont quitté leur domicile pour se retrouver dans des camps de réfugiés ou des taudis autour des grandes villes. Il ne faut pas oublier que la guerre s'étend au Pakistan, où sont également tués 9 314 membres des forces pakistanaises et 24 099 civils. La « guerre juste » dérive en une guerre classique dite « de contre-insurrection », avec ses morts militaires qu'il faut justifier et surtout les dommages collatéraux qui ternissent l'image de l'intervention. Les idéaux d'origine soutenus par les politiques et les médias en 2001 s'érodent ainsi lentement.

Mais à l'origine, la mission donnée par le président Bush dans le cadre de la guerre contre le terrorisme vise à libérer l'Afghanistan. Il s'agit de punir les responsables de l'attaque du 11 Septembre et de ne plus permettre qu'ils puissent de nouveau attaquer l'Amérique. L'ennemi est clairement désigné : c'est Al-Qaida, mais aussi le gouvernement taliban qui refuse de livrer Oussama ben Laden et de fermer ses camps d'entraînement du sud de l'Afghanistan. Bush définit clairement sa position dans son discours du 20 septembre 2001 : « Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes. » Al-Qaida est donc rapidement éliminé au début du conflit et les talibans chassés de Kaboul le 13 novembre 2001, mais la guerre en Irak

détourne rapidement l'intérêt de Washington. Les Nations unies ont alors la responsabilité d'assurer le soutien d'un gouvernement d'intérim à Kaboul et de gérer une pléthore d'organisations humanitaires qui bénéficient de milliards de dollars pour reconstruire le pays.

Les talibans deviennent une menace et un affront aux valeurs occidentales, à la démocratie, aux droits de l'homme et à l'économie de marché, et les images des femmes afghanes couvertes de la burqa bleue apparaissent comme les symboles de l'obscurantisme que le monde libre doit éradiquer. Le niveau de l'Afghanistan, classé parmi les plus pauvres pays au monde, fournit également une justification pour intervenir au-delà des représailles militaires : un cas d'école pour les interventions humanitaires lancées pour transformer l'existence d'un peuple opprimé. Après le 11 septembre 2001, les responsables militaires et les acteurs politiques occidentaux montrent beaucoup d'allant pour intervenir sous le couvert de valeurs occidentales, mais l'idée de reconstruire une nouvelle nation dans un cadre démocratique occidental relève d'une certaine illusion, voire de la fantaisie, et les objectifs qui s'inspirent au début de l'idéologie et de l'enthousiasme contiennent les racines de leur échec.

L'assimilation d'Al-Qaida aux talibans ne correspond pas aux réalités. Les deux entités peuvent avoir des similitudes, mais elles diffèrent sur de nombreux points. Al-Qaida se compose avant tout d'Arabes qui croient au djihad et qui souhaitent faire avancer leur interprétation fondamentaliste de l'islam. Les talibans, quant à eux, trouvent leur origine et leur continuité dans un projet local en vue d'exercer le contrôle de leurs communautés. Ils s'inspirent de valeurs puisées dans le conservatisme des tribus pachtounes du sud de l'Afghanistan, ce qui par essence ne peut pas être modernisé par l'imposition des valeurs occidentales au moyen de la seule force des armes ou de l'argent.

Les États-Unis et leurs alliés, qui jouent dans un premier temps un rôle limité dans l'effort international de reconstruction, estiment ainsi que pour

éliminer la menace terroriste et soulager la misère du peuple afghan, l'Occident doit s'investir dans la création d'un État démocratique stable. Dans le même temps, ce projet de construction d'un État (ou *Nation Building*) doit être soutenu par un accroissement des forces militaires pour contrer la remontée en puissance des talibans. En 2008, c'est là une mission exaltante pour les diplomates et les militaires américains, comme le souligne David Ignatius dans le *Washington Post* du 1er mai 2008, mais les réminiscences de l'Empire britannique l'amènent à conclure que « même la sage administration coloniale britannique et les braves régiments du Raj n'avaient pu soumettre les chefs de guerre afghans ». En réalité, cette approche fragilise la direction politique afghane avec des projets d'assistance humanitaire et de développement qu'elle ne peut ni supporter ni entretenir par elle-même. Les militaires et les politiques occidentaux qui se succèdent pour gérer la conduite de la guerre se trouvent donc rapidement en dehors des réalités politiques et humaines de l'Afghanistan qu'ils parviennent difficilement à appréhender et à accepter. C'est alors que peu à peu, tandis que le conflit se rallume, les grands chefs militaires comprennent que leur approche est inaudible dans cet univers afghan complexe et impitoyable.

Forces spéciales en Afghanistan

La campagne aérienne qui débute le 7 octobre 2001 met en œuvre toute la panoplie des moyens américains pour détruire les aéroports, les radars, les quelques moyens antiaériens et les systèmes de communication détenus par les talibans. Il s'agit de reproduire la stratégie aérienne adoptée lors de la première guerre du Golfe en 1991 ou contre la Serbie en 1999. Bombes guidées, missiles de croisière qui atteignent des objectifs d'une façon extrêmement précise sont alors utilisés contre l'ennemi qui, selon les informations obtenues, garde un moral élevé alors que les populations

fuient Kaboul et les autres villes vers le Pakistan. De Kandahar, le mollah Omar maintient néanmoins la liaison avec ses ministres et ses chefs de guerre en leur recommandant la patience, la détermination et la fermeté vis-à-vis de leurs soldats. Au bout de deux semaines, les objectifs se font de plus en plus rares, d'autant qu'il y en avait peu et que les talibans savent se confondre dans leur environnement en offrant des cibles difficiles à repérer. La seule option qui reste serait donc que l'Alliance du Nord s'engage directement contre eux. Pour y parvenir, les États-Unis déploient des équipes de la CIA et des Bérets verts, mais aussi ses moyens conventionnels toujours aussi considérables. Deux *battle groups* (groupes navals) de porte-avions avec une *task force* amphibie qui embarque une *Marine Expeditionary Unit* (MEU) sont envoyés dans la mer d'Arabie. Des bombardiers lourds et des avions ravitailleurs se mettent en place sur des bases en Angleterre, à Guam et à Diego Garcia. Des centres de contrôle et des bases aériennes s'installent en Arabie saoudite, au Koweït, à Oman, à Bahreïn, au Qatar, en Ouzbékistan et très secrètement au Tadjikistan et au Pakistan, à Peshawar. Des stocks de matériel et de munitions et des moyens satellitaires en vastes quantités sont rendus disponibles alors que dans les bases des forces spéciales au Kentucky et en Caroline du Nord se mettent en place ceux qui vont forger la légende de ce qui fut plus tard connu comme les « 49 premiers jours » de l'opération « Enduring Freedom ».

Il y a cependant un difficile chemin à parcourir entre les premières réunions de crise de Camp David et l'arrivée des Bérets verts dans la vallée du Panchir quelques semaines plus tard, et si la capacité et la réussite des forces spéciales à accomplir des tâches non conventionnelles et complexes sur un champ de bataille finissent par être reconnues, il n'en est pas ainsi en septembre 2001 auprès des décideurs politiques ou militaires tant aux États-Unis qu'en France – dont les forces spéciales ne participent d'ailleurs pas à cette première phase de la guerre, à la différence d'autres alliés des États-Unis. L'idée de lancer la reconquête de villes comme Mazar-e Sharif avec

des troupes irrégulières et quelques équipes de forces spéciales dans un délai de six à douze mois semble déjà représenter une option assez incongrue. Cette approche laisse très circonspects les planificateurs de CENTCOM qui sont nourris de leçons tirées de l'histoire militaire. Ils savent bien que le principal enseignement des guerres afghanes reste que les Britanniques et les Soviétiques n'ont pas rencontré beaucoup de problèmes pour entrer en Afghanistan, mais qu'ils ont surtout connu l'enlisement quand ils se sont maintenus et qu'ils ont imaginé pouvoir gérer l'imbroglio politique afghan.

Dans l'immédiat, « Enduring Freedom », comme toute campagne militaire, débute par une répartition des rôles. Si le général Tommy Franks, le chef de CENTCOM, est le commandant de la *Joint Task Force*[*9] OEF-A (A pour Afghanistan), le commandement tactique est délégué à deux *Joint Special Operations Task Forces*[*10] (JSOTFs) sous la direction de l'amiral Albert M. « Bert » Calland, commandant du Special Operational Command-Central (SOCCENT), pour qui le concept d'opérations est clair : « Nous savions que l'Alliance du Nord fonctionnait et nous connaissions l'histoire des Soviétiques, par conséquent amener une force importante terrestre en Afghanistan n'était pas la bonne façon de travailler. Il est devenu évident que la façon de faire le travail était d'envoyer le 5e groupe de forces spéciales [5th Group] sur place pour y conduire une campagne non conventionnelle. » Ainsi, cette guerre non conventionnelle prévoit l'emploi des détachements opérationnels Alpha des forces spéciales avec des équipes de désignation d'objectifs et de guidage des frappes aériennes (*Tactical Air Control Party*, ou TACP) qui sont déposés pour prendre contact avec l'Alliance du Nord, coordonner avec elle une série d'actions offensives, faire intervenir l'US Air Force contre les forces adverses et enfin aider à renverser le gouvernement de Kaboul pour que « le pays ne soit plus une zone refuge pour les terroristes ». Au-delà, SOCCENT met sur pied des *Joint Special Operations Task Forces* (JSOTFs). L'essentiel des forces de la

campagne militaire qui s'annonce est alors fourni par les Bérets verts du 5th Special Forces Group (Airborne) surnommé « The Legion », placé sous le commandement du colonel John Mulholland. Créé en 1961, ce 5e « groupe de forces spéciales » constitue la composante originelle des forces spéciales américaines.

La première *task force* est établie en Ouzbékistan à Karchi-Khanabad (K2) : c'est la *Joint Special Operations Task Force*-North (JSOTF-N), plus communément connue comme la « Task Force Dagger ». Elle prépare d'abord des missions de recherche et de sauvetage au combat (*Combat Search And Rescue*, ou CSAR) ou de récupération d'équipages d'aéronefs abattus en territoire hostile, puis elle doit être en mesure de conduire des opérations de guerre non conventionnelle, ce qui devient très rapidement sa mission principale. Elle intègre également plusieurs TACP de l'US Air Force mais aussi un détachement du 160th SOAR « The Nightstalkers » (*Special Operations Aviation Regiment*, « régiment d'aviation des forces spéciales ») qui se révèle un outil majeur pour assurer les transports. Le nord de l'Afghanistan, selon une ligne allant de Herat à Kaboul, se trouve ainsi placé sous la responsabilité du colonel Mulholland à la tête de la Task Force Dagger (JSOTF-North). Dès le 5 octobre, celle-ci est prête à conduire des opérations de CSAR. En ce qui concerne les régions du sud de l'Afghanistan, elles se trouvent placées sous le commandement opérationnel du JSOTF-South conduit par le capitaine « Bob » Harward de l'US Navy qui vient juste de prendre le commandement du Special Warfare Group-1 de Coronado en Californie. Il commande donc la *Joint Special Operations Task Force*-South, ou « Task Force K-Bar » (JSTOF-South. TF K-Bar), qui est une composante très diverse. Celle-ci se déploie initialement à Oman avant de se transporter vers le sud-est de l'Afghanistan au cours de l'automne. Réunie autour du détachement SEAL (US Navy Sea Air and Land, les forces spéciales de la Marine) du Special Warfare Group-1, elle intègre également la 15th Marine Expeditionary Unit (MEU SOC-

Special Operations Capable) avec des éléments des SAS (*Special Air Service*) de Grande-Bretagne, de Nouvelle-Zélande, d'Australie mais aussi des forces spéciales du Canada, d'Allemagne, du Danemark et de Norvège, enfin des moyens aériens provenant aussi du 160th SOAR et de AFSOC, la composante forces spéciales de l'US Air Force (*Air Force Special Operation Command*).

Sont ainsi déployées sur le terrain deux grandes composantes opérationnelles dirigées par Mulholland et Harward, deux officiers qui appartiennent depuis toujours aux forces spéciales et qui deviendront plus tard des légendes après les succès obtenus en Afghanistan. Outre l'emploi de ces forces d'élite, les deux pierres angulaires de cette opération reposent aussi et en premier lieu sur le transport et la logistique. Ce sont par ailleurs ces exigences logistiques qui imposent le choix des objectifs en Afghanistan pour les opérations terrestres, à savoir les pistes d'aviation de Bagram et de Mazar-e Sharif. Leur contrôle peut alors permettre d'assurer l'arrivée directe sur le théâtre d'opérations de grandes unités d'infanterie comme la 101e division aéroportée et la 10e division de montagne. L'utilisation des bases disponibles dans les pays limitrophes se heurte cependant à des contraintes politiques qu'il faut contourner par tous les moyens diplomatiques afin de répondre au besoin d'acheminer par la suite les troupes et le matériel vers l'Afghanistan. Compte tenu du manque d'infrastructures routières et de l'existence d'un seul pont disponible – le « pont de l'amitié » – en Ouzbékistan, le déploiement logistique par voie terrestre sur le théâtre se heurte d'emblée à des obstacles très contraignants.

Imbroglio régional et action de la CIA

En amont de l'engagement au combat et pour fournir des éléments de décision et évaluer ce qu'il est possible de faire avec l'Alliance du Nord et d'autres mouvements de résistance, la division des opérations spéciales de

la CIA et le CTC (Counterterrorism Center) envoient en Afghanistan sept officiers de terrain (*Field Operations Officer*, FOO) commandés par Gary Schroen pour former le Northern Afghanistan Liaison Team (NALT). Cette équipe doit en premier lieu évaluer la volonté des Afghans de s'associer avec les forces américaines pour défaire Al-Qaida et les talibans. Bonne surprise : les Américains trouvent une armée très motivée et particulièrement désireuse de se venger contre Al-Qaida après l'assassinat de Massoud, ce qui règle ainsi rapidement la question de la coopération opérationnelle. La mission reprend d'ailleurs le nom de code « Jawbreaker » déjà utilisé pour les contacts pris avec le défunt commandant. Préparée en une semaine, c'est l'une des opérations aux résultats les plus ambigus conduites par la CIA, car elle n'atteint pas son principal objectif qui est d'éliminer les chefs d'Al-Qaida. Cependant, si « Jawbreaker » ne dure pas longtemps, ses agents initient une opération qui obtient des résultats opérationnels spectaculaires conduisant à la chute du régime des talibans et à la fuite d'Al-Qaida lors d'une opération de « 49 jours ». Cette équipe de la CIA que dirige Gary Schroen est insérée dans la vallée du Panshir dès le 26 septembre 2001 par un hélicoptère Mi-17 de la CIA qui effectue le vol final à partir de Douchanbe au Tadjikistan après un transit par l'Ouzbékistan [*11].

Les sept membres de l'équipe qui composent « Jawbreaker » arrivent au Panchir avec suffisamment d'argent pour acheter les bonnes volontés : une première avance de 3 millions de dollars pour inciter les chefs de guerre à rejoindre le combat contre les talibans. Au cours du premier mois, la CIA ajoute 10 millions de dollars supplémentaires et 5 millions de dollars sont donnés à Mohammed Fahim Khan, le successeur de Massoud, pour le convaincre d'attaquer et de s'emparer des villes du nord de l'Afghanistan. Gary Berntsen – « Gary 2 » – remplace le 3 novembre Gary Schroen, qui commande alors toutes les opérations de la CIA dans l'est de l'Afghanistan. Berntsen a déjà opéré en Afghanistan en mars 2000, dans le cadre d'une

équipe de la CIA qui devait capturer un haut responsable d'Al-Qaida. Une première mission, déjà nommée « Jawbreaker », et déjà menée dans la vallée du Panchir, lors de laquelle la petite équipe apprend par le conseiller politique de leur ambassade à Douchanbe au Tadjikistan que les Russes et les Iraniens, en particulier ceux du ministère du Renseignement et de la Sécurité de la république islamique d'Iran, sont informés de leur présence et de l'objectif de leur mission. De façon surprenante, une alliance originale regroupant des partenaires pour le moins hostiles entre eux sur d'autres sujets se met en place simplement du fait des circonstances et des nécessités. Les Iraniens chiites aident ainsi Massoud qui lutte contre les talibans sunnites qui ont en particulier assassiné onze diplomates iraniens lors de la prise de Mazar-e Sharif. Quant aux Russes, l'Alliance du Nord et Massoud sont leurs alliés pour protéger le flanc sud de la Confédération des États indépendants[*12] (CEI) face à l'expansion islamiste. Même si cette mission est rapidement interrompue, Gary Berntsen parvient à rencontrer Massoud à Douchanbe qui lui confie que les États-Unis doivent comprendre que jamais les talibans ne se débarrasseront de ben Laden et que les deux entités doivent être détruites ensemble.

En 2001, « Jawbreaker » doit aussi persuader l'Alliance du Nord de travailler avec la CIA et accepter le déploiement des forces américaines dans la vallée du Panchir pour l'utiliser comme base d'opérations, alors que le sérieux des intentions de Washington avait été mis à mal par le passé en raison du désintérêt qui avait suivi le départ des Soviétiques et de rapprochements qui n'avaient pas été suivis d'effets. L'Alliance du Nord, plus ou moins bien soutenue par la Russie, a surtout besoin d'armes, de fournitures médicales, de nourriture, de moyens de communication mais aussi d'argent, ce qu'elle obtient dans des quantités inimaginables jusque-là. Les millions de dollars immédiatement disponibles deviennent donc un outil majeur pour convaincre les bonnes volontés mais aussi pour acheter des armes et des équipements, inaugurant une méthode de gestion des

alliances par l'argent qui devient l'alpha et l'oméga de la présence occidentale en Afghanistan. « Jawbreaker » a aussi pour mission opérationnelle d'établir une cellule de renseignements pour collecter et partager les informations sur Al-Qaida et les talibans installés dans le nord de l'Afghanistan, y compris sur ben Laden et les localisations des camps d'entraînement. Elle doit aussi localiser les positions des belligérants pour s'assurer de la désignation des objectifs à frapper et enfin préparer l'insertion des équipes des forces spéciales.

La mission « Jawbreaker » transite par l'aéroport de Douchanbe au Tadjikistan, qui est depuis longtemps la base arrière des combattants de Massoud et qui connaît un intense trafic nocturne tout au long du mois d'octobre 2001. Après l'arrivée des premiers avions de transport de l'armée de l'air française le 5 décembre, il n'y a plus de vols américains à partir de Douchanbe. En effet, les Tadjiks restent toujours très réticents à accueillir des Américains : ils craignent de se voir imposer progressivement un système politique et économique séparé de Moscou, sans doute au prix de ces « révolutions de couleur[*13] » que la diplomatie américaine soutient si facilement. Enfin, ils reprochent aux Américains d'avoir créé les talibans et d'être restés distants de Massoud, à l'inverse des Français. Si la CIA a effectivement tenté d'entretenir des liens avec lui pour obtenir des renseignements sur ben Laden, l'administration Clinton n'a jamais voulu aller au-delà.

Le Tadjikistan accueille également une composante militaire terrestre de la Fédération de Russie, la 201e division de fusiliers motorisés (DFM), dont l'histoire se rattache à la guerre d'Afghanistan. Celle-ci est soutenue par un fort détachement aérien avec des hélicoptères de transports Mi-17 et d'attaque Mi-24 ainsi que par des avions d'attaque au sol Su-25 stationnés sur l'aéroport civil de Douchanbe. Le soutien offert par le président russe Vladimir Poutine aux Américains immédiatement après les attentats du 11 Septembre prend là toute sa réalité : « J'ai dit à mon collègue américain

que j'étais très préoccupé, dit-il au président Bush au lendemain de l'assassinat de Massoud. Quelque chose de grave va se produire. Ils planifient quelque chose [*14]. » Le président russe donne son accord pour que des avions américains utilisent l'espace aérien russe, et George W. Bush peut à bon droit afficher sa satisfaction devant la coopération offerte par son homologue russe, dont il souligne les efforts auprès des dirigeants des anciennes républiques soviétiques d'Asie centrale pour qu'ils apportent également leur aide.

Alors même que les équipes des forces spéciales américaines sont envoyées en Afghanistan, l'attaché militaire américain à Douchanbe, le major David Brigham, parvient à obtenir les autorisations de passage pour les avions de transport et les hélicoptères. Il faut aussi assurer le transit de tous les moyens nécessaires pour conduire une opération américaine secrète, tout cela dans une parfaite discrétion et sans d'ailleurs en informer l'attaché militaire français à Douchanbe. Brigham assure ainsi le rôle essentiel d'un attaché de défense sans lequel rien ne peut être réalisé : lorsque l'Agence et les opérateurs civils clandestins arrivent, il a préparé le terrain avec son collègue des « affaires économiques » – en réalité, de la CIA. Cependant, les rivalités internes à l'administration tadjike issue de la guerre civile et les réticences liées à cette présence obligent les Américains à interrompre leur présence et l'aéroport ne leur est de nouveau ouvert qu'après une intervention de Tommy Franks en janvier 2002, ce qui permet alors le transit, le ravitaillement et le stationnement des avions-cargos C17 près des aéronefs russes. Cet incident met ainsi en relief les difficultés constantes créées et entretenues par les autorités régionales [*15].

L'entrée en action en Afghanistan

Dans la discrétion la plus totale, les premiers Bérets verts du 5th Special Forces Group se mettent en place le 22 septembre 2001 sur la base de

Khanabad, près de la ville de Karchi en Ouzbékistan. Il ne s'agit encore que d'un élément de liaison et de planification, mais une semaine plus tard, du 2 au 8 octobre, le colonel Mulholland y déploie son état-major, avec des moyens de communication et de soutien ainsi que des éléments du 160th Special Operations Aviation Regiment (SOAR). Cependant, les autorités ouzbèkes restent toujours réticentes à autoriser des actions offensives à partir de leurs bases. C'est alors qu'une semaine plus tard, compte tenu de l'urgence, l'intervention directe du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld permet d'aplanir les difficultés diplomatiques et que trois nouvelles bases sont ouvertes en Ouzbékistan.

Le déploiement en Afghanistan s'effectue le 19 octobre avec l'envoi des premières équipes « ODA ». L'ODA 595 commandée par le capitaine Mark Nutsch et composée de douze hommes est ainsi héliportée dans la vallée de Dari-a-Souf, ce qui lui permet de s'établir auprès du fameux général ouzbek Abdul Rashid Dostom. L'ODA 555 du *Chief Warrant Officer* (le plus haut grade des sous-officiers) David Diaz est héliportée quant à elle dans la vallée du Panchir à Astana, où elle rejoint l'équipe « Jawbreaker ». Diaz est âgé de 38 ans et il a l'honneur d'être choisi sans doute parce qu'il a déjà participé en 1987 à une mission de formation des moudjahidines avec la CIA près de la frontière afghano-pakistanaise. Certains des membres de l'équipe ont par ailleurs connu le combat en Irak et en Somalie quand d'autres ont entraîné des armées arabes dans le golfe Persique. Les conditions d'insertion sont particulièrement difficiles en raison du climat froid, du vent qui souffle fortement à cette époque de l'année et des hautes altitudes à franchir. Les deux hélicoptères MH-53J Pave Low qui transportent les onze hommes de l'ODA 555 effectuent un vol de onze heures à moins de 200 mètres d'altitude et sont ravitaillés en vol à trois reprises pour atteindre la vallée du Panchir. L'atterrissage est difficile, mais Diaz est accueilli par « Hal », un pseudonyme pour un ancien SEAL appartenant à l'unité paramilitaire de la division des activités spéciales

(*Special Activities Division*) de la CIA qui, avec son collègue « Phil », un analyste qui parle couramment le russe, les attend impatiemment depuis leur insertion le 27 septembre auprès de Fahim. Ils ont déjà pu choisir des zones d'atterrissage, établir des contacts et évaluer les chefs de guerre avec qui coopérer. Ils leur fournissent de l'équipement, de l'armement et des moyens de communication, mais l'atout essentiel reste ces équipes qui peuvent faire intervenir l'aviation contre les talibans. L'ODA 555 se trouve désormais presque totalement isolée des forces alliées et dans l'éventualité d'un effondrement de l'Alliance du Nord, sa situation peut être particulièrement délicate pour la renforcer ou l'évacuer. Cependant, ses mouvements sont suivis à plus de 2 000 kilomètres de là au Centre combiné des opérations aériennes de la base de Prince Sultan près de Riyah, en Arabie saoudite, qui analyse également les images et d'autres renseignements sur les objectifs des équipes A. Cette mission vers la zone de Bagram est ainsi non seulement dangereuse mais totalement hasardeuse. Quoi qu'il en soit, la réponse militaire aux attaques du 11 Septembre se met en place. Le jour suivant, l'équipe rejoint le successeur de Massoud, le général Mohammed Fahim, ministre de la Défense de l'Alliance du Nord. L'ODA 555 travaille principalement avec le général Bismullah Kahn et deux autres commandeurs dont le général Baba-Jan, à la tête des combattants qui, depuis trois ans, font face aux talibans à Bagram. Elle doit guider les frappes aériennes pour détruire la ligne de front des talibans autour de l'aéroport. Les ODA 595 et 555 sont ainsi les premiers des vingt et un détachements qui se déploient pour soutenir l'Alliance du Nord dans la reconquête des villes d'Afghanistan et qui contribuent largement à la déroute d'Al-Qaida et des talibans.

La campagne aérienne

Le 11 septembre 2001, CENTCOM dispose déjà d'une puissance aérienne significative dans la région où les forces aériennes américaines et britanniques participent à l'opération « Southern Watch » qui surveille l'espace aérien au sud de l'Irak depuis la guerre du Golfe de 1991. Ces missions sont assurées à partir du Koweit et de la base de Prince Sultan en Arabie saoudite. Les bombardiers B-52 et les B-1B utilisent aussi la base de Diego Garcia et les bombardiers furtifs B-2 effectuent des missions à partir de la base de Whiteman dans le Missouri. En outre, les porte-avions USS *Enterprise* et USS *Carl Vinson* naviguent dans la région tout comme un certain nombre de destroyers et de sous-marins qui ont la capacité de lancer des missiles de croisière Tomahawk.

La campagne aérienne qui lance la seconde phase de l'opération « Enduring Freedom » débute au début de la nuit du dimanche 7 octobre 2001 par des tirs de missiles de croisière, des attaques de bombardiers B-52, B-1B ou B-2 ainsi que par quelques chasseurs F-14 et de F/A-18 de l'US Navy et même par des drones Predator. L'opération engage 31 000 personnels, 393 appareils et 32 navires en intégrant la participation de 31 nations. Le 7 octobre, 350 Marines sont également mis en place en toute discrétion au Pakistan sur la base de Jacobabad, mais leur présence nécessite rapidement la protection des forces pakistanaises autour de la base après que la population a été informée. Dans un premier temps, les planificateurs recherchent la destruction du système de défense antiaérien de l'ennemi, puis ils s'attaquent aux principaux objectifs de l'infrastructure, aux systèmes de commandement et de communication, aux pistes d'aviation, aux camps d'entraînement, aux dépôts logistiques mais aussi aux cibles politiques. Il s'avère alors que cette méthode qui peut fonctionner en Serbie où le système antiaérien et l'économie ont été effectivement détruits, se trouve inappropriée en Afghanistan, où rien n'existe vraiment et où seules des cibles militaires ponctuelles peuvent être

atteintes. Il existe en fait assez peu d'objectifs qui méritent la peine d'être frappés par des missiles de croisière Tomahawk. Les frappes atteignent des infrastructures inexistantes, un système de défense antiaérien sans réalité et des baraquements inutilisés. Il y a des erreurs, et les bombes atteignent des installations de la Croix-Rouge internationale et de l'ONU, mais aussi des zones civiles : « Ainsi, le Pentagone a dû admettre, mardi 23 octobre, plusieurs erreurs et déconvenues dans les opérations menées, les jours précédents, en Afghanistan. La porte-parole du département de la Défense, Victoria Clarke, et le directeur adjoint des opérations, le contre-amiral John Stufflebeem, ont été chargés d'expliquer que certaines bombes n'avaient pas atteint les objectifs prévus[12]. » Les combattants talibans sont donc très rarement touchés dans cette phase et vont jusqu'à se moquer de l'inefficacité des frappes aériennes qui pourtant continuent pendant vingt-quatre jours, même quand il n'y a plus d'objectifs à atteindre.

La presse occidentale commence aussi à critiquer ces raids tant pour leur inefficacité que pour leurs « dégâts collatéraux ». Ainsi *Le Monde*, daté du 30 octobre 2001 : « Trois semaines après le début de leurs frappes sur l'Afghanistan, en riposte militaire aux attentats du 11 Septembre, les responsables américains s'efforcent de lutter contre le défaitisme. Même aux États-Unis, ils font face à des critiques de plus en plus nombreuses, renforcées par de nouvelles erreurs de frappe et par une recrudescence de la tension au Pakistan. »

Les experts de la guerre aérienne écartent au niveau des opérations le *tank-plinking*, un terme né pendant la guerre du Golfe de 1991 qui désigne l'emploi de munitions guidées de haute technologie contre des cibles de faible valeur, comme des chars, des pièces d'artillerie ou des véhicules de combat. Les pilotes et leurs autorités installés dans les centres de commandement en Arabie saoudite ont d'abord été formés pour obtenir des effets opérationnels en détruisant de grands sites d'importance stratégique comme des centres de commandement et des ministères. Mais ces objectifs

n’existent pas en Afghanistan. Ce n’est qu’après de longues tractations que les équipes des forces spéciales obtiennent de cibler des maisons en terre, des véhicules légers et des villages qui ont l’apparence d’être des objectifs civils mais qui sont tenus par les talibans. Cependant, ce changement de mission reste encore secondaire et il n’est rendu possible qu’après que les avions ont déjà traité les objectifs prévus dans la planification – et à la condition de disposer encore de quelques munitions. En tout cas, le changement de cap devient urgent et des résultats sont rapidement demandés face à la pression internationale : « La conduite de la guerre alarme l’Europe. À Luxembourg, les ministres des Affaires étrangères des Quinze s’inquiètent du déroulement des opérations en Afghanistan. L’administration américaine se trouve, depuis dimanche 28 octobre, sous une double pression. Celle de certains responsables américains qui réclament une intensification de l’intervention militaire en Afghanistan et celle de nombreux dirigeants étrangers qui mettent en garde contre les pertes civiles causées par les frappes aériennes et leur impopularité grandissante. Les ministres des Affaires étrangères européens, réunis lundi 29 octobre à Luxembourg, ont ainsi, pour la première fois, laissé percer leur inquiétude[13]. »

Par ailleurs, le haut commandement américain demeure sceptique sur les résultats à attendre. Il pense que l’emploi des équipes des forces spéciales peut au mieux soutenir le moral des forces de l’Alliance du Nord qui sont sous-équipées, faibles en effectifs, et leur permettre au moins de tenir jusqu’à ce que d’autres forces terrestres plus conséquentes reconquièrent l’Afghanistan, dont seulement 15 % du territoire est alors entre les mains de la résistance antitalibans. Le scepticisme est d’ailleurs partagé des deux côtés, car si l’Alliance du Nord peut émettre des doutes sur la fiabilité des engagements américains, le capitaine Mark Nutsch, de l’ODA 595, constate que l’armée de Dostom ne rassemble que des combattants hétéroclites, légèrement armés, qui utilisent pour se déplacer et

combattre des centaines de chevaux alors que les talibans disposent de matériels relativement modernes blindés et mécanisés. À ce moment, ces derniers dominent totalement la situation, soutenus par des unités pakistanaises.

Dans cette phase initiale du conflit, la mise en place des équipes des forces spéciales représente surtout un tour de force politico-militaire. Aux difficultés liées au climat et à l'absence d'infrastructures aéroportuaires mais aussi au fait qu'il faut survoler des territoires contrôlés par les talibans, s'ajoutent les difficultés politiques pour choisir ses alliés ou les parties à soutenir. Assister Fahim, Dostom ou Burillah Khan, un lieutenant de Fahim, n'est pas un choix politique aisé pour les Américains – pas plus d'ailleurs que de devoir quémander le soutien du régime dictatorial ouzbek [*16]. Bien que l'Alliance du Nord accueille quelques Pachtouns antitalibans, la majorité de ses composantes regroupent effectivement des Tadjiks, des Ouzbeks et des Hazaras. Ainsi, le chef de station de la CIA au Pakistan, Robert Grenier, soutient l'idée qu'il faut absolument soutenir les Pachtouns, car il estime que l'Alliance du Nord cherche en premier lieu à s'emparer de Kaboul et à régler ses vieux comptes avec ses ennemis. Il faut donc ne soutenir le front nord qu'après avoir mis sur pied un contrepoids représenté par des Pachtouns hostiles aux talibans et à Al-Qaida. Il propose de poursuivre les bombardements qui contribuent à affaiblir les talibans, mais de ne lancer une offensive qu'après avoir établi un équilibre des forces d'opposition, ce qui d'ailleurs convient politiquement au Pakistan. C'est cette option d'équilibre qui guide la politique américaine. La campagne aérienne de l'opération « Enduring Freedom », si elle permet donc tout d'abord de fournir une réponse aux attaques du 11 Septembre, se révèle inefficace et sans but parce qu'elle reste dans l'attente d'une décision politique et que certains craignent les conséquences d'une victoire marquée de l'Alliance du Nord. De la même façon, l'insertion de quelques équipes de forces spéciales permet essentiellement d'agir et de pouvoir ainsi

répondre aux exigences affirmées de l'opinion publique américaine qui réclame vengeance, alors que CENTCOM ne sait pas encore quelles forces classiques peuvent être engagées ni pour atteindre quels objectifs.

Les rangers sautent sur Kandahar

L'appui aérien immédiat fourni pour les troupes au sol devient la règle au fur et à mesure du déploiement des équipes de la CIA et des Bérets verts. Cette évolution opérationnelle et le choix d'un équilibre politique sont effectivement un sujet, car le 19 octobre, interrogé sur le soutien apporté à l'Alliance du Nord, Donald Rumsfeld n'évoque pas d'appui aérien direct, mais rappelle seulement que les États-Unis fournissent à cette coalition antitaliban « des approvisionnements, de la nourriture et des munitions ». Il précise aussi que l'alliance des talibans avec ben Laden aura pour conséquence qu'ils perdront le pouvoir au profit « d'autres forces, comprenant l'Alliance du Nord et des tribus du Sud[14] ». Dans le même temps, la première action d'envergure d'« Enduring Freedom » est lancée dans la nuit du 19 au 20 octobre 2001 sous la forme d'un assaut aéroporté dans la région de Kandahar. Il s'agit de s'emparer d'une piste d'aviation, de la sécuriser, d'y établir un site de ravitaillement et de réarmement d'hélicoptères, mais aussi d'évaluer l'état de la piste pour de futures opérations. Après un bombardement et le nettoyage de la zone de saut, la *task force* formée de 199 soldats de la compagnie Bravo du 2e bataillon du 75e régiment de rangers qui décolle d'Oman est parachutée à 240 mètres d'altitude pour s'emparer de l'« objectif Rhino » situé à Dolangi, dans le désert de Registan. La piste est rapidement examinée par des spécialistes de l'Air Force pour savoir si elle peut accueillir des gros-porteurs, et seulement cinq heures et vingt-quatre minutes après avoir été parachutée, la *task force* rembarque et quitte la zone. L'effet secondaire permet de médiatiser cette opération auprès de la presse américaine et de démontrer que des actions de

combat sont effectivement entreprises en Afghanistan. Une mission de soutien est aussi lancée sur l'« objectif Honda », une piste déserte, afin d'y établir un site de secours en cas d'imprévu. Mais les vingt-six rangers qui sont héliportés à partir de leur base au Pakistan par quatre hélicoptères UH-60 Blackhawk sont moins heureux quand l'un des deux appareils effectue un atterrissage brutal provoquant la mort de deux des leurs, qui sont ainsi les premiers morts de l'opération « Enduring Freedom » sur le sol du Pakistan. Une opération de secours immédiatement lancée permet de récupérer tous les personnels ainsi que l'hélicoptère endommagé. Officiellement et compte tenu de l'extrême sensibilité liée à la présence de troupes américaines au Pakistan, les responsables américains refusent alors de préciser le rôle exact de cet hélicoptère et de son équipage à un moment où d'autres unités américaines sont engagées à l'intérieur de l'Afghanistan. Il est néanmoins établi qu'à cette époque les États-Unis utilisent au minimum trois bases aériennes pakistanaises dans la région quasi désertique et peu peuplée du Balouchistan, mais tout aussi officiellement le Pakistan affirme qu'il n'accueille pas d'unités de combat et qu'aucune opération offensive n'est lancée à partir de son territoire. La même nuit, un autre raid baptisé « Gecko » est lancé à 100 kilomètres au sud-ouest de Kandahar avec pour objectif de s'emparer du mollah Omar – mais officiellement, la mission des forces spéciales consiste à frapper le commandement des talibans, les communications d'Al-Qaida et de collecter des renseignements. Par ailleurs, il s'agit d'une opération conduite avec des personnels de la très secrète « Delta Force » qui ne reçoit par conséquent aucune publicité. Les 91 soldats américains ne restent qu'une heure sur l'objectif, qui est un complexe immobilier appartenant au mollah Omar. Ils décollent du porte-avions *Kitty Hawk* pour un vol qui s'avère être le plus long raid héliporté de l'histoire militaire avec un trajet de 2 000 kilomètres parcouru en quinze heures. L'objectif est pourtant bien choisi à partir de renseignements fiables, et les États-Unis informent le gouvernement

pakistanais que les forces spéciales conduisent des opérations à l'intérieur des zones contrôlées par les talibans pour tenter d'en faire sortir Oussama ben Laden, les membres de son réseau Al-Qaida et les chefs talibans[15]. Ces raids, en particulier celui sur l'« objectif Gecko », deviennent l'objet de controverses dans la presse américaine, qui estime que cette opération confine au désastre. Peu de documents sont effectivement récupérés et le mollah Omar est absent. Douze opérateurs Delta auraient été blessés, dont trois grièvement. La réaction rapide des talibans surprend les Américains, qui renversent néanmoins la situation grâce à leurs appuis aériens. Cependant, des doutes se font jour tant sur les capacités du général Franks à conduire des opérations de forces spéciales que sur une apparente décision de ne pas réitérer le type d'opérations conduites le 20 octobre. La réticence de Tommy Franks à mener ce type d'actions au début de décembre contre ben Laden à Tora Bora peut aussi trouver son origine dans l'échec de cette première mission.

Ces actions offensives sont cependant très rapidement préparées et elles sont exploitées afin de démontrer les capacités et la détermination des Américains, lesquels utilisent les images prises pour valoriser leur action. Ainsi, le général Tommy Franks déclare le 21 octobre que cette opération avait pour objectif de démontrer aux talibans « que nous irions partout où nous choisirions d'aller ». Elles servent en outre de moyens de diversion alors que les premiers détachements des forces spéciales s'infiltrent au nord de l'Afghanistan et offrent enfin la possibilité d'effectuer des reconnaissances puisque la piste est ainsi évaluée. Il demeure que les forces américaines ont lancé des unités dans une opération très complexe à partir de bases implantées au Pakistan et de navires croisant en mer d'Arabie. Les réactions des talibans sont à chaque fois mises en échec, et les savoir-faire mis en œuvre par les Américains permettent d'effacer dans la mémoire de leur opinion les résultats désastreux du raid « Eagle Claw » conduit en avril 1980 pour tenter d'exfiltrer les otages de l'ambassade américaine de

Téhéran. Après cette démonstration de force qui obtient quelques résultats tactiques, la Maison Blanche peut être partiellement satisfaite. Comme l'administration américaine a besoin de victoires et que les bombardements ne débloquent pas la situation, et sans doute aussi pour détourner l'attention du sud du pays et de la coopération délicate avec le Pakistan, Rumsfeld déclare le 22 octobre : « L'objectif des bombardements est de détruire les forces des talibans et d'Al-Qaida. Il se trouve qu'elles sont déployées pour la plupart face à l'Alliance du Nord au nord de Kaboul et au nord-ouest du pays. Nos efforts dans le domaine aérien ont clairement pour but d'appuyer ces forces au sol pour leur permettre d'occuper plus de terrain. » Enfin, le 5 novembre, le Département d'État nomme un diplomate expérimenté, l'ambassadeur James F. Dobbins comme représentant spécial auprès du Front uni. À compter du 17 décembre et jusqu'au 1er janvier 2002, il demeure comme ambassadeur en Afghanistan ; de 2013 à 2014, il est le troisième représentant spécial des États-Unis pour l'Afghanistan et le Pakistan.

Fahim s'empare de Kaboul

Au niveau stratégique et diplomatique, les efforts se poursuivent. Le mardi 30 octobre 2001, une réunion opérationnelle majeure se tient à l'aéroport de Douchanbe entre le général Tommy Franks et les principaux représentants de l'Alliance, dans l'avion C-17 suréquipé en moyens de commandement et de transmissions de CENTCOM. Franks a ainsi l'occasion d'affirmer la résolution des États-Unis à s'engager aux côtés de ces combattants sous la condition qu'ils cessent leurs rivalités et se décident à rechercher ensemble la victoire contre les talibans. À cette occasion, il expose au général Fahim son concept stratégique qui s'oppose à l'idée du successeur de Massoud. Pour lui qui raisonne de façon très classique, le plan prévoit qu'avec l'appui de la puissance aérienne américaine, le général

Dostom s'empare de Mazar-e Sharif puis qu'il marche vers l'est pour soutenir les forces tadjikes commandées par Bismullah Khan afin de mener un assaut contre l'objectif suivant de Taloqan : « En contrôlant le nord, explique-t-il, nous pouvons battre les talibans et Al-Qaida dans la plaine de Shamali. » Il propose alors au général Fahim de le rencontrer avant Noël sur la base de Bagram pour discuter de la prochaine phase des opérations. L'armée de ce dernier, plus loin au sud, pourra alors manœuvrer vers l'ouest pour couper la retraite des talibans et les enfermer dans une « *kill box* » – ou zone de destruction – où ils seront alors pilonnés par l'aviation américaine. Mais, à l'inverse, Fahim souhaite que Kaboul soit l'objectif principal parce que sa chute provoquera la soumission d'un pays de tribus et de factions concurrentes. Cependant, pour les Américains, son intention leur semble bien plus de s'assurer le contrôle politique du pays alors qu'eux souhaitent en premier lieu la destruction d'Al-Qaida et des talibans mais aussi que les Tadjiks ne s'arrogent pas un rôle politique prépondérant. Franks ne cède pas, et conclut, malgré les réticences de Fahim, que son orientation opérationnelle n'est pas sujette à négociations : « C'est ainsi que nous allons procéder : Mazar-e Sharif en premier, Taloqan en deuxième et la plaine de Shamali en troisième. » Une décision importante est néanmoins prise à cette occasion qui assure le succès de cette rencontre. En effet, la stratégie qui guide la campagne de bombardements commencée le 7 octobre, vingt-quatre jours auparavant, bascule son effort et s'oriente désormais vers des attaques directes contre les forces des talibans. Fahim explique alors au général Franks qu'il n'a pas suffisamment de moyens pour percer le front des talibans et qu'il a besoin des frappes aériennes pour pouvoir appliquer le plan de l'Américain. Frappes ou non, il doit quand même attaquer parce qu'il ne peut plus se permettre de maintenir pendant un hiver de plus ses troupes dans les montagnes enneigées. Franks aurait alors promis de concentrer les frappes sur le front de Kaboul.

À partir du 30 octobre, le nombre des ODA s'accroît régulièrement. Les Bérets verts doivent innover et s'adapter à des combattants rompus depuis des années à agir de leur propre initiative et selon leurs propres méthodes de combat. Les équipes se répartissent sur trois fronts majeurs – Shamali/Kaboul, Samangan/Mazar-e Sharif et Takhar – parmi les cinq fronts qui font face à ce moment aux talibans. Ceux-ci disposent en tout d'environ 45 000 hommes, avec probablement 3 000 combattants d'Al-Qaida.

Le premier et le plus important est le front du Panchir, qui fut commandé par Massoud jusqu'au jour de son assassinat le 9 septembre auquel succède donc le général Mohammed Fahim. Ses 15 000 combattants sont parvenus jusque-là à repousser l'ennemi vers la plaine de Shamali. Dans ce secteur, Bismullah Khan, l'un des meilleurs commandeurs de Massoud, utilise l'aéroport de Bagram comme son quartier général de campagne. Il a sans doute 8 000 hommes, mais la situation reste bloquée et les 1 200 talibans qui lui font face empêchent toute possibilité de changer la situation tactique. Le front de l'Ouzbékistan, quant à lui, est commandé par Abdul Rashid Dostom, qui tient désormais la frontière et tente de reprendre la ville de Mazar-e Sharif tombée aux mains des talibans. Celui-ci dispose de 10 000 à 15 000 combattants, sans qu'il soit possible d'en définir l'exacte réalité. Face à lui, se tiennent peut-être 10 000 talibans qui sont commandés par le mollah Fazl Mohammed Mazloom avec Norullah Noori, le gouverneur de Balkh. Le mollah Omar a déployé dans la région plusieurs centaines de combattants d'Al-Qaida avec des combattants étrangers (en particulier des Pakistanais) connus comme la « brigade ». Les talibans sont aussi soutenus par des centaines de conseillers pakistanais et de formateurs de l'ISI, qui ont jusque-là vainement tenté d'obtenir une décision face à l'Alliance du Nord. Le troisième front, celui de Herat, est commandé par Ismaël Khan, un légendaire moudjahidine tadjik assisté par l'Iran qui équipe ses 7 000 hommes concentrés non loin de la frontière, dans l'espoir

de reprendre la ville. Le quatrième se trouve dans la province éloignée de Ghor, au centre de l'Afghanistan, qui est très isolée en raison de l'absence d'infrastructures routières. Les talibans tiennent la capitale Chaghcharan, mais quelque 2 000 chiites fidèles à Ismaël Khan maintiennent la pression contre eux. Le cinquième et dernier front se situe vers Bamian, où Mohammed Karim Khalili [*17] regroupe des Hazaras chiites. Il apparaît en réaction aux massacres perpétrés contre la population hazara par les talibans, dont les exactions comme la destruction des célèbres Bouddhas de Bamian ont soulevé l'indignation internationale.

Cependant, malgré l'indécision initiale de Washington pour savoir qui soutenir en Afghanistan, les équipes de forces spéciales frappent dès leur mise en place. Sur le front de Kaboul, l'ODA 555 a établi avec les généraux Fahim et Bismullah Khan dès le 21 octobre un plan de reconquête de la plaine de Shamali entre Bagram et Kaboul. Le détachement américain choisit de s'installer dans la tour de contrôle qui fournit un excellent point d'observation sur les forces des talibans positionnées dans la plaine. Le même jour, son chef peut démontrer au général Fahim son efficacité en guidant toute la journée des frappes non loin de la base de Bagram où des centaines d'objectifs – chars, véhicules blindés, positions – sont visibles du sol malgré le camouflage mis en place pour se protéger des observations aériennes. Pour l'Alliance du Nord, la démonstration est éclatante et rend la victoire possible. Les semaines suivantes et jusqu'à la mi-novembre, l'ODA 555, renforcé par l'ODA 594 le 8 novembre, poursuit ses frappes en utilisant la disponibilité des avions de tous types qui survolent en permanence la région.

Ces frappes aériennes bouleversent le système militaire des talibans, décimant les réserves qui se déplacent vers le front. Les images rappellent celles de l'autoroute de la mort empruntée par les colonnes irakiennes se retirant du Koweit en 1991. Les combattants talibans sont broyés dans leurs positions sans même voir d'où viennent les bombes larguées à haute

altitude par des avions invisibles à l'œil nu. Leurs lignes comme celles d'Al-Qaida commencent à se disloquer. Les bombardements affaiblissent tellement les talibans que Bismullah Khan décide d'attaquer au sud bien en avance sur les dates prévues par la planification. Une opération est alors lancée contre Bagram et Taloqan le 10 novembre. Fahim poursuit vers Kaboul, ce qui inquiète Washington et Islamabad, très préoccupés de l'arrivée des Tadjiks avant qu'une « force représentative » constituée de Pachtouns ne puisse contrebalancer cette victoire. Néanmoins, l'aviation américaine pilonne les positions des talibans au nord de Kaboul le 11 novembre, une démonstration de puissance qui jette un vent de panique dans leurs rangs. Le lendemain, le ministre de la Défense Obaidullah Akhund décide avec l'accord du mollah Omar d'évacuer la capitale pour se replier vers Jalalabad et Kandahar et d'y organiser la résistance. Peu préoccupé par les tergiversations diplomatiques américaines, le général Fahim en profite pour entrer dans Kaboul très rapidement et d'autant plus facilement que les défenses ennemies n'existent plus depuis le repli des talibans. Le 14 novembre, à la surprise du monde entier, Kaboul est donc libérée sans incident par ses forces. Malgré les ordres venus de Washington de le stopper avant Kaboul, il est impossible d'arrêter cette progression. L'ODA 555 est par ailleurs la première unité alliée à entrer dans Kaboul, où les Bérets verts peuvent réinstaller le drapeau américain sur une ambassade dévastée lors d'une manifestation en octobre. Vingt-cinq jours après leur arrivée, cette victoire conclut une grande bataille. Faisant fi des intentions américaines, Burhannudin Rabbani, l'ancien président afghan, chef du Jamiat-e-Islami (le parti des moudjahidines qui regroupait les Tadjiks et les chefs de l'Alliance du Nord), s'installe dans la capitale et se proclame président. Les talibans ont fui en désordre vers Kandahar au sud et vers le sanctuaire des montagnes de Tora Bora à l'est en direction de Jalalabad.

Les *Horse Soldiers* avec Dostom vers Mazar-e Sharif

Sur le front de Mazar-e Sharif, quelques centaines de kilomètres plus au nord-ouest, et à la demande de Dostom, une tentative de bombardement est effectuée le premier jour de l'arrivée de l'ODA 595 du capitaine Mark Nutsch[*18]. Les B-52 placent malheureusement les bombes à plus d'un kilomètre de l'objectif, ce qui redonne quand même confiance aux combattants afghans, impressionnés par cette démonstration de puissance. Quelques jours plus tard, les corrections sont apportées par la mise en place d'un désignateur laser.

Le 21 octobre, une attaque contre le village fortifié de Bishqab prend une tournure très originale en combinant les appuis aériens et… une charge de cavalerie ! Dès les premières frappes, Dostom lance en deux vagues ses 1 500 cavaliers, qui subissent le feu des talibans mais atteignent les tranchées et mettent leurs ennemis en fuite. Cependant, le départ des avions et une contre-attaque des talibans obligent Dostom à se replier. Le jour suivant, à Cobaki, les frappes détruisent les blindés des talibans, et Mark Nutsch et quelques Bérets verts lancent une nouvelle charge de cavalerie. Lorsque Rumsfeld demande un point de situation, Nutsch prend un malin plaisir à rédiger un rapport qui associe des images de quelques Bérets verts à cheval en plein désert avec de farouches moudjahidines, ce qui ne peut que raviver les souvenirs héroïques de la conquête de l'Ouest. Exploité lors d'une conférence de presse tenue le 16 novembre 2001, ce rapport valorise l'action des Américains et obtient le succès espéré. Cette conférence de presse est d'ailleurs à l'origine de l'érection près du mémorial du 11 Septembre à New York d'une statue du plus pur style « Western » dédiée aux forces spéciales et qui représente un Béret vert à cheval. Ainsi sont immortalisées la bataille de Bishqab et l'action des « *Horse Soldiers*[16] ».

Le 31 octobre, l'administration américaine se décide finalement à réorienter son effort dans les frappes aériennes et à soutenir, mais toujours

avec une certaine mesure, l'Alliance du Nord. Dans l'après-midi du 1er novembre, ce nouveau développement connaît son premier effet sur le front de Mazar-e Sharif. Les interceptions des communications des talibans montrent qu'ils basculent dans un réel état de panique à la suite des bombardements américains. Le quartier général de Kaboul ordonne également au chef taliban de Kunduz d'envoyer d'importants approvisionnements à Mazar-e Sharif afin de renforcer un front qui se désagrège : 700 combattants doivent rejoindre la ville à partir de la province de Bamian. Le 3 novembre, le lieutenant-colonel Max Bowers, qui commande le 3e bataillon du 5e groupe de forces spéciales, rejoint l'ODA 595 afin de coordonner les combats menés par trois commandeurs de l'Alliance du Nord, dont Dostom. Leur objectif est donc Mazar-e Sharif, cette ville du nord-ouest que Dostom a contrôlée de 1992 à 1997 et qui a l'intérêt de pouvoir être un centre de ravitaillement pour les forces alliées dans le nord du pays. Dostom s'est allié avec ses anciens ennemis Atta Mohammed et Mohammed Mohaqiq pour prendre la ville, et tous trois sont impatients de bénéficier des moyens de communication américains pour se coordonner. La nuit précédant la bataille, Bowers dirige des frappes aériennes à partir des hauteurs dominant la ville contre des convois de talibans qui s'en échappent. « Nous avons saturé le champ de bataille avec un soutien aérien à courte distance, devait-il raconter plus tard, et nous les frappions s'ils essayaient de manœuvrer ou de nous engager. Nous les engagions quand ils bougeaient ou s'ils essayaient de se replier. » Des centaines de talibans quittent leurs positions et abandonnent leurs chars pour s'enfuir vers les provinces de Kunduz et de Samangan. Désormais, les succès se succèdent sans interruption. Le 9 novembre, les forces de Dostom et d'Atta percent le verrou de la vallée de Balkh et de la passe de Tangi. Le 10 novembre, elles atteignent Mazar-e Sharif, la deuxième ville d'Afghanistan. Ébranlés par les frappes aériennes et les attaques terrestres, les talibans vacillent définitivement, et le rythme des offensives qu'ils

subissent ne leur laisse aucun répit. Quand la percée est effectuée au sud de Mazar-e Sharif, le mollah Omar comprend que ses forces sont sous la menace d'une destruction totale et ordonne la retraite, ce qui permet à Atta et Dostom de pénétrer dans la ville en n'essuyant que des escarmouches. Omar espère que la retraite s'effectuera de manière organisée vers Kaboul, Kunduz et Herat, mais quand il en donne l'ordre, le front s'effondre presque aussitôt dans les douze provinces du nord où les talibans ne tiennent plus que Kunduz. Les forces de Fazl Mazloom et de Noori y retraitent alors, ainsi que des milliers de combattants des provinces voisines.

Après la chute de Mazar-e Sharif, l'Alliance du Nord poursuit son offensive vers Kunduz, qui reste le seul point d'appui encore tenu par les talibans. Les forces placées sous le commandement du général Mohammed Daoud Khan établissent le contact avec les forces spéciales américaines et poursuivent vers Taloqan, qu'elles atteignent le 11 novembre. Six jours plus tard, l'Alliance du Nord avec Dostom sur le côté ouest et Daoud Khan [*19] sur le front encerclent Kunduz en vue d'un assaut final. Daoud rencontre cependant une sérieuse résistance, ce qui l'amène à installer ses forces en position défensive et à faire appel aux bombardements américains pour affaiblir les talibans. À l'intérieur de la ville, les talibans sont estimés à entre 20 000 et 30 000 fermement résolus à se battre, auxquels il faut ajouter des centaines d'officiers de l'ISI et de soldats du corps des Frontières (pakistanais). Mais cette situation met le président pakistanais Pervez Musharraf dans une impasse. Pendant des années, l'intervention directe du Pakistan en Afghanistan est passée sous silence, et jamais Washington ne conteste les dénégations répétées d'Islamabad sur l'ampleur de ses interventions contre Massoud. La seule façon d'échapper à cette situation délicate consiste à obtenir de la Maison Blanche qu'elle autorise l'évacuation discrète des militaires pakistanais pris au piège à Kunduz. Dans son livre, *Descent into Chaos*, le spécialiste pakistanais Ahmed Rashid avance que c'est le vice-président Cheney qui a la charge de cette

affaire : « L'approbation n'est partagée aux États-Unis, y compris avec Colin Powel, qu'après la conclusion de l'événement. Musharraf et le Pakistan ont besoin de préserver leur dignité. Des centaines d'officiers de l'ISI, des commandeurs talibans et des combattants de base appartenant au MIO [Mouvement islamique d'Ouzbékistan] et des membres d'Al-Qaida embarquent dans les avions. » En revanche, les Américains capturent et envoient bel et bien vers la prison de Guantanamo, à Cuba, le mollah Fazl Mazloom, adjoint du ministre de la Défense et commandant de toutes les forces des talibans dans le nord, ainsi que le mollah Norullah Noori, une de leurs figures politiques majeures. Ils demeurent en détention jusqu'en 2014, date à laquelle ils sont assignés à résidence à Doha, au Qatar, dans le cadre de l'échange avec le soldat américain prisonnier Bowe Bergdahl et afin de poursuivre des négociations de paix. Près de 8 000 prisonniers talibans sont alors transportés vers la forteresse de Qala-e Janghi (maison de la guerre). Ce fort du XIX^{e} siècle construit par l'émir Abdur Rahman, le créateur de l'Afghanistan moderne, se situe au sud-ouest de Mazar-e Sharif, non loin des frontières de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan et du Turkménistan. À leur arrivée, les Américains, en très faible effectif, veulent procéder à des interrogatoires. C'est alors que plusieurs prisonniers attaquent les gardes. Les hommes de Dostom perdent non seulement presque totalement le contrôle de la situation, mais surtout ils abandonnent un dépôt d'armes, déclenchant une mutinerie générale et le début d'une féroce bataille de six jours du 25 novembre au 1er décembre. Après les combats, les survivants sont chargés sur des camions pour un voyage de dix heures qui les amène à la prison de Shibergan. Mais après ce soulèvement de Qala-e Janghi, l'humeur des vainqueurs n'est pas à la commisération : fatigués des attaques suicides, les hommes de Dostom entravent tous les prisonniers qui sont entassés par centaines dans des containers métalliques. Ils meurent d'asphyxie et sont enterrés dans des fosses dans le désert : c'est là le pire massacre de la guerre[17].

Pendant les campagnes de Mazar-e Sharif et de Kunduz-Taloqan, les forces spéciales avec l'Alliance du Nord libèrent six provinces d'Afghanistan et les villes importantes. Mi-novembre, le mollah Omar contrôle cependant toujours Kandahar, le cœur du pays taliban, ainsi que les provinces voisines.

Le mardi 20 novembre[18], le général Tommy Franks atterrit à Bagram où il rencontre le général Fahim, le nouveau maître de Kaboul. Il lui demande de soutenir l'action des forces spéciales américaines vers Jalalabad, mais Fahim veut se contenter de Kaboul : il n'a aucun intérêt à aller dans les provinces pachtounes. Il décline donc les propositions américaines de poursuivre vers Jalalabad et Kandahar, où la CIA maintient néanmoins quelques contacts. Le lendemain, Franks poursuit son périple diplomatico-opérationnel vers l'Ouzbékistan à Tachkent et sur la base de Khanabad mais aussi à Douchanbe, où il rencontre le président Emomali Rakhmonov.

Rallier les Pachtouns. Abdul Haq disparaît

Si dans la partie septentrionale du pays l'Alliance du Nord fournit une force de combat crédible, au sud du pays, dans ce territoire pachtoun qui est le berceau des talibans, tout est plus difficile. Kandahar est pourtant le prochain objectif américain. Dans cette période de recherche d'options politiques, ceux qui défendent la position des Pachtouns peuvent donc se tourner vers Hamid Karzai et Abdul Haq, deux exilés afghans qui affirment qu'avec l'appui américain ils peuvent rassembler les opposants et renverser le pouvoir taliban en place.

Contre l'avis de la CIA, le 21 octobre 2001, Abdul Haq – le candidat favori des Américains, mais aussi des Britanniques – part de Peshawar avec une vingtaine de partisans. Après avoir facilement franchi les postes frontières pakistanais, il lui faut trois jours pour atteindre Azra à l'ouest de la province de Logar où ses hommes et lui sont rapidement capturés puis

exécutés. Ironie de l'histoire, au même moment une équipe des forces spéciales américaines dirigée par le capitaine Jason Amerine se prépare à Karchi-Khanabad, en Ouzbékistan, pour entrer en Afghanistan afin de lui porter assistance… Les soutiens américains et afghans d'Abdul Haq critiquent vigoureusement la CIA et l'ISI après son exécution, regrettant qu'un Afghan modéré qui détenait une telle réputation après la guerre contre les Soviétiques n'ait pas bénéficié de l'assistance américaine. Avec l'assassinat de Massoud et d'Abdul Haq, les talibans sont débarrassés de deux figures afghanes d'envergure nationale.

Prise de Kandahar. Karzai légitimé

Après la chute de Kaboul le 14 novembre, les provinces orientales de l'Afghanistan tombent comme des dominos. La mort d'Ahmad Shah Massoud et celle d'Abdul Haq laissent Hamid Karzai comme le seul nationaliste modéré à bénéficier d'un certain renom. Mais s'il peut apparaître comme un leader politique, ce n'est pas un combattant. Il peut rassembler au mieux de 300 à 500 hommes alors que les talibans bénéficient encore d'un large soutien dans les provinces. Pendant des années, la CIA ne l'estime pas digne d'être soutenu. Mais après les critiques qui suivent la disparition d'Abdul Haq, l'agence s'adapte : une brigade de 5 000 à 10 000 Pachtouns aurait d'ailleurs quitté le Pakistan aussitôt après la tragédie pour aller combattre en Afghanistan. À ce moment, la phase de bombardement américain n'a pas encore produit d'effets décisifs sur les capacités militaires des talibans et d'Al-Qaida, qui continuent à se maintenir sur leurs positions.

Hamid Karzai a 44 ans. Il a participé aux combats des moudjahidines pendant la guerre contre les Soviétiques au niveau politique, en restant au Pakistan. Les Américains le considèrent comme un Occidental parce qu'il parle anglais, mais c'est avant tout un Afghan : sa famille descend d'Ahmad

Shah Durrani, le fondateur de l'Afghanistan moderne. Il est coutumier des affaires politiques tribales, patient, habile pour obtenir des médiations, et n'a aucune inclinaison pour l'emploi de la violence. Quand les talibans assassinent son père en 1999, il devient le chef de l'importante tribu des Popalzaïs. S'il se rapproche peu à peu de la CIA et de Massoud, c'est le 11 Septembre qui le réintroduit dans la lice. Il met alors au point un plan pour organiser un soulèvement tribal qui consiste à se rapprocher en premier lieu des Popalzaïs en Uruzgan puis d'autres tribus pour les rallier. Son plan reçoit l'assentiment de Robert Grenier, le chef de station de la CIA au Pakistan, qui l'équipe d'un téléphone satellitaire ainsi que de fortes quantités d'argent pour convaincre les chefs de tribus. Le 9 octobre, il entre donc en Afghanistan, un mois avant que ne tombent Kaboul et Mazar-e Sharif. À Tarin Kowt, capitale de la province d'Uruzgan, comme il rassemble une centaine d'hommes, les Américains lui envoient des armes et des munitions. Mais quand les talibans ont vent de ses activités, ils l'attaquent et le contraignent à deux jours d'errance dans les montagnes, avant que la CIA ne l'exfiltre et lui permette de rejoindre le Pakistan par hélicoptère.

Bien plus tard, après l'échec de la mission d'Abdul Haq, c'est le 5 novembre, dans une salle de conférences à Jacodabad, au Pakistan, que Karzai et les sept membres de son entourage rencontrent le capitaine Jason Amerine, commandant de l'ODA 574. Tarin Kowt, le cœur du mouvement taliban, est l'objectif de ce dernier. Cette ville de 10 000 habitants qui se situe dans une étroite vallée entourée de hautes montagnes n'est reliée que par une seule route vers Kandahar. Le plan retenu consiste à s'infiltrer dans ses alentours, d'y installer une base d'où une force de guérilla recrutée localement peut sécuriser les passes dans la montagne, et ainsi d'isoler la ville. Grâce à des frappes aériennes, il est prévu de pousser les talibans à se rendre et, partant, d'amener d'autres partisans à se rallier à Karzai. Transportés la nuit du 14 novembre près de l'objectif, Amerine et lui sont

rejoints par quelques partisans. Des armes envoyées le 15 novembre permettent d'équiper une modeste force de soixante combattants, mais Tarin Kowt s'est entre-temps soulevé contre les talibans et Karzai peut entrer dans la ville le 16 novembre sans avoir à combattre. Le temps pour l'aviation américaine de neutraliser une contre-attaque des talibans et les villages se rallient les uns après les autres. Il y a cependant un autre responsable pachtoun dans le sud. Gul Agha Sherzai, un ancien gouverneur de la province de Kandahar qui se trouve en exil au Pakistan, rassemble une force d'environ 1 000 combattants qui entre en Afghanistan et est rejointe le 19 novembre par l'ODA 583. Sherzai s'approche alors de Kandahar par le sud-est et Karzai par le nord.

Après une autre attaque des talibans le 2 décembre à Shah Wali Kot, près de la rivière Arghanbad située à une vingtaine de kilomètres de Kandahar, les forces de Karzai progressent, mais doivent se replier après que l'équipe américaine en reçoit l'ordre du colonel Mulholland. Le même jour, Karzai apprend qu'il sera choisi le lendemain par les délégués afghans présents à Bonn pour devenir le dirigeant par intérim de l'Afghanistan. Trois jours plus tard, après avoir reçu des renforts amenés par hélicoptère, Karzai peut reprendre sa progression. Cependant, Washington estime que le capitaine Amerine n'est pas assez expérimenté pour gérer cette situation politique et le lieutenant-colonel Fox est mis en place pour devenir le mentor de Karzai. Après avoir été blessé lors d'une frappe américaine mal guidée, ce dernier entre en négociations par l'intermédiaire du mollah Naqib – un allié et un chef de la tribu Popalzaï qui est en lien régulier avec les talibans – avec le chef taliban de Kandahar, le mollah Dadullah Lang, pour obtenir sa reddition, ce qui lui permet d'annoncer le 6 décembre la chute de Kandahar. Il accorde en échange l'amnistie aux talibans mais pas aux 650 combattants d'Al-Qaida qui seraient remis aux forces afghanes avant d'être jugés. La délégation des talibans regroupe également le mollah Abdul Ghani Baradar (futur adjoint du mollah Omar), Tayeb Agha [*20]

(assistant du mollah Omar et futur chef du bureau politique taliban à Doha en janvier 2012), Raees Baghrani (chef de la puissante tribu Alizaï) et d'autres responsables qui dépendent directement du mollah Omar. Au cours de la réunion, Karzai conclut un accord dans le plus pur style afghan : les talibans conduits par Obaidullah s'estiment vaincus et acceptent de faire allégeance au nouveau président afghan en échange de l'immunité. Karzai se révèle là pragmatique, mais ce positionnement n'est pas du goût des Américains. Fox informe sa chaîne hiérarchique de cet accord, dit de Shah Wali Kot, ce qui conduit Rumsfeld à rejeter toute forme d'arrangement avec les talibans. Comme il y a de la part de ceux-ci en janvier 2002 d'autres initiatives de paix, cette première approche laisse à penser qu'une déclaration officielle de soumission des talibans permettrait de mieux soutenir les fondations du gouvernement de Karzai. Cependant, l'entrée dans Kandahar donne lieu à la première mutinerie contre le président par intérim quand le 8 décembre, Gul Agha Sherzai s'empare du palais du gouverneur en s'opposant ainsi directement aux ordres de Karzai. Celui-ci ne parvient pas à obtenir de compromis et il cède au mutin, qui usurpe la position de gouverneur et conserve l'aéroport. Le 14 décembre, les Marines y prennent position, inaugurant une longue coopération qui se révèle fructueuse car le gouverneur Sherzai fait payer à des prix exorbitants les matériaux nécessaires à la construction de la gigantesque base aérienne.

À l'occasion de la prise de Kandahar, Karzai démontre l'efficacité de sa méthode politique fondée sur la conciliation et le pardon. Il s'attache à discuter avec les chefs tribaux pour les convaincre de quitter les talibans et marque nettement sa réticence face aux frappes aériennes qui tuent très souvent des civils et retournent la population contre lui. Quand des talibans sont capturés, il leur accorde l'amnistie et les laisse rentrer chez eux, ce qui ne manque pas de rapidement l'opposer à ses alliés américains. Cette tension à Kandahar montre surtout l'incompréhension initiale de Karzai sur qui détient réellement le pouvoir dans sa relation avec les États-Unis. Une

autre personnalité que lui aurait pu demander aux Américains de le soutenir soit dans ses négociations avec les talibans, soit dans sa confrontation avec Sherzai. Au contraire, Karzai cède et se soumet à Rumsfeld, plus directement encore au lieutenant-colonel Fox, qui l'intimide en lui demandant s'il veut débuter une nouvelle guerre civile au cas où il ne céderait pas à Sherzai. Il demeure qu'à ce stade du conflit aucun des deux partenaires ne comprend qu'en réalité les talibans se retirent pour attendre de meilleures occasions.

Le mollah Omar quitte Kandahar le 6 décembre 2001 pour maintenir en vie le mouvement taliban. Il envoie alors un message à ses fidèles pour annoncer la poursuite du djihad et le début de la guérilla contre les « envahisseurs croisés ». Le mouvement taliban se disperse dans différentes directions : Dadullah Lang, Jalaluddin Haqqani et d'autres chefs de haut rang vont au Pakistan. Si le mollah Omar, Haqqani et Dadullah semblent résolus à s'engager dans une lutte de longue haleine, les sentiments de la majorité des talibans restent difficiles à évaluer dans cette période. Certains retournent chez eux et Karzai déclare après la chute de Kandahar que tous peuvent vivre librement avec leurs familles. Nombre de combattants suivent cette offre, comme Baghrani et même des mollahs.

Le 8 décembre, les principales villes d'Afghanistan sont conquises. Il semble alors qu'il n'y ait plus qu'à nettoyer les dernières poches de résistance, mais en vérité les talibans ont su manœuvrer pour préserver des forces qui se replient dans des régions comme Tora Bora et la vallée de Shar-i-Kot. L'attention se focalise désormais sur le sud du pays, là où la traque de ben Laden peut s'ouvrir. Après la chute de Kaboul, Al-Qaida et les talibans retraitent vers le Spin Ghar ou « Montagnes blanches », où dans sa partie orientale le Spin Ghar est traversé par la passe de Khyber dans une région appelée Tora Bora – « Poussière noire » – située près de la frontière avec le Pakistan. Fin novembre, beaucoup des passes de cette chaîne de montagnes sont déjà prises par la neige. Le 8 novembre 2001, ben Laden est

encore avec Ayman al-Zawahiri à proximité de Kaboul où il a un entretien avec un journaliste pakistanais. Le 13 novembre, il aurait été vu pour la dernière fois à Jalalabad ; le 15 novembre, Gary Berntsen, le responsable de la mission « Jawbreaker » de la CIA qui s'est établi à Kaboul, juste après sa chute, reçoit de l'Alliance du Nord des renseignements selon lesquels il a trouvé refuge à Tora Bora. Le 18 novembre, il prend l'initiative de mettre sur pied une équipe de poursuite malgré les réticences du colonel Mulholland à s'aventurer dans une région particulièrement instable sans réellement connaître les Afghans sur lesquels il peut s'appuyer. Cependant, étant donné le peu de troupes américaines disponibles, mais aussi parce que CENTCOM reste fidèle à sa politique de déléguer les combats terrestres aux Afghans, les forces spéciales s'appuient sur trois commandants locaux de modeste importance qui composent une hypothétique « Alliance de l'Est ». La bataille de Tora Bora dure dix-huit jours pendant lesquels auxiliaires afghans et les forces spéciales tentent d'isoler ben Laden. Celui-ci disparaît cependant de la zone après le 14 décembre, grâce à des complicités chez les auxiliaires afghans des Américains. Par ailleurs, le refus d'employer les forces classiques américaines disponibles en Afghanistan pour tenter d'intercepter le cerveau du 11 Septembre justifie en 2009 une enquête du Sénat américain qui met en cause la décision du général Franks. Mais c'est aussi le 21 novembre 2001 que le président Bush demande à son secrétaire à la Défense Rumsfeld de faire préparer par CENTCOM un plan contre l'Irak, détournant ainsi l'effort principal de Tommy Franks.

Cette campagne est néanmoins un succès opérationnel majeur. Avec 110 officiers de la CIA, 350 soldats des forces spéciales – pour qui « l'Afghanistan en 2001 fut la mission de nos rêves[19] » – et environ 5 000 rangers et Marines appuyés par une très puissante force aérienne, les États-Unis, soutenus par 15 000 combattants de l'Alliance du Nord, renversent les talibans en un peu plus de deux mois : 15 000 sont capturés

ou tués, et 4 500 à 5 000 combattants d'Al-Qaida. En moyenne, 100 sorties aériennes contribuent à défaire 50 000 à 60 000 combattants. Jusqu'en mars 2002, seuls 12 Américains disparaissent. Cependant, les talibans ne sont que temporairement neutralisés, et même si Al-Qaida a durablement souffert, le projet de ben Laden d'enliser l'armée sur le difficile terrain afghan se met progressivement en place. Cette première guerre est néanmoins gagnée par les combattants afghans, en particulier ceux de l'ancien Front uni de Massoud, soutenus par les forces spéciales américaines. Aux dires des premiers combattants américains, comme Jason Amerine[20], cette première phase fonctionne bien parce que les Bérets verts agissent en liaison étroite avec les chefs afghans et surtout les aident à mettre en œuvre leur propre plan. Quand il rencontre Karzai pour la première fois, il lui dit simplement : « Nous sommes ici pour apprendre ce que vous souhaitez pour accomplir notre mission dans le sud de l'Afghanistan et comment nous pouvons vous soutenir. » L'avenir montrera que ce processus militaro-politique va très exactement s'inverser.

Le processus de Bonn et l'ISAF/FIAS

Après Tora Bora, la bataille de Shar-i-Kot menée dans la province de Paktia (ou Paktiya) en mars 2002 – mieux connue comme l'opération « Anaconda » – est la dernière grande bataille conduite par les Américains avant quatre ans. Deux bataillons de l'US Army et des unités de forces spéciales attaquent les talibans et les combattants d'Al-Qaida dans un terrain difficile et montagneux. Le combat est confus, dure dix jours et coûte 80 pertes aux Américains avant qu'ils ne parviennent à contrôler la région et en chasser Al-Qaida.

Alors que les combats durent encore, Colin Powell travaille avec les Nations unies à rassembler toutes les composantes de l'opposition afghane lors de la conférence de Bonn qui s'ouvre le 27 novembre 2001. Des

représentants du Front uni, de l'ancienne monarchie et des petits groupes pachtouns sont présents avec des délégations américaines, pakistanaises, indiennes, russes et iraniennes. Cependant, le rejet total des talibans, l'un des principaux acteurs sans doute nécessaires et finalement incontournables pour un règlement politique, ne semble pas heurter les participants. James F. Dobbins, qui conduit la délégation américaine, déclare qu'il est hors de question de les accueillir parce qu'ils ont été vaincus. Il a pour adjoint Zalmay Khalilzad, un Américain d'origine afghane qui va marquer par son action diplomatique tout le conflit. Né à Kaboul avant l'invasion soviétique, celui-ci comprend l'Afghanistan mieux que tout autre responsable politique américain. L'accord final propose une série d'étapes connues sous le nom de « processus de Bonn » qui doit conduire à la démocratie. Tout d'abord, une administration intérimaire doit être choisie à la conférence pour une durée de six mois. Puis une *loya jirga* doit se réunir et décider de la forme du gouvernement de transition. Celui-ci doit durer dix-huit mois, le temps de rédiger une nouvelle Constitution et d'organiser des élections nationales. Le choix de celui qui va diriger le gouvernement intérimaire se porte sur Hamid Karzai, la figure la plus raisonnable. L'Alliance du Nord peut détenir la moitié des postes ministériels, y compris les postes clés de la Défense pour Mohammed Fahim, des Affaires étrangères pour le docteur Abdullah et de l'Intérieur pour Yunus Qanouni. Ce sont tous des Tadjiks du Panchir.

Le 20 décembre 2001, la résolution 1386 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée à l'unanimité, autorise la création de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS, ou ISAF en anglais, pour *International Security Assistance Force*) dont la mission est « d'aider l'Autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Autorité intérimaire afghane et le personnel des Nations unies puissent travailler dans un environnement sûr ». Ces accords ouvrent la voie à la création d'un partenariat à trois entre l'Autorité

de transition afghane, la Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA, UNAMA en anglais) et la FIAS. Celle-ci est distincte de l'opération « Enduring Freedom » commencée le 7 octobre sous commandement militaire des États-Unis. Le 11 août 2003, c'est l'OTAN qui prend le commandement de cette mission de soutien au gouvernement de la république islamique d'Afghanistan, marquant ainsi le premier déploiement de l'organisation atlantique hors d'Europe et des États-Unis.

Fin 2001, la deuxième phase de la guerre américaine en Afghanistan peut désormais commencer dans un schéma opérationnel très classique avec la mise en place de gros états-majors et de grandes unités impatients d'appliquer leurs concepts opérationnels et de démontrer leurs compétences. The « *place to be* » devient la devise des armées occidentales et nombreux sont ceux qui proposent leur recette pour gagner cette guerre insurrectionnelle. Cependant, le rapport[21] dirigé par le sénateur John F. Kerry et présenté au Congrès américain le 30 novembre 2009 montre bien que les objectifs de la campagne ne sont que partiellement atteints. La guerre en effet avait été conçue comme une campagne rapide avec comme seul objectif de vaincre les talibans et de détruire Al-Qaida en capturant ou en tuant ben Laden et d'autres chefs importants. Or ben Laden n'a pas été éliminé. Selon ce rapport, « notre incapacité à finir le travail à la fin de 2001 a contribué au conflit qui perdure aujourd'hui, ce qui met en danger non seulement nos troupes mais aussi nos alliés et la stabilité d'une région vitale mais instable ».

Si à la fin de 2001 le projet des talibans d'établir un émirat islamique en Afghanistan s'effondre complètement, leur tactique de repli et d'attente est soutenue par le Pakistan qui anticipe dès le mois de décembre le renouveau d'un soulèvement qui attend son heure. Dans la ville frontière de Peshawar, les chefs talibans se regroupent pour organiser un conseil de guerre[22] en vue de préparer l'avenir. Soixante intervenants sont présents, dont les chefs

talibans, leurs alliés pakistanais des territoires pachtouns frontaliers ainsi que des combattants pakistanais et des chefs religieux. Se trouvent là probablement le général Zaheerul-Islam Abbasi, un ancien officier de renseignements qui a soutenu les moudjahidines dans la guerre contre les Soviétiques et qui a été impliqué dans un complot contre Benazir Bhutto, et le colonel Imam, de son vrai nom le général Sultan Amir, initialement formé par les forces spéciales américaines en 1974 et qui a entraîné des milliers de moudjahidines pendant les années 1980. Nommé au consulat pakistanais de Herat sous le régime des talibans, il rejoint en 2001 le mollah Omar à Kandahar et lui conseille de résister à l'offensive américaine en passant à la guérilla. Mohammed Haqqani est également présent : le fils de Jalaluddin Haqqani montre par sa présence que l'engagement du clan Haqqani en faveur des talibans avec le soutien du Pakistan et des donateurs arabes se poursuit. Cette réunion, qui ouvre un nouveau chapitre de la guerre afghane, confirme également l'engagement constant de certains milieux pakistanais qui veulent maintenir leur influence au-delà des frontières en utilisant des intermédiaires pour mettre en œuvre leur stratégie.

L'Occident installe le régime de Karzai

Pour la première fois depuis vingt ans, l'Afghanistan se trouve dans un état de paix relative au moment où Karzai s'installe comme président par intérim. Quand la campagne militaire initiale s'achève, le président Bush et son administration ont encore comme objectifs d'éliminer les derniers restes d'Al-Qaida et des talibans et de participer à la construction d'une démocratie qui puisse prévenir le retour d'un foyer de terroristes. Le général Stanley McChristal, qui prend plus tard le commandement de l'ISAF, écrit qu'à cette époque « il n'est pas évident de voir si une guerre se poursuit. La chasse contre Al-Qaida continue mais les talibans semblent

avoir été définitivement battus. La plupart ont disparu dans la nature et personne ne sait où ils sont passés ». Les idées du président Bush sur la reconstruction d'un État restent très imprécises. Ainsi, en avril 2002, il demande que soit établi un « plan Marshall » lors d'un discours à l'Institut militaire de Virginie, mais bizarrement ce discours n'est pas suivi d'effets. Rumsfeld interdit alors aux responsables américains de poursuivre le *nation-building* et Bush met en garde Zalmay Khalilzad, son représentant spécial pour l'Afghanistan, contre toute tentative de mettre sur pied des institutions afghanes. Le processus de Bonn est par ailleurs lié à l'assistance économique américaine et internationale qui veut établir un nouveau gouvernement. La Mission d'assistance des Nations unies en Afghanistan (MANUA) est alors créée pour soutenir ce processus et coordonner l'effort international. Les États-Unis contribuent à l'effort de développement par USAID, l'agence des États-Unis pour le développement international.

Par ailleurs, l'intervention en Afghanistan reste liée à un authentique idéalisme : la démocratie est en particulier indissociable du sort des femmes afghanes, dont le traitement sous le régime des talibans scandalise la communauté occidentale. La sénatrice Hillary Clinton l'écrit dans le *Time Magazine* de novembre 2001 : « Il existe un lien immoral entre la façon dont les femmes sont traitées par l'oppression des talibans en Afghanistan et les actions haineuses des terroristes d'Al-Qaida. »

Après le premier mandat de la FIAS/ISAF de 2001, la résolution 1510 du Conseil de sécurité des Nations unies du 13 octobre 2003 élargit sa mission pour qu'elle assure et maintienne la sécurité au-delà de la capitale. La Force internationale étend ainsi sa zone de responsabilité en quatre phases jusqu'à obtenir la charge de tout le pays en 2006. Elle s'engage notamment dans des opérations de plus en plus intenses au sud et à l'est de l'Afghanistan pour s'opposer à une insurrection grandissante. En 2011 et 2012, au sommet de sa puissance, elle dispose de 400 bases et d'environ 130 000 soldats ; 42 pays y participent, dont les 30 membres de l'OTAN.

L'une des priorités de l'ISAF est de renforcer les capacités et les compétences des forces afghanes ; c'est même son but principal à compter de 2011, car la responsabilité de la sécurité est progressivement transférée aux Afghans. Sa mission évolue donc d'un rôle de combat vers la formation, le conseil et l'assistance.

Quant au président Karzai, il passe la plupart de son temps à consolider sa position et à équilibrer les pouvoirs entre les puissants membres de l'Alliance du Nord, c'est-à-dire Mohammed Fahim, Dostom et Ismaël Khan. Il entretient également une relation de confiance avec Khalilzad, qui effectue la navette entre Kaboul et Washington et, partant, joue un rôle central dans le processus politique. Bien davantage que Bush ou Rumsfeld, il pense que les États-Unis doivent consacrer plus de ressources à l'Afghanistan. Sur le plan traditionnel, une *loya jirga* d'urgence se tient en juin 2002 et constitue la première étape du processus constitutionnel pour confirmer le gouvernement provisoire qui dirige le pays pendant deux ans. Environ 1 500 représentants – dont 160 femmes – y sont envoyés ainsi que plusieurs chefs de guerre moudjahidines – bien sûr sans y associer les talibans. Le ministre de la Défense Mohammed Fahim domine la scène. Sans avoir le charisme ou les qualités militaires de Massoud, il sait entretenir la loyauté des autres chefs tadjiks. À l'issue de cette « Grande assemblée », Fahim et Abdullah conservent leur poste, et la direction du renseignement national est donnée à Mohammed Arif. Qanouni, quant à lui, cède sa place de ministre de l'Intérieur à un Pachtoun, Ali Jalali. La *loya jirga* établit également un système judiciaire provisoire qui s'appuie sur la sharia, la loi islamique, en association avec les anciens codes séculaires afghans. Cependant, la protection des femmes et des minorités est établie alors que les châtiments introduits par les talibans sont bannis.

En novembre 2003, Bush nomme Khalilzad ambassadeur en Afghanistan. Le mois suivant, la *loya jirga* constitutionnelle qui réunit 500 représentants approuve une Constitution qui ressemble à celle de 1964,

avec la différence d'avoir un président au lieu d'un roi. Ce président de la république islamique d'Afghanistan est élu au suffrage universel et ne peut exécuter que deux mandats de cinq ans. Il nomme les ministres, les gouverneurs de province et les chefs de la police régionale. Les élections qui se déroulent le 9 octobre de l'année suivante sont particulièrement bien accueillies par la population : 8 millions d'électeurs s'expriment et 45 % choisissent Karzai, qui est perçu comme une figure unificatrice. Les élections parlementaires tenues en septembre 2005 sont le dernier événement du processus constitutionnel. Karzai obtient le soutien de la communauté internationale, mais aussi des Pachtouns, des Tadjiks et des Hazaras qu'il a su intégrer au pouvoir. Le nouveau gouvernement conserve les traditions afghanes tout en portant son attention sur les droits des femmes, les élections et le rôle du Parlement. Bien au fait des dynamiques politiques afghanes, Karzai maintient Fahim pendant des années au poste de ministre de la Défense. Cependant, s'il dispose d'un soutien populaire, sa position s'appuie sur les Américains, qui l'ont aidé aux moments critiques, or ses liens évidents avec les États-Unis ne cessent d'être un handicap tout comme l'exclusion des talibans du processus politique.

Vers une nouvelle armée afghane

Pendant que le processus politique se met en œuvre, le système militaire afghan repose encore sur les milices de l'Alliance du Nord, les chefs de guerre et les chefs tribaux pachtouns. En 2002, les milices regroupent environ 100 000 hommes. Les plus grandes sont sous l'autorité d'Ismaël Khan, de Dostom et de Fahim, et selon l'accord de Bonn elles doivent se soumettre au ministère de la Défense. Cette année-là, en avril, les États-Unis acceptent, lors d'une réunion des pays contributeurs tenue à Genève, de superviser le développement d'une nouvelle armée afghane. Le brigadier général Karl Eikenberry est alors nommé chef du bureau de la coopération

militaire et coordinateur de la sécurité entre l'armée afghane, les militaires américains et le soutien international [*21]. Arrivé à Kaboul en octobre suivant, il devient plus tard pour les Afghans le « père de l'armée nationale afghane ». Eikenberry est l'un des personnages les plus importants de cette guerre. Le 4 mai 2005, il succède au général Barno comme commandant du « Combined Forces Command-Afghanistan » (CFC-A, « Commandement de forces interalliées en Afghanistan »), une force de 18 000 soldats dont 16 700 Américains et 1 600 alliés de 22 nations. Les quinze généraux américains qui commandent en Afghanistan y restent de un à deux ans, mais Eikenberry passe cinq ans dans des postes majeurs à des moments cruciaux.

Ce dernier se sert en fait de ce poste pour défendre l'idée que l'Afghanistan a besoin d'une armée professionnelle multiethnique à base d'infanterie légère, car à ses yeux les chefs de guerre et les milices représentent l'antithèse d'un État. C'est cette notion – à la fois d'un État fiable et d'institutions qui importent davantage que des opérations militaires – qui caractérise son travail en Afghanistan. Finalement, en décembre 2002, les États-Unis s'engagent officiellement à mettre sur pied et à financer une nouvelle armée. Eikenberry, soutenu par Ashraf Ghani, le ministre afghan des Finances, propose qu'elle soit portée à 70 000 hommes, ce qui correspond au volume estimé nécessaire pour permettre le retrait des forces américaines… mais aussi que le gouvernement afghan peut éventuellement financer.

Pendant des années, l'insuffisance des moyens accordés aux forces de sécurité afghanes n'est pas corrigée. Rumsfeld, trop occupé en Irak, ne s'intéresse qu'épisodiquement à leurs besoins. Si elle peut se révéler brave, l'armée afghane reste moyennement entraînée, inégalement équipée, souvent mal conduite et trop petite. À la fin de 2003, seuls 6 000 Afghans ont été formés ; deux ans plus tard, il n'y a encore que 26 000 soldats. Quant à la police, en 2002 elle compte entre 50 000 et 70 000 membres. À la différence de l'armée, son rythme de croissance est rapide, mais à cause

de l'appartenance locale des recrues, elle se trouve liée aux potentats locaux ou aux chefs tribaux. Cependant, les États-Unis ne consacrent de 2004 à 2007 qu'un milliard et demi de dollars à la police quand l'armée en reçoit trois. Les policiers sont mal entraînés et mal équipés, et leur salaire ne leur parvient qu'irrégulièrement. Ce n'est qu'à partir de 2005 que l'armée américaine prend en charge la responsabilité de la formation de la police et de son développement. L'idée est alors largement répandue que le résultat de la campagne en Afghanistan dépend de l'efficacité de l'assistance fournie aux forces nationales afghanes de sécurité (Afghan National Security Forces, ANSF) qui comprennent l'Armée nationale afghane (Afghan National Army, ANA) et la Police nationale afghane (Afghan National Police, ANP) ainsi que d'autres forces de sécurité comme le service de renseignement, la Direction nationale de la sécurité, le National Directorate of Security (NDS).

Seul Karzai détient l'autorité pour contrôler ces trois organismes. Cependant, il ne s'intéresse pas beaucoup à l'armée et à la police. C'est en partie dû au fait que la première est une création américaine dirigée par des Afghans du nord et qu'elle ne peut pas être un outil du renforcement de son pouvoir comme ce fut le cas pour les Durranis. Bien au contraire, elle renforce le pouvoir de ses rivaux potentiels du nord. Par ailleurs, Karzai n'est pas un homme de guerre et son arme reste la persuasion. Il dédaigne les militaires professionnels et même de simplement parler de la guerre. Il n'a ainsi que peu de respect pour la vie de ses soldats : « Je ne suis pas préoccupé par la vie des soldats et des policiers, confesse-t-il. Ils sont recrutés pour cela. Je suis préoccupé par les civils dans les champs. »

Le rejet des talibans

En 2002, la réalité militaire des talibans s'est évanouie. Après s'être enfui de Kandahar, le mollah Omar se cache dans le nord de Helmand, à

Uruzgan et à Zaboul. Le mouvement a besoin d'une nouvelle organisation. Certains chefs talibans se préparent à reprendre la guerre à partir des camps d'Al-Qaida au Pakistan quand d'autres y attendent simplement pour rester ou rejoindre leur région d'origine en Afghanistan. Après l'échec des négociations avec Karzai en décembre 2001, certains talibans se rapprochent du président afghan entre 2002 et 2004. Une rencontre est évoquée en janvier 2002 à Kandahar quand le ministre des Affaires étrangères des talibans, Wakil Ahmed Mutawakil, demande à rencontrer les Américains. Il est arrêté, mais il peut offrir un plan avec la CIA pour créer un groupe de talibans favorables à Karzai. Cette idée, qui est présentée à Dick Cheney, est aussitôt repoussée, car le vice-président les considère comme irrécupérables. Mutawakil est alors enfermé à Bagram. À la même époque, d'autres chefs talibans rencontrent Abdul Hakim Mujahed, qui est leur ancien ambassadeur aux Nations unies. Celui-ci a quitté le mouvement et s'est installé à Kaboul. Ils lui assurent que les talibans veulent la paix, un message que Mujahed transmet à Karzai. Une autre délégation conduite par l'ancien ministre de la Justice, Nuraddin Turabi, rencontre le gouverneur de Kandahar, Gul Agha Sherzai, mais lorsqu'ils apprennent que les Américains veulent les arrêter, ses membres retournent au Pakistan. Au printemps 2002, avant la *loya jirga* d'urgence, l'ancien assistant du mollah Omar, Tayeb Agha envoie à Karzai une lettre qui propose d'intégrer les talibans au processus de reconstruction de l'État, ce qu'apparemment Karzai reçoit avec intérêt. Cependant, Khalilzad semble s'être toujours opposé à toute forme d'ouverture vers les talibans. Pendant des années, les approches politiques américaines les considèrent de la même façon qu'Al-Qaida et ne recherchent que leur élimination. Quant à Karzai, il se trouve déjà particulièrement déçu par l'administration Bush et les militaires américains qui ont rejeté l'accord de décembre 2001 de Shah Wali Kot qui aurait pu permettre d'établir un dialogue avec eux. Cependant, ces tentatives ne vont pas plus loin parce que d'autres chefs talibans s'y opposent et adoptent une

ligne plus dure. Aussi, après 2003, les talibans changent complètement d'approche et mettent toute leur énergie à préparer la lutte armée en Afghanistan, même si certains contacts peuvent se maintenir avec Karzai. En 2004, le Conseil national de sécurité américain établit une « liste noire » d'au moins 31 chefs talibans, voire 80 selon certaines sources, lesquels deviennent des cibles à éliminer ou à capturer, coupant ainsi court à toute réconciliation entre les parties afghanes. On trouve parmi eux ceux qui se sont rapprochés de Karzai en décembre 2001 comme le mollah Baradar et Tayeb Agha, qui joueront un rôle dans les négociations de Doha avec les Américains.

Si l'incapacité à mettre sur pied une armée afghane viable est un échec à mettre au débit des Américains, le refus d'établir des contacts avec les talibans peut être également considéré comme une erreur politique. Les exclure alors qu'ils ont toujours de nombreux partisans et qu'ils restent un acteur majeur de la guerre civile et de la politique afghane ne peut que frustrer et radicaliser leurs partisans. Khalilzad devait admettre plus tard qu'il avait sous-estimé la capacité de résilience des talibans et que personne ne croyait à leur retour. C'est ainsi une erreur d'appréciation – née d'une certaine suffisance après la victoire rapide de 2001 – qui contribue à renforcer le désintérêt pour des options alternatives au profit du principe américain de la reddition sans conditions. Les conséquences en sont pourtant immenses. Les politiques et les structures établies dans la phase initiale de stabilisation se trouvent alors difficiles à faire évoluer, et les adversaires se radicalisent, ce qui entraîne une escalade de la violence défavorable à tout compromis.

2002-2005, un calme précaire en Afghanistan

Désordre tribal à Kandahar

Si l'Afghanistan reste calme de 2002 à 2005, les talibans se remettent peu à peu de leur défaite et les troubles se développent là où les rivalités tribales et des opérations américaines mal conduites contribuent à développer un sentiment de rapprochement puis de soutien vers les rebelles. Les dirigeants américains sont alors bien trop confiants et regardent surtout vers la conquête de l'Irak. Le centre de la résurgence du mouvement taliban se trouve pourtant là où il est apparu, c'est-à-dire à Kandahar, là où les rancœurs et les rivalités convergent.

Sans disposer d'une force armée ni d'une milice à ses ordres, la légitimité de Karzai repose sur son appartenance à la tribu popalzaïe, sur l'appui des Américains et sur quelques Pachtouns. Il doit alors établir un équilibre entre les différentes ethnies. Au nord, il répartit ainsi le pouvoir entre Dostom et Mohammed Atta Noor, qui est nommé gouverneur de Balkh, et pour Herat il en éloigne Ismaël Khan, qui se heurte aux Pachtouns, en le nommant ministre de l'Eau et de l'Énergie. À Kandahar, toutefois, les rivalités intertribales qui existent dans tout le pays se révèlent plus vives. La plupart des tribus appartiennent à la confédération tribale Durrani qui a dirigé l'Afghanistan pendant deux cent quarante ans. Les Durranis regroupent les tribus Popalzaï, Barakzaï, Alikozaï, Achekzaï, Alizaï, Noorzaï et Ishaqzaï. L'autre confédération regroupe les Ghilzaïs, qui sont les rivaux traditionnels des Durranis. Karzai s'appuie sur les quatre tribus Barakzaï, Alikozaï, Popalzaï et Achekzaï. Les Barakzaïs sont plus

nombreux que les Popalzaïs et se trouvent dans le Helmand et à Herat. Gul Agha Sherzai (« fils de lion »), le gouverneur de Kandahar, dont le père est un célèbre moudjahidine, est le chef le plus influent des chefs tribaux barakzaïs. Les Alikozaïs avec le mollah Naqib, qui contrôle Arghandab, la vallée stratégique et prospère qui protège le flanc nord de Kandahar, cherchent à tenir les fonctions militaires plus que les postes politiques. Quant aux Achekzaïs, qui vivent dans le désert près de la frontière avec le Pakistan, ils sont souvent vus comme les moins puissants des Durranis, mais les Popalzaïs et les Barakzaïs utilisent traditionnellement cette tribu pour y recruter des soldats – leur dureté en fera des acteurs importants pour le futur de Kandahar. Une milice Achekzaï, sous la direction d'Abdul Razziq, âgé de 24 ans, assure la lucrative mission de police de la frontière avec le Pakistan au passage de Spin Boldak. Le plus jeune frère de Karzai, Ahmed Wali Karzai, défend ses intérêts à Kandahar. La position de son frère, son rang dans la hiérarchie tribale et les soutiens des Américains et des troupes de Kaboul en font un personnage essentiel du jeu de pouvoir à Kandahar. Ahmed Wali passe les années 2002 et 2003 à se partager les nominations, les terres et les revenus des routes de la drogue avec Sherzai. Karzai maintient un équilibre à Kaboul en offrant des postes aux Tadjiks, aux Hazaras et aux Pachtouns de l'est tout comme à ses soutiens pachtouns au sud. Mais les Ishaqzaïs, les Noorzaïs et les Ghilzaïs du sud de l'Afghanistan se trouvent être les perdants du jeu politique de Karzai alors que ce sont les tribus qui dominent sous les talibans.

Facteur très important, le pavot assure le maintien économique de Kandahar et du sud de l'Afghanistan. Les fermiers le plantent en automne, et des centaines d'ouvriers effectuent la récolte en avril. La pâte est ensuite vendue aux trafiquants. Le pavot nécessite peu d'eau et se développe là où les arbres fruitiers meurent à cause de la sécheresse. Les chefs tribaux, les trafiquants, les chefs de police et les gouverneurs entrent alors en compétition pour tirer des bénéfices de cette activité. Les Américains

n'interviennent jamais dans ces luttes tribales : ils acceptent Sherzai comme gouverneur parce qu'il assure un semblant de sécurité. Les militaires et les diplomates savent que les autres tribus sont marginalisées, mais pour le lieutenant général McNeill, qui commande alors l'ISAF, la guerre en Irak exige en premier lieu de maintenir la stabilité de l'Afghanistan.

Les Américains alternent les stratégies

À partir de juin 2002 et jusqu'en mai 2003, le lieutenant général Dan McNeill, commandant du XVII^{e} corps aéroporté, assure le commandement des opérations de combat conventionnel en Afghanistan, avant de reprendre le commandement de l'ISAF en février 2007. Des 8 000 soldats américains présents en Afghanistan en 2002, la moitié se trouve sur la base aérienne de Bagram au nord de Kaboul. McNeill concentre ses efforts sur la frontière face aux régions tribales pakistanaises où se trouvent des camps de talibans, et il affecte l'autre moitié de ses forces au sud de l'Afghanistan. Dans les premiers mois de 2002, une série de bases est établie le long de la frontière orientale avec le Pakistan, à l'aéroport de Jalalabad dans le Nangarhar, dans la ville de Khost, à Orgun dans le Paktika, à Asadabad dans le Kunar, à Helmand près de Girishk et à Salerno dans la province de Khost. Il y a aussi en Afghanistan, outre la CIA, 4 000 membres des forces spéciales, américains et alliés qui ciblent en priorité les talibans et Al-Qaida.

En prenant son commandement, le général McNeill développe un plan d'opération très actif de contre-terrorisme auquel participent les bataillons conventionnels pour effectuer des raids et des opérations de fouille. Les unités décollent de Bagram et de Kandahar pour frapper des objectifs souvent dans l'est du pays, où les Américains veulent empêcher Al-Qaida d'établir un sanctuaire. À cette époque, le renseignement est assez mal filtré et les forces spéciales recherchent surtout des raisons d'agir : les analystes qui s'aventurent à recommander la prudence sont mis à l'écart. En

février 2002, par exemple, lors d'un raid en Uruzgan au centre du pays, les forces spéciales interviennent contre un hameau où se trouvent, selon certaines sources, des membres d'Al-Qaida. Il y a 16 tués et 27 prisonniers, mais il apparaît que les victimes sont des alliés de Karzai et que les renseignements ont été fournis par des tribus rivales. Dans la région de Kandahar, les forces spéciales opèrent avec les milices de Sherzai et d'Ahmed Wali Karzai qui livrent fréquemment des informations sur leurs rivaux, lesquels peuvent être ou non des talibans, voire n'avoir aucun lien avec eux ou Al-Qaida. La recherche de résultats conduit alors à l'arrestation de beaucoup d'innocents. Pire : les raids et les frappes aériennes tuent accidentellement des civils. L'incident le plus connu a lieu le 1er juillet 2002 quand un AC-130 Gunship et un B-52 confondent les tirs de joie d'un mariage de plus de 200 personnes avec des tirs antiaériens : les frappes tuent 54 hommes, femmes et enfants. Bien sûr, aucune trace de talibans n'est relevée par l'équipe de forces spéciales qui se rend sur place pour enquêter. La méconnaissance de l'Afghanistan associée à des conduites agressives ne peut conduire qu'à des erreurs dramatiques qui contribuent à nourrir le ressentiment des Afghans à l'égard des Américains.

Les raids nocturnes et les intrusions brutales deviennent les marques d'une occupation. Bien plus pernicieux, les opérations des forces spéciales s'attaquent à d'anciens talibans qui ont rendu les armes et qui sont retournés dans leurs familles dans le sud du pays où ils souhaitent vivre en paix. Malheureusement pour eux, les forces américaines, leurs rivaux et certains chefs politiques continuent à les harceler ou à les arrêter. Pour Washington, ils restent des cibles en raison de leur passé ; pour d'autres Afghans, ce sont des concurrents qu'il est facile de dénoncer.

Le lieutenant général David William Barno qui succède à McNeill comme commandant des forces américaines en octobre 2003 établit dès cette époque une stratégie qui vise à réduire l'usage de la force. Il développe un projet qui s'appuie sur « cinq piliers ». Le pilier central doit

sécuriser la population, donc faire vivre ses troupes au milieu de la population. Il affecte alors les unités à des zones spécifiques de responsabilité en créant le Regional Command East et le Regional Command South [*22]. Les autres piliers doivent défaire les terroristes, aider la reconstruction et la bonne gouvernance, chercher le soutien des puissances régionales et des organisations internationales, et amener les troupes à s'insérer auprès des populations. C'est un schéma classique consistant à « nettoyer-tenir-construire » – « *clear-hold-build* », soit nettoyer une zone de la présence des insurgés, tenir le territoire puis installer les services gouvernementaux quand la zone est sécurisée –, c'est-à-dire l'inverse des tactiques de recherche et destruction (*search and destroy*) qui ont été mises en œuvre auparavant. L'ambassadeur Zalmay Khalilzad arrive à Kaboul quelques semaines après Barno, qui déménage son état-major de Bagram vers Kaboul pour se rapprocher de celui de l'ambassadeur avec lequel il entretient les meilleures relations. Quand il quitte l'Afghanistan en mai 2005, l'aide apportée aux talibans par la population semble s'être évanouie alors que le soutien au gouvernement central paraît en bonne voie, ce qui l'amène à penser qu'il a porté un coup fatal à l'insurrection. Cependant, sa mission passe totalement au second plan au moment de la guerre en Irak, où d'ailleurs Khalilzad est nommé ambassadeur. Le lieutenant général Eikenberry succède à Barno. Il a déjà servi comme coordinateur de la sécurité en 2002 et 2003 ; aussi, en 2005, cherche-t-il à poursuivre ce projet de développement des forces de sécurité afghanes, mettant de côté les autres « piliers » de Barno et ne conservant que les opérations strictement militaires, à savoir « chasser » les talibans et développer l'armée afghane. Il établit ainsi le « Combined Security Transition Command – Afghanistan » pour superviser sous l'autorité militaire américaine la formation de l'armée, de la police et de la petite force aérienne afghane. Mais lorsque s'achève son temps de commandement, au début de 2007, l'Afghanistan commence à se diviser.

Lorsqu'en mai 2006 le général britannique sir David Richards devient le premier commandant de l'ISAF du niveau d'un général quatre étoiles, il estime que, pour faire face à une situation qu'il décrit comme proche de l'anarchie, il faut établir des bases plutôt que de pourchasser les insurgés. C'est ainsi que de nombreuses unités britanniques établissent des « maisons de section » dans la province du Helmand. Canadiens et Hollandais font de même dans la province voisine de Kandahar, mais cette approche révèle rapidement sa vulnérabilité.

Les talibans se reforment

Après la chute de Kandahar en 2001, le mollah Omar s'enfuit vers le Helmand et une légende qui devient prégnante après 2015 soutient qu'il reste en Afghanistan dans le nord Helmand, en Uruzgan et Zaboul, en évitant d'aller au Pakistan par défiance vis-à-vis de l'ISI et du président Musharraf. Il transmet de toute façon ses instructions par courrier et par d'autres moyens clandestins de communication, et peu de dirigeants le rencontrent directement. Cette légende permet de lui donner la figure d'un héros religieux traditionnel afghan qui se met à l'écart de la société, se soumet aux épreuves et montre une farouche résolution de combattant. Omar conduit de fait la résurrection du mouvement taliban. En février 2003, il publie une lettre qui appelle les Afghans au djihad et ordonne très clairement l'élimination de tous ceux qui travaillent avec les Américains. Il désigne comme ses principaux adjoints les mollahs Abdul Ghani Baradar et Obaidullah, tout en se concentrant sur la direction et la vision à donner au mouvement. Pendant le premier régime taliban, Baradar avait été l'adjoint du mollah Omar à Kandahar, puis commandant dans l'ouest de l'Afghanistan et enfin il dirigea la garnison de Kaboul. Il est Popalzaï, ce qui lui donne un certain lien avec Karzai. Il aurait repris les armes après 2001 en raison de l'échec de celui-ci à garantir l'amnistie qui lui aurait

permis de vivre en Afghanistan et à faire intégrer les talibans dans la *loya jirga* d'urgence. Karzai était donc pour lui l'esclave de deux maîtres : les Panshiris et les Américains.

À Quetta, les principaux chefs talibans, dont Obaidullah, Baradar et Dadullah Lang, se réunissent en mars 2003 pour la première fois depuis la chute du régime. Ils décident d'établir de nouveau un émirat islamique en usant de la force, selon les termes du message d'Omar établi un mois plus tôt. Deux mois plus tard, celui-ci annonce la formation d'un conseil de direction d'une dizaine de membres – trente-trois ultérieurement – connu comme la *Quetta Shura*. En plus de Baradar et d'Obaidullah y figurent Jalaluddin Haqqani, Hafiz Majid et les mollahs Abdul Razzaq, Akhtar Mohammed Mansour, Akhtar Mohammed Osmani et Dadullah Lang. Omar engage la *shura* à se préparer à conduire une offensive progressive contre les États-Unis et le gouvernement afghan. Dadullah doit jouer le premier rôle dans sa préparation. C'est un vétéran de la guerre contre les Soviétiques et des guerres civiles. Son surnom de « Lang », qui signifie « boiteux », lui vient de son infirmité après avoir perdu la moitié d'une jambe sur une mine pendant la guerre civile. Membre des talibans depuis l'origine, son style de commandement associe la brutalité à l'audace. À la différence d'autres responsables talibans, il soutient Al-Qaida et le djihadisme international. Après la mise en place de cette Quetta Shura, Dadullah est nommé commandant des provinces du sud, où il intègre les provinces du Helmand, de Kandahar, de Zaboul, d'Uruzgan et de Farah dans la même planification des opérations. C'est lui en particulier qui introduit en Afghanistan le recours aux attaques suicides avec l'emploi de vestes d'explosifs ou d'un véhicule dirigé contre un objectif. Son premier effort porte sur le recrutement d'une centaine de volontaires pour de telles actions suicides afin de pouvoir lancer une campagne à partir de janvier 2004. Le très efficace réseau Haqqani de Jalaluddin Haqqani, quant à lui, diffuse à partir de 2005 les enseignements du conflit en Irak pour

développer en particulier la technique des IED (*Improvised Explosive Device*, ou « engin explosif improvisé »). À la même époque, par ailleurs, se renforce la relation des talibans et d'Haqqani avec Al-Qaida, qui se réorganise dans les zones tribales et au nord comme au sud du Waziristan.

Les recrues sont d'anciens combattants talibans installés au Pakistan ou restés en Afghanistan, des réfugiés venus des camps à Peshawar, à Miram Shah et à Quetta, ou encore des étudiants des madrassas, lesquelles sont devenues le moyen d'instruire et d'endoctriner au djihad les enfants et les adolescents. Des centaines de ces écoles sont installées autour de Peshawar avec les soutiens des grands chefs religieux partis au Pakistan après 2001. L'éducation se révèle radicale et intègre la formation sur les explosifs et les attaques suicides.

Dès 2003, le mollah Dadullah prépare des offensives dans le sud de l'Afghanistan où il bénéficie de nombreux soutiens : à Zaboul, en Uruzgan et au nord du Helmand, là où le gouvernement a très peu d'influence. Zaboul est presque entièrement ghilzaï, c'est-à-dire une tribu en lien avec Omar et Dadullah. En 2004, les talibans contrôlent cinq des sept districts de la province. Dadullah établit peu à peu son influence à l'ouest de Kandahar dans les districts de Panjwai, Zharey et Maiwand, où le mouvement taliban a été fondé et où vivent des communautés d'Ishaqzaï et de Noorzaï. Les ralliements se font au moyen de campagnes de recrutement mais aussi par l'intimidation contre ceux qui soutiennent le gouvernement. Les talibans attaquent les écoles et les instituteurs – l'un d'eux est décapité devant ses élèves dans le district de Shah Wali Kot. Vingt écoles sont détruites dans les quatre derniers mois de 2005 à Kandahar, et deux cents autres fermées dans les provinces du sud.

Le régime de Karzai n'est absolument pas prêt à affronter une offensive des talibans. Dans le sud, la rivalité entre le gouverneur Gul Agha Sherzai, Ahmed Wali Karzai et le chef Alikozaï mollah Naqib s'accentue. C'est également la période où les États-Unis, les Nations unies et le Japon mettent

sur pied pour tout le pays le programme DDR (pour « Désarmement, Démobilisation et Réintégration ») qui fait passer en deux ans les effectifs des milices de 100 000 à 8 000, réduisant ainsi le pouvoir des chefs de guerre. À Kandahar, 6 000 des 7 500 miliciens sont démobilisés, sauf la milice d'Ahmed Wali et la police frontalière Achekzaï d'Abdul Razziq. La même politique est suivie par le gouverneur du Helmand, Sher Mohammed Akhundzada, en poste de 2002 à 2005, qui désarme ses rivaux en démobilisant 2 000 hommes. En juin 2005, Karzai retire la fonction de gouverneur à Sherzai et le nomme à Nangarhar. L'ancien gouverneur de Ghazni, Asadullah Khalid, le remplace, mais il n'a pas d'assise politique à Kandahar, ce qui permet au président de conserver sa domination politique sur la province.

À la fin de 2005, Dadullah se trouve prêt à lancer l'offensive prévue par Omar. La situation se révèle favorable, face à des forces de police très faibles – en moyenne cinquante policiers par district – et une armée qui entame à peine son déploiement.

Le retour du soutien des Pakistanais

Les partis religieux pakistanais protestent contre l'abandon des talibans et l'appui apporté aux Américains par le gouvernement pakistanais en 2001. En 2002, ils prennent donc le contrôle de la province frontalière du nord-ouest et du Balouchistan et remportent en outre 98 sièges à l'Assemblée nationale pakistanaise. Cette importante conquête politique facilite la réorganisation des talibans. Peu après ces élections, Musharraf s'allie à eux afin de contrebalancer le pouvoir politique de ses rivaux civils, Nawaz Sharif et Benazir Bhutto.

Face à la pression qu'il subit en 2001, le président Musharraf interrompt ses programmes d'assistance et fait même arrêter des responsables talibans à la demande des États-Unis. Cependant, de façon non officielle, il ferme

les yeux sur les activités de l'ISI et d'autres officiers de l'armée qui continuent à aider les talibans. Il réduit alors de surcroît le volume des opérations dans les zones tribales près de la frontière contre Al-Qaida et les talibans et, alors même que les services de sécurité s'abstiennent de cibler ces derniers, leur permettant de survivre et de se réorganiser. L'une des raisons de la complaisance de Musharraf à l'égard des talibans vient de la sympathie dont ils bénéficient et de l'opposition des Pakistanais à l'intervention américaine. Par ailleurs, la pensée stratégique du président est dominée par la rivalité avec l'Inde. Avec ses généraux, il redoute que le développement de l'influence indienne en Afghanistan ne contribue à encercler le Pakistan en lui faisant perdre sa « profondeur stratégique ». Musharraf établit un lien entre les Tadjiks qui bénéficient de postes importants dans le gouvernement de Karzai et l'assistance qu'ils reçoivent de l'Inde, associée à la Russie. Des consulats indiens ont d'ailleurs été ouverts près de la frontière avec le Pakistan, à Kandahar et Jalalabad. L'Inde y développe son influence en y construisant un barrage et en finançant divers projets comme la construction du bâtiment du Parlement national, tout en développant un couloir commercial par l'Iran qui permet de contourner le Pakistan. Progressivement, à partir de 2003, Musharraf choisit de soutenir les talibans en expliquant qu'il le fera aussi longtemps que l'Afghanistan restera proche de l'Inde. L'ISI fournit alors de larges sommes d'argent et des maisons protégées à Quetta et Karachi d'où les talibans peuvent échapper aux recherches américaines. Leurs principaux chefs se trouvent ainsi soutenus par l'ISI, en particulier les mollahs Dadullah, Baradar et Akhtar Mohammed Mansour.

L'administration américaine, quant à elle, se voit rapidement empêtrée dans ses contradictions, même si officiellement Bush, Powell et Rumsfeld considèrent Musharraf comme un allié. L'embargo qui avait été décidé en raison du programme nucléaire pakistanais et du coup d'État de Musharraf est levé en raison de la guerre à mener contre le terrorisme. L'administration

Bush fournit 5,3 milliards de dollars d'aide économique et militaire ainsi que 6,7 milliards de dollars en remboursement des opérations militaires. Cependant, le double jeu se poursuit avec l'arrestation de certains chefs d'Al-Qaida en 2002 : Ibn al-Sheikh al-Libi, qui dirige un camp d'entraînement, Abu Zubaydah, le chef des opérations extérieures d'Al-Qaida, Khalid al-Attash, qui a participé à l'attentat contre le destroyer USS *Cole*, et Ramzi bin al-Shibh, l'un des planificateurs des attentats du 11 Septembre. Enfin, en mars 2003, les Pakistanais capturent Khalid Sheikh Mohammed, le numéro trois d'Al-Qaida, le chef des opérations qui se trouve être également à l'origine de la conception du 11 Septembre.

2006, l'offensive des talibans

La difficile campagne du Helmand et de Kandahar

Le 8 décembre 2005[23], l'OTAN entérine un renforcement de plusieurs milliers de soldats dans les provinces du sud de l'Afghanistan, confirmant un engagement sans précédent pour l'Alliance atlantique. Il y a alors 9 500 soldats de l'ISAF et environ 18 000 soldats américains. Fin 2005 et début 2006, les Canadiens envoient 2 200 hommes à Kandahar, les Britanniques 3 150 dans le Helmand, alors que les Hollandais et les Australiens déploient respectivement 1 300 et 700 en Uruzgan et les Roumains 500 à Zaboul. Cependant aucun de ces gouvernements n'anticipe l'ampleur de l'insurrection – tous s'attendent à de simples escarmouches. « L'ISAF n'aura pas de mission antiterroriste », assure même de son côté un responsable de l'OTAN. Et Paris, Berlin, Madrid et Ankara d'insister sur la nécessité de bien distinguer entre les missions de stabilisation de l'ISAF et celle conduite par les Américains qui traque les terroristes.

Washington et les autres capitales ne veulent pas affronter la réalité et ne tiennent pas compte des avertissements – celui de l'ambassadeur américain Ronald Neumann émis dès 2005, notamment. Rumsfeld vient à Kaboul en décembre 2005, insupporté par l'idée que la situation se détériore. Il en reporte la faute sur les lenteurs de la mise sur pied d'une force de sécurité afghane et, partant, sur le ministre afghan de la Défense, Rahim Wardak. George Bush se rend à son tour dans la capitale afghane le 1er mars 2006, mais Eikenberry et Neumann ne peuvent le convaincre d'envoyer des renforts pour faire face à la reprise des combats prévue à l'été, alors que les affrontements ont déjà repris en Irak. Par ailleurs, quand les Britanniques arrivent dans le Helmand en décembre 2005, ils font pression sur Karzai pour que le gouverneur Sher Mohammed Akhundzada soit relevé. Le président nomme alors Mohammed Daoud, tout en considérant ce remplacement comme l'une des pires intrusions occidentales dans la politique afghane. Sher Mohammed lui-même se venge et laisse les 3 000 hommes de sa milice décider eux-mêmes de leur avenir : certains d'entre eux rejoignent alors les talibans…

Au début de 2006, l'insurrection préparée depuis 2003 peut être lancée. Le mollah Dadullah Lang s'installe à Maiwand pour rayonner vers les sites d'opérations. L'offensive est prévue sur trois fronts : le premier au nord du Helmand, le deuxième au sud du Helmand et le troisième – le plus important – à l'ouest de Kandahar. Dadullah dispose de 4 000 combattants dans le Helmand et à Kandahar, pour un total de 7 000 à 10 000 pour tout le pays. Leur armement reste rustique avec la classique Kalashnikov, des fusils-mitrailleurs PK et des lance-roquettes RPG. C'est en revanche le même armement léger utilisé par la police locale.

Insurrection de 2006-2008

La *task force* Kandahar que forme le contingent canadien arrive en février, quelques semaines après qu'une voiture suicide ne tue l'ambassadeur canadien Glyn Berry. Elle est forte de 2 200 soldats, dont seulement 850 sont réellement disponibles pour le combat. Les Britanniques, quant à eux, ne sont à leur effectif complet qu'en mai, alors que l'offensive est bien engagée. L'armée afghane est alors bien trop faible pour peser sur le cours des opérations : entre 2002 et le début de 2006, seuls 26 000 soldats l'ont rejointe, pour atteindre 36 000 hommes au cours de l'année. Cependant, les problèmes fondamentaux liés au taux d'attrition, au mauvais entraînement et à la qualité très inégale de l'encadrement perdurent. Une brigade de 1 500 hommes se trouve dans le sud, dont un bataillon de 600 soldats à Helmand et deux autres à Kandahar, mais le recrutement multiethnique à majorité tadjike ne favorise pas la motivation des soldats gouvernementaux ni la cohésion de ces unités. La police afghane se trouve alors en première ligne avec 3 700 hommes, dont 1 900 dans le Helmand et 1 800 à Kandahar, mais, là encore, elle est mal équipée,

mal formée et pauvrement armée. Elle est par ailleurs dispersée dans des petits postes de 15 à 50 policiers dans les centres des districts isolés et éloignés des capitales de province, donc vulnérables : Dadullah peut concentrer ses forces sur quelques districts et y obtenir la supériorité numérique avant l'arrivée de renforts.

Face aux talibans, aucune personnalité afghane ne bénéfice d'une autorité claire, aussi les divisions d'intérêts entre les chefs de la police, les chefs tribaux et les représentants du gouvernement font-elles florès. Quant aux troupes de l'OTAN, Britanniques et Canadiens dépendent directement de leur capitale, et cette offensive, lancée la nuit du vendredi 3 février 2006, arrive comme une surprise. Elle vise trois centres de district dans le nord du Helmand : Musa Qala, Sangin et Naw Zad. La résistance à Musa Qala dure deux jours avant que les policiers survivants ne se replient vers le barrage de Kajaki. L'attaque contre les 50 policiers de Sangin est plus importante, avec 300 combattants, puis les combats durent trois jours avant l'arrivée de forces spéciales américaines. Finalement, la situation se rétablit grâce à l'intervention d'un bataillon afghan encadré par des conseillers américains, mais celui-ci y perd 40 soldats en une semaine. Quant à l'attaque sur Naw Zad, elle est de moindre ampleur et plus facilement contenue. Au cours des quatre mois suivants, les attaques des talibans se poursuivent dans le Helmand. Trois gouverneurs de district et sept chefs de police sont tués, ainsi que 150 policiers tués ou blessés. Sur 500 policiers auxiliaires, seuls 75 ne désertent pas. Dadullah relance une offensive au milieu du mois de mai contre les centres des districts du nord de Helmand. Répondant à l'appel du gouverneur Mohammed Daoud, le général Butler, commandant le contingent britannique, renforce chaque centre de district en y envoyant une trentaine de soldats. Beaucoup subissent de longues attaques des talibans qui contrôlent l'espace laissé vide. Les renforcements et les ravitaillements se font grâce à des hélicoptères de transport lourd CH-47, qui sont d'ailleurs en nombre insuffisant. Mi-juin, les talibans s'emparent

de Sangin. Cent vingt parachutistes anglais y sont alors héliportés le 21 juin. Ils s'emparent du bâtiment central, mais se trouvent par la suite assiégés et isolés. Les combats durent une semaine, au cours de laquelle ils subissent huit pertes. Le 1er juillet, les talibans lancent un assaut repoussé par la puissance de feu et l'appui aérien américains, mais cinq attaques sont lancées en moyenne chaque jour au cours de la semaine suivante, laissant les parachutistes enfermés dans un combat sans fin.

En juin, Dadullah ouvre également un second front contre le sud de la province du Helmand. Cinq cents talibans attaquent le district de Garmser puis progressent vers le nord. Les Britanniques reprennent le centre du district, mais se trouvent de nouveau isolés alors que la seule partie du Helmand que le gouvernement contrôlait était le centre de Marjah, dans le district de Nad Ali et les deux villes de Girishk et de Lashkar Gah (capitale de la province du Helmand). Après le nord et le sud du Helmand, la troisième offensive de Dadullah se porte vers l'ouest de Kandahar. À la différence des Britanniques arrivés au milieu des combats, les Canadiens y ont mis en place dès août 2005 une PRT (*Provincial Reconstruction Team*, « équipe de reconstruction provinciale »). Des garnisons permanentes sont établies au centre de Kandahar et à Spin Boldak. Mi-avril, dans les campagnes, les talibans se lancent contre les patrouilles canadiennes, posent des mines et attaquent les postes de police ; dans la ville même de Kandahar, Dadullah lance des attaques suicides pour terroriser la population. Les Canadiens, qui envoient des missions à l'ouest de la province et éventuellement au nord et dans le Helmand, se heurtent durement à des détachements d'une centaine de talibans dont la détermination les impressionne.

Pour répondre à cette offensive, le général Freakley, commandant de la 10e division de montagne, monte l'opération « Mountain Thrust » vers les régions de Kandahar, Zaboul, Uruzgan et Helmand. Elle s'étend sur six semaines en juin et juillet, engageant des unités canadiennes, britanniques

et américaines, mais ne donne que très peu de résultats. Dans le même temps, les talibans recrutent de plus en plus parmi les tribus pauvres et insatisfaites comme les Noorzaïs, qui fournissent 800 combattants. En contrepartie des attaques aériennes, 119 attentats-suicides sont relevés en 2006, dont la moitié à Kandahar – et même si la police ou les soldats étrangers sont visés, de nombreux civils en sont également victimes. En août, Dadullah contrôle la moitié de la partie occidentale de la province de Kandahar ; de nombreux membres de la police de Zharey (un district créé en 2004 au nord de Panjwai) et de Panjwai désertent.

Ce même mois, l'ambassadeur Neumann informe Washington de la situation : « Nous ne gagnons pas en Afghanistan, mais nous sommes loin de perdre, nous pouvons encore gagner », tout en demandant davantage d'équipements pour les forces afghanes et en suggérant de faire pression sur le Pakistan pour qu'il réduise les infiltrations à travers la frontière. Eikenberry et l'ambassadeur parviennent à convaincre les autorités de financer le recrutement de 82 000 policiers au lieu des 62 000 prévus, mais il n'est pas question de renforcement militaire alors que la violence ravage l'Irak.

Par ailleurs, les chefs de tribus qui supportent le gouvernement font peu pour s'unir, car il s'agit pour eux d'éviter de s'engager contre les talibans pour soutenir un gouvernement qui ne leur fournit pas d'armes, ni d'argent, ni de forces de police. Le président Karzai lui-même aurait pu appeler à un cessez-le-feu, mais il demeure silencieux. Il est parfaitement informé de ce qui se passe sur le terrain, recevant des délégations tribales et des gouverneurs de province qui lui décrivent dans le détail les événements et les contacts qu'ils entretiennent avec les talibans. Son attitude reflète les griefs qu'il entretient à l'égard des Occidentaux – le remplacement forcé de Sher Mohammed en tant que gouverneur du Helmand [*23], nous l'avons vu, mais aussi les pertes civiles causées par les bombardements, qui le soucient particulièrement. Il se déplace en mai à Kandahar puis en décembre, quand

la défaite est écartée, mais en vérité ne se sent pas concerné par cette guerre qui reste selon lui une guerre américaine.

Comme des informations lui parviennent sur des préparatifs d'une attaque de 1 500 talibans qui doit avoir lieu en août contre le village de Pashmal, situé à égale distance du centre des deux districts de Zharey et Panjwai, le général britannique Richards – qui succède à Freakley le 31 juillet – lance une opération préventive sous le nom de code « Medusa ». Les 2 200 combattants qui y prennent part, issus du 1er bataillon du Royal Canadian Regiment, d'une compagnie américaine et de cinq compagnies de l'ANA, livrent du 2 au 17 septembre des combats difficiles : 6 Canadiens sont tués et 50 Canadiens, Américains et Afghans blessés, contre 300 talibans vraisemblablement tués et 80 capturés. Mais 40 civils trouvent la mort, et 24 sont blessés à cause des appuis aériens qui sont largement utilisés dès que les unités se trouvent accrochées. Pour le général canadien David Fraser, « cette opération se révéla coûteuse mais c'était un combat nécessaire qui permit à l'Afghanistan de poursuivre son chemin vers la démocratie ». Ce succès opérationnel est toutefois de courte durée car, en octobre, 800 talibans reprennent l'offensive. Au début 2007, presque toute la zone est sous leur emprise.

Alors qu'est menée l'opération « Medusa » à l'ouest de la province de Kandahar, les combats s'étirent dans le Helmand, où des sections assiégées dans leurs postes se battent pendant trois mois. Les chiffres sont particulièrement éloquents : 44 attaques subies à Sangin en vingt-cinq jours par les parachutistes britanniques, 30 attaques à Kajaki contre 8 conseillers et 24 soldats afghans, enfin 28 attaques subies à Naw Zad par 40 Gurkhas en quatorze jours. Le pire arrive cependant à Musa Qala quand 150 talibans attaquent les 60 soldats britanniques du poste. La date décisive se situe le 6 septembre lorsque deux soldats sont tués et deux autres blessés et que deux hélicoptères sont touchés. Parce que le gouvernement britannique interdit strictement qu'un hélicoptère de transport Chinook soit abattu, le

général Butler qui commande dans le Helmand est contraint d'admettre que, puisque ce risque est constant à Musa Qala, il faut se retirer. De fait, le retrait est effectif le 17 octobre 2006, malgré l'opposition initiale du général David Richards commandant l'ISAF [*24]. Des négociations conduites avec les anciens de la région permettent de conclure un cessez-le-feu de trente jours avec les talibans. Ce dernier dure jusqu'en février 2007, date à laquelle les talibans transforment Musa Qala en sanctuaire. Ce retrait devient surtout une marque d'échec et d'infamie pour la presse britannique.

Les combats de 2006 dépassent tout ce qui a été vécu depuis 2001. Les 3 700 policiers de Helmand et de Kandahar subissent ainsi 27 % de pertes, auxquelles s'ajoutent 500 désertions. À la fin de l'année, les talibans s'emparent de la plupart des régions – Zaboul, Farah, Uruzgan et Ghazni – et de beaucoup de territoires autour de la ville de Kandahar, ce qui rend cette année charnière : l'offensive peut être considérée comme l'une des plus décisives de la guerre en Afghanistan.

La hantise initiale des stratèges américains – une guerre contre de multiples postes sur de multiples fronts – se réalise donc. Par ailleurs, les divisions et les rivalités ne permettent pas de créer un front commun pour soutenir Kaboul – Karzai, d'ailleurs, préfère en jouer pour tenir éloignée toute menace politique.

Cependant, deux facteurs essentiels contribuent à faciliter et à développer la renaissance du mouvement taliban. Tout d'abord le rejet puis la haine contre les « occupants » aux méthodes brutales et inadaptées à la culture afghane : cette idée d'y « imposer la démocratie » par des exigences répétées suscite le refus d'une présence assimilée à une occupation étrangère. L'offensive de 2006 catalyse alors ce sentiment et révolutionne le conflit en transformant les talibans en une force qui combat l'étranger et le gouvernement qu'il a installé. Second facteur bien sûr, les frappes aériennes américaines, qui dès le début heurtent les populations et accroissent toujours davantage la volonté de résister. Les Américains ne peuvent plus

désormais se contenter d'une armée soutenue par quelques conseillers : l'engrenage enclenché par les négligences de 2001 à 2006 prépare bel et bien le terrain pour les quatorze années à venir.

Kunar, Nuristan, Korengal, « la vallée de la mort »

Depuis 2002, le commandement américain porte son effort à l'est pour combattre Al-Qaida et d'autres groupes terroristes qui opèrent des deux côtés de la frontière avec le Pakistan.

Cette zone se découpe en plusieurs petites provinces traversées par de hautes montagnes. Cela induit que différentes campagnes doivent être menées dans différentes vallées et des zones de montagne ou le long de la frontière sans effort commun. Ici, même l'ennemi se présente sous différentes formes : c'est un mélange de Hezb-e-Islami, d'Al-Qaida, de talibans pakistanais et de talibans afghans qui agissent à Nangarhar, Kunar et Laghman et enfin au Nuristan. À Khost, Paktia et Paktika, le principal ennemi est cependant le réseau Haqqani.

Les forces américaines sont déployées dans une série de bases opérationnelles avancées (*Forward Operating Bases*, ou FOB) établies le long de la frontière pakistanaise. Pour les GI's, les plus importantes batailles de 2006 à 2009 se déroulent dans les deux provinces de Kunar et du Nuristan, au milieu de paysages impressionnants de montagnes et de forêts de pins. La tribu la plus importante du Kunar est la tribu Safi. Celle-ci est installée dans la vallée de la rivière Pech (au centre de la province de Kunar, à Asadabad) et dans une grande partie de celle de Kunar. Ses structures se révèlent assez fractionnées et les querelles internes entre les groupes qui s'y trouvent sont récurrentes. Les Nuristanis, quant à eux, composent un groupe ethnique pachtoun avec sa propre langue. Chaque vallée du Nuristan possède son propre dialecte et certains voient en eux les descendants des armées d'Alexandre le Grand. Sur le plan religieux, le

Kunar et le Nuristan sont les seuls endroits en Afghanistan où certaines tendances salafistes de l'islam s'observent sans pour autant que toute la population en soit adepte. Ainsi le Hezb-e-Islami de Gulbudin Hekmatyar, qui y est influent, n'est pas salafiste. Cependant, cette pratique stricte se rapproche plus d'Al-Qaida que des talibans, ce qui fait que le salafisme se traduit ici par une opposition ferme aux États-Unis. Dans ces provinces, si l'opposition aux Américains se montre virulente, le mouvement taliban ne mène pas l'insurrection. Les talibans pakistanais qui ont de bonnes relations avec Al-Qaida s'infiltrent dans le Kunar, en particulier le long de la frontière où les escarmouches sont courantes, mais en réalité l'insurrection locale rassemble surtout des combattants simplement résolus à interdire aux Américains et au gouvernement l'accès à leurs vallées et à leurs villages. En outre, il n'y a pas de commandement centralisé, mais une coopération tactique avec quelques noms qui émergent comme le commandant Kashmir Khan du Hezb-e-Islami, le chef Korengali Haji Matin, Faqir Mohammed, un commandant taliban pakistanais et Abu Ikhlas, un Égyptien d'Al-Qaida.

Les provinces orientales

En février 2006, le principal objectif du général Ben Freakley est la vallée de Korengal, dans le district de Dara-I-Pech, de la province du Kunar. Celle-ci se situe près de l'endroit où l'année précédente un

hélicoptère Chinook a été abattu, causant la mort de 19 membres des forces spéciales. C'est une zone où règne Al-Qaida et où d'autres combattants sont supposés se cacher et s'entraîner. Il est donc essentiel de s'y rendre afin d'y éliminer les responsables de cette attaque, d'une part, et, d'autre part, d'y établir une présence américaine permanente le long de la frontière pakistanaise pour empêcher les insurgés d'entrer en Afghanistan.

Le colonel John William « Mick » Nicholson commande les 7 000 soldats de la 3e brigade qui forme la « Task Force Spartan » de la 10e division de montagne pour conduire l'opération « Mountain Lion ». Il installe son état-major sur la base opérationnelle avancée de Salerno, dans la province de Khost. Il dispose de trois bataillons avec des unités d'appui pour conduire des opérations dans onze provinces de l'est de l'Afghanistan. Sa mission est d'assurer la protection de la population en vivant au plus près d'elle et en opérant à partir de petites bases avec des patrouilles restreintes pour mieux attirer les insurgés vers le combat en abandonnant les raids et les actions ponctuelles. En avril 2006, il implante deux de ses bataillons dans le Kunar et le Nuristan. Les deux unités sont dispersées dans des détachements de la taille de la section ou de la compagnie le long des rivières et dans les vallées éloignées de Korengal dans le Kunar ainsi que dans celles de Waygal et de Kamdesh dans le Nuristan[*25]. Dans les montagnes, des postes ne peuvent être ravitaillés que par hélicoptère. Lors des patrouilles, les soldats américains transportent donc tout ce qui permet de durer sur le terrain.

En avril 2006, un avant-poste est établi au milieu de la vallée de Korengal. Il est armé par une unité de 300 Américains avec 100 soldats afghans, mais la présence des bases américaines soulève partout la colère des populations. Tous les jeunes de la région sont partis se battre et 75 % des chefs de cette révolte spontanée sont originaires de la vallée. Ils sont renforcés par des combattants venus de Jalalabad ou du Kunar et des Pachtouns venant du Pakistan. On trouve aussi Abu Ikhlas, qui assure la

coordination avec Al-Qaida et fournit des armes, mais c'est Haji Matin, originaire de Korengal, qui contrôle tous les insurgés de sa vallée. La vulnérabilité des Américains est évidente et en 2007 les patrouilles sont systématiquement attaquées à chaque sortie menée au-delà d'un kilomètre du poste principal. Au moment d'un accrochage, le commandant de compagnie américain fait alors immédiatement appel à l'artillerie ou à un appui aérien. Les hélicoptères viennent de Jalalabad, et pour des appuis plus lourds, des avions F-15E, des F-16 ou des F-18C/D utilisent des bombes de 500 kilos ou d'une tonne. Le terrain protège néanmoins les insurgés de ces tirs massifs et puissants et lors d'attaques plus lourdes, et bien coordonnées, ils établissent suffisamment de positions de tir pour disperser la réponse américaine, parvenant ainsi à poursuivre une attaque malgré les frappes. Il n'y a d'ailleurs pas assez de troupes de la coalition pour nettoyer et tenir les vallées, surveiller tous les villages et atteindre tous les points hauts. La résistance de Korengal se nourrit par elle-même et il faut constater que les forces américaines et gouvernementales ne disposent d'aucun soutien local.

En 2007 et 2008, les unités américaines effectuent des séjours de quinze mois dans le Kunar et le Nuristan, ce qui rend les combats encore plus éprouvants puisqu'un tour d'opération normal se limite à douze mois. Le premier bataillon du 32e régiment d'infanterie, le premier à être déployé à Kunar, subit 120 pertes pendant son séjour de janvier 2006 à mai 2007, soit un dixième de son effectif. Le second bataillon du 503e régiment d'infanterie, le deuxième déployé, subit pour sa part 169 pertes. Le film documentaire *Restrepo*, tourné en 2010, montre les épreuves que les soldats endurent dans des postes qui subissent chaque jour des tirs de harcèlement et de fréquentes attaques à la mitrailleuse lourde DShK ou au lance-roquettes RPG, ainsi que les embuscades dévastatrices à l'extérieur du poste. Pour les lieutenants-colonels Cavoli et Ostlund, qui commandent les bataillons en opération, l'intensité des combats justifie la justesse de leur doctrine, démontrant qu'ils se trouvent bien au cœur du sanctuaire des

insurgés : « Vous aviez le choix entre rester dans des FOB et effectuer des sorties sans avoir aucun effet pour vous implanter parmi la population. Nous avons eu de durs combats et nous avons réussi. C'est ainsi que j'aime à y penser. »

Pendant que les combats se déroulent dans les montagnes, les efforts de reconstruction et de stabilisation qui s'appuient sur la gouvernance et le développement économique à travers la *Provincial Reconstruction Team* de Kunar permettent la mise en œuvre de nombreux projets. L'effort principal porte sur la construction de routes dans les vallées principales : actuellement, il faut compter six heures, sur une mauvaise piste, pour parcourir les 100 kilomètres qui relient Asadabad, la capitale provinciale du Kunar, à Jalalabad. Eikenberry est convaincu que bâtir des routes permettrait de soutenir la campagne militaire en facilitant les échanges commerciaux effectués par les villageois, ainsi que l'accès aux services gouvernementaux. Cela rendrait également plus difficile la pose de mines artisanales. Il a alors cette phrase : « Là où se termine la route, commence le territoire du taliban. » Celle de Jalalabad à Asadabad à travers la vallée de Kunar est la première à être asphaltée. Le projet, financé par USAID, s'achève en novembre 2006. La violence décroît alors, et le nombre d'incidents causés par les IED passe de 17 en 2006 à 7 en 2007. La route suivante est construite dans la vallée de la rivière Pech. Elle coûte 7,5 millions de dollars pour une distance de 31 kilomètres. Elle passe à travers les trois districts de Watapur (créé à partir d'Asadabad), Pech et Chapa Dara et répond aux mêmes objectifs que la précédente. Elle est achevée en mars 2008 et aussi bien les Américains que les Afghans connaissent une baisse du nombre des incidents dus aux IED, qui passent de 21 pour les six premiers mois de 2006 à 2 pendant les six premiers mois de 2008. Le trajet qui prenait quatre à six heures ne prend désormais plus qu'une heure. Les routes de Pech et de Kunar sont ouvertes au trafic pour les douze années suivantes. La PRT réalise également de nombreux travaux

pour les écoles, l'éducation secondaire et des projets de ponts. Le gouverneur afghan Faizullah Wahidi y participe activement, écartant la corruption, et se révèle être l'un des meilleurs gouverneurs afghans jusqu'à son départ en 2013. Cependant, les travaux réalisés dans les vallées n'ont pas d'effets sur les batailles d'usure qui se poursuivent dans les montagnes : c'est comme si deux batailles se déroulaient en parallèle ! D'autres routes sont construites pour des vallées secondaires. Pour certaines, l'opération est un échec : une tentative pour rejoindre la vallée de Korengal à partir de la rivière Pech ne dépasse pas quelques kilomètres à cause de l'opposition d'Haji Martin qui refuse l'arrivée du pouvoir gouvernemental…

Mais en fin de compte, les batailles dans Korengal et d'autres vallées de montagne du Kunar et du Nuristan s'enlisent. À la fin de leur tour d'opérations, pourtant, Nicholson et Freakley estiment que leur stratégie se trouve sur la voie du succès. Ils ont fait passer ici le nombre d'avant-postes de 19 à 35, lesquels, ils en sont persuadés, attirent les insurgés, les détournant donc d'autres régions, et perturbent aussi les axes d'infiltration venant du Pakistan. Cependant, leurs successeurs, le colonel Chip Presley (commandant la 173e brigade aéroportée), qui se déploie de mai 2007 à juillet 2008, puis le général David Rodriguez (commandant la 82e division aéroportée) estiment que ces postes installés dans les vallées sont une erreur parce qu'ils immobilisent trop de forces pour des batailles impossibles à gagner [*26]. Ils ne peuvent cependant se résoudre à s'en retirer complètement par crainte que les insurgés ne s'étendent vers les vallées de la rivière Pech et au-delà vers Asadabad, ce qui fait se perpétuer les combats. Après la bataille surprise de Wanat (voir ci-après), qui voit un de ces avant-postes être presque submergé par l'ennemi, un haut responsable militaire américain justifie encore cette option stratégique en déclarant : « Nous recherchons des lieux qui permettent d'arrêter le flot des insurgés et pour établir des relations avec les tribus locales [24]. »

Malgré toutes les justifications optimistes, la permanence des combats et les pertes dans ces vallées contribuent à éroder le soutien de la population alors que la vallée de Korengal est désormais baptisée la « vallée de la mort[25] ». Ailleurs dans l'est, la situation est difficile mais s'améliore à certains endroits. À Nangarhar, une forte présence gouvernementale ainsi qu'un relief plat handicapent le mouvement insurrectionnel. Jalalabad elle-même est une ville bien peuplée avec une police organisée et le premier centre de coordination provinciale pour les opérations de renseignement du NDS (le service de renseignement afghan), de la police et de l'armée. En outre, nommé en 2005 gouverneur de la province de Nangarhar par Karzai, Gul Agha Sherzai se révèle habile à équilibrer les pouvoirs des hommes puissants de la région. Ce calme permet de développer de nombreux programmes de développement. Outre la remise en état de l'axe principal de Kaboul au Pakistan par la porte de Torkham et la passe de Khyber, 600 kilomètres de route sont construits de 2008 à 2010. La reconstruction amène de l'emploi et un accès aux produits du marché. Sherzai lui-même devient un champion de la reconstruction, des libertés civiles et des droits des femmes. Il éradique même la culture du pavot pendant quelques années, alors que Nangarhar était un lieu de production dans les années 1990.

Cependant, Korengal n'est que l'une des vallées du Kunar et du Nuristan, où les Américains sont engagés dans une bataille d'attrition. Face à elle se tient la vallée de Waygal, dans le Nuristan, où les Américains sont en place au plus haut, au plus grand déplaisir des habitants. Leurs avant-postes sont installés si loin que l'arrivée rapide des appuis aériens ou de l'artillerie se révèle très aléatoire, offrant ainsi aux insurgés un avantage tactique certain au début d'un engagement. Leurs positions d'observation dominent les positions américaines et leur permettent de rester à couvert dans les zones boisées et de suivre les patrouilles qui sortent des postes. À Korengal, les Américains échappent à ce piège grâce à la proximité de l'artillerie installée dans la vallée de Pech et à Asadabad ainsi que par

l'habile disposition des autres postes qui se couvrent les uns et les autres. En revanche, les insurgés repoussent lentement les Américains de la vallée de Waygal. Ainsi, en août 2007, le poste très avancé de « Ranchhouse » installé très au nord de la vallée à 2 000 mètres d'altitude doit demander l'appui des B-52 pour repousser les assaillants. Onze Américains sur vingt-cinq sont tués et tous sauf un sont blessés. Le poste est alors abandonné. En novembre, les insurgés font tomber dans une embuscade une patrouille de 28 soldats qui revient d'une *shura*. Les montagnes sont trop hautes et trop escarpées pour que les hélicoptères ou les avions puissent arriver rapidement et frapper avec précision. Quatorze soldats sont tués et tous les autres blessés. En juin 2008, la situation est devenue intenable et conduit les troupes à se retirer plus au sud du district de Waygal à Wanat, dans le Kunar. C'est alors que débute, le 13 juillet, le combat le plus célèbre de la guerre américaine en Afghanistan. Environ 200 insurgés bien équipés, la plupart du Nuristan, attaquent les 49 Américains et les 24 militaires afghans de l'avant-poste de Wanat situé à huit kilomètres du camp « Blessing ». Cinq jours auparavant, une section du deuxième bataillon du 503e régiment d'infanterie de la 173e Airborne Brigade établissait une base de patrouille et un poste d'observation séparé près de Wanat devant aboutir à la création d'un avant-poste classique avec l'apport des bastions et de divers matériels amenés par un hélicoptère de transport lourd Chinook. La base subit tout d'abord de violents tirs de RPG et de mitrailleuses lourdes DShK, quand le poste d'observation, établi au-delà de la position principale, et composé de seulement quelques soldats, fait l'objet d'une très violente attaque[*27]. Quatre heures passent avant que l'assaut ne soit repoussé grâce à l'intervention de l'artillerie et de l'aviation. Neuf Américains sont tués et vingt-sept autres blessés, de même que cinq soldats afghans. La bataille attire l'attention de la presse, qui souligne la vulnérabilité de cette série de postes étalés dans des zones éloignées, et deux jours plus tard les Américains se retirent du district de Waygal. De nombreuses enquêtes sont

lancées et le milieu médiatico-politique se trouve bien agité pour rechercher les fautes commises par le commandement local. En fin de compte, l'histoire officielle de la bataille publiée en décembre 2010, si elle reconnaît la nature incertaine de la guerre, ne porte pas de blâme particulier sur le commandement américain, mais relève les erreurs commises par les cadres subalternes, le manque de connaissance de la complexité politique par les officiers américains de la région de Wanat, enfin un déficit d'informations sur les forces adverses qui viennent de toute la région[26].

Pourtant, un an plus tard, le 3 octobre 2009, une autre attaque se déroule à 30 kilomètres de ce poste dans le district de Kamdesh, dans la province du Nuristan. Huit Américains et cinq Afghans gouvernementaux sont tués – contre plus de 75 talibans – pour défendre le poste de combat avancé « Keating », dans la bataille de Kamdesh[*28]. Cela soulève de nouveau la question de la stratégie à adopter et de l'abandon des postes isolés en territoire hostile. Le général Stanley McChrystal, commandant la Force internationale d'assistance à la sécurité (COMISAF) à compter de juin 2009, peut alors s'appuyer sur ces deux exemples de combats presque désespérés pour demander un changement de stratégie et déplacer les troupes vers les zones plus peuplées afin de les protéger et de moins s'attacher à défaire les insurgés dans les zones éloignées du pays. Il est donc reconnu que deux années après le début de l'opération « Mountain Lion », les batailles de Korengal, de Waygal et d'autres vallées du Kunar et du Nuristan vont dans la mauvaise direction. S'insérer dans les sanctuaires n'a finalement conduit qu'à une guerre d'attrition. En 2008, 20 000 soldats américains sont déployés dans l'est de l'Afghanistan. Une fois qu'ils y sont, il est difficile de se retirer, sauf à admettre que des vies ont été sacrifiées en vain et que les hypothèses de la planification opérationnelle sont des erreurs. Par ailleurs, en cas de retrait, les insurgés peuvent annoncer leur victoire et étendre leur influence dans les grandes vallées. Pis, ces actions ont aussi pour effet de détourner l'attention par rapport à d'autres menaces.

En effet, cette campagne dans le Kunar et le Nuristan, utilisant beaucoup de moyens humains et matériels, finit par renforcer l'influence des talibans dans d'autres régions : Kandahar est presque encerclée alors que Kaboul voit l'ennemi se rapprocher.

Pour les soldats américains, ces batailles deviennent pourtant des légendes nourrissant la gloire et les mérites des hommes et de leurs unités – une génération d'officiers et de soldats y a participé. Pour la société américaine, en revanche, les images de soldats montant et descendant des montagnes à la recherche d'un ennemi insaisissable et subissant des attaques épuisantes rappellent celles du Vietnam.

En avril 2010, le retrait de la « vallée de la mort » est officialisé. Pour le général McChrystal, la sentence est sans appel : « Il y a probablement eu ici plus de combats qu'il n'y en aurait eu si les troupes américaines n'étaient jamais venues[27]. »

L'OTAN s'organise

En juillet 2006, les États-Unis usent leurs forces en Irak, où 140 000 soldats sont déployés : ils subissent un millier d'attaques par semaine et déplorent soixante-dix morts par mois. En Afghanistan, il y a une centaine d'attaques par semaine et moins d'une centaine d'Américains sont tués au cours d'une année. La situation ne semble donc pas aussi dramatique qu'en Irak, mais les tendances s'orientent dans la mauvaise direction. Depuis 2002, les États-Unis disposent d'effectifs et de moyens juste suffisants pour maintenir la situation. L'OTAN assume officiellement la direction de la mission, mais n'envoie pas les troupes nécessaires. Jusqu'en 2006, l'ISAF évite le contact, ce qui amène les troupes américaines à la surnommer « *I Saw Americans Fighting* » (« J'ai vu les Américains se battre ») ou « *I Sunbathe At FOBs* » (« Je prends le soleil dans les FOB »).

Il y a ainsi en Afghanistan à la fois une chaîne de commandement de l'OTAN qui s'occupe d'une mission de maintien de la paix, et une autre, américaine, qui essaie d'assembler des efforts de contre-terrorisme, de contre-insurrection ou de maintien de la stabilité, ce qui ne peut que favoriser l'enlisement. Jusqu'en 2007, les généraux américains « trois étoiles [*29] » gèrent les questions stratégiques et opérationnelles tout en assurant la coordination avec l'ISAF. Au-dessous de ce niveau, l'équivalent d'une division américaine, parfois renforcée par des unités de Marines, conduit les opérations tactiques le long d'une frontière pakistanaise très poreuse. Chaque nouveau commandant arrive avec l'idée que la situation dont il hérite est désastreuse en suggérant que c'est parce que son prédécesseur ne dispose que de mauvaises ressources ou d'une mauvaise stratégie – et de laisser entendre qu'il a désormais les moyens, la stratégie et le style de commandement pour conduire une guerre décisive.

L'intensité des combats de 2006 oblige le président Bush [*30], mais aussi son équipe, à admettre que les talibans progressent en Afghanistan. L'ancien directeur de la CIA, Robert Gates, succède à Rumsfeld à la fin de l'année. Après son premier déplacement en Afghanistan, en janvier 2007, le nouveau secrétaire à la Défense admet que les choses ne vont pas très bien. Il accorde les 3 500 soldats de renfort déjà demandés par Eikenberry et étend le tour d'opérations de la brigade du colonel John Nicholson. Peu après, une deuxième brigade est déployée à Khost et à Paktia, ce qui fait passer les effectifs permanents de 20 000 à la fin de 2006 à 25 000 à la fin de 2007. Au milieu de l'année 2008, ils augmentent encore pour atteindre 32 000 militaires quand la 24e Marine Expeditionary Unit (Unité expéditionnaire des Marines d'environ 2 200 Marines [*31]) est temporairement déployée. Les alliés apportent également leur contribution : à la fin de 2008, sont ainsi présents 8 100 Britanniques, 2 750 Canadiens, 1 700 Hollandais et 1 000 Australiens dans le sud, soit 6 200 de plus que le déploiement initial (7 350 personnels).

Le général Eikenberry achève en février 2007 son tour d'opérations commencé le 4 mai 2005, après avoir, mieux que tout autre Américain, saisi la réalité brutale de la situation. Il est l'un des rares à voir que la guerre est dans une impasse alors que les échecs dans le sud et l'intensité des combats à l'est démontrent que la solution n'est pas militaire. Le général Dan McNeill, qui le remplace comme commandant des troupes américaines [*32], a succédé également au général Richards, commandant de l'ISAF, depuis mai 2006 : il réunit donc à la fois les chaînes de commandement séparées de l'ISAF et américaine. Beaucoup s'attendent à ce que l'OTAN adopte une attitude encore plus agressive sous son commandement, lui qui est perçu comme un opposant à ces arrangements de paix locaux que son prédécesseur soutenait. Le danger apparaît alors qu'une force de l'OTAN très agressive s'aliène les Afghans et élargisse la base de recrutement des talibans.

Depuis 2001, la coalition cible Al-Qaida et les chefs talibans. McNeill pense lui aussi qu'il faut frapper les chefs les plus résolus des talibans afin de désorganiser le mouvement. Le général McChrystal, commandant du Joint Special Operations Command pendant cinq ans, de septembre 2003 à août 2008, suit cette option. Affecté normalement à Fort Bragg en Caroline du Nord, il passe la plupart de son temps en Afghanistan, au centre de commandement avancé des forces spéciales au Qatar et en Irak, où il dirige personnellement les opérations et où son action est considérée comme essentielle. Ses premiers succès comprennent la capture de Saddam Hussein en décembre 2003 et l'élimination d'Abou Moussab al-Zarqaoui, le chef d'Al-Qaida en Irak, en 2006. Le sud de l'Afghanistan concentre les efforts, là où leurs alliés britanniques renforcent les forces spéciales américaines. En 2007 et 2008, des centaines d'objectifs sont atteints et de nombreux chefs talibans tués ou capturés : sont notamment éliminés plusieurs gouverneurs de districts comme le mollah Akhtar Mohammed Osmani en décembre 2006 et Dadullah Lang – le « boucher » – en mai 2007. McNeill

espère que la disparition de ce dernier atteindra sérieusement le commandement taliban, mais il n'en est rien : d'autres chefs d'expérience peuvent le remplacer. Tuer ou capturer les chefs talibans se révèle donc assez inefficace – dans l'année qui suit la mort de Dadullah et d'Osmani, le nombre global des attaques s'accroît même.

À partir de 2006, le principal théâtre d'opérations des talibans se situe au sud du pays. Après la mort de Dadullah, le mollah Baradar, qui lui succède, oriente les efforts vers les capitales de province, y compris Kaboul et Kandahar. Dans le même temps, il adapte ses méthodes tactiques pour éviter de subir autant de pertes que l'année précédente. Ainsi, les talibans continuent certes à attaquer les postes de police, les « maisons de section » des Britanniques et les patrouilles canadiennes, mais les assauts en règle sont conservés pour de meilleures occasions plus décisives : « Au niveau de la guerre urbaine, nous allons faire effort sur la pose de mines et la guérilla contre les postes diplomatiques et militaires de l'ennemi. »

L'initiative opérationnelle des talibans au sud et à l'est

En 2007 et 2008, dans le Helmand, les combats continuent sur les fronts tenus à la fin de 2006. À Kandahar, Karzai entretient avec son frère Ahmed Wali les divisions tribales qui permettent d'affaiblir ses adversaires. Après sept ans de manœuvres politiques à la tête du conseil de la province, celui-ci est plus puissant que le gouverneur Guilzaï Asadullah Khalid, un fidèle du président. De plus en plus riche, il obtient des contrats liés au programme de reconstruction nationale, et nombreux sont ceux qui pensent qu'il dirige le trafic de drogue autour de Kandahar. Il sait diviser pour régner et comment neutraliser ses opposants : il suffit à sa milice locale de les dénoncer comme terroristes pour qu'ils soient arrêtés par les forces spéciales américaines ! Quant à la politique d'éradication du pavot menée

par l'UNODC (United Nations Office on Drugs and Crime), 91 % de ses actions d'éradication mises en œuvre en 2008 se trouvent en dehors des zones approuvées, protégeant ainsi les revenus des alliés d'Ahmed Wali…

Mohammed Issa, le gouverneur taliban de la province, lance une campagne de guérilla à partir des bases des districts de Zharey, Panjwai et d'Arghandab contre Kandahar. Seul ou par deux, les talibans posent des bombes – en février 2008, une voiture piégée tue ou blesse ainsi 154 personnes. Ils entretiennent une insécurité constante, contraignant en particulier toutes les écoles à fermer : fin 2008, la ville se trouve presque asphyxiée. Les derniers points forts du gouvernement sont menacés, à savoir les régions voisines Barakzaï et Popalzaï au sud et à l'ouest, où Gul Agha Sherzai et Ahmed Wali disposent encore de milices, mais aussi Spin Boldak avec Abdul Raziq et sa police Achekzaï. Le 13 juin, un groupe de talibans venu du Pakistan s'infiltre pour attaquer la prison de Sarposa à Kandahar et faire échapper 1 000 détenus, qui ne peuvent être arrêtés ni par la police ni par les forces canadiennes. C'est une réelle humiliation pour Karzai, qui remplace le gouverneur Asadullah Khalid par un Barakzaï lié à sa propre famille, Toorayalai Wesa.

Outre ces attaques dans le sud, la guerre des postes avancés se poursuit à l'est. Après le dur combat du 13 juillet 2008 à Wanat, l'effort des généraux américains se porte toujours vers le Kunar et le Nuristan dans la vallée de Korengal ainsi que dans d'autres vallées éloignées près de la frontière avec le Pakistan où se trouvent 35 des 125 postes du commandement régional Est. Si David McKiernan, le commandant du théâtre afghan (de juin 2008 à juin 2009), estime que ces postes sont nécessaires pour interdire l'établissement de sanctuaires et pour couper les lignes de communication des insurgés, le major général Jeffrey Schloesser[*33], qui succède au major général Rodriguez au Commandement régional Est (RC-Est), doute de leur utilité et les trouve indéfendables. Il dresse pourtant un plan de renforcement de ces postes, cédant à la fois à

Bismullah Khan, le chef d'état-major afghan, et à Rahim Wardak, le ministre de la Défense, qui s'opposent fermement à leur fermeture. Ce qui dissuade Schloesser, c'est en fait ce sentiment qu'il éprouve qu'un retrait équivaut à une défaite stratégique, alors même que d'autres combats se déroulent. Ainsi, début juillet 2009, le président Karzai obtient l'envoi d'une compagnie du 1er bataillon du 32e régiment d'infanterie (10e division de montagne) dans le district de Bargi Matal, dans le Nuristan, où ne vivent que 500 habitants. Les talibans ont pris le contrôle de cette région frontalière et il insiste pour la reprendre, faisant livrer une bataille des plus féroces contre des centaines d'insurgés qui essaient de s'emparer d'un village sans aucune valeur tactique ou stratégique. C'est le genre d'engagement que le général Stanley McChrystal veut absolument éviter. Dans ce dernier cas (opération « Mountain Fire »), il se fait pourtant forcer la main pour des raisons politiques par Karzai, qui ne veut pas envoyer de signal de faiblesse en abandonnant un village à l'approche des élections[28]. Dans le même temps, les talibans poursuivent leurs avancées au sud-ouest de Kaboul à Ghazni et dans le Wardak, c'est-à-dire dans des régions qui sont cinq fois plus peuplées que Khost. De 2006 à 2008, l'activité des insurgés y est supérieure à celle dans les provinces de Khost et de Paktika frontalières du Pakistan ou de Paktia, mais moins qu'au Kunar à l'est du pays. En 2006, un seul bataillon américain est affecté à Ghazni, dans le Wardak et en Paktika. De Ghazni, les talibans s'étendent jusqu'au Wardak à l'ouest de Kaboul et au Logar, juste au sud de la capitale. Le ministre de la Défense en vient à demander à McKiernan de réagir contre l'ennemi qui se trouve « aux portes de Kaboul ». Washington comprend que la guerre prend une mauvaise orientation. Les revers subis à Kandahar et dans le Helmand inquiètent la presse, et un éditorial du *New York Times* d'août 2008 évalue ainsi la situation : « Les nouvelles d'Afghanistan sont alarmantes. Kaboul, le centre du gouvernement pro-occidental est de plus en plus assiégé. Les talibans et Al-Qaida se renforcent sur les territoires conquis. Il n'y a pas de

temps à perdre. À moins que les États-Unis, l'OTAN et ses alliés d'Asie centrale ne bougent rapidement, ils pourraient perdre cette guerre. »

En septembre 2008, le bilan des attaques est dressé : cette année est la plus violente depuis 2001, avec au moins 120 soldats américains tués ainsi que 104 soldats des autres nations alliées. Le Conseil national de sécurité conclut que l'Afghanistan peut s'effondrer d'ici six mois ! Le 10 septembre, le chef d'état-major américain, l'amiral Mike Mullen, le reconnaît devant le Congrès : « Je ne suis pas sûr de gagner cette guerre. » Des renforts sont alors envoyés dans le Wardak, à l'ouest de Kaboul, dans le Logar, au sud, et dans le Kunar, à l'est de l'Afghanistan. Une brigade polonaise, en outre, se déploie à Ghazni. En février 2009, les alliés de l'OTAN s'engagent par ailleurs à accroître leur effort après l'annonce des États-Unis d'envoyer 17 000 soldats supplémentaires.

L'abcès héroïque de la vallée de Korengal

Dans le même temps, les efforts apportés à la poursuite des opérations dans la vallée de Korengal et dans d'autres régions du Kunar et du Nuristan commencent à s'essouffler. Le colonel Randy George, le nouveau commandant de brigade pour cette zone, estime que les avant-postes se trouvent trop loin de la population et se révèlent trop lourds à soutenir. Avant même d'arriver en Afghanistan, il propose déjà au successeur du major général Jeffrey Schloesser, le major général Curtis « Mike » Scaparotti [*34] (82e division aéroportée), commandant la CJTF-82 et le Regional Command East, de les fermer, mais cette option ne reçoit toujours pas de réel soutien.

Les difficultés s'ajoutent aux revers. Le 8 septembre 2009, une embuscade est montée dans la vallée de Ganjigal sur la frontière avec le Pakistan, à l'est de la province de Kunar, contre 13 conseillers américains, 60 militaires afghans et 20 membres de la police des frontières : 30 sont

tués dont 5 Américains et 25 autres tués ou blessés. Cette bataille de plus de six heures est rendue célèbre par l'attribution de la médaille d'honneur au caporal des Marines Dakota Meyer, qui porte secours à cinq blessés en plein combat, ainsi qu'au capitaine William D. Swenson, lequel fait partie des conseillers insérés pour assurer la formation de la police des frontières afghane (Afghan Border Police).

Fin 2009, le brigadier général Kurt Fuller, l'adjoint de Scaparotti, est convaincu par cette série d'échecs au Nuristan de la nécessité de fermer ces postes de montagne malgré l'opposition des responsables politiques afghans et surtout du brigadier général John William Nicholson, qui après avoir quitté l'Afghanistan en 2007 se trouve au Pentagone en charge de l'Afghanistan et du Pakistan. Ce dernier estime que les pertes américaines déjà subies justifient de se maintenir dans la vallée de Korengal, ce qui interdit la constitution d'un sanctuaire pour les insurgés. Cependant, Fuller et Scaparotti ont le soutien du général Stanley McChrystal (COMISAF de juin 2009 à juin 2010). L'époque change, et le COMISAF décide de faire effort dans le sud. Pour les talibans, le retrait décidé donc par McChrystal en 2010 est considéré comme une victoire, ce que ne manque pas d'asséner le porte-parole des talibans, Zabiullah Mujahid : « C'est une nouvelle victoire pour les talibans. Nous contrôlons un nouveau district dans l'est de l'Afghanistan. » Bien plus, ce retrait est aussi un échec puisqu'il met un terme à des opérations menées avec les forces pakistanaises pour nettoyer les deux côtés de la frontière.

En avril 2010, le dernier poste de niveau compagnie installé dans la vallée de Korengal est évacué. Haji Matin, le chef de l'insurrection de Korengal, accepte de laisser partir sans incident les Américains. Le 14 avril, le lieutenant-colonel Brian Pearl, le dernier commandant du secteur, quitte la zone après une présence américaine de quatre ans qui voulait interdire aux insurgés de bénéficier d'un sanctuaire. Cent vingt soldats américains sont morts dans ces combats des vallées de montagne. Quatorze y

obtiennent la prestigieuse médaille d'honneur sur les dix-huit accordées pendant cette guerre, ce qui montre tout autant l'intensité des combats que le besoin d'entourer d'un halo de gloire et de courage un choix opérationnel sujet à caution. Les responsables américains s'étaient accrochés à cette région de peur qu'un retrait ne galvanise les talibans. Ces craintes ne sont d'ailleurs que partiellement vérifiées car, si la Quetta Shura fait grand bruit autour de ce départ[29], il n'y a pas d'avancée particulière et les insurgés ne s'emparent que de petites zones éloignées des vallées de Kunar et de Pech. Même après le départ complet des Américains en 2012 et 2013, le gouvernement est capable de contrôler la violence. En vérité, pour beaucoup d'anciens, le départ des Américains supprime la raison d'être de l'insurrection. Le Hezb-e-Islami cesse complètement de combattre le gouvernement, et les routes bitumées permettent le déplacement rapide des unités des forces de sécurité afghanes. Malgré tout, des actions offensives continuent à être menées par les Américains dans cette région où les forces spéciales intensifient leurs raids après 2010. Les résultats sont d'ailleurs supérieurs à ceux obtenus auparavant : est ainsi capturé en décembre 2010 l'Égyptien Abu Ikhlas al-Masri, le chef d'Al-Qaida pour la province de Kunar. Un drone devait tuer Haji Martin en 2013 et plusieurs chefs insurgés au cours des années suivantes. La question demeure de savoir si les raids et les frappes de drones auraient pu être une meilleure option à suivre dans le Kunar et le Nuristan, ce qui aurait évité des combats très difficiles. Car, en somme, cette campagne use les ressources américaines sans éliminer l'insurrection et sans réellement protéger la population. Il semble plutôt que l'obstination à croire en certaines hypothèses opérationnelles par certains responsables militaires américains se soit heurtée à d'autres réalités.

2008, USURE ET LASSITUDE CONDUISENT À UNE RELANCE DE LA GUERRE

Depuis 2006, le gouvernement afghan dévoile ses faiblesses alors que le mouvement insurrectionnel non seulement progresse, mais aussi montre sa résilience. La vague de défaites subies dans tout le pays contraint les États-Unis à marquer un effort très net sous la forme d'un *Surge* qui demande l'envoi de milliers de troupes en renfort pour contrer le risque de chute du gouvernement afghan. La menace aux portes de Kaboul et surtout la pression mise sur Kandahar ont contribué à cette décision.

La présidence de George W. Bush s'achève en janvier 2009. Cependant, les succès de l'intervention initiale n'ont pas conduit à une analyse objective de la situation et à une éventuelle remise en question des méthodes choisies. Il aurait peut-être mieux valu envisager des pourparlers de paix avec un adversaire honni, construire plus rapidement une capacité de défense efficace et, surtout, éviter de pousser les populations au rejet de la présence américaine par des actions de combat brutales et des comportements abusifs. Cependant, la crainte de nouvelles menaces ne fait que durcir la situation. Le blâme peut être porté sur Rumsfeld qui n'envisage pas d'engagement à long terme en Afghanistan – l'absence de moyens, assurément, contribue à préparer l'enlisement. Rappelons cependant que l'intervention très difficile en Irak détourne naturellement les moyens et les efforts, et qu'au moment où les effectifs sont de nouveau disponibles, l'insurrection s'est renforcée et les positions se sont radicalisées.

L'usure et la lassitude commencent à se faire sentir, conduisant le Premier ministre canadien à annoncer en septembre 2008 le retrait de ses forces avant la fin de 2011. Les Britanniques qui échouent dans le Helmand demandent quant à eux des renforcements américains. Dans les mois qui suivent, une nouvelle stratégie américaine se met donc en place : Britanniques et Canadiens n'ont plus désormais qu'un rôle de soutien.

L'effondrement du régime est évité, mais, pour l'ambassadeur britannique, sir Shepard Cowper-Coles, « la situation actuelle est mauvaise, la situation sécuritaire est de pire en pire, tout comme la corruption. Les forces étrangères assurent la survie d'un régime qui s'effondrerait sans elles[30]. »

Lorsque le général McKiernan prend son commandement le 2 juin 2008, il est lui aussi acquis à l'idée de mettre en œuvre les méthodes de la contre-insurrection. Il parvient toutefois aussi à la conclusion qu'il manque de troupes pour affronter la rébellion. La question est alors de savoir si la Maison Blanche accepte un renforcement et dans quelle région les troupes doivent être envoyées. Au cours de 2007, les attaques contre les forces américaines augmentent de 50 % et les taux de pertes conduisent à se retirer de certaines zones, ce qui remet en question la viabilité des postes dans le Kunar et au Nuristan. À l'été 2008, McKiernan se concentre sur l'est du pays où les États-Unis font porter leur effort depuis le début du conflit, tout d'abord par des opérations contre-terroristes avec des raids de forces spéciales, puis par une action inspirée de la contre-insurrection en installant des postes au plus près de la population. McKiernan, s'il évite de tomber dans la ferveur quasi religieuse qui entoure le concept de contre-insurrection, estime que l'échec actuel en Afghanistan trouve aussi son origine dans le manque de mise en œuvre de ses principes. Il demande donc des renforts pour saturer la zone frontière avec le Pakistan, mais aussi pour avoir la possibilité de poursuivre les rebelles dans leurs sanctuaires au-delà de la frontière. Ainsi, l'idée d'enclencher une escalade de la guerre en Afghanistan commence à trouver un écho à Washington. Le relatif succès du *Surge* en Irak en 2007, quand 20 000 soldats supplémentaires sont envoyés, peut effectivement laisser penser que la deuxième guerre des États-Unis va trouver une solution en appliquant la même logique.

CHAPITRE 9

L’administration Obama, contre-insurrection, gloire et déclin des généraux, 2009-2014

L’administration Obama et le Surge

Stanley McChrystal est encensé lors de sa nomination en juin 2009. *Le Figaro* le décrit comme le « Lyautey américain », mettant en avant « sa simplicité, son absence totale d’arrogance. Sa modestie intellectuelle n’est pas une feinte destinée à amadouer un journaliste. Elle est au cœur [de son] mode d’action […] : solliciter le plus d’avis autour de lui, recueillir le maximum de témoignages de terrain, avant de définir une ligne stratégique. […] Lecteur attentif des stratèges français de la guerre contre-insurrectionnelle (Lyautey, Galula, Trinquier) […] McChrystal deviendra-t-il un nouveau Lyautey[1] ? » En tout cas, l’optimisme de rigueur domine auprès des alliés, poussant McChrystal à demander : « Comment nous allons gagner en Afghanistan ? » – en protégeant la population afghane, explique-t-il, car à la différence des Soviétiques, l’armée américaine n’est pas considérée comme une force d’occupation.

L'Amérique réticente

En Afghanistan, cependant, la campagne présidentielle de 2009 est le grand événement qui voit s'opposer Abdullah Abdullah, l'ancien ministre des Affaires étrangères de Massoud, au président sortant Karzai. En réalité, cette campagne contribue à envenimer les relations déjà dégradées qui existent entre ce dernier et les responsables politiques américains. Karzai n'accepte pas les critiques de Richard Holbrooke sur la mauvaise gouvernance et la corruption, soutenant pour sa défense que la poursuite de la guerre est en premier lieu le fait du Pakistan et non celui de son régime. Alors que Bush a toujours entretenu une relation complaisante avec Karzai, tenant avec lui une vidéoconférence toutes les deux semaines, Barack Obama suspend ce rendez-vous jusqu'en 2010. Le vice-président Biden et le représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan Holbrooke ont même des entretiens houleux avec Karzai au cours desquels des insultes fusent. Bien plus, pendant la campagne électorale, Eikenberry et Holbrooke encouragent les autres candidats. Le soir des élections du 20 août, Karzai annonce sa victoire, mais pour les Américains ce n'est là que le résultat d'une fraude massive et du bourrage des urnes, en particulier dans le sud et l'est du pays. Cependant, après quelques semaines de négociations, Abdullah accepte de se retirer et il n'y a donc pas de second tour. Cette élection jugée frauduleuse confirme à Obama que Karzai n'est pas un partenaire crédible. Pourtant, le soutien populaire en sa faveur ne se dément pas et sa légitimité demeure partout intacte, tant du fait de la tenue des élections que parce qu'il apparaît toujours comme un descendant d'Ahmad Shah Durrani, le fondateur de l'État afghan.

Avec l'arrivée de Barack Obama à la présidence des États-Unis, en janvier 2009, la guerre en Afghanistan va connaître son apogée. La situation militaire délicate dont il hérite l'amène à user d'une stratégie controversée avec une échéance de temps qui ressemble par bien des aspects à ce

qu'avait entrepris Gorbatchev en 1985. Le *Surge* – ou renforcement avec l'idée d'un sursaut d'effort temporaire – a marqué la plus grande tentative faite par les États-Unis pour tenter de régler la question afghane à travers un effort considérable qui a été militaire, politique et économique. Les meilleurs généraux, les meilleures troupes, la plus grande technologie et un effort de toutes les nations alliées ont mis en œuvre une stratégie qui porte un nom original, devenu quasi religieux, la « COIN[2] », et qui finalement échoue.

Dès 2009, Obama et Biden expriment des réserves sur l'augmentation de l'effort militaire en Afghanistan – ce « *Surge* » qui peut ainsi éviter un parallèle avec le terme d'« escalade » employé au Vietnam. Le président rejette l'idée de son prédécesseur de créer une démocratie de style occidental en Afghanistan et place le Pakistan au centre de son analyse. Dans ce cadre, il convient d'entraîner l'armée afghane pour qu'elle sécurise le pays au départ des forces de l'OTAN, et d'établir un gouvernement fiable pour stabiliser celui-ci. Mais pour atteindre ces objectifs, il faut aussi conduire dans le sud une stratégie de contre-insurrection avec tous les moyens disponibles. Le consensus de 2008 qui présente l'Afghanistan comme une bonne guerre s'érode donc, et des élus américains avertissent immédiatement McChrystal qu'il ne dispose que d'une année pour régler les affaires afghanes avant que le soutien du public ne s'épuise.

En Afghanistan, la stratégie américaine reposait jusqu'à présent sur une combinaison de contre-terrorisme, de contre-insurrection et d'opérations de style conventionnel. Or les succès en Irak en 2007 et 2008 encouragent notamment le général David Howell Petraeus à penser que les principes de la contre-insurrection – dont il a usé avec un certain succès – peuvent améliorer la situation sur ce théâtre difficile.

McChrystal, soutenu par Gates et Petraeus, respectivement secrétaire d'État à la Défense et chef du CENTCOM, présente le 30 août 2009 au Pentagone et à la Maison Blanche le « COMISAF's Initial Assessment ».

C'est une évaluation dans laquelle il reprend les thèmes de la doctrine de la contre-insurrection (mieux connu sous l'acronyme COIN pour *COunterINSurgency*) demandant 40 000 soldats en renfort. Il s'avère cependant qu'Obama, à l'instar de son vice-président, hésite sur la nécessité d'une stratégie de contre-insurrection et doute que le *Surge* permette d'éliminer Al-Qaida.

Néanmoins, ce débat prend de l'ampleur après la publication de « l'Assessment » de McChrystal par le *Washington Post* du 21 septembre. Bien plus, ce dernier, Petraeus et Mullen se répandent en commentaires dans la presse pour demander ce renforcement de 40 000 soldats – McChrystal va jusqu'à critiquer le 1er octobre à Londres l'option de Biden du « contre-terrorisme plus ». Obama se trouve ainsi bloqué dans ses choix et surtout contraint de suivre l'ultimatum des militaires, sauf à se voir accuser politiquement de rejeter les conseils de l'armée, ce qui se révèle dangereux pour un jeune président démocrate. Mais cela a pour résultat une défiance d'Obama à l'égard des généraux qui se sont immiscés dans le débat politique et sortent ainsi de leur rôle de conseillers.

Avec ces options de renforcement qui lui déplaisent, Obama cherche néanmoins le moyen de ne pas s'enliser en Afghanistan. Il estime qu'il dispose de deux ans pour conserver le soutien de l'opinion. Fatigué de Petraeus et de Mullen, il établit alors avec Gates son projet de *Surge* en envoyant finalement 30 000 soldats américains en Afghanistan avec une option supplémentaire de 3 000 pour des cas d'urgence, ce qui porte la présence totale américaine à 100 000 militaires. Mais surtout, il fixe un début de réduction des effectifs à juillet 2011, donc une date limite pour obtenir un succès. Le président présente publiquement sa vision sur l'Afghanistan[3] lors d'un discours majeur tenu à West Point le 2 décembre 2009 : « Notre objectif prédominant demeure le même… affaiblir, démanteler et détruire Al-Qaida… Nous poursuivrons une stratégie militaire qui brisera l'élan des talibans et développera les capacités de l'Afghanistan

dans les prochains 18 mois. » Et d'insister sur le changement stratégique : « Il doit être clair que les Afghans auront à prendre la responsabilité de leur sécurité, et que l'Amérique n'a aucun intérêt à combattre dans une guerre sans fin en Afghanistan. »

L'échéance de juillet 2011, soit une période de dix-huit mois, déclenche nombre d'hypothèses. Pour Obama, il s'agit de donner à Karzai un sentiment d'urgence : il se doit d'entreprendre des réformes sachant que les Américains vont partir. Cette stratégie de la COIN lui semble être une expérimentation, une expérience utile, sans doute inévitable mais en tout cas moins risquée que de ne pas essayer. Chacun fait ainsi un pari. Le président parie que Karzai réformera le gouvernement, que l'armée afghane sera opérationnelle, que le Pakistan infléchira ses intérêts et agira sur la frontière contre les talibans et enfin que la coalition de l'OTAN demeurera cohérente. Petraeus parie quant à lui qu'il peut obtenir d'Obama une prolongation du *Surge* si des résultats suffisants sont obtenus en dix-huit mois. D'ailleurs, face à ces réticences, l'OTAN finit par définir la cohésion de l'Alliance comme son centre de gravité pour l'opération en Afghanistan[4]. Le risque est naturellement que les talibans comprennent le message de la limite de temps et qu'ils s'astreignent à augmenter les pertes des alliés pour les leur rendre insoutenables.

Le *Surge* marque de toutes les façons une réelle étape dans la guerre en Afghanistan, car les renforts vont amener une intensification des combats. Désormais, il ne s'agit plus de vaincre militairement les talibans, mais de renverser leur dynamique en deux ans puis de transférer les responsabilités au gouvernement afghan. Il n'est en tout cas pas question pour les Américains de céder en 2009.

Le Surge à Helmand

Le *Surge* de 2009 s'étend à tout l'Afghanistan, mais l'effort principal se porte au sud, là où la menace semble la plus conséquente. Dès avant la nomination de McChrystal, McKiernan décide d'envoyer une brigade de Marines (12 000 hommes) vers le Helmand et la brigade Stryker (environ 5 000 soldats) à Kandahar. Quant aux 4 000 conseillers fournis par la 82e brigade aéroportée, ils se répartissent entre le Helmand, Kandahar et d'autres provinces. Il faut bien constater que, de 2006 à 2008, les nombreuses opérations lancées dans la province du Helmand n'ont finalement abouti qu'à une impasse.

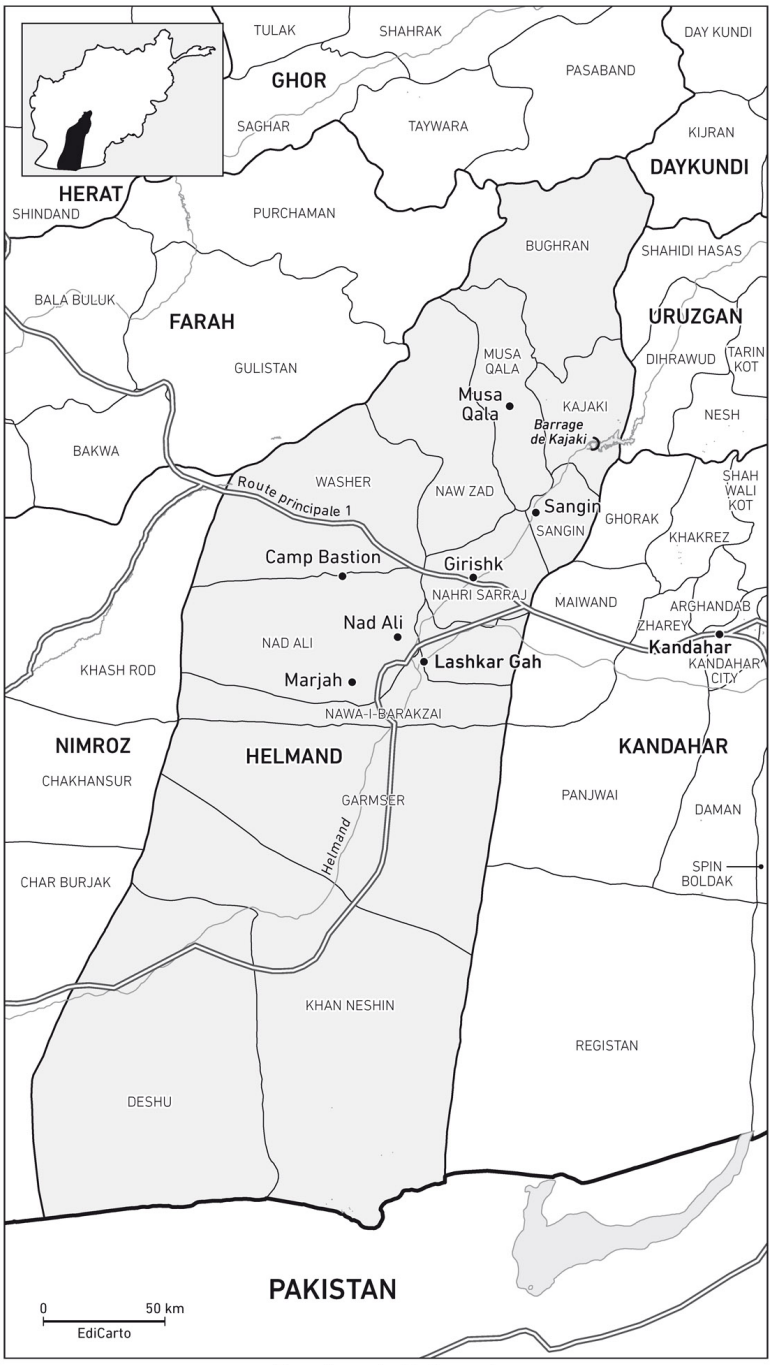
2009, McChrystal fait effort dans le Helmand

Aux yeux du nouveau COMISAF, la contre-offensive dans le Helmand est une priorité pour inverser la perception de victoire des talibans[5]. Au printemps de 2009, 12 000 hommes de la 2e brigade expéditionnaire des Marines sous le commandement du général Larry Nicholson sont envoyés dans la province : c'est la première unité déployée dans le cadre du *Surge* de 21 000 soldats. McChrystal choisit d'appliquer là les pratiques de coopération avec les forces locales qu'il avait éprouvées en Irak afin de « poursuivre vigoureusement l'ennemi et de détruire sa capacité et sa volonté de se battre[6] ». Nicholson peut s'appuyer sur les 4 000 soldats et 2 400 policiers afghans et les 9 000 Britanniques de la « Task Force Helmand ». Les leçons de l'Irak portent sur l'emploi de patrouilles à pied très agressives en partenariat avec les forces afghanes pour nettoyer une zone tenue par des insurgés, mais aussi l'usage de petits postes qui permet de surveiller et de gêner les mouvements ennemis. Son concept d'opérations repose aussi sur la saisie de zones clés autour de Lashkar Gah, la capitale du Helmand, puis de rayonner en « tache d'huile » vers

l'extérieur en jouant sur la rapidité d'action et la prise de risques pour briser la dynamique des talibans.

Début 2009, ceux-ci contrôlent la plupart du Helmand depuis le début de leur offensive de 2006, et malgré le lancement de multiples opérations en 2007 et 2008, sauf Garmser que les Marines reprennent en 2008. Plus important, environ 1 000 à 2 500 d'entre eux se trouvent à Marjah, à 25 kilomètres au sud de Lashkar Gah, et Nad Ali, à l'ouest, ce qui fait peser un danger sur Lashkar Gah. Au milieu de l'année 2010, les Marines prennent le commandement sur les Britanniques qui ont derrière eux trois années de combats difficiles, mais dont la réputation de compétence en matière de contre-insurrection est désormais ternie par l'affaire de Musa Qala de 2006 et les succès répétés des talibans.

Cette même année 2009, le mollah Omar se retire progressivement de la direction du mouvement taliban, et son adjoint, le mollah Baradar – en partie à cause du *Surge* – reprend les méthodes de la guérilla plutôt que de lancer des attaques directes dans le style de 2006. Il préfère manifestement céder du terrain plutôt que de subir des pertes, tout en continuant bien sûr à en infliger aux « représentants de haut niveau du gouvernement marionnette, aux membres du Parlement, aux membres des ministères de la Défense, de l'Intérieur et du NDS ». Deux chefs talibans conduisent les opérations dans le Helmand : Mohammed Naim Barech, le gouverneur provincial, et Abdul Qayum Zakir. Le premier a été blessé en 2007 dans l'opération qui a tué Dadullah Lang, le second est le responsable de l'attaque des talibans contre Lashkar Gah en 2008.



Province du Helmand

Quand il arrive dans le Helmand, accompagné du général britannique Tim Radford, Nicholson se tourne vers les régions de Nad Ali, de Nawa et de Garmser qui menacent Lashkar Gah. Le 19 juin 2009,

3 000 Britanniques, 700 Danois, 130 Estoniens et 650 Afghans entrent à Babaji (au nord de Lashkar Gah) dans le cadre de l'opération « Panther Claw/Panchai Palang ». Dans la nuit, 12 hélicoptères lourds Chinook transportent des centaines de soldats britanniques vers Babaji où est établie une solide tête de pont. En une semaine, 15 sont tués, dont 8 en seulement 24 heures les 9 et 10 juillet, et 30 sont blessés dans la même période, ce qui porte le nombre total de tués britanniques à 184 depuis l'entrée dans le conflit – davantage, donc, que les 174 perdus en Irak [*1]. En cinq semaines de durs combats, Radford nettoie les villages de la présence des insurgés, mais les pertes sont lourdes dont beaucoup à cause des IED. Plus d'une centaine de Britanniques sont tués ou blessés, y compris le lieutenant-colonel Ruper Thorneloe, le commandant du 1er bataillon des Gardes gallois. L'opération est annoncée le 27 juillet 2009 comme étant un « succès majeur » par les responsables politiques britanniques parce qu'elle brise la « chaîne de terreur » qui relie l'Afghanistan et le Pakistan avec le Royaume-Uni. Cependant, les conditions de sécurité pour les élections présidentielles restent très volatiles – dans la région de Babaji, seulement 150 personnes vont voter.

Dès le 2 juillet, les opérations du 2e bataillon du 8e régiment de Marines dans les deux secteurs de Nawa et de Garmser sont marquées par des actions très agressives : en moins d'un mois, les talibans se replient vers Marjah au sud-ouest de Lashkar Gah. Comme à Nad Ali, les équipes de reconstruction provinciale et les équipes de soutien des districts mettent en œuvrent des programmes de développement et de gouvernance. Les bâtiments de l'administration et les bazars sont reconstruits, des projets dans le domaine de la santé et de l'éducation suivent avec la réouverture de cliniques et d'écoles. Une fois le calme revenu dans les districts, des élections sont organisées pour élire des conseils de communauté. Pour substituer des cultures alimentaires au pavot, le gouverneur Mangal fait distribuer des semences de blé et de l'argent pour compenser le manque à

gagner. À l'automne 2009, le programme est mis en œuvre dans des zones sécurisées à Nawa, Garmser, Girishk et Nad Ali. C'est généralement un succès, obtenu grâce au nombre de projets proposés aux Afghans et aux compensations délivrées. Les zones cultivées en pavot passent de 33 000 hectares en 2008 à 20 000 en 2010. À la fin de l'année, Nicholson et Radford chassent les talibans de nombreuses zones du Helmand sauf de Marjah, ce qui n'apporte pas pour la première année un succès déterminant.

2010, opération « Moshtarak », pacifier Marjah

McChrystal obtient l'accord – du bout des lèvres – de Karzai pour l'opération « Moshtarak » (« Ensemble » en dari) qui est lancée le 12 février 2010. Un des objectifs est d'installer un gouverneur de district dans la ville de Marjah aussi vite que possible et de préparer l'arrivée des services du gouvernement au fur et à mesure du déroulement de l'offensive. Entre 400 et 2 000 talibans défendent la ville avec également 200 combattants venus du Pakistan et de pays arabes. Nicholson et Radford font couper les lignes de communication, viser les systèmes de commandement et les concentrations de talibans et cibler des chefs talibans par des opérations spéciales. Commandés par le colonel Randy Newman, 2 250 Marines expérimentés sont engagés pour cet assaut. Environ 900 soldats afghans sont répartis de surcroît entre les différentes unités américaines. Aux premières heures du 13 février, l'opération combine un assaut héliporté sur Marjah avec une attaque conduite par l'extérieur. Bien que la résistance des talibans se révèle constante et que les combats se déroulent au milieu des civils, ce qui limite l'emploi des appuis, la défense des talibans se révèle poreuse. Le 16 février, les Marines font leur jonction avec les compagnies héliportées.

Dès ce moment, les services du gouvernement arrivent avec des conseillers et de nombreux représentants des ministères de l'Éducation, de

l'Agriculture, du Développement rural. Le 28 février, le gouverneur Mangal visite la ville avec l'ambassadeur Eikenberry. Le 7 mars, McChrystal et Karzai s'y rendent avec Sher Mohammed Akhundzada. Cependant, malgré tous ces efforts, le gouvernement local ne peut satisfaire les promesses, et l'assistance ne parvient pas pendant des mois alors que les combats se poursuivent. Les Marines prennent les routes principales sous leur contrôle ainsi que les grands bazars et les villages environnants, où les patrouilles sont constantes, étendant ainsi la « tache d'huile » de la potentielle pacification. La température monte, et les champs de blé et de pavot en pleine croissance permettent aux talibans de trouver des moyens de dissimulation favorables à leurs embuscades. Leurs manœuvres et leur parfaite utilisation des digues et des couverts épuisent les patrouilles américaines. Les pertes de la fin du printemps et du début de l'été dépassent celles subies lors de l'assaut initial. La situation devient si préoccupante que McChrystal qualifie Marjah d'« ulcère sanglant » à l'occasion d'un déplacement en mai, ce qui ne manque pas d'inquiéter la presse et l'opinion publique américaines. Le colonel Newman, qui commande le secteur de Marjah regroupant les deux bataillons de Marines, étend son action vers l'extérieur. Comme à Nawa et Garmser, autant de postes qu'il est possible d'installer sont établis. Ils regroupent de 13 à 20 Marines avec des soldats afghans[7] qui effectuent constamment des patrouilles, ce qui permet de saturer les zones parcourues, même s'ils subissent des attaques de harcèlement. Cependant, les habitants locaux ne souhaitent pas s'engager auprès des Américains par crainte des talibans, et les soldats afghans qui arborent le portrait de Massoud sont issus des ethnies tadjikes, hazaras et pachtounes, et se trouvent donc eux aussi considérés comme des étrangers par la population locale.

Le recrutement d'une police locale ne donne pas de meilleurs résultats. Faisant face aux menaces et aux intimidations des talibans, les habitants ne veulent pas quitter leurs familles pour rejoindre le centre de formation de

Lashkar Gah. À la fin de juin, 91 volontaires sont retenus sur les 265 postes de policiers offerts… Cependant, l'initiative laissée aux commandants de bataillons de Marines permet de recruter progressivement des volontaires pour assurer de façon autonome la sécurité de leurs villages. Entre-temps, Newman fait établir une ligne de postes à la périphérie de Marjah en plein territoire rebelle. Les postes attirent en réalité les attaques des talibans et les tiennent ainsi éloignés des bazars et des routes qui se trouvent par conséquent plus sûres[8]. Rapidement, les milices accompagnent les Marines dans leurs patrouilles et dans les postes, ce qui leur apporte une connaissance des lieux mais aussi un authentique soutien lors des combats contre les talibans. En août, ceux-ci conduisent environ 80 attaques par jour dans la région au nord de Marjah. À la fin d'octobre, alors que la chaleur baisse et que la récolte de blé est achevée, le nombre d'attaques se réduit à 30. Avec la diminution de la présence des talibans, les chefs tribaux demandent à disposer de leur milice : entre octobre et la fin de l'année, le nombre total de ces miliciens atteint 850 hommes. En novembre, la situation de Marjah est stabilisée et les milices parviennent à tenir leur rôle. Le 7 décembre 2010, l'opération « Moshtarak » est officiellement conclue après la perte de 58 tués pour l'ISAF et 200 blessés. Ce succès, McChrystal l'a cependant obtenu en plusieurs mois, non en plusieurs semaines comme il l'espérait.

Automne 2010, Sangin

À l'automne 2010, dix-huit mois après le *Surge*, les talibans sont repoussés du centre et du sud du Helmand, mais le nord reste entre leurs mains. À la suite de critiques politiques et en raison du nombre important de leurs pertes, les Britanniques se retirent au profit des Américains. Ils ont perdu 106 soldats tués à Sangin, soit un quart de leurs tués entre 2001 et 2014. Haut lieu de la région, le barrage de Kajaki ne fournit plus que

quatre heures d'électricité à la ville de Kandahar. Le général Petraeus, qui remplace McChrystal (nous verrons plus loin pour quelles raisons), estime que la stabilité peut être assurée sur le long terme grâce à l'électricité, qui permet le développement économique. Les Marines vont alors affronter les talibans dans le nord du Helmand où les tribus ishaqzaïes et alizaïes les soutiennent depuis avant 2005. Environ 200 000 personnes vivent dans cette région sans avoir vu de présence gouvernementale depuis 2001. Sangin, où opèrent environ 800 talibans, est un croisement stratégique entre Lashkar Gah, Kajaki et Musa Qala, et se situe entre Kajaki et le reste du Helmand.

Une campagne de contre-insurrection qui se fonde à la fois sur une approche centrée sur la population et contre l'ennemi est lancée par le 3e bataillon du 5e régiment de Marines. Elle se veut emblématique d'un changement qui accompagne l'arrivée du général Petraeus en tant que commandant de l'ISAF en juin 2010. L'initiative est laissée aux petits échelons de commandement des Marines pour choisir et associer les modes d'action. Le combat se révèle ici plus âpre qu'à Marjah, d'autant que des mines artisanales parsèment les villages, les pistes et les bazars, ce qui fait peser une lourde pression psychologique sur les soldats américains : « Le peloton progressait en pensant que chacun pouvait sauter sur une mine. Il n'y avait pas de différence si c'était votre premier tour opérationnel ou si vous étiez un sous-officier expérimenté. C'était une question de temps. Ça ne nous empêchait pas de patrouiller, mais chacun y pensait. Vous alliez exploser[9]. » En trois semaines, le bataillon de Marines connaît une centaine d'engagements avec au moins 177 frappes d'artillerie ou de sorties aériennes, soit plus qu'aucun autre bataillon. Leur agressivité semble une clé du succès et surprend les combattants talibans qui doivent changer de tactique et réduire les contacts. Les Marines prennent dès lors le contrôle de l'ensemble de leur zone d'opérations en trois mois et réduisent très sérieusement l'insurrection à la fin des sept mois de leur tour d'opération.

Début janvier 2011, le gouverneur Mangal profite de la situation pour se rapprocher des Alikozaïs de Sangin qui sont les rivaux des Ishaqzaïs favorables aux talibans, et après des mois de discussions il obtient un accord de paix. Les chefs tribaux alikozaïs promettent de tenir les talibans à l'écart de leurs villages au nord de Sangin. Au printemps, la première milice alikozaïe se constitue sur le modèle de celle de Marjah pour atteindre un effectif de 300 hommes, lesquels rejoignent le nouveau programme de la police locale afghane. Mais le prix est élevé : le 3e bataillon de Marines du 5e régiment déplore 29 tués et 200 blessés. Au total, de 2006 à 2013, 150 soldats britanniques et Marines américains sont tués lors des combats de Sangin. Les Marines poursuivent en 2012 vers le nord, repoussant les talibans dans les vallées fertiles de Zemindawar, un sanctuaire où ils peuvent aisément survivre. Entre 2011 et 2013, la route de Lashkar Gah à Kajaki est reconstruite pour pouvoir acheminer les turbines du barrage, mais il reste toujours des problèmes de sécurité, de contrats ou des retards techniques : finalement, les deux nouvelles turbines ne seront jamais installées.

Un bilan mitigé

Le Helmand représente une très sérieuse tentative de la part des Américains et des Britanniques de réformer la gouvernance afghane. Cependant, et en dépit de tous ces efforts, beaucoup de choses ne peuvent être accomplies, car la mise sur pied d'un système gouvernemental se heurte à la culture politique afghane à un niveau insurmontable. La mise en œuvre de la réforme agraire est en effet très difficile, tout comme l'élimination de la corruption. L'administration de Mangal est certes moins corrompue qu'ailleurs, cependant les prélèvements sur le pavot, les pots-de-vin et les arrangements financiers pour éviter d'être poursuivis en justice ont toujours cours. Une rupture par rapport à un système fondé sur le

patronage et l'élimination de la corruption à travers une intervention extérieure va bien au-delà des moyens des Britanniques et des Américains, qui sont pourtant les plus interventionnistes de toute cette guerre avec un style et des méthodes qui peuvent s'apparenter à du néocolonialisme. Quand le gouverneur Mangal est remplacé en septembre 2012, les Britanniques continuent à soutenir son successeur Mohammed Naim Baluch, ce qui permet aux écoles et aux conseils de communauté de perdurer.

Quelques succès sont toutefois à relever dans le cadre de l'éradication de la culture du pavot entre 2008 et 2013. Dans les zones contrôlées par le gouvernement, la surface cultivée passe de 33 000 à 6 000 hectares au cours de cette période. Cependant, pour l'ensemble du Helmand, y compris les zones tenues par les talibans, la culture du pavot baisse de 2009 à 2011 mais reprend en 2012 pour retrouver son niveau de 2008 avec 100 000 hectares de cultures. En 2014, à la fin du programme alimentaire, elle repart de plus belle, et des zones éradiquées en 2011 et 2012 comme Marjah, Nad Ali, Girishk et Garmser retournent à son exploitation. Ce sont les talibans, naturellement, qui favorisent l'installation de fermiers dans des zones désertiques hors du contrôle gouvernemental[*2] : ils les protègent et proclament en même temps leur engagement en faveur de l'islam, ce qui leur attire l'adhésion de ces fermiers défavorisés, qui leur fournissent des recrues.

Au bout du compte, le *Surge* se révèle assez efficace dans le Helmand et répond à l'intention du président Obama de renverser la marche en avant des talibans, qui subissent ici leur pire défaite depuis 2001. Le centre et le sud sont stabilisés, et les Marines repoussent les limites de la sécurisation vers le nord bien avant la date limite de juillet 2011. Trois brigades du nouveau 215e corps afghan défendent le Helmand. Un bataillon complet est installé dans chaque district, en plus des forces de police : 700 000 Afghans vivent désormais sous l'autorité du gouvernement, soit le double de la

population administrée avant le *Surge*. Entre 2011 et 2012, une étude estime que 20 % des cadres talibans ont été tués au cours des deux années précédentes. Au printemps 2011, les talibans reçoivent comme instructions de se limiter à poser des mines artisanales, de procéder à des assassinats et à mener des actions indirectes pour préserver leurs forces. Cependant, le coût de ces bonnes nouvelles est élevé. Un tiers des efforts fournis pour le *Surge* est allé dans une province d'importance stratégique moindre. Le succès dépend d'abord d'un effort long et coûteux de la part des soldats britanniques et américains, qui subissent en particulier beaucoup de blessures par amputation. Les progrès et la rapidité des interventions médicales permettent à des amputés doubles ou triples de tous grades, de simple soldat à capitaine – c'est-à-dire ceux qui progressent sur le terrain – de survivre, mais ces sacrifices très lourds jettent assurément une ombre sur ces combats.

Les difficultés du Surge. Petraeus prend la relève

Au milieu de l'année 2009, les talibans dirigent depuis trois ans presque l'entièreté de la région de Kandahar. Le gouvernement tient encore la capitale de la province mais très peu de territoire en dehors d'elle, mis à part quelques centres de districts, quelques villages et le point de passage frontalier de Spin Boldak. Les talibans maintiennent la pression sur le gouvernement en poursuivant leur campagne d'assassinats et de bombes suicides. La violence est quatre fois supérieure au printemps 2009 à ce qu'elle était un an auparavant. Au début de l'année, il y a environ 5 000 Américains et Canadiens à Kandahar, dont 2 000 sont des forces combattantes, ce qui est trop peu pour repousser les talibans. Le

renforcement lié au *Surge* qui doit briser la dynamique des talibans et sécuriser la province se concrétise à Kandahar par l'envoi de la 5e brigade « Stryker » de la 2e division d'infanterie. Celle-ci est équipée d'un véhicule blindé de combat d'infanterie très moderne autour duquel s'est développé un concept opérationnel, mais il ne se révèle pas adapté aux patrouilles à pied qui sont incontournables dans les villages et les zones agricoles de Kandahar. Au handicap présenté par ce type de matériel, le colonel Harry Tunnel, commandant la brigade, qualifie par ailleurs les principes de la contre-insurrection comme « des rêveries d'amateurs, de contractuels, plagiés par des journalistes », et il dénigre « la priorité accordée à la protection des civils comme se situant au-dessus de ce qui était exigé par les lois de la guerre[10] ». Les méthodes brutales de cette brigade, les pertes subies et les accusations d'assassinat gratuit de civils afghans montrent que toutes les troupes et tous les officiers ne sont pas adaptés à cette guerre – surtout ces accusations portent un grave préjudice à l'image des soldats américains, à une période délicate. En novembre 2009, le major général britannique Nick Carter prend la tête du commandement régional sud et donc des forces canadiennes et américaines à Kandahar, y compris la brigade de Tunnel. Il décide alors de retirer le bataillon « Stryker » en charge d'Arghandab pour le remplacer par un bataillon de la 82e brigade aéroportée qui devait initialement contribuer à la formation de l'armée afghane.

Dans le cadre de l'opération « Hamkary » (« coopération » en dari et pachto), Nick Carter a pour objectif Arghandab et la ville de Kandahar ainsi que les districts de Zharey, Panjwai et Maiwand situés à l'ouest de cette dernière. L'opération doit débuter en juin 2010 après la mise en place de la deuxième tranche du *Surge* à Kandahar. Huit mille soldats américains y renforcent les 7 000 déjà présents ainsi que les 4 000 Canadiens. Avec « Hamkary », l'ISAF veut écarter Ahmed Wali, le gouverneur de la province, tout comme Abdul Razziq, le chef de la police frontalière, en

raison de leurs personnalités controversées. Cependant, le général McChrystal ne devait jamais voir le début de l'opération : le 22 juin 2010, un article du journal *Rolling Stone*, intitulé *« The Runaway General »*, fait scandale en exposant les critiques de membres de son état-major particulier à l'encontre de l'administration Obama et de Biden[11]. Critiques d'ailleurs plus ou moins maladroitement exprimées devant Michael Hastings, un journaliste intégré pourtant depuis des mois avec eux. Lequel rapporte leurs propos pour le moins irrespectueux tenus lors d'un séjour à Paris à l'égard des autorités politiques américaines et (accessoirement) françaises[*3]. Comprenant la gravité de cette erreur de comportement, McChrystal présente « ses sincères excuses » et sa démission, mais s'il ne l'avait pas fait, Obama l'aurait de toute façon relevé de son commandement. Cette attitude renforce chez le président l'idée que flottait comme une atmosphère d'impunité chez les généraux, qui cherchent à s'écarter du principe selon lequel les politiciens ont le devoir d'interférer dans la conduite de la guerre.

McChrystal commande l'ISAF très exactement pendant un an, mais son action se révèle néanmoins majeure pour ce conflit. Il met en œuvre le *Surge* qui ramène effectivement les États-Unis dans la guerre. Il change non seulement la nature des opérations conduites par les Américains avec son engagement pour les principes de la contre-insurrection mais aussi avec le soin d'éviter les pertes civiles et d'améliorer la gouvernance. C'est ainsi qu'il introduit des consignes fermes de retenue dans l'emploi des armes d'appui, ce qui lui vaut d'ailleurs beaucoup de critiques venant des unités engagées sur le terrain.

Le général David Petraeus, de CENTCOM à Kaboul

Pour relever l'image ternie du commandement militaire américain, Obama envoie dès le 23 juin le général Petraeus, le créateur du concept de

la contre-insurrection, pour remplacer McChrystal. Les méthodes employées par celui-ci en Irak et au Central Command sont alors appliquées en Afghanistan. Petraeus espère aussi que les succès permettront d'influencer Obama pour qu'il prolonge le *Surge* au-delà de juillet 2011, qui reste toujours la date fixée de début du retrait des troupes. Soucieux de bien faire dans le délai imparti, il accélère le rythme des opérations militaires tout en conservant l'essentiel de la stratégie de McChrystal. Il publie une directive sur la contre-insurrection (« *Counterinsurgency Contracting Guidance* »), dans laquelle il indique qu'il convient de sécuriser la population, de vivre au milieu des habitants, de tenir ce qui est conquis et nettoyé, d'effectuer des patrouilles à pied et d'établir un partenariat avec l'armée et la police afghanes. Apparaissent aussi de nouvelles règles pour payer les biens et les services des sociétés afghanes sans nourrir la corruption ou financer les insurgés. Dans le même temps, il demande des actions vigoureuses contre l'insurrection : « Poursuivez l'ennemi sans relâche. Ensemble avec nos partenaires accrochez l'ennemi et ne le laissez pas partir. Quand les extrémistes combattent, faites-le-leur payer. Cherchez à éliminer ceux qui menacent la population. Ne les laissez pas intimider la population. Visez les réseaux et pas seulement les individus[12]. » Petraeus accroît le nombre des frappes aériennes à 500 par mois et jusqu'à 1 000 en octobre, soit une moyenne de 80 % supérieure à l'année précédente. Enfin, retournement majeur, pour répondre au principe fondamental américain de protection maximale des soldats engagés au combat, il simplifie les directives tactiques de McChrystal sur les restrictions d'emploi des frappes et interdit à ses subordonnés d'y ajouter d'autres contraintes.

Petraeus n'est pas dupe de la situation, même s'il est prêt à relever le défi pour montrer qu'il est le meilleur. Surmonter les obstacles est sa spécialité, mais appréhender l'Afghanistan allait être son plus sérieux défi. Son plus grand souci concerne le temps, car il n'a qu'une année devant lui, ce qui est nettement insuffisant : sa doctrine prévoit au moins une dizaine

d'années. C'est d'ailleurs le problème de cette guerre, comme beaucoup d'officiers le reconnaissent : « Nous n'avons pas combattu huit ans, nous avons combattu à chaque fois une année pendant huit ans de suite. »

Après tous ces combats sans issue réelle, il s'agit pour l'ISAF d'atteindre un objectif simple : « Parvenir à ce que le gouvernement afghan soit capable d'assurer lui-même sa sécurité, d'imposer par lui-même son autorité sur son territoire, afin que l'Afghanistan ne redevienne pas un sanctuaire pour Al-Qaida et autres groupes terroristes islamistes transnationaux, comme il l'était avant les attentats du 11 septembre 2001. Nous ne sommes pas en Afghanistan pour y implanter notre modèle de société ou de développement. Les Afghans sont souverains chez eux : c'est à eux et pas à nous de décider comment ils veulent vivre dans le futur[13]. » Cependant, les pertes de l'ISAF atteignent des records en 2010 avec 499 Américains et 212 autres soldats de la coalition tués, ce qui reflète l'accroissement des « incidents de sécurité » et qui correspond aux opérations menées qui atteignent des sommets en septembre et octobre 2010[14]. Les analyses du renseignement commencent à estimer que les talibans sont prêts à céder, mais aussi à patienter jusqu'au départ des Américains. Ils sont certes repoussés vers le nord du Helmand, éloignés des abords de la ville de Kandahar, et ils subissent une réelle pression, mais ils sont encore là. Si l'ISAF et l'ANA ont obtenu de réels succès, le transfert de responsabilité aux autorités civiles pose toujours problème.

Cependant, Petraeus arrive en Afghanistan avec son expérience irakienne – il fait d'ailleurs constamment référence à l'Irak. Il utilise systématiquement lors de ses présentations une diapositive qui résume sa stratégie. Son titre est « *Anaconda Strategy* vs *Insurgents in Afghanistan* » (« La stratégie de l'anaconda contre les insurgés en Afghanistan »). Pour lui, en effet, ce genre de guerre se termine par un accord négocié après avoir éliminé beaucoup d'insurgés pour conduire les autres à la table de négociations. Il faut donc accumuler les succès avant l'échéance de 2011.

C'est d'ailleurs ce qui se produit, écrit dans *Le Figaro* Renaud Girard, car « depuis son arrivée sur le théâtre afghan en juillet dernier, le général Petraeus, commandant des forces de l'OTAN, a réussi à multiplier par six la fréquence des opérations "Kill or Capture", réalisées par des commandos très mobiles, contre les repaires en province des petits chefs talibans. Certaines nuits, on compte plus de dix opérations coups de poing de ce type[15]. » Leurs effectifs augmentent d'ailleurs pour assurer ces missions. Dans les trois derniers mois de 2010, les forces spéciales annoncent aussi avoir tué 1 000 insurgés et en avoir capturé 3 000. Leur neutralisation correspond aussi à l'objectif souvent répété qui doit amener l'opposition à un niveau que les forces nationales afghanes de sécurité (ANSF) seront capables de gérer au moment de la transition. Il n'est cependant pas uniquement prévu d'éliminer les insurgés, mais aussi de réduire leurs rangs par des initiatives de réconciliation et de réintégration.

Un autre effort est entrepris pour combattre la corruption : l'établissement d'un commandement spécial sous la direction du général de brigade McMaster qui rassemble suffisamment de preuves sur les malversations massives de certains des plus hauts responsables afghans. Cela se traduit certes par l'éviction de quelques responsables locaux, mais le président Karzai protège ceux qui se situent à haut niveau et il fait porter la responsabilité de la corruption sur l'argent provenant des fonds étrangers et des « intrigants » internationaux, en particulier les États-Unis. « J'ai trois ennemis principaux, dit-il ainsi à Eikenberry et Petraeus : les États-Unis, les autres entités internationales et les talibans et si je devais choisir un jour, je choisirais les talibans ! » Outre ce travail contre la corruption qui se fait avec une équipe spéciale baptisée *Shafafiyat* (« transparence » en dari), il faut aussi relever le très important travail du général Bill Caldwell qui commande le NTM-A (NATO Training Mission-Afghanistan) en charge du développement des forces afghanes. Sous sa direction, l'ANA double de taille (passant de 95 000 à 179 610 hommes), l'ANP passe de 95 000 à

143 800 personnels, et une petite force aérienne de 5 000 hommes est créée. Caldwell fait énormément de publicité autour de son travail surnommé avec ironie « Opération quatrième étoile », ce qui sous-entend qu'il assure sa propre promotion. Mais Caldwell prend en grippe le journaliste Michael Hastings qui ne manque pas de publier le 23 février 2011 dans *Rolling Stone* un article intitulé « *Another Runaway General : Army Deploys Psy-Ops on U.S. Senators* », reprenant le titre qui avait fait tomber McChrystal. Il y insinue que les sénateurs américains sont soumis à des méthodes de manipulation de l'esprit pour les convaincre des réussites de développement des ANSF[*4]. L'enquête qui suit démontre qu'il n'en est rien, mais le brouhaha fait autour de NTM-A discrédite Caldwell.

Cependant, Petraeus reste juste une année en Afghanistan : il part le 18 juillet 2011. Il n'accomplit pas beaucoup de progrès, mais probablement personne n'aurait pu faire davantage. Il est surtout épuisé, ce qui est normal pour un général de 58 ans qui accomplit six commandements consécutifs en neuf ans, dont les trois derniers dans des zones de combat. À partir de 2003, il commande la 101e division aéroportée, puis il est à la tête du commandement de la formation en Irak, il conduit les travaux du manuel de contre-insurrection, et commande toutes les forces de la coalition pendant le *Surge* en Irak avant de prendre la tête du Central Command. Cette affectation en Afghanistan ne lui plaît pas forcément, d'une part parce que c'est un niveau de commandement inférieur à celui de Central Command, d'autre part parce qu'il marque aussi un retour à l'inconfort des zones de guerre – ce qui reste néanmoins relatif pour son niveau. Il a par ailleurs une forte tendance à prendre l'Irak comme un modèle du succès à reproduire alors que les deux pays et leurs populations sont très différents. Ainsi, après avoir comparé Kaboul à Bagdad dans une conversation avec Karzai, son conseiller le reprend : « Ne parlez pas autant de l'Irak. Ce doit être pour vous un grand exercice mental d'essayer de ne pas penser à l'Irak du tout » – ce qu'il reconnaît : « Je travaille sur ça. »

Petraeus nie bien évidemment son état de fatigue. Mais quelques jours avant son départ, il visionne dans son bureau avec quelques adjoints des films sur Mossoul quand il commandait la 101e division aéroportée ainsi que d'autres films d'archives sur les « Aigles hurlants » de la Seconde Guerre mondiale, ceux de Normandie, d'Arnhem et des Ardennes, si bien connus par la série « Band of Brothers » et le major Winters, le modèle du « leadership » à l'américaine. C'est en fait une soirée de conclusion, une immersion dans la nostalgie et la gloire. Mais il n'y eut rien de présenté sur l'Afghanistan.

L'ascension du mollah Mansour

Au début de 2011, l'ISAF estime que l'insurrection est faite de six composantes qui cherchent à unifier leur action contre la coalition et le gouvernement afghan. Les talibans, qui en sont au cœur, se composent principalement de Pachtouns du sud de l'Afghanistan qui subissent la pression de l'ISAF. Un autre groupe central est le Hizb-e-Islami Gulbuddin (HIG), qui a décliné en efficacité et en crédibilité puisqu'il affronte les talibans dans les zones des commandements régionaux Est et Nord (RC Est et RC Nord). Ses chefs reconnaissent cette tendance et tentent de se rapprocher du gouvernement afghan pour contrebalancer la pression des talibans dans les régions où il est historiquement dominant. À l'autre bout du spectre se trouve le réseau Haqqani, qui se révèle être le réseau le plus efficace de l'est de l'Afghanistan. Il conduit des attaques de haut niveau à la fois dans Kaboul et dans sa zone tribale traditionnelle de Paktika, Paktia et Khost (« P2K » selon la terminologie américaine), où il attaque directement les bases opérationnelles avancées de l'ISAF. Il démontre à chaque fois sa capacité à surmonter les pertes subies aux échelons intermédiaires de commandement et à tirer des enseignements.

Si les talibans et Haqqani sont les principaux acteurs de l'insurrection en Afghanistan, trois autres groupes sont également actifs. Le Laskhar-e Tayyiba (LT) est basé au Pakistan avec un intérêt traditionnel pour le Cachemire tenu par l'Inde. Il accroît son engagement en Afghanistan dans trois provinces du commandement régional Est-Nangarhar, Nuristan et Kunar. C'est encore un acteur modeste qui fournit en premier lieu des moyens de fabrication des engins explosifs improvisés et des facilités d'entraînement, mais il développe ses actions offensives dans le RC Est. Le Tehrik-e Taliban Pakistan (TTP), quant à lui, a conduit dans les années passées des attaques au Pakistan et a su résister aux opérations de l'armée pakistanaise dans les régions tribales et dans la province de Khyber-Pakhtunwa. Il possède plusieurs composantes dont les objectifs et les efforts varient, mais des informations montrent que la possibilité d'un rapprochement existait entre le réseau Haqqani, Al-Qaida et lui. Ce dernier, enfin, reste très actif dans l'insurrection. Son premier impact sur le champ de bataille est sa capacité à faciliter l'entraînement des combattants étrangers et des spécialistes. Certains éléments mènent des opérations avec l'accord des insurgés locaux, mais ses échelons de commandement se trouvent sous la constante pression des opérations de l'ISAF, ce qui conduit Al-Qaida à rechercher des bases hors de sa zone du Nord-Waziristan.

D'après l'ISAF, depuis sa résurgence en 2005, l'insurrection montre de réelles capacités à adapter ses tactiques, ses techniques et ses procédures, et à ajuster ses objectifs. Aux environs du mois de novembre, la structure de commandement des talibans conduit habituellement une revue de ses performances sur l'année écoulée et établit des plans pour l'année opérationnelle suivante. Les lourdes pertes amènent l'insurrection à employer largement les IED qui, en 2008, causent la majorité des pertes de l'ISAF et réduisent sa mobilité. En 2009, en raison de l'impact négatif sur la population qui déplore un grand nombre de victimes, l'insurrection poursuit une double stratégie avec des actions cinétiques tout en

développant sa communication pour se présenter comme le défenseur de l'islam. Au cours des années ayant précédé 2011, elle évite aussi les attaques de masse pour ne plus subir la puissance de feu de la coalition, mais – en violation avec la culture afghane – accroît le nombre d'attaques suicides. Le développement de l'insurrection vers l'ouest et le nord prend également une plus grande importance et devient un objectif majeur pour soulager la pression subie par les combattants dans le sud, tout en créant aussi une menace sur Kaboul, où il s'agit de s'attaquer aux axes conduisant à la capitale tout comme aux installations du gouvernement et de la coalition.

En 2010, les insurgés subissent le regain d'activités de l'ISAF qu'ils n'ont pas anticipé, et leurs objectifs sont tout d'abord de maintenir leur rythme opérationnel et de présenter le gouvernement comme illégitime. D'un côté, ils s'attaquent ainsi au déroulement des élections législatives du 18 septembre 2010, sans parvenir à les empêcher, et continuent leur campagne d'assassinats et d'intimidation des représentants du gouvernement au niveau des provinces et des districts. Ils maintiennent également leur administration clandestine pour se présenter comme une alternative au gouvernement. D'un autre côté, ils perdent des zones refuges et leur liberté de mouvement, en particulier dans les secteurs des commandements Sud et Sud-Ouest, et de nombreux chefs de niveau intermédiaire sont éliminés.

Peu de temps après le départ de McChrystal, le commandement des talibans change lui aussi. En 2007, les forces de sécurité pakistanaises capturent le mollah Obaidullah Akhund, l'ancien ministre de la Défense et dirigeant de fait du mouvement taliban. Le mollah Omar et le conseil de direction des talibans s'appuient alors sur le mollah Abdul Ghani Baradar pour gérer le mouvement avec le mollah Mansour comme l'un de ses deux adjoints. Il démontre très vite son efficacité – parvenant à adapter les tactiques de l'insurrection face au *Surge* américain – et améliore

effectivement l'image des talibans auprès de la population. En février 2010, le Pakistan s'empare de lui à Karachi, sans connaître son identité. La CIA, qui l'identifie rapidement, obtient de l'ISI son maintien en détention. Pour se défendre d'avoir neutralisé le mollah Baradar, le service de renseignement et les officiels pakistanais se justifient en indiquant qu'ils l'ont capturé pour interrompre des négociations de paix avec Kaboul. Les Pakistanais emprisonnent alors une dizaine de hauts responsables des talibans, dont le chef de la commission militaire Abdul Qayum Zakir et Sirajuddin Haqqani[16]. Baradar séjourne pourtant trois années en prison au Pakistan, puis il est assigné à résidence, mais il est alors en très mauvaise santé. Cette arrestation favorise l'ascension du mollah Akhtar Mohammed Mansour qui lui succède comme premier adjoint du mollah Omar, apparaissant ainsi comme le chef opérationnel du mouvement. Né approximativement en 1968, il appartient au clan Ishaqzaï de la tribu Durrani des Pachtouns de la province de Kandahar, qui est le siège politique et culturel du pouvoir pachtoun en Afghanistan. Il est originaire du district de Maiwand dans la province de Kandahar, où il a un bon réseau de contacts. Si, comme beaucoup de chefs talibans, il est trop jeune pour avoir combattu les Soviétiques, il fait partie du premier groupe de talibans qui partent du Pakistan pour prendre Kandahar, dont il est ensuite nommé responsable de la sécurité de l'aéroport. Il devient directeur de la compagnie aérienne Ariana lorsque les talibans prennent Kaboul en 1996. Selon certaines rumeurs, ces fonctions lui permettent de développer un réseau de transport du pavot vers l'Iran et le Pakistan, ce qui favorise ses affaires. Il se retire à Maiwand en 2001 puis, menacé par les forces spéciales, se réfugie au Pakistan en 2002 ou 2003. De son exil, il continue le trafic du pavot à partir de Maiwand et ne cesse d'élargir son influence au sein du mouvement grâce aux fonds ainsi obtenus. Il se fait cependant écarter du poste de gouverneur de Kandahar par le plus charismatique Dadullah Khan, mais après la mort de ce dernier et la capture d'Obaidullah

en 2007 au Pakistan, la Quetta Shura le nomme adjoint de Baradar, lui préparant le terrain pour lui succéder en 2010. Alors que Dadullah Khan est un chef de guerre redoutable, Mansour est un acteur politique, et si Baradar est un réformateur, lui est un homme d'affaires qui passe aussi son temps à Dubai, Karachi et en Iran pour consolider son pouvoir politique et son influence.

Face aux objectifs opérationnels largement médiatisés de McChrystal, Mansour envoie des renforts, notamment à Maiwand, qui est son centre d'intérêt personnel et le cœur des opérations des talibans en Afghanistan, mais aussi aux lisères sud de Kandahar et à Arghandab. Plus de 4 000 talibans, sans compter ceux qui les soutiennent, se trouvent à Kandahar en 2010. Mansour s'aligne sur les procédés tactiques de Baradar, et l'opération « Hamkary » ne préoccupe pas particulièrement Mansour Issa, le gouverneur taliban de la ville, parce que l'objectif est aussi de la transformer en bourbier pour l'ISAF grâce aux mines artisanales et aux embuscades, de bloquer les communications de la coalition et de l'enfermer dans ses bases. Au cours des sept premiers mois, cette campagne connaît des succès dans la ville de Kandahar. Les talibans se montrent ostensiblement et ouvrent des postes de contrôle. Lorsque l'opération « Hamkary » débute en août 2010, leurs raids dans la ville parviennent encore à éliminer les représentants officiels. Ils s'appuient sur un ensemble de villages connus sous le nom de « Malajat », que Karzai ordonne au gouverneur de faire immédiatement nettoyer. Cependant, sans l'aide des troupes de l'OTAN, l'armée et la police échouent à remplir cette mission. Le chef de la police frontalière, le général Abdul Razziq, se propose alors pour faire ce travail.

Depuis 2006, et son échec à Panjwai, Razziq rétablit largement sa situation à Spin Boldak. Il y renforce son emprise et collecte les taxes douanières selon son propre système, tout en envoyant suffisamment de fonds au gouverneur Wesa et à Ahmed Wali pour entretenir de bonnes

relations. Il a aussi la réputation de trafiquer de l'opium, et Karzai l'a par ailleurs autorisé à prélever sa part des taxes douanières, ce qui lui permet d'entretenir une force d'environ 3 000 hommes, qui bénéficient de surcroît de formations dispensées par les Américains. Cette force locale, composée majoritairement des membres de la tribu Ishaqzaï de Razziq, se révèle bien meilleure pour gérer la frontière et les infiltrations de combattants que l'armée régulière ou qu'une police professionnelle. Razziq tient ainsi fermement son secteur – à cet égard, relevons que les rumeurs de brutalité voire d'exactions dont il est la victime se répandent d'autant plus aisément qu'elles sont justifiées.

Razziq entre à Malajat avec seulement une centaine de ses combattants – ne bénéficiant que d'appuis aériens – avec lesquels il nettoie le village en cinq jours en capturant la plupart des talibans. Ses méthodes sont brutales : il emprisonne tous les hommes pour procéder ensuite à leur interrogatoire, mais cette méthode fonctionne et les talibans sont effectivement chassés. Cependant, ce n'est là qu'une première étape.

Opération « Hamkary » : nettoyer Arghandab

La deuxième phase de l'opération « Hamkary » lancée en juin par le major général Carter se concentre sur le district d'Arghandab, tenu depuis 2008 par les talibans, car c'est une porte vers Kandahar – où cinq bataillons américains, un bataillon canadien et sept bataillons afghans, soit environ 10 000 soldats, sont arrivés, ce qui représente une concentration de forces encore jamais vue. Les opérations débutent le 25 juillet 2010 avec pour objectifs les zones tenues par les talibans au centre et à l'ouest d'Arghandab. De même, l'ouest de Kandahar où se trouvent les trois districts de Zharey, Panjwai et Maiwand, qui sont le cœur du mouvement taliban. Les chefs qui y demeurent, certains depuis 2006 ou 2007, sont expérimentés, et tant que les deux premiers districts ne sont pas contrôlés,

Kandahar reste sous leur menace. Lors de cette dernière phase de l'opération « Hamkary », les villes de Zangabad, Mushan et Talukan (district de Panjwai), les derniers points forts des insurgés au centre de la province de Kandahar, sont prises en octobre et novembre. Cependant, les opérations de nettoyage se révèlent difficiles face à une forte résistance. Ainsi, le 2e bataillon du 502e régiment d'infanterie de la 101e division aéroportée combat pendant trois jours rien que pour avancer de 800 mètres sur la grande route numéro 1 (Highway One) à travers une forte densité d'IED. Une compagnie du 1er bataillon subit 23 pertes à cause des mines artisanales dans un village. En réponse à ces attaques, le village est rasé. En novembre, la 10e division de montagne commandée par le général James Terry relève la 101e division, et le général Carter rentre en Grande-Bretagne. Terry fait alors effort sur l'ouest de Kandahar comme le font les talibans. Neuf mois après le lancement de « Hamkary », le général Terry, commandant du Commandement régional Sud, peut présenter avec le gouverneur provincial Tooryala Wesa des résultats positifs : « Des écoles ont été rouvertes, des marchés construits et l'ANSF accomplit des progrès en coopération avec l'ISAF. » Pour le général Abdul Hamid, commandant le 205e corps afghan, la ville de Kandahar est débarrassée des talibans, et l'ANSF a désormais pour mission de détecter et nettoyer les mines et les pièges qu'ils y ont laissés.

En 2011, malgré la reprise d'une offensive fondée sur les tactiques de guérilla, la grande route, les centres de districts et les plus gros villages sont sécurisés. Ailleurs, cependant, les talibans conservent leur influence, y compris dans les villages autour de Pashmal, une position proche de Kandahar conquise en 2006. Partout les patrouilles de l'ISAF se heurtent à des mines artisanales qui entravent leurs mouvements à pied ou en véhicules.

Au début de l'année suivante, deux bataillons supplémentaires américains sont engagés pour compenser le départ des Canadiens de

juillet 2011[*5], soit un total de sept bataillons pour Zahrey et Panjwai. Les talibans ne peuvent plus se déplacer librement sans être ciblés. Si une police locale est finalement mise sur pied avec 120 policiers à Panjwai à la fin de l'année, la troupe américaine se laisse parfois aller à commettre des crimes : c'est ainsi, à l'ouest de Panjwai que le sergent Robert Bales, le 11 mars 2012, quitte son poste et assassine 16 Afghans dans un village – épisode tragique resté connu sous le nom de « massacre de Kandahar ». Quatre mois plus tard, à Zahrey, le lieutenant Clint Lorance ordonne à sa section de tuer quatre civils afghans. Pourtant, c'est la pression des Américains qui use les talibans. En 2007, ils contrôlaient presque tout Zahrey, Maiwand, Sangin et Panjwai ; en 2012, ils ne tiennent plus que Maiwand. Beaucoup de villageois leur gardent leur sympathie, mais ils sont désormais fatigués par les raids aériens et les fouilles nocturnes lancés en représailles des attentats par IED. Après six ans de guerre, ils en ont assez et les talibans recrutent de moins en moins parmi eux, même si les plus fanatiques ne renoncent pas et se retirent au Pakistan ou à Maiwand. Des mollahs et des religieux qui refusent le gouvernement de Kaboul partent eux aussi, et ceux qui restent ont moins d'influence. Il a fallu la mort de 200 soldats américains à l'ouest de Kandahar pour parvenir à ce résultat.

Karzai soutient les méthodes d'Abdul Razziq

Cependant, le 14 avril 2011, le chef de la police de la province de Kandahar, Khan Mohamed, est tué dans un attentat suicide après seulement six mois à son poste. Une semaine plus tard, 476 prisonniers s'échappent de la prison de Sarposa par un tunnel, et en mai, les talibans attaquent pendant trente heures le quartier général de la police, le bureau du gouverneur et d'autres bâtiments officiels à Kandahar. Le 12 juillet, par ailleurs, Karzai subit un véritable coup dur quand son frère Ahmed Wali est tué par un de ses gardes au cours d'une dispute. Il installe alors à sa place son autre frère,

Shah Wali Karzai, et envoie sur place pour six mois un de ses fidèles, Asadullah Khalid[*6], un personnage sulfureux, accusé d'être impliqué dans de nombreuses violations des droits de l'homme, afin de superviser la sécurité. Enfin Karzai se tourne vers Abdul Razziq. Comme Karzai et Khalid, le chef de la police provinciale se définit comme un nationaliste qui écarte les Américains des affaires politiques, même s'il établit des liens très proches avec eux et qu'ils apprécient son enthousiasme et sa détermination. Cependant, sa violence assombrit sa réputation – les Nations unies le qualifient de « brutalement efficace ». Des histoires de prison secrète, de torture et d'exécutions sommaires le suivent. Il le dit d'ailleurs clairement au journaliste Michael Hastings en décembre 2010 : « Le général Petraeus et moi avons des opinions similaires…. Je veux tuer des talibans, il veut tuer des talibans… Nous ne faisons pas de prisonniers. S'ils veulent me tuer, je les tue. » Régulièrement, des Américains avertissent Karzai sur ses exactions, mais il refuse d'intervenir – même la Maison Blanche pense lui suspendre son soutien, sans toutefois engager le sujet avec Karzai. Razziq a besoin d'obtenir très rapidement des résultats sans se soucier de poursuites éventuelles au niveau international, d'autant qu'il sait que son espérance de vie est réduite : les talibans ont déjà tué son frère, son oncle et son père, et il échappe à plus d'une vingtaine de tentatives d'assassinat[*7].

Kandahar est sécurisé à l'automne 2012

À l'automne 2012, la province de Kandahar est largement sécurisée. Il y a plus de 600 postes américains et afghans ; 15 000 militaires et policiers, dont 1 800 de la police locale, patrouillent la région. La ville de Kandahar est sûre, les grands axes ouverts, l'éducation reprend avec au moins 450 écoles et 200 000 étudiants – à comparer avec les 80 écoles et les 60 000 étudiants de 2009. Les talibans sont chassés des districts importants. Ceux qui ne déposent pas les armes se replient au Pakistan, vers les districts

montagneux du nord de la province de Kandahar ou vers Maiwand, leur dernier point d'appui assiégé par les Américains. Les territoires perdus ne fournissent plus les revenus du pavot et l'argent vient à manquer (les ressources financières en 2013 sont estimées à 40 % de leur niveau de 2009), ce qui réduit les opérations. La Quetta Shura évalue ses pertes à 26 000 combattants entre 2009 et 2011, avec un sommet à 12 000 en 2010, pour une force combattante estimée entre 30 000 et 70 000 combattants.

Hamid Karzai joue un rôle positif face à la perspective d'une victoire des talibans, car il rassemble au lieu de diviser. Amrullah Saleh, un adversaire politique, note même que « l'une des grandes réussites de Karzai avait été de relancer le système tribal dans le sud ». Obama voulait briser la montée en puissance des talibans, ce qui est obtenu à Kandahar : tactiquement, la campagne est donc un succès. Un autre progrès est le renforcement des forces armées afghanes et du système gouvernemental qui arrive à fonctionner. La vraie question demeure de savoir s'il peut survivre sans l'aide américaine. En effet, cette réussite demande de l'argent, des moyens, beaucoup de pertes et du temps : cette campagne de Kandahar a duré trois ans et demi pour parvenir à neutraliser l'insurrection dans une seule et unique province ! Quand Obama procède à la révision du *Surge* au printemps 2011, la situation vient juste de s'y améliorer, mais elle reste très difficile à maintenir avec des milliers de soldats et une gigantesque base aérienne, rien que pour « protéger » deux millions d'habitants et soutenir le gouvernement. Le temps passe et, aux États-Unis comme en Europe, le soutien à la guerre s'affaiblit quand le *Surge* apparaît comme un échec, quels que soient les dommages infligés aux talibans.

La fin du Surge

Ben Laden éliminé

Les attaques de drones[*8] ordonnées par Obama portent des coups très sérieux à la chaîne de commandement d'Al-Qaida : il est estimé que près de 75 % de ses chefs présents au Pakistan y sont tués. Oussama ben Laden lui-même le reconnaît : « Au cours des deux dernières années, le problème de la guerre des avions espions a grandement bénéficié à l'ennemi et a conduit à la mort de beaucoup de cadres du djihad. C'est quelque chose de préoccupant et qui nous épuise. » En octobre 2010, il conseille à ses subordonnés de se relocaliser du Waziristan vers le Kunar, où les cellules d'Al-Qaida opèrent sous la direction d'Abu Ikhlas.

Ben Laden, qui a disparu depuis 2002, demeure l'homme le plus recherché de la planète. Il est donc contraint de se cacher et de se déplacer sans cesse, aussi son emprise sur l'organisation se relâche-t-elle. En 2010, la CIA découvre son refuge : une maison protégée de hauts murs au nord d'Islamabad à Abbottabad, une ville qui accueille par ailleurs l'académie militaire pakistanaise. Un raid audacieux conduit par l'unité d'élite des commandos de la marine américaine, les SEALs[*9], permet de l'éliminer le 1er mai 2011 au cours de l'opération « Neptune Spear » – « le trident de Neptune », en référence à l'insigne des SEALs. Après sa mort, Al-Qaida se trouve particulièrement ébranlée. Ayman al-Zawahiri, l'ancien numéro deux, se trouve désormais à la tête de l'organisation, mais il n'a pas l'habileté de ben Laden. En 2012, le principal groupe de combattants d'Al-Qaida, conduit par al-Qahatani, part se réfugier dans le Kunar et le Nuristan. Il y survit pendant des années tout en subissant les coups portés par les Américains.

Les déceptions du Surge

Le général Petraeus essaie d'obtenir des succès opérationnels pour parvenir à démontrer à Obama qu'il est opportun de laisser en Afghanistan la plupart des troupes obtenues par le *Surge*. Il craint que si l'échéance annoncée est maintenue les gains de cet effort disparaissent : à ses yeux le gouvernement afghan ne peut se maintenir seul, sans une présence militaire américaine dans la durée. Le lieutenant général Douglas Lute, qui dirige la politique sur l'Afghanistan et le Pakistan à l'état-major du Conseil national de sécurité, prévient pourtant Petraeus que le président ne changera pas d'avis. Obama a d'ailleurs fait part à Robert Gates de ses doutes sur le succès du *Surge* en particulier en juin 2010, au moment du scandale lié à l'article de *Rolling Stone* : « Je n'ai pas l'impression que ça se passe bien en Afghanistan. McChrystal ne semble pas faire de progrès. Peut-être que sa stratégie ne fonctionne pas. » Tout au long de l'année 2010 et au début de 2011 son équipe de la Maison Blanche et lui se montrent insatisfaits des résultats du *Surge.* Ils ne pensent pas que les talibans subissent de réel ralentissement dans leur progression. À la différence de l'Irak, il n'y a pas de point de rupture et les progrès à Kandahar restent toujours attendus, quand le Helmand n'est qu'un succès coûteux. Il n'y a donc pas de raison pour les politiques de trouver des motifs de satisfaction.

Quant à la gouvernance afghane, la situation n'est pas encourageante. En septembre 2010, la banque de Kaboul s'effondre et un milliard de dollars de prêts disparaissent. L'ambassade américaine découvre que les élites afghanes, dont le frère de Karzai, Mahmoud, et l'un des frères du premier vice-président Mohammed Fahim, utilisent la banque pour faire des emprunts, investir à titre personnel, et qu'ils ne les remboursent jamais par la suite. Quand Obama évoque ce sujet avec Karzai, celui-ci déclare que les responsables américains de l'ambassade empêchent son gouvernement d'intervenir, laissant entendre que la responsabilité est en fait due à

l'incompétence des Américains. Pour la Maison Blanche, le président afghan devient un obstacle par sa duplicité et son illogisme.

Par ailleurs, le soutien à l'intervention s'érode dans l'opinion publique américaine : pour beaucoup, l'Afghanistan devient une dépense inutile alors que l'économie se relève doucement de la grande récession. Dans le même temps, et c'est là un fait capital, l'élimination de ben Laden donne à penser que la principale menace qui pesait sur les États-Unis est écartée. Un sondage montre même qu'après sa mort, 59 % des Américains estiment que la mission en Afghanistan est remplie. Mais au-delà du coût de la guerre, le coût humain et les souffrances subies par les soldats américains et leurs familles entrent en ligne de compte pour Obama. Les Américains déplorent 1 230 tués et plus de 12 500 blessés de 2009 à 2011. Le président, qui assiste aux funérailles et visite les blessés, ne peut demeurer insensible devant la souffrance des épouses effondrées, des pères et des mères dévastés, et cette expérience renforce ses sentiments. Dans ces circonstances, sa réflexion évolue de l'interruption du *Surge* vers l'idée de réduire de façon drastique l'ensemble de la présence américaine en Afghanistan. En évaluant les priorités et les progrès, il sait que le pays use mal des moyens fournis et que rien ne débouche politiquement ou militairement. L'objectif stratégique est désormais d'en finir avec cette guerre, ce qui laisse peu de place pour une autre option.

Le retrait progressif est officialisé

Obama annonce le 23 juin 2011 que 10 000 soldats vont partir à la fin de l'année, et que toutes les forces envoyées pour le *Surge* – soit 30 000 soldats – doivent être rapatriées pour septembre 2012. Les 67 000 restants seront progressivement retirés jusqu'en 2014, quand le gouvernement afghan prendra en charge sa sécurité, mais cela ne signifie pas que toutes les forces américaines partent à cette date. Le président

promet en effet de continuer à soutenir l'armée et la police afghanes sans spécifier l'effectif maintenu, lequel sera de toute façon très limité. Pour Obama, il est temps que « l'Amérique se tourne vers la construction de l'État [*nation-building*] ici à la maison ». Aussi, lorsque Petraeus demande que 90 000 soldats sur les 100 000 déployés restent jusqu'à la fin de 2012, lui oppose-t-il un refus. Cependant, peu de temps après ce discours, la Quetta Shura estime que c'est une ruse, que les Américains construisent des bases permanentes en Afghanistan et qu'ils contraignent Karzai à signer un accord stratégique. L'adjoint du mollah Omar, Akhtar Mohammed Mansour, estime, lui aussi, que la guerre va continuer des années et il ne s'attend pas à une chute rapide du gouvernement de Kaboul, même si les Américains se retirent. Il sait le temps qu'il a fallu aux talibans pour se remettre de la défaite de 2001 et il imagine qu'il en serait ainsi après les défaites subies pendant le *Surge*.

Pourtant l'OTAN décide officiellement, en novembre 2010, de retirer ses unités de combat à la fin de 2014. Pour certains pays, le retrait était déjà en cours voire achevé : le Canada s'est totalement retiré à la fin de juillet 2011 ; les Pays-Bas annoncent en février 2010 que leurs 2 000 soldats quitteront Uruzgan à la fin de l'année. En juillet 2011, la France annonce également un début de retrait de ses troupes : après le retrait d'un premier millier d'hommes d'ici à la fin 2012, les effectifs restants se concentrent dans la province de Kapisa, avant leur retrait définitif en 2014.

Le départ des héros

Ainsi le *Surge*, qui correspond au véritable sommet de la guerre en Afghanistan, touche à sa fin. C'est un succès tactique, mais sans aucun lendemain stratégique. Les plus grands esprits, les plus puissants généraux qui disposent de troupes de très grande qualité dans une coalition qui envoie

ses soldats les mieux formés et les mieux équipés, ne parviennent pas à briser la résolution des talibans bien plus mal équipés que les moudjahidines et qui ne bénéficient que du soutien mesuré des Pakistanais. Finalement, le résultat devient le même que pour les Soviétiques avec des coûts bien trop élevés pour des enjeux mal perçus.

Le discours stratégique passe désormais à la gestion du retrait, une bascule qui est la véritable conséquence du *Surge*, mais à l'opposé de ce qu'espérait Petraeus. Le général transmet son commandement au général John Allen en juillet 2011, moins d'un mois après l'annonce de la réduction des effectifs par le président Obama et six mois plus tôt que prévu. Le président le nomme alors à la tête de la CIA, ce qui lui donne satisfaction (même s'il espérait être nommé au poste suprême de chef d'état-major des armées). Cette nomination est soutenue par Robert Gates, qui y voit une façon de régler le « problème Petraeus ». De plus, un certain nombre de conseillers de la Maison Blanche ne lui font pas confiance, car ils le soupçonnent d'avoir essayé d'acculer le président lors des débats sur la politique afghane. Enfin, Emmanuel Rahm, le chef d'état-major d'Obama, craint par ailleurs ouvertement que le plus fameux général de sa génération, empreint du complexe du chevalier blanc, ne tente de concourir pour la présidence. Obama annonce alors des changements dans son administration. Gates se retire, Panetta passe de la CIA au Pentagone et Petraeus, qui quitte l'Afghanistan plusieurs semaines en avance, le remplace. Celui-ci quitte l'armée le 31 août lors d'une grande cérémonie non loin du Pentagone et prête serment à la CIA six jours plus tard. Eikenberry quitte également son poste le 24 juillet.

Dans la foulée du *Surge*, la contre-insurrection tombe en disgrâce. Le nouveau chef d'état-major interarmées, le général Martin Dempsey, demande à Allen de ne plus y penser. « Contre-insurrection » devient même le mot à éviter, synonyme d'un coûteux déploiement de troupes et dès lors écarté des débats stratégiques américains. Partant, les politiciens se tournent

vers des opérations de contre-terrorisme, meilleur moyen selon eux de gérer une guerre irrégulière. Le choc final arrive à l'automne 2012 lorsqu'une affaire personnelle avec sa biographe Paula Broadwell est utilisée pour mettre à bas la statue du commandeur Petraeus. Celle du général John Allen[17] manque de suivre le même chemin à la suite de la découverte par le FBI de 30 000 pages de correspondance avec une certaine Jill Kelley[*10], mais cette dernière affaire est vite étouffée. Cependant, Allen n'obtient pas le poste de commandant suprême des forces de l'OTAN en Europe qui lui était destiné. En somme, les deux prestigieux généraux qui ont voulu imposer leur ligne stratégique à Obama tombent à cause de comportements personnels très lourdement condamnés par les règles d'éthique de l'armée américaine.

Cependant, pour les combattants de terrain en Afghanistan, la contre-insurrection est moins une grande théorie de victoire stratégique avec un rêve idéalisé de gagner les cœurs et les esprits qu'une méthode pratique de procéder au jour le jour. Vivre auprès de la population se révèle bien plus efficace que de lancer des opérations ou de s'aventurer dans les montagnes en revenant à sa base ; comme patrouiller à pied au lieu de rester enfermé dans un véhicule blindé. Accompagner les soldats afghans et la police s'avère bien plus utile et intéressant que de rester dans une base à les former. Ces pratiques de bon sens, certes exigeantes et très dangereuses, sont déjà bien connues tant des Américains que de leurs alliés, français en particulier. Cependant, les talibans savent rapidement exploiter à leur avantage les risques pris par la coalition.

Tensions avec le Pakistan

Depuis 2011, les relations entre les Américains et les Pakistanais deviennent très délicates, car malgré l'aide généreuse accordée dans nombre d'endroits le long de la frontière montagneuse entre le Pakistan et

l'Afghanistan, Washington et Islamabad mènent une guerre frontalière non officielle. Les postes de l'armée et des gardes-frontières pakistanais appuient les attaques des talibans contre les positions afghanes ou américaines, qui répliquent avec des mortiers ou des tirs d'armes légères. Le 26 novembre 2011, a lieu l'incident le plus meurtrier, quand des bombardements américains menés par un hélicoptère AH-64 Apache et un Lockheed AC-130 tuent 28 soldats pakistanais sur les 40 présents dans le poste de Maya, dans l'agence de Mohmand. Ce très grave incident conduit les Pakistanais à fermer pendant sept mois les passages de Chaman et de Torkham (passe de Khyber) par où transitent les importants convois logistiques de l'ISAF.

Le raid contre ben Laden tend fortement les relations : le général Ashfaq Kayani – à la tête des forces armées de 2007 à 2013 – est furieux que les Américains aient pu pénétrer aussi facilement le cœur de son pays, violant sa souveraineté. Il expulse alors les forces spéciales et les formateurs américains, fait fermer la base de Shamsi à l'armée et à la CIA, et interdit les vols de drones en renforçant par ailleurs la défense antiaérienne pakistanaise à la frontière. Cette tension met en péril la stratégie de l'administration américaine qui augmente nettement son action antiterroriste avec les frappes de drones, principal moyen de lutte contre les sanctuaires des réseaux ennemis.

Karzai contribue également à envenimer les relations avec le Pakistan, demandant constamment à Obama et à la secrétaire d'État Hillary Clinton de faire pression sur Islamabad et de détruire les zones refuges, ce qui est au cœur de sa stratégie pour vaincre les talibans. Comme la réponse américaine reste toujours prudente, Karzai agit par lui-même en signant un partenariat stratégique avec l'Inde en 2011, par lequel New Delhi participe à l'effort de formation de l'armée et de la police afghanes. Dans le même temps, Asadullah Khalid et Abdul Razziq, à Kandahar, soutiennent secrètement les séparatistes du Balouchistan en ouvrant en Afghanistan des

camps d'entraînement à leur profit. Bien plus dangereux, Karzai autorise le NDS, l'agence afghane de renseignement, à se rapprocher des talibans pakistanais. Il cherche ainsi à s'allier avec les ennemis de ses ennemis et le justifie sans ambages, déclarant à des généraux américains que « quand le Pakistan cessera d'interférer en Afghanistan, alors l'Afghanistan cessera d'interférer au Pakistan ». En 2013, il invite d'ailleurs Latif Mehsud, le numéro trois des talibans pakistanais, à une rencontre secrète à Kaboul, mais les Américains l'arrêtent à Logar, et quand l'histoire fuite dans le *New York Times*, Kayani peut à bon droit confirmer les théories de la conspiration qui se répandent au Pakistan. Cette situation permet à Islamabad de contrer les protestations américaines liées au soutien apporté par l'ISI aux talibans ou au réseau Haqqani en blâmant les liens entre Kaboul et les extrémistes talibans pakistanais.

Premiers pas vers des négociations avec les talibans

Ce n'est qu'en 2010 que l'idée d'utiliser les succès militaires américains pour ouvrir des négociations avec les talibans intègre la stratégie afghane d'Obama pour mettre un terme au conflit. En mai de cette année-là, Karzai vient à Washington et les deux parties se mettent d'accord. Du côté taliban, le mollah Omar est convaincu par le chef de la commission politique (depuis 2009), Tayeb Agha, d'autoriser la commission à négocier. Le problème est encore de savoir sur quelles bases les pourparlers peuvent être engagés, dans la mesure où l'obtention de la restauration d'un émirat sans partage du pouvoir reste l'objectif de la Quetta Shura. Au sein de celle-ci, Akhtar Mohammed Mansour et Abdul Qayum Zakir, chef de la commission militaire, envisagent des négociations directes avec les États-Unis à la condition que le résultat soit le retrait complet des Américains, mais ils considèrent toujours le gouvernement afghan comme totalement illégitime en raison de sa création par l'étranger et du « processus de Bonn » de 2001.

En novembre 2010, la première réunion entre des diplomates américains et des talibans représentés par Tayeb Agha se tient en Allemagne. En mars 2011, Hillary Clinton annonce que les États-Unis sont prêts pour des négociations de paix. Sans imposer de conditions initiales, elle insiste sur le fait que les talibans doivent déposer les armes, reconnaître la Constitution afghane et rompre les liens avec Al-Qaida. Américains et talibans conduisent de nouvelles « discussions sur les discussions », du milieu de l'année 2011 au début de 2012. En mai 2011, une lettre du mollah Omar à Obama indique sa volonté d'engager des négociations qui conduisent à un retrait total américain en demandant la libération de prisonniers et l'ouverture d'un bureau politique au Qatar comme préambule à des négociations officielles. Sur la base des premières discussions avec l'ambassadeur Marc Grossman, représentant spécial pour l'Afghanistan et le Pakistan, les deux parties s'accordent sur le principe de concessions réciproques. Cependant, les talibans imposent dès le début leur volonté et leur agenda. Surtout, ils donnent de vagues assurances contre des actions qu'ils veulent concrètes. Ainsi, Washington doit accorder l'ouverture d'un bureau politique – afin d'obtenir en retour que les talibans affirment publiquement leur opposition au terrorisme et leur soutien à la paix – puis retirer les chefs talibans de la liste des terroristes établie par l'ONU et procéder à la libération de prisonniers, dont cinq chefs talibans détenus à Guantanamo. De son côté, Karzai fait tout ce qu'il peut pour s'opposer à un dialogue qui le met à l'écart, demandant bien sûr que les talibans parlent directement à son gouvernement avant l'ouverture d'un bureau politique. Les anciens chefs de l'Alliance du Nord ainsi que la société civile de Kaboul restent par ailleurs réticents, refusant tout compromis sur la Constitution et les droits des femmes. Grossman essaie donc d'impliquer le gouvernement afghan dans les négociations, mais lors d'une réunion en janvier 2012, quand cette condition est présentée comme un préalable à l'ouverture d'un bureau politique, Tayeb Agha refuse et rompt tout contact.

Les négociations sont donc au point mort. Pendant un an, ce sujet ne connaît pas de progrès, jusqu'au début de 2013, quand l'intérêt de Mansour pour la paix réapparaît. Lui qui recherche une ouverture vers l'Iran, goûte peu la dépendance des talibans envers le Pakistan. Il voit alors un accord de paix comme un moyen de permettre aux talibans de revenir en Afghanistan hors de la pression du Pakistan. Finalement, Obama soutient la position du Département d'État : l'ouverture d'un bureau politique en échange du rejet du terrorisme et de la reprise des négociations. Au-delà, il veut s'assurer que le retrait complet des forces américaines, qui est le sujet majeur pour les talibans, se fasse effectivement au profit d'un accord de paix qui empêche Al-Qaida de réapparaître.

Le président, dans son discours du 23 mai 2013 devant la National Defense University à Washington, redéfinit la stratégie antiterroriste des États-Unis. Annonçant son intention de mettre fin à la « guerre globale contre le terrorisme », il précise que les États-Unis n'ont pas l'intention de laisser des troupes en Afghanistan et rappelle son intention de fermer la prison de Guantanamo, où 166 personnes sont encore détenues sans jugement. Il indique également à cette occasion une restriction de l'emploi des drones, qui ne peuvent plus être utilisés qu'en cas de menace imminente et avec la quasi-certitude qu'aucun non-combattant ne sera blessé ou tué. Mais cette déclaration est suivie par une rupture des contacts quand les talibans arborent leur drapeau et une plaque sur laquelle est inscrit « Émirat islamique » lors de la première tentative d'ouverture du bureau des talibans à Doha le 18 juin 2013…

Cependant, Obama poursuit son objectif de réduction des forces en Afghanistan, sans que cela s'inscrive comme un sujet de marchandage avec les talibans. Le retrait annoncé se poursuit donc, ce qui apparaît comme une concession à sens unique.

Réalités afghanes

Le développement des forces de sécurité nationale afghanes

Les forces de police et l'armée afghanes se développent tant en nombre qu'en qualité. À la fin de 2008, elles intègrent 148 000 personnels ; au milieu de 2011, jusqu'à 260 000. Deux années plus tard, l'armée et la police atteignent respectivement leurs objectifs de recrutement de 195 000 et de 157 000 personnels. Il faut aussi compter 30 000 policiers locaux. La proportion entre les Tadjiks et les Pachtouns évolue, mais les premiers restent prépondérants, en particulier dans le corps des officiers – trois des six commandants de corps d'armée sont des Tadjiks qui estiment, comme en 2001, détenir un droit d'influence sur l'armée, la police et l'agence de renseignement du NDS, un sentiment qui se révèle d'ailleurs encore plus présent après une dizaine d'années de lutte contre les talibans. Le général Bismullah Khan est promu ministre de la Défense en 2012 après deux ans passés à la tête du ministère de l'Intérieur. Le premier vice-président Mohammed Fahim reste en arrière-plan, mais son réseau se maintient au sein de la police et de l'armée.

En 2012, la communauté occidentale accepte de fournir plus de 4 milliards de dollars par an pour les forces armées entre 2015 et 2017, avec une participation de 2,3 milliards de dollars fournis par les États-Unis. L'Armée nationale afghane (ANA) dispose de six corps d'armée de 15 000 soldats avec la création du 215^{e} corps à Helmand. Les personnels qui reçoivent une formation de six mois sont désormais mieux équipés, avec des uniformes, des chaussures, de nombreux camions et de bonnes armes. Les unités reçoivent des véhicules Humvee et des blindés : « Ils ressemblent désormais à de vrais soldats », remarque un conseiller militaire britannique dans le Helmand. Pour pouvoir retirer leurs moyens aériens, les

États-Unis ont enfin le projet de construire une force aérienne de 8 000 personnels qui doit être équipée de 80 hélicoptères de transport Mi-17 de conception russe, trois avions de transport C-130 et 20 avions légers d'attaque au sol bimoteurs de type Tucano. Cependant, cette armée de l'air ne disposera pas de la totalité de ces appareils avant 2017, date à laquelle il est question d'ajouter trois hélicoptères d'attaque Mi-35 et dix-sept hélicoptères légers MD-530.

Si des efforts très conséquents sont effectivement entrepris pour former et entraîner les membres des forces armées et de la police, il demeure pourtant de réelles lacunes dans le domaine de la logistique. En outre, les enseignements donnés aux Afghans pour établir des stocks et des réserves d'approvisionnement au profit des unités opérationnelles ne s'avèrent pas couronnés de succès. Le système administratif mis en place ne fonctionne tout simplement pas. En revanche, nombre de chefs font preuve d'un réel engagement. Ainsi le général Sher Mohammed Karim, qui succède à Bismullah Khan comme chef d'état-major en 2010, semble-t-il imperméable à la corruption. D'autres officiers, qui avaient été formés à l'école communiste, exercent très convenablement leurs fonctions comme Hakim Angar (chef de la police du Helmand), le général Zaman Waziri (commandant du 201^{e} corps de Nangarhar) et le général Yaftali (commandant du 203^{e} corps de Paktia). En dessous servent de nombreux officiers dévoués au niveau des bataillons, des brigades et des compagnies, comme le brigadier général Razziq Safi, un ancien de l'Alliance du Nord. Cependant, trop de généraux, de colonels ou de chefs de police sont trop vieux et se désintéressent de leur métier. Le problème trouve son origine dans la formation et la sélection qui ne se fondent pas sur le mérite : de nombreux chefs de police de province sont choisis par Karzai sur le seul critère de la loyauté politique. Sénateurs, membres du Parlement ou autres personnages influents paient des responsables du ministère de l'Intérieur pour écarter des policiers compétents et mettre en place leurs affidés, qui à

leur tour peuvent se financer par la corruption. Ces responsables se trouvant alors incapables d'organiser la logistique et de se battre font partie de ceux qui volent directement les moyens fournis. L'ampleur de ce problème, qui n'a toutefois rien de systématique, handicape très sérieusement le système de sécurité.

Un autre problème est l'absence d'un système centralisé de commandement et de contrôle. Comme l'explique le chef de la police de Kandahar Abdul Razziq : « Il y a trente-quatre provinces avec chacune son gouverneur, un commandant de l'armée, un chef de la police, un chef du NDS. Les talibans n'ont pas ce genre de système. Les talibans sont juste des talibans. »

La résilience et les convictions des talibans

Malgré toutes ces lacunes, les talibans souffrent du *Surge*. Ils tiennent encore des régions désertiques et de montagnes proches du Pakistan et en Afghanistan, plus particulièrement, un arc qui s'étend au nord du Helmand, l'est de Farah, le nord d'Uruzgan et le nord de Zaboul. Au Pakistan, le réseau Haqqani et les talibans peuvent recruter, former et récupérer des pertes subies par le *Surge*. Cependant, leurs effectifs s'établissent entre 25 000 et 60 000 combattants, et leur présence résiduelle signifie qu'ils conservent la capacité de revenir. Leur résistance n'est pas simplement le résultat de leurs sanctuaires au Pakistan : ils savent faire beaucoup avec peu de moyens. Quand le gouvernement a besoin de milliers de soldats et des centaines de soldats occidentaux avec des appuis aériens pour tenir un district, les talibans, eux, le tiennent avec quelques centaines de combattants mal armés et peu entraînés. Il y a entre les adversaires un net déséquilibre entre l'influence et les forces morales.

Le gouvernement et les forces de la coalition doivent s'attaquer dans chaque district aux activités de guérilla, aux engins explosifs improvisés

fabriqués avec des moyens misérables comme des engrais chimiques, aux assassinats et aux intimidations. Comme dans toutes les insurrections, si le gouvernement ne peut protéger la population contre les insurgés, alors elle se voit contrainte de les soutenir, et ceux-ci s'imposent d'ailleurs plus par leur réputation que par leur présence. Quand ils s'attaquent à des villes comme Kandahar et Kaboul, là où la population ne les soutient pas vraiment, les risques sont beaucoup plus grands, mais ils peuvent tenir des années dans les provinces contre des forces qui leur sont supérieures. Face à eux, il n'y a que quelques tribus ou quelques unités de qualité comme les Panchiris, les Achekzaïs d'Abdul Razziq et les commandos de l'armée afghane – quelques éléments contre un vaste mouvement. C'est ce qui apparaît comme une énigme pour cette guerre : comment est-il possible qu'une coalition occidentale suréquipée avec les matériels les plus modernes, et qui soutient une armée afghane mieux équipée et mieux entraînée que les talibans, ait pu céder devant la résilience des insurgés ? Il y a certainement plusieurs réponses à cette question. La désunion des tribus, des politiques gouvernementales confuses, des chaînes de commandement désordonnées et la nature de la guérilla tout autant que la détermination fanatique des insurgés peuvent en apporter une. Les talibans se battent pour l'islam et la résistance à l'occupation étrangère, qui sont des valeurs profondément ancrées dans le fondement de l'identité afghane depuis les premières guerres du XIX^e^ siècle, nous l'avons vu dans la première partie de cet ouvrage. Ils possèdent ainsi des motivations que le gouvernement ou la coalition ne peuvent jamais contrecarrer ni remplacer dans l'esprit de très nombreux Afghans par des principes démocratiques. Imposer les valeurs de la démocratie comme ce fut l'idée ne pouvait tout simplement pas fonctionner face aux valeurs de l'islam afghan.

« Pour nous, a pu dire le mollah Omar, la vie n'est pas si chère que nous ne puissions la perdre pour notre religion. Même notre mort et la vie, tout est pour Allah, et pour le chemin vers Allah nous sommes prêts à la

sacrifier. » Pour l'ancien ambassadeur taliban aux Nations unies, Abdul Hakim Mujahed, « il y a deux choses qui nous rendent forts. En premier, le gouvernement échoue à défendre l'islam. Deuxièmement, Le gouvernement échoue à défendre la souveraineté afghane. Les États-Unis continuent à faire des raids de nuit et à tuer des civils même si de temps en temps, le président Karzai ordonne de les arrêter. » Maulawi Mohammed Noor, un religieux de Kandahar, qui dirige une madrassa qui a formé des combattants lors du premier régime taliban, fournit une explication sur leur état d'esprit : « Le taliban combat pour la foi, pour le *janat* [le paradis] et pour être le *ghazi* [tueur des infidèles]. L'armée et la police se cachent dans leurs chars. L'armée et la police se battent pour l'argent. Chaque commandant s'attend à mourir. Il veut mourir. La madrassa le prépare à ça. Pour un taliban, la vie est déjà passée. Comment l'armée et la police peuvent-elles se comparer à cela ? Ils ne le peuvent pas. »

Le président du Conseil de province du Helmand, Abdul Bari Barakzai, doit aussi le constater en 2014 : « Les combattants talibans sont meilleurs que l'armée et la police. Les talibans se battent avec peu d'armement, de munitions ou d'équipement. Ils combattent bien parce qu'ils sont inspirés par les mollahs et par le djihad. Tous ceux qui travaillent pour le gouvernement sont considérés comme des infidèles et ils méritent de mourir. Le gouvernement a peu de mollahs pour inspirer l'armée ou la police. »

Faiblesses des ANSF

Par contraste, le gouvernement peine à susciter une inspiration. Il ne peut créer un lien aussi fort que celui qu'ont établi les talibans pour leurs fidèles. Comme le note Olivier Roy au sujet de la guerre soviéto-afghane, « dans la résistance, nous rencontrons un trait caractéristique des guerres islamiques : le soldat professionnel [*askar*] est dévalué par rapport au

moudjahidine, qui est un volontaire et un croyant. L'*askar* est vu comme un simple mercenaire, comme une victime d'un enrôlement de force ou comme quelqu'un de trop stupide pour savoir faire autre chose[18]. »

Avec Eikenberry, les Américains essaient de mettre sur pied une armée afghane unie et inspirée par le nationalisme et dans laquelle les différentes ethnies travaillent ensemble pour la défense de la nation afghane. Cependant, ce projet idéal ne peut suffire, comme le note un journaliste qui passe une semaine avec un bataillon afghan, près de Wardak : « Mon impression était que Dawood [qui commandait le bataillon] était en conflit interne. C'est un officier dévoué qui a passé dix ans de sa vie au service d'un gouvernement qui le décevait profondément. Et il n'est pas seul. La plupart des soldats avec lesquels je parle évitent ostensiblement d'exprimer leur allégeance ou leur attrait pour le gouvernement[19]. » Le président Karzai, le général Abdul Razziq et, plus tard, Ashraf Ghani se servent alors de l'étranger – donc du Pakistan – comme d'une menace à l'unité de l'Afghanistan pour offrir une source d'inspiration. Karzai, pour sa part, ne désigne pas les talibans comme des ennemis, car ses ennemis sont les intervenants étrangers qui nuisent au peuple afghan, c'est-à-dire les terroristes au Pakistan, le Pakistan lui-même et les États-Unis, ce qui ne manque pas de créer des ambiguïtés pour les forces afghanes.

Le discours de juin 2011 du président Obama posant le 31 décembre 2014 comme la date de fin de la mission de combat des États-Unis en Afghanistan, l'opération doit devenir, après cette échéance, une mission de formation et de contre-terrorisme. Mais pour légaliser la présence résiduelle américaine à partir de la fin de 2014, Obama veut établir une série d'accords avec l'Afghanistan. Il signe alors un partenariat stratégique avec Karzai en mai 2012 qui établit une relation de dix ans et qui définit l'Afghanistan comme un allié majeur non OTAN des États-Unis. Il souhaite également un accord de sécurité bilatéral qui permette une présence militaire américaine indéfinie, qui définit quels types d'opérations les

troupes américaines peuvent entreprendre sans l'autorisation des Afghans et qui accorde aux Américains, pour des crimes commis sur le sol afghan, de ne pas être poursuivi par la juridiction afghane. Ce type d'accord reprend ce qui existe dans d'autres pays où des troupes américaines stationnent. Karzai refuse pourtant de le signer, car Obama ne veut pas donner de garanties de sécurité contre le Pakistan. Les Pachtouns de tout le pays lui apportent alors leur soutien dans la défense de la souveraineté afghane : il est devenu un *pacha*, c'est-à-dire un roi et non plus un président. Le roi doit naturellement se dresser contre l'ennemi, or les Américains sont devenus les ennemis. Karzai ne signe donc jamais cet accord ; son successeur Asraf Ghani non plus : il délègue son conseiller à la sécurité nationale, Hanif Atmar, pour parapher ce document le 30 septembre 2014.

« Green on Blue », le rejet par l'intérieur

L'image négative qui reste attachée à la présence étrangère influe également sur les soldats afghans qui travaillent avec les forces de l'OTAN. C'est ainsi qu'en 2012 une recrudescence d'incidents internes aux forces de sécurité pose brutalement la question du partenariat avec l'armée et la police afghanes. Le phénomène surgit quand le 20 février des personnels américains sont accusés d'avoir brûlé à la prison de Bagram un Coran qui se trouvait dans un stock de 2 000 autres livres pris dans une bibliothèque. Des employés afghans en découvrent les restes calcinés et protestent immédiatement à l'extérieur de la base. Très rapidement, les protestations relayées par la presse enflamment d'autres régions et réunissent des dizaines de milliers de manifestants. Brûler un Coran est vu par les Afghans comme le sacrilège suprême. Aussi cet incident est-il immédiatement considéré comme la preuve que les Américains s'attaquent à l'islam. Karzai suit le mouvement de protestation et condamne l'incident, tout en demandant que la prison de Bagram soit dévolue aux autorités afghanes. Le

Parlement demande que les soldats américains soient jugés par une cour de justice afghane, mais surtout le porte-parole des talibans demande que les soldats et les policiers afghans s'attaquent aux soldats de la coalition. Le mécontentement se répand au sein de l'armée et de la police, et rapidement l'engrenage des incidents qualifiés de « Green on Blue[*11] » va totalement pervertir la relation avec les forces de sécurité afghanes et faire basculer le partenariat. Ce phénomène va largement contribuer à ébranler tous les principes établis dans le domaine de la coopération de sécurité, enfonçant un nouveau clou dans le cercueil de la contre-insurrection.

Un autre très grave incident de ce type est déjà survenu en avril 2011 quand la foule submerge une implantation de l'ONU à Mazar-e Sharif et que trois membres de l'UNAMA (United Nations Assistance Mission in Afghanistan) et quatre gardes népalais qui reçoivent l'ordre de ne pas tirer dans la foule – même si leur vie est menacée – sont impitoyablement massacrés. Deux victimes sont décapitées, dont le conseiller militaire de cette mission, la lieutenant-colonel retraitée Siri Skare, qui avait été la première femme pilote de l'armée de l'air norvégienne[*12]. Le représentant de l'ONU en Afghanistan, Staffan de Mistura, fait porter la responsabilité de ce massacre sur l'action du pasteur américain Jones[20] : « Ceux qui entrèrent dans notre bâtiment étaient en colère à cause du problème lié au Coran. Il n'y avait rien de politique. » La manifestation avait en effet été lancée à la suite des prêches des mollahs contre la destruction par le feu d'un Coran par le pasteur Terry Jones aux États-Unis le 20 mars 2011. Le 24 mars dans une dépêche de presse puis le 31 mars dans un discours, le président Karzai dénonce cet incident, et il fut alors dit que les Afghans n'avaient appris ce sacrilège que par son intervention. Cet épisode révèle une nouvelle fois la dissension qui existe entre Karzai et la coalition, un océan de défiance et d'acrimonie qui pose un sérieux défi aux chances de succès en Afghanistan, mais aussi l'extrême animosité des Afghans à la présence étrangère, fût-elle humanitaire.

Le sujet n'est donc pas nouveau en 2012, mais il témoigne de l'extrême sensibilité des liens avec l'islam et de l'ambiguïté de la présence occidentale et de ses valeurs en constante confrontation avec une très large part de la population. Pendant que les émeutes se développent, un policier afghan, Samaruddin, tue deux soldats américains le 4 avril sur une base près de Faryab, au nord de l'Afghanistan. Le 24 février, un officier de renseignement afghan, Abdul Saboor, assassine deux conseillers américains qui travaillent au ministère de l'Intérieur. Il parvient à s'échapper pour rejoindre les talibans après avoir déclaré qu'il les avait tués en réponse à la profanation du Coran. Aucun des conseillers américains n'imaginait que ce genre d'attaque pouvait avoir lieu après avoir établi un tel niveau de confiance dans les relations avec les partenaires afghans. Le général Allen fait alors retirer les conseillers dans tout le pays jusqu'à ce que Karzai parvienne à calmer la population.

Une vague d'assassinats se répand alors avec plusieurs attaques par mois de type « Green on Blue ». Les talibans profitent de l'occasion et encouragent ces actions. En 2012, 142 soldats de la coalition sont ainsi tués ou blessés dans 44 attaques. Celles-ci représentent 20 % des tués de la coalition pour cette année-là. Effectués à faible coût, frappant par surprise, détruisant la confiance, ces incidents pourtant classiques lors des dominations coloniales ont beaucoup plus de retentissement que ce qu'ont pu connaître les Français et les Britanniques à l'époque de leurs empires coloniaux, sans doute parce que les opinions publiques occidentales deviennent particulièrement réticentes à ces aventures extérieures. Bien que le commandement de l'ISAF estime en 2012 que 90 % de ces attaques sont dues à des différences culturelles et à des inimitiés personnelles, elles commencent à se développer en 2011, juste après l'annonce du président Obama de la fin du *Surge* et de l'arrêt des combats en 2014 avec le transfert de responsabilité aux forces afghanes : « L'une des tendances les plus préoccupantes qui accompagnent la réduction des troupes a été un *Surge*

dans les attaques commises par les forces afghanes contre leurs alliés internationaux[21]. » De leur côté, les talibans annoncent également accomplir un effort pour infiltrer les forces de sécurité afghanes, ce qui donne encore plus d'importance stratégique à ce phénomène.

Le 20 janvier 2012, un mois avant l'affaire du Coran de Bagram, un soldat afghan ouvre le feu dans une base française contre une unité désarmée. Il y a 5 tués et 14 blessés. L'attaque catalyse directement la décision du président Hollande de se retirer d'Afghanistan : le processus est accéléré et le retrait achevé à la fin de 2012. Les pertes subies lors de ces incidents étant surtout largement médiatisées, elles contribuent à affaiblir l'effort de guerre américain et, par conséquent, celui de l'ISAF. Le sentiment qui prévaut alors, c'est que les Afghans haïssent les Américains et leurs alliés et que même l'armée financée par les États-Unis leur est défavorable. Comme le traduit un article du *New York Post*, un réel malaise s'insinue dans la coalition : « Les *insider attacks* ont été un problème pour la coalition conduite par les États-Unis depuis des années, mais ce sujet s'est récemment transformé en crise. Il y a eu au moins 33 attaques de ce genre cette année [2012] tuant 42 membres de la coalition, la plupart américains. L'année dernière, il y a eu 21 attaques, qui ont tué 35 personnels et en 2010, 11 attaques avec 20 morts[22]. »

Les répercussions sur les opérations sont réelles, si bien que le général Allen qualifie le phénomène de « frappe de météorite ». En 2012, il y a chaque mois des incidents et quand une série d'attaques en août et en septembre tue ou blesse 44 soldats de l'ISAF, Obama suspend toutes les opérations avec les Afghans. Il faut une semaine au général Allen pour revenir sur cet ordre. Les conseillers américains et les officiers d'état-major prennent donc deux options pour analyser ces attaques : elles sont liées à un plan des talibans ou le résultat de mauvaises relations entre les Américains et certains soldats ou policiers. Fort heureusement, la majorité des Afghans n'ont pas l'intention de tirer sur les membres de la coalition. Cependant, de

nouvelles mesures de protection sont prises. Quarante-quatre attaques sont relevées en 2012, 13 en 2013, 4 en 2014, 2 chaque année en 2015, 2016 et 2017. La devise du NTMA (NATO Training Mission Assistance [*13]), « Côte à côte/Shoulder-to-Shoulder/Shohna-ba-Shohna », disparaît et les bases ont désormais des points de contrôle et même des murs pour séparer les soldats américains des membres de l'ISAF. Une escorte armée, les « anges gardiens », accompagne désormais les conseillers qui travaillent avec les Afghans et, bien plus, le général Allen demande que tous les militaires de la coalition portent une arme en permanence.

Cependant, la raison principale qui fait diminuer ces attaques est la réduction des effectifs de la coalition, qui limite naturellement le nombre d'objectifs, même si la menace contre les étrangers ne diminue jamais. Il y a au moins sept attaques en 2014, dont l'une contre des docteurs civils à l'hôpital de Kaboul et une autre contre deux journalistes à Khost. Le 5 août cette même année, à Rafiqullah, une recrue afghane, un Pachtoun originaire de Paktia, ouvre le feu contre une délégation américaine, tuant le général Harold Greene et blessant onze autres Américains, Britanniques ou Allemands. Greene est ainsi l'officier de plus haut rang tué en Afghanistan, mais l'enquête fait apparaître qu'il s'agit d'un acte spontané que d'ailleurs les talibans ne revendiquent pas.

Au moment où le retrait d'Afghanistan devient une réalité, quel est le bilan de la Force internationale d'assistance et de sécurité en Afghanistan ?

L'ISAF a réuni 28 nations alliées de l'OTAN et 22 pays partenaires représentant un quart des pays du monde, ce qui fait d'elle l'une des plus grandes coalitions de l'Histoire. Les efforts faits par ces pays contributeurs, selon les déclarations officielles en vigueur à l'époque, ont laissé en 2013 un pays plus sûr qui interdit aux terroristes transnationaux de bénéficier d'une zone refuge. Les forces de sécurité afghanes (ANSF) ont donc désormais la charge d'assumer l'entière responsabilité de la sécurité de leur pays à la fin de 2014, ce qui est alors la preuve d'un réel et tangible progrès

accompli grâce aux efforts de la mission de l'ISAF. Parties de rien, les ANSF atteignent un effectif d'environ 370 000 personnels. Le plan de transfert de la sécurité prévoit qu'elles remplissent 99 % des missions conventionnelles et 98 % des opérations spéciales. Pour se satisfaire de la situation, les responsables de la coalition ont en particulier jugé que la planification et la coordination présentées le 3 avril 2014 par les autorités afghanes pour assurer la sécurité des élections donnaient toute satisfaction et que le déroulement du premier tour prouvait la réussite du transfert des missions de sécurité. Pour l'ISAF, en mai 2014, l'optimisme est de rigueur : « Les ANSF sont une force capable de sauvegarder la population et elles ont gagné le soutien du peuple afghan et le peuple les a adoptées. Le peuple a rejeté les discours des talibans en se rendant en nombre aux élections, ce qui est une validation de l'engagement de l'ISAF envers l'Afghanistan et son peuple[23]. » Le bilan économique, favorisé par la sécurité et qui est dressé au début de 2014, est tout aussi remarquable : il est estimé que le produit intérieur brut est passé en 2011 à 23,6 milliards de dollars, soit six fois celui de 2002 et 9 % de croissance chaque année avec un pic à 11,8 % en 2012-2013 grâce à une bonne récolte. Le revenu par tête s'établit à 1 100 dollars en 2012. Plus de 34 000 kilomètres de routes ont été construites. Plus de 60 % des Afghans détiennent un téléphone mobile, connectant ainsi le pays au reste du monde moderne. Il y a enfin officiellement, en 2014, huit millions d'enfants à l'école, dont trois millions de filles (un million en 2001).

La mission des 52 000 militaires servant dans l'ISAF devant s'achever à la fin de 2014, l'OTAN lance au-delà une nouvelle mission (« Resolute Support mission in Afghanistan », nous y reviendrons) qui a pour fin d'entraîner, conseiller et assister les forces de sécurité afghanes une fois la signature de l'accord de sécurité bilatéral effective entre les gouvernements afghan et américain, ce qui prépare le même type d'arrangement à venir entre l'Afghanistan et l'OTAN. La question se pose donc de savoir s'il

existe une « *ANSF way of war* » – ou une façon de faire de la guerre des ANSF – qui confirme le succès affiché ou, tout au moins, qui maintient une certaine stabilité face aux talibans.

2014, élections et transfert de responsabilités

2014, DÉBUT D'UN VRAI RETRAIT

Les généraux et les diplomates américains savent que 2014 doit être une année charnière pour l'Afghanistan. C'est l'année de l'élection présidentielle et celle de l'arrêt de la « mission de combat » décidée par Barack Obama. Les élections mettent fin aux fonctions présidentielles de Karzai et représentent une nouvelle étape pour la construction d'un système démocratique en Afghanistan en démontrant que le transfert du pouvoir est possible sans provoquer une crise existentielle dans le pays. En février 2013, John Allen transmet le commandement de l'ISAF et des forces américaines et alliées en Afghanistan à un autre Marine, le général Joseph Dunford, qui est ainsi le douzième commandant des forces américaines et le septième commandant de l'ISAF. Connu pour son sens de l'organisation et son calme, c'est lui qui a désormais la charge du retrait des forces et de la sécurité de l'élection. À la différence de Petraeus, Allen ou McChrystal, il ne se sent pas lié sentimentalement à l'Afghanistan, car c'est ici son premier commandement. Il a servi en Irak de 2003 à 2005, et de par ses expériences, il sait que les États-Unis n'ont pas la capacité de changer les choses dans des univers aussi différents.

Au début de 2013, les 68 000 soldats américains se répartissent sur 800 postes et bases en Afghanistan, mais dix-huit mois plus tard, les

30 000 Américains ne se trouvent plus que sur 58 implantations. De plus, le retrait de la CIA en 2014 va tendre les relations entre l'agence et les militaires américains désormais privés de renseignements importants. La CIA prévoit également de cesser de payer à l'été 2014 les forces paramilitaires qu'elle arme et entraîne depuis plus de dix ans dans l'est de l'Afghanistan. Cependant, il est toujours prévu de maintenir les opérations des drones armés à partir de Bagram pour frapper Al-Qaida et son chef Ayman al-Zawahiri. Ces mesures sont prises pour déployer les moyens de la CIA dans d'autres zones difficiles comme au Yémen ou en Afrique, mais aussi parce que l'attaque subie contre l'ambassade et une installation de la CIA le 11 septembre 2012 à Benghazi, en Libye (nous y reviendrons plus tard), montre que l'agence ne peut opérer en se fiant aux forces de sécurité locales et avec peu de moyens déployés.

Les ANSF résistent à l'offensive du printemps 2013

Le mollah Mohammed Omar meurt en avril 2013. Il est alors décidé par le chef du conseil religieux Maulawi Haybatullah Akhundzada et le mollah Akhtar Mohammed Mansour de conserver le secret en raison du risque de division du mouvement, en particulier dans la période qui suit les difficultés subies pendant le *Surge*. Seuls sont informés Abdul Qayum Zakir, Jalaluddin Haqqani et quelques autres tant que le mouvement n'a pas retrouvé sa puissance et que le moral de l'ennemi ne s'est pas encore davantage affaibli. Dans l'intervalle, Mansour, qui est l'adjoint désigné, assume la direction du mouvement – lequel, sous la direction du mollah Omar, a maintenu son unité et a survécu aux revers militaires.

Dans cette guerre de communication, les talibans utilisent chaque étape stratégique pour accentuer leur propagande et maintenir leur pression. Ainsi, ils annoncent très officiellement le jeudi 8 mai le début de leur offensive annuelle de printemps, prévoyant un dernier été d'attaques

sanglantes contre les forces étrangères avant la fin officielle de la mission de treize ans de l'OTAN. Pour marquer les esprits, ils indiquent même qu'elle débutera le lundi 12 mai, avec pour objectif de « nettoyer le pays des infidèles ». Les interprètes afghans, les représentants du gouvernement, les contractuels civils et militaires et les politiciens savent qu'ils font partie de leurs objectifs. Cette offensive coïncide avec la tenue prévue du second tour de l'élection présidentielle afghane. Ainsi, une série d'attaques est bel et bien lancée à l'est du pays, à Jalalabad, à Kaboul, aux lisières de la ville de Ghazni, à Sangin dans la province du Helmand, à Bagram et dans le district de Daman dans la province de Kandahar.

Le district de Sangin, au nord de Helmand, est particulièrement visé. Une bataille d'attrition s'étend tout l'été, infligeant 500 pertes à la police et à l'armée. Le fardeau de la bataille est supporté par la police gouvernementale et la police locale qui se trouvent dans les villages. Les responsables militaires restent quant à eux dans leurs bases le long de la route principale, proches des centres des districts. En faisant le travail de l'armée, les unités de police combattent durement, mais semaine après semaine tenir la ligne de front se révèle trop lourd et, dans le courant de l'été, la moitié de la police alikozaïe déserte. Finalement, en septembre, le chef de la police provinciale, l'Alikozaï Hakim Angar, prépare une contre-offensive[*14]. Il envoie 300 policiers au nord et persuade le commandant du corps d'armée local d'envoyer le même nombre de soldats. Angar fait appel à ses chefs de police les plus efficaces, comme Hekmatullah (de Girishk) et Omar Jan, qui a la charge de Nad Ali depuis deux ans et où il a établi une force de 600 policiers. Angar les place à la tête de la contre-attaque pour reprendre les villages capturés par les talibans. Le seul appui fourni par l'armée est celui de l'artillerie, qui effectue des tirs directs à partir de ses bases. En cinq jours, les talibans sont repoussés. Le soutien aux forces de sécurité afghanes est néanmoins toujours assuré par un régiment de Marines formant le Regimental Combat Team 7 (RCT-7) qui est déployé dans le

Helmand d'octobre 2012 au début août 2013. Sa mission est d'armer et de soutenir des équipes de 20 à 30 Marines qui vivent avec les policiers et les soldats afghans. Le colonel Renforth, son commandant, peut se réjouir de son efficacité : à Sangin, « l'ennemi a récemment lancé une offensive et avec une aide minimale de la coalition, les forces afghanes lancent rapidement une contre-offensive et sécurisent la zone ». Cependant, même si des progrès tactiques sont observés et que les Afghans peuvent agir indépendamment, le RCT-7 fournit un soutien aux moments critiques, surveillant le champ de bataille et l'évacuation des personnels afghans grièvement blessés. Cette mission est l'exemple même de la phase de transition en cours en Afghanistan : les succès tactiques des ANSF doivent beaucoup aussi aux conseils et aux appuis fournis par les Américains.

En 2014, l'organisation du retrait des forces présente un problème logistique majeur. Sont encore présents 51 000 militaires de l'ISAF provenant de 48 pays contributeurs ; ce qui représente déjà une baisse très sensible par rapport au pic de 2011, avec 140 000 militaires. Les cinq contributeurs majeurs sont alors les États-Unis (33 500), le Royaume-Uni (5 200), l'Italie, (2 019), la Jordanie (1 066) et la Roumanie (1 021). Au cours des deux dernières années, la coalition passe de 850 bases à 90 avec l'objectif de n'en compter que 10 ou 12 à la fin de l'année. Quant aux multiples matériels, il faut les sélectionner pour choisir ceux qui doivent être retirés et ceux qui peuvent être cédés aux Afghans. Tout le reste va être transporté aux États-Unis, vendu à des nations amies ou simplement détruit sur place. Il reste environ pour 10 milliards de dollars de matériels de haute valeur (hélicoptères, véhicules, etc.) avec les équipements sensibles (armes, systèmes optiques, systèmes de communication et de renseignement). Le risque existe alors de transférer de tels équipements aux forces de sécurité afghanes pour qu'ils finissent dans les mains des talibans.

Le matériel peut passer par le Pakistan en camions vers le port de Karachi en utilisant le corridor connu sous le nom de « Pakistan Ground

Lines of Communication » (PAKGLOC). En 2011, le Pakistan l'avait fermé pendant sept mois en représailles à une frappe de l'OTAN qui avait tué 24 de ses soldats. La frontière est depuis rouverte et les États-Unis y font passer 42 % de leur logistique. Cependant, l'insécurité de cet axe soumis à des vols tout en étant l'objet d'une pression politique conduit l'OTAN à trouver des voies alternatives, d'où l'ouverture du Northern Distribution Network (NDN, « réseau de distribution du nord »). Il est alors négocié pour passer à travers le Kirghizstan, le Kazakhstan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et la Russie, mais seulement une faible part de l'équipement américain emprunte cet itinéraire qui exige des pays d'Asie centrale, toujours aussi peu coopératifs, des concessions économiques, politiques et militaires. Reste bien sûr le transport aérien, l'option la plus sûre et la plus rapide mais aussi la plus chère, qui est donc réservée aux équipements de haute valeur.

Élection présidentielle, une difficile succession

Sur fond d'insécurité, l'élection présidentielle de 2014 se tient sans la participation de Karzai, qui ne peut plus légalement se présenter après ses deux mandats en 2004 et 2009. Elle se déroule en deux tours, sauf si un candidat obtient plus de 50 % des voix au premier tour. Une commission électorale indépendante, formée par les Nations unies et des ONG, supervise les résultats. En août 2013, dix candidats déclarés sont pachtouns, seul le docteur Abdullah Abdullah, qui était déjà candidat en 2009, est affilié aux Tadjiks. Certains sont bien connus comme Ashraf Ghani, un expert de la Banque mondiale et créateur du ministère des Finances, Abdul Rasul Sayyaf, un ancien chef de guerre moudjahidine, Gul Agha Sherzai, Zalmay Rassoud, ministre des Affaires étrangères et Qayum Karzai, le frère de Karzai. Abdullah apparaît comme le favori et les Tadjiks espèrent obtenir la présidence après avoir joué pendant plus de trente années un rôle

important dans les affaires afghanes. Cependant, le 9 mars 2014, le premier vice-président Mohammed Fahim meurt d'une crise cardiaque. Il était le meilleur allié des Pachtouns auprès des Tadjiks en assurant des médiations entre les deux ethnies, en particulier lors de l'élection de 2009. Échaudés par leur interférence lors de cette dernière, les Américains se tiennent à distance de la campagne électorale. Une série d'attentats est lancée par ailleurs à Kaboul en début d'année par les talibans contre des étrangers : celui perpétré dans un restaurant libanais le 20 janvier provoque 21 morts. Selon un porte-parole des talibans, il vient en réponse à une attaque aérienne dans la province de Parwan. L'attaque de l'hôtel Serena le 20 mars, quant à elle – une bombe suicide puis une véritable fusillade de masse –, cause la mort notamment du chef de la mission du Fonds monétaire international et de quatre membres de la mission de l'ONU.

Le premier tour de l'élection a lieu le 5 avril 2014. Si les talibans lancent environ 400 attaques pour effrayer la population, soit le même nombre que pour l'élection présidentielle précédente, 6,6 millions d'électeurs (contre 4 millions en 2009 et 8 millions en 2004) se rendent toutefois aux urnes. Abdullah obtient 45 % des voix contre environ 32 % à Ashraf Ghani et 20 % pour les autres candidats pachtouns, ce qui entraîne la tenue d'un second tour. La Quetta Shura semble être déconcertée par ce premier succès électoral. Mansour relève alors le chef de la commission militaire Abdul Qayum Zakir, quelques gouverneurs de district et les gouverneurs des provinces de Herat, Helmand et Kandahar. Cette élection lui donne surtout l'occasion de remplacer son rival Zakir par Sardar Ibrahim, un ancien du premier régime. De nouveaux chefs de terrain sont désignés et environ la moitié des combattants talibans du Helmand retournent au Pakistan. Cette discorde n'est cependant que temporaire : rapidement la discipline des talibans reprend ses droits et Zakir rejoint son siège à la Quetta Shura.

Pour la première fois dans son histoire, l'Afghanistan doit choisir au second tour d'une élection entre un Tadjik et un Pachtoun ghilzaï, au lieu d'un Pachtoun durrani appartenant à la classe dirigeante habituelle. Ashraf Ghani travaille pour le gouvernement depuis 2002 avec une interruption entre 2005 et 2009. Parti du pays en 1977, il n'a pas été touché par la guerre civile ni par le djihad contre les Soviétiques. Son expérience à la Banque mondiale lui offre de nombreux liens avec l'Occident. De retour en Afghanistan, il met sur pied le ministère des Finances et le ministère de la Reconstruction rurale et du Développement. Il se positionne comme un réformiste, lui qui estime que le dysfonctionnement des institutions civiles représente le plus grand problème. Quant à Abdullah, âgé de 53 ans, il est moitié pachtoun et moitié tadjik, mais il est surtout devenu le représentant des Tadjiks et il apparaît comme plus modéré que son adversaire, comme il l'a montré en se retirant de l'élection de 2009.

Le second tour se déroule le 14 juin 2014. Si Ghani est allé à Dubai rencontrer les représentants talibans pour leur faire croire qu'il va reporter la signature de l'accord bilatéral avec les Américains et qu'il soutiendra leur retrait si les talibans encouragent à voter pour lui et s'ils réduisent la violence dans le pays, Abdullah Abdullah pour sa part se déclare vainqueur dès le 27 avril. Le 7 juillet, les premiers résultats annoncés par la commission électorale indépendante donnent pourtant Ghani vainqueur avec 56,4 % des voix, face à Abdullah crédité de 43,6 %, soit un score inférieur à celui du premier tour. La fraude semble alors évidente. Le camp d'Abdullah est furieux, mais ni les Nations unies ni l'ambassade américaine ne veulent le soutenir. La crise politique qui suit et les clivages ethniques qui l'entretiennent provoquent presque une sécession des provinces du nord et de l'ouest soutenue par les anciens chefs de guerre. Des armes commencent à être distribuées par les soutiens d'Abdullah, un plan est même établi pour s'emparer du palais présidentiel.

Aux États-Unis, Obama veut d'autant moins d'un affrontement entre les deux chefs afghans que de nombreux membres du Congrès se déclarent « prêts à se laver les mains de l'Afghanistan[24] ». Une campagne de médiation est alors lancée avec l'arrivée du secrétaire d'État John Kerry en Afghanistan le 11 juillet, qui propose un partage du pouvoir entre Ghani et Abdullah : le premier est investi président le 29 septembre, le second devient chef de l'exécutif dans une fonction qui lui permet de superviser les activités des ministres du gouvernement. L'autorité finale et le pouvoir de nomination restent cependant bel et bien dans les mains de Ghani.

Dans le cadre de cette élection, Obama accepte l'option militaire proposée par le général Dunford, qui permet de continuer à frapper les terroristes et de prévenir la chute du gouvernement de Kaboul en laissant un nombre restreint de troupes de façon temporaire en Afghanistan. Le 27 mai, il annonce ainsi que 9 800 militaires sont appelés à rester en 2015 puis 5 500 en 2016, enfin simplement une ambassade en 2017. Ils sont implantés sur cinq bases, Kaboul, Bagram, Jalalabad, Kandahar et Khost, avec une mission de conseil, à l'instar des Italiens et des Allemands à Herat et à Mazar-e Sharif. Désormais, pour Obama, « il est temps de tourner la page sur plus d'une dizaine d'années pendant lesquelles notre politique étrangère s'est focalisée sur l'Irak et l'Afghanistan. Je pense que les Américains ont compris qu'il était plus difficile de finir les guerres que de les commencer[25] ».

Les talibans exploitent la crise électorale, offensive dans le Helmand et à Kandahar

Après le second tour de l'élection, les talibans renouvellent leurs attaques contre le gouvernement. À cette époque, il reste 25 000 soldats américains et 14 000 soldats alliés en Afghanistan déployés sur une ou deux bases par province dans le sud et l'est – ils sont pratiquement absents du

nord et de l'ouest. Le célèbre camp Bastion des Britanniques et la base américaine de camp Leatherneck, tous deux situés dans le Helmand, sont d'ailleurs cédés aux Afghans le 26 octobre 2014. Les effectifs des talibans s'accroissent par ailleurs au fur et à mesure des libérations décidées par le gouvernement de Karzai comme par les Américains, qui transfèrent aux autorités afghanes des milliers de prisonniers faits dans les douze années précédentes. Comme celles-ci se révèlent incapables de faire un tri, 5 000 prisonniers sont ainsi libérés en juin 2014, dont beaucoup, donc, rejoignent les rangs des talibans.

Le concept opérationnel des talibans n'est pas de lancer une offensive générale pour renverser le gouvernement, mais de s'emparer en 2014 de nouvelles zones sanctuaires dans le Helmand et à Kandahar afin d'étendre leur emprise l'année suivante vers les capitales de provinces. Des offensives secondaires sont planifiées selon le même principe dans d'autres provinces comme Kunduz et Ghazni. L'offensive de Mansour débute dans le nord du Helmand, qui fut le champ de bataille de 2013. Son intention est de submerger les positions du gouvernement dans les districts de Naw Zad, Musa Qala, Kajaki et Sangin. Pour le mollah Abdul Rahim Manan, nouveau gouverneur taliban du Helmand, qui a la charge de cette offensive, l'effort doit être porté sur Sangin, devenu un symbole après les combats de 2013 et dont la chute doit permettre d'isoler le nord du Helmand. Si le commandant du 215e corps de l'ANA, le général Sayid Malouk, s'attend là à une nouvelle offensive, en réalité peu de choses sont faites pour s'y préparer. La police a durement souffert en 2013 et se trouve toujours faiblement armée alors que les stocks de munitions n'ont pas été recomplétés. L'armée dispose quant à elle de suffisamment d'armes et de munitions ainsi que de véhicules blindés, mais sa volonté de se battre se révèle déficiente. Les soldats ne sortent plus de leurs postes, jugeant la situation trop dangereuse, et laissent même les talibans poser des mines sous leurs yeux. Le général Malouk a beau demander des renforcements, le ministre de la Défense

Bismullah Khan, même s'il est un farouche adversaire des talibans, se désintéresse de la situation et ne fait que reprocher la perte des postes au gouverneur du Helmand.

Le 20 juin, près de 1 200 talibans appuyés par une réserve de 500 combattants attaquent dans le nord du Helmand, où 2 000 soldats et policiers leur font face. À Sangin, le dispositif place la police sur la ligne de front des villages alors que les unités de l'armée, mieux équipées, restent dans leurs bases pour protéger la route principale et les centres des districts – elles refusent même d'intervenir malgré un ordre du général Malouk. À Camp Bastion, au nord-ouest de Lashkar Gah, il y a 1 000 Marines disponibles, qui finissent par envoyer un détachement spécial en soutien. Le général Malouk se rend à Sangin pour coordonner les opérations, mais beaucoup de villages ont déjà été pris par les talibans, qui se livrent à des exactions contre les Alikozaïs. Quinze policiers capturés sont exécutés et 400 policiers et soldats sont tués en une semaine dans le nord du Helmand – terrible bilan en comparaison des 500 pertes subies pendant la saison des combats de 2013. Les combats continuent tout l'été dans le Helmand. Le général Malouk est d'ailleurs blessé et évacué en Inde, ce qui l'éloigne définitivement du front.

L'ampleur de l'offensive des talibans ébranle la confiance des civils du Helmand, de Kandahar et de Kaboul vis-à-vis de leur armée et de la police, et tous se demandent comment elles peuvent continuer à subir de telles pertes. Après la venue du chef de l'état-major général Sher Mohammed Karimi, de l'adjoint au ministère de l'Intérieur Ayub Selangi, du ministre de la Défense Bismullah Khan dans la région de Sangin, il est décidé de renforcer la zone et de nommer un nouveau chef de la police, Juma Gul Popalzaï, qui lance immédiatement une contre-attaque avec l'assistance de deux hommes de confiance, Hekmattulah et Omar Jan. L'armée apporte enfin son soutien avec ses blindés, son artillerie et ses commandos. Fin juillet, après deux jours de combats intenses, Hekmatullah et Omar Jan

reprennent les deux tiers du terrain capturé par les talibans. Il en coûte 120 tués chez les policiers (sur un effectif de 600) et 200 chez les soldats engagés. Les talibans, également éprouvés par ces combats, se retirent. Après ces succès, Omar Jan, Hekmattulah et d'autres commandants retournent dans leurs districts d'origine, laissant la police locale de nouveau affaiblie. Sangin et le nord du Helmand deviennent ainsi le lieu d'une bataille d'usure qui érode les forces gouvernementales : entre juin et septembre 2014, 71 soldats afghans et 159 policiers y sont tués, 214 et 219 blessés, alors que les Britanniques et les Américains y avaient perdu en tout 150 tués. Au milieu de septembre, les talibans attaquent Sangin pour la dernière fois, provoquant l'effondrement de la ligne de front. La police locale lâche pied. Abdul Raouf Khadim capture presque tout le district sauf le centre et la route principale. Plus au nord, les centres des districts de Musa Qala et de Naw Zad tombent entre les mains du mollah Manan en 2015.

Le Helmand est la première étape de l'offensive des talibans. Akhtar Mohammed Mansour en lance une seconde vers Kandahar. Le 9 juillet 2014, le palais du gouverneur et le quartier général de la police y sont la cible d'attaques, puis le 26 juillet 200 talibans prennent d'assaut les postes frontières et la maison du chef de la police Abdul Razziq à Spin Boldak. L'attaque sur Zahrey, au nord de la rivière Arghandab, avec des combattants venus du Pakistan et de Maiwand, est assurément une surprise, et des plus audacieuses : dans cette zone fortifiée se trouve l'un des derniers bataillons américains (3^{e} escadron du 61^{e} régiment de cavalerie). Il y a là en outre environ 800 personnels de la police, de la police locale et de soldats pour la défendre. Ce sont des fermiers et des jeunes des villes comme ceux qui ont été recrutés en 2012 et qui ne forment pas un système tribal unifié comme les Alikozaïs de Sangin. Derrière eux, encore 1 200 soldats et policiers afghans et 500 Américains dont une équipe de forces spéciales. Fin juillet, des groupes de vingt à cinquante talibans harcèlent les patrouilles et les

postes. De nouveau, la police a des problèmes d'approvisionnement en munitions et certaines unités lâchent pied tandis que l'armée reste encore lente et réticente à intervenir. Huit postes tombent. Les talibans continuent leur poussée vers les champs de bataille de 2006 et des centaines de civils s'enfuient vers Kandahar. Pour contenir l'attaque contre Zharey, à l'ouest de la ville, cinquante frappes américaines pulvérisent les concentrations de talibans, et Razziq exploite leur effet en se lançant directement à l'attaque, soutenu par l'équipe de forces spéciales américaine. Début août, les talibans se replient au Pakistan avec des lourdes pertes. Cette victoire tactique dissuade Mansour de conduire d'autres opérations majeures à Kandahar avant six ans. En comparaison avec les opérations du nord du Helmand, les frappes aériennes et la détermination d'un chef afghan font la différence, mais pour le gouvernement de Kaboul, ces deux atouts sont loin d'être toujours disponibles.

À la fin de l'année, les ANSF déplorent 5 000 tués et 9 000 blessés. Les talibans se renforcent : en plus du Helmand, ils grignotent du terrain à Ghazni, au Wardak, à Nangarhar et à Kunduz. Leur détermination reste ferme et leur confiance si forte que la plupart estiment qu'ils doivent repousser les offres de paix des Américains jusqu'à leur complet retrait.

Pour le général Dunford, le problème se pose désormais de connaître la situation. En effet, il ne dispose plus d'assez de troupes sur le terrain et, les commandants des ANSF se gardant bien de rendre compte de la réalité des défaites, il lui est difficile de savoir précisément combien de postes sont tombés ou de centres de district encerclés. Par ailleurs, au fur et à mesure de son intensification, la guerre prend une tournure bien plus sinistre : 10 000 civils afghans sont tués ou blessés en 2014, 2 000 de plus qu'en 2013. C'est le résultat des combats qui se déroulent dans les villages et de l'accroissement de frappes d'artillerie, beaucoup plus imprécises que les appuis aériens américains. Les mines artisanales (IED/EEI) et les voitures suicides font quant à elles 1 582 tués et blessés. Pis : si la guerre use les

populations, l'absence des conseillers américains ouvre la porte à toutes les exactions et le nombre d'exécutions sommaires s'accroît. Les commandants afghans le justifient aussi parce que Karzai fait souvent relâcher les prisonniers. Le chef de la police de Baghlan, le général Aminullah Amarkhail, le reconnaît aisément : « Nous avons dit à nos soldats, afin d'empêcher la libération des talibans des prisons et par le système judiciaire, qu'ils devaient être tués pour ce qu'ils ont fait. » Et le gouverneur du district d'Hisarak, Abdul Khaliq Marrof, d'ajouter : « J'ai dit à mes commandeurs, peu importe où ils ont trouvé les talibans, ils ne doivent pas les ramener vivants. »

À la fin de l'année 2014, le pays possède un gouvernement divisé, et les talibans ont mis à l'épreuve, mais sans les faire céder, les forces de sécurité afghanes. Les forces américaines sont réduites à 9 800 militaires et elles devront avoir quitté le pays d'ici deux ans. Depuis 2009, la stratégie américaine repose sur l'établissement d'un gouvernement afghan capable de se maintenir par lui-même pour permettre aux États-Unis de se retirer. La question se pose désormais de savoir si ce plan est effectivement réalisable.

« Resolute Support », mission de formation de l'OTAN

Le 1er janvier 2015, la mission « Resolute Support » (RSM) succède à la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) dans le but de poursuivre les activités de formation, de conseil et d'assistance (TAA [*15]) au profit tant des forces de défense et de sécurité afghanes (ANDSF) que des institutions de sécurité afghanes (ASI [*16]). Elle possède un pôle principal (Kaboul/Bagram, TAA-C) et quatre pôles régionaux (Mazar-e Sharif, à direction allemande, TAA-N), Herat (à direction italienne, TAA-W) et enfin Kandahar et Laghman pour les Américains (TAA-S)[26]. La décision de lancer une telle mission « non combattante » est prise au sommet de

l'OTAN à Chicago en 2012. En décembre 2015, « Resolute Support » est prolongée ; en juillet 2016, au sommet de l'OTAN à Varsovie, sa présence est étendue au-delà de 2016. À la réunion ministérielle « Défense » de l'OTAN tenue en novembre 2017, les pays fournisseurs de troupes (28 alliés de l'Otan et 14 nations partenaires) confirment que le nombre de soldats déployés doit passer de 13 000 à 16 000. Finalement, les États-Unis et les talibans signent en février 2020 un accord concernant le retrait des forces internationales d'Afghanistan, et enfin l'OTAN peut conclure officiellement que « le 14 avril 2021, constatant qu'il n'existe pas de solution militaire aux défis auxquels l'Afghanistan est confronté, les alliés ont décidé de commencer, pour le 1er mai 2021, à retirer les forces de la RSM. La mission a pris fin début septembre 2021[27] ».

Par ailleurs, les forces américaines en Afghanistan (USFOR-A) qui cessent leur mission de combat dans le cadre d'« Enduring Freedom » enchaînent avec l'opération « Sentinelle de la liberté » (« Operation Freedom's Sentinel », OFS) qui a deux composantes : le contre-terrorisme (une mission non OTAN) et la mission de soutien « Resolute Support » de l'OTAN. Deux missions complémentaires qui ont pour but, selon le général Campbell – qui succède au général Dunford le 23 août 2014 à la tête de l'ISAF –, d'assurer la sécurité du peuple afghan, de gagner la paix et de contribuer à la stabilité régionale[28].

En 2014, l'accord de sécurité bilatéral avec les États-Unis est ratifié par le Parlement afghan après avoir été signé par un représentant du gouvernement en septembre. Lors de la cérémonie de transition entre les missions, le seul officiel afghan qui s'exprime est le conseiller civil à la sécurité nationale, Mohammed Hanif Atmar. S'il fait part de sa reconnaissance pour les sacrifices consentis par les membres de la coalition qui ont perdu 3 500 tués depuis 2011, il souligne le fait que les forces afghanes ne peuvent défendre leur pays sans assistance étrangère. En effet, comme le souligne le général Syed Malik qui commande dans le Helmand,

« l'ennemi sait que nous n'avons pas d'aviation ni d'hélicoptères ou suffisamment d'artillerie. Nous en avons besoin pour réduire nos pertes. » En un an, les ANSF perdent 5 000 policiers et militaires alors que le taux de désertion reste élevé et que la réduction des pertes est un objectif majeur pour maintenir les effectifs en ligne. Mais comme pour écarter la réalité, les responsables occidentaux se veulent quant à eux optimistes et louent – ainsi le général Hans-Lothar Domröse, de l'OTAN – « la capacité, la volonté et la confiance pour battre l'ennemi des forces afghanes ». Ce retrait survient en vérité à un moment particulièrement difficile pour l'Afghanistan. Les talibans testent de façon agressive la volonté du nouveau gouvernement afghan. Depuis novembre 2014, ils mènent une campagne terroriste sans précédent dans la capitale et ils estiment avoir repoussé les forces afghanes et étrangères des districts stratégiques de la province du Helmand. Pour eux, cette transition marque donc une étape majeure, voire une victoire.

Au début de la mission « Sentinelle de la liberté », 9 800 soldats américains sont présents en Afghanistan. Le général Campbell en demande 1 000 en renfort, ce qui lui est accordé. En 2019, il y a encore 14 000 soldats américains ; en février 2020, 16 551 militaires de la coalition puis en juin 15 937. En janvier 2021, l'année fatidique, les Américains réduisent leur contingent à 2 500, mais il sera plus tard révélé qu'il y en avait 1 000 de plus en intégrant les forces spéciales. En février, 10 624 militaires de l'OTAN (750 Britanniques, 1 300 Allemands, 895 Italiens, etc.) et de pays partenaires non OTAN sont encore présents sur le sol afghan.

CHAPITRE 10

Lassitude occidentale. Retour et victoire des talibans

Les offensives des talibans, 2015-2016

Le président Ghani

Le 29 septembre 2014, Ashraf Ghani est officiellement investi comme président, tout en partageant le pouvoir avec le chef de l'exécutif Abdullah Abdullah. Il s'intéresse particulièrement à la guerre, jusqu'à demander des résultats individuels et à s'intéresser au niveau tactique, et, soutient l'intervention américaine, à la différence de Karzai. Il sait aussi se montrer ferme, comme lorsqu'il décide en mai 2016 de faire pendre six « terroristes » – quatre talibans, un membre d'Haqqani et un d'Al-Qaida – qui ont tué des civils et des militaires, posé des mines et – pour l'un d'eux – assassiné cinq ans auparavant l'ancien chef du Haut Conseil pour la paix (High Peace Council-HPC) et ancien président, Burhanuddin Rabbani.

Sur le plan politique, cependant, les négociations entre Abdullah Abdullah et lui sur les nominations des ministres, des adjoints et d'autres

hauts responsables s'éternisent. C'est ainsi qu'il n'y a pas de ministre de la Défense pendant toute l'année 2015 et que nombre de postes importants ne sont pas pourvus alors que les rivalités internes bloquent le fonctionnement de l'administration. Pis, les élections parlementaires prévues en septembre 2016 doivent être reportées jusqu'en octobre 2018 en raison des divergences sur la composition des commissions électorales. Le désordre politique de Kaboul entraîne des conséquences sur l'effort de guerre en retardant les décisions d'achats et de distribution de munitions et d'autres approvisionnements vitaux qui mettent les unités dans une situation délicate. Les fractures dans l'unité du gouvernement contribuent aussi à aggraver la corruption dans l'armée et la police, installant une compétition entre les réseaux qui ne sont plus contrôlés, ce qui s'ajoute à l'absence d'une solide chaîne de commandement. La dégradation de la situation économique, par ailleurs, fait chuter la croissance à 0,8 % en 2015, alors que l'assistance économique américaine se réduit et que disparaît la manne financière liée aux emplois et aux contrats avec l'ISAF. Enfin des milliers d'Afghans, et en particulier ceux qui ont reçu une formation et une éducation de haut niveau, émigrent vers les pays du Golfe, l'Europe, les États-Unis et l'Inde, ce qui montre à la fois la défiance vis-à-vis des institutions et la perte de confiance quant à l'avenir du pays.

L'État islamique plus radical que les talibans

Cependant, si le gouvernement affronte ses propres dissensions, les talibans doivent aussi faire face à l'apparition, vers 2013 ou 2014, d'un mouvement terroriste qui apparaît au Moyen-Orient : l'État islamique, lequel se développe sous l'égide d'Abou Moussab al-Zarqaoui et d'Al-Qaida en Irak. À la différence des talibans, il encourage les attaques contre les États-Unis et l'Europe. L'« émir » de l'État islamique d'Irak, Abou Bakr al-Baghdadi, a d'ailleurs fait allégeance dès le 9 mai 2011 à Ayman al-

Zawahiri, le successeur de ben Laden tué huit jours plus tôt. En décembre 2014, il va plus loin et publie une déclaration qualifiant le mollah Omar « d'inculte » et lui dénie le droit au titre d'émir de tous les croyants. L'État islamique accuse directement les talibans d'être des instruments du Pakistan.

En 2014, de nombreux talibans pakistanais qui fuient l'offensive au Waziristan font allégeance à « Daech », l'acronyme arabe de l'État islamique. Rejoints par des cadres d'Al-Qaida, ils s'emparent rapidement de nombreuses vallées et des piémonts du Nangarhar. En janvier 2015, Baghdadi reconnaît officiellement un groupe de partisans comme l'« État islamique de la province du Khorassan » (ISKP) – l'ancien nom donné à une région qui englobait sous le califat Omeyyade des parties de l'Afghanistan, du Pakistan, de l'Iran et de l'Asie centrale. Hafez Sayid Khan, un ancien taliban pakistanais, devient son chef et Abdoul Raouf Khadim, le commandant de Sangin en 2014, le rejoint avec trois cents de ses combattants. Akhtar Mohammed Mansour, qui dirige les talibans au nom du mollah Omar, ordonne immédiatement de résister à ce mouvement à travers tout l'Afghanistan, consacrant le début d'une guerre qui sévit encore aujourd'hui. Peu après, des combats éclatent à Helmand, Farah, Zaboul et Nangarhar. L'État islamique peut établir un point d'appui dans le district montagneux de Achin dans la province orientale du Nangarhar, là même où ben Laden avait mené sa bataille dans le système de grottes de Tora Bora. C'est la seule province en vérité où il parvient à s'implanter durablement, avec le Kunar : partout ailleurs il se heurte aux talibans. En mai 2015, il cherche à s'étendre autour de Jalalabad, où d'anciens talibans pakistanais arborant le drapeau noir de l'État islamique avancent au sud de la capitale provinciale. Il aligne entre 1 000 et 3 000 combattants dans cette région, sur les 4 000 présents en Afghanistan. En été, la Quetta Shura déploie des renforts à Nangarhar, où dans une série de durs combats entre juillet 2015 et janvier 2016 des actions offensives non coordonnées sont

lancées par les talibans et l'armée afghane autour de Jalalabab. En octobre 2015, Obama autorise les forces spéciales américaines et les drones à accroître les attaques contre l'État islamique. L'année suivante, des attaques de l'armée afghane soutenues par les Américains neutralisent une centaine de combattants dans les montagnes au sud de Jalalabad. Hafez Sayid Khan, leur chef, y est tué en juillet, ce qui désorganise le groupe jusqu'à la nomination en octobre par Baghdad de Maulawi Abdul Hasib pour le remplacer. Toutes ces attaques réduisent les effectifs de l'État islamique à 2 500 combattants au début de 2016.

Chute et reprise de Kunduz

Lors de la Quetta Shura du 30 juillet 2015, Mansour est reconnu comme le nouvel émir après l'annonce officielle de la mort – deux ans plus tôt ! – du mollah Omar. Cependant, plusieurs autres événements décisifs vont se jouer sur le champ de bataille. Au début de la saison des combats, cette année-là, la présence de l'ISAF se réduit à 9 800 militaires ; les Britanniques quant à eux ont quitté le Helmand, mais ils fournissent encore 450 soldats consacrés aux opérations spéciales et à l'entraînement du corps des officiers. Le général Campbell remplace Dunford fin août 2014 à la tête des forces américaines et alliées en Afghanistan. Enfin, seules des unités des forces spéciales sont autorisées à conseiller les Afghans lors des opérations et, sous certaines conditions, à intervenir contre Al-Qaida et l'État islamique.

Obama réduit strictement les frappes aériennes contre les talibans à des situations extrêmes, c'est-à-dire si une zone stratégique ou une formation afghane se trouve sous le risque d'être totalement submergée. À la Maison Blanche et au Pentagone, en effet, on commence à estimer que les forces afghanes disposent de suffisamment de matériel – voire on se demande pourquoi les ANSF ont encore besoin d'appui aérien quand les talibans n'en

disposent pas. Cette forme d'interférence dans l'appréciation tactique va entraîner des conséquences importantes, d'autant que les forces de la coalition n'ont très souvent obtenu de succès en Afghanistan que grâce, justement, à leurs appuis aériens. Pour la première moitié de la saison opérationnelle de 2015, la progression des talibans ressemble à celle de 2014. Cela change en août quand Mansour coordonne une série d'offensives contre les capitales de province et les districts qui les entourent au nord, à l'est et au sud de l'Afghanistan. L'un de ses objectifs est Kunduz, la province du nord qui borde le Tadjikistan, qui offre un accès direct aux routes des trafics vers le Tadjikistan et l'Ouzbékistan.

Les Pachtouns du Nord, qui soutiennent les talibans dans les années 1990 et après 2001, se considèrent toujours opprimés par les chefs de guerre tadjiks et ouzbeks, qui exercent une forte influence sur la province. En avril 2015, le mollah Abdul Salam, le gouverneur taliban de Kunduz, parvient à deux kilomètres de la ville. Fin mai, environ 3 000 soldats afghans sont envoyés dans la région pour affronter 2 000 talibans. Les renforts gouvernementaux repoussent finalement ceux-ci à une quinzaine de kilomètres de Kunduz. Tout au long de juillet, les combats se poursuivent et permettent aux talibans de grignoter du terrain dans le district de Khan Abad, au sud-est de Kunduz, ce qui provoque le repli de 2 000 policiers et miliciens gouvernementaux. À ce moment, les moyens aériens des Américains ne sont pas mis en œuvre.

L'attaque contre Kunduz est lancée à 3 heures du matin le lundi 28 septembre 2015. À l'extérieur de la ville, les unités de police et de milice s'enfuient aussitôt ou se rendent en majorité face aux attaques simultanées venues de l'extérieur et de l'intérieur. Deux bataillons de l'armée, soit environ 1 000 hommes, se dérobent également, abandonnant leurs Humvee, leurs armes et leurs munitions. C'est une réelle déroute, alors que les effectifs des ANSF dépassent de loin ceux des talibans. La raison en est clairement le manque de motivation et en aucun cas le manque de moyens.

Le général Hamid, qui ne dispose que de peu d'informations depuis Mazar-e Sharif, informe Kaboul le mardi 29 septembre que ses forces se replient sur l'aéroport et qu'il sollicite des renforts. Seules des frappes aériennes américaines arrêtent alors la progression du mollah Salam vers sa position. Pour la première fois, une capitale provinciale tombe entre les mains des talibans en seulement deux jours. Les médias internationaux diffusent largement les images des habitants accueillant chaleureusement les vainqueurs qui paradent dans les véhicules capturés de la police et de l'armée. Le président Ghani envoie alors rapidement des unités de commandos de l'armée afghane accompagnées de deux équipes de forces spéciales américaines avec quelques homologues britanniques et allemands. Les commandos afghans se distinguent du reste de l'armée grâce à une sélection des cadres fondée uniquement sur le mérite et un entraînement assuré depuis des années par les forces spéciales américaines. Ils se répartissent entre l'armée, la police et le ministère de l'intérieur : 18 000 combattants disponibles sur les 350 000 personnels des ANSF. Stimulés par la supervision du général Campbell, les soldats afghans contre-attaquent dans la nuit du 1er octobre. Avec l'aide des appuis américains, ils parviennent au centre de la ville, où des combats difficiles durent plusieurs jours. Le 5 octobre, la capitale provinciale est de nouveau reconquise, mais les opérations en dehors de la ville ne sont pas couronnées de succès. Finalement, cette opération démontre la vulnérabilité de l'armée afghane, qui peine à reprendre Kunduz et qui ne peut manifestement pas le faire sans l'aide aérienne et terrestre de l'OTAN. En outre, si le crédit de la reprise de Kunduz est accordé aux forces spéciales de l'armée et de la police, l'usage intensif des premières pour compenser les faiblesses des autres unités les détourne de leur mission initiale et elles se trouvent plus employées dans des missions conventionnelles. Finalement, tout juste un an après l'avènement du gouvernement d'union nationale d'Ashraf Ghani, cette offensive des talibans est un succès stratégique qui démontre leur capacité à

s'emparer d'une ville de province, de surcroît éloignée des frontières du Pakistan. C'est aussi et d'abord une première victoire pour le nouveau chef des talibans, le mollah Mansour, qui marque ainsi son avantage face à la contestation dans ses rangs et à la concurrence de l'État islamique.

En 2015, la question se pose nettement de savoir si cette bataille de Kunduz peut rebattre les cartes. Face à ce que le Pentagone juge comme un « revers », le général John Campbell, témoigne le 6 octobre devant le Sénat américain pour mettre en garde contre le retrait prévu en fin d'année suivante. Et alors que la campagne électorale bat son plein, avant l'élection présidentielle de novembre 2016, le sénateur républicain Donald Trump prend également parti pour le maintien en Afghanistan.

Les offensives des talibans au nord et dans le Helmand

Cette attaque contre Kunduz précède le déclenchement de bien d'autres dans le nord de l'Afghanistan. Début octobre, les talibans se heurtent à Maimana, la capitale de la province de Faryab, à une sérieuse résistance et subissent des pertes face aux soldats afghans et aux milices locales appuyés par des frappes aériennes américaines. Ces opérations montrent que les talibans passent d'une tactique d'attaque suivie d'un repli à des assauts d'ampleur avec l'objectif de tenir du terrain. Ces événements amènent le général Abdul Rashid Dostom à reprendre l'uniforme et à retrouver son palais de Shibarghan, juste au nord de Faryab, pour essayer de ramener le calme dans son fief du nord de l'Afghanistan et coordonner la réponse face à cette offensive. En hiver, les talibans attaquent Pul-e Khumri, la capitale de la province de Baghlan qui se trouve dans la zone tenue par Massoud avant 2001, et coupent les lignes fournissant l'électricité à Kaboul. À la fin de l'année, des zones entières des six provinces du nord sont entre leurs mains. Mille talibans attaquent également Ghazni, mais à la différence de

Kunduz, le corps d'armée afghan, sous le commandement du général Yaftali, fait face efficacement en bénéficiant de l'aide de quelques frappes américaines.

Dès lors que le nord du Helmand se trouve largement sous contrôle des talibans, le mollah Mansour tourne son attention vers le centre de la province. Ici, la défense repose sur une série de chefs tribaux qui ont été associés aux Marines en 2010. Ainsi Gul Mullah, qui appartient à la plus importante tribu du Helmand, les Alizaïs du district de Musa Qala. Son frère, le général Omar Jan Haqmal [*1], est encore le chef de la police de ce même district. Après avoir mené les contre-attaques de Sangin en 2013 et en 2014, il gagne la réputation d'être le plus efficace de ses pairs et – contrairement à beaucoup d'autres – maintient ses effectifs avec 600 policiers expérimentés.

À l'été 2015, les lacunes du système des ANSF atteignent déjà les forces déployées dans cette zone du centre. Si le nombre total de policiers, soldats et policiers locaux du Helmand est officiellement de 28 400, il ne s'en trouve en réalité sur les rangs que 19 000. Les pertes subies lors des combats du nord Helmand distendent les lignes de défense et affaiblissent le moral des ANSF. Le départ des unités américaines y favorise aussi la mauvaise gestion et la corruption : sans leur supervision, les chefs de la police et de l'armée vendent des munitions aux talibans. Ils se livrent également à la pratique des « soldats fantômes », laquelle consiste à inscrire dans les effectifs des personnels qui n'existent pas. Préoccupé par le Helmand, le général Campbell y place un détachement de forces spéciales et de conseillers pour remettre sur pied quelques bataillons afghans après leurs engagements dans le nord.

Le mollah Abdul Rahim Manan, le gouverneur taliban du Helmand, stimulé par ses succès au nord de la province, dispose d'entre 8 000 et 14 000 combattants pour une nouvelle offensive contre son centre. L'attaque vise tout d'abord Babaji, une zone identifiée comme un point

faible situé à 20 kilomètres de Lashkar Gah. Quatorze postes de police tombent dès le premier soir, une progression qui amène les talibans à 10 kilomètres de cette capitale de province. Pour Omar Jan, c'est un désastre. Aussi part-il lui-même à l'assaut du village de Chah-e Anjir à 10 kilomètres au nord-ouest de Lashkar Gah qu'il finit par reprendre, mais ce n'est qu'un saillant établi dans la zone d'avancée des talibans. La phase suivante de l'offensive de Manan a lieu fin octobre contre Marjah, où la ligne de front tient une semaine avant son effondrement, ce qui permet aux talibans de s'emparer de stocks de mitrailleuses lourdes, de munitions et de véhicules Humvee.

Le général Campbell et Ghani réagissent rapidement : deux bataillons de l'armée sont déployés ainsi que quatre compagnies de commandos le 24 octobre. Campbell autorise également des frappes sélectives en soutien de l'armée et de la police afghanes, ce qui permet de lever l'encerclement du bâtiment du gouverneur du district à Marjah. Comme à Sangin, toutefois, ce n'est plus qu'un îlot entouré de talibans, un symbole de défaite de la campagne du Helmand. Les forces gouvernementales sont en ruines, déplorant 2 000 pertes et un nombre inconnu de désertions. Celles de la police locale, qui combat directement pour sa famille et ses villages, sont de deux à trois fois supérieures aux autres composantes des ANDSF. Début novembre, des forces spéciales américaines sont envoyées à Lashkar Gah pour renforcer sa défense mais le problème demeure : les autorités militaires afghanes ne sont pas fiables et, sans l'aide américaine, rien ne tient. Le corps d'armée est tombé à 11 200 soldats sur 18 000, la police à 4 900 sur 8 000 et la police locale à 1 200 sur 2 400. Officiellement, 1 200 soldats et policiers ont été tués et blessés rien qu'en octobre et novembre.

La même inquiétude au sujet de l'épuisement et de l'usure de la police et de l'armée se retrouve partout en Afghanistan. En 2015, plus de 20 000 soldats et policiers afghans ont été tués ou blessés dans tout le pays :

c'était 15 000 en 2014. Les forces spéciales américaines et les commandos afghans permettent cependant de rétablir la situation et d'éviter la défaite, tout comme les appuis aériens dont l'emploi est désormais restreint aux situations critiques [*2].

Des bataillons entiers et des forces de police de districts sont dissous ou jugés inaptes au combat. Plus les talibans s'emparent de régions, plus le recrutement se tarit : le danger, naturellement, dissuade beaucoup de s'engager. L'armée et la police sont emportées dans un cercle vicieux. En 2014, si elles acceptent la défaite après des mois de durs combats, en 2015 la retraite et la fuite deviennent des modes d'action acceptés. De plus en plus, des soldats bien équipés cèdent rapidement devant des talibans moins nombreux. La supériorité morale de ceux-ci, combinée à la corruption et à la réduction des appuis aériens américains, représente la première raison des défaites de 2015, la plus grande année de succès depuis 2006 pour les talibans.

Obama choisit de maintenir un effectif minimum

La série de défaites provoque une évolution de la politique américaine. En mai 2014, la situation semble favorable avec un mouvement affaibli par la mort de ben Laden. Le retrait d'Irak semble en bonne voie et il peut servir de modèle à l'Afghanistan. Un mois plus tard, le contexte stratégique bascule : l'État islamique balaie Mossoul et établit un califat. Campbell demande alors à la Maison Blanche de revenir sur la planification du retrait et de conserver des bases en dehors de Kaboul, où il estime que les États-Unis doivent rester entre cinq et dix ans. Il conseille même d'envoyer des renforts pour atteindre 15 000 soldats sur le territoire. Le général Dunford, nouveau chef d'état-major interarmées, suggère également de décaler le retrait. Quant au général John Nicholson, qui succède à Campbell en mars 2016 et possède déjà une grande expérience de l'Afghanistan, après y

avoir commandé une brigade dans l'est et au Kunar en 2006 et 2007, il demande à la Maison Blanche de conduire des frappes aériennes selon le principe des « effets stratégiques », ce qui correspond à une extension par rapport aux autorisations accordées pour cas extrêmes. Les succès des talibans permettent de convaincre Obama : à trois jours du sommet de l'OTAN de Varsovie, le président annonce finalement le mercredi 6 juillet 2016 que 8 400 soldats resteront après la fin de l'année, sans donner plus de détails. Cette décision met un terme à trois ans de débats sur le retrait américain d'Afghanistan.

Les offensives de 2016

Les défaites de 2015 préparent le terrain pour de multiples offensives en 2016. Après une année de succès où elles amassent des stocks d'armes et de matériels capturés, les unités d'intervention de Mansour, les *keetaq muntazaree*, sont mises en place dans tout le pays avec des équipements modernes. Pendant la première moitié de l'année, les talibans font pression sur quatre capitales de province : Tarin Kowt dans l'Uruzgan, Farah dans la province du même nom, la ville de Kunduz dans la province homonyme et Lashkar Gah dans le Helmand – après deux saisons de succès, la réputation de Manan, le gouverneur de cette dernière province, se renforce. En août, les districts de Nawa et de Garmser, qui assurent depuis sept ans la défense au sud de Lashkar Gah, sont emportés. Avec Nawa, les talibans contrôlent 11 des 14 districts de la province après une avancée de 200 kilomètres en moins de trois semaines : le vent de la défaite balaie la région. Dans le camp opposé, les dissensions entre les ANDSF s'étalent ouvertement, autant de rivalités de longue date qui favorisent la résurgence des talibans avec des autorités locales plus promptes à se garder les unes des autres que d'affronter l'ennemi. Après deux années où les ANDSF ont été en charge des opérations, le général Nicholson constate que les pertes subies résultent

d'un mauvais exercice du commandement alors que les soldats de base se comportent du mieux possible. De mars à août 2016, environ 4 500 soldats et policiers afghans sont tués et plus de 8 000 blessés. Il s'avère que ces actions à répétition conduites de façon échelonnée par les talibans correspondent à une stratégie d'usure des ANDSF en exploitant au mieux leurs défaillances.

Désormais, la véritable force militaire du gouvernement de Kaboul repose sur ses commandos. Ces forces sont l'élément central de la protection des capitales de province comme Kunduz et Lashkar Gah. Pourtant, cette confiance qui leur est accordée est sujette à controverse, car les conseillers de l'OTAN et les 9 800 Américains ne prodiguent leurs conseils qu'à ces unités spéciales. Malgré un doublement de leurs pertes comparées à 2014, elles conservent une forte motivation et un haut niveau de fiabilité pour affronter les plus difficiles combats. À ce rythme, si ces formations risquent de s'autodétruire, avec un effectif d'environ 11 500 hommes, elles sont encore la meilleure ligne de défense de Kaboul contre les quelques milliers de combattants de l'État islamique et les 35 000 talibans. Au début d'octobre, ces derniers attaquent simultanément quatre capitales de provinces : Tarin Kowt (Uruzgan, la province au nord de Kandahar), de nouveau Kunduz, la ville de Farah (province de Farah, à l'ouest du pays) et Lashkar Gah pour le Helmand.

À Kunduz, le mollah Salam s'empare brièvement du centre de la ville et incendie la maison du gouverneur après que la police et l'armée ont lâché pied. Une déroute complète, à l'image de celle de l'année précédente, est prévenue par la résistance obstinée d'un détachement du NDS. Nicholson envoie alors des centaines de soldats en renfort, dont des commandos afghans et des forces spéciales américaines, ce qui permet de reprendre le contrôle de la ville.

À Lashkar Gah, l'attaque est portée dans trois directions grâce, aussi, à l'infiltration de combattants déguisés en policiers gouvernementaux et

utilisant des véhicules capturés. L'armée et la police résistent à peine et 600 soldats d'un bataillon se rendent, voire rejoignent les talibans. Le chef de la police, le général Qatooz, et le gouverneur Hayatullah Hayat s'enfuient tous deux. Il ne reste que Mir Hamza, le chef du NDS qui combat dans le Helmand depuis 1995, qui résiste jusqu'à l'arrivée de trois cents commandos afghans. La situation est finalement rétablie grâce à la présence de neuf cents conseillers et soldats de la coalition dans le Helmand.

Nicholson rétablit donc la situation, mais Tarin Kowt, les villes de Farah, Kunduz et de Lashkar Gah demeurent assiégées. L'armée et la police sont dans un état trop faible pour repousser les talibans alors qu'elles ont perdu 40 000 hommes en 2015 et 2016. Leur moral est si bas qu'il n'y a plus que quelques unités pour tenir le terrain. Les talibans tiennent de larges secteurs dans au moins seize des trente-quatre provinces, ce qui leur donne accès à nombre de zones cultivables en pavot et à une large base de recrutement.

Ainsi, malgré des années d'effort, les défaites de 2015 et 2016 démontrent l'échec des Forces de défense et de sécurité afghanes à pouvoir se substituer à l'ISAF. Au printemps 2017, des Marines commandés par le général Roger Turner relèvent les conseillers de l'armée américaine dans le Helmand. Omar Jan, quant à lui, se relance dans la lutte contre les talibans. Il parvient à maintenir la ligne de front jusqu'à sa mort le samedi 23 septembre dans une embuscade tendue sur la route entre Lashkar Gah et Nad Ali. Son destin symbolise l'engagement de ceux qui ont suivi l'intervention de Washington : sa famille est détruite dans cette guerre et sa mort sonne le glas de la période des victoires américaines.

L'administration Trump, une volonté de départ contrariée

Le mini-*Surge* du président Trump : entre fermeté et négociations

Le samedi 21 mai 2016, un drone américain tue le mollah Akhtar Mohammed Mansour au Balouchistan. À la différence de la crise de succession qui suit l'annonce officielle de la mort du mollah Omar dix mois plus tôt, les hauts responsables de la Quetta Shura choisissent dès le 23 mai Maulawi Haybatullah Akhundzada, l'un des adjoints du défunt, pour être le nouveau chef de l'Émirat islamique (des talibans) avec Sirajuddin Haqqani et le mollah Yaqoub comme adjoints. Haybatullah Akhundzada est un Noorzaï de Panjwai dans la province de Kandahar, dont la réputation de calme et son rôle dans plusieurs affaires délicates assurent la crédibilité. Sirajuddin Haqqani, quant à lui, était déjà l'adjoint du mollah Mansour. Il est à la tête du réseau Haqqani (fondé par son père Jalaluddin) allié aux talibans et réputé proche du Pakistan. Considéré comme la branche la plus radicale des talibans, ce réseau est impliqué dans les attaques parmi les plus meurtrières dans le pays, visant des cibles occidentales et afghanes.

Côté américain, le président Donald Trump, élu le 8 novembre 2016, entre en fonction le 20 janvier 2017. Il pense que les États-Unis perdent en Afghanistan : « Nous ne gagnons pas… nous perdons », et ne démord pas de l'idée qu'il faut cesser toute assistance au Pakistan. Jusqu'en juin, cependant, il ne donne aucune directive. La menace terroriste finit alors par le convaincre et il décide d'envoyer 3 900 soldats supplémentaires, amenant l'effectif américain à 14 000. Toutefois, il n'en est par la suite jamais satisfait, et ne cesse de blâmer « les généraux » Mattis, secrétaire à la Défense, Dunford, chef d'état-major, et McMaster, le conseiller à la sécurité. Trump annonce sa nouvelle stratégie le 21 août. Il promet

d’exercer plus de pression sur le Pakistan et de donner davantage de possibilités aux militaires américains d’employer la force. Il souligne qu’il n’y a pas de limite de temps et qu’il s’agit d’une approche liée à la réalisation des conditions fixées, à savoir la destruction de l’État islamique et d’Al-Qaida afin d’empêcher les talibans de prendre le contrôle de l’Afghanistan et surtout de prévenir des attaques massives terroristes contre les États-Unis. La plus importante orientation reste que la nouvelle stratégie met la priorité sur les négociations. Le Pentagone et le département d’État y voient un pas vers un règlement politique, même si les limites en restent imprécises – tout comme l’objectif final de la stratégie, d’ailleurs. Une année va passer avant que ne se concrétise cette option.

Sur le terrain, après les désastres de 2015 et 2016, Nicholson met en œuvre la puissance militaire américaine pour ralentir le mouvement des talibans. Le général James Mattis réaffecte en Afghanistan des drones, des dizaines d’hélicoptères d’attaque AH-64 et une escadrille d’avions d’attaque au sol A-10. Trump donne l’autorisation d’employer ces appuis même si la police ou l’armée ne sont pas en danger – et là où les conseillers sont présents, ils peuvent être aisément demandés. En 2018, il y a ainsi davantage de frappes délivrées qu’à n’importe quelle période depuis 2010 – 841 frappes rien qu’en septembre 2018, par exemple –, ce qui contribue à émousser le potentiel des talibans. Dans le Helmand, le nouveau général Wali Mohammed et les trois cents conseillers des Marines du brigadier général Roger Turner permettent à l’armée afghane de repousser les talibans à plus d’une dizaine de kilomètres de Lashkar Gah.

À la fin de la saison des combats de 2017, et face au manque de résultat des talibans, Haybatullah Akhundzada demande un changement de tactique face à l’augmentation des frappes aériennes. Il est temps selon lui de privilégier de nouveau les attaques de nuit suivies de replis et d’augmenter les attentats et les assassinats dans les villes. Les offensives doivent se

limiter aux provinces mal défendues plutôt que contre le Nangarhar, le Helmand ou Kandahar.

Cependant, même si les talibans subissent de nouveaux échecs, Nicholson ne peut résoudre les problèmes d'attrition dans les effectifs des ANDSF. Si les conseillers parviennent à réduire le taux de désertion, ils ne peuvent motiver une jeunesse réticente à s'engager pour combattre. Effectivement, les contrôles administratifs permettent aux Américains de constater que les effectifs réels se montent à 250 000 au lieu des 352 000 théoriques. Sur le terrain, ils sont encore plus faibles pour faire face à un ennemi taliban estimé à entre 60 000 à 80 000 combattants et à 5 000 supplémentaires appartenant à l'État islamique.

Ghani réoriente les forces afghanes

Le président Ghani se penche sur la situation militaire à un niveau que Karzai n'avait jamais atteint. Il s'engage pour développer le pouvoir du gouvernement central aux dépens des chefs de guerre et en marginalisant les potentats locaux comme Mohammed Atta, Ismaël Khan, Abdul Razziq et même son vice-président le maréchal Abdul Rashid Dostom, qu'il considère comme des parasites de la société. Le général John Nicholson passe des heures à le conseiller sur la sélection des responsables politiques et militaires. Ghani décide de mettre à la retraite cinq mille colonels ou généraux trop âgés dans les deux ans. Entre 2017 et 2018, il contraint au départ 1 215 officiers de l'armée et 989 officiers de police. Beaucoup sont corrompus mais d'autres sont de simples opposants politiques, et les remplacer par des personnels compétents n'est pas simple. Comme le président démantèle progressivement le réseau de commandement tadjik de Bismullah Khan, l'ancien ministre de la Défense et chef d'état-major, au profit des Pachtouns de l'Est, les Tadjiks quittent alors l'armée qu'ils ne dirigent plus – aussi parce qu'ils ne veulent pas combattre pour un président

qui ne défend pas leurs intérêts. Entre novembre 2017 et mars 2018, celui-ci se lance bel et bien dans une crise politique contre les Tadjiks en décidant de relever Mohammed Atta, le puissant gouverneur de Balkh.

Après le désastre de 2015, la province de Kunduz est désormais presque entièrement contrôlée par les talibans. Seule la présence de forces spéciales tout comme les frappes aériennes empêchent que les événements ne dégénèrent. L'influence des talibans s'étend jusqu'à Takhar, où ils ont des enclaves, et dans le Badakhshan, qui étaient pourtant des points d'appui tadjiks.

À l'été 2018, quand le général John Nicholson quitte son commandement après deux ans et six mois de présence le 2 septembre 2018, il informe le secrétaire d'État Mattis qu'il n'est parvenu qu'à une impasse. Les derniers mois de la saison des combats de 2018 sont pires que ce qui était espéré : les talibans s'emparent de la ville de Farah en mai puis de Ghazni en août – qui est cependant reprise par les forces spéciales afghanes et américaines, mais pas ses environs. Cette défaite non seulement ébranle la confiance que les Afghans avaient placée dans leur gouvernement, mais encore la presse américaine l'utilise à qui mieux mieux pour mettre en doute la stratégie suivie.

La montée de l'extrémisme de l'État islamique et des talibans

Mais pendant que le gouvernement se défend, l'État islamique et les talibans se radicalisent. Après avoir été ébranlé par ces derniers, par l'armée afghane, les milices et les forces spéciales américaines, en 2015 et 2016, l'État islamique du Khorassan effectue son retour sur la scène en 2017 et en 2018. Une campagne est alors lancée dans le Nangarhar, où il s'est maintenu après 2016 dans quatre districts sur la frontière pakistanaise. Le général Nicholson y envoie des forces spéciales américaines, des

commandos afghans et des miliciens qui lancent des attaques régulières appuyées par des drones. Le sud du Nangarhar est alors le seul endroit où les soldats américains combattent directement avec toutes les composantes des ANDSF. Les autorités de l'État islamique (EI) sont constamment ciblées. Le premier chef, Hafez Sayid Khan, est tué par un drone en juillet 2016 et son successeur, Shaykh Abdul Hasib, est éliminé fin avril 2017. Le chef suivant, Abu Sayed, un ancien taliban pakistanais de Bajaur au Pakistan, est atteint par un drone en juillet tout comme son successeur, un mois plus tard. L'État islamique s'accroche néanmoins à ses sanctuaires des montagnes du Spin Ghar au sud du Nangarhar et du Kunar, alors que de nouvelles recrues venues du Pakistan comblent les vides. Non seulement le recrutement ne tarit pas, mais de nouvelles cellules apparaissent à Jalalabad et à Kaboul ainsi qu'au nord du pays en 2017. Des volontaires émergent parmi les dizaines de milliers de réfugiés pachtouns fuyant les opérations militaires au Pakistan. Dans les villes, la propagande se répand auprès de la jeunesse dans les écoles et les universités, où même des professeurs relaient les idées de l'État islamique – notamment son idée de califat. En 2018, celui-ci passe de la phase de préparation au terrorisme direct. Des attentats suicides frappent Jalalabad, où 80 écoles ferment. Finalement, le service de renseignement, le NDS, dirigé par Nazr Ali Wahidi, prend en charge l'année suivante la répression. Formé à l'école communiste, il met en œuvre ses propres méthodes de sécurité, et l'État islamique, s'il n'est pas éradiqué, ne parvient pas à renverser le contrôle gouvernemental sur la ville.

Dans tout le pays, l'EI aligne 5 000 combattants en 2018, pour 2 500 en 2016. Les attaques suicides augmentent également : en 2018, elles causent 886 morts et 1 923 blessés civils, soit 22 % de hausse par rapport à 2017. Les deux tiers sont attribués à l'État islamique, lequel est en réalité une évolution de l'extrémisme qui suit son cours depuis 1979. Les talibans ont toujours été généralement pachtouns, traditionalistes, ruraux et

isolationnistes, plus ou moins étrangers aux villes et très souvent peu intéressés par les affaires du monde. L'État islamique apparaît quand ils perdent du terrain. Il prospère dans les villes désorganisées, où sa propagande touche les jeunes, les personnes instruites et même les femmes. Son action traverse les barrières ethniques, et ses soutiens adhèrent à une vision transnationale de l'islam. Par ailleurs, il est bien plus cruel, plus destructeur : il se plonge dans une sorte de violence sacrificielle et son extrémisme conduit les talibans à se radicaliser. À partir de 2015, nombreux sont ceux parmi ces derniers, séduits par son message et déçus par leur propre mouvement, qui le rejoignent. Certains membres de la Quetta Shura pensent alors que cela se produit parce qu'ils ont pris leurs distances avec Al-Qaida et d'autres groupes radicaux : un discours plus modéré tenu à partir de 2007 a pu désavantager le mouvement. Les talibans ont donc désormais un adversaire dans l'escalade de l'extrémisme et de la terreur. Face à ce défi, la Quetta Shura accroît son soutien à Al-Qaida et aux attaques suicides, même si l'organisation est plus faible que dix ans auparavant. Les attaques de drones et la mort de ben Laden l'ont en effet sérieusement affaiblie, elle qui ne compte que quelques centaines de membres au Pakistan et en Afghanistan et dont le vieux chef, Ayman al-Zawahiri [*3], se cache au Pakistan. Pourtant, Al-Qaida parvient à survivre : des cellules sont encore actives dans le Kunar et le Nuristan, mais aussi à Ghazni et au sud de l'Afghanistan, mais en tout il ne doit plus y avoir que 400 voire 600 combattants d'Al-Qaida en Afghanistan.

Haybatullah Akhundzada, le chef des talibans, encourage l'extrémisme, se différenciant en cela du mollah Omar, tant dans l'enseignement religieux que dans sa volonté d'adopter les méthodes les plus radicales. Il va même jusqu'à pousser un de ses fils adoptifs de 23 ans à commettre une attaque suicide en 2017 lors d'une attaque dans le Helmand avec une vidéo prouvant son action. Aucun autre chef afghan n'avait jusqu'alors sacrifié un membre de sa famille, mais ce geste est interprété comme la marque d'un

engagement total vers l'islam le plus radical qui permet d'accroître la popularité d'Haybatullah.

Face à cette montée de l'extrémisme, la désillusion se répand à Kaboul et au sein du gouvernement. Des pertes incessantes usent la volonté du gouvernement et de ses soutiens – plus de 100 soldats et policiers meurent chaque semaine. La lassitude de la population la conduit à penser que l'arrivée des talibans au pouvoir amènera la fin des violences. Les élections parlementaires ont lieu à l'automne 2018, soit avec trois ans de retard, et portent au pouvoir une nouvelle génération. Le général John William « Mick » Nicholson termine quant à lui son tour d'opérations en septembre 2018, après deux ans et demi de commandement, soit plus longtemps qu'aucun autre général américain à ce poste. Le général Austin Scott Miller lui succède aux fonctions de commandant de la mission « Resolute Support » de l'OTAN et des forces américaines en Afghanistan[1]. Il a déjà effectué ici de multiples séjours, notamment en 2010, lorsqu'il a mis sur pied la police locale afghane, puis de 2013 à 2014, comme commandant des opérations spéciales.

Négociations de paix avec les talibans

Au début de 2018, Washington, le gouvernement afghan et les talibans commencent à retrouver le chemin des négociations. La guerre atteint un tel niveau d'intensité que les États-Unis font face à un engagement illimité si des négociations ne surviennent pas. Les forces afghanes subissent de terribles pertes et, à la différence de 2010, le Pentagone accepte désormais les discussions comme un objectif de la stratégie militaire. En février, les talibans adressent une lettre ouverte aux Américains dans laquelle ils se déclarent prêts à négocier avec les États-Unis aussi longtemps que le gouvernement afghan sera exclu des discussions.

Le retour de Zalmay Khalilzad

L'ambassadeur Zalmay Khalilzad, qui fut le négociateur de l'accord de Bonn, est choisi en septembre 2018 par la Maison Blanche pour engager des négociations avec les talibans. Rejeté par Ghani, il a l'appui du secrétaire d'État Pompeo, du général Dunford, chef d'état-major interarmées, et du général Miller. Les objectifs de négociations des Américains restent largement inchangés par rapport à 2012 : la fin de la violence, un règlement politique afghan, la renonciation au soutien à Al-Qaida et une présence à long terme de systèmes de renseignement et des unités de forces spéciales pour mener des opérations de contre-terrorisme. La position des talibans s'est en revanche durcie depuis 2011, quand ils avaient voulu discuter avec le gouvernement. De surcroît, Maulawi Haybatullah Akhundzada est beaucoup moins enclin au compromis que son prédécesseur Mansour, plus pragmatique. Dès son arrivée à la tête du mouvement, il pose la condition du retrait comme un préambule à l'ouverture des négociations et il n'envisage celles-ci qu'avec les Américains, refusant toute forme de reconnaissance du gouvernement de Kaboul.

C'est alors que Trump décide de modifier l'orientation des négociations. Les élections de mi-mandat de novembre 2018 approchent et sa patience est épuisée. La menace terroriste l'impressionne moins qu'une année auparavant et quand on l'évoque, il reste dubitatif. Le 10 décembre, il ordonne à Mattis et Dunford de procéder au retrait de toutes les forces – y compris celles engagées dans la lutte contre le terrorisme – hors d'Afghanistan avant quelques semaines. Huit jours plus tard, les choses s'aggravent quand le président annonce le retrait des forces de Syrie où elles combattent l'État islamique. Mattis et Dunford n'ont pas été prévenus, et la presse indique que Trump avait décidé de retirer 7 000 soldats d'Afghanistan, ce qui est à moitié faux puisqu'en réalité il veut tout retirer. Mattis reste persuadé que les États-Unis doivent rester en Afghanistan et

encore plus en Syrie, où l'État islamique pose un plus grand danger que les talibans. Soutenu par le Congrès qui voit en lui un rempart contre les décisions abruptes de Trump, James Mattis ne veut pas céder. Il présente sa démission dans une lettre virulente qui vise le président et quitte ses fonctions le 1er janvier 2019. Trump cède cependant sur la question du retrait immédiat et accorde quelques mois supplémentaires à Khalilzad, Dunford et Miller. Avec le départ de Mattis [*4], le secrétaire d'État Mike Pompeo devient le poids lourd de la politique étrangère. Comme cette guerre ne l'intéresse pas, il soutient Trump quant à son intention de départ – si une nouvelle attaque terroriste devait survenir, après tout, il suffirait de revenir en Afghanistan et de procéder à des représailles…

Khalilzad relance les négociations

Khalilzad, qui reçoit de Pompeo l'instruction d'obtenir un accord, change alors l'ancienne position américaine. Il décide de s'engager directement avec les talibans en remettant à plus tard des négociations dirigées par les Afghans. Il s'agit désormais d'obtenir un accord américano-afghan avec quatre composantes : tout d'abord une garantie des talibans que le sol afghan ne serait pas utilisé pour attaquer un autre pays, puis une échéance pour un retrait complet américain, troisièmement un engagement des talibans pour obtenir un arrangement politique avec le gouvernement et enfin un cessez-le-feu général. Pour Khalilzad, rien ne pourra se faire si tous ces points ne sont pas acceptés. Cependant, les talibans ne s'engagent pas et ne parlent en public que d'une chose, en réalité : le retrait en échange d'assurances contre le terrorisme.

Khalilzad fait avancer les négociations en obtenant la libération d'Abdul Ghani Baradar, un des six fondateurs du mouvement taliban en 1994, qui est très respecté en tant qu'ancien adjoint du mollah Omar et qui se trouve enclin aux compromis pour parvenir à la paix. D'autres talibans

rejoignent la commission. Les plus visibles sont cinq anciens détenus de Guantanamo qui sont au Qatar depuis 2014. Ils ont tous été de hauts responsables du mouvement : parmi eux l'ancien commandant de l'armée, Mohammed Fazl Mazloom, l'ancien gouverneur de Balkh, Noorullah Noori, qui a commandé à Mazar-e Sharif, et Amir Khan Motaqi, le chef d'état-major de la Quetta Shura qui avait été proche du mollah Omar.

À son arrivée, le général Scott Miller crée ce qu'il appelle un « projet opérationnel ». Au cours de l'hiver, il concentre ses efforts sur les frappes aériennes, les drones et les moyens de recueil du renseignement et sur les opérations spéciales pour neutraliser la direction des talibans et perturber la préparation des opérations attendues pour le printemps. Son premier succès est l'élimination du mollah Manan, le gouverneur taliban du Helmand, le 1er décembre 2018. Mais pour faire face à l'offensive d'été, il fait basculer son effort vers la défense des postes. Il améliore ainsi le système de communications des unités afghanes vers les échelons supérieurs des provinces et les conseillers américains, enfin il déploie ses équipes de forces spéciales vers les capitales de province qui sont menacées pour renforcer leurs défenses avec la mission de cibler les autorités de l'ennemi. La campagne de 2019 est difficile avec des pertes plus importantes pour l'armée et la police afghanes que toute autre année. La situation est également délicate pour les talibans : à Doha, leur délégation admet que les frappes aériennes sont très efficaces et qu'ils doivent probablement céder du terrain dans le Helmand. Elle tente alors de négocier pendant des semaines la suspension des frappes aériennes.

Khalilzad rencontre les talibans en février 2019 pour une nouvelle série de discussions qui sont conduites par un de leurs dirigeants, Sher Mohammed Stanekzai. Un projet d'accord est même élaboré pour le 1er septembre, mais c'est l'époque où l'émir Haybatullah Akhundzada accroît le niveau de violence, sans doute pour faire pression sur Trump et le

pousser à confirmer cet accord, ou alors pour faire céder les forces de sécurité afghanes et leurs autorités en se mettant en position de force.

L'aigle américain frappe encore et obtient l'accord de Doha

Le problème des talibans est de ne pas avoir cru à des représailles américaines. Haybatullah lance trois offensives contre Kunduz, Baghlan et Farah le 31 août 2019. La plus importante est lancée contre la première de ces villes à partir de trois directions. Le ministre de la Défense Khalid et le ministre de l'Intérieur Andarabi se rendent sur place avec le général Miller pour diriger la résistance. En une journée, et selon le schéma classique, l'action des frappes aériennes et des forces spéciales avec l'armée et la police fait refluer les talibans en leur occasionnant de lourdes pertes. En une semaine, 24 Américains sont tués ou blessés ; 107 civils tués dans tout l'Afghanistan. Trump, qui attendait une réduction des attaques avant l'annonce d'un accord, se sent trahi, d'autant que les pertes sont ressenties à Washington comme une humiliation. Le président met alors un terme aux négociations et annule le retrait prévu à 8 600 soldats, tout en publiant sur *Twitter* son opinion : « Quelle sorte de gens sont-ils pour croire qu'ils vont renforcer leur position dans un marchandage en tuant autant de gens ? S'ils ne peuvent pas accepter un cessez-le-feu pendant des discussions aussi importantes, ils n'ont sans doute pas le pouvoir de négocier un accord significatif[2]. » Trump refuse alors toute annulation et tout report de l'élection présidentielle afghane. Il suspend le retrait et ordonne à Miller d'accentuer la pression opérationnelle. Pompeo indique à Khalilzad que les négociations ne reprendront pas tant que les talibans ne se seront pas montrés moins violents et n'auront pas accepté de discuter directement avec le gouvernement afghan. Mais le jour suivant Trump déclare à des journalistes que les discussions de paix sont « mortes » et ne reprendront

pas. La raison de ce retournement surprenant ? Donald Trump ne peut accepter de perdre la face et de nuire à sa réputation en risquant de passer pour un naïf qui a cru les talibans. L'élection présidentielle a donc lieu comme prévu le 28 septembre 2019, mais attire seulement 1,8 million de votants, soit le plus bas niveau de participation des élections afghanes. Après quatre mois de comptage, la commission électorale indépendante annonce Ghani vainqueur avec 50,6 % des suffrages, ce qui dispense d'un second tour. Abdullah Abdullah rejette le résultat, mais huit mois après, le 17 mai 2020, et grâce à une intense médiation internationale, il renouvelle avec Ghani le gouvernement d'union nationale – il est par ailleurs nommé à la tête du Haut Conseil pour la réconciliation nationale.

Après un échange de prisonniers talibans dont le frère de Sirajuddin Haqqani, le 19 novembre 2019, et sans doute soucieux de reprendre les négociations, les talibans, plus prudents face à une réaction américaine, cessent les attaques contre les villes de Kandahar, Kaboul, Mazar et Herat. Les conversations reprennent donc à Doha fin novembre. Le 13 février 2020, Pompeo peut annoncer une avancée importante et, pendant sept jours, les attaques cessent bel et bien dans les villes, sur les routes et contre les forces afghanes et américaines qui arrêtent dès lors leurs opérations. Trump est désormais disposé à accepter un accord, et la réduction du niveau de violence lui permet d'éviter les critiques aux États-Unis. La signature a lieu à l'hôtel Sheraton à Doha le 29 février devant un large public de diplomates du monde entier. Trente pays et organisations y assistent, dont la Russie, l'Allemagne, le Qatar et les Nations unies. L'accord[3] prévoit une échéance de quatorze mois pour le retrait complet des Américains et de la coalition, et l'engagement de la part des talibans à « ne pas autoriser tout groupe ou individu, dont Al-Qaida, à utiliser le sol afghan pour menacer la sécurité des États-Unis et de ses alliés », et ne pas les accueillir et à les « empêcher de recruter, entraîner et financer ». L'accord stipule également que des négociations entre Afghans doivent débuter le 10 mars. Mais auparavant le

gouvernement doit relâcher 5 000 talibans en échange de 1 000 policiers et soldats gouvernementaux.

Finalement, après dix-huit mois de discussions, les États-Unis et les talibans ont donc bel et bien leur accord. L'ambassadeur Khalilzad signe pour les États-Unis et le mollah Baradar, qui est en charge des négociations depuis 2010, pour les talibans. Le secrétaire d'État Pompeo en est le témoin. Le 3 mars, Trump félicite Baradar au téléphone. L'accord stipule des restrictions de combat pour les deux parties. Les Américains acceptent une réduction initiale des forces de 13 000 à 8 600 dans un délai de cent trente-cinq jours, suivi par un retrait complet sous quatorze mois, soit le 1er mai 2021, si les talibans respectent leurs engagements. Dans le prolongement de l'accord de Doha, Washington cesse de soutenir les forces afghanes dans leurs actions offensives, les forçant à prendre une posture défensive dans tout le pays, ce qui en réalité affecte leur moral et les pousse à des marchandages et à des arrangements avec les talibans. La rumeur qui court quant à des annexes secrètes à l'accord de Doha permet par ailleurs à ceux-ci de répandre de fausses informations sur la cession de territoires et de persuader ainsi les unités de police et de l'armée afghane de céder du terrain. Cet accord est cependant la meilleure occasion depuis 2001 d'arriver enfin à la paix et d'obtenir que les États-Unis se retirent après vingt années d'engagement. Des années de guerre sans réelle bascule de situation font accepter à Dunford, Nicholson et enfin Miller que le Département d'État peut à bon droit s'engager dans des négociations. Cependant, le facteur essentiel reste la volonté de Donald Trump de quitter l'Afghanistan et la forte pression qu'il exerce sur son gouvernement et ses généraux. Néanmoins, son impatience conduit Khalilzad à offrir beaucoup mais à recevoir peu. Il y a donc un pari diplomatique en suspens, un équilibre à trouver entre les échéances du retrait et le respect des engagements pris par les talibans.

Après la signature de cet accord de Doha, le processus se heurte immédiatement à la question de l'échange des prisonniers. La date du 10 mars prévue pour des discussions entre Afghans est repoussée : elles ne débutent en réalité que le 12 septembre. Abdullah conduit la délégation du gouvernement face au mollah Baradar, mais rien n'avance. L'espoir d'un règlement politique pris entre les deux parties afghanes s'avère sans fondement.

Trump accélère le mouvement de réduction en arrivant à 4 500 soldats juste avant l'élection présidentielle américaine de novembre 2020. Les talibans exploitent ces réductions d'effectifs pour redoubler leurs offensives, persuadés que le gouvernement afghan se retrouvera bientôt seul. Le 27 octobre, 1 000 d'entre eux s'avancent vers Kandahar et s'emparent de Panjwai, de Zharey et d'Arghandab, les districts tenus depuis le *Surge* de 2009 à 2011. Pour eux, la situation politique est simple : la paix sera établie quand ils détiendront le pouvoir. Trump, quant à lui, annonce en octobre que le retrait complet sera effectif à Noël, mais il change vite de position : le 17 novembre, après la victoire du démocrate Joe Biden, le département de la Défense annonce que 2 500 soldats sont appelés à rester en Afghanistan.

La chute de Kaboul

La lassitude américaine

Trump, en somme, laisse Biden face au choix de poursuivre jusqu'à l'échéance du 1er mai le processus de paix qui vacille ou de rester en Afghanistan pour affronter une guerre sans fin, où toutes les options ont déjà été testées et éprouvées.

Le nouveau président s'est longtemps opposé à la guerre, en particulier à cause des pertes subies. Il est certes concerné par le risque d'attaques terroristes et par le désastre que représente l'effondrement de l'Afghanistan, mais ses réticences sont anciennes et affirmées. Pendant sa campagne électorale, il évoque la possibilité de ne laisser qu'un petit contingent pour combattre le terrorisme. Cependant, la gestion de la guerre avec seulement 2 500 hommes semble assez difficile, et Biden décide donc de suivre la voie initiée par Trump et d'engager le retrait final à partir du 1er mai 2021.

Le 14 avril 2021, le nouveau président des États-Unis, contre l'avis de nombreux généraux et de diplomates, annonce que toutes les forces militaires américaines débuteront leur retrait avant le 1er mai et qu'il sera achevé le 11 septembre 2021. Il déclare tout simplement que le terrorisme n'est plus une menace majeure en Afghanistan : « Notre présence […] devait se concentrer sur ce pour quoi nous y sommes entrés qui était de s'assurer que l'Afghanistan ne deviendrait pas un sanctuaire et une base pour attaquer de nouveau notre pays. Nous l'avons fait. Nous avons atteint cet objectif. » L'OTAN n'est pas en reste, qui écrit comme bilan de la mission « Resolute Support » : « En février 2020, les États-Unis et les talibans signèrent un accord sur le retrait des forces internationales pour mai 2021. Le 14 avril 2021, reconnaissant qu'il n'y avait pas de solution militaire aux défis auxquels l'Afghanistan faisait face, les alliés décidèrent de commencer le retrait de [« Resolute Support Mission »] à compter du 1er mai 2021. La mission fut terminée le 1er septembre 2021 ».

Le général Austin « Scott » Miller quitte ses fonctions de commandant des forces américaines et de l'OTAN en Afghanistan le 12 juillet 2021, remplacé par le général McKenzie, commandant de CENTCOM. Ce départ est perçu comme la fin symbolique de la mission militaire américaine en Afghanistan. Le général McKenzie déclare dans son discours lors de cette discrète cérémonie de passation de commandement qu'il ne faut plus compter sur le soutien américain. Le général Joseph Dunford, chef d'état-

major interarmées américain, est parti quant à lui à la retraite en octobre 2020 (le général Mark Milley, qui a effectué trois tours d'opération en Afghanistan, lui a succédé). Sa stratégie consistant à rester en Afghanistan avec aussi peu de forces que possible comme une forme d'assurance et de garantie avait pourtant démontré son efficacité en six ans jusqu'en février 2020.

Quant aux autres figures de cette guerre, elles s'évanouissent peu à peu. Le général Stanley McChrystal – qu'incarne Brad Pitt dans le film *War Machine* inspiré du livre de David Hastings, *The Operators*[4] –, apporte son soutien en 2020 à la candidature de Joe Biden – qu'il avait autrefois fortement critiqué, nous l'avons vu – contre Donald Trump. Quant au général Petraeus, que l'amiral Michael McMullen, chef d'état-major des armées américaines, compare à Ulysses Grant, John Pershing, George Marshall et Dwight Eisenhower pour l'élever au rang de l'un des plus grands capitaines de l'histoire américaine, il a non seulement vu sa doctrine de contre-insurrection passer aux oubliettes, mais en outre sa chute s'accélère à la suite de critiques émises contre la CIA après l'attaque contre le consulat américain à Benghazi, en Libye, au cours de laquelle l'ambassadeur Stevens trouve la mort en septembre 2012. Stevens est ainsi le premier ambassadeur américain tué depuis la mort d'Adolph Dubs à Kaboul en 1979. Petraeus est d'ailleurs finalement condamné en janvier 2015 pour avoir transmis des documents classifiés à Paula Broadwell, sa biographe, alors qu'il était directeur de la CIA.

Après avoir été écarté en 2012 du poste de très haut niveau qui regroupait EUCOM et SACEUR (commandement des forces américaines en Europe et commandement militaire de l'OTAN), John Allen est entre 2014 et 2015 l'émissaire spécial du président pour la coalition contre l'État islamique en Syrie. Il soutient ensuite la candidature d'Hillary Clinton contre Donald Trump dans la campagne présidentielle de 2016. En juin 2022, il est contraint de démissionner de son poste de président de la

« Brookings Institution » à la suite d'une enquête fédérale l'accusant d'avoir illégalement apporté des conseils au royaume du Qatar sur la façon d'influencer la politique américaine et en agissant à son profit auprès de responsables de la Maison Blanche et de membres du Congrès.

Du côté afghan, Ghani débute son second mandat avec davantage d'autorité en tant que président, mais il doit désormais affronter le danger sans les Américains. De l'autre côté, enfin, les talibans stabilisent leurs positions, Haybatullah règne comme émir et les rivalités internes restent mineures.

L'offensive victorieuse des talibans

L'offensive d'été des talibans qui conduit à la chute de Kaboul le 15 août 2021 commence le 1er mai, et coïncide avec la réduction des forces de l'OTAN et des forces américaines à 2 500 militaires. Dans les trois premiers mois de leur offensive, les talibans remportent des gains territoriaux importants, passant de 73 districts sous leur contrôle à 223. Le 6 août, ils lancent un assaut contre les capitales provinciales, dont la plupart se rendent sans combattre, s'emparent après de longs combats des grandes villes de Herat, Kandahar et enfin Lashkar Gah, le 13 août. Deux jours plus tard, le président Ashraf Ghani s'enfuit du pays et les talibans entrent dans Kaboul sans résistance : ils contrôlent désormais le pays tout entier et peuvent réinstaller l'Émirat islamique d'Afghanistan. Face à cet effondrement rapide, le général Haybatullah Alizai, dernier commandant de l'armée afghane, réfute les déclarations des agences américaines de renseignement au sujet de cette offensive : « Ils prétendent que ce fut une surprise, mais pour nous ce fut une surprise qu'ils furent surpris[5]. » Il ne s'agit là en vérité que du résultat d'une stratégie initiée par les talibans depuis l'accord de Doha de février 2020, laquelle s'appuie sur des redditions négociées ou payées. Nombre de gouverneurs provinciaux

basculent en effet du côté des talibans après avoir passé des accords préparés de longue date. Pour ces derniers, il faut considérer aussi comme facteurs de succès leur choix stratégique d'attaquer les provinces du nord mais surtout la liberté de mouvement dont ils disposent sur les grands axes, ce qui est le résultat de recommandations faites par les conseillers américains de sacrifier les zones rurales au profit des centres urbains. La disparition des appuis aériens américains change en outre le scénario de la conduite de la guerre : les talibans peuvent désormais se regrouper, planifier et renforcer leurs lignes logistiques sans craindre les attaques américaines. Les forces afghanes, qui dépendent aussi du soutien logistique et des appuis aériens des Américains, se trouvent complètement déstabilisées quand ceux-ci s'évanouissent. Ainsi, pour le général Miller, « l'annonce [de Biden] stipulait un retrait total des forces américaines. Désormais, les moyens de soutenir directement les forces de sécurité afghanes avec des conseillers et un soutien aérien devaient partir. » Autre élément d'importance : en septembre 2020, dans le cadre des accords de Doha, environ 5 000 talibans, dont 400 accusés de crimes graves, sont libérés des geôles afghanes, ce qui permet aux talibans de renforcer leurs rangs avec nombre de ces combattants expérimentés.

Chronologiquement, l'offensive des talibans avance méthodiquement, entraînant tout l'édifice établi en vingt ans dans un démontage inexorable malgré quelques rares sursauts. Dès le mois de mai 2021, quinze districts tombent et 400 membres des forces de sécurité afghanes sont tués. À la fin du mois, le Portugal, la Slovénie, l'Espagne et la Suède retirent complètement leur contingent d'Afghanistan. En juin, les talibans prennent 69 districts et pénètrent dans les villes de Kunduz et de Pul-e Khumri, capitale de la province de Baghlan, tout en assiégeant Mazar-e Sharif. Ils s'emparent de nombreux postes frontières avec le Tadjikistan mais aussi du district de Saydabad, qui est considéré comme la porte de Kaboul. Le 16 juin, ils exécutent dans la ville de Dawlat Abad (province de Faryab au

nord-ouest) 22 commandos afghans qui se sont rendus. Ce même mois, 700 membres des ANSF sont tués et le 19 juin, Ghani remplace le chef d'état-major des armées ainsi que les ministres de l'Intérieur et de la Défense. Trois jours plus tard, le principal passage de frontière avec le Tadjikistan, Sher Khan Bandar, est pris, ainsi que treize autres districts. Le même jour, les forces afghanes lancent une contre-offensive autour de Pul-e Khumri et parviennent à éliminer un commandant de division ennemi, Qari Khalid, mais les talibans prennent le contrôle le même jour de Balkh et encerclent Mazar-e Sharif. Le 25 juin, les districts de Shinwari et de Ghorband (province de Parwan au nord de Kaboul) sont perdus et NBC News fait état d'un ralentissement volontaire du rythme des opérations par les talibans – qui sont surpris de leur vitesse de progression – afin de ne pas risquer de provoquer une riposte américaine.

En juillet, 300 membres des ANDSF sont encore tués ; 1 500 soldats afghans désertent vers le Tadjikistan et 300 vers l'Iran. Les talibans entrent dans les grandes villes de Kandahar et de Herat, et le gouvernement afghan doit lancer un programme de mobilisation nationale destiné à armer les milices locales. Au début du mois, l'Allemagne et l'Italie rapatrient leurs troupes et les Américains effectuent le transfert de la grande base de Bagram aux forces armées afghanes. Le 9 juillet, l'Organisation du traité de sécurité collective, qui regroupe des pays d'Asie centrale, annonce que la Fédération de Russie déploie 7 000 soldats sur la frontière pour soutenir le Tadjikistan. Malgré une série de défaites, le 7 juillet des unités des ANDSF renforcées de commandos mettent en échec un assaut des talibans contre la ville de Qala-e Naw, capitale de la province de Badghis au nord-ouest de l'Afghanistan, tuant 69 d'entre eux. Le lendemain, les talibans prennent cependant plus au sud le district stratégique de Karukh qui contrôle entièrement la capitale de la province de Herat. Le 10 juillet, le district de Panjwai (province de Kandahar) tombe et la ville de Ghazni est encerclée. Le 11, le ministre australien de la Défense annonce la fin de la présence

militaire australienne en Afghanistan ; le 12, le général Miller, commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan, quitte son poste. Ce même jour, 148 districts sont entre les mains des talibans et, le 14 juillet, le fameux poste de Spin Boldak, près du Pakistan, est perdu. Le 21 juillet, le chef d'état-major américain, Mark Milley, annonce que la moitié des districts afghans se trouvent sous le contrôle des talibans et que l'élan offensif est de leur côté. En revanche, dans la province de Bamian, à l'ouest de Kaboul, la milice locale et la police leur reprennent les districts de Sayghan et de Kahmard comme celui de Karakh dans la province de Herat. Le 31 juillet, les talibans se battent encore pour les capitales provinciales des provinces du Helmand (Lashkar Gah) et de Kandahar, qui continuent à se défendre ; l'aéroport demeure sous contrôle gouvernemental. Les talibans y mettent en œuvre leur tactique qui consiste à s'emparer des districts environnants puis d'asphyxier les villes. Des bombardiers lourds B-52 sont envoyés de la base d'Al Udeid au Qatar pour les frapper autour de Kandahar, Herat et Lashkar Gah. Des drones armés du type Reaper tout comme des appareils du porte-avions USS *Ronald-Reagan* sont aussi employés quotidiennement, voire cinq fois par jour pour les avions C-130 Spectre Gunship. Cependant plus d'un tiers des aéronefs de l'armée de l'air afghane sont désormais indisponibles parce que les contractuels américains qui assuraient la maintenance sont partis.

Le 6 août, Zaranj, la capitale de la province de Nimroz au sud-ouest de l'Afghanistan, sur la frontière avec l'Iran, cède ; puis au nord, le lendemain, Sheberghan (capitale de la province de Jowjan frontalière du Turkménistan) – c'est la deuxième capitale provinciale aux mains des talibans. Le 8 août, toujours dans la partie septentrionale du pays, les talibans s'emparent des villes de Kunduz, de Taloqan – qui a bien résisté depuis juin – et de Sar-e-Pol, après de durs combats. Le 9 août, la progression se poursuit avec la prise sans combat d'Aybak, la capitale de la province de Samangan, en raison de l'intervention des représentants locaux. Le même jour, Asif Azimi,

un sénateur de Samangan, et un important chef de guerre du Jamiat-e-Islami, le parti de Rabbani et de Massoud, font défection chez les talibans avec plusieurs centaines de combattants.

Le mardi 10 août, Farah est finalement la septième capitale de province capturée – la huitième est Pul-e Khumri. Le même jour, face à l'avancée inéluctable des talibans, le président Biden déclare qu'il ne regrette pas sa décision de s'être retiré d'Afghanistan, soulignant que les États-Unis ont dépensé mille milliards de dollars en vingt ans et perdu des milliers de soldats [*5] : « Les troupes afghanes sont plus nombreuses que les talibans et elles doivent vouloir se battre. Elles doivent se battre pour elles-mêmes et pour leur nation. » Et d'ajouter peu de temps après, au lendemain de la chute de Kaboul, que « les troupes américaines ne peuvent pas et ne doivent pas combattre et mourir dans une guerre que les forces afghanes ne veulent pas faire pour elles-mêmes [6] ».

Le 11 août, Fayzabad, qui avait été le quartier général de l'Alliance du Nord dans la province du Badakhshan, devient la neuvième capitale de province sur trente-quatre à tomber. Les dernières résistances cessent à Kunduz où des milliers de soldats gouvernementaux du 217e corps se rendent. Le nord de l'Afghanistan, où résident de nombreux personnages influents, se trouve désormais dans un état de total effondrement. Seuls Mazar-e Sharif (province de Balkh) et Maimana (celle de Faryab) restent sous le contrôle de Kaboul, mais les deux villes sont déjà assiégées. Le même jour, le chef d'état-major, le général Wali Mohammed Ahmadazai, en poste depuis juin 2021, est remplacé par le général Aibatullah Alizai. Selon Reuters, qui cite une évaluation du renseignement américain [7], le rythme de l'offensive des talibans a pris les autorités américaines par surprise : ceux-ci peuvent désormais isoler Kaboul dans les trente jours et prendre la ville en quatre-vingt-dix jours. Haybatullah Alizai propose alors comme mesure d'urgence de consolider quatre à six zones pour former une bulle de défense autour de la capitale puisque, selon lui, « personne ne combat et chacun

veut trouver une façon de négocier avec les talibans. Les seules troupes qui ne se rendent jamais aux talibans, qui ne négocient jamais, ce sont les forces spéciales ».

Le 12 août, la ville de Ghazni dépose les armes – c'est la dixième capitale de province en une semaine. Le gouvernement propose alors un partage du pouvoir au lieu d'un cessez-le-feu, mais les talibans, qui ne veulent rien d'autre qu'établir un nouvel Émirat islamique, refusent. Le même jour, la base stratégique de Shindand dans la province de Herat est capturée, et la ville éponyme juste après. Le 13 août, Kandahar tombe également ainsi que Lashkar Gah, après plusieurs semaines de combat, mais aussi la province de Ghor au centre du pays. Les capitales des provinces du Logar (Puli Alam) à l'est, de Zaboul (Qalat) au sud et d'Uruzgan (Tarinkot) au centre sont également prises dans cette offensive, ce qui met Kaboul en état de siège et le gouvernement au bord de l'effondrement. La situation est tellement critique que le général Alizai reçoit une demande américaine pour prendre en charge l'évacuation de Kandahar de 2 000 membres d'une unité spéciale (*Counter Terror Pursuit Team* 03[*6]) et de leurs trois conseillers de la CIA. Les avions de transport afghans C-130 parviennent à les amener à Kaboul : une dernière mission transporte les 125 derniers membres dans la capitale à 1 heure du matin le 16 août, au moment où les talibans entrent dans le palais présidentiel. Le 14 août 2021, sept nouvelles capitales de province sont perdues : Garez (Paktia), Shrana (Paktika), Asadabad (Kunar), Maimana (Faryab), Mithralam (Laghman), Nili (Daykundi), Mazar-e Sharif (Balkh), la quatrième ville d'Afghanistan. Les deux anciens chefs de guerre, Dostom et Atta Mohammed Noor, s'enfuient alors en Ouzbékistan. Le 15 août, les talibans entrent sans opposition dans Jalalabad, la capitale du Nangarhar. C'est la vingt-sixième capitale de province à tomber sous les assauts des talibans : Kaboul est désormais la seule grande ville afghane encore sous contrôle du gouvernement. Peu après, sont prises Maidan (Wardak), Khost, Bamian, Charikar (Parwan) et Parun (Nuristan),

tout comme la vallée de la Kapisa, au nord-est de Kaboul. La capitale est désormais encerclée. Le 15 août, à l'est, le dernier corps opérationnel, le 201e, se rend.

Plus tôt, le 12 août, peu de temps avant la chute de Herat, les États-Unis et le Royaume-Uni annonçaient respectivement le déploiement de 3 000 et de 600 soldats sur l'aéroport de Kaboul, afin d'y assurer la sécurité de l'embarquement de leurs ressortissants, des membres des ambassades ainsi que des Afghans qui ont travaillé avec la coalition. Cette évacuation doit être achevée pour la fin du mois. Le 15 août, bien que les talibans déclarent qu'ils n'ont pas de plan pour s'emparer de la capitale par la force, ils entrent dans sa banlieue par plusieurs directions. Les hélicoptères américains CH-47 Chinook et Sikorsky UH-60 Black Hawk commencent à atterrir dans l'ambassade américaine pour procéder aux évacuations. Le ministre de l'Intérieur afghan annonce que le président Ghani cède le pouvoir et qu'un gouvernement intérimaire est formé avec l'ancien président Hamid Karzai, qui fait partie d'une équipe de négociations avec le docteur Abdullah Abdullah. Les talibans donnent alors l'ordre à leurs combattants d'attendre que soit effectué un transfert pacifique du pouvoir avant d'entrer dans Kaboul. Le même jour, Ghani s'enfuit vers le Tadjikistan par hélicoptère avec, selon l'ambassade de Russie, de très grosses sommes d'argent. Il s'en justifie en disant qu'il est parti pour éviter de subir le sort du président Najibullah en 1996 lors de la première prise de Kaboul.

Le 16 août, Mohammed Naeem annonce la fin de la guerre. Le porte-parole des talibans affirme que ceux-ci ne laisseront pas leur territoire être utilisé contre quiconque et que personne ne sera brutalisé. Le Pentagone confirme le même jour que le général Kenneth McKenzie (CENTCOM), qui se rend à Kaboul le 17 août, rencontre aussi certains de leurs responsables à Doha, la capitale du Qatar. Les talibans acceptent de laisser partir les réfugiés par l'aéroport de Kaboul. Le 23 août, le directeur de la

CIA, William Burns, tient une réunion secrète avec Abdul Ghani Baradar pour évoquer l'échéance du 31 août.

La fragilité du système de défense afghan

Cette victoire éclair et l'effondrement des forces de sécurité afghanes préparées et équipées par l'OTAN ne manquent pas de surprendre, tout autant que l'acceptation fataliste de cette situation par les États-Unis, malgré quelques gestes d'appui. Dès 2020, les talibans lancent une campagne de négociations en partant de la base, à savoir les villages ruraux où se trouvent les plus bas échelons des fonctionnaires du gouvernement. Avec pour résultat une exploitation du terme « cessez-le-feu » qui aurait été déroutante pour les soutiens de Kaboul et qui se transforme finalement en un transfert rémunéré des armes gouvernementales vers les talibans. Ce processus se poursuit en 2021, et chaque reddition réussie aide à persuader le village suivant et d'autres fonctionnaires pour atteindre le niveau du district, ce qui permet aux talibans de faire tomber le système comme un château de cartes. Mais lorsque le président Biden annonce en avril 2021 un retrait inconditionnel, la succession de redditions s'accélère sans rencontrer d'obstacle pour atteindre progressivement le niveau des provinces. L'analyse du dernier chef d'état-major des armées, le général Haybatullah Alizai, confirme les causes de la déroute finale[8] : « Le début de la fin survint réellement le 14 avril 2021, quand le président Biden annonça un retrait complet des troupes américaines pour le 11 septembre. »

Mais ce qui suscite le plus d'interrogations reste de savoir pourquoi l'armée afghane s'est effondrée aussi subitement. Sur un plan tactique et opérationnel, relevons qu'elle n'a jamais coupé le cordon ombilical qui la reliait à la logistique, au soutien aérien et à la collecte du renseignement des Américains, même si la mission principale des forces US qui stationnent

dans le pays depuis 2014 est de préparer les ANDSF à opérer indépendamment. Par ailleurs, au cours des trois années qui précèdent l'assaut final, la grande majorité des forces terrestres du gouvernement fournit les effectifs pour garnir un vaste réseau de bases et de postes dont la plupart sont hérités de l'armée américaine. Ces unités sont généralement vues comme étant de faible qualité et d'un bas niveau moral. Avec autant de troupes de qualité médiocre, Kaboul doit s'appuyer presque exclusivement sur ses unités de commandos pour reprendre des villes, assurer la sécurité des lignes de communication et même pour tenir des positions défensives.

Les ANDSF reçoivent pour 83 milliards de dollars d'équipement, mais avec beaucoup de bon sens, le général italien Giorgio Battisti, ancien chef d'état-major de l'ISAF, estime que l'une des erreurs majeures fut d'imposer à l'armée afghane un équipement complexe sans avoir la capacité de le maintenir en état tout en l'associant à un style opérationnel qui reposait sur une organisation otanienne et un soutien logistique appuyé par des aéronefs : « Les Afghans sont par nature des guerriers, grâce à des dizaines d'années de conflit, mais nous leur avons fait perdre ce lien avec leurs façons naturelles de combattre. Au lieu de cela, nous aurions dû mettre en valeur leurs capacités de combattants de guérilla, en leur permettant d'être aussi légers que les talibans[9]. »

Cette approche inappropriée est confirmée par John Sopko, l'inspecteur général américain pour la reconstruction en Afghanistan (SIGAR pour l'acronyme anglais), dans son dernier rapport au Congrès envoyé en août 2021, pour qui les « systèmes d'armes sophistiquées, les véhicules et la logistique utilisés par les armées occidentales étaient bien au-delà des capacités d'une force afghane largement illettrée et sans éducation[10] ». La décomposition irréversible des ANDSF se produit d'ailleurs après l'annonce de retrait du président Biden, quand les États-Unis retirent tous les moyens de soutien aérien, tant pour l'appui feu que pour la logistique, mais aussi tout ce qui permet le recueil du renseignement avec également le

départ des contractuels des sociétés privées qui assurent le maintien en condition des avions et des hélicoptères afghans.

L'abandon politique américain

Au niveau politique, les annonces des présidents américains qui montrent ouvertement leur réticence à un engagement long et difficile ont également constitué un handicap important. Quand le président Obama accepte un *Surge* temporaire en 2009, immédiatement associé à un plan de retrait, pour le général Giorgio Battisti c'est un peu comme si Churchill et Roosevelt avaient annoncé que le débarquement en Normandie ne représentait qu'un effort temporaire. Selon lui, il fallait utiliser le *Surge* pour forcer les talibans à négocier en position de force, en créant les conditions du succès, mais comme ils savent dès cette époque que l'effort opérationnel est temporaire, ils attendent juste que les troupes de l'OTAN s'en aillent. Quant à l'échéance fixée par Biden, « ce fut une erreur. S'il avait attendu la fin de la saison des combats en novembre [2021], quand de nombreux talibans repartent au Pakistan et ne reviennent qu'à la fonte des neiges au printemps, les soldats afghans auraient été moins démoralisés ». D'ailleurs, selon lui, certains pays européens comme le Royaume-Uni et l'Italie étaient prêts à rester, mais cela aurait été « extrêmement difficile » sans les soutiens aériens américains, leurs moyens de renseignement, leur logistique et leur transport aérien.

La conclusion stratégique et surtout politique à cet engagement est cependant fournie par le président Biden[11] au lendemain de la chute de Kaboul. La synthèse est brutale et balaie toutes les ambiguïtés entretenues pour justifier l'intervention et se débarrasser du fardeau afghan : « Notre mission en Afghanistan ne supposa jamais que c'était une mission de construction d'un État. Il ne fut jamais question de créer une démocratie centralisée et unifiée. Notre seul intérêt national vital reste aujourd'hui ce

qu'il a toujours été : empêcher une attaque terroriste sur le territoire national américain. J'ai défendu pendant des années l'idée que notre mission devait être étroitement concentrée sur le contre-terrorisme, pas sur la contre-insurrection ou la construction d'un État. C'est pourquoi je me suis opposé au *Surge* quand il fut proposé en 2009 lorsque j'étais vice-président. »

Conclusion. Le vainqueur est reconnu

Un peu plus de trois semaines après la chute de Kaboul, l'« Émirat islamique d'Afghanistan » du mollah Haybatullah Akhundzada, chef religieux des talibans, annonce la formation d'un nouveau gouvernement dont les principes d'action se fondent sur l'application des lois islamiques et de la sharia. Le cabinet est bien entendu uniquement composé d'hommes et se trouve largement dominé par l'ethnie pachtoune, avec seulement trois membres d'une autre ethnie. Le ministre de la Défense est le mollah Yaqoub, celui de l'Intérieur Serajudin Haqqani. Certains Afghans qui sont pourtant proches du gouvernement soutenu par les Américains – ainsi Gul Agha Sherzai, l'ancien gouverneur de la province de Nangarhar – félicitent les talibans pour leur victoire. L'ancien président Hamid Karzai et le docteur Abdullah Abdullah, quant à eux, demeurent à Kaboul.

Pour le président iranien Ebrahim Raisi, la défaite américaine en Afghanistan doit offrir une occasion de réinstaurer la vie, la sécurité et une paix durable en Afghanistan. Pour le Premier ministre pakistanais, Imran Khan, les Afghans ont brisé les « chaînes de l'esclavage ». Le directeur des services de renseignement pakistanais, Faiz Hameed, se rend d'ailleurs à Kaboul pour y rencontrer les dirigeants talibans. Cette rencontre inhabituelle est un moyen pour Islamabad de poser un pied en Afghanistan en l'absence d'un gouvernement tout en démontrant la permanence de son influence mais aussi pour soutenir le réseau Haqqani qui lui est proche. La

presse gouvernementale chinoise, quant à elle, blâme les États-Unis et ses alliés pour ce qui est qualifié de « désastre en Afghanistan » – et le journal du Parti communiste chinois de souligner que les talibans ont mis en œuvre avec succès la stratégie de guerre de Mao Zedong en ralliant la population rurale tout en attirant l'ennemi sur son terrain dans les campagnes. Enfin, pour le représentant de la Russie aux Nations unies, il est temps de passer à la réconciliation nationale après de nombreuses années à faire verser le sang. Quant à Zamir Kabulov, l'envoyé spécial du président de la Fédération de Russie en Afghanistan, il estime qu'il est plus facile de négocier avec les talibans qu'avec cette « vieille marionnette de gouvernement » de président en exil Ashraf Ghani.

En tout cas, le chef d'état-major américain Mark Milley pose le sujet avec franchise quand il dresse rapidement le bilan de la déroute du mois d'août 2021 lors de son audition le mercredi 29 septembre suivant au Congrès[12]. « Il est clair et évident pour nous tous que la guerre en Afghanistan ne s'est pas terminée dans les termes que nous voulions, avec les talibans au pouvoir à Kaboul. Quand quelque chose comme ça se passe, il y a plein de facteurs d'explication », a-t-il ajouté au sujet de cette « guerre perdue », notant que cet « échec stratégique » est « la conséquence d'une série de décisions stratégiques qui remontent à loin ». Et de citer les occasions ratées de capturer ou tuer le chef d'Al-Qaida Oussama ben Laden peu après le lancement de l'intervention en Afghanistan en 2001, l'invasion de l'Irak en 2003, qui a nécessité l'envoi de nombreux soldats, l'échec de Washington à empêcher le Pakistan de devenir un « sanctuaire » pour les talibans, enfin le retrait de conseillers militaires déployés dans les unités afghanes ces dernières années.

C'est sans doute ce simple constat qui explique l'incompréhensible – ou pourquoi toutes les capacités du monde occidental n'ont finalement abouti qu'à ce qui semble n'être qu'un immense gâchis de ressources, d'efforts et d'intelligence. Le plus invraisemblable reste que nombre de participants de

tous les niveaux ont toujours alerté sur les inconséquences et les erreurs en cours dans la gestion du conflit afghan, car « tout était pourtant écrit[13] ». Le rapport du SIGAR, publié par le Pentagone le 17 août 2021, montre qu'au-delà des choix militaires, les orientations politiques choisies pour l'Afghanistan ne pouvaient conduire qu'à une impasse. Il indique ainsi que le gouvernement américain a maladroitement fourni des modèles technocratiques occidentaux aux institutions économiques afghanes. Il a imposé un modèle de droit formel à un pays qui règle 80 à 90 % de ses différends de façon informelle. Les intervenants ne sont ainsi que rarement parvenus à comprendre, et donc à vaincre, les obstacles culturels et sociaux à l'émancipation des femmes et des filles. Privés de ces connaissances de base, les responsables américains délèguent souvent leur pouvoir à des agents qui s'en prennent à la population ou qui détournent l'aide occidentale pour s'enrichir, devenir plus puissants ou soutenir leurs alliés. Le manque de connaissance intime des réalités locales signifie à terme que les projets destinés à atténuer les conflits les exacerbent souvent, sans parler des cas où ils finissent par financer les insurgés.

Dès 2002, le général Tommy Franks admet pourtant qu'« on ne veut pas commettre les erreurs qui ont été faites par d'autres dans le passé », et si le général Petraeus déclare en 2009 que « l'histoire ne peut être prise à la légère, alors que l'Afghanistan est connu pour être le cimetière des empires[14] », en octobre 2011 le général McChrystal constate, mais seulement à l'issue de son commandement de l'ISAF, que « la plupart d'entre nous, moi y compris, n'avions qu'une compréhension superficielle de la situation et de l'histoire et nous avions une vision dramatiquement simpliste de l'histoire récente, des dernières cinquante années[15] ».

Il en a été ainsi pour la guerre soviétique. En effet, au moment où l'intervention américaine se trouve dans une forme d'impasse, tant en 2004 qu'en 2009, celle-là se trouve être mieux examinée. Dès 2004, au moment de la résurgence de l'insurrection talibane contre les forces de l'OTAN, des

spécialistes américains tentent déjà de soulever un intérêt pour cette expérience russe et demandent qu'en soient tirées les justes leçons – car pour eux, en effet : « Surprise ! Les Soviétiques avaient presque gagné la guerre en Afghanistan[16] », et cela même si le manuel de contre-insurrection de Petraeus n'y fait aucune référence.

Au-delà de l'aspect technique de la guerre et comme le déclare le secrétaire général de l'OTAN, Simon Gass, le 28 septembre 2011 au *Washington Post*, « il y a une leçon que nous devrions garder à l'esprit : après le retrait de l'Union soviétique en 1989, le gouvernement afghan ne s'est pas effondré, comme beaucoup l'avaient prédit. Mais il s'est désintégré une fois que les Soviétiques cessèrent leur soutien financier. »

Dès le début pourtant, en décembre 1979, le maréchal Akhromeev expliquait au ministre de la Défense Oustinov que « nos troupes ne résoudront pas les problèmes en Afghanistan ». À la question de savoir s'il était possible de stabiliser le régime, il lui a répondu que « peut-être si nos troupes étaient stationnées à Kaboul, Jalalabad, Herat et Kandahar, elles pourraient stabiliser le régime, mais elles ne devraient pas combattre. Laissons les Afghans faire le travail eux-mêmes[17] ».

Mais personne en réalité n'a été dupe des difficultés, sans doute insurmontables. Dès 2008, alors qu'il s'apprête à quitter Bagdad pour prendre ses nouvelles fonctions aux États-Unis, le général Petraeus lui-même doute de la possibilité de sortir du problème en Afghanistan alors qu'en Irak le *Surge* donnait des résultats : « Ce qui marche en Irak ne marchera pas de la même manière [en Afghanistan et dans la ceinture tribale pakistanaise, qui sert de base arrière aux talibans et à leurs frères pachtouns], ne serait-ce que parce qu'il est inimaginable, dans tous les scénarios envisageables, d'envoyer autant de soldats sur le terrain. »

Le dicton sur l'Afghanistan – « Facile à envahir, coûteux à gouverner, difficile à quitter » – se vérifie une fois de plus. Un dernier commentaire très brutal prononcé pour qualifier la guerre américaine peut même résumer

les trois grandes guerres en Afghanistan : « L'intervention américaine en Afghanistan a mis des années à apparaître pour ce qu'elle était : une aventure militaire coûteuse et sans issue. Entre hubris militaire, objectifs mal définis et stratégie incohérente, la guerre d'Afghanistan ressemble depuis le début à une longue liste d'erreurs à ne pas commettre[18]. »

Cependant, la CIA ne va cesser d'agir pour poursuivre la guerre contre Al-Qaida. Ainsi, le lundi 1er août 2022, le président Biden annonce la mort d'Ayman al-Zawahiri, tué à Kaboul dans l'ancien quartier diplomatique par le tir d'un missile Hellfire tiré par un drone : « Sur mes ordres, les États-Unis ont mené à bien une frappe aérienne sur Kaboul, en Afghanistan, qui a tué l'émir d'Al-Qaida, Ayman al-Zawahiri. […] Justice a été rendue dans une opération qui, je l'espère, permet un peu plus de tourner la page pour les familles des victimes des attaques du 11 septembre 2011. […] Cette mission a été très bien préparée. J'ai donné le feu vert il y a une semaine de cela. Il n'y a aucun civil touché, aucun dommage collatéral, aucun membre de la famille d'Ayman al-Zawahiri n'a été blessé[19]. »

Le débat incessant engagé vingt et un ans plus tôt sur les diverses formes d'intervention à conduire en Afghanistan trouve là sa conclusion.

En guise de bilan…

La chute de Kaboul de 2021 m'a, pour le moins, heurté. Cette émotion a très certainement été partagée par tous ceux que l'Afghanistan a fait vibrer depuis 2001. Mais il n'y eut pas de rassemblement spontané à l'Arc de triomphe comme après la chute de Diên Biên Phu. Certains ont dû exprimer leur soulagement, d'autres ont pu penser que tout cela n'avait servi à rien. En septembre 2008 – un mois après l'embuscade d'Uzbin [*1] –, lorsque mes stagiaires de l'École de guerre me demandent pourquoi nous sommes présents en Afghanistan, je n'ai pas l'audace de leur répondre que c'est pour « imposer la démocratie », mais simplement que c'est pour la « gloire du régiment ». Constat brutal, que je m'autorise à donner parce que je connais l'Afghanistan depuis un moment. J'étais dès septembre 2001 à Douchanbe pour établir une base aérienne, nouer les contacts avec l'Alliance du Nord et finalement ouvrir la liaison vers Mazar-e Sharif, une nuit de décembre de cette même année. J'ai été le premier à rencontrer le docteur Abdullah Abdullah, un second de Massoud, à Douchanbe en octobre, puis à récupérer les premiers tués français [*2]. Mais aussi le premier « officiel » français à mettre les pieds à Kaboul une semaine après le départ des talibans pour être reçu avec d'autres attachés de défense par le général Fahim, successeur militaire de Massoud et libérateur de Kaboul. C'est un peu « *The First In* [1] ». En tout cas, c'était et ça restera un cas unique pour un attaché de défense français [*3].

Je suis retourné ensuite à l'état-major des armées rédiger de nombreuses fiches. Et travaillant au présent livre, j'ai pu mieux appréhender le rôle d'Alexander Burnes ou d'Ivan Vitkievitch, ceux qui doivent s'effacer quand leur travail est accompli. Deux grands moments restent cependant gravés dans ma mémoire : quand le général Tommy Franks, CENTCOM, me remercie au début de l'année 2002 pour tout ce que j'avais fait avec et pour les Américains, et lorsque le chef du Centre des opérations interarmées à Paris (COIA) lance au mois de mars suivant devant tous ses personnels : « C'est grâce à lui si on est en Afghanistan ! »

Ai-je eu tort de dire en 2008 qu'il ne resterait rien des grands projets de l'OTAN en Afghanistan ? Cela en a choqué certains. Néanmoins, que reste-t-il de cette grande question après 2021 ? Tout d'abord, il demeure que des soldats français ont pris de grands risques avec leurs camarades afghans et otaniens. Ils ont démontré comme toujours leur générosité, leur compétence opérationnelle et leur dévouement. Il reste aussi des décorations accrochées sur les drapeaux des unités, des fourragères et des médailles pour ceux qui y sont allés, c'est-à-dire, aux yeux de Napoléon comme de beaucoup d'autres, tout ce qui contribue au prestige d'une nation. Et c'est déjà beaucoup. Ce n'était peut-être pas Verdun en Afghanistan, mais c'était Verdun dans les esprits pour quelques heures, quelques jours, quelques semaines – et pour toujours chez « beaucoup d'autres qui furent plus capables, plus braves et plus distingués[2] ».

Pour les Américains qui donnèrent le ton, il est possible de dire comme le général Daniel P. Bolger : « Je suis un général américain et j'ai perdu la guerre globale contre le terrorisme. » De fait, comme ses prédécesseurs britanniques et soviétiques, Washington n'obtint que des victoires tactiques, consacrant l'impossibilité définitive de s'imposer au royaume de l'insolence – même si les puissances occidentales croient toujours y obtenir une victoire indirecte contre leurs ennemis. Pour les Anglais, il s'est agi de protéger les Indes contre la menace d'un expansionnisme russe plus

général ; pour les Soviétiques, de contrecarrer l'influence américaine ; pour la CIA, de faire saigner l'armée soviétique. Enfin, la guerre contre le terrorisme global y a trouvé un champ de bataille plus « classique » avec la mise en œuvre de la Contre-Insurrection, une recette de victoire tentée comme tant d'autres avant elle dans l'histoire militaire. Mais chaque intervention a connu inévitablement son escalade, son engrenage qui a précipité l'intervenant dans un bourbier. En vérité, l'Afghanistan reste un piège pour une armée étrangère parce que c'est d'abord une guerre entre Afghans, une guerre civile depuis l'origine.

Les intervenants extérieurs doivent reconnaître qu'il est indispensable de négocier – idéalement en position de force – pour sortir d'une guerre qu'ils ne veulent pas mener jusqu'au bout, à la différence de leurs adversaires. Le général sir David Richards l'a reconnu dès 2011 : « Le conflit en Afghanistan entre dans une phase critique au moment où les dirigeants politiques commencent à admettre que nous devons engager des négociations avec les talibans pour négocier une paix soutenable », tout en soulignant que ce n'est pas « un aveu de faiblesse ou de défaitisme de la part des forces de l'OTAN[3] ». Le général britannique Richards avance également, toujours en 2011, qu'« abandonner l'Afghanistan à son sort sans finir le travail constituerait une trahison vis-à-vis du peuple afghan, à qui il fut promis liberté et sécurité. Ce serait un sérieux coup porté au prestige de l'OTAN et cela ferait des membres de l'Alliance un objet de risée aux yeux de tous les extrémistes du monde. Le pire de tout, un retrait ouvrirait les portes à une tyrannie meurtrière[4] ».

Au bout du compte, les Anglais remettent sur le trône Dost Mohammed, les Russes trouvent comme plus fidèle allié contre les fondamentalistes leur meilleur adversaire, Massoud, et les Américains s'engagent dans des négociations avec les talibans qui étaient totalement exclus des accords de Bonn de 2001 en raison de leur statut de « terroristes ».

Reste que ces interventions ont obtenu un résultat presque identique. Celle de Moscou a été réprouvée presque unanimement alors que l'ISAF intervient sous mandat de l'ONU. La force combattante des Soviétiques était inférieure en effectifs aux moudjahidines qui recevaient une aide conséquente et qui pouvaient contester la supériorité aérienne ennemie alors que les talibans ont affronté des troupes de grande qualité supérieures en effectifs et disposant d'une suprématie aérienne incontestée. Enfin, si les Soviétiques n'ont jamais osé s'en prendre aux bases arrière de l'insurrection, le Pakistan a subi nombre de pressions politiques et des attaques de drones américains. Malgré cela, et malgré aussi un engagement financier massif et un projet politique qui soutenait l'intervention militaire, les Américains ont bel et bien cédé.

Finalement, moudjahidines ou talibans se sont imposés, quelle que fût la force engagée contre eux.

Chronologie

1747-1772	Règne d'Ahmad Shah Durrani, père de la nation afghane.
10 février 1763	Le traité de Paris écarte la France au profit de la Compagnie britannique des Indes orientales.
1773	La Compagnie des Indes orientales établit sa capitale à Calcutta.
1809	Mountstuart Elphinstone conclut le premier traité anglo-afghan avec Shah Shuja.
1826-1828, 1828-1829	Victoires russes contre la Perse et la Turquie.
1832	Début des missions exploratoires britanniques en Asie centrale.
1837-1838	Alexander Burnes rivalise avec Ivan Vitkievitch à Kaboul auprès de l'émir Dost Mohammed.
20 janvier 1838	Ultimatum de lord Auckland à Dost Mohammed.
28 juin 1838	Couronnement de la reine Victoria.
9 septembre 1838	Échec de la prise de Herat par la Perse soutenue par la Russie.
1er octobre 1838	Manifeste de Simla.
10 décembre 1838	Mise en mouvement de l'armée de l'Indus.
1839-1842	Occupation de Kaboul, 6 janvier – 1842 retraite de Kaboul. Deuxième règne de Shah Shuja installé par les Britanniques.
1842-1863	Deuxième règne de Dost Mohammed.
1857-1858	Révolte des cipayes et disparition de la Compagnie des Indes orientales.

1864-1876	Conquête russe de l'Asie centrale.
1868	Sher Ali sur le trône d'Afghanistan.
1874	Disraeli, Premier ministre britannique.
1877	Guerre russo-turque.
13 juillet 1878	Fin du congrès de Berlin.
22 juillet 1878	Ambassade du général russe Stoletov à Kaboul.
2 novembre 1878	Ultimatum britannique à Sher Ali.
21 novembre 1878	Début de la deuxième guerre anglo-afghane.
2 décembre 1878	Le général Roberts remporte la bataille de Peiwar Kotal.
8 janvier 1879	Prise de Kandahar.
Février 1879	Mort de Sher Ali.
26 mai 1879	Signature du traité de Gandamak par Yakub Khan et sir Louis Cavagnari.
3 septembre 1879	Massacre de la délégation britannique à Kaboul installée le 24 juillet.
13 octobre 1879	Prise de Kaboul pendant la seconde campagne de la deuxième guerre anglo-afghane.
10-23 décembre 1879	Les Britanniques sont assiégés à Sherpur.
20 juillet 1880	Abdur Rahman Khan est proclamé émir.
27 juillet 1889	Défaite britannique de Maiwand.
8-31 août 1880	Le général Roberts dirige la marche de Kaboul à Kandahar.
21 avril 1881	Départ des troupes britanniques, fin de la deuxième guerre anglo-afghane.
1893	Établissement de la ligne Durand entre l'Afghanistan et l'empire des Indes.
1880-1901	Règne d'Abdur Rahman, l'émir d'acier.

1901-1919	Règne d'Habibullah assassiné le 20 février 2019.
1907	La convention de Saint-Pétersbourg reconnaît la prépondérance britannique en Afghanistan.
28 février 1919	Amanullah Khan devient émir.
3 mai 1919	Les troupes afghanes franchissent la ligne Durand, début de la troisième guerre anglo-afghane.
8 août 1919	Traité de Rawalpindi, indépendance totale de l'Afghanistan.
28 février 1921	Traité d'amitié entre Moscou et Kaboul.
Novembre 1928	Amanullah est chassé du pouvoir à la suite de réformes de modernisation.
1953-1963	Mohammed Daoud favorise l'Union soviétique.
1963-1973	Âge d'or du neutralisme.
17 juillet 1973	Coup d'État et chute du roi Zaher Shah, proclamation de la république d'Afghanistan, « dictature » de Mohammed Daoud.
27 avril 1978	Révolution de « Saur » préparée par Hafizullah Amin du « Khalk ».
30 avril 1978	Nur Mohammed Taraki devient président du Conseil révolutionnaire de la république démocratique d'Afghanistan.
17 mars 1979	Massacre des conseillers soviétiques à Herat.
16 septembre 1979	Le Premier ministre Amin élimine Taraki.
12 décembre 1979	Le Politburo décide d'intervenir militairement en Afghanistan.
25 décembre 1979	Les troupes soviétiques franchissent l'Amou Daria.
Décembre 1979 à avril 1985	L'armée soviétique s'enlise.
27 mars 1985	Directive nationale de sécurité 166 (NSDD-166) qui conduit au développement de l'action clandestine de la CIA pour chasser par tous les moyens les Soviétiques d'Afghanistan.

Avril 1985 à janvier 1987	Un effort efficace, mais limité dans la contre-insurrection.
28 juillet 1986	Discours de Vladivostok, dans lequel Gorbatchev officialise une politique de retrait.
Mai 1986	Mohammed Najibullah est désigné comme président du Politburo et du Conseil de défense.
15 février 1989	Départ des derniers soldats soviétiques d'Afghanistan.
17 avril 1992	Les moudjahidines s'emparent de Kaboul, et chute de Najibullah.
29 avril 1992	Instauration de l'État islamique d'Afghanistan.
1992-1994	Guerre civile entre mouvements afghans.
Janvier-mars 1993	Massacre d'Afshar à Kaboul.
1994	Naissance du mouvement taliban.
14 février 1995	Massoud repousse les talibans près de Kaboul.
18 mai 1996	Arrivée de ben Laden à Jalalabad.
27 septembre 1996	Entrée des talibans dans Kaboul, création de l'Émirat islamique d'Afghanistan.
Août 1998	Offensive des talibans au nord de l'Afghanistan.
Mars 2001	Destruction des statues de Bouddha à Bamian.
9 septembre 2001	Assassinat de Massoud.
11 septembre 2001	Attaques d'Al-Qaida contre les États-Unis.
7 octobre 2001	Début des bombardements américains en Afghanistan et de l'opération « Enduring Freedom ».
14 novembre 2001	Prise de Kaboul par l'Alliance du Nord.
27 novembre 2001	Ouverture de la conférence de Bonn, Karzai président.
20 décembre 2001	Création de la FIAS/ISAF.
2003	Entrée de l'armée américaine en Irak.

2006	Offensive des talibans dans le Helmand et à Kandahar.
2005-2010	Effort américain à l'est de l'Afghanistan avec les batailles des vallées du Kunar et du Nuristan.
2008	Annonce du retrait des troupes canadiennes pour 2011.
	Offensive des talibans à Kandahar et vers Kaboul.
2009-2010	Général Stanley McChrystal, le nouveau commandant de l'ISAF, fait effort au sud et fait retirer les postes de montagne du secteur est.
2009	Karzai est réélu président.
2 décembre 2009	Discours de West Point. Obama limite à juillet 2011 l'effort du *Surge*.
Février 2010	Le mollah Akhtar Mohammed Mansour devient premier adjoint du mollah Omar, puis il est chef suprême des talibans en 2015 jusqu'à sa mort le 21 mai 2016.
23 juin 2010	Petraeus remplace pour un an McChrystal renvoyé après des critiques contre la politique du gouvernement américain.
Novembre 2010	Première rencontre entre les talibans et les Américains.
	L'OTAN décide officiellement de retirer ses unités de combat pour la fin de 2014.
Mars 2011	La secrétaire d'État Hillary Clinton annonce que les États-Unis sont prêts pour des négociations de paix.
1er mai 2011	Élimination de ben Laden remplacé par Ayman al-Zawahiri.
Juillet 2011	La France annonce son retrait pour fin 2014, lequel sera avancé à 2012. Départ du général Petraeus et mise à l'écart de la doctrine de contre-insurrection.
2012	Apparition des attaques internes « Green on Blue ».
2014	Les ANSF résistent à l'offensive du printemps dans le Helmand et à Kandahar.

29 septembre 2014	Ashraf Ghani devient président à l'issue d'une forte contestation des résultats.
1er janvier 2015	La mission « Resolute Support » (RSM) succède à l'ISAF.
2015	Les talibans affrontent Daech, État islamique, en Afghanistan.
	Offensive victorieuse des talibans au nord (29 septembre 2015, chute puis reprise de Kunduz), à l'est et au sud de l'Afghanistan.
30 juillet 2015	Le mollah Mansour remplace le mollah Omar décédé en avril 2013.
2016	Offensives des talibans dans les provinces d'Uruzgan, de Farah, de Kunduz et du Helmand.
23 mai 2016	Maulawi Haybatullah Akhundzada succède à Mansour tué le 21 mai pour être le « nouveau chef de l'Émirat islamique » (des talibans).
21 août 2017	Trump envoie des renforts sans limite de temps, mais la priorité passe aux négociations.
2018	Accroissement des frappes aériennes contre les talibans qui s'emparent de Farah et de Ghazni. Offensive terroriste de l'État islamique.
	Libération de chefs talibans, dont Abdul Ghani Baradar.
Septembre 2018	La Maison Blanche choisit l'ambassadeur Zalmay Khalilzad pour engager des négociations avec les talibans.
10 décembre 2018	James Mattis démissionne après l'annonce de Trump d'un retrait total.
31 août 2019	Trump arrête les négociations après l'offensive des talibans contre Kunduz, Baghlan et Farah.
28 septembre 2019	Ghani remporte l'élection présidentielle.
Fin novembre 2019	Reprise des pourparlers à Doha après l'arrêt des offensives des talibans.

29 février 2020	Les États-Unis et les talibans signent l'accord de Doha concernant le retrait des forces internationales d'Afghanistan.
17 mai 2020	Abdullah Abdullah est nommé à la tête du Haut Conseil pour la réconciliation nationale.
27 octobre 2020	Attaque des talibans contre Kandahar.
14 avril 2021	Biden annonce le retrait complet pour le 11 septembre 2021.
1er mai 2021	Retrait des forces de la mission « Resolute Support ».
15 août 2021	Entrée des talibans dans Kaboul.
14-25 août 2021	Évacuation à grande échelle d'Afghans et d'Occidentaux par l'aéroport de Kaboul.

Bibliographie

Ouvrages généraux

BARFIELD Thomas, *Afghanistan, A Cultural and Political History*, Princeton, Princeton University Press, New Jersey, 2010.

BARRY Michael, *Le Royaume de l'insolence. L'Afghanistan 1504-2011*, Paris, Flammarion, 2011.

EWANS Martin, *Afghanistan : A Short History of its People and Politics*, New York, Harper Collins, 2002.

GIRARDET Édouard, *Il paraît que vous voulez me tuer*, Paris, Les Arènes, 2011.

JALLALI Ali Ahmad, *A Military History of Afghanistan, From the Great Game to The Global War on Terror*, University Press of Kansas, 2017.

LOYN David, *Butcher and Bolt, Two Hundred years of Foreign Engagement in Afghanistan*, London, Hutchinson, 2008.

O'BALLANCE Edgard, *Afghan wars (1839-1992). What Britain Gave up and the Soviet Union Lost*, London/New York, Brassey's, 1993.

RASANAYAGAM Angelo, *Afghanistan, A Modern History*, Londres/New York, I. B. Tauris, 2005.

ROBERT Johnson, *The Afghan Way of War, How and Why they Fight*, Oxford University Press, 2011.

TANNER Stephen, *Afghanistan, A Military History from Alewander the Great to the Fall of the Taliban*, Da Capo Press, 2002.

TOMSEN Peter, *The Wars of Afghanistan, Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs, 2011.

Guerres anglo-afghanes

BRUCE George, *Retreat from Kabul : The First Anglo-Afghan War, 1839-1842*, Sapere Books, 2021.

BURNES Alexander, *Voyage à Boukhara* (*Travels into Bokhara*), Londres, 1834, 3 vol., nouvelle édition en 1847, traduit en français, 1835.

—, *Mission à Kaboul. La relation de sir Alexander Burnes (1836-1838)*, Paris, Chandeigne, 2012.

CAMPBELL George Douglas Duke of Argyll, *The Eastern Question, from the Treaty of Paris 1856 to the Treaty of Berlin in 1878, and to the Second Afghan War*, 2 vol., London, Strahan, 1879.

DALRYMPLE William, *Le Retour d'un roi. La bataille d'Afghanistan*, Paris, Les Éditions Noir sur Blanc, 2014.

DIVER Maud, *The Hero of Herat : A Romantic Biography in Romantic Form*, London, Constable, 1912 et Kessinger Publishing (10 septembre 2010).

DURAND Henry Marion, *The First Anglo-Afghan War and Its Causes*, London, Longman, Green, 1879.

—, *The Life of Major-General Sir Henry Durand*, vol. 1, London, W. H. Allen, 1906.

EYRE sir Vincent (lieutenant), *The Military Operations at Kabul*, London, John Murray, 1843.

—, *The Kabul insurrection of 1841-42*, Nabu Press, 2014.

FORBES Archibald, *The Afghan Wars 1839-42 and 1878-80*, 3e éd., London, Seeley & Co. Ltd., 1896.

FORREST sir Georges, *The Life of Lord Roberts*, London, Cassel, 1914.

FREMONT-BARNES Gregory, *The Anglo-Afghan Wars 1839-1919*, Osprey Publishing, Oxford, 2009.

HANNA Henry Bathurst (colonel), *Afghan Wars 1878-79-80 : Its Causes, Its Conduct and Its Consequences*, 2 vol., Westminster, Archibald Constable, 1899.

HENSMAN Howard, *The Afghan war of 1879-80*, London, H. Allen & Co., 1881.

HOPKIRK Peter, *The Great Game : The Struggle for Empire in Central Asia, John Murray*, reprint edition (27 mars 2006).

KEENE H. G., *History of India From the Earliest Times to the End of the Nineteenth Century*, vol. 2, Edinburgh, John Grant, 1906.

LAL Mohan, *Journal of a Tour Through the Punjab, Afghanistan, Turkistan, Khorasan and Part of Persia in Company with Lt Burnes, and Dr Gerard*, Calcutta, 1834.

—, *Travels in the Punjab and Afghanistan and Turistan to Balkh, Bikhara and Herat and a Visit to Great Britain, Germany* (1846) (Reprinted Lahore : Al Biruni, 1979).

—, *Life of the Amir Dost Mohammed Khan, of Kabul : With his Political Proceedings Towards the English, Russian, and Persian*

Governments, Including Victory and Disasters of the British Army in Afghanistan, London, Longman, Brown, Green and Longmans, 1846.

LAWRENCE sir George, *Reminiscence of Forty Three Years in India*, Londres, 1875.

LE MARCHAND Georges, *Deuxième campagne des Anglais dans l'Afghanistan (1879-1880)*, réédition Forgotten Books, Paris, Librairie militaire de J. Dumaine, 1881.

LOW Charles R., *The Afghan War* 1838-1842, London, 1879, and *Life and Correspondence of Sir George Pollock*, London, 1873.

MACINTYRE Ben, *Josiah the Great : The True Story of The Man Who Would Be King*, New York, Farrar, Straus & Giroux, 2005.

MACKENZIE Helen, *Storms and Sunshine of a Soldier's Life, Lt. General Colin Mackenzie, CB, 1825-1881*, 2 vol., Édimbourg, 1884.

MACRORY Patrick, *Kabul Catastrophe, The Invasion and Retreat 1839-1842*, Prion Books Ltd, 2002.

MASSON Charles, *Narrative of Various Journeys in Baluchistan, Afghanistan and the Panjab 1826 to 1838*, 3 vol., London, 1842.

PERRY James, *Arrogant Armies*, *Great Military Disasters and the Generals Behind Them*, Edison, CastleBooks, 2005.

PRÉVOST-ALLARD Henri et LAFONT Jean-Marie, *Le Généralissime. De Saint-Tropez à Lahore, le destin exceptionnel du général Allard, officier de Napoléon*, Paris, HC Éditions, 2013.

RIVER Maud, *The Hero of Herat : A Romantic Biography in Romantic Form*, 1913, p. 87.

ROBERTS lord, Field-Marshal, *Forty-One Years in India, from Subaltern to Commander-in-Chief*, London, Richard Bentley & Sons, 1897.

ROBSON Brian, *The Road to Kabul : The Second Afghan War, 1878-1881*, Stapelhurst, Spellmount, 1996.

SALE Florentia Wynch, lady, 1790-1853, *A Journal of The Disaster in Afghanistan*, New York, Harper & Brothers, 1843.

SCHOFIELD Victoria, *Afghan Frontier : At the Crossroad of Conflict*, New York, I. B. Tauris, 2010.

SEATON sir Thomas, *From Cadet to Colonel : The Record of a Life of Active Service*, London, Hurst & Blackett, 1866, p. 186.

STEWART Jules, *On Afghanistan's Plains, The Story of Britain's Afghan Wars*, London, I. B. Tauris, 2011.

STOCKELER J. H., *The Memoirs and Correspondence of Sir William Nott*, 2 vol., London, Hurst & Blackett, 1854, et Forgotten Books, 12 mai 2018.

YAPP M. E., *Strategies of British India : Britain, Iran and Afghanistan 1798-1850*, Oxford, Clarendon Press, 1980.

Guerre soviétique en Afghanistan

En français

AKRAM Assem, *Histoire de la guerre d'Afghanistan*, Paris, Le Nadir, Balland, 1996.

ALEXIEVITCH Svetlana, *Les Cercueils de zinc*, trad. Wladimir Berelowitch, Arles, Actes Sud, « Babel », 7 avril 2021.

BERGEN Peter, *Ben Laden, l'insaisissable*, Paris, Michel Lafon, 2006.

BRRI, ARMÉE DE TERRE, *Afghanistan. Enseignements terrestres*, octobre 1990.

CHALIAND Gérard, *Stratégies de la guérilla*, Paris, Payot, 1994.

COOLEY John, *CIA et Jihad 1950-2001. Contre l'URSS, une désastreuse alliance*, trad. franç., Condé-sur-Noireau, Autrement Frontières, 2002.

ENTRAYGUES Olivier CBA, « L'engagement soviétique », dans *Afghanistan 1979-2009, Une approche militaire de l'Afghanistan*, sous la direction du CEPC, 2009.

FILIU Jean-Pierre, *Les Neuf Vies d'Al-Qaida*, Paris, Fayard, 2009.

FRANCESCHI Patrice, *Guerre en Afghanistan*, Paris, La Table ronde, 1984.

KEPEL Gilles (présenté par), *Al-Qaida dans le texte*, Paris, PUF, 2008.

LÉVESQUE Jacques, *L'URSS en Afghanistan, de l'invasion au retrait*, Bruxelles, Complexe, 1990.

NOTIN Jean-Christophe, *La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan, 1979-2011*, Paris, Librairie Arthème Fayard, 2011.

PONFILLY Christophe de, *Massoud l'Afghan*, Paris, Éditions du Félin, Arte Éditions, 2001.

—, *Vies clandestines, « Nos années afghanes »*, Paris, Florent Massot, 2001.

RAFFREY Meriadec, *Les Victoires oubliées de l'armée Rouge*, Paris, Economica, 2010.

SIDOS Philippe, *La Guerre soviétique en Afghanistan*, Paris, Economica, 2016.

SOUTOU Georges-Henri, *La Guerre de cinquante ans. Les relations est-ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

En russe

DROZDOV Iouri, *Zapiski natchalnika nelegalnoi razvedki* (Юрий Дроздов, Записки начальника нелегальной разведки. Mémoires du chef du renseignement illégal), Moscou, Éd. Olma presse, 2000.

GROMOV Boris Vsevolodovich, *Ogranicheni kontingent* (Громов Борис Всеволодович, Ограниченный контингент. Le Contingent limité), Moscou, Éd. Progress, 1993.

KOZLOV Sergueï V. (ouvrage collectif sous la direction de) *Spetsnaz GRY* (Спецназ ГРУ, пятьдесят лет истории двадцать лет войны. Les forces spéciales du GRU, cinquante ans d'histoire, vingt ans de guerre), 2 vol., Moscou, Éd. Russkaia Panorama (éditions 2000, 2001 et 2002).

—, *Spetsnaz, GRU, Afghanistan, zviozdni tchas spetsnaz GRU* (спецназ ГРУ, Афганистан Звёздный Час Спецназа. Spetsnaz GRU, Afghanistan, l'heure d'or des Spetsnaz). 1979-1989, Moscou, 2009.

KUTCHEROVA Larisa, *KGB v Afghanistane* (КГБ в Афганистане, Лариса Кучерова. Le KGB en Afghanistan), Moscou, Éd. Eksmo, 2009.

LYAKHOVSKY Alexandre Antonovich, général major, *Tragedia i doblect Afghanistan* (Трагедя и доблесть Афганистана. Tragédie et vaillance en Afghanistan), Moscou, Éd. Eksmo, 2009.

LYAKHOVSKY Alexandre Antonovich, général major, NEKRASOV Viacheslav, *Grazhdanin, Politik, Voin : Pamyati Akhmad Shakha Masuda* (Ляховский Александр, Некрасов Вячеслав Гражданин, политик, воин : Памяти Ахмад Шаха Масуда. Citoyen, politicien, guerrier : souvenirs d'Ahmad Shah Massoud), Moscou, 2007.

LYAKHOVSKY Alexandre Antonovich, général major, ZABRONIN, *Taini Afganskoi Voini* (А. А. Ляховский, В. М. Забродин, Тайны

афганской войны. Les secrets de la guerre afghane), Planeta, 1991.

MALEVANYI Valerii Vasilevich, *Sovetskii Spetsnaz v Afganistane*, Moscou, Kuchkovo, Pole, 2009.

MARKOVSKY Victor et MILIACHENKO Victor, *Voïna Razvedchikov* (Афганистан*:* война разведчиков*, Afghanistan.* La guerre des unités de reconnaissance), série « Musée militaire », Moscou, Centre EKSPRINT, 2001.

NESHUMOV Iuri, *Granitsi afghanistana, tragedia i uroki* (Границы Афганистана: трагедия и уроки. Frontières d'Afghanistan : tragédie et leçons), 2e éd., Granitsa, 2011.

NIKITENKO Evgeni Grigorevich, général de division, *Vostok delo tonkoe*, *Afghanistan ot voïnix 80 do prognoza novix voïn* (Никитенко, Евгений Григорьевич, Восток дело тонкое. Афганистан : От войны 80-х до прогноза новых войн. L'Orient : une affaire délicate. Afghanistan : de la guerre des années 1980 à la prévision de guerres futures), AST (ACT), collection Velikie Protivostaiana. (Les Grandes Confrontations-Великие противостояния), Moscou, 2004.

RAMANAZOV Alexandre, *Tragedia v Ushelie Shaesta.* (Алескендер Рамазанов, Трагедия в ущелье Шаеста), Moscou, Éd. Eksmo, série Афган. Локальные войны, 2011.

RUNOV Valentin, *Afganskaia voïna, Boevie operatsii* (Guerre en Afghanistan, les opérations militaires), Moscou, Éd. Iauza, coll. « Les guerres inconnues du XXe siècle », 2008 et 2010. [Traduit sous le titre, *The Soviet-Afghan War, How a Superpower Fought and Lost. The Russian General Staff*, traduction et edition Lester W. Grau et Michael A. Gress, University Press of Kansas, 2002.]

SAMUNIN Valeriy et SNEGIREV Vladimir, *Virus « A ». Kak my zaboleli vtorzheniem v Afganistan*, (Владимир Снегирев, Валерий Самунин, Вирус « А ». Как мы заболели вторжением в Афганистан), Rossiyskaya gazeta, 2011.

SNESAREV Andreï Evguenevich, *Afghanistan* (Снесарев, Андрей Евгеньевич, Афганистан), Moscou, 2002.

STEPAKOV V. (ouvrage collectif sous la direction de), *Spetsnaz Rossii* (Спецназ России, Энцикопедиа, Spetsnaz de Russie, Encyclopédie), Moscou, Éd. Iauza, Eksmo, 2007.

SUKHOLESSKY Alexandre, *Spetsnaz GRU v Afganistane 1979-1989* (спецназ ГРУ в Афганистане. Les forces spéciales du GRU en Afghanistan, 1979-1989), Russkaia panorama, Biblioteka Razvedchika, Moscou, 2009.

TCHIKISHEV Aleksei, *Spetsnaz v Afghanistane* (Чикишев Алексей, Спецназ в Афганистане. Spetsnaz en Afghanistan).

TYKHARINOV Iouri Vladimirocich, *Sekretni Komandarm* (Ю́рий Влади́мирович Тухари́нов, «Секретный командарм»).

VARENNIKOV Valentin Ivanovich, *Mémoires du général Varennikov en 7 tomes, « Unique »/« Nepovtorimoe »*.

En anglais

AMSTUTZ J. Bruce, *Afghanistan : The First Five Years of Soviet Occupation*, Washington, D.C., National Defense University, 1986.

ARNOLD Anthony, *Afghanistan, the Soviet Invasion in Perspective*, Stanford, Hoover Institution Press, 1985.

BAUMANN Robert F., *Russian – Soviet Unconventional Wars in the Caucasus, Central Asia and Afghanistan*, Leavenworth Papers, Number 20, 1993.

BEARDEN Milton, RISEN James, *The Main Ennemy : The Inside history of the CIA's Final Showdown with the KGB*, New York, Random House, 2003.

BOROVIK Artyom, *The Hidden War : A Russian Journalist's Account of the Soviet War in Afghanistan*, New York, Grove Press, 1990.

BRADSHER Henry S., *Afghanistan and the Soviet Union*, nouvelle édition augmentée, Durham, NC, Duke University Press, 1985.

BRAITHWAITE Rodric, *Afgantsy : The Russians in Afghanistan, 1979-1989*, New York, Oxford University Press, 2011.

COLL Steve, *Ghost Wars. The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10, 2001*, New York, The Penguin Press, 2004.

—, *Directorate S, The C.I.A. And America's Secret Wars in Afghanistan and Pakistan*, New York, Penguin Press, 2018.

CORDOVEZ Diego, HARRISON Selig, *Out of Afghanistan : The Inside Story of the Soviet Withdrawal*, New York, Oxford University Press, 1995.

CRILE George, *Charlie Wilson'War. The Extraordinary Story of the Largest Covert Operation in History*, New York, Atlantic Monthly Press, 2003.

DORRONSORO Gilles, *Revolution Unending : Afghanistan, 1979 to the Present*, traduit du français par John King, New York, Columbia University Press, en association avec le Centre d'études et de recherches internationales, Paris, 2005.

DUPREE Louis, *Afghanistan*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1973. Réédition en 2002.

EWANS Martin, *Afghanistan, A short History of its People and Politics*, New York, Harper Collins Publishers, 2002.

FEIFER Gregory, *The Great Gamble : The Soviet War in Afghanistan*, New York, Harper Collins, 2009.

GIRARDET Edward, *Afghanistan, The Soviet War*, London et Sydney, Groom Helm, 1985.

GIUSTOZZI Antonio, *War, Politics, and Society in Afghanistan : 1978-1992*, Washington, D.C., Georgetown University Press, 2000.

—, *Empires of Mud : Wars and Warlords in Afghanistan*, Columbia University Press, 2009.

GOODSON Larry, *Afghanistan's Endless War. State Failure, Regional Politics and the Rise of the Taliban*, Seattle, London, University of Washington Press, 2001.

GRAU Lester W. (trad. et éd.), *The Soviet-Afghan war. How a Superpower Fought and Lost*, The Russian general staff, University Press of Kansas, 2002.

GRAU Lester W. et JALALI Ali Ahmad, *Afghan Guerrilla Warfare, In the Words of the Mujahiden Fighters*, Fort Leavenwoth, Kansas, éd. MBI, Publishing company, Foreign Military Studies, 2001.

ISBY David C., *War in a Distant Country. Afghanistan : Invasion and Resistance*, Arms and Armour, Artillery House, Artillery Row, London, 1989.

—, *The War in Afghanistan 1979-1989. The Soviet Empire at High Tide*, Hong Kong, Concord, Publications Company, 1990.

JOHNSON Robert, *The Afghan Way of War, How and Why they Fight*, New York, Oxford University Press, 2012.

KAHN Riaz M., *Untying the Afghan Knot : Negotiating Soviet Withdrawal*, Lahore, Progressive Publishers, 1993.

KAKAR Hassam, Afghanistan. *The Soviet Invasion and the Afghan Response, 1979-1982*, London, University of California Press, 1995.

KALINOVSKY Artemy M., *A Long Goodbye : The Soviet With Drawal from Afghanistan*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts – London, England, 2011.

MACMICHAEL Scott R., *Stumbling Bear. Soviet Military Performance in Afghanistan*, Brassey's, UK, 1991.

NEWELL Nancy P., NEWELL Richard S., *The Struggle for Afghanistan*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 1981.

RASHID Ahmed, *Taliban, The Power of Militant Islam in Afghanistan and Beyond*, London, New York, I. B. Tauris, 2010.

REESE Roger R., *The Soviet Military Experience. A History of the Soviet Army, 1917-1991*, London, New York, Warfare and History, 2000.

ROY Olivier, *Islam and Resistance in Afghanistan*, 2de éd., Cambridge Middle East Library, Cambridge, 1990.

RUBIN Barnett R., *The Fragmentation of Afghanistan*, 2e éd., New Haven, Conn., Londres, Yale University Press, 2002.

SAIKAL Amin, MALEY William, *The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, Cambridge, Cambridge University Press, 1989.

SARIN Oleg (major general), DVORETSKY Lev (colonel), *The Afghan Syndrome, The Soviet Union's Viet Nam*, San Marin, USA, Presidio Press, 1993.

SAVRANSKAYA Svetlana, *Gorbatchev and the Third World*, in *The End of the Cold War and the Third World*, éd. Artemy Kalinosvky & Sergei Radchenko, London, Routledge, 2010.

STEELE Jonathan, *Ghosts of Afghanistan. The Haunted Battleground – Hard Truths and Foreign Myths*, Counterpoint Berkeley, 2011.

SUVOROV Viktor, *Spetsnaz : The Inside Story of the Soviet Special forces*, New York, London, W. W. Norton, 1988.

TANNER Stephen, *Afghanistan, A Military History from Alexander the Great to the Fall of the Taliban*, Cambridge, Da Capo Press, 2002.

TOMSEN Peter, *The Wars of Afghanistan, Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs, 2011.

URBAN Mark, *War in Afghanistan*, New York, St. Martin's Press, 1988.

YOUSAF Mohammed, ADKIN Mark, *The Battle for Afghanistan, The Soviets* versus *the Mujahideen During the 1980s*, Barnsley, Pen & Sword Military, 2009.

ZOLOTAREZ V. A. (général) (ouvrage collectif sous la direction de), *Rossia (SSSR) v lokalnix voïnax u voennix konfliktax XX veka.* (La Russie [URSS] dans les conflits locaux et les interventions armées du XX^{e} siècle), Moscou, Institut d'histoire militaire du ministère de la Défense de la Fédération de Russie, 2000.

Guerre américaine en Afghanistan

En français

BARRY Michael*, Massoud. De l'islamisme à la liberté*, Paris, Audibert, 2002.

BERGEN P., *Ben Laden, l'insaisissable*, Paris, Michel Lafon, 2006.

FILIU Jean-Pierre, *Les Neuf Vies d'Al-Qaida*, Paris, Fayard, 2009.

GIRARD Renaud, *Retour à Peshawar*, Paris, Grasset, 2010.

HECKER Marc et TENENBAUM Élie, *La Guerre de vingt ans*, Paris, Arion, Robert Laffont, 2021, 2022.

HUBAC Olivier et ANQUEZ Matthieu, *L'Enjeu afghan. La défaite interdite*, Paris, André Versaille éditeur, 2009.

JAUFFRET Jean-Charles, *Afghanistan, 2001-2010. Chronique d'une non-victoire annoncée*, Paris, Autrement, 2010.

LAFAYE Christophe, *L'Armée française en Afghanistan. Le génie au combat (2001-2012)*, Paris, CNRS éditions, 2016.

LAURENT Éric, *La Guerre des Bush. Les secrets inavouables d'un conflit*, Paris, Plon, 2003.

MORILLON Philippe, *Le Testament de Massoud*, Paris, Presses de la Renaissance, 2004.

PONTAUT Jean-Marie, EPSTEIN Marc, *Ils ont assassiné Massoud. Révélations sur l'Internationale terroriste*, Paris, Robert Laffont, 2002.

WEBER Olivier, *Le Faucon afghan. Voyage au pays des talibans*, Paris, Robert Laffont, 2001.

En anglais

BEATTIE Doug, MC, *Task Force Helmand, Life Death and Combat on the Afghan Front Line*, London, Pocket Books, 2009.

BERNTSEN Gary, PEZZULLO Ralph, *Jawbreaker : The Attack on Bin Laden and Al-Qaeda : A Personal Account by the CIA's Key Field Commander*, New York, Crown Publishers, 2005.

BLEHM Eric, *The Only Thing Worth Dying For*, *How Eleven Green Berets Fought for a New Afghanistan*, Harper Perennial ; Reprint edition (January 4, 2011).

BOASE Roger, *Islam and Global Dialogue : Religious Pluralism and the Pursuit of Peace*, Routledge, 2016.

BOLGER Daniel P., *Why We Lost*, *A General's Inside Account of the Iraq and Afghanistan Wars*, Eamon Dolan/Houghton Mifflin Harcourt, First Edition, November 2014.

CHAYES Sarah, *The Punishment of Virtue, Inside Afghanistan After the Taliban*, New York, Penguin, 2006.

CLARKE Richard A., *Against all Enemies : Inside America's War on Terror*, New York, Free Press, 2004.

DOBBINS, James F. (Amb.), *After the Taliban : Nation Building in Afghanistan*, Washington, DC, Potomac Books, 2008.

FAIRWEATHER Jack, *The Good War, Why we Couldn't Win the War or the Peace in Afghanistan*, London, Jonathan Cape, 2014.

FRANKS Tommy (general) avec Malcolm MCDONNEL, *American Soldier*, New York, Regan Books, 2004.

FURY Dalton, *Kill Bin Laden, A Delta Force Commander Account of the Hunt for the World's Most Wanted Man*, St. Martin's Press, 2008.

GALL Carlotta, *The Wrong Enemy, America in Afghanistan, 2001-2004*, Boston, MA, Houghton Mifflin Harcourt, 2014.

GRAU Lester W., BILLINGSLEY Dodge, *Operation Anaconda, America's First Major Battle in Afghanistan*, University Press of Kansas, 2011.

JONES Owen Bennett, *Pakistan : Eye of the Storm*, Yale University Press, 2003.

KAPLAN Robert, *Soldiers of God, With Islamic Warriors in Afghanistan and Pakistan*, New York, Vintage Books, 2001.

LAMBETH Benjamin S., *Airpower Against Terror* : *America's Conduct of Operation Enduring Freedom*, Santa Monica, Calif., Rand, 2005.

LEDWIGE Frank, *Losing Small Wars, British Military Failure in Iraq and Afghanistan*, New Haven, London, Yale University Press, 2011.

MALKASIAN Carter, *The American War in Afghanistan, A History*, New York, Oxford University Press, 2021.

MCGRATH Kevin, *Confronting Al-Qaeda : New Strategies to Combat Terrorism*, Naval Institute Press, 2011.

MOORE Robin, *Task Force Dagger, The Hunt for Bin Laden*, New York, Pan Books, 2003.

MUSHARRAF Pervez, *In the Line of Fire : A Memoir*, Simon & Schuster, 2006.

NAYLOR Sean, *Not a Good Day to Die : The Untold Story of Operation Anaconda*, New York, Berkley Caliber, 2005.

RASHID Ahmad, *Taliban, Militant Islam, Oil and Fundamentalism in Central Asia*, London, I. B. Tauris, 2002.

—, *Descent Into Chaos, The U.S. And the Disaster in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, London, Penguin Books, 2009.

—, *Taliban, The Power of Militant Islam in Afghanistan and Beyond*, London, New York, I. B. Tauris, 2010.

—, *Pakistan on the Brink, The Future of America. – Pakistan en Afghanistan*, New York, Viking, Penguin Group, 2012.

RIEDEL Bruce, *Deadly Embrace, Pakistan, America and the Future of Global Jihad*, Washington D.C., Brookings, Institution Press, 2011.

ROMESHA Clinton, *Red Platoon : A True Story of American Valor*, Penguin Random House, 3 mai 2016.

RUBIN Barnett R., *Afghanistan From the Cold War Through The War on Terror*, Oxford University Press, 2013.

SCHROEN Gary C., *First In : An Insider's Account of How the CIA Spearheaded the War on Terror in Afghanistan*, New York, Ballantine Books, 2005.

STANTON Doug, *Horse Soldiers, The Extraordinary Story of a Band of US Soldiers who Rode to Victory in Afghanistan*, Simon & Schuster, 2010.

STEWART Richard W., *The United States Army in Afghanistan. Operation Enduring Freedom – October 2001-March 2002*, Government Printing Office, United States Army Center for Military History, 23 avril 2004.

TAPER Jake, *The Outpost : An Untold Story of American Valor*, Little Brown & Company, 2012.

TENET George, *At the Center of the Storm – My Years at the CIA*, New York, Harper Collins, 2007.

USSOCOM HISTORY AND RESEARCH OFFICE, *United States Special Operations Command History 1987-2007*, MacDill AFB, Floride, 26 février 2007.

WOODWARD Bob, *Bush at War*, New York, Simon & Schuster, 2002.

ZAEEF Abdul Salam, *My Life with the Taliban*, Alex Strick van Linschoten et Felix Kuhen, New York, Columbia University Press, 2010.

Notes

PREMIÈRE PARTIE

LES GUERRES ANGLO-AFGHANES

2

La première guerre anglo-afghane

1. *The Times*, 25 juin 1842, p. 6.

2. http://vimeo.com/98909818 – Intervention de William Dalrymple au festival « Étonnants Voyageurs », 2014.

3. Sale Florentia Wynch, lady, 1790-1853, *A Journal of The Disaster in Afghanistan*, New York, Harper & Brothers, 1843.

4. Lawrence, sir George, *Reminiscence of Forty Three Years in India*, London, 1875.

5. Seaton Thomas sir, *From Cadet to Colonel : The Record of a Life of Active Service*, London, Hurst and Blackett, 1866.

3

Impérialisme, victoires, échecs et retrait (deuxième et troisième guerres anglo-afghanes)

1. Campbell George Douglas, Duke of Argyll, *The Eastern question, from the Treaty of Paris 1856 to the Treaty of Berlin in 1878, and to the Second Afghan War*, London, Strahan, 1879.

2. Lord Roberts, Field-Marshal, *Forty-one Years in India, from Subaltern to Commander-in-Chief*, London, Richard Bentley and Sons, 1897.

3. Campbell George Douglas, Duke of Argyll, *The Eastern Question, from the Treaty of Paris 1856 to the Treaty of Berlin in 1878, and to the Second Afghan War*, vol. 2, London, Strahan, 1879.

4. *Causes of the Afghan War, Selection of the Papers Laid before Parliament*, London, Piccadilly, Chatto and Windus, 1879.

5. Howard Hensman, *The Afghan war of 1879-80*, H. Allen & Co., London, 1881.

6. Hasan Kakar, *A political and Diplomatic History of Afghanistan, 1863-1901*, Leiden, Brill, 2006.

7. Intelligence Branch Army Headquarters, India, *The Second Afghan War*, Official Account, p. 16.

8. Lord Roberts, Field-Marshal, *Forty-one Years in India, from Subaltern to Commander-in-Chief*, London, Richard Bentley and Sons, 1897.

9. Martin Ewans, *Afghanistan : A Short History of its People and Politics*, New York, Harper Collins, 2002.

10. « Kabul Rejects U.S. Envoy Statement On Durand Line », *RFE/RL*, October 23, 2012, et « US ambassador confirm Grossman's remarks on Durand Line », *Khaama Press*, Tuesday October 23.

11. Du point de vue britannique, l'ouvrage le plus complet sur ce sujet est celui de T. R. Moreman, *The Army in India and the Development of Frontier Warfare, 1849-1947*, London, Macmillan, 1998. Voir aussi Simmer Mark, *Pathan Rising : Jihad on the North West Frontier of India, 1897-1898*, Fonthill Medi, 2016.

12. *The Third Anglo Afghan War*, Official Account, p. 136.

DEUXIÈME PARTIE

L'URSS S'IMPOSE ET PERD

4

L'emprise soviétique sur l'Afghanistan

1. Bradsher Henry S., *Afghanistan and the Soviet Union*, nouvelle edition augmentée, Durham, NC, Duke University Press, 1985.

2. Komitet gossoudarstvennoï bezopasnosti, en écriture cyrillique : КГБ, Комитет государственной безопасности, c'est-à-dire « Comité pour la sécurité de l'État ».

3. Nikitenko Evgeni Grigorevich, général de division, *Vostok delo tonkoe*, *Afganistan ot voïnix 80 do prognoza novix voïn* (« L'Orient : une affaire délicate. Afghanistan : de la guerre des

années 1980 à la prévision de nouvelles futures ». Никитенко, Евгений Григорьевич, Восток дело тонкое. Афганистан : От войны 80-х до прогноза новых войн.) AST (ACT). Collection Velikie Protivostaiana. « (Les grandes confrontations »-Великие противостояния), Moscou, 2004.

4. Runov Valentin, *Afganskaia Voïna, Boevie operatsii*, *La Guerre afghane, les opérations militaires*, Édition Iauza, coll. « Les guerres inconnues du XX^e siècle », Moscou, 2008.

5. AmuninValeriy et Snegirev Vladimir, *Virus « A ». Kak my zaboleli vtorzheniem v Afganistan*, (« Le virus « A ». Comment nous avons contracté la maladie de l'intervention en Afghanistan ») (Владимир Снегирев, Валерий Самунин, Вирус « А ». Как мы заболели вторжением в Афганистан) Rossiyskaya gazeta, 2011.

6. Brzeziński Zbigniew, *Entretien avec le Nouvel observateur*, n° 1732, du 15 au 21 janvier 1998, p. 76.

7. Cordovez Diego et Harrison Selig, « Did Amin signal Washington ? », *Out of Afghanistan : The Inside Story of the Soviet Withdrawal*, New York, Oxford University Press, 1995.

8. Direction générale des renseignements (GRU) de l'état-major des forces armées, *Glavnoye Razvédyvatl'noyé Upravliényé* (Главное разведывательное управление Генерального штаба Вооруженных сил).

9. Ограниченный контингент советских войск в Афганистане-ОКСВА. Ogranitcheni Kontingent Sovetskiix voisk v Afganistane. Le « contingent limité », c'est l'appellation officielle qui est donnée au groupement de forces soviétiques présent en république d'Afghanistan de 1979 jusqu'en 1989.

5
La guerre des Soviétiques en Afghanistan

1. Par contraste, le Parlement européen réuni à Strasbourg au début de janvier 1980 adopte une résolution condamnant l'invasion soviétique de l'Afghanistan. Elle demande le retrait des troupes soviétiques. « La réponse de la communauté européenne à la crise en Afghanistan », *Nouvelles de la Communauté européenne*, n° 3/1980, 18 janvier 1980, déclassifié, 3 octobre 1983.

2. Carter Jimmy, *Keeping Faith : Memoirs of a President*, London, Collins, 1982.

3. *L'Humanité* du 22 janvier 1980, INA.fr. Georges Marchais en URSS (http://www.ina.fr/video/DVC8008010301).

4. Réunion du Comité central du Parti communiste du 30 juillet 1981. Publié dans *Krasnaia Zvezda* du 15 février 2000.

5. Andrew Christopher et Mitrokhin Vassili, *The Sword and the Shield : The Mitrokhin archive and the Secret History of the KGB*, New York, Basic Books, 1999.

6. Scott James M., *Deciding to Intervene : The Reagan Doctrine and American Foreign Policy*, Durham, NC, Duke University Press, 1996.

7. Cull Nicholas J., *The Cold War and the United States Information Agency : American Propaganda and Public Diplomacy, 1945-1989*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.

8. (NSDD) National Security Decision Directive 166 of 27 March 1985. « US Policy, Programs and Strategy in Afghanistan ».

9. Coll Steve, *Ghost Wars : The Secret History of the CIA, Afghanistan and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10*, 2001, New York, Penguin, 2004.

10. Bearden Milton et Risen James, *The Main Ennemy : The Inside history of the CIA's Final Showdown with the KGB*, New York, Random House, 2003.

11. Crile George, *Charlie Wilson'War. The Extraordinary Story of the Largest Covert Operation in History*, New York, Atlantic Monthly Press, 2003.

6
L'adaptation soviétique à la contre-insurrection

1. Déclaration d'Indira Gandhi au *Nouvel Observateur* (6 avril 1984) : « Nous avons des liens d'amitié avec l'URSS, mais pas de relations plus privilégiées qu'avec la France ou d'autres pays amis. Pour ce qui concerne l'Afghanistan, nous n'avons pas approuvé l'action que l'URSS y a entreprise, et nous avons déclaré que ses forces devaient se retirer. Mais nous disons aussi qu'il faut mettre un terme à d'autres présences et faire cesser l'assistance fournie aux rebelles. »

2. Yousaf Mohammad et Mark Adkin, *The Battle for Afghanistan.* Également publié sous les titres : *Afghanistan* : *The Bear Trap : The Defeat of a Superpower* et *The Bear Trap, Afghanistan Untold Story.*

7
Guerre civile en Afghanistan, 1989-2001

1. Peter Tomsen, envoyé spécial des États-Unis en Afghanistan de 1989 à 1992, est l'auteur de *The Wars of Afghanistan, Messianic Terrorism, Tribal Conflicts, and the Failures of Great Powers*, New York, Public Affairs, 2011.

2. Musharraf, Pervez, *In the Line of Fire : A Memoir*, Simon and Schuster, 2006, p. 209.

3. McGrath, Kevin, *Confronting Al-Qaeda : New Strategies to Combat Terrorism*, Naval Institute Press, 2011, p. 138.

4. Angela Stent, *The Impact of September 11 on US-Russian Relations*, Brookings, September 8, 2021.

TROISIÈME PARTIE

VINGT ANS DE GUERRE AMÉRICAINE EN AFGHANISTAN

8
Du 11 septembre 2001 au *Surge* de 2009

1. Filiu Jean-Pierre, *Les Neuf Vies d'Al-Qaida*, Paris, Fayard, 2009, p. 105.

2. Rice Condoleezza, *No Higher Honor : A Memoir of My Years in Washington*, New York, Crown Publishers, 2011, p. 83.

3. Bernard Guetta, *L'Express*, 14 novembre 2001.

4. Général Tommy Franks avec Malcolm McDonnel, *American Soldier*, New York, Regan Books, 2004.

5. « Strategy for Eliminating the Threat from the Jihadist Network, *The National Security Archive*, Bush Administration's First Memo on al-Qaeda Declassified (gwu.edu).

6. Bush George, Adresse à la nation américaine sur les attaques du 11 Septembre, Washington D.C., 11 septembre 2001, dans *Selected speeches of President George Bush*, 2001-2008 (georgewbush-whitehouse.archives.gov).

7. Richard A. Clarke, coordinateur du Groupe de sécurité contre le terrorisme (Counterterrorism Security Group-CSG).

8. Clarke Richard A., *Against all Enemies : Inside America's War on Terror*, New York, Free Press, 2004.

9. « Afghanistan : le général Desportes "sera sanctionné", déclare Hervé Morin » ; « Le général Desportes a vivement critiqué la stratégie américaine en Afghanistan », par Nathalie Guibert, *Le Monde*, 7 juillet 2010.

10. « Afghanistan : Civilian Deaths From Airstrikes », *Human Rights Watch*, 9 septembre 2008 (www.hrw.org/news/2008/09/07/afghanistan-civilian-deaths-airstrikes).

11. Selon un bilan publié en mars 2023 par le Watson Institute du Brown University Costs of War Project, il y eut 2 324 militaires et 3 917 contractuels américains tués et 1 144 soldats alliés, quand en Irak 4 598 soldats et 3 650 contractuels américains furent tués pour 323 tués alliés. Au total, plus de 937 000 personnes auraient perdu la vie au cours des guerres qui ont suivi le 11 Septembre.

12. Patrick Jarreau, « Le Pentagone admet plusieurs erreurs dans les opérations militaires », *Le Monde*, jeudi 25 octobre 2001.

13. « L'Europe s'interroge sur la stratégie américaine en Afghanistan », *Le Monde*, mercredi 31 octobre 2001, p. 2.

14. Patrick Jarreau, « Les États-Unis ont lancé plusieurs opérations dans le sud de l'Afghanistan », *Le Mond*e, 20 octobre 2001.

15. Françoise Chipaux, « Les États-Unis ont informé le Pakistan du début des opérations terrestres », *Le Monde*, 21 octobre 2001.

16. Stanton Doug, *12 Strong, The Declassified True Story of the Horse Soldiers*, New York, 2009 ; Doug Stanton, *Horse Soldiers, The Extraordinary Story of a Band of US Soldiers who Rode to Victory in Afghanistan*, Scribner, 2010 ; « How the "Horse Soldier" helped liberate Afghanistan from the Taliban 18 years ago », Diana Stancy Correll, *Military Times*, 18 octobre 2019.

17. Jamie Doran, « Ces charniers afghans si discrets… », *Le Monde diplomatique*, septembre 2002.

18. « Possible déploiement terrestre pour la coalition », *Le Monde*, 21 novembre 2001.

19. Rémy Ourdan, « L'Afghanistan en 2001 fut la mission de nos rêves » : les forces spéciales américaines racontent, *Le Monde*, 13 juin 2017.

20. *Legion of Brothers, A Secret War Never Ends*, CNN Films, Greg Barker, 2017.

21. « TORA BORA revisited : How we failed to get Bin Laden and why it matters today. A report to members of the committee on foreign relations, United States Senate ».

22. Cette réunion n'est révélée qu'une dizaine d'années plus tard par la journaliste Carlotta Gall. Voir son ouvrage, *The Wrong Enemy*, *America in Afghanistan, 2001-2004*, Boston, MA, Houghton Mifflin Harcourt, 2014.

23. « L'OTAN annonce un renforcement de son action en Afghanistan », *Le Monde*, 8 décembre 2005.

24. Gall Carlotta et Eric Schmitt, « Taliban breached NATO Base in Deadly Clash », *The New York Times*, 15 juillet 2008.

25. Junger Sebastian, « Into the Valley of Death », *Vanity Fair*, 3 décembre 2007.

26. U.S. Army Combat Studies Institute (2010). « Wanat : Combat Action in Afghanistan, 2008 ».

27. Nick Schifrin, « U.S. Pulls Out of Afghan's "Valley of Death", Control of Afghanistan's Korengal Valley no Longer a U.S. Priority », *ABC News*, 14 avril 2010.

28. De nombreux reportages montrent la densité des combats et la situation dramatique dans laquelle se trouvaient les soldats américains : « Dying for Barge Matal » de Michael Crowley (*The New Republic*, 22 septembre 2009) ou encore « Barge Matal, It's a Place We Never Want to Go Back To » [« Barge Matal, c'est l'endroit où nous ne voudrons jamais retourner »], de Julius Cavendish (*The Independent*, 13 novembre 2009).

29. Quetta Shura Announcement, 26 avril 2011, dans *Offerings on the Occupation : The Islamic Emirate's Positions, Messages, Announcements and Interviews*, Islamic Emirate of Afghanistan Cultural Commission, 2012, p. 271.

30. Charles Brenner et Michael Evans, « British Envoy Says Mission in Afghanistan Is Doomed », *Times*, 2 octobre 2008.

9
L'administration Obama,
contre-insurrection, gloire et déclin des généraux,
2009-2014

1. Renaud Girard, « McChrystal, l'anti-Rumsfeld », *Le Figaro*, 4 décembre 2009, et *Retour à Peshawar*, Paris, Grasset, 2010.

2. Doctrine de contre-insurrection mieux connue sous l'acronyme COIN pour *COunterINSurgency*. Une « bible » réglementairement éditée en décembre 2006 sous la classification de FM 3-24 (Field Manual 3-24).

3. President Barack Obama, « West Point Speech, » , 2 décembre 2009.

4. « NATO's Center of Gravity : Political Will », *YATA*, 27 mai 2010.

5. Stanley McChrystal, *My Share of the Task : A Memoir*, New York, Penguin, 2013, p. 323.

6. « Operation Enduring Freedom Afghanistan, May 2009-April 2010 », 2nd Marine Expeditionary Brigade Brief, 2010.

7. C. J. Chivers, « What Marja Tells Us of Battles Yet to Come, » *New York Times*, June 10, 2010.

8. Commentaires du colonel Kyle Ellison, ancien commandant du 2e bataillon du 6e régiment de Marines, Fort Bragg, 8 mai 2017.

9. Bing West, *One Million Steps : A Marine Platoon at War*, New York, Random House, 2014.

10. Colonel Harry Tunnel, Memorandum for Secretary of the Army John McHugh, August 20, 2010.

11. Michael Hastings, « The Runaway General », *Rolling Stone*, 22 juin 2010.

12. Broadwell Paula, *All in : The Education of General Petraeus*, New York, Penguin, 2012, p. 59.

13. Girard Renaud, « La dynamique de la guerre est repassée du côté de l'Otan », *Le Figaro*, 26 septembre 2010.

14. COMISAF's Perspective, Weekly Security Incidents, Gen. David H. Petraeus, octobre 2010. Unclassified.

15. Girard Renaud, « Afghanistan : le plan de retrait des Américains », *Le Figaro*, 15 novembre 2010.

16. Doucet Lyse, « Pakistan Arrests Halt Secret UN Contact with Taliban », *BBC News*, 19 mars 2010.

17. « Les acteurs clés de l'affaire Petraeus. Portrait des principaux acteurs du scandale qui a éclaboussé le patron de la CIA, David Petraeus, contraint à la démission après la divulgation d'une relation extraconjugale qu'il a entretenue avec sa biographe », *France 24*, 13 novembre 2012.

18. Roy Olivier, *The Failure of Political Islam*, Cambridge, MA, Harvard University Press, 1998, p. 158-159.

19. Mogelson Luke, « Which Way did the Taliban Go ? », *New York Times Magazine*, 20 janvier 2013, p. 33.

20. « UN Workers Killed By Afghan Mob In Bunker », *Associated Press*, 3 avril 2011.

21. Post Staff Report, « Two US soldiers killed by Afghan colleague ; Taliban beheads 17 civilians for attending music event », *New York Post*, 27 août 2012.

22. *Ibid.*

23. Ghanizada, « The significance and achievements of ISAF mission in Afghanistan », *Khaama Press*, 24 mai 2014.

24. John Kerry, *Every Day is Extra*, New York, Simon & Schuster, 2018, p. 422.

25. Déclaration du président Obama sur l'Afghanistan, Office of the Press Secretary, The White House, 27 mai 2014.

26. Mission Resolute Support en Afghanistan (2015-2021) (archives), Site officiel de l'OTAN, 8 avril 2022, .

27. *Ibid*.

28. Général John F. Campbell, « Operation Freedom's Sentinel and our continued security investment in AfghanistanBy commander, Resolute Support Mission », U.S. Forces-Afghanistan/ISAF, site officiel de l'US ARMY, 5 octobre 2015.

10
Lassitude occidentale. Retour et victoire des talibans

1. Commander of Resolute Support Mission (RSM) in Afghanistan and USFOR-A, U.S. Forces Afghanistan.

2. President Donald Trump, tweet, @realDonaldTrump, September 7, 2019.

3. Agreement for Bringing Peace to Afghanistan between the Islamic Emirate of Afghanistan which is not recognized by the United States as a state and is known as the Taliban and the United States of America, February 29, 2020. (« Accord pour amener la paix en Afghanistan entre l'Émirat islamique d'Afghanistan qui n'est pas reconnu par les États-Unis comme État et qui est connu comme les talibans et les États-Unis d'Amérique ».)

4. Hastings Michael, *The Operators*, *The Wild and Terrifying Inside Story of America's War in Afghanistan*, Penguin Publishing Books, 2012.

5. Howard Altman, « Haibatullah Alizai recounts the final five harrowing days of his government and how he reluctantly became the Afghan Army's last general », *The War Zone*, 9 juin 2022.

6. « Mr. Biden spoke from the White House on Monday afternoon after the collapse of the Afghan government to the Taliban », *The New York Times*, 16 août 2021.

7. Ali Idrees, « Taliban could isolate Kabul in 30 days, takeover in 90 – U.S. Intelligence », *Reuters*, 11 août 2021.

8. Howard Altman, « Haibatullah Alizai recounts the final five harrowing days of his government and how he reluctantly became the Afghan Army's last general », *The War Zone*, 9 June 2022.

9. Hannah Roberts, « Top Nato commander in Afghanistan lays out strategic mistakes that led to "tragedy" », *inews.co.uk.*, 23 August 2021.

10. « The Pentagon mistakes behind the rout of the Afghan Army », *France 24*, 15 août 2021.

11. « Mr. Biden spoke from the White House on Monday afternoon after the collapse of the Afghan government to the Taliban », *The New York Times*, 16 août 2021.

12. « Les États-Unis ont "perdu" la guerre en Afghanistan, admet le chef d'état-major américain », sur *France24.com*, 30 septembre 2021.

13. Martine Bulard, « Tout était pourtant écrit », *Le Monde diplomatique*, septembre 2021, p. 11 (https://www.monde-diplomatique.fr/2021/09/BULARD/63490).

14. Craig Whitlock*, Washington Post Foreign Service*, « National Security Team Delivers Grim Appraisal of Afghanistan War », Monday, February 9, 2009. « Afghanistan has been known over the years as the graveyard of empires. We cannot take that history lightly. »

15. Declan Walsh, « US had "frighteningly simplistic" view of Afghanistan, says McChrystal », *The Guardian*, 7 october 2011.

16. Mark Kramer reprend ce constat et note qu'une force de contre-guérilla bien équilibrée peut effectivement réduire une insurrection et la contraindre à négocier. 26 décembre 2004 (http://articles.latimes.com/2004/dec/26/opinion/op-soviet26).

17. *Krasnaia Zvezda*, Mocou, 25 décembre 1992.

18. Adrien Jaulmes, « Guerre d'Afghanistan : dix-huit ans d'échecs », *Le Figaro*, 28 février 2020.

19. « Zawahiri "n'est plus" : Joe Biden annonce la mort du chef d'Al-Qaida », sur *Europe 1* (consulté le 2 août 2022). « Biden : Killing of Al-Qaida leader is long-sought "justice" », *Associated Press*, 2 août 2022.

En guise de bilan…

1. Gary C. Schroen, *First In : An Insider's Account of How the CIA Spearheaded the War on Terror in Afghanistan*, New York, Ballantine Books, 2005.

2. Daniel P. Bolger, *Why We Lost, A General'Inside Account of the Iraq and Afghanistan Wars*, An Eamon Dolan Book Houghton Mifflon Harcourt, Boston, New York, 2014.

3. Jules Stewart, *On Afghanistan's Plains, The Story of Britain's Afghan Wars*, London, New York, I. B. Tauris, 2011. Préface par le General sir David Richards, Chief of the Defense Staff (2010-2013), commandant du secteur sud de l'Afghanistan de 2006 à 2007.

4. Jules Stewart, *On Afghanistan's Plains*, *ibid.*

Index

Abdullah, Abdullah 12, 144, 296, 299, 340-341, 392-394, 402, 423-424, 432, 436, 441, 445

Abdullah, Jan 106, 109

Abdur Rahman Khan 12, 126-127, 130-131, 133-135, 143, 288, 445

Agha, Tayeb 292, 303-304, 339, 375

Ahmadazai, Wali Mohammed 414, 431

Akbar, Khan 38, 44, 66, 75, 83-84, 86, 90-92, 94, 96-100

Akhromeev, Serguei Fiodorovich 159, 163, 173, 175, 188, 438

Akhund, Obaidullah (mollah) 284, 292, 309, 361-362

Akhundzada, Haybatullah Maulawi (mollah) 389, 413-414, 418-419, 422, 427, 436, 445

Akhundzada, Sher Mohammed 311, 314, 318, 348

Al-Baghdadi, Abou Bakr 403

Alexandre I^{er}, tsar 30

Alizai, Haybatullah 427, 431, 433

Allard, Jean-François 37

Allen, John 339, 372, 384-385, 388, 426

Al Masri, Abu Ikhlas 322, 324, 337, 368

Al-Zarqaoui, Abou Moussab 332, 403

Al-Zawahiri, Ayman 246, 294, 369, 388, 403, 418, 439, 445

Amanullah, Khan 136-137, 140-141, 143-144, 147, 445

Amarkhail, Aminullah 398

Amerine, Jason 289-291, 295

Amin, Hafizullah 150-151, 154, 156-159, 161-163, 168, 170, 445

Amir, Sultan 297

Andropov, Iouri 153-154, 156, 158, 161-163, 171, 176, 179, 182, 190

Angar, Hakim 378, 390, 401

Anquetil, Thomas John 89, 92

Atef, Mohammed 258

Atta, Mohammed Noor 237, 286, 305, 415, 432

Auckland, lord George Eden 40-41, 43-44, 46, 50, 54-55, 64, 67, 71, 74, 94-95, 99, 445

Ayub Khan, Muhammad 107, 126-127, 129-131, 143, 204

Baba-Jan, Abdul Wahid 220-221, 229, 273

Baghrani, Raees 292-293

Baluch, Mohammed Naim 352

Baradar, Abdul Ghani (mollah) 291, 304, 309-310, 313, 332, 345, 361-363, 421, 423-424, 433, 445

Barakzai, Abdul Bari 381

Barech, Mohammed Naim 345

Barno, David William 301, 307

Battisti, Giorgio 434-435

Bearden, Milton 187, 239

Ben Laden, Oussama 13-14, 205, 216, 232, 239, 244-251, 253, 255, 258, 262, 269-270, 278-279, 293-295, 297, 368-370, 374, 403-404, 410, 418, 437, 445

Bentinck, lord William 36, 42

Berntsen, Gary 268, 294

Berry, Glyn 316

Bhutto, Benazir 231, 239, 297, 312

Bhutto, Zulfikar Ali 204, 239

Biden, Joe 341-342, 355, 425-426, 428, 430, 433-435, 439, 445

Bismullah, Khan 273, 281-283, 334, 377-378, 395-396, 415

Black, Cofer 248, 252

Bonaparte, Napoléon 22, 28, 30-31, 33, 56, 442

Boulganine, Nikolaï 148

Bowers, Max 285-286

Brejnev, Léonid 150, 155-156, 161, 163, 170-173, 175, 179, 199

Brigham, David 271

Broadfoot, George 77-78, 100

Broadwell, Paula 372, 401, 426

Browne, Samuel 13, 116-117, 120

Brydon, William (docteur) 93-94

Brzeziński, Zbigniew 155

Burnes, Alexander 36, 41-44, 47-50, 56-57, 60, 63, 70, 74, 78-81, 85, 99, 442, 445

Burns, William 433

Burrows, Georges 127, 129

Bush, George W. 239, 243, 245-250, 252-253, 255-256, 259-260, 262, 271, 294, 298-300, 303, 313-314, 331, 338-339, 341

Caldwell, Bill 358

Campbell, George Douglas Duke of Argyll 107, 110

Campbell, John F. 400, 405-410

Carter, Jimmy 155, 157, 170-171, 181, 199

Carter, Nick 354, 364, 401

Cavagnari, Pierre Louis Napoléon 112, 119-122, 142, 445

Chamberlain 111

Chambers, Robert 89, 92

Chelmsford, lord 136, 139

Cheney, Richard 245, 255, 287, 303

Chevardnadze, Édouard 191, 193, 195-196, 198

Churchill, Winston 13, 134, 435

Clarke, Richard A. 249, 255

Clinton, Hillary 298, 374-375, 427, 445

Clive, Robert 27

Conolly, Arthur 21, 45, 47

Cotton, Willoughby 61, 67, 71

Cowper-Coles, Shepard 338

Cranbrook, lord 110, 112

Cuellar, Perez de 180

Daoud, Mohammed 286-287, 314, 317, 339

Daoud, Mohammed Khan 148-151, 204, 445

Dennie, William 65

Diaz, David 272

Disraeli, Benjamin 108, 120, 126, 144, 445

Dobbins, James F. 280, 295

Dobrynine, Anatoli 164

Domröse, Hans-Lothar 400

Dost, Mohammed Khan 12, 37-38, 40, 42-51, 54-58, 60, 63, 65-66, 70, 83, 99-102, 104-106, 126, 135, 141, 182, 443, 445

Dostom, Abdul Rashid 219, 221-225, 227-230, 232, 234, 237, 239, 250, 272, 276, 281-282, 284-288, 299-300, 305, 339, 407, 415, 432

Dulles, Foster 148

Dunford, Joseph 388, 394, 398, 400, 405, 410, 414, 419-420, 424, 426

Durand, Henry Marion 55-56, 65, 77, 132

Durand, Mortimer 132, 144

Durrani, Ahmad Shah 24, 29, 56, 64, 203, 290, 305, 341, 393, 445

Durrani, Shah Shuja 32-34, 37-38, 43-45, 48, 54-58, 62-70, 74-75, 78-79, 83-84, 87, 91, 94, 97, 99, 142, 445

Durrani, Timour Shah 25-26, 29, 32-33, 56, 58

Dyer, Reginald 137, 140, 144

Eikenberry, Karl 300-301, 308, 314, 318, 325, 331, 341, 348, 358, 372, 381

Ellenborough, lord Edward 95, 97, 99, 102

Elphinstone, Mountstuart 12, 32-33, 35, 44, 56, 142, 445

Elphinstone, William George Keith 56, 71-72, 77, 80, 82, 86-87, 89-91, 97, 141

Eltsine, Boris 219

Eyre, Vincent 79, 81, 100

Fahim, Mohammed Khan 229, 268, 273, 276, 280-284, 288, 296, 299-300, 369, 377, 392, 441

Faiz, Mohammed 112

Fane, sir Henry 61

Fazl, Mohammed Mazloom (mollah) 282, 286-287, 421

Franks, Tommy 247, 251, 253-254, 256, 265, 271, 279-282, 288, 294, 438, 442

Fraser, David 319

Freakley, Ben 318-319, 323, 326

Freckhaus, Johan 236

Fuller, Kurt 336

Gandhi, Indira 204

Gandhi, Rajiv 183

Gass, Simon 438

Gates, Robert 155, 194, 331, 342-343, 369, 372

Ghani, Ashraf 301, 339, 381-382, 392-394, 402, 406-407, 409, 415, 419, 423, 427-428, 432, 437, 445

Ghulam Haidar Khan sardar 103

Giscard d'Estaing, Valéry 161, 172, 175

Gladstone, William 107, 126

Gorbatchev, Mikhaïl 163, 182-184, 186, 188-196, 199, 219, 341, 445

Gorelov, Lev Nikolaievich 158-159, 163

Greene, Harold 386

Grenier, Robert 277, 290

Gromov, Boris 164, 195, 198-199, 212

Gromyko, Andreï 153-154, 158, 161, 165, 171, 180, 184, 191

Grossman, Marc 133, 375-376

Habibullah 136, 141, 445

Hamid, Abdul 365, 406

Hamilton, Walter Richard Pollock 121

Hamza, Mir 412

Haq, Abdul 203, 216, 289-290

Haqmal, Omar Jan 390, 396, 408, 413

Haqqani, Jalaluddin 186, 194, 203, 205, 210, 216, 218, 229, 293, 297, 310, 360, 389, 413

Haqqani, Mohammed 297

Haqqani, Sirajuddin 362, 413, 423, 436

Hardinge, Henry (vicomte) 102

Harlan, Josiah 38, 56

Harward, « Bob » 266-267

Hasib, Maulawi Abdul 404, 416

Hastings, Michael 355, 358, 366

Hekmatyar, Gulbuddin 188, 197, 203, 205, 216-230, 233, 321

Hobhouse, sir John 54-56

Holbrooke, Richard 341

Hollande, François 385

Ismaël, Khan 197, 203, 216, 227-228, 237, 250, 282, 299-300, 305, 415

Issa, Mohammed 333

Johnson, Hugh 91

Jones, Terry 383-384

Juma, Gul Popalzaï 396

Kabulov, Zamir 436

Kamran, Shah 38-39, 51

Karim Khan 118

Karmal, Babrak 150-151, 161, 163, 166, 168, 172-173, 176, 180, 183-184, 188

Karzai, Ahmed Wali 305, 307, 311, 333, 354, 363, 366

Karzai, Hamid 12, 67, 144, 257, 260-261, 289-293, 295-296, 298-300, 302-305, 307, 309, 311-312, 314, 318, 320, 327, 333-334, 339-341, 343, 348, 358-359, 363, 366-367, 369-371, 374-376, 378, 380-384, 388, 392, 395, 398, 402, 415, 432, 436, 445

Karzai, Mahmoud 369

Karzai, Qayum 392

Kaufmann, Konstantin 109, 114

Kayani, Ashfaq 374

Kaye, John William 40, 56, 66

Keane, sir John 61, 66

Kerry, John 297, 394

Khadim, Abdul Raouf 397, 404

Khalid, Asadullah 311, 333-334, 366, 374, 401, 422

Khalid Sheikh, Mohammed 313

Khalili, Mohammed Karim 234, 237, 250, 283

Khalilzad, Zalmay 296, 298-300, 303-304, 308, 419-424, 445

Khalis, Yunus 205

Khrouchtchev, Nikita 148

Kossyguine, Alexis 157, 170

Kozyrev, Nikolaï 182

Krioutchkov, Vladimir 192, 194, 198

Lang, Dadullah (mollah) 291, 293, 309-311, 313-314, 316-318, 332, 345, 362

Lawrence, George 81, 85, 90, 100

Lawrence, sir John 103, 106

Lytton, lord Edward Robert Bulwer 108-112, 130

Mackenzie, Colin 85, 90, 100

Macnaghten, William Hay 43, 54-57, 64, 66-77, 79-80, 82-85, 87, 90, 95, 99

Magometov, Kekkezovich Sultan 159, 163

Mahmoud, Shah 33, 38

Majid, Hafiz 310

Malcolm, John 31

Malouk, Sayid 395-396

Manan, Abdul Rahim 395, 397, 408-409, 411, 421

Mangal (gouverneur) 348, 351-352

Mansour, Akhtar Mohammed (mollah) 310, 313, 359, 361-363, 371, 375-376, 389, 393, 395, 397, 404-405, 407-408, 411, 413, 419, 439, 445

Marchais, Georges 172

Massoud, Ahmad Shah 12, 135, 144, 184-186, 188, 197-199, 203-204, 216, 218-232, 234-239, 248-250, 252, 268-271, 273, 281-282, 287, 289-290, 295, 299, 340, 349, 407, 430, 441-443, 445

Matin, Haji 322, 324, 326, 337

Mattis, James 414, 416, 419, 439, 445

Mayo, lord 106, 108

Mazari, Abdul Ali 223-225, 239

McChrystal, Stanley 11, 259, 298, 329-330, 332, 334, 336, 340, 342, 344, 348-350, 354-356, 358, 361, 363, 369, 388, 426, 438, 445

McKenzie, Kenneth 426, 433

McKiernan, David 334-335, 339, 344

McMullen, Michael 426

McNeill, Dan 306-307, 331-332, 339

McNeill, John 46, 49, 52, 54, 56

Mehsud, Latif 374

Mestiri, Mahmoud 229

Meyer, Dakota 336

Miller, Austin Scott 254, 401, 418-422, 424, 426, 428-429

Milley, Mark 426, 429, 437

Minto (gouverneur général) 31-32

Mirza Hussein Ali 48

Mistura, Staffan de 383

Mohan Lal 63, 87

Mohaqiq, Mohammed 237, 286

Mojaddedi, Sebghatullah 220-224

Montagu, Edwin Samuel 137

Monteath, Thomas 76

Motaqi, Amir Khan 421

Mujahed, Abdul Hakim 303, 380

Mulholland, John 266-267, 272, 291, 294

Mullen, Mike 335, 342-343

Musharraf, Pervez 230, 239, 246, 256, 287, 309, 312-313

Mutawakil, Wakil Ahmed 303

Nadir, Khan 140

Nadir, Shah 25, 29, 144, 148

Najibullah, Mohammad 11, 150, 166, 188-189, 191-192, 195-198, 211, 217-219, 232, 433, 445

Napier, Charles 100, 102

Naqib (mollah) 291, 305, 311

Nesselrode, Karl Robert (comte) 49, 53-54

Neumann, Ronald 314, 318

Newman, Randy 348-349

Nicholls, sir Jasper 94-95

Nicholson, John William « Mick » 323, 326, 331, 336, 344-345, 347-348, 410-412, 414-416, 418, 424

Noori, Norullah (mollah) 282, 286-287, 421

Noor, Maulawi Mohammed 380

Nott, sir William 61, 65, 67, 71-73, 82, 97-98, 100, 142

Nutsch, Mark 272, 276, 284-285, 339

Ogarkov, Nikolaï Vasilyevich 159, 161, 175

Omar, Mohammed (mollah) 43, 231, 235, 246-247, 264, 279, 282, 284, 286, 288, 292-293, 297, 302-303, 309-311, 345, 361-362, 371, 375, 380, 389, 403-404, 413, 418, 421, 445

Osmani, Akhtar Mohammed (mollah) 310, 332

Oustinov, Dimitri 153-154, 158, 161-163, 165, 171, 175, 438

Palmerston, lord Henry John Temple 39-40, 46, 52-54, 56, 74

Panetta, Léon 372

Pavlovsky, Ivan Gregorievich 152, 163

Peel, sir Robert 71, 74, 95

Petraeus, David Howell 342-343, 350-351, 353, 355-359, 366, 369, 371-372, 388, 426, 438-439, 445

Pierre le Grand 23-24

Pollock, George 94-100, 121, 141-142

Pompeo, Mike 419-420, 422-423

Ponomarev, Boris 152, 158, 171

Pottinger, Eldred 51-52, 73, 82, 90, 98

Powell, Colin 245, 256, 287, 295, 313

Presley, Chip 326

Qadir, Haji Abdul 216, 237

Qajar, Fateeh Ali Shah 31, 38

Qajar, Mohammed Shah 38, 43, 45, 52-54

Qanouni, Yunus 226, 296, 299

Rabbani, Burhanuddin 205, 216, 220, 222-230, 234-235, 284, 402, 430

Radford, Tim 347-348

Raisi, Ebrahim 436

Rakhmonov, Emomali 288

Rashid, Ahmed 287

Rassoud, Zalmay 392

Rawlinson, sir Henry 21, 45, 47, 49, 73, 97

Razzaq, Abdul (mollah) 310

Razziq, Abdul 305, 311, 333, 354, 363-364, 366, 374, 379-381, 397, 401, 415

Reagan, Ronald 157, 171, 181, 186, 193-194, 199

Rice, Condoleeza 245, 248-249

Richards, David 308, 319-320, 331, 443

Ripon, lord 129

Roberts, Frederick 108, 116-124, 127, 129-131, 445

Rodriguez, David 326, 334, 339

Roos-Keppel, sir George 139

Saboor, Abdul 384

Safi, Razzik 378

Salam, Abdul (mollah) 405-406, 412

Saleh, Amrullah 367

Saleh, Mohammed 98, 137

Sale, lady Florentia 77, 80, 86, 90

Sale, sir Robert Henry 65, 71, 76-78, 80-82, 86, 93, 96, 98, 100, 142

Salisbury, lord 109-110, 112

Sayed, Nur Mohammed 108

Sayid Khan, Hafez 404, 416

Sayyaf, Rab Abdul Rassul 205, 216, 218, 222-226, 229, 234, 392

Scaparotti, Curtis « Mike » 336, 339

Schloesser, Jeffrey 334, 336

Schroen, Gary 250, 267-268

Shahpur, prince 99-100

Sharif, Nawaz 220, 312

Shelton, John 72, 79-81, 84, 89, 91

Sher, Ali, Khan 102, 106-107, 109-114, 117, 119, 126-127, 445

Sher, Mohammed Karimi 378, 396

Sherzai, Gul Agha 291-293, 303, 305-307, 311, 327, 333, 392, 436

Shultz, George 193, 195-196

Simonitch, Ivan 46, 48-49, 51-53, 56

Singh, Ranjit 32, 34, 36-38, 41-42, 44, 49-50, 55-56, 58, 65, 68, 102

Singh, Sher maharaja 99

Skare, Siri 383

Skobolev, Mikhail 131

Sokolov, Sergueï Leonidovich 162-163, 165, 173, 175-176, 184, 187

Sopko, John 434

Souter, Thomas 92

Souzlov, Mikhaïl 176

Stanekzai, Sher Mohammed 421

Stewart, sir Donald 116, 119, 122, 124-125

Stoddart, Charles 68

Stoletov 110-111, 445

Swenson, William D. 336

Tanai, Shah Nawaz 195, 218, 220, 230

Taraki, Nur Mohammed 150-152, 154, 157-158, 161, 170, 445

Tchernenko, Konstantin 180, 182

Tenet, George 245, 247-248, 250, 252

Ter-Grigoriants, Norat Gregorievich 175

Thorneloe, Ruper 347

Tipû Sâhib, sultan de Mysore 28, 56

Tomsen, Peter 218

Toukharinov, Iouri Vladimirovich 162-163

Trump, Donald 407, 413-414, 419-420, 422-427, 445

Tunnel, Harry 354

Turabi, Nuraddin 303

Turner, Roger 413-414

Varennikov, Valentin Ivanovich 156, 159, 163, 175, 190, 195, 197-198, 217

Ventura, Jean-Baptiste 37, 56

Victoria, reine 55-56, 119, 445

Vitkievitch, Ivan Viktorovitch 45, 47-50, 53, 73, 442, 445

Wade, sir Claude Martin 66

Wahidi, Faizullah 326

Wahidi, Nazr Ali 417

Wardak, Rahim 314, 334

Waziri, Zaman 378

Wellesley, Richard, comte de Mornington 26, 28, 56

Wellington, Arthur Wellesley, duc de 29, 32, 55-56, 71, 95, 97

Wild, Charles Frederick 96

Wilson, Charlie 195

Wolfowitz, Paul 255

Yaftali 378, 408

Yakub, Khan 108, 119-124, 126, 445

Yaqoub, Mohammed (mollah) 413, 436

Yar Mohammed, Khan 38-39, 51, 68

Yepishev, Alexei 152

Yousaf, Mohammed 205

Zaeef, Abdul Salam 247

Zaheerul-Islam Abbasi 297

Zaher, Shah, roi 13, 148, 150, 203, 229, 445

Zakir, Abdul Qayum 345, 362, 375, 389, 393

Zia, ul-Haq 180, 195, 204-205, 239

Zubaydah, Abu 313

Table des cartes

Afghanistan, carte générale
Afghanistan, carte des groupes ethnolinguistiques
Afghanistan, carte administrative des provinces
Les routes d'invasion britanniques en 1839
La retraite britannique de Kaboul à Jalalabad, 6-13 janvier 1842
La route vers Kaboul, 1878-1879
L'Asie en 1979
Déploiement soviétique en Afghanistan, 1979-1989
Insurrection de 2006-2008
Les provinces orientales
Province du Helmand

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

*1. Le *Surge*, ou « escalade », correspond à une stratégie de renforcement en effectifs et en moyens. Il est officiellement annoncé par le président Obama le 1er décembre 2009 dans un discours tenu à l'académie militaire de West-Point. Pour éviter l'enlisement du conflit, le *Surge* implique un changement radical de conduite de la guerre par un sursaut d'efforts qui combinent des actions militaires mais aussi politiques et économiques. Par ailleurs, le *Surge* s'annonce comme limité dans le temps.

*1. Les Pachtouns sont un peuple iranien divisé en plusieurs grandes tribus. Considérés comme le peuple fondateur de l'Afghanistan grâce à Ahmad Shah Durrani, ils vivent principalement au Pakistan et en Afghanistan. Ils composent environ 42 % de la population afghane au XIX^e^ siècle et se considèrent comme la classe dirigeante et supérieure par rapport aux autres groupes comme les Tadjiks, les Hazaras, les Ouzbeks et d'autres groupes de moindre importance. Les Pachtouns afghans se divisent entre les Abdalis, ou Durranis à partir du XVIII^e^ siècle, et les Ghilzaïs qui habitent les rudes montagnes de l'est et qui commandent les passes vers l'Inde.

*2. Les deux émirs de Kaboul qui se trouvent au cœur de la première guerre anglo-afghane sont Shah Shuja et Dost Mohammed Khan, qui appartiennent à des branches rivales de la lignée Durrani. La dynastie sadozaïe est fondée en 1747 par Ahmad Shah Durrani. Shuja est un Sadozaï (dernier des émirs sadozaïs, il règne de 1803 à 1809, puis de 1839 à 1842 après avoir été remis sur son trône par les Anglais). La dynastie barakzaïe est établie par Dost Mohammed Khan (émir de 1826 à août 1839, puis de 1842 à juin 1863) après l'évincement de la dynastie créée par Ahmad Shah. Les Barakzaïs gouvernent l'Afghanistan jusqu'en 1973.

*3. Zaman Shah, qui règne de 1793 à 1800 et meurt en 1844, est un Sadozaï-Durrani. Troisième « empereur » d'Afghanistan, il est par ailleurs émir du Khorassan, roi du Pendjab, de Sind, de Mashada et du Cachemire. Il est le petit-fils d'Ahmad Shah Durrani (1722-1772), qu'il rêve d'imiter, et le cinquième fils de Timour Shah Durrani (fils d'Ahmad Shah Durrani, celui-ci règne jusqu'en 1793). Il s'impose en emprisonnant ses frères à Bala Hissar, la forteresse de Kaboul.

*4. Le poste de gouverneur général de la présidence de fort William à Calcutta est créé en 1773. De 1774 à 1833, le représentant de la monarchie britannique en Inde est le gouverneur général du Bengale. À partir de 1833, celui-ci est nommé par la *Court of Directors* de la Compagnie avec l'approbation du monarque britannique. En 1858, comme conséquence de la révolte des cipayes (*Indian Rebellion*), les territoires et les biens de la Compagnie des Indes orientales (*East India Company*) passent sous le contrôle direct de la Couronne britannique. Dès lors, le gouverneur général devient « vice-roi et gouverneur général des Indes ».

*5. Les guerres carnatiques sont une série de conflits militaires qui ont eu lieu au milieu du XVIII^e^ siècle (1746-1763), qui établissent le contrôle britannique sur la côte est de l'Inde. Sur le plan diplomatique et militaire, elles impliquent principalement la Compagnie française des Indes orientales et la Compagnie anglaise des Indes orientales.

*6. Le Sind, dont la capitale est Karachi, est actuellement la troisième plus grande province fédérée du Pakistan. Elle est bordée à l'ouest et au nord par le Balouchistan et par le Pendjab au nord. Elle partage une frontière internationale avec les États indiens du Gujarat et du Rajasthan. À la fin du XVIII^e^ siècle, quatre branches de la dynastie Talpur se répartissent la direction de cette région, mais elles se soumettent en 1843 aux Britanniques.

*7. L'Empire marathe, ou Confédération marathe, qui se compose de quatre États marathes indépendants, domine de très vastes territoires au centre du sous-continent indien de la fin du XVII^e^ siècle, où il succède à l'Empire moghol, au début du XIX^e^ siècle, où il est conquis par la

Compagnie britannique des Indes orientales. La région actuelle qui lui correspond forme l'État du Maharashtra.

*8. En 1796, le colonel Arthur Wellesley (1769-1852) part pour l'Inde, où l'année suivante son frère aîné Richard Wellesley, comte de Mornington, est nommé gouverneur général. Lorsque la guerre éclate en 1799 contre le sultan de Mysore, Tipû Sâhib, il y remporte la bataille de Seringapatam et devient gouverneur de Seringapatam et de Mysore. Sitôt le mandat de son frère achevé en 1805, il retourne avec lui au Royaume-Uni. Commandant en chef au Portugal à partir de 1809, vainqueur à Talavera contre les forces françaises cette même année, le vicomte de Wellington entre à Madrid en 1812 après la victoire de Salamanque et chasse les Français d'Espagne après la bataille de Vitoria en 1813. Le 18 juin 1815, il prend rang parmi les vainqueurs de la bataille de Waterloo.

*9. Une audience publique donnée par un souverain.

*10. Le diamant Koh-i-Noor, ou « montagne de lumière », est un diamant dans sa taille actuelle de 105 carats, qui est vu pour la première fois par Elphinstone en février 1809, quand il est porté par Shah Shuja, lors de la réception de la délégation britannique à Peshawar. Shuja doit le céder en 1814 au maharaja du Pendjab Ranjit Singh comme contrepartie d'un traité d'amitié signé après avoir perdu son trône de Kaboul. Les Britanniques s'en emparent en 1849 après la seconde guerre anglo-sikhe. Il est présenté le 3 juillet 1850 à la reine Victoria pour le 250e anniversaire de la Compagnie des Indes. En 1901, il est posé sur la couronne de la reine Alexandra, puis sur la couronne de la reine Marie en 1911 et enfin en 1937 sur la couronne de la reine Elizabeth. Les gouvernements de l'Inde, du Pakistan, de l'Afghanistan et d'Iran ont effectué des demandes pour sa restitution, mais en 2018 la Cour suprême de l'Inde clarifie la situation en estimant que le diamant avait été cédé aux Britanniques et qu'il n'avait pas été volé.

*11. Mountstuart Elphinstone (1779-1859) publia *An Account of the Kingdom of Caubul*, principale source d'information sur la région qui eut une influence considérable. Son cousin, le général William Elphinstone, commande la garnison de Kaboul au moment de la désastreuse retraite de 1842.

*12. Le Khorassan (également orthographié Khorasan, Chorasan ou Khurasan) est une région située dans le nord-est de l'Iran. Le nom vient du persan et signifie « d'où vient le soleil ». Il a été donné à la partie orientale de l'Empire sassanide. Le Khorassan est également considéré comme le nom médiéval de l'Afghanistan par les Afghans : ce territoire englobait en effet l'Afghanistan actuel ainsi que le sud du Turkménistan, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan.

*13. Herat, la perle du Khorassan, devient indépendante en 1824 quand l'Empire afghan se sépare entre les Barakzaïs et les Durranis. Elle est vue comme la porte de l'Afghanistan : toutes les grandes routes venant de l'ouest convergent vers elle ; c'est le début de la seule route vers les Indes qui soit praticable pour une armée avec ses bagages et son artillerie. Herat est une des villes étapes de la route de la soie et l'une des grandes cités du Khorassan historique.

*14. Né à Saint-Tropez en 1785, cet officier de chasseurs à cheval de l'Empire rejoint la Perse après Waterloo. Dès 1822, avec Jean-Baptiste Ventura (1794-1858), un officier italien qui a servi Napoléon, il forme un corps d'élite sur le modèle français.

*15. Émir d'Afghanistan de 1826 à 1839 et de 1842 à sa mort en 1863, il fonde la dynastie des Barakzaïs qui dirigera l'Afghanistan jusqu'en 1973.

*16. Guerriers combattant les infidèles.

*17. Josiah Harlan (1799-1871) était un aventurier ou soldat de fortune américain qui servit le maharaja Ranjit Singh. Son personnage aurait pu inspirer le roman de Rudyard Kypling *L'homme qui voulut être roi*. Voir Ben Macintyre, *The Man Who Would Be King : The First American in Afghanistan*, Farrar, Straus and Giroux, 2002.

*18. Henry John Temple, lord Palmerston (1784-1865), est l'un des grands promoteurs de la puissance anglaise sous le règne de Victoria. Premier ministre pendant près de dix ans (1855-1858 et 1859-1865), il a aussi dirigé et inspiré la diplomatie britannique et la géopolitique mondiale pendant près de trois décennies. Secrétaire d'État des Affaires étrangères (1830-1834, 1835-1841 et 1846-1851), il fait échouer les ambitions françaises sur la Belgique en 1831 et défend l'intégrité de l'Empire ottoman. À l'automne 1839, il fait voter une guerre contre la Chine au prétexte que son gouvernement entrave l'importation de l'opium par les négociants britanniques. Cette « guerre de l'opium » se conclut par le traité de Nankin, trois ans plus tard.

*19. Sir John William Kaye (1814-1876) est un historien militaire britannique, fonctionnaire et officier de l'artillerie du Bengale. Il est l'auteur notamment d'une histoire de la guerre anglo-afghane, *History of the War in Afghanistan* (1845).

*20. L'écriture cunéiforme est inventée vers 3300 avant notre ère en basse Mésopotamie et se répand dans tout le Proche-Orient. Elle disparaît dans les premiers siècles de l'ère chrétienne. Elle se caractérise par des signes graphiques en forme de coins ou clous, du latin *cuneus*, d'où son nom.

*21. Originaire de Trieste sur la côte dalmate, il rejoint l'armée impériale française pour la campagne de Russie, où il est capturé. Après sa libération et l'annexion de son pays à l'Empire austro-hongrois, il rejoint l'armée russe avec le grade de commandant. Il est affecté en Géorgie où il combat vaillamment lors des guerres russo-persanes, ce qui lui permet d'être promu général de division. En tant qu'ambassadeur à Téhéran, il cherche à y contrecarrer les plans de son homologue britannique, sir John McNeill, qui est aussi russophobe que Simonitch est antibritannique.

*1. Les Gurkhas sont des soldats recrutés au Népal par la Compagnie des Indes orientales après leur défaite en 1816. Ce sont des soldats sous contrat qui interviennent très tôt lors des guerres anglo-sikhes et pendant la révolte des cipayes. Ils se forgent une très grande réputation d'efficacité et 200 000 Gurkhas servent pendant la Seconde Guerre mondiale, d'autres encore pendant la guerre des Malouines en 1982 et en Afghanistan après 2002. Une statue en leur honneur est érigée à Londres.

*2. Le major Georges Broadfoot (1807-1845) est un officier écossais de l'armée de Madras, tué lors de la bataille de Ferozeshah le 21 décembre 1845, pendant la première guerre anglo-sikhe. Voir William Broadfoot, *The Career of Major George Broadfoot, C. B. In Afghanistan and the Punjab*, Ulan Press, 2012.

*3. Sir Vincent Eyre est issu du Séminaire militaire d'Addiscombe. Capturé avec sa famille en janvier 1842 à Kaboul, il reste neuf mois en détention. Il est délivré grâce à l'opération conduite par le général Pollock. Lors de la rébellion de 1857, il participe à la levée du siège de Lucknow puis est nommé colonel l'année suivante. Il participe ensuite à une commission chargée d'étudier l'amalgame des armées des présidences de la Compagnie des Indes orientales avec l'armée britannique. Il est en particulier l'auteur de *The Military Operations at Kabul which Ended in the Retreat and the Destruction of the British Army, January 1842*.

*4. Le capitaine Colin Mackenzie fut plus tard nommé commandant de Hyderabad en tant que général de brigade ; Lawrence prit le commandement de toutes les forces britanniques dans le Rajputana lors de la mutinerie de 1857.

*5. *Butcher* ou « boucherie », *bolt* ou « éclair ».

*1. Kohendil Khan dirigea Kandahar de 1829 à 1839 et de 1842 à 1855.

*2. Il a été Premier ministre une première fois, de février à décembre 1868.

*3. Tenu du 13 juin au 13 juillet 1878, le congrès de Berlin doit réviser le traité de San Stephano. Il se déroule dans le cadre du renforcement diplomatique allemand mené par le chancelier Otto von Bismarck, qui cherche à se rapprocher de l'Autriche-Hongrie pour éviter que se développe un antagonisme avec la Russie. Afin de préserver un Empire ottoman affaibli, il obtient l'annulation de l'indépendance immédiate des États chrétiens des Balkans. Ce congrès est également marqué par l'influence du Britannique Benjamin Disraeli, qui soutient l'Empire ottoman et qui cherche à réduire l'influence russe et son accès à la Méditerranée. Il conduit à la « balkanisation » qui s'ouvre sur les guerres balkaniques, prélude à la Première Guerre mondiale.

*4. Après la guerre russo-turque de 1828-1829, la guerre russo-turque de 1877-1878 est le premier conflit qui s'appuie sur le « panslavisme », lequel a pour objectif de libérer les peuples slaves de la domination ottomane. Il se termine par une victoire russe qui voit les Ottomans contraints d'accepter les conditions du traité de San Stephano prévoyant l'indépendance des États chrétiens des Balkans, ce qui déplaît au Royaume-Uni et à l'Autriche-Hongrie.

*5. Le village de Teri Mangal était la dernière étape des moudjahidines basés au Pakistan pour le lancement des opérations transfrontalières dans la vallée de Kurram pendant la guerre contre les Soviétiques.

*6. Un lack, une ancienne unité de compte, équivaut à 100 000 roupies. Ces six lakhs de roupies correspondent à près de 7 millions d'euros.

*7. L'oasis de Merv se situe dans le Turkménistan actuel.

*8. Il y eut tout d'abord une convention militaire entre la France et la Russie le 17 août 1892, puis une alliance franco-russe, le 27 décembre 1893. Quelques années plus tard, le 8 avril 1904, la France et le Royaume-Uni signent l'Entente cordiale. Mais surtout le Royaume-Uni, après l'entrevue de Guillaume II et de Nicolas II à Bjorkŏe en juillet 1905, s'inquiète d'une tentative de rapprochement de l'Allemagne avec la Russie. Il se décide donc à sortir de son « splendide isolement » et à régler ses différends avec la Russie, ce qui aboutit à la convention anglo-russe du 31 août 1907 où les deux puissances délimitent leurs zones d'influence en Afghanistan, en Perse et au Tibet.

*9. La ligne « Durand » tire son nom de celui du négociateur anglais, sir Mortimer Durand.

*10. Le commandant du poste et héros du siège de Chitral est le capitaine et très francophile « Alphonse » Charles Townshend, qui participa à la colonne envoyée pour sauver Gordon à Khartoum au Soudan en 1884 mais qui connut une renommée bien plus triste alors qu'il commandait la garnison de Kut en Mésopotamie : elle dut se rendre aux Turcs en 1916.

*11. La région frontalière avec l'Afghanistan accueille pendant la guerre contre l'Otan et les Américains divers groupes talibans afghans et pakistanais, notamment le réseau Haqqani, ainsi

que des membres d'Al-Qaida. L'armée pakistanaise évite jusqu'en 2014 d'y mener une offensive faute de moyens. Les États-Unis y ont mené de nombreuses frappes aériennes.

*1. La révolte des Basmatchis, ou « brigands » en ouzbek, qui s'étend de 1916 à 1934, est un soulèvement des peuples musulmans d'Asie centrale contre la Russie et le pouvoir soviétique. Ibrahim Beg est un Ouzbek qui s'oppose dès 1920 aux Soviétiques. Après plusieurs années de guérilla autour de Ferghana et de Boukhara, il doit s'enfuir en Afghanistan en 1925. Il est capturé en 1931 lors d'opérations lancées au Tadjikistan. Les derniers Basmatchis sont battus à Karakoum en 1933.

*2. Le Pachtounistan est le nom donné au territoire habité par les tribus pachtounes ou pathanes au Pakistan qui, dès le départ, ont refusé d'être séparées par la ligne Durand, considérée comme arbitraire. Depuis la création du Pakistan, l'instauration d'un grand Pachtounistan qui réunirait les Pachtouns est devenue un sujet politique conflictuel entre le Pakistan et l'Afghanistan. Le jeu stratégique pakistanais dans les conflits afghans se comprend mieux en fonction de ce paysage transfrontalier. Il repose sur la notion de « profondeur stratégique », non pas au sens d'un territoire afghan qui donnerait de l'espace de manœuvre à l'armée pakistanaise en cas de conflit avec l'Inde, mais parce qu'Islamabad doit éviter que le pouvoir à Kaboul soit détenu par des acteurs qui entendraient faire du « Grand Pachtounistan » une réalité au détriment de son territoire.

*3. Le nom « Saur » fait référence au nom en dari du deuxième mois du calendrier persan, mois au cours duquel le soulèvement a eu lieu.

*4. En août 1968, le général d'armée Ivan Gregorievich Pavlovsky (1909-1999) reçoit le commandement du groupement de forces unifié qui doit intervenir en Tchécoslovaquie pour réprimer le « Printemps de Prague ». Après son séjour en Afghanistan d'août à novembre 1979, son rapport très défavorable à une intervention provoque sa relégation, en juin 1980, comme membre du groupe des généraux inspecteurs du ministère de la Défense.

*5. En 1951, Alexei Alexievich Yepishev est nommé adjoint du ministre de la Sécurité d'État (futur KGB). En avril 1962, il est réintégré dans les forces militaires et devient chef de la direction politique de l'armée soviétique et de la flotte. Il y joua un rôle particulier pour soumettre les forces armées aux intérêts de la direction du parti. Il représentait un courant politique dogmatique et orthodoxe.

*6. Dimitri Fiodorovich Oustinov devient ministre de la Défense en 1976, succédant au maréchal Gretchko. Promu maréchal le 30 juillet 1976, il fait une carrière dans l'industrie militaire et l'économie civile. Il acquiert une influence telle, grâce au poids de l'appareil militaro-industriel en URSS, qu'il gagne la réputation d'un faiseur de rois au Kremlin. Son soutien fut décisif pour le choix de Iouri Andropov comme successeur de Brejnev.

*7. Le général Varennikov commande de 1985 à 1989 le groupement soviétique en Afghanistan. Combattant de Stalingrad, il participe finalement à la tentative de coup d'État d'août 1991 à Moscou contre Gorbatchev. Il est acquitté en 1994 et se retire avec tous les honneurs. Il meurt en mai 2009.

*8. Il s'agit du deuxième bataillon prévu pour être envoyé en Afghanistan et dénommé le « bataillon musulman ».

*9. En Tchécoslovaquie, Lev Nikolaievich Gorelov commande la 7e division de parachutistes qui s'empare de trois aérodromes dans la région de Prague, le 22 août 1968. En octobre 1975, il est nommé commandant des conseillers militaires en Afghanistan. De 1978 à 1979, il organise et conduit avec les conseillers militaires une série d'opérations pour la reprise des villes de Faizabad, Asadabad, Bakirot, Khost occupées par des bandes rebelles et des « mercenaires » pakistanais.

*10. Serguei Fiodorovich Akhromeev est premier adjoint du chef de l'état-major général en 1979 et maréchal de l'Union soviétique en 1983. De 1984 à 1988, chef de l'état-major général des forces armées soviétiques, il dirige la planification de toutes les opérations en Afghanistan. Pendant le putsch de Moscou en 1991, il revient de Sotchi pour offrir son assistance puis se suicide.

*11. Alexander Pouzanov (1906-1998) est ambassadeur en Corée du Nord de 1957 à 1962, en Yougoslavie de 1962 à 1967, en Bulgarie de 1967 à 1972 et enfin en Afghanistan de 1972 à 1979.

*12. Le général colonel Sultan Kekkezovich Magometov, né en 1920 en république de Karatchaïévo-Tcherkessie, participe à la guerre soviéto-finlandaise, puis à la grande guerre patriotique qu'il commence comme sergent et achève comme commandant en ayant combattu sur tous les fronts de Moscou, Stalingrad, Pologne et Baltique. Conseiller militaire en Syrie de 1967 à 1972, il est nommé commandant des conseillers soviétiques en RDA pour un an, le 27 décembre 1979, après l'entrée des forces soviétiques.

*13. Ce document a été retrouvé dans les archives du Comité central en 1991 lors du procès des conspirateurs du coup d'État qui contribua à la chute de Gorbatchev.

*14. Iouri Vladimirovich Toukharinov est en septembre 1979 le premier adjoint de la région militaire du Turkestan, mais se rend plusieurs fois en Afghanistan. Quand la décision d'entrée des forces soviétiques est prise le 12 décembre 1979, il est nommé commandant de la 40e armée qui entre le 25 décembre en Afghanistan. En 1983, il est nommé adjoint du commandant des forces du pacte de Varsovie et quitte le service en 1990.

*15. Sergueï Leonidovich Sokolov sert dans l'Armée rouge à partir de 1932. De 1980 à 1985, tout en conservant sa fonction de premier adjoint du ministre de la Défense, il est commandant du groupement opérationnel de forces du ministère de la Défense de l'URSS en Afghanistan. Il devait formellement assurer l'interaction entre les forces soviétiques et afghanes, mais il planifia en réalité la conduite des opérations de l'armée afghane et des forces soviétiques. Ministre de la Défense à compter du 22 décembre 1981, il est contraint à la démission le 30 mai 1987 après que l'aviateur allemand Mathias Rust a eu réussi à poser un avion de tourisme sur la place Rouge.

*1. Dix-huit pays votent contre la résolution, dont l'URSS, l'Afghanistan, les trois républiques soviétiques et des États clients de l'Europe orientale et du tiers-monde.

*2. Le 18 juin 1979, Carter et Brejnev signent à Vienne l'accord SALT II, « Strategic Arms Limitation Talks II » (ou « négociations sur la limitation des armes stratégiques ») qui définit un plafond de bombardiers et de missiles balistiques intercontinentaux nucléaires. L'accord n'est pas ratifié par le Sénat des États-Unis ni par le Soviet suprême, mais ses termes sont cependant respectés.

*3. Les Soviétiques nomment les combattants de l'opposition leur « ennemi », les « douchman/душман », dérivé du mot russe « esprit », « дух », « Doukhi/Духи » signifiant parfums et enfin « Dousha/душа », « âme ». Tous ces mots expriment bien le caractère insaisissable de l'adversaire tout en le qualifiant par des termes empreints d'un certain respect et de considération. Les Russes qualifient également leurs adversaires afghans dans les livres récents de « protivnik/противник », « adversaire », ou « mitejnik/мятежник », « insurgé », « rebelle ». Les forces adverses sont encore parfois qualifiées de « contre-révolutionnaires », rarement de « bandes armées ». Mais on ne trouve plus aujourd'hui de termes désobligeants ou méprisants à la différence de ceux qui qualifient les rebelles tchétchènes à partir de 1999. Pour les Afghans, les Soviétiques sont les *Shouravi*, par assimilation entre « Shoura » et « Sovet », car « conseil » se dit *Shoura* en persan et *Soviet* en russe.

*4. L'« Initiative de défense stratégique » (IDS) est un programme américain dit de « guerre des étoiles » annoncé par le président Reagan le 23 mars 1983. Il envisage la mise en place d'un système de défense antimissiles très élaboré, en particulier avec un « bouclier spatial » qui s'appuierait sur des développements technologiques en informatique où l'URSS accuse son retard. Il passe au premier plan des préoccupations des dirigeants soviétiques parce qu'il les contraint à envisager des dépenses militaires gigantesques pour éviter la déstabilisation de la parité stratégique : ce programme pouvait en effet permettre de neutraliser ne serait-ce qu'une partie du système des missiles soviétiques intercontinentaux.

*5. En novembre 2008, le lieutenant général Ruslan Aushev note qu'en « 1979, le peuple nous accueillit avec enthousiasme. Exactement une année plus tard, 40 % d'entre eux nous détestait. Cinq ans plus tard, 60 % de la population nous haïssait » (Megan K. Stack, « The other Afghan war, » *Los Angeles Times*, 23 novembre 2008).

*6. Au moment de son trentième anniversaire, en 1983, Ahmad Shah Massoud, le « lion du Panchir », a déjà affronté et survécu à six assauts de l'armée conventionnelle la plus puissante du monde. À la fin de l'été 1979, il libère la vallée du Panchir de la présence gouvernementale. L'entrée des Soviétiques change la dimension du conflit et Massoud devient alors l'archétype du combattant moderne. Pour un général expérimenté comme le général Gromov, qui effectue trois séjours en Afghanistan, « il se distingue de tous les autres chefs de guerre afghans par son esprit visionnaire et sa capacité à se faire accepter par les populations du Panchir et du nord-est du pays ». Massoud adapte les principes tactiques fondamentaux d'une guerre de partisans aux particularités nationales, ainsi qu'aux caractéristiques géographiques et religieuses qui influent

autant sur le comportement des individus que sur les conditions de combat en Afghanistan. Brillant tacticien, il fait un usage constant des manœuvres de déception pour attirer les formations de l'ennemi dans des sites favorables aux embuscades d'où il concentrait sa puissance de feu. Son leitmotiv repose sur le renseignement à obtenir en amont des opérations soviétiques. Invité au Parlement européen en avril 2001, il est assassiné le 9 septembre de la même année.

*7. Dans son discours prononcé à Vladivostok, capitale de l'Extrême-Orient soviétique, le 28 juillet 1986, Gorbatchev annonce le rapatriement de six régiments d'Afghanistan ainsi que le retrait d'une grande partie des troupes soviétiques de Mongolie, ce qui est considéré comme un geste à l'égard de Pékin.

*8. 620 000 soldats soviétiques ont servi en Afghanistan : 525 000 de l'armée, 90 000 des gardes-frontières et du KGB, 5 000 des troupes du ministère de l'Intérieur (MVD).

*1. La plupart des sept partis trouvent leur origine dans les mouvements des universités des années 1970. Ils peuvent être classés en deux catégories : les islamistes et les conservateurs royalistes.

— *Les islamistes :*

Le Hezb-e-Islami Gulbuddin (HIG), parti islamique fondé en 1979 d'une scission fondamentaliste du Jamiat. Son dirigeant, Gulbuddin Hekmatyar, est un Pachtoun fondamentaliste internationaliste, le favori de la CIA et de l'ISI.

Le Hezb-e-Islami-Khalis (HIK), fondé par Mawlawi Mohammed Yunis Khalis, de la province de Nangarhar, est un parti fondamentaliste modéré traditionnel très anti-chiite. Ses plus fameux chefs de guerre sont Abdul Haq à Kaboul, Haji Abdul Qadir à Nangarhar et Jalaluddin Haqqani dans la province de Paktia. Ses soutiens se trouvent dans les provinces de Nangarhar, Kaboul, Kunar, Logar et du Wardak.

Ittehad-I-Islami Baraye Azadi Afghanistan, « Ittehab » : l'Union islamique pour la libération de l'Afghanistan, fondée par le Pachtoun Abdulrab Rassul Sayyaf. C'est un mouvement fondamentaliste anti-chiite. Son financement provient des wahhabites d'Arabie saoudite. Sayyaf recrute de jeunes Arabes volontaires pour le djihad. Il sera toujours opposé aux talibans qu'il qualifie d'« esclaves du Pakistan ».

Le Jamaat-e-Islami, ou Jamiat-e-Islami, « la société islamique », fondée par le Tadjik Burhanuddin Rabbani, originaire du Badakhshan. Son plus fameux commandant est Ahmad Shah Massoud qui opère dans la vallée du Panchir et Ismaël Khan dans la province d'Herat. Fondamentaliste modéré, il est dominé par des Tadjiks tout en étant ouvert à des Pachtouns et à des Ouzbeks. Sa zone d'action se situe au nord de l'Afghanistan tout en ayant des membres dans toutes les provinces, en particulier dans le Logar, Samangan, Faryab, Farah, et Nimroz.

— *Les traditionalistes :*

Le Mahazi-Melli-Islamiye-Afghanistan, Front national islamique d'Afghanistan, fondé par Pir Sayed Ahmad Gailani. Ce parti modéré attire de nombreux anciens officiers de l'armée afghane et des technocrates modérés. Ce parti royaliste recrute dans l'aristocratie terrienne, les tribus et la fraternité soufi. C'est un parti essentiellement pachtoun. Il est actif dans les provinces de Paktia, Paktika, Ghazni et Kandahar. Il rejette tant le communisme que l'islamisme et se prononce en faveur de la démocratie et du nationalisme.

Le Jebh-e-Nejat-i-Melli Afghanistan, Front national de libération d'Afghanistan, est un parti modéré fondé par Sebqhatullah Mojadeddi. Parti séculaire qui recrute dans les tribus, l'ancien ordre social et les ordres soufis du sud. Ses points d'appuis se trouvent dans les provinces de Kunar et de Paktia.

Le Harakat-i-Enqelab, Mouvement révolutionnaire islamique, fondé par Mohammad Nabi Mohammadi. C'est un parti modéré (islamiste traditionnel) et d'abord pachtoun. Le général Yahyah Nawroz est l'un de ses plus fameux commandants.

*2. ISI, Directorate for Inter-Services Intelligence, plus connu comme Inter-Services Intelligence-ISI. Ce service se fait connaître sur le plan mondial lors de la guerre d'Afghanistan quand, avec les services américains (programme afghan) et saoudiens, il aide largement et forme les moudjahidines contre l'Armée rouge et le gouvernement afghan. Après avoir soutenu

Gulbuddin Hekmatyar qui échoue à prendre Kaboul en 1994 lors de la guerre civile, il soutient les talibans. La prise de contrôle du pays par ceux-ci, en 1996, devait apporter une « profondeur stratégique » face à l'adversaire principal, l'Inde. Les liens qu'entretiennent l'ISI et les organisations islamistes et terroristes sont volontairement flous, mais des preuves de contacts sont établies, comme la protestation officielle pakistanaise lors du bombardement américain par missiles de croisière contre les camps dirigés par Oussama ben Laden le 12 août 1998 qui tue cinq officiers de l'ISI.

*3. Spetsnaz ou Forces spéciales soviétiques puis russes. Terme générique qui s'applique à plusieurs composantes qui vont d'unités clandestines très spécialisées aux détachements de reconnaissance des unités de manœuvre.

*4. Les forces afghanes qui participent à l'opération se composent des 8e, 11e, 12e et 25e divisions d'infanterie, de la 15e brigade de chars et d'une dizaine de bataillons du Tsarandoi.

*5. L'embuscade d'Uzbin, subie par une unité française le 18 août 2008, correspond en grande partie à ce schéma.

*6. Il faut cinq à six jours pour faire le trajet de Termez à Kaboul, et deux semaines quand les rebelles se montrent très actifs.

*1. Edmund McWilliams est envoyé à Islamabad en 1988 en tant qu'analyste semi-indépendant pour évaluer la politique américaine à suivre dans le sillage du retrait soviétique. Ses critiques sur le soutien de l'ISI aux islamistes radicaux conduisent à une enquête interne sur son intégrité lancée par l'ambassadeur Robert Oakley (en poste du 18 août 1988 au 29 août 1991) et le chef de station de la CIA, Milt Bearden, pour tenter de le déstabiliser. En 1992, McWilliams ouvre les ambassades à Bishkek au Kirghizstan et à Douchanbe au Tadjikistan, où il sert comme chargé d'affaires.

*2. Le Junbesh-e-Milli-e-Islami-e-Afghanistan, Mouvement islamique national d'Afghanistan, est le parti ouzbek d'Abdul Rashid Dostom.

*3. Sept groupements de résistance sous l'égide du Pakistan sont à relever pendant la guerre contre les Soviétiques, auxquels il faut ajouter huit unités de guérilla de la région du Hazara, à l'ouest du pays, qui bénéficient du soutien financier de l'Iran. Elles se regroupent en 1989 en un seul parti : le Hezb-e-Wahdat (Parti de l'unité islamique d'Afghanistan) du chef chiite Abdul Ali Mazari.

*4. Benazir Bhutto, née le 21 juin 1953 dans une famille influente du Sind, est Première ministre du Pakistan de 1988 à 1990 et de 1993 à 1996. Son père, Zulfikar Ali Bhutto, a dirigé le pays comme président de la République puis Premier ministre. Il a été renversé puis exécuté à l'occasion d'un coup d'État mené par le général Zia-ul-Haq en 1977. Elle est la première femme élue démocratiquement dans un pays musulman. Accusée de corruption et de violences claniques, elle s'exile en 1996, puis est amnistiée par le président Pervez Musharraf et c'est au cours de la campagne électorale des élections législatives qu'elle est assassinée, le 27 décembre 2007.

*5. Al-Qaida (la « base », en arabe : l'origine en serait le premier camp d'entraînement aussi appelé la « base » situé à Jalalabad) est une organisation fondée en 1987 par Abdallah Yusuf Azzam et Oussama ben Laden, qui en prend le contrôle en 1989. D'inspiration salafiste djihadiste, elle est profondément liée à la guerre contre les Soviétiques, mais elle est classée comme terroriste depuis leur retrait d'Afghanistan. Ben Laden organise la formation des moudjahidines arabes après la prise de Kaboul par les talibans en 1996, développant ainsi les réseaux de sa mouvance en formant par ailleurs des milliers d'islamistes militants. La doctrine proclamée en février 1998 repose sur un « Appel au djihad pour la libération des lieux saints musulmans et pour combattre les juifs et les croisés ». Le plus célèbre attentat attribué à Al-Qaida est celui du 11 septembre 2001 aux États-Unis, mais ceux du 16 mai 2003 à Casablanca, du 11 mars 2004 à Madrid et du 7 juillet 2005 à Londres ont également marqué les mémoires.

*6. Ce qui est appelé « djihadisme » est né à la suite de l'invasion soviétique en Afghanistan. Pour affronter les Soviétiques, les Saoudiens et les Pakistanais font appel aux éléments les plus islamisés de la société afghane, mais aussi aux combattants étrangers qui veulent mener une guerre religieuse contre l'envahisseur communiste. C'est dans ce contexte que le djihad devient international avec le recrutement d'islamistes volontaires venus du monde entier. Le Palestinien Abdallah Azzam (1949-1989), qui arrive à Peshawar en 1984 où il fonde un bureau chargé de la

formation des volontaires étrangers, est considéré comme le père spirituel de toute la mouvance djihadiste.

*1. Nom du destroyer de l'US Navy attaqué le 12 octobre 2000 en rade d'Aden.

*2. Cité par P. Bergen, *Ben Laden, l'insaisissable*, Paris, Michel Lafont, 2006, p. 320 dans Jean-Pierre Filiu, *Les Neuf Vies d'Al-Qaida*, Paris, Fayard, 2009.

*3. Résolution 1368, votée le 12 septembre 2001, puis résolution 1373 du 29 septembre 2001 qui est un véritable ultimatum à l'égard des talibans.

*4. Le Counterterrorism Center, établi en 1986, est une division de la Direction des opérations de la CIA.

*5. Élu le 7 novembre 2000 43e président des États-Unis, George W. Bush est investi le 20 janvier 2001.

*6. Le Counterterrorism Security Group (CSG) est une agence interministérielle qui a un siège au Conseil de sécurité nationale (United States National Security Council).

*7. Aussi connu sous le nom d'Abou Hafs, il est l'auteur d'*Études militaires pour mener la guerre sainte contre les tyrans*, livre qui lui apporte une certaine renommée dans les années 1980. Au cours de la décennie suivante, il étend son action, devient responsable de réseaux terroristes en Afrique et il séjourne en Somalie où il conduit la guérilla contre les forces américaines.

*8. Voir note 1.

*9. « Force opérationnelle interarmées ».

*10. « Groupement de forces spéciales interarmées ».

*11. Presque au même moment, la France envoie à Douchanbe une délégation du ministère des Affaires étrangères. La composante militaire est représentée par l'auteur en tant qu'attaché militaire « non résident » et habituellement implanté à Moscou, l'ambassadeur de France en Russie étant aussi ambassadeur pour le Tadjikistan. La seule ambassade française permanente avec un attaché de défense se trouve en Ouzbékistan. Elle est d'ailleurs écartée des événements dès le 2 décembre et ne joue plus aucun rôle dans le déploiement français en Afghanistan qui est réalisé à partir de Douchanbe à partir du 5 décembre 2001.

*12. La Communauté des États indépendants (CEI) a été créée en décembre 1991 par onze pays de l'ex-URSS : Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie, Ouzbékistan, Russie, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine. Elle a été rejointe en décembre 1993 par la Géorgie.

*13. Révolution de couleur dite « des Tulipes » au Kirghizstan en 2005 où était implantée près de Bichkek une très importante base aérienne (Manas). René Cagnat, spécialiste français du Kirghizstan, souligna le rôle des États-Unis dans cette révolution : « À coups de stages de formation offerts aux États-Unis, les Américains ont noyauté l'armée kirghize et l'ont empêchée de réprimer la révolution » (voir « Les Américains ébranlent l'empire russe », *Le Point*, 31 mars 2005). Madeleine Albright, secrétaire d'État (1997-2001), avait par ailleurs entretenu une diplomatie très active en Asie centrale « pour promouvoir la démocratie », en offrant par

exemple 3 millions de dollars à l'Ouzbékistan et au Kirghizstan pour former les gardes-frontières, lutter contre l'islamisme et le trafic de drogue (*TVA Nouvelles*, 16 avril 2000).

*14. Cette scène fut d'ailleurs retranscrite dans le film de la Warner Bros *12 Strong : The Declassified True Story of the Horse Soldiers* sorti en 2018 et qui relate l'aventure des Bérets verts de l'ODA 595 qui combattent avec Abdul Rashid Dostom.

*15. CENTCOM profita de l'occasion pour remercier l'auteur, attaché de défense à Douchanbe, qui avait maintenu ouvert l'aéroport à partir du 5 décembre 2001 malgré les réticences et les tergiversations continuelles des autorités tadjikes. Les Américains purent alors bénéficier de cette alliance de situation.

*16. Dans la phase initiale, la France choisit de s'aligner sur la planification américaine et ses orientations diplomatiques pour implanter une base aérienne. Il est ainsi choisi de ne pas aller au Tadjikistan car il n'y a pas de régime démocratique. L'autocratie ouzbek et son régime très brutal ont en fait plus recueilli l'intérêt français en raison de partenariats industriels déjà ébauchés. Il s'avère que ces anciennes relations et la présence d'une ambassade ne suffisent pas à soutenir une implantation française en période de guerre.

*17. Il est vice-président du gouvernement Karzai de 2004 à 2014, puis le président Ghani le nomme à la tête du Haut Conseil pour la paix en 2017, poste qu'il occupera jusqu'en 2019.

*18. Le capitaine Mark Nutsch est renommé Mitch Nelson dans le film *12 Strong* (Warner Bros, 2018) inspiré du livre de Doug Stanton. Ce changement correspond à une demande faite en 2009 lors de la parution du livre par le capitaine Nutsch à des fins de protection des personnels encore en service.

*19. Mohammed Daoud est assassiné par les talibans le 28 mai 2011 dans une attaque menée en liaison avec le Mouvement islamique d'Ouzbékistan à Taloqan.

*20. Au début de 2010, Tayeb Agha rencontre Bern Müzelburg, l'envoyé spécial allemand pour l'Afghanistan, quelque part dans le golfe Persique. En novembre de la même année, il rencontre des diplomates du Département d'État américain à Munich. Comme il est soucieux de ne pas être intercepté et envoyé à Guantanamo, il est récupéré au Qatar par un avion allemand du service de renseignement fédéral, et les personnels du Conseil de sécurité national américain évitent d'informer la CIA sur ce vol. Voir Steve Coll, *Directorate S : The C.I.A. And America's Secret Wars In Afghanistan And Pakistan, 2001-2016*, New York, Penguin Press, 2018. Cette situation illustre la continuation des désaccords qui existent tout au long du conflit entre les différents services des États-Unis.

*21. Ce premier séjour en Afghanistan s'étendit de septembre 2002 à septembre 2003. Il occupa deux postes : son premier rôle était d'être le coordinateur de la sécurité américain pour l'Afghanistan et le second chef du bureau de la coopération militaire-Afghanistan (Office of Military Cooperation-Afghanistan, OMC-A). Il devient plus tard le commandant des forces américaines en Afghanistan et enfin ambassadeur des États-Unis de mars 2009 à juillet 2011.

*22. Commandements régionaux Est et Sud.

*23. Les Hollandais avaient également demandé de relever le gouverneur d'Uruzgan avant de se déployer, ce que Karzai accepta.

*24. Commandant de l'ISAF, de mai 2006 à février 2007.

*25. Les postes dans la vallée de Kamdesh sont établis en octobre 2006.

*26. Les Américains disposent de 32 000 soldats en Afghanistan, soit le cinquième des forces engagées en Irak.

*27. Le sergent Ryan Pitt, qui finit par y combattre seul, devait recevoir un an après des mains du président Obama la prestigieuse médaille d'honneur pour récompense de sa bravoure.

*28. En 2020, le film *Assiégés* (titre original *The Outpost*), adapté du livre *The Outpost : an Untold Story of American Valor* de Jack Tapper, retrace cette bataille de Kamdesh.

*29. *Lieutenant general*, soit l'équivalent de général de corps d'armée.

*30. Bush s'entretient régulièrement avec Karzai, espérant qu'une relation personnelle permettra de faire passer des conseils.

*31. En février 2008, la 24e Marines Expeditionary Unit effectue son déploiement à Kandahar. Les Marines commencent les opérations de combat en avril suivant, en particulier dans la ville de Garmsir, dans le Helmand.

*32. Le général McNeill ne commande pas techniquement et directement les forces américaines : il est le commandant de l'OTAN. Les forces conventionnelles américaines sont sous le commandement direct du commandant du Commandement régional Est, qui est alors le major général David Rodriguez. À partir de 2008, elles passent sous le commandement du commandant de l'ISAF, qui est un autre Américain.

*33. Commandant de la 101e division aéroportée constituant le CJTF-101 d'avril 2008 à juin 2009, il est l'auteur par ailleurs de *Marathon War, Leadership in Combat in Afghanistan* (2021).

*34. Le général Scaparotti prend ce commandement le 3 juin 2009 après les quinze mois d'opérations effectués par la 101e division aéroportée/CJTF 101. Il devait revenir en Afghanistan de juillet 2011 à juin 2012 pour être l'adjoint du général Allen, commandant de l'ISAF. Il était alors à la tête de l'ISAF Joint Command, en charge des opérations.

*1. Les Britanniques perdent 456 tués en Afghanistan de 2001 à 2015 et 179 en Irak de 2003 à 2009. « Eight UK troops died in 24 hours », *BBC News*, 11 juillet 2009. .

*2. En 2013, 9 000 personnes vivent dans ces zones arides où 88 % d'entre elles cultivent du pavot.

*3. Lors de ce séjour, le général Michael Flynn, responsable du renseignement pour l'ISAF, dresse d'ailleurs un tableau assez pessimiste de la situation en Afghanistan devant les stagiaires de l'École de guerre à Paris.

*4. Méthodes d'influence conduites de façon assez visible et un peu maladroite, comme celles vécues par l'auteur lors d'un passage à Kaboul avec des représentants civils de l'OTAN.

*5. De 2005 à 2011, les Canadiens ont 162 tués et 200 blessés. Au début de 2012, la bataille de Zahrey en est à son troisième responsable. Carter est parti fin 2010, Terry fin 2011, et Kandahar est sous le commandement du major général James Huggins. Tous veulent en finir avec cette bataille. En janvier 2013, deux bataillons d'infanterie américains sont à Panjwai ; un bataillon d'infanterie et deux bataillons blindés, un bataillon « Stryker » et un bataillon de police militaire à Zahrey.

*6. En octobre 2011, Asadullah Khalid survit à une tentative d'assassinat. Un an plus tard, il est nommé chef du NDS (*National Directorate of Security*, « Directoire national de la sécurité »), le service de renseignement afghan, très similaire au Département de la sécurité intérieure américain (*Department of Homeland Security*) qui le soutient.

*7. Razziq est finalement assassiné le 18 octobre 2018 à l'âge de 40 ans, avec le gouverneur de la province Zalmai Wesa. Le général Scott Miller, commandant en Afghanistan, lui rend hommage et déclare qu'« il a perdu un grand ami » (« *Top Afghan commander Raziq killed in Kandahar gun attack* », *BBC News World Service*, 19 octobre 2018).

*8. Aéronef sans pilote, *UAV-Unarmed Aerial Vehicle*.

*9. Un acronyme pour « Sea, Air and Land ».

*10. Où quand le vaudeville s'insère dans la grande stratégie : Paula Broadwell avait harcelé par mail Jill Kelley, qui porta plainte auprès du FBI à la suite de la réception de ce genre de littérature : « Je sais ce que tu as fait, va-t'en, éloigne-toi de mon mec. » L'enquête du FBI met à jour les contenus des ordinateurs de tous les participants, y compris des documents classés comme confidentiels.

*11. Le vert (*green*) qualifie un élément afghan et le bleu (*blue*) un personnel de la coalition.

*12. Les unités allemandes stationnées à proximité n'intervinrent pas, démontrant ainsi l'emprise de la juridiction et les atermoiements de l'OTAN.

*13. « Mission OTAN de Formation en Afghanistan » (MFO-A). C'est une organisation militaire multinationale, créée en novembre 2009 et dissoute fin 2014, chargée de fournir une formation de niveau supérieur aux Forces armées afghanes (FAA) regroupant la composante terre (Armée nationale afghane, ou ANA), la composante air (Force aérienne afghane, ou FAA),

les forces de police (Police nationale afghane, ou PNA) ainsi que l'Académie militaire nationale d'Afghanistan et les différentes écoles. Elle est aussi chargée de l'élaboration de la doctrine, de la formation et du conseil de la Police nationale afghane (PNA). »

*14. Angar est le chef de la police en 2010 et en 2011. Le ministère de l'Intérieur le renvoie sur place quand la situation du nord du Helmand tourne mal.

*15. Pour *Training, Advising and Assisting*.

*16. Pour *Afghan Security Institutions*.

*1. Il est tué le 23 septembre 2017 dans un attentat revendiqué par les talibans (*Radio Free Europe/Radio Liberty*, 24 septembre 2017).

*2. En 2016, il y en a environ quatre-vingts par mois, soit moins du quart des trois cent quarante frappes aériennes de 2012. En octobre 2015, au moment du sommet des batailles pour Kunduz et le centre du Helmand, les Américains fournissent 203 appuis comparés à 500 apportés en Irak et en Syrie contre un adversaire du même niveau.

*3. Le 13 août 2015, Ayman al-Zawahiri annonce prêter allégeance au mollah Akhtar Mohammad Mansour, chef des talibans.

*4. Le général Mattis avait supervisé avec le général Petraeus la rédaction du fameux « *Field Manual 3-24 Counterinsurgency* » qui a lourdement influencé la conduite de la guerre en Afghanistan.

*5. En tout, 2 403 tués américains et 1 136 alliés.

*6. Les CTPT (*Counter Terrorism Pursuit Teams*), d'un effectif global de 3 000 hommes, sont des unités que la CIA entraîne et dirige. Déployées dans les provinces de Kunar, Paktia, Kandahar, Kabul, Khost et Nangarhar, elles conduisent aussi des opérations à l'intérieur du Pakistan.

*1. Le 18 août 2008, 10 soldats français sont tués et 21 autres blessés dans une embuscade tendue par les talibans dans la vallée d'Uzbin.

*2. Le 11 novembre 2001, trois grands reporters – Johanne Sutton (RFI), Pierre Billaud (RTL) et Volker Handloik (*Stern*) – sont tués lors d'un combat en Afghanistan. Avec le diplomate Arnaud de Sury, et l'ONG Acted, nous avons ramené les corps à Douchanbe, où les familles sont arrivées le lendemain. Une expérience très pénible.

*3. Fin décembre 2001, au retour d'un vol sers Mazar-e Sharif, nous étions quatre dans un café glauque de l'aéroport de Douchanbe, quand l'ambassadeur de France expliqua au ministre de la Défense, accompagné du futur CEMAT (chef d'état-major de l'armée de terre), que mon plus cher désir était d'être affecté à Kaboul à l'ambassade. Un silence suivit cette demande pourtant fort modeste.